

LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES
travaillant en France
ET L'IMPOT SUR LE REVENU
DES VALEURS MOBILIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Décembre 1936, à 14 heures

PAR

Suzanne TRIPIER-DROUVILLÉ

JURY

Président : M. René CASSIN, professeur

Suffragants { MM. Maurice PICARD } professeurs
Joseph HAMEL }

PARIS

1936

LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES
travaillant en France
ET L'IMPOT SUR LE REVENU
DES VALEURS MOBILIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Décembre 1936, à 14 heures

PAR

Suzanne TRIPIER-DROUVILLÉ

JURY

Président : M. René CASSIN, professeur

Suffragants { MM. Maurice PICARD } professeurs
Joseph HAMEL }

PARIS

1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

travaillant en France

ET L'IMPOT SUR LE REVENU
DES VALEURS MOBILIÈRES

**TABLE ANALYTIQUE
DES MATIÈRES**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	PAGES
Table analytique des matières	I
Liste des Abréviations	XVII
Introduction	I

PREMIERE PARTIE

<i>LES DIVERSES MANIERES SUIVANT LESQUELLES UNE SOCIETE ETRANGERE PEUT TRAITER DES AFFAIRES EN FRANCE, ET LA TAXATION AU TITRE DE L'IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIERES</i>	7
--	---

TITRE PREMIER

<i>DES SOLUTIONS S'OFFRANT A LA SOCIETE ETRANGERE QUI DESIRE TRAVAILLER DIRECTEMENT EN FRANCE</i>	9
---	---

CHAPITRE I.

BUREAU ADMINISTRATIF	9
----------------------------	---

CHAPITRE II.

PASSATION DIRECTE DE CONTRATS	10
-------------------------------------	----

CHAPITRE III.

REPRÉSENTANT : REPRÉSENTANT, AGENT, REPRÉSENTANT DE COMMERCE, COMMIS VOYAGEUR, VOYAGEUR DE COMMERCE	13
--	----

CHAPITRE IV.

SUCCURSALE, AGENCE	15
--------------------------	----

SECTION I.

<i>Obligations auxquelles doivent satisfaire avant toute opération en France, les sociétés étrangères qui se proposent d'y traiter des affaires</i>	16
§ 1. — Documents à fournir pour faire agréer un représentant responsable	17
(Annexes 1 à 12.)	

§ 2. — Documents à fournir pour faire fixer un cautionnement et en faire recevoir le dépôt. Récépissé du versement du cautionnement	18
a) Fixation du cautionnement	18
(Annexes 13 à 20.)	
b) Réception du cautionnement. Récépissé du versement du cautionnement	19
(Annexes 21 à 24.)	
§ 3. — Régularisation de la situation de la société à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement. Amendes	20
(Annexe 25.)	
§ 4. — Immatriculation de la société au registre du commerce.	21

SECTION II.

Obligations auxquelles doivent satisfaire pendant leur existence en France, les sociétés étrangères qui y traitent des affaires	22
§ 1. — Sur l'obligation d'acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières	22
1° Taux de l'impôt	22
Revenu des actions	23
Société française	24
Société étrangère	25
Revenu des obligations	28
2° Eléments imposables	29
3° Quotité imposable	30
a) Fixation provisoire de la quotité imposable	32
b) Fixation définitive de la quotité imposable	32
c) Révision de la quotité imposable	33
(Annexe 26.)	
4° Révision du cautionnement	34
a) Réduction du montant du cautionnement	34
(Annexes 27 et 28.)	
b) Rehaussement du montant du cautionnement	35
c) Perception des intérêts du cautionnement	36
(Annexe 29.)	
5° Acquiescement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières	36
a) Epoque de paiement de l'impôt	37
b) Liquidation de l'impôt	38
(Annexes 30.)	
Exemple numérique du calcul de l'impôt et de sa liquidation	39
§ 2. — Sur l'obligation de déposer certains documents à l'appui des paiements à effectuer	41
a) Délibérations et comptes rendus	42
(Annexe 31.)	
b) Procès-verbaux de tirage relatifs aux lots et primes de remboursement	43
c) Déclaration relative aux remboursements et amortissements de capital	43

d) Etat des sommes distribuées aux membres des conseils d'administration	45
e) Etat des jetons de présence payés aux actionnaires ..	45
§ 3. — Amendes	45
(Annexes 32 et 33.)	
§ 4. — Prescription de l'action du Trésor, en recouvrement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et des amendes y relatives	47

SECTION III.

<i>Obligations auxquelles doivent satisfaire en raison de la cessation de leur activité en France, les sociétés étrangères qui y traitaient des affaires.</i>	48
§ 1. — Clôture du dossier de la société étrangère	48
(Annexe 34.)	
§ 2. — Restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières	51
(Annexes 35, 36, 37.)	
§ 3. — Restitution des garanties remises par la société au repré- sentant responsable	56
(Annexe 38.)	
§ 4. — Remboursement du cautionnement	57
(Annexes 39 et 40.)	

CHAPITRE V.

CONCLUSIONS SUR LES SOLUTIONS PROPOSÉES AU TITRE PREMIER	59
--	----

TITRE II.

<i>DES SOLUTIONS S'OFFRANT A LA SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE QUI, NE VOULANT PAS TRAVAILLER DIRECTEMENT EN FRANCE, DESIRE RECOURIR A L'INTERMÉDIAIRE DE COMMERÇANTS ÉTABLIS EN FRANCE</i>	61
--	----

CHAPITRE I.

SUR L'INDÉPENDANCE DES COMMERÇANTS	61
--	----

CHAPITRE II.

<i>DES DIFFÉRENTS GENRES DE COMMERÇANTS ÉTABLIS EN FRANCE ET A L'INTERMÉ- DIAIRE DESQUELS PEUT RECOURIR LA SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE</i>	63
--	----

SECTION I.

<i>Marchands</i>	63
------------------------	----

SECTION II.

<i>Courtiers de marchandises et Commissionnaires</i>	65
--	----

CHAPITRE III.

<i>Conclusions sur les solutions proposées au titre II</i>	70
--	----

TITRE III.

<i>SOLUTION INTERMEDIAIRE ENTRE CELLES QUI ONT ETE PRECEDEMMENT EXAMINÉES : FILIALE</i>	71
En quoi le recours à une filiale constitue une solution intermédiaire	71
Avantages que présente le recours à une filiale	71
Diverses formes de filiales	73

CHAPITRE I.

CONSTITUTION D'UNE FILIALE HORS DE FRANCE, AVEC SUCCURSALE EN FRANCE.	73
--	----

CHAPITRE II.

CONSTITUTION DIRECTE D'UNE FILIALE EN FRANCE	75
--	----

SECTION I.

<i>Société en participation</i>	78
§ 1. — <i>Caractères distinctifs</i>	78
§ 2. — <i>Impôt sur le revenu des valeurs mobilières</i>	78
§ 3. — <i>Utilisation comme filiale</i>	79

SECTION II.

<i>Société en nom collectif</i>	80
§ 1. — <i>Caractères distinctifs</i>	80
§ 2. — <i>Impôt sur le revenu des valeurs mobilières</i>	80
§ 3. — <i>Utilisation comme filiale</i>	81

SECTION III.

<i>Société en commandite</i>	82
§ 1. — <i>Caractères distinctifs</i>	82
§ 2. — <i>Impôt sur le revenu des valeurs mobilières</i>	82
§ 3. — <i>Utilisation comme filiale</i>	83

SECTION IV.

<i>Société à responsabilité limitée</i>	84
§ 1. — <i>Caractères distinctifs</i>	84
§ 2. — <i>Impôt sur le revenu des valeurs mobilières</i>	85
§ 3. — <i>Utilisation comme filiale</i>	86

SECTION V.

<i>Société anonyme</i>	87
§ 1. — <i>Caractères distinctifs</i>	87
§ 2. — <i>Impôt sur le revenu des valeurs mobilières</i>	87
§ 3. — <i>Utilisation comme filiale</i>	88

SECTION VI.

<i>La personnalité juridique et l'imposition en France, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, des sociétés étrangères, mères ou participantes, et de leurs filiales françaises</i>	89
§ 1. — <i>Généralités sur la personnalité juridique des sociétés commerciales</i>	90
§ 2. — <i>Argument en faveur de l'imposition double : imposition de la filiale française et en même temps de la société étrangère, mère ou participante</i>	92
§ 3. — <i>Argument en faveur de l'imposition unique : imposition de la filiale française seulement</i>	93
§ 4. — <i>Critique de l'argument présenté en faveur de l'imposition double</i>	93
§ 5. — <i>Critique de l'argument présenté en faveur de l'imposition unique</i>	99
§ 6. — <i>Conclusion</i>	102

DEUXIEME PARTIE

<i>ETUDE CRITIQUE DES TEXTES FONDAMENTAUX ET DE LA JURISPRUDENCE. Loi du 29 juin 1872, Décret du 6 décembre 1872.</i>	109
---	-----

TITRE PREMIER

<i>LOI DU 29 JUIN 1872 RELATIVE A L'IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIERES</i>	111
--	-----

CHAPITRE I.

SECTION I.

<i>Historique</i>	111
-------------------------	-----

SECTION II.

<i>Texte de la loi votée le 29 juin 1872</i>	114
<i>(Rédaction actuelle : Texte n° 3).</i>	

CHAPITRE II.

<i>VALEURS FRANÇAISES DONT LES REVENUS SONT TAXÉS PAR LA LOI DU 29 JUIN 1872</i>	116
--	-----

CHAPITRE III.

<i>VALEURS ÉTRANGÈRES DONT LES REVENUS SONT TAXÉS PAR LA LOI DU 29 JUIN 1872</i>	118
--	-----

SECTION I.

<i>Sur le rapprochement qui a été fait de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 et de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872</i>	120
---	-----

SECTION II.

<i>Sur le prétendu principe d'égalité entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères, et l'imposition qui en est tirée contre les sociétés étrangères ayant des biens en France</i>	126
§ 1. — <i>Comparaison des textes des lois des 23 juin 1857, 30 mars 1872, 29 juin 1872, lois fiscales visant les valeurs mobilières étrangères</i>	129
§ 2. — <i>Travaux et Discussions parlementaires qui ont préparé et amené le vote de la loi du 29 juin 1872</i>	134
I. — <i>Extraits du Rapport et du Projet de loi présentés au nom de la commission sur le budget rectifié de l'exercice 1871, par M. Casimir PÉRIER, membre de l'Assemblée nationale, le 31 août 1871</i>	136
II. — <i>Extraits du Projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1872, présenté par M. THIERS, président de la République française, et par M. POUYER-QUERTIER, ministre des Finances, le 9 décembre 1871, et de l'Exposé des motifs qui précédait ce projet</i>	139
III. — <i>Extraits de trois Rapports présentés respectivement le 18 mai 1872, le 25 mai 1872 et le 28 juin 1872, au nom de la commission du budget de 1872, par M. DESEILLIGNY, membre de l'Assemblée nationale</i>	144
1. — <i>Rapport général présenté le 18 mai 1872</i>	144
2. — <i>Rapport présenté le 25 mai 1872, au sujet de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières</i>	146
(Texte n° 1.)	
3. — <i>Rapport supplémentaire présenté le 28 juin 1872.</i>	150
(Texte n° 2.)	
IV. — <i>Extraits des Discussions parlementaires des Séances de l'Assemblée nationale des 24, 25 et 29 juin 1872</i>	151
1. — <i>Séance du lundi 24 juin 1872</i>	151
2. — <i>Séance du mardi 25 juin 1872</i>	152
3. — <i>Séance du samedi 29 juin 1872</i>	153
§ 3. — <i>Examen critique du texte de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, et réfutation de l'interprétation adoptée par la jurisprudence</i>	157
I. — <i>Examen critique de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872</i>	158
II. — <i>Interprétation admise par la jurisprudence de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872</i>	160
1. — <i>Extraits du jugement du Tribunal civil de Grasse, du 18 février 1878</i>	164
2. — <i>Extraits de l'arrêt rendu par la Cour de Cassation le 29 août 1881, sur le pourvoi formé contre le susdit jugement du Tribunal de Grasse</i>	171
3. — <i>Extraits du jugement du Tribunal de la Seine, du 5 juin 1885</i>	176

4. — Extraits de l'arrêt de la Cour de Cassation, du 4 mai 1887, sur le pourvoi présenté contre le susdit jugement du Tribunal de la Seine	182
§ 4. — <i>A l'égard du fisc français, en fait il n'y a pas égalité de traitement entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères ayant des biens en France sans y avoir de circulation de leurs titres</i>	188
— Exemples d'imposition : société française et sociétés étrangères	190
— Exonération au bénéfice d'une société française ayant reçu en représentation d'apports des titres d'une autre société.	194
— Exonération au bénéfice d'une société française ayant émis des emprunts en représentation de prêts consentis par elle	196
— Réduction du taux de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises	197

CHAPITRE IV

SUR L'INTERPRÉTATION EXACTE DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 29 JUIN 1872, RELATIVE A L'IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES : RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	199
--	-----

TITRE II

DECRET DU 6 DECEMBRE 1872, PORTANT REGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR L'EXECUTION DE LA LOI DU 29 JUIN 1872, RELATIVE A L'IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIERES	203
--	-----

CHAPITRE I.

TEXTE DU DÉCRET DU 6 DÉCEMBRE 1872 (dans sa teneur primitive)	204
(Rédaction actuelle : Texte n° 4.)	

CHAPITRE II.

ADDITION FAITE PAR LE DÉCRET DU 6 DÉCEMBRE 1872, A LA LOI DU 29 JUIN 1872, RELATIVEMENT AUX VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES	207
---	-----

SECTION I.

Mission que le législateur avait confiée au rédacteur du décret, relativement aux valeurs mobilières étrangères	207
---	-----

SECTION II.

Examen critique de l'article par lequel le décret a ajouté aux dispositions de la loi, en visant un cas différent et distinct du seul cas que le législateur avait envisagé, relativement à l'imposition du revenu des valeurs mobilières étrangères	209
--	-----

CHAPITRE III.

DÉFAUTS DE LA RÉDACTION DES PARTIES DE L'ARTICLE 3 DU DÉCRET DU 6 DÉCEMBRE 1872 OÙ SONT VISÉES LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES N'AYANT PAS EN FRANCE DE CIRCULATION DE LEURS TITRES, ET PARTI QUE LE FISC FRANÇAIS A TIRÉ DE CES DÉFAUTS POUR ÉTENDRE LE DOMAINE DE LA TAXATION DU REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES DESDITES SOCIÉTÉS	217
--	-----

SECTION I.

<i>Défauts de rédaction et extensions successives du domaine de la taxation qu'ils ont permises</i>	217
§ 1. — Conditions, diverses et de plus en plus étendues, que l'Administration et la jurisprudence françaises ont voulu faire entrer dans la clause : « qui ont pour objet des biens situés en France », en vue de la taxation des revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères n'ayant pas en France de circulation de leurs titres	218
A. — Première attitude : Le départ et l'interprétation au sens étroit de l'expression « avoir pour objet des biens » et du mot « biens »	219
B. — Seconde attitude : L'interprétation au sens large, variable et indéfiniment développé, de l'expression « avoir pour objet des biens » et du mot « biens ».	223
Résumé des conclusions auxquelles a conduit la considération de l'expression « qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France »	238
§ 2. — Significations diverses qui ont été données, en pratique, à l'expression « à raison des valeurs françaises qui en dépendent » :	241
1° « A raison de »	241
2° « Valeurs françaises »	241
3° « Qui en dépendent »	247
§ 3. — Variation, par extension, du champ d'application de la formule d'« acquittement de la taxe d'après une quotité du capital social », et altération de cette formule en pratique ..	249

SECTION II.

<i>Dernières extensions de la taxation des revenus des valeurs mobilières étrangères : Cas où un emprunt a été contracté en France, cas d'un emprunt contracté à l'étranger et non représenté par des titres, et cas où le fisc est d'avis qu'il y a contrôle d'une affaire française</i>	256
§ 1. — Cas où un emprunt a été contracté en France	257
§ 2. — Cas d'un emprunt contracté à l'étranger et non représenté par des titres	262
§ 3. — Cas où le fisc est d'avis qu'il y a contrôle d'une affaire française	266
Cas d'un placement fait en France	268
Cas d'un contrôle exercé en France	272

CHAPITRE IV

CONCLUSIONS GÉNÉRALES DE LA CRITIQUE DU DÉCRET DU 6 DÉCEMBRE 1872, DANS SA DISPOSITION FAISANT PORTER L'IMPÔT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES « QUI ONT POUR OBJET DES BIENS SITUÉS EN FRANCE »	283
§ 1. — <i>Sur l'illégalité de la disposition considérée</i>	283
§ 2. — <i>Sur l'obscurité, l'ambiguïté, l'indétermination du texte énonçant la disposition considérée</i>	285

CHAPITRE V.

DE LA RÉALISATION DU CAUTIONNEMENT SUBSTITUÉE A LA DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT RESPONSABLE PAR LES SOCIÉTÉS ET ENTREPRISES ÉTRANGÈRES « QUI ONT POUR OBJET DES BIENS SITUÉS EN FRANCE »	286
---	-----

TITRE III.

SITUATION FAITE AUJOURD'HUI AUX SOCIÉTÉS ET COLLECTIVITÉS ÉTRANGÈRES « QUI ONT POUR OBJET DES BIENS SITUÉS EN FRANCE », RELATIVEMENT A L'IMPOSITION EN FRANCE DES REVENUS DE LEURS VALEURS MOBILIÈRES, PAR LES TEXTES JURIDIQUES, LES INTERPRÉTATIONS DE CES TEXTES, ET LEUR APPLICATION PRATIQUE	289
Code fiscal des valeurs mobilières (décret du 21 décembre 1934).	294

TROISIÈME PARTIE

CONVENTIONS INTERNATIONALES BILATÉRALES	299
---	-----

TITRE PREMIER

GENERALITES	299
-------------------	-----

TITRE II.

CONVENTIONS SPÉCIALES AYANT SUPPRIMÉ COMPLÈTEMENT L'IMPOSITION D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES.	
--	--

CHAPITRE I.

CONVENTIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME	303
I. — États-Unis d'Amérique	304
II. — Danemark	304
III. — Suède	305
IV. — Pays-Bas	305
V. — Grèce	306
VI. — Norvège	306
VII. — Belgique	306
VIII. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne	308
IX. — Canada	308
X. — Japon	309
XI. — Allemagne	309
XII. — Italie	310

CHAPITRE II.

CONVENTIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES DE NAVIGATION AÉRIENNE	311
I. — Italie	311
II. — Etats-Unis d'Amérique	311

CHAPITRE III.

CONVENTION CONCERNANT LES SOCIÉTÉS PARTICIPANT A UNE EXPOSITION INTERNATIONALE	312
--	-----

TITRE III.

CONVENTIONS GÉNÉRALES AYANT SUPPRIMÉ PARTIELLEMENT LES DOUBLES IMPOSITIONS	313
--	-----

CHAPITRE I.

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE (Texte n° 5.)	316
Objet	317
Date d'entrée en vigueur	319
Délai de dénonciation	320

SECTION I.

<i>Sociétés italiennes possédant en France un établissement stable</i>	320
§ 1. — <i>Définition de l'établissement stable</i>	320
§ 2. — <i>Imposition, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, des sociétés italiennes possédant en France un établissement stable</i>	321
<i>a</i> ₁) <i>Limitation du revenu taxé</i>	321
<i>a</i> ₂) <i>Détermination du montant des bénéfices à considérer.</i>	322
<i>a</i> ₃) <i>Justifications à fournir par les sociétés italiennes.</i>	322
<i>a</i> ₄) <i>Tarif de l'impôt</i>	323
<i>b</i>) <i>Imposition des sociétés italiennes à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat situés en France</i>	323
<i>c</i>) <i>Non-imposition des sociétés italiennes qui se bornent en France à consentir des prêts, ou à concéder des brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication, sans y posséder d'établissement stable</i>	324
<i>d</i>) <i>Non-imposition des intérêts des emprunts contractés par les sociétés italiennes</i>	324
<i>e</i>) <i>Non-imposition en France des rémunérations des administrateurs des sociétés italiennes</i>	325

f) Imposition en France des dividendes et des intérêts des obligations ou emprunts payés à des actionnaires ou à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France	326
--	-----

SECTION II.

<i>Sociétés italiennes ayant une participation dans une société dont le siège social effectif est en France</i>	328
Non-imposition des sociétés italiennes à raison d'une participation dans une société française	328

SECTION I bis et II bis.

<i>Extension, au profit des sociétés italiennes, d'exonérations antérieurement prévues à l'avantage des seules sociétés françaises</i>	329
1. — Loi du 31 juillet 1920 (art. 27, 28, 29)	329
2. — Loi du 19 mars 1928 (art. 25)	330

CHAPITRE II.

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE	331
(Texte n° 6.)	
Objet	332
Date d'entrée en vigueur de la convention	333
Délai de dénonciation	334

SECTION I.

<i>Sociétés belges possédant en France un établissement stable</i>	335
§ 1. — <i>Définition de l'établissement stable</i>	335
§ 2. — <i>Imposition, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, des sociétés belges possédant en France un établissement stable</i>	336
a ₁) Limitation du revenu taxé	336
a ₂) Détermination du montant des bénéfices à considérer.	336
a ₃) Justifications à fournir par les sociétés belges	336
a ₄) Tarif de l'impôt	337
b) Non-imposition des sociétés belges à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat situés en France	337
c) Non-imposition des sociétés belges qui se bornent en France à consentir des prêts, ou à concéder des brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication sans y posséder d'établissement stable	337
d) Non-imposition des intérêts des emprunts contractés par les sociétés belges	338
e) Non-imposition en France des rémunérations des administrateurs des sociétés belges	339
f) Imposition en France des dividendes et des intérêts des obligations ou emprunts payés à des actionnaires ou à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France	339

SECTION II.

<i>Sociétés belges ayant une participation dans une société dont le siège social effectif est en France</i>	341
Non-imposition des sociétés belges à raison d'une participation dans une société française	341

SECTION I bis et II bis.

<i>Sur l'application possible aux sociétés belges des exonérations et réductions prévues par la loi du 31 juillet 1920, art. 27, 28 et 29, et par la loi du 19 mars 1928, art. 25</i>	342
---	-----

CHAPITRE III.

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	343
(Texte n° 7.)	
<i>Dispositions générales</i>	343
Objet	343
Date d'entrée en vigueur	346
Délai de dénonciation	348
Régime facultatif offert aux sociétés américaines	348
<i>Dispositions particulières</i> :	350

SECTION I.

<i>Sociétés américaines possédant un établissement stable en France</i>	350
§ 1. — <i>Définition de l'établissement stable</i>	350
§ 2. — <i>Imposition, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, des sociétés américaines possédant en France un établissement stable</i>	351
a ₁) Revenu taxé	353
a ₂) Détermination du montant des bénéfices à considérer	353
a ₃) Justifications à fournir par les sociétés américaines.	354
a ₄) Tarif de l'impôt	354
b) Non-imposition des sociétés américaines à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat situés en France	355
c ₁) Non-imposition des sociétés américaines qui se bornent en France à concéder des brevets, marques de fabrication et procédés de fabrication	356
c ₂) Imposition des sociétés américaines qui se bornent en France à concéder des prêts	357
d) Sur l'imposition des intérêts des emprunts contractés par les sociétés américaines	357
e) Sur l'imposition en France des rémunérations des administrateurs des sociétés américaines	357
f) Imposition en France des dividendes et des intérêts des obligations ou emprunts payés à des actionnaires ou à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France	358

SECTION II.

<i>Sociétés américaines ayant une participation dans une société française ..</i>	360
§ 1. — <i>Non-imposition des sociétés américaines à raison d'une participation dans une société française, à condition que ces sociétés aient opté pour le nouveau régime</i>	360
§ 2. — <i>Situation faite aux sociétés américaines qui n'ont pas opté pour le nouveau régime</i>	362
1. — <i>Quant à l'exonération prévue par l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920</i>	362
2. — <i>Quant à l'exonération prévue par l'article 28 de la loi du 31 juillet 1920</i>	363
3. — <i>Quant à l'exonération prévue par l'article 29 de la loi du 31 juillet 1920</i>	363
4. — <i>Quant à l'exonération et aux autres avantages prévus par l'article 25 de la loi du 19 mars 1928</i>	364

SECTION III.

<i>Sociétés américaines effectuant des opérations en France sans y avoir d'établissement stable</i>	366
<i>Prêts consentis en France</i>	369
<i>Emprunts contractés en France</i>	370

CHAPITRE IV.

SECTION I.

<i>Comparaison entre les dispositions des conventions franco-italienne, franco-belge et franco-américaine, relativement à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû en France</i>	371
---	-----

SECTION II.

<i>Observations suggérées par l'examen des conventions franco-italienne, franco-belge et franco-américaine</i>	379
1. — <i>Complexité et manque d'uniformité dans les textes des différentes conventions</i>	379
2. — <i>Sur la difficulté pour le fisc français de connaître les bénéfices et avantages retirés par une société étrangère d'une participation ou d'un établissement stable possédés en France par cette société</i>	381
3. — <i>Principes créés par les conventions franco-italienne, franco-belge, franco-américaine</i>	383
I. — <i>Principe de la non-imposition de la société mère ou participante étrangère</i>	383
II. — <i>Principe de la prise en considération des bénéfices effectivement réalisés par l'établissement stable possédé en France, pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû au fisc français par une société étrangère</i>	385
III. — <i>Principe du précompte</i>	386

QUATRIEME PARTIE

CONCLUSIONS FINALES D'ORDRE GENERAL	389
---	-----

TABLES, ANNEXES, TEXTES

TABLE CHRONOLOGIQUE DES PROJETS DE LOIS, LOIS, LÉCRETS, TRAITÉS, CONVENTIONS, ACCORDS, INSTRUCTIONS, SOLUTIONS, ET RÉPONSES MINISTÉRIELLES CITÉS	411
TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS CITÉS.....	421
TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS ET DES OUVRAGES CITÉS	427
TABLE DES ANNEXES	Avant les Annexes.
ANNEXES	1 A à 40 A
TABLE DES TEXTES REPRODUITS « IN EXTENSO »	Avant les textes.
TEXTES REPRODUITS « IN EXTENSO ».....	1 T à 48 T
TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES	1 Tab. alph. à 19 Tab. alph.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

al. ou alin.	<i>alinéa.</i>
art.	<i>article.</i>
(B)	<i>biens.</i>
C. civ.	<i>Code civil.</i>
C. com.	<i>Code de commerce.</i>
Cass.	<i>Cour de cassation.</i>
Cass. civ.	<i>Cour de cassation, Chambre civile.</i>
Cass. req.	<i>Cour de cassation, Chambre des requêtes.</i>
col.	<i>colonne.</i>
Conv ^{ion} ou C ^{ion} ...	<i>Convention.</i>
D.H.	<i>Dalloz, Recueil Hebdomadaire de jurisprudence.</i>
D. P.	<i>Dalloz Jurisprudence Générale. Recueil Périodique et Critique de jurisprudence, de législation et de doctrine.</i>
D.P., 1923, 1, 226 ..	<i>D^o, année 1923, 1^{re} partie, page 226.</i>
Déb. Parl.	<i>Débats parlementaires.</i>
Doc. Parl.	<i>Documents parlementaires.</i>
éd. ou édit.	<i>édition.</i>
G.P.	<i>Gazette du Palais.</i>
Instr. ou I ^{ion}	<i>Instruction de la Direction générale de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.</i>
J.E.	<i>Journal de l'Enregistrement et des Domaines.</i>
J. off.	<i>Journal Officiel.</i>
J.S.	<i>Journal des Sociétés civiles et commerciales.</i>
lig.	<i>ligne.</i>
Q.J.	<i>Le Quotidien Juridique.</i>
R.E.	<i>Revue de l'Enregistrement, des Hypothèques, du Timbre et du Domaine.</i>
R.L.	<i>Revue des Impôts sur le Commerce et l'Industrie.</i>
R.M.	<i>Réponse ministérielle à une question écrite.</i>
R. P.	<i>Répertoire périodique de l'Enregistrement (GARNIER).</i>
S. ou Sir.	<i>Sirey, Recueil général des lois et arrêts.</i>
S., 1878, 1, 277	<i>D^o, année 1878, 1^{re} partie, page 277.</i>
Sol	<i>Solution de l'Administration de l'Enregistrement.</i>
T.A.	<i>Traité alphabétique des Droits d'Enregistrement, de Timbre et d'Hypothèques, par Edouard MAGUERO, Edouard TASSAIN et Etienne MOLAS.</i>
(V M)	<i>Valeurs mobilières.</i>

INTRODUCTION

L'étude qui suit vise exclusivement les sociétés étrangères qui n'ont pas de leurs titres circulant en France mais qui se livrent en France à une activité commerciale ou industrielle. Ces sociétés sont parfois dites « sociétés travaillant en France ». Nous ne les considérerons qu'au point de vue de l'imposition sur le revenu des valeurs mobilières.

*
* *

Nous croyons utile de dire préalablement quelques mots des obligations, à l'égard du fisc français, des sociétés qui ont de leurs titres circulant en France. Ces sociétés-ci sont celles dont les titres sont cotés, négociés, exposés en vente, émis, mis en souscription, introduits sur le marché, ou font l'objet d'un service financier, en France.

Antérieurement à la loi fiscale du 31 juillet 1929, lorsque l'une au moins des circonstances qui viennent d'être énumérées leur était imputable, les sociétés ayant de leurs titres circulant en France étaient tenues de se mettre sous le régime dit « de l'abonnement », pour satisfaire à leurs obligations à l'égard du fisc français. Sous ce régime, le paiement des trois taxes : timbre, transmission, et impôt sur le revenu des valeurs mobilières, a lieu suivant la « quotité imposable » ; cette quotité est le rapport du nombre des titres qui circulent en France au nombre total des titres. La société doit faire l'avance des trois taxes, au fisc français.

Depuis ladite loi (article 5), le régime de l'abonnement n'est plus obligatoire, il est facultatif : les sociétés considérées peuvent se mettre sous le régime de l'abonnement pour tout ou partie de leurs titres.

Les titres soumis au régime de l'abonnement sont dits « abonnés ».

Relativement aux valeurs étrangères non abonnées, le législateur a prévu un système d'imposition comprenant, d'une part, le paiement en une fois d'un droit de timbre, dit timbre au comptant, et, d'autre part, le paiement annuel de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Le droit de transmission n'existe pas dans ce cas ; la suppression de ce droit est compensée par une augmentation du taux de l'impôt sur le revenu. Le paiement des deux taxes est fait dans les conditions ci-dessous.

Le droit de timbre au comptant est acquitté à l'occasion des faits suivants : introduction de titres étrangers sur le marché français ;

service financier desdits titres ; négociation, exposition en vente, énonciation dans un acte de ces titres.

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est dû, en vertu de la loi du 29 mars 1914, par toute personne domiciliée ou résidant en France qui perçoit des dividendes, intérêts, arrérages ou tous autres produits de valeurs mobilières étrangères.

Lorsque le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou autres produits, est effectué en France, la retenue de l'impôt est opérée par le banquier ou par toute autre personne qui effectue le paiement en France (loi du 29 mars 1914, art. 36).

Lorsque les dividendes, intérêts, arrérages ou autres produits, sont perçus à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les contribuables domiciliés ou résidant en France sont tenus de souscrire une déclaration annuelle du montant total des dividendes, intérêts, arrérages ou produits ainsi encaissés au cours de l'année précédente, et d'acquitter la taxe sur ce total (loi du 16 février 1932, art. 6).

★
★★

Le fisc français, soutenu en cela par la jurisprudence : arrêts de la Cour de cassation et jugements des tribunaux, réclame l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières aux sociétés étrangères qui n'ont pas de leurs titres circulant en France mais qui se livrent en France à une activité commerciale ou industrielle, c'est-à-dire aux sociétés dont nous nous occuperons.

Cette réclamation est assise sur un prétendu principe d'égalité, que l'Administration de l'enregistrement et la jurisprudence ont cru trouver dans la loi relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (loi du 29 juin 1872), et en vertu duquel les sociétés étrangères doivent être assimilées aux sociétés françaises, donc être imposées ou exonérées suivant que les sociétés françaises similaires sont imposées ou exonérées. Par exemple, l'impôt en question n'est pas réclamé aux sociétés commerciales étrangères qui sont en nom collectif ni à celles qui sont en participation, soit à celles dans lesquelles la responsabilité des associés est illimitée.

Et aux yeux du fisc français, les sociétés travaillant en France sont tenues personnellement, actuellement encore, quant à l'acquittement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

En passant, rappelons que les sociétés travaillant en France y sont soumises, relativement à la part d'activité à laquelle elles s'y livrent, à tous les autres impôts qui frappent les sociétés françaises : contribution des patentes, impôt sur le chiffre d'affaires, impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, etc.

Pourtant, à l'endroit des entreprises de navigation maritime ou

aérienne de certains pays étrangers, et relativement à l'existence des stands étrangers dans les expositions qui se tiennent en France, des exonérations d'impôts existent, du fait de la loi et de conventions internationales.

★ ★

Disons ce qui nous a fait penser que notre étude méritait d'être entreprise :

1. Le fait de l'application aux sociétés étrangères travaillant en France, de la loi relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (loi du 29 juin 1872) et du décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi (décret du 6 décembre 1872), donne lieu à de nombreux et graves conflits, entre ces sociétés, d'une part, et l'Administration de l'enregistrement, d'autre part, conflits qui vont en se multipliant beaucoup depuis qu'augmente rapidement le nombre des entreprises qui portent à l'étranger une partie de leur activité.

2. L'interprétation variable, de plus en plus extensive, que l'Administration et la jurisprudence ont adoptée, des textes de la loi et du décret, crée chez les sociétés étrangères, du fait de sa variabilité dans le sens de l'extension, un état d'incertitude et d'appréhension qui est de nature à les empêcher de venir ou même de rester chez nous.

Dans le but d'éviter cet état désagréable, les sociétés étrangères constituèrent des filiales françaises, lesquelles furent normalement imposées comme sociétés françaises. Mais, ayant vu la participation qui revenait à la société étrangère dans la constitution de la filiale, le fisc français se jugea lésé et il estima qu'il devait imposer également la société étrangère elle-même. Cette attitude du fisc engendra de nouveaux conflits, dont plusieurs sont pendants devant la Cour suprême.

3. Il est éminemment désirable de prendre, et cela au plus tôt, des mesures légales nouvelles, à la fois nettes, précises et pleinement équitables pour tous, entreprises étrangères et fisc français, afin que disparaissent les occasions de tels conflits, tous les intérêts légitimes qui sont là en jeu, intérêts très importants, se trouvant sauvegardés.

De tels conflits sont, en effet, non seulement fort désagréables pour tous, mais, de ce fait même, de nature à nuire aux intérêts généraux du pays, en éloignant de nous des entreprises qui trouveraient dans des pays voisins une situation meilleure qu'en France et que pourtant nous avons intérêt à voir travailler sur notre territoire, parce qu'elles y entretiennent ou facilitent un utile courant d'activité internationale, courant utile à bien des égards : à la fois pour vivre bien et pour tendre à vivre mieux — le monde souffre actuellement d'un excès d'autarchie.

La nécessité de faire disparaître les conflits qu'a fait naître l'application actuelle des dispositions extensives du décret du 6 décembre 1872, dispositions plus que très discutables et en fait très discutées, a déjà conduit, récemment, à des conventions internationales bilatérales. A nos yeux, ces conventions ne sont que des travaux d'approche imposés par la force des choses, de la solution légale nouvelle, nécessaire pour qu'il n'y ait plus, tous les cas possibles ayant été considérés explicitement et les textes étant parfaitement nets, aucune possibilité de faire surgir la moindre interprétation douteuse.

Nous nous sommes permis de penser que notre exposition assez complète — côté pratique et côté théorique — du sujet, pourrait pousser et aider à l'élaboration de dispositions légales nouvelles, de remplacement.

Notre exposé est divisé en quatre parties.

La première, toute pratique, fait connaître les diverses manières suivant lesquelles une société étrangère peut travailler en France, et, seulement par rapport à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, la condition fiscale en France correspondant à chacun des divers cas.

La deuxième, presque uniquement théorique, est consacrée à un long et minutieux examen critique des textes fondamentaux qui ont été édictés en vue de régir la taxation au titre dudit impôt.

La troisième, pratique comme la première, fait connaître la substance des dispositions constituant les conventions internationales bilatérales visant l'imposition dans l'un des Etats contractants des entreprises de l'autre Etat qui ont des rapports avec le premier de ces deux Etats, et aussi les conditions dans lesquelles le fisc français envisage l'application desdites dispositions, comme il résulte des Instructions de l'Administration de l'Enregistrement relatives à cette application.

La quatrième, très courte, rassemble et souligne trois conclusions finales d'ordre général. Nous avons cru bon d'y reproduire les considérations d'ordre général qui ont été exprimées dans certaines des conclusions particulières relatives aux différentes parties de l'ouvrage et par lesquelles ces parties se terminent.

Nous avons conçu ce plan et nous y avons répondu avec la constante intention d'être *pratique*, et notamment de faciliter aux sociétés étrangères la prise de connaissance de la question. Les données exposées dans la première partie sont celles dont ont besoin dès l'abord les sociétés étrangères qui désirent travailler en France. L'exégèse qui constitue la deuxième partie pourra peut-être aider la défense de ces sociétés, dans les procès où cette question les aurait engagées.

PREMIÈRE PARTIE

Les diverses manières suivant lesquelles une Société Étrangère peut traiter des Affaires en France, et la taxation au titre de l'Impôt sur le Revenu des valeurs mobilières

Lorsqu'une société étrangère désire exercer une activité en France, la question se pose immédiatement à elle de déterminer la manière dont elle y traitera ses opérations en payant un minimum d'impôt, tout en se conformant à la législation du pays. Disons de suite que c'est l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières qui trouble le plus les sociétés étrangères, cela en raison de l'importance du taux de cet impôt, et parce que les sociétés étrangères sont portées à y voir un impôt de superposition, enfin parce que le contrôle de l'imposition au titre dudit impôt exige qu'elles fournissent à l'Administration française des renseignements détaillés sur l'intégralité de leurs affaires.

Plusieurs solutions s'offrent. Etant donné que dans l'étude qui suit ces diverses solutions sont considérées quant à l'imposition au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, nous y grouperons lesdites solutions comme suit :

Solutions s'offrant à la société étrangère qui désire travailler directement en France (Titre I) ;

Solutions s'offrant à la société étrangère qui, ne voulant pas travailler directement en France, désire recourir à l'intermédiaire de commerçants établis en France (Titre II) ;

Solution intermédiaire aux précédentes : Filiale (Titre III).

Nous avons été conduite aux distinctions indiquées ci-dessus à la fois par les deux considérations suivantes :

d'une part, la considération du degré de dépendance de la maison française par rapport à la société étrangère dont elle relève ;

d'autre part, la considération de la difficulté, voire de l'impossibilité, à laquelle le Fisc français se heurte s'il a à agir contre une société étrangère qui n'a pas en France de biens saisissables.

Relativement au second point, précisons.

En théorie, l'Administration de l'Enregistrement considère passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières toute société étrangère qui étend d'une manière quelconque son activité en France ; d'après cela, les bénéfices que la société retire d'un contrat qu'elle a passé en France, les créances qu'elle y possède, la clientèle qu'elle s'y crée suffisent à la rendre redevable de cet impôt.

En pratique, faute de moyen d'action contre une société étrangère qui n'a pas en France de biens saisissables, l'Administration peut se trouver impuissante à mettre en vigueur sa théorie ; c'est là une raison du fait que de nombreuses sociétés étrangères parviennent à se maintenir hors de l'atteinte de l'Administration, tout en exerçant une activité en France.

TITRE PREMIER

DES SOLUTIONS S'OFFRANT A LA SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE QUI DÉSIRE TRAVAILLER DIRECTEMENT EN FRANCE

CHAPITRE I.

Bureau Administratif

Selon nous, l'ouverture d'un bureau administratif permettrait à la société étrangère d'éviter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Mais dans la plupart des cas cette solution ne donnera pas à la société la possibilité de réaliser ses fins. En effet, pour que la qualification de bureau administratif corresponde à la réalité des choses, il faut que ce bureau ne traite aucune opération commerciale ou industrielle; c'est dire que notamment les sociétés qui désirent faire des opérations d'achat ou de vente, passer ou recevoir des commandes, et plus généralement celles qui désirent traiter des affaires, ne peuvent recourir à ladite solution.

A notre connaissance, certaines sociétés étrangères, notamment de construction et de banque, ont ouvert en France, sous les noms de bureau administratif, bureau de renseignements, bureau technique, bureau d'informations, bureau d'études, bureau de statistiques, un service dont l'activité se borne à recueillir des renseignements techniques, à établir des rapports et statistiques destinés à la société.

Les pouvoirs à donner au directeur d'un tel bureau doivent être parfaitement déterminés et strictement limités. Il est en général prévu, dans la procuration, que ce directeur pourra, au nom de la société, louer un local, nommer des employés, diriger les divers services du bureau, ouvrir un compte en banque ; mais ce directeur ne devra être autorisé à faire aucune opération réputée commerciale ou industrielle et rentrant dans l'objet de la société.

L'activité du bureau étant ainsi limitée, l'Administration de l'Enregistrement a admis, dans plusieurs cas que nous connaissons, que l'ouverture en France de ce bureau n'e rendait pas, de ce seul fait, la société étrangère passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Cette société n'a donc pas, dans une telle hypothèse, à remplir les formalités imposées aux sociétés qui traitent des opérations en France.

Malgré cela, nous lisons ce qui suit dans l'exposé que MM. Jean GUILLET et Roger PIERRE ont présenté au Comité fiscal de la Société des Nations (1) :

« ... l'Administration n'a pas rencontré, en fait, de sociétés étrangères dont le bureau d'études ou d'informations ou le stand d'exposition installé en France n'accomplit pas d'opérations rentrant dans l'objet de la société ou ne reçoit pas de commandes et, par suite, ne fait pas d'affaires en France. »

Et, parlant du

« cas d'entreprise possédant un établissement qui ne se livre pas directement aux affaires produisant des bénéfices et qui rend des services à l'entreprise en contribuant indirectement à la réalisation des bénéfices (bureau de statistique, salle d'exposition) »,

ils ajoutent l'avis suivant :

« En supposant que, dans l'avenir, le cas vienne à se présenter, la quotité imposable devra être fixée d'après la comparaison des actifs français ou totaux ou d'après tel autre critérium pouvant donner un résultat plus conforme à la réalité, tel que la comparaison entre les dépenses occasionnées par l'installation française et les dépenses totales. »

Si la société étrangère juge par la suite à propos de transformer le bureau administratif en un service commercial ou industriel, elle devra, au préalable, pour se mettre en règle avec l'Administration, satisfaire aux obligations que nous indiquons plus loin, au Chapitre IV : « Sucursale, Agence ».

CHAPITRE II.

Passation directe de contrats

Le genre des affaires que traite la société étrangère, et souvent aussi la situation de cette société dans des pays limitrophes, peuvent parfois lui permettre de passer directement des contrats avec nos nationaux sans avoir un établissement dans notre pays.

La société étrangère dit alors qu'elle fait des affaires « avec la France », voulant par là ne pas être assimilée aux sociétés qui sont passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières parce que faisant des affaires « en France ».

(1) Jean GUILLET, Sous-chef, Direction générale de l'Enregistrement, Ministère des Finances, et Roger PIERRE, Sous-chef, Direction générale des Contributions directes, Ministère des Finances, in « L'imposition des entreprises étrangères et nationales » : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur en France » (p. 242) — Société des Nations, Genève, 1932.

Nous avons constaté, dans la pratique, que les sociétés étrangères qui entendent être considérées comme traitant des affaires « avec la France », et non « en France », vendent leurs marchandises (ou concèdent leurs marques de fabrique, dénominations commerciales, brevets d'invention) en observant les conditions suivantes :

1° les marchandises se trouvent à l'étranger au moment de la conclusion du contrat ;

2° les marchandises deviennent la propriété de l'acheteur dès la conclusion du contrat ;

3° ou les pourparlers ont lieu entièrement à l'étranger et le contrat est signé à l'étranger,

ou l'affaire est traitée par correspondance et il est convenu que l'accord ne sera définitif qu'à l'arrivée au bureau de la société, à l'étranger, de l'acquiescement donné par l'acheteur ;

4° la vente (ou la concession des marques de fabrique, dénominations commerciales, brevets d'invention) est faite par la société étrangère pour une somme fixée par avance et non moyennant participation dans les bénéfices de l'acheteur ou paiement de redevances de la part de l'acheteur.

S'il a été satisfait à toutes ces conditions, la société étrangère est fondée à prétendre à la fois :

a) que l'opération n'a pas été française,

b) que les marchandises qui en ont fait l'objet n'ont été en France (importées directement ou sorties des entrepôts de la douane) qu'après avoir cessé d'être sa propriété,

c) que par cette opération elle ne s'est pas livrée en France à une exploitation même indirecte de ses biens.

Mais il peut arriver que la société étrangère ait cherché à donner le change à ce sujet, au moins en ce qui concerne l'une desdites conditions. Il est bien évident que le Fisc cherchera à se rendre compte de la vraie nature des opérations. C'est ainsi qu'en ce qui concerne le lieu de la conclusion du contrat, le Fisc interviendra si les négociations ont eu lieu en France, et malgré que l'apposition matérielle des signatures ait eu lieu à l'étranger (1).

(1) Seine, 27 mars 1902 (R.E., 3163) :

« Attendu que la Caisse générale de cautionnement et de retraite constitue incontestablement une société de cette nature (c'est-à-dire une société étrangère exécutant en France des opérations industrielles ou commerciales), puisqu'elle a établi en France une agence et que, sur 8 millions environ d'affaires totales, 5.400.000 francs sont employés à fournir des cautionnements aux fonctionnaires français ; que l'agence ainsi établie et les contrats ainsi formés présentent, au sens de la loi, le caractère de biens français ; qu'il importe peu que d'après leur contexte, ces contrats soient présentés comme passés et signés à Anvers ; qu'il est hors de doute que l'opération est faite en France, que les capitaux sont prêtés en France à des Français et remis à des administrations françaises ; »

Nous avons constaté que jusqu'à présent le Fisc n'a pas réclamé l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières aux sociétés opérant rigoureusement comme il vient d'être dit ; et cela, malgré qu'en théorie l'Administration considère, ainsi que nous l'avons dit plus haut (page 8), que la société étrangère est toujours redevable de cet impôt.

Cette inaction du Fisc ne nous paraît pas pouvoir être justifiée par le principe de la territorialité de l'impôt, principe en vertu duquel l'impôt ne peut atteindre que des biens situés en France, car il y a ici constitution de biens en France, vu que les transactions commerciales envisagées ont pour résultat la création et l'exploitation d'une clientèle française, et la création de créances françaises (les créances sont réputées situées au domicile du débiteur).

Nous pensons que l'attitude du Fisc peut s'expliquer par les deux sortes de considérations suivantes. D'une part, l'observation des conditions énumérées ci-dessus permet à la société étrangère de n'avoir en France que des biens de nature incorporelle : clientèle, créances. Or si, comme nous l'avons dit en tête du présent Titre, le Fisc considère que théoriquement ces biens sont de nature à rendre exigible l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en fait il s'abstient d'agir parce qu'il ne peut saisir : la clientèle n'est pas saisissable, et les créances se trouvent fréquemment représentées par des effets de commerce ou passées en un compte courant, d'où alors impossibilité de pratiquer efficacement une saisie-arrêt. D'autre part, si une société étrangère devait se trouver soumise à l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières, ainsi bien entendu qu'aux nombreuses obligations qu'entraînerait cet assujettissement, du seul fait qu'elle posséderait en France des créances provenant simplement de l'exécution de commandes qui lui auraient été adressées directement, il est pour ainsi dire certain que bien peu de pareilles commandes seraient acceptées à l'étranger, circonstance qui ne manquerait évidemment pas d'amener une restriction du mouvement commercial général.

Terminons en faisant remarquer que les sociétés étrangères qui ont l'habitude d'utiliser la « passation directe de contrats » risquent de ne pas toujours observer rigoureusement les conditions indiquées plus haut, cela par suite d'un changement dans leur direction ou d'un désir d'apporter certaines facilités à leurs opérations, ou enfin par suite d'inadvertance, et qu'en s'écartant desdites conditions elles permettent au Fisc français de dire que la société a traité des affaires « en France », et qu'elle y est redevable de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Nous n'avons considéré que les opérations de vente, car les achats faits en France par une société étrangère ne suffisent pas actuellement pour la rendre passible de l'impôt que nous étudions, à la condition, toutefois, qu'elle n'ait en France ni agence, ni succursale, ni filiale.

CHAPITRE III.

Représentant :

Représentant, Agent, Représentant de Commerce, Commis Voyageur, Voyageur de Commerce

Généralités.

Dans tous les cas que nous allons examiner, il existe un caractère commun, à savoir que tous : représentant, agent, représentant de commerce, commis voyageur, voyageur de commerce, traitent, non pas en leur propre nom, mais au nom de la société ou des sociétés étrangères qu'ils représentent.

Eu égard à ce caractère commun, par la suite nous grouperons toutes ces personnes sous le nom générique de « Représentant ».

Certains, le Fisc français en particulier, sont d'avis que ledit caractère suffit à établir la dépendance à l'égard de la société étrangère.

Pour ceux qui admettent cette thèse de la dépendance, nous sommes de ceux-là, la société étrangère qui recourt à de tels représentants est passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Il s'ensuit qu'elle est tenue à toutes les obligations d'une société étrangère qui ouvre une succursale en France, obligations que nous indiquons au Chapitre suivant.

Et il en est ainsi même lorsque la société exploite en France un métier ou un commerce simplement par l'intermédiaire d'un voyageur de commerce qui « se borne à recueillir et à transmettre des commandes dont l'exécution est assurée personnellement par la société » (1).

Disons qu'il existe pourtant des sociétés étrangères qui exercent leur activité en France par l'intermédiaire de tels représentants et qui cependant n'acquittent pas l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, parfois, d'ailleurs, ne se doutant pas, en raison de l'imprécision des textes, qu'elles y sont soumises. Ce sont le plus souvent des sociétés étrangères qui ne sont pas connues du Fisc français ; mais ce sont aussi, et surtout, des sociétés qui n'ont pas de biens saisissables en France ; en général, les unes ou les autres traitent en France par l'intermédiaire de commis voyageurs ou de voyageurs de commerce, représentants qui n'ont pas d'établissement stable.

(1) Cf. Jean GUILLET et Roger PIERRE, in « L'imposition des entreprises étrangères et nationales » : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur en France » (p. 234) — Société des Nations, Genève, 1932.

Imprécision des termes : Représentant, Agent, Représentant de commerce, Commis voyageur, Voyageur de commerce.

A aucun des termes ci-dessus ne correspondent un rôle, ni, en conséquence, une qualité juridique parfaitement déterminés.

Par exemple, les termes « représentant » et « agent » désignent, tantôt des subordonnés, tantôt des commerçants indépendants. Ainsi, le directeur en France d'une succursale d'une société étrangère, lequel est sous la dépendance étroite de cette société, et le commissionnaire en marchandises, qui, lui, est un commerçant indépendant, sont l'un et l'autre désignés couramment comme « représentant de la société X... ».

Pour éviter toute équivoque, il est donc nécessaire de s'attacher, dans chaque cas, non aux mots, mais aux caractères juridiques des relations qui existent entre la société étrangère et la personne qui opère en France pour le compte de cette société. Cette nécessité s'impose particulièrement lorsque la personne qui opère en France se dénomme « représentant libre » (1).

Cas d'un Représentant ou Agent n'agissant que pour une seule Société étrangère.

Dans ce cas la dépendance est très étroite. Elle se manifeste notamment par l'un ou plusieurs des faits suivants :

a) La société a choisi le représentant ou agent dans son personnel, ou elle l'a spécialement engagé pour la représenter exclusivement ;

b) En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, le représentant ou agent dirige l'activité en France de la société ; il y traite les opérations de la société, au nom et pour le compte de cette dernière ;

c) Le représentant ou agent reçoit de la société un salaire fixe, qui peut être complété, soit par un pourcentage sur le chiffre d'affaires, soit par une participation dans les bénéfices ;

d) Le bail des locaux occupés par le représentant ou agent est établi au nom de la société, qui est alors seule responsable des impôts et taxes afférents à ces locaux ;

e) Les frais généraux du bureau en France ainsi que toutes les dettes contractées par le représentant ou agent au nom de la société étrangère, sont à la charge de celle-ci.

(1) Alors que le représentant tel que nous l'avons défini ci-dessus est un simple employé, non patentable, soumis à l'impôt sur les traitements et salaires, le représentant libre, bien indépendant, n'est pas un employé, il est patentable et soumis à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales. Sauf sur ce dernier point le représentant libre est à rapprocher du commissionnaire, qui, lui, comme commerçant, est soumis à l'impôt sur les bénéfices commerciaux.

Cas d'un Représentant de commerce agissant pour plusieurs Sociétés.

Dans ce cas, le rapport de dépendance, entre le représentant et chacune des sociétés pour le compte desquelles il opère, est beaucoup moins étroit que dans le cas du représentant ou agent d'une seule maison.

Ainsi, le représentant de commerce est propriétaire de son fonds de commerce ; il a une clientèle à lui ; le bail des locaux qu'il occupe est à son nom, et il est responsable des impôts et taxes afférents à ces locaux ; il supporte les frais généraux de son établissement ; il est libre d'augmenter le nombre des maisons qu'il représente ; généralement il n'est pas rémunéré par un salaire fixe, mais il est rémunéré par une remise proportionnelle à l'affaire traitée.

Néanmoins, et c'est ce qui crée sa dépendance, il traite, non pas en son propre nom, mais au nom des sociétés étrangères qu'il représente.

Cas d'un Commis voyageur et cas d'un Voyageur de commerce.

Le commis voyageur est en général attaché à une seule maison, alors que le voyageur de commerce exerce sa profession pour le compte de plusieurs.

Il en résulte que la dépendance du commis voyageur, qui en réalité est un simple employé, est beaucoup plus étroite que celle du voyageur de commerce, dont la situation est à rapprocher de celle du représentant de commerce. Toutefois, le caractère commun de dépendance se retrouve chez tous deux, du fait qu'ils ne traitent pas en leur propre nom, mais au nom de la société ou des sociétés étrangères qu'ils représentent.

CHAPITRE IV

Succursale, Agence

La succursale est un établissement accessoire où les affaires sont traitées au nom, pour le compte et sous la direction d'un établissement principal.

L'agence ne diffère de la succursale que par sa moindre importance.

Les directeurs de succursales ou d'agences sont des subordonnés, et le lien de subordination qui les unit à l'établissement dont ils dépendent se manifeste par les faits suivants, semblables à ceux indiqués plus haut, au Chapitre III, paragraphe : « Cas d'un Représentant ou Agent n'agissant que pour une seule société étrangère » :

Ils sont choisis par la société pour la représenter exclusivement ; ils agissent, en vertu des pouvoirs que la société leur a délégués, au

nom et pour le compte de cette société, laquelle est tenue, par représentation, de toutes les dettes contractées par ses succursales ou agences ; ils reçoivent un salaire.

La société étrangère qui exercera son activité en France, par l'intermédiaire de tels représentants ou agents, autrement dit, la société qui ouvrira une succursale ou une agence sera redevable de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Une telle société devra satisfaire en outre aux diverses obligations que nous allons faire connaître en les groupant de la manière suivante :

Section I. — Obligations auxquelles doivent satisfaire avant toute opération en France, les sociétés étrangères qui se proposent d'y traiter des affaires ;

Section II. — Obligations auxquelles doivent satisfaire pendant leur existence en France, les sociétés étrangères qui y traitent des affaires ;

Section III. — Obligations auxquelles doivent satisfaire en raison de la cessation de leur activité en France, les sociétés étrangères qui y traitaient des affaires.

Les références, législatives ou réglementaires, que nous aurons l'occasion d'indiquer au cours du présent chapitre et des chapitres suivants, se rapportent à des dispositions qui, en ce qui concerne les sociétés étrangères, sont très généralement prises expressément à l'égard de celles dont les titres circulent en France. La plupart des Instructions de l'Administration de l'Enregistrement y relatives font savoir que ces dispositions s'appliquent aussi aux sociétés qui traitent des affaires en France.

SECTION I.

Obligations auxquelles doivent satisfaire avant toute opération en France, les Sociétés étrangères qui se proposent d'y traiter des affaires.

La société étrangère, avant de commencer ses opérations en France, doit, pour éviter toute amende, faire agréer un représentant responsable du paiement de l'impôt et des amendes, ou faire fixer un cautionnement et en effectuer le dépôt en numéraire. Pour atteindre l'un ou l'autre de ces buts, la société aura à remplir les formalités ci-après indiquées.

Egalement avant de commencer ses opérations en France, la société devra obtenir son immatriculation au registre du commerce.

L'Administration pourra considérer comme première opération en France, notamment l'une ou l'autre des suivantes : la passation du premier contrat signé en France au nom de la société, l'acquisition de biens meubles ou immeubles, la passation d'un bail, l'entrée en jouissance des locaux occupés par la société.

**§ 1. — Documents à fournir pour faire agréer
un représentant responsable.**

Les documents énumérés ci-dessous doivent être remis à la Direction de l'Enregistrement du Département dans lequel la société se propose d'exercer son activité (pour le Département de la Seine, à Paris, 11^e arrondissement, rue de la Banque, n^o 13 (1)) :

- Statuts de la société étrangère (2) ;
- Traduction en langue française de ces statuts ;
- Document prouvant la constitution régulière de la société ;
- Traduction en langue française de ce document ;
- Engagement pris par la société de payer l'impôt et les amendes, avec désignation d'un représentant responsable ;
- Document prouvant la validité de cet engagement ;
- Au cas où ce dernier document serait en langue étrangère, traduction en langue française dudit document ;
- Procuration accréditant le mandataire de la société étrangère auprès de l'Administration de l'Enregistrement ;
- Engagement pris par le représentant responsable ;
- Documents prouvant la qualité de français du représentant responsable ;
- Documents prouvant la solvabilité du représentant responsable ;
- Document prouvant la validité de l'engagement pris par le représentant responsable, si celui-ci est une société.

Tous ces documents doivent être certifiés et légalisés, suivant les indications que nous donnons aux Annexes. Et plus généralement, on trouvera aux Annexes 1 à 12 des détails sur chacun des documents à fournir.

A la suite du dépôt desdits documents et après leur examen par l'Administration, celle-ci fait connaître à la société étrangère et au représentant responsable, la date à laquelle ce dernier a été agréé par le Ministre des Finances ou, en vertu de la délégation du Ministre, par le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

C'est à partir de cette date que la société étrangère est en règle avec l'Administration de l'Enregistrement. Mais rappelons que la société ne devra pas commencer ses opérations en France avant d'avoir obtenu son immatriculation au registre du commerce.

Parfois il arrive que la société étrangère ne peut pas réussir à trouver un représentant responsable ; ou que les garanties que celui-ci exige pour s'assurer le remboursement des avances qu'il pourrait être appelé à faire, paraissent trop onéreuses. La société sera ainsi conduite à la solution consistant à déposer un cautionnement.

(1) Il est prévu que les bureaux actuellement situés au n^o 13 rue de la Banque, à Paris, seront transférés au n^o 2 place des Pyramides, à Paris, en mars ou avril 1937.

(2) Loi du 13 avril 1898, art. 12, alin. 5.

Il est à noter qu'au cours de son existence la société peut être autorisée à substituer à la solution du représentant responsable déjà agréé celle d'un cautionnement en numéraire.

§ 2. — Documents à fournir pour faire fixer un cautionnement et en faire recevoir le dépôt. Récépissé du versement du cautionnement.

a) — *Fixation du cautionnement* :

Pour obtenir la fixation du cautionnement, les documents suivants doivent être remis à la Direction de l'Enregistrement du Département dans lequel la société se propose d'exercer son activité (pour le Département de la Seine, à Paris, 11^e arrondissement, rue de la Banque, n° 13 (1)) :

- Statuts de la société étrangère (2) ;
- Traduction en langue française de ces statuts ;
- Document prouvant la constitution régulière de la société ;
- Traduction en langue française de ce document ;
- Engagement pris par la société de payer l'impôt et les amendes, avec demande de fixation du cautionnement et désignation d'un mandataire pour remplir les formalités et acquitter les taxes ;
- Document prouvant la validité de cet engagement ;
- Au cas où ce dernier document serait en langue étrangère, traduction en langue française dudit document ;
- Procuration accréditant le mandataire de la société étrangère auprès de l'Administration de l'Enregistrement.

Tous ces documents doivent être certifiés et légalisés suivant les indications que nous donnons aux Annexes 13 à 20.

À la suite de la remise desdits documents, et après leur examen par l'Administration, celle-ci informe le mandataire de la société de la décision fixant le montant du cautionnement à déposer à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le montant du cautionnement est fixé, par le Ministre des Finances ou, en vertu de la délégation du Ministre, par le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, à une somme qui ne peut être inférieure à la moitié du total des taxes présumées exigibles pour les trois années à venir. Plus loin, p. 286 et suivantes, nous nous étendrons quelque peu sur la réglementation intervenue au sujet de la détermination du montant de ce cautionnement (3).

(1) Il est prévu que les bureaux actuellement situés au n° 13 rue de la Banque, à Paris, seront transférés au n° 2 place des Pyramides, à Paris, en mars ou avril 1937.

(2) Loi du 13 avril 1898, art 12, alin. 5.

(3) Loi du 13 avril 1898 (art. 12), suivie des décrets du 22 juin 1898 et du 1^{er} octobre 1931 (R.E., 9619, Instr. 4102 du 16 octobre 1931).

La société ou son mandataire doit alors s'engager, par un acte dit « Acte d'affectation de cautionnement », à verser la somme fixée, cette somme devant être spécialement affectée, au profit de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, aux paiements de l'impôt et des amendes exigibles. Cet acte doit être présenté à l'Administration de l'Enregistrement pour être revêtu du visa du Directeur général de cette Administration.

b) — *Réception du cautionnement. Récépissé du versement du cautionnement :*

Le dépôt du cautionnement est fait à la Caisse des Dépôts et Consignations (pour le Département de la Seine, à Paris, rue de Lille, n° 13 ; pour les autres Départements, entre les mains des préposés de ladite Caisse : Trésoriers payeurs généraux, Receveurs particuliers des finances et Percepteurs). Le cautionnement est remis soit en espèces, soit en un chèque à l'ordre du Caissier général de cette Caisse.

Les documents suivants sont à remettre à l'appui dudit dépôt (1) :

- Avis de décision du Ministre des Finances, ou en vertu de la délégation du Ministre, du Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, fixant le montant du cautionnement ;
- Acte d'affectation visé par l'Administration de l'Enregistrement ;
- Déclaration de consignation du cautionnement (en double exemplaire).

Pour les formalités considérées ci-dessus, les Annexes 21 à 24 font connaître les détails d'application.

La Caisse des Dépôts et Consignations délivre un récépissé qui sera à confier au Receveur de l'Administration de l'Enregistrement chargé de la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Cette dernière Administration conservera ce récépissé pendant toute la durée de la consignation. Elle remet en échange dudit récépissé un reçu, et ce reçu est à conserver par la société, car il sera nécessaire à celle-ci pour retirer le cautionnement déposé. Nous conseillons de conserver également une copie du récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations.

C'est seulement lorsque le récépissé a été remis à l'Administration de l'Enregistrement que la société étrangère se trouve en règle avec cette Administration. Mais il ne faut pas oublier que la société ne devra pas commencer ses opérations en France avant d'avoir obtenu son immatriculation au registre du commerce.

Le cautionnement produit intérêt, à raison de deux pour cent par année, à compter du soixante et unième jour de la date de son dépôt (2).

(1) Décret du 22 juin 1898, art. 3.

(2) Loi du 28 nivôse an XIII, art. 2 ;

Loi du 26 juillet 1893, art. 60 ;

Décret du 22 juin 1898, art. 4.

La société est toujours autorisée à substituer, au cours de son existence, au cautionnement ainsi constitué la responsabilité d'un représentant responsable (1).

**§ 3. — Régularisation de la situation de la Société
à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement. Amendes.**

Dans chacun de ces deux cas, agrément d'un représentant responsable ou dépôt d'un cautionnement, la société étrangère a intérêt, pour éviter tout retard quant à la régularisation de sa situation à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement, à ce que le dossier des pièces exigées soit fourni immédiatement complet et régulier, car c'est seulement lorsque le dossier est régulièrement constitué que l'Administration départementale de l'Enregistrement le transmet à la Direction générale, pour qu'il soit statué, sur l'agrément du représentant responsable ou sur la fixation du cautionnement.

Amendes :

Chacune des contraventions ci-après rappelées est passible d'une amende dont le montant est, maintenant, après suppression des anciens décimes (2), de 100 fr. à 5.000 fr. :

- Défaut du dépôt en temps voulu des statuts de la société (3).
- Défaut de la désignation en temps voulu d'un représentant responsable ou défaut du versement d'un cautionnement (4).

On trouvera ci-après, à l'Annexe 25, un modèle de la pétition pouvant être adressée en vue de la remise des amendes encourues pour régularisation tardive de la situation de la société à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement.

(1) Décret du 22 juin 1898, art. 5.

(2) Décret-loi du 20 juillet 1934, art. 1^{er}.

N.-B. — Avant la mise en vigueur de ce décret, paru au Journal officiel du 25 juillet 1934, l'amende de 100 à 5.000 francs était majorée de 80 % par l'application des décimes prévus par les lois suivantes :

1^{er} décime : Loi du 6 Prairial an VII, art. 1^{er} ;

2^e décime : Loi du 23 août 1871, art. 1^{er} ;

1/2 décime : Loi du 30 décembre 1873, art. 2 ;

2 déc. 1/2 : Loi du 25 juin 1920, art. 110 ;

2 décimes applicables tant au principal qu'aux décimes édictés par les lois antérieures : Loi du 22 mars 1924, art. 3.

L'amende totale, avec application des décimes, était donc alors de 180 à 9.000 francs. C'est cette amende majorée qui s'applique aux pénalités encourues avant la mise en vigueur dudit décret du 20 juillet 1934.

(3) Loi du 13 avril 1898, art. 12, alinéa 5.

(4) Loi du 29 juin 1872, art. 5, qui renvoie à la loi du 23 juin 1857, art. 10.

Décret du 6 décembre 1872, art. 3, alinéa 3, complété par le décret du 10 août 1896, art. 2.

Loi du 13 avril 1898, art. 12, alinéa 4, suivie du décret du 22 juin 1898.

§ 4. — Immatriculation de la Société au registre du commerce.

Une dernière formalité reste encore à remplir par la société.

Elle doit avant l'ouverture de sa succursale ou de son agence, requérir son immatriculation dans le registre du commerce, au greffe du tribunal de commerce (ou du tribunal civil qui en tient lieu) dans le ressort duquel cette succursale ou agence sera située (1).

A cet effet, elle devra déposer une déclaration, en triple exemplaire (2), établie sur les formules que délivre ledit tribunal, contenant les renseignements suivants :

- Dénomination, siège social, forme, objet et capital de la société;
- Adresse de sa ou de ses succursales;
- Nom et prénoms, qualité, date et lieu de naissance, nationalité d'origine, autre nationalité (mode et date d'acquisition), adresse personnelle, des personnes autorisées à administrer, gérer ou signer pour la société;
- etc.

Cette déclaration doit être signée par le Directeur de la succursale ou de l'agence.

Lors du dépôt de cette déclaration, les documents suivants doivent être joints ou produits :

- Avis de l'Administration de l'Enregistrement autorisant la société à requérir son immatriculation;
- Carte d'identité de l'administrateur ou du directeur de nationalité étrangère résidant en France ayant signé la déclaration;
- Procuration au nom du déposant, si le dépôt n'est pas effectué par le souscripteur de la déclaration. Cette procuration est à établir sur papier timbré; la signature apposée sur la déclaration doit être légalisée; enfin la procuration doit être enregistrée.

Un décret-loi du 30 octobre 1935, paru au Journal officiel du 31 octobre 1935, a, par son article 4 modifiant notamment l'article 9 de la loi du 18 mars 1919 (3), prescrit les formalités supplémentaires suivantes :

(1) Loi du 18 mars 1919, art. 9, alin. 1^{er}.

(2) Décret-loi du 30 octobre 1935, art. 4, modifiant notamment l'art. 9 de la loi du 18 mars 1919.

Un exemplaire est conservé par le registre du commerce (greffe du tribunal), un exemplaire est destiné au registre central du commerce (office national de la propriété industrielle), en vertu du décret du 25 octobre 1935, art. 7, enfin le dernier exemplaire est retourné à la société après mention du numéro de son immatriculation au registre analytique du registre de commerce.

(3) Le décret du 17 juillet 1936 (J. off. des 20 et 21 juillet 1936), portant règlement d'administration publique pour l'application du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif aux formalités de publicité des sociétés et remplaçant le décret du 15 mars 1920 pris pour l'exécution de la loi du 18 mars 1919 tendant à la création d'un registre du commerce, a, sous le Titre VI, art. 25, fixé l'entrée en vigueur de l'art. 9 modifié de la loi du 18 mars 1919 au « premier jour du deuxième mois suivant celui au cours duquel aura été publié le présent décret », c'est-à-dire au 1^{er} septembre 1936.

- Dépôt au greffe du tribunal de deux copies sur timbre et non enregistrées de l'acte de société, traduit s'il y a lieu en langue française, et certifiées conformes par l'autorité étrangère compétente;
- Dépôt, le cas échéant, des actes ou délibérations ayant pour objet la modification dont l'inscription est requise et des actes constatant la dissolution de la société avant terme.

La société est tenue de mentionner dans les factures, lettres, notes de commande, tarifs et prospectus, le nom du tribunal de commerce où elle est immatriculée et le numéro de son immatriculation au registre analytique du registre du commerce.

Pour n'avoir plus à revenir sur les formalités relatives au registre du commerce, notons ici que tout changement ou modification se rapportant aux faits dont l'inscription sur le registre du commerce est prescrite par la loi, doit être signalé, pour être mentionné dans ledit registre.

SECTION II.

Obligations auxquelles doivent satisfaire pendant leur existence en France, les Sociétés étrangères qui y traitent des affaires.

§ 1. — Sur l'obligation d'acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Pendant leur existence en France, les sociétés étrangères y sont soumises aux mêmes obligations fiscales que les sociétés françaises. Notamment elles sont tenues d'acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Relativement à l'application de ce dernier impôt aux sociétés étrangères qui traitent des affaires en France, nous nous bornerons à donner des indications à la fois générales et sommaires (1).

1°) — Taux de l'impôt.

Sur les distributions brutes, les taux appliqués aux sociétés étrangères traitant des affaires en France sont les suivants :

- pour tous les produits des actions, des parts d'intérêt et des commandites ; pour tous les intérêts des emprunts et des obligations ; pour les primes de rem-

(1) Pour l'étude détaillée de cette application, voir notamment :
T.A., 3^e édition, 1930, Valeurs mobilières étrangères ;
J. VEYRIERAS : Les Sociétés Etrangères en France (Sociétés Etrangères possédant des Biens ou faisant des Opérations en France) ;
Jean MICHEL : Guide pratique du Droit Fiscal des Sociétés françaises et des Sociétés étrangères en France, 3^e éd., Paris, 1932.

boursement payées aux créanciers et aux porteurs d'obligations	24 % (1);
— pour les jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices alloués aux membres des conseils d'administration domiciliés ou résidant en France	24 % (2);
— pour les lots payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations	36 % (3).

L'impôt considéré est obligatoirement acquitté comme suit.

La société, française ou étrangère, que l'impôt atteindra dans les revenus qu'elle distribuera, verse au fisc des acomptes trimestriels, sur l'impôt présumé. Le montant de l'impôt est fixé lorsque sont arrêtés les comptes de l'exercice correspondant. Le reliquat, dû par la société ou par le fisc, est liquidé dans un délai réglementaire (voir plus loin).

Revenu des actions. — Au moment du versement fait aux actionnaires, la société peut retenir le montant de l'impôt qu'elle a acquitté en leur nom.

Très généralement, les sociétés françaises opèrent cette retenue. Par contre, non moins généralement, les sociétés étrangères ne l'opèrent pas.

(1) Décret-loi du 16 juillet 1935, art. 1^{er}, paru au J. off. du 17 juillet 1935.

Tarifs antérieurs :

Loi du 29 juin 1872, art. 3 : 3 % ;

Loi du 26 décembre 1890, art. 4 : 4 % ;

Loi du 30 décembre 1916, art. 11 : 5 % ;

Loi du 25 juin 1920, art. 50 : 10 % ;

Loi du 22 mars 1924, art. 3, addition de deux décimes, soit : 12 % ;

Loi du 4 décembre 1925, art. 3 : 18 % (à titre exceptionnel pour l'année 1925) ;

Loi du 3 août 1926, art. 16 et 21 : 18 % ;

Loi du 26 avril 1930, art. 7 : 16 % ;

Loi du 23 décembre 1933, art. 19 : 17 %.

N.-B. — Le décret-loi du 11 juillet 1934 a prévu une réduction, sous certaines conditions, du taux de l'impôt, dans le cas de titres nominatifs immatriculés au nom d'une personne physique. Le taux réduit est de 12 %. Ce taux réduit ne profite pas aux sociétés étrangères exploitant des biens en France, en application dudit décret du 11 juillet 1934 portant Réforme fiscale en matière d'impôt sur les revenus des valeurs et capitaux mobiliers, art. 1^{er}, 1^o, et des Instructions de l'administration de l'enregistrement concernant l'application dudit décret (J. off. des 15, 16 et 17 juillet 1934, p. 7216, 2^e col., paragraphe 1^{er}, I, 1^o, a) 2^e alinéa), Instructions qui prévoient expressément que les valeurs dont les produits bénéficient du taux réduit de l'impôt « sont essentiellement les titres d'actions, de parts de fondateurs, et d'obligations nominatifs français. » (voir ci-après, p. 197).

Le décret-loi du 16 juillet 1935 a porté le taux de l'impôt à 24 % ; mais : 1^o il a prévu pour les revenus des titres nominatifs, et cela sous certaines conditions, le taux réduit de 18 % applicable lorsque l'immatriculation a été faite au nom d'une personne morale ; 2^o il a maintenu le taux de 12 % appliqué au cas où l'immatriculation a été faite au nom d'une personne physique, et 3^o il a créé le taux de 18 % relativement aux revenus des titres au porteur émis à compter du 16 juillet 1935 ou des emprunts contractés à compter de cette même date et non représentés par des titres. L'Administration prétend devoir appliquer aux sociétés étrangères travaillant en France uniformément le taux de 24 %, sans avoir égard ni à la nature (au porteur ou nominatif) des titres dont les

Pour un même dividende, dans le cas où la société n'opère pas la retenue de l'impôt acquitté par ses soins, la somme touchée par l'actionnaire est supérieure à celle qu'il touche dans l'autre cas. Aussi l'Administration de l'Enregistrement calcule-t-elle le montant de l'impôt dans le cas où la retenue n'a pas été opérée comme nous allons l'indiquer, afin que dans ce cas l'actionnaire soit frappé au même taux effectif que dans le cas où il y a retenue.

Ce calcul est différent suivant que l'on a affaire à une société française ou à une société étrangère.

— Société française :

Le taux de l'impôt qui a été fixé par la loi se rapporte à une distribution brute ; c'est un taux en dehors. Ce taux en dehors correspond à un certain taux en dedans, qui, lui, se rapporte à la distribution nette, c'est-à-dire à ce que touche effectivement l'actionnaire. Le taux en dedans est sensiblement plus élevé que le taux en dehors. *L'Administration taxe de manière que le taux en dedans soit le même dans les deux cas, que la société opère ou qu'elle n'opère pas la retenue de l'impôt.*

Par exemple, supposons que la loi ait fixé le taux de 24 %. Alors, si la société retient l'impôt, l'actionnaire touche 100 — 24 = 76, le fisc

24
76
touche 24, de sorte que le taux en dedans est de $\frac{24}{76} \times 100 = 31,579 \%$.

Et dans le cas où la société ne retient pas l'impôt, l'actionnaire touche 100, et le fisc doit toucher 31,579 afin que le taux en dedans soit encore de 31,579 %.

Ainsi, en admettant pour le taux fixé par la loi le chiffre de 24 %,

revenus sont taxés ni à la date d'émission de ces titres (Lettres de la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre de Paris (Sociétés), en date des 10 avril et 8 août 1936).

- (2) Décret-loi du 27 juillet 1935, art. 5, 6 et 7 (même date de mise en vigueur que celle du décret-loi du 16 juillet 1935).

Tarifs antérieurs :

Loi du 30 décembre 1916, art. 12 : 5 % ;

Loi du 25 juin 1920, art. 50 : 10 % ;

Loi du 22 mars 1924, art. 3, addition de deux décimes, soit : 12 % ;

Loi du 4 décembre 1925, art. 3 : 18 % (à titre exceptionnel pour l'année 1925) ;

Loi du 29 avril 1926, art. 17 : 12 % ;

Loi du 3 août 1926, art. 16 et 21, et loi du 26 avril 1930, art. 7 : 18 %.

- (3) Loi du 3 août 1926, art. 16 et 21.

Tarifs antérieurs :

Loi du 21 juin 1875, art. 5 : 3 % ;

Loi du 26 décembre 1890, art. 4 : 4 % ;

Loi du 25 février 1901, art. 20 : 8 % ;

Loi du 30 décembre 1916, art. 11 : 10 % ;

Loi du 25 juin 1920, art. 50 : 20 % ;

Loi du 22 mars 1924, art. 3, addition de deux décimes, soit : 24 % ;

Loi du 4 décembre 1925, art. 3 : 36 % (à titre exceptionnel pour l'année 1925).

le montant de l'impôt est donné par l'une ou l'autre des deux formules suivantes :

a) cas (habituel) où la société retient à la masse des actionnaires l'impôt qu'elle a acquitté, I_a , sur l'ensemble du dividende réparti entre les actionnaires, D :

$$I_a = D \times \frac{24}{100},$$

c'est-à-dire

$$\text{Impôt} = \text{Dividende brut} \times \frac{24}{100}$$

(le montant du dividende versé à l'ensemble des actionnaires est alors

$$\text{dividende net} = d_a = D - I_a = D \times \left(1 - \frac{24}{100}\right) ;$$

b) cas (non habituel) où la société ne retient pas aux actionnaires l'impôt qu'elle a acquitté, I_b , sur l'ensemble du dividende réparti entre ces actionnaires, D :

$$I_b = D \times \frac{24}{100 - 24},$$

c'est-à-dire

$$\text{Impôt} = \text{Dividende net} \times \frac{24}{76}$$

(le montant du dividende versé à l'ensemble des actionnaires est alors

$$\text{dividende net} = d_b = D - 0 = D).$$

On a bien :

$$\frac{I_a}{d_a} = \frac{24}{100 - 24} = \frac{24}{76} = \frac{I_b}{d_b},$$

le rapport de l'impôt acquitté au nom des actionnaires à la somme versée à la masse des actionnaires est bien le même dans les deux cas envisagés.

— Société étrangère :

L'Administration de l'Enregistrement a eu tout de suite le souci d'appliquer la règle précédente au calcul de l'impôt dû par une société étrangère, c'est-à-dire le souci de calculer l'impôt de telle manière que,

le taux en dehors, taux fixé par la loi, étant donné, le taux en dedans, taux sur la somme effectivement versée à l'actionnaire, soit le même que la société opère ou qu'elle n'opère pas la retenue de l'impôt acquitté par ses soins.

Mais ici l'intervention d'un coefficient de quotité imposable plus petit que un a créé un flottement.

Jusqu'en août 1927, l'Administration calculait l'impôt qui devait être acquitté par les soins d'une société étrangère comme s'il s'était agi d'une société française, à cela près qu'elle faisait jouer un facteur de réduction qui était le coefficient de quotité imposable.

C'est ainsi que pour un taux fixé par la loi de 24 %, et une société étrangère ne retenant pas aux actionnaires l'impôt qu'elle a acquitté, I_0 , sur l'ensemble du dividende net réparti entre ces actionnaires, D , cet impôt était calculé en se servant de la formule

$$I_0 = D \times \frac{24}{100 - 24} \times q_i$$

(q_i = coefficient de quotité imposable),

c'est-à-dire

$$\text{Impôt} = \text{Dividende net} \times \text{quotité imposable} \times \frac{24}{76}.$$

Il est apparu que cette dernière formule ne correspondait pas à une application rigoureuse de la règle voulue. Aussi, depuis une solution de l'Administration datée du 26 août 1927, la formule appliquée maintenant, dans les conditions considérées, est-elle la suivante :

$$I = D \times \frac{24}{100 - 24 \times q_i} \times q_i,$$

c'est-à-dire :

$$\text{Impôt} = \text{Dividende net} \times \text{quotité imposable} \times \frac{24}{100 - (\text{quotité imp.} \times 24)};$$

l'impôt s'en trouve diminué, puisque le diviseur ($100 - q_i \times 24$) est plus grand que le diviseur ($100 - 24$).

Nous allons justifier cette formule actuelle.

Auparavant, donnons un exemple d'application numérique. Soit une société étrangère pour laquelle le coefficient de quotité imposable a été fixé à 5/10. Supposons que cette société répartisse un dividende de 100.000 francs, et qu'elle ne retienne pas à ses actionnaires l'impôt relatif à ce dividende, bien que cet impôt ait été acquitté par ses soins.

Enfin, admettons que le taux fixé par la loi soit pour ledit impôt de 24 %.

L'impôt primitif eut été

$$I_0 = 100.000 \times \frac{5}{10} \times \frac{24}{100 - 24} = 15.789 \text{ fr.}$$

et l'impôt actuel serait

$$I = 100.000 \times \frac{5}{10} \times \frac{24}{100 - 24 \times \frac{5}{10}} = 13.636 \text{ fr.}$$

La formule appliquée maintenant se justifie comme suit :

Soit A la part des bénéfices de l'exercice qui revient aux actionnaires, lorsqu'on va au fond des choses. La somme A est formée du dividende qui est effectivement versé aux actionnaires, soit D, et de l'impôt qui a été acquitté en leur nom, I :

$$A = D + I.$$

Le bénéfice A provient pour partie de l'activité de la société hors de France et pour le reste de l'activité en France. Il est imposé en France sur cette seconde partie. Le Ministre des Finances de France a estimé que cette quotité imposable est dans le rapport qi à l'ensemble des bénéfices, de sorte que le fisc français fait porter l'impôt sur la quotité

$$A \times qi.$$

Si le taux fixé par la loi est de t %, l'impôt est ainsi :

$$I = A \times qi \times \frac{t}{100}.$$

On a donc, puisque $A = D + I$,

$$I = (D + I) \times qi \times \frac{t}{100},$$

ou

$$I = D \times qi \times \frac{t}{100} + I \times qi \times \frac{t}{100},$$

d'où

$$I - I \times qi \times \frac{t}{100} = D \times qi \times \frac{t}{100},$$

soit

$$I \left(1 - q_i \times \frac{t}{100} \right) = D \times q_i \times \frac{t}{100},$$

ou encore

$$I (100 - q_i \times t) = D \times q_i \times t,$$

d'où enfin

$$I = \frac{D \times q_i \times t}{100 - q_i \times t};$$

nous avons là la formule appliquée maintenant par l'Administration.

La même règle s'appliquerait aux impôts étrangers pour le cas où ceux-ci constitueraient une charge personnelle de l'actionnaire. Le paiement de ces impôts qui serait assuré par la société étrangère équivaldrait, aux yeux de l'Administration à une distribution indirecte passible de la taxe (1).

Cependant, en ce qui concerne les revenus distribués par les sociétés anglaises, l'Administration française ne s'occupe plus de savoir si le versement au bénéficiaire a été fait « free of income tax », c'est-à-dire après retenue de l'« Income tax », ou sans cette retenue ; pour l'application de l'impôt elle n'ajoute jamais l'Income tax, comme jamais elle ne le retrace ; autrefois elle ajoutait l'Income tax quand le dividende était payé « free of Income tax » (2).

Revenu des obligations. — La règle précédente ne s'applique pas aux paiements des intérêts d'obligations ou d'emprunts : le calcul du montant de l'impôt qui frappe les intérêts distribués se fait en leur appliquant dans tous les cas, que les sociétés opèrent ou non la retenue, le taux fixé par la loi ; ainsi, c'est le taux qui se rapporte à la valeur nominale de la distribution qui est invariable (3).

(1) T.A., 3^e édit., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n° 254.

(2) R.M. : J. off., 13 mars 1936, Déb., Chambre, p. 912, question n° 15.076.

(3) Maurice JOBET : Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères en France, Poitiers, 1893, n° 256 ;

J. VEYRIERAS : Traité des Taxes de Timbre de Transmission et du Revenu dont sont redevables les Sociétés de toute nature, Paris, 1924, n° 116 ;

T.A., 3^e édition, 1929 : Impôt sur le revenu, n° 338.

N.-B. — Le décret-loi du 16 juillet 1935, qui a porté le taux de l'impôt à 24 %, a disposé que :

« Art. 7. — Nonobstant toute clause contraire, quelle qu'en soit la date, la fraction de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières excédant 18 p. 100 est supportée définitivement par le bénéficiaire des revenus. »

Il arrive que malgré cette disposition la société emprunteuse prenne à sa charge l'intégralité de l'impôt de 24 %. Même lorsqu'il en est ainsi, l'Administration ne perçoit, sur le revenu distribué, qu'un impôt de 24 % (et non de 24 p. [100 — 24]), impôt toujours calculé sur la valeur nominale de la distribution. Cela se trouve justifié par le texte suivant, de l'Instruction 4202, du 31 juillet 1935, V. — Dispositions particulières, alinéa 2^e : « Cette disposition (de l'art. 7 dudit décret-loi), qui règle les rapports des parties entre elles, est sans influence sur la perception de l'impôt. »

2°) — *Eléments imposables.*

L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est établi sur :

- les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature (1) ;
- les arrérages et intérêts annuels des emprunts contractés et des obligations émises par les sociétés, tant en France qu'à l'étranger (2) ;
- les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites, dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions (3) ;
- les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations et de tous autres titres d'emprunt (4) ;
- les remboursements et amortissements de capital, totaux ou partiels, effectués au cours de l'existence de la société, sauf les exceptions prévues par la loi (5) ;
- les jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices alloués aux membres des conseils d'administration domiciliés ou résidant en France (6) ;
- les jetons de présence payés aux actionnaires (7).

Nous avons vu ci-dessus que sont taxés notamment « les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions » et « les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions ».

Nous croyons utile d'explicitier le sens qu'a là le mot « produits ». Indépendamment des intérêts, dividendes, revenus, le mot « produits » représente notamment :

- la valeur des actions ou des obligations délivrées gratuitement (8) ;
- l'augmentation de la valeur nominale des actions par une affectation d'une partie des réserves (9) ;

(1) Loi du 29 juin 1872, art. 1^{er}, 1^o.

(2) Loi du 29 juin 1872, art. 1^{er}, 2^o.

(3) Loi du 29 juin 1872, art. 1^{er}, 3^o.

(4) Loi du 21 juin 1875, art. 5.

(5) Loi du 13 juillet 1925, art. 80 ;

Décret du 29 mai 1926 ;

Loi du 31 mars 1932, art. 21.

(6) Loi du 13 juillet 1911, art. 12 ;

Loi du 30 décembre 1916, art. 12 ;

Loi du 13 juillet 1925, art. 79 ;

Loi du 4 avril 1926, art. 30, dernier paragraphe ;

Loi du 29 avril 1926, art. 17 ;

Loi du 19 décembre 1926, art. 4 ;

Décret du 3 décembre 1930.

(7) Loi du 31 mars 1932, art. 20.

(8) Cass. civ., 6 mars 1922 : R.E., 7514.

Cass. req., 17 février 1930 : R.E., 9227.

(9) Cass. civ., 11 avril 1927 : R.E., 8578.

Cass. req., 31 octobre 1927 : R.E., 8691.

- les primes d'émission distribuées à des porteurs d'actions dont la souscription n'a pas comporté de primes (1) ;
- la valeur des parts de fondateur rachetées à l'aide des bénéfices sociaux (2).

3°) — *Quotité imposable* (3).

L'impôt est perçu, en ce qui concerne les sociétés étrangères dont nous nous occupons, et pour la plupart des éléments imposables, non sur la totalité de la valeur de ces éléments, mais d'après une proportion appelée « quotité imposable », proportion qui est le plus généralement le rapport de la valeur des biens français à la valeur de l'actif total de la société étrangère.

Pour les éléments imposables suivants, l'impôt est perçu sur la totalité de leur valeur :

- arrérages et intérêts des emprunts contractés en France,
- jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices alloués aux membres des conseils d'administration domiciliés ou résidant en France.

Relativement aux diverses bases adoptées pour la fixation de la quotité imposable, M. l'Inspecteur de l'Enregistrement J. VEYRIERAS, dans son ouvrage ayant pour titre « Les Sociétés Etrangères en France », dit (4) :

« En exécution de l'article 3 du décret précité [décret du 6 décembre 1872], la quotité imposable se détermine, en principe, au moyen d'une proportion entre la valeur des biens français et la valeur de l'actif total de la Société; mais ce mode de détermination n'a rien d'absolu ni d'exclusif et le Ministre et la Commission des Valeurs Mobilières adoptent souvent d'autres bases d'appréciation :

« 1° Toutes les fois que les bilans ne font pas ressortir distinctement l'importance réelle des biens français et des biens étrangers ou que des doutes subsistent sur l'exactitude d'évaluation des biens français ;

(1) Cass. req., 2 août 1935 : R.E., 10545 (1^{re} espèce).

Seine, 6 juillet 1935 : R.E., 10545 (2^e espèce).

N.-B. — Certains récents jugements de la Chambre civile de la Cour de cassation ont amené à émettre l'avis que la question de l'exigibilité de l'impôt sur le revenu sur les distributions provenant des primes d'émission n'est pas encore définitivement tranchée.

(2) Cass. civ., 9 juillet 1928 : R.E., 8933.

Cass. civ., 10 décembre 1934 : R.E., 10316 (3 arrêts).

N.-B. — Le rachat des parts de fondateur (ou parts bénéficiaires) avec des fonds provenant d'une émission nouvelle d'actions ou d'un emprunt ne rend pas la taxe exigible (Cass. civ., 19 novembre 1906 : R.E., 4246. — Cass. civ., 17 février 1936 (2 arrêts) : G.P., 31 mars 1936).

L'attribution de parts bénéficiaires ne rend pas la taxe exigible (Sol. 5 avril 1932 : R.E., 9713).

(3) Décret du 6 décembre 1872, art. 3, complété par le décret du 10 août 1896, art. 2, et par celui du 30 mars 1922, art. 2.

Décret du 24 mai 1872 modifié par le décret du 30 mars 1922 (R.E., 7547, Instr. 3728 du 6 avril 1922), et par celui du 20 septembre 1928 (R.E., 8869, Instr. 4009 du 23 octobre 1928).

(4) 1^{re} Partie, IV, p. 53 et suiv.

« 2° Quand la comparaison entre le montant de l'actif français et celui de l'actif total ne paraît pas être en rapport avec l'importance de l'exploitation française et le revenu réalisé sur notre territoire, notamment pour les Sociétés étrangères vendant en France des produits manufacturés à l'étranger et ne possédant dans notre pays que les objets mobiliers garnissant leurs magasins de vente, ou pour celles qui n'ont en France qu'un simple bureau garni d'échantillons;

« 3° Dans les cas où le bénéfice industriel constitue l'unique source de produits de la Société étrangère, par exemple pour les Banques et les Sociétés purement commerciales dont les bénéfices sont généralement proportionnels aux chiffres d'affaires.

« En d'autres termes, les bases de la fixation de la quotité imposable varient selon la nature des opérations effectuées sur notre territoire par les Sociétés étrangères. Mais on doit constater que pour le plus grand nombre d'entre elles la quotité imposable est déterminée d'après la proportion existant entre le chiffre des affaires françaises et celui des affaires totales.

.....
« *Sociétés étrangères possédant des maisons de vente en France.*

« La quotité imposable est habituellement fixée d'après une proportion établie entre le montant des affaires traitées dans notre pays et celui des affaires totales.

« *Société étrangère faisant des affaires de banque en France.*

« La quotité imposable pourra être déterminée par la proportion suivante :

	Chiffre d'affaires réalisées en France	
«	Chiffre total d'affaires	

« *Société étrangère dont les bilans font ressortir distinctement l'importance des biens français et étrangers.*

« La quotité imposable est fixée par la comparaison entre la valeur des biens français et celle de l'actif total.

« *Société dont le but principal est de faire des prêts sur hypothèques.*

« La quotité imposable est déterminée au moyen de la proportion entre le total des prêts réalisés en France et la masse des capitaux de toute espèce de cette Société, formant tout son actif.

.....
« *Société étrangère ayant un simple bureau d'achat en France.*

« Pour les Sociétés étrangères ayant pour objet exclusif d'acheter dans notre pays des marchandises destinées à être vendues à l'étranger, le moyen employé pour dégager la quotité imposable consiste à rechercher la proportion existant entre le fonds de roulement affecté au fonctionnement du bureau d'achat établi en France et l'ensemble du capital versé.

« *Sociétés étrangères de transports.*

« La quotité imposable est déterminée habituellement de la manière suivante :

« On prend la moyenne des trois proportions obtenues en comparant :

« 1° Les frais généraux ou salaires du personnel français et ceux de l'ensemble du personnel;

« 2° Le chiffre des commissions encaissées en France et le chiffre global des commissions;

« 3° L'actif français et l'actif total.

« *Société étrangère dont l'exploitation est entièrement française et qui possède tous ses biens en France.*

« La quotité imposable est toujours fixée à la totalité.

« *Société étrangère en commandite simple.*

« Les bases de la détermination de la quotité imposable sont les mêmes que celles qui viennent d'être exposées, mais la quotité imposable fixée ne s'applique qu'au montant de la commandite.

« *Autres bases exceptionnellement adoptées pour certaines Sociétés étrangères en raison de la nature de leurs opérations.*

« 1° Proportion existant entre les bénéfices industriels français et les bénéfices industriels totaux.

« 2° Proportion existant entre recettes faites sur notre territoire et recettes totales. »

Nota. — Pour la fixation de la quotité imposable, il est fait abstraction des biens et valeurs que la société étrangère possède en France à titre de simple placement. C'est-à-dire que lorsque la quotité imposable est déterminée par l'actif total et l'actif en France, pour avoir les deux termes de la proportion donnant cette quotité on soustrait à la fois de chacun de ces deux actifs le montant des biens et valeurs de simple placement situés en France (1).

La quotité imposable est fixée d'abord provisoirement, puis définitivement, comme il est dit ci-après.

La période initiale de l'imposition commence à la date de la première opération en France de la société.

a) — *Fixation provisoire de la quotité imposable.*

La fixation provisoire de la quotité imposable est faite par la Direction départementale de l'Enregistrement. Celui des Inspecteurs de cette Direction qui a charge du dossier de la société, invite celle-ci, « au plus tard dans les dix jours qui suivent l'agrément du représentant responsable ou la fixation du cautionnement, à fournir les éléments approximatifs de cette fixation » (2).

L'Instruction de la Direction générale de l'Enregistrement prescrit aux Directions départementales de « fixer la quotité à un taux modéré, autant que possible d'accord avec les intéressés » (2).

b) *Fixation définitive de la quotité imposable.*

La fixation dite définitive est faite par le Ministre des Finances, sur l'avis préalable de la Commission des Valeurs mobilières. Elle a lieu environ trois ans après la première opération en France de la société, afin que le Ministre puisse disposer, pour prendre sa décision, des comptes relatifs aux trois exercices de la société qui correspondent aux débuts de son activité en France.

(1) T.A., 3^e éd., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n° 149.

(2) R.E., 8869. — Instr. 4009 du 23 octobre 1928.

Aucun recours n'est admis contre la décision du Ministre des Finances par laquelle la quotité imposable a été fixée (1).

En vue de la fixation définitive, et à l'époque où elle doit avoir lieu, la société doit fournir spontanément à la Direction départementale de l'Enregistrement, et plus précisément à l'Inspecteur qui a charge du dossier de la société, les éléments devant lui permettre cette fixation.

En fait, ledit Inspecteur prend généralement l'initiative de réclamer les renseignements qui lui sont nécessaires pour pouvoir faire, dans le rapport qu'il présentera à sa Direction, une proposition, aussi équitable que possible, de la quotité imposable. Il adresse alors à la société une demande priant de faire connaître :

- si la société étrangère a affecté un fonds de roulement au fonctionnement de ses succursales françaises, et l'adresse de ces succursales ;
 - si elle dresse un bilan spécial pour la France ;
 - si elle a contracté des emprunts en France ou à l'étranger ;
 - l'importance de ses affaires faites :
 - A. — En France ;
 - B. — A l'Etranger ;
- pendant chacun des exercices (ici figure l'indication des trois derniers exercices sociaux) ;
- les bilans, comptes de profits et pertes, et rapports aux assemblées générales afférents aux exercices précités.

En outre, l'Administration se livre à une enquête.

Lors de la fixation définitive de la quotité imposable, le Ministre des Finances détermine la durée de la période d'imposition à laquelle sera applicable cette fixation. Cette première période d'imposition a pour point de départ la première opération en France de la société ; elle ne peut excéder trois ans. La fixation définitive, applicable à la première période d'imposition, l'est également à une seconde période d'imposition dont la durée est fixée immédiatement par l'Administration dans les limites d'un maximum de trois ans.

c) Révision de la quotité imposable.

La quotité imposable peut être révisée.

La révision est demandée par la société, ou imposée par l'Administration. Elle doit être effectuée quatre mois au moins avant l'échéance de la période en cours. La nouvelle quotité est applicable à la période qui suit immédiatement, période dont la durée ne peut excéder trois ans.

Lorsque la société estime que la quotité imposable doit être réduite, elle doit en solliciter la réduction en produisant toutes justifications utiles.

La demande en réduction peut être rédigée sur papier non timbré.

(1) R.E., 10648 : *Observations* relatives à un Arrêt du Conseil d'Etat en date du 18 janvier 1935 (Section du Contentieux).

Elle doit être à l'adresse du Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ; elle sera déposée à la Direction départementale de cette Administration. Nous recommandons que ce dépôt ait lieu neuf mois environ avant l'expiration de la période en cours, car, en principe, l'Inspecteur doit adresser sa proposition de révision huit mois avant l'expiration de la période en cours, afin que la décision de l'Administration puisse intervenir quatre mois au moins avant l'échéance de cette période (1).

La demande en réduction est à établir sur papier timbré dans le cas où la quotité dont la réduction est sollicitée a été fixée par une décision ministérielle accordant, à la société, un délai pour présenter cette demande — ce délai est généralement de trois mois à compter de ladite décision. La demande doit alors être à l'adresse du Ministre, mais elle peut être, et dans la pratique elle est déposée à la Direction départementale.

La procuration dont nous avons établi un modèle (Annexe 8) permet au mandataire qui y est désigné de signer la demande de révision tendant à la réduction de la quotité imposable. Cette demande pourrait être formulée dans les termes que nous indiquons à l'Annexe 26.

Le représentant responsable a qualité pour solliciter la réduction de la quotité imposable.

Lorsqu'aucune révision n'intervient, la quotité imposable appliquée à la période en cours est adoptée pour la période qui suit immédiatement, période dont l'Administration de l'Enregistrement fixe d'avance la durée dans les limites du maximum de trois ans.

4^e) — Révision du cautionnement (2).

Si la société a déposé un cautionnement, l'Administration de l'Enregistrement est autorisée à relever ou à réduire le montant du cautionnement, soit après la première fixation dite définitive de la quotité imposable, soit à l'expiration de chaque période d'imposition.

a) — Réduction du montant du cautionnement.

La société peut obtenir la réduction du cautionnement, à la condition d'être en règle avec le Trésor.

Cette réduction aura lieu soit au moment de la première fixation dite définitive de la quotité imposable, soit au moment de l'expiration de l'une quelconque des périodes d'imposition.

La demande en réduction doit être rédigée sur papier timbré. Elle doit être à l'adresse du Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ; on la déposera à la Direction départementale de cette Administration.

(1) Décret du 30 mars 1922.

(2) Loi du 13 avril 1898 (art. 12) suivie du décret du 22 juin 1898 et de celui du 1^{er} octobre 1931 (R.E., 9619, Instr. 4102 du 16 octobre 1931).

La procuration dont nous avons établi un modèle (Annexe 8) permet au mandataire qui y est désigné de signer la demande de réduction du cautionnement. Cette demande pourrait être formulée dans les termes que nous indiquons à l'Annexe 27.

Lorsque l'autorisation de remboursement partiel du cautionnement a été accordée, la société peut se présenter à la Caisse des Dépôts et Consignations pour obtenir ce remboursement. En principe, le remboursement est effectué entre les mains de la personne qui a signé l'Acte d'affectation spéciale, cette personne ayant qualité pour donner décharge à la Caisse. Mais, plus simplement, le remboursement peut être effectué, sur demande de la société, par l'inscription du montant de la restitution au crédit d'un de ses comptes en banque (Voir à l'Annexe 28, le texte de la demande que la société peut adresser au Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations).

L'avis de la décision, prise par le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, autorisant le remboursement partiel, doit être fourni à l'appui de la demande de remboursement. Mention de ladite décision et du remboursement correspondant est faite sur le récépissé primitif qui a été délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations et qui est conservé par le Receveur de l'Administration de l'Enregistrement chargé de la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

b) — *Rehaussement du montant du cautionnement.*

Le rehaussement du cautionnement peut être exigé par l'Administration de l'Enregistrement lorsque celle-ci estime le montant actuel de ce cautionnement trop faible pour garantir les droits du Trésor. La décision de l'Administration intervient soit après la première fixation dite définitive de la quotité imposable, soit à l'expiration de l'une quelconque des périodes d'imposition.

Les opérations que nous avons indiquées relativement à la réception du cautionnement (à la page 19, et aux Annexes 21 à 24) s'étendent au versement du supplément de cautionnement exigé par l'Administration.

Le supplément de cautionnement est à verser à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit en espèces soit en un chèque à l'ordre du Caissier général de cette Caisse, et les documents suivants sont à remettre à l'appui du versement :

- Avis de décision du Ministre des Finances ou, en vertu de la délégation du Ministre, du Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, fixant le supplément du cautionnement à déposer ;
- Acte d'affectation visé par l'Administration de l'Enregistrement ;
- Déclaration de consignation du supplément du cautionnement (en double exemplaire).

Ainsi qu'il a été fait lors du dépôt du cautionnement, le récépissé délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (dont nous conseillons de prendre copie) est à remettre au Receveur de l'Administration de l'Enregistrement chargé de la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, qui délivre, en échange, un reçu à conserver par la société.

c) — *Perception des intérêts du cautionnement* (1).

La Caisse des Dépôts et Consignations paiera, chaque année, à la demande de la société et sauf opposition, les intérêts du cautionnement courus pendant l'année précédente à compter du soixante et unième jour de la date du versement du cautionnement ; ces intérêts sont calculés au taux de 2 %.

La personne qui a signé l'Acte d'affectation spéciale du cautionnement a qualité, jusqu'à avis contraire donné par la société, pour encaisser lesdits intérêts, sans que la Caisse ait à réclamer aucune nouvelle justification.

Le plus souvent, la société demande que lesdits intérêts soient versés à l'un de ses comptes en banque (Voir à l'Annexe 29, le texte de la demande que la société peut adresser au Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations).

Les intérêts non encaissés par la société se prescrivent par cinq ans (2).

5°) — *Acquittement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières* (3).

L'impôt est à acquitter par la société étrangère sur la base de la quotité imposable du total des revenus, et cela dans les conditions suivantes :

— Relativement aux obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance, l'impôt doit en principe être acquitté par « termes égaux ». En fait, il est acquitté, pour chaque exercice, par acomptes trimestriels et par un règlement déterminé par une liquidation définitive, intervenant dès que l'Administration a connaissance des comptes de l'exercice, règlement dont les modalités sont indiquées ci-après (p. 38).

La comptabilité tenue au siège social se trouvant à l'étranger, l'Administration de l'Enregistrement ne peut pas en disposer pour vérifier le calcul des versements trimestriels — comme elle le fait pour

(1) Loi du 28 nivôse an XIII, art. 2 ;

Loi du 26 juillet 1893, art. 60 ;

Décret du 22 juin 1898, art. 4.

(2) C. civ., art. 2277.

(3) Décret du 6 décembre 1872, art. 1 et 2.

les sociétés françaises — ; c'est pourquoi chaque versement trimestriel est simplement calculé sur le quart des revenus produits, par les valeurs de la nature considérée, au cours du dernier exercice social dont les comptes ont été arrêtés, et, en conséquence, pourquoi une liquidation définitive doit intervenir.

— Relativement aux actions, parts d'intérêt, commandites et emprunts à revenu variable, les conditions générales d'acquittement de l'impôt sont les mêmes que ci-dessus.

Chaque acompte trimestriel est ici calculé sur le cinquième des revenus produits, par les valeurs de la nature considérée, au cours du dernier exercice social dont les comptes ont été arrêtés, ou, pour les sociétés nouvellement créées, sur le quart du produit, évalué à cinq pour cent, du capital appelé.

— Relativement aux lots et primes de remboursement (1), aux remboursements et amortissements de capital (2), aux jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices distribués aux membres des conseils d'administration domiciliés ou résidant en France (3), aux jetons de présence payés aux actionnaires (4), l'impôt est acquitté par versements intervenant à titre définitif.

a) — *Epoques de paiement de l'impôt* (5).

L'impôt doit être payé sans avis préalable du Fisc (6) :

— Relativement aux actions, obligations, emprunts, parts d'intérêt et commandites, trimestriellement, dans les vingt premiers jours de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année ;

— Relativement aux lots et primes de remboursement, ainsi qu'aux remboursements et amortissements de capital, annuellement et en une seule fois, dans les vingt jours qui suivent la date fixée pour le paiement de ces lots, primes, remboursements et amortissements — toutefois, en ce qui concerne les remboursements et amortissements de capital, si une demande d'exemption a été présentée, l'impôt n'est exigible qu'après qu'il a été statué sur ladite demande ;

— Relativement aux jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices distribués aux membres des conseils d'administration domici-

(1) Loi du 21 juin 1875, art. 5 ;

Décret du 15 décembre 1875, art. 3.

(2) Décret du 29 mai 1926, art. 6.

(3) Décret du 3 décembre 1930, art. 1^{er}.

(4) Loi du 31 mars 1932, art. 20 ;

Instruction 4117, § 7, du 1^{er} avril 1932 : R.E., 9694, VII.

(5) Pour les références législatives et réglementaires voir les renvois (3) de la page 36, et (1), (2), (3), (4) ci-dessus.

(6) Rouen, 30 novembre 1899 : R.E., 2303.

liés ou résidant en France, trimestriellement, dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année, pour les sommes mises en distribution au cours du trimestre écoulé ;

— Relativement aux jetons de présence payés aux actionnaires, annuellement et en une seule fois, lors de la liquidation de l'impôt afférent à l'exercice au cours duquel ils ont été payés.

Si les bureaux de l'Enregistrement sont fermés au public le dernier jour du délai accordé (Dimanche, jour férié légal, jour où les bureaux se consacrent exclusivement aux impôts directs et taxes assimilées (cas pouvant se présenter en province)) le délai est prorogé jusqu'au premier jour où ces bureaux sont de nouveau ouverts au public (1).

Premier paiement de l'impôt :

Le premier paiement est à effectuer :

— S'il est intervenu une ou plusieurs échéances trimestrielles depuis la première opération en France de la société, dès que la société a reçu notification de la quotité imposable provisoire ;

— Dans le cas contraire, lors de la première échéance trimestrielle qui suit ladite notification.

b) — *Liquidation de l'impôt* (2).

Cette liquidation comprend : 1^o) une liquidation annuelle, et 2^o) une liquidation intervenant lors de la première fixation dite définitive de la quotité imposable.

1^o) Chaque année, après la clôture des écritures relatives à l'exercice écoulé, la liquidation de la taxe due pour l'exercice entier est à faire par le Receveur ; il est tenu compte des acomptes trimestriels qui ont été versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

La liquidation a lieu soit lors du dépôt des délibérations et comptes rendus des conseils et assemblées générales, dépôt dont nous parlerons ci-après, soit dans les vingt jours de la mise en distribution du dividende s'il en a été décidé un (3), soit dans les vingt premiers jours du mois de mai, pour les sociétés auxquelles leurs statuts n'imposent pas l'obligation de prendre des délibérations pour fixer le dividende à distribuer.

Si de cette liquidation il résulte un complément de taxe au profit du Trésor, ce complément est à acquitter immédiatement. Dans le cas contraire, l'excédent versé est imputé sur l'exercice courant, ou restitué si la société arrive à son terme ou si elle ne donne pas de revenus pour cet exercice.

Dans le cas où il y a lieu à restitution, afin d'éviter que l'excédent perçu, provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur

(1) Décret du 23 novembre 1926.

(2) Décret du 6 décembre 1872, art. 1 et 2.

(3) Décret du 13 décembre 1935.

le revenu des valeurs mobilières, ne demeure pas acquis à l'Etat par prescription, la société devra déposer, à la Direction départementale de l'Enregistrement, et dans les cinq ans à compter de la « date de l'indue perception » une demande en restitution (1).

Le départ du délai de prescription de cinq ans est (2) :

a) la date même du versement, si l'indue perception provient d'une erreur dans le montant de l'acompte trimestriel versé,

b) la date à laquelle ont été arrêtés les comptes de l'exercice, si l'indue perception résulte de cet arrêté de comptes ; dans le cas où il est procédé audit arrêté de comptes par une délibération de l'assemblée générale des actionnaires ou du conseil d'administration, suivant celui de ces deux organes qui est qualifié à cet effet par la législation du pays où la société a son siège social, c'est du jour même de la délibération que court le délai de prescription.

La demande en restitution doit être rédigée sur papier timbré (Voir à l'Annexe 30, le modèle que nous proposons pour une telle demande).

S'il n'est pas fait droit à temps à cette demande, la société étrangère agira prudemment en la renouvelant, mais cette fois par voie d'assignation signifiée, toujours dans ledit délai de cinq ans.

2°) Dans les vingt premiers jours du trimestre qui suit la date de la décision ministérielle fixant la première quotité imposable dite définitive, c'est-à-dire environ trois ans après la première opération en France de la société, il est procédé à une liquidation générale des droits exigibles sur les exercices passés (3).

Si de cette nouvelle liquidation il résulte un complément de taxe au profit du Trésor, il est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire l'excédent versé est imputé sur l'exercice courant (3).

Exemple numérique du calcul de l'impôt et de sa liquidation.

Il s'agit de l'impôt dû en France, sur le revenu des valeurs mobilières d'une société des Etats-Unis d'Amérique.

Donnée :

Exercice social : un an, du 1^{er} août au 31 juillet, soit du 1^{er} août 1934
au 31 juillet 1935 : exercice 1934/1935.

Quotité imposable : 1021/10.000.

Taux de l'impôt : Taux nominal : 24 %, soit $\frac{24}{100}$.

(1) Loi du 26 juillet 1893, art. 21.

(2) T.A., 3^e éd., 1929, Impôt sur le revenu des valeurs mobilières, n° 483 ; Seine-Inférieure (Section du Havre), 10 mai 1930 : R.E., 9364.

(3) Décret du 20 septembre 1928, art. 2, qui a complété le décret du 24 mai 1872, art. 4 : R.E., 8869 (Instr. 4009 du 23 octobre 1928).

Taux effectif sur la distribution nette faite par la société étrangère (1) :

$$\frac{24}{1021} = \frac{24}{97,5496} \times \frac{100}{10.000}$$

Montant du dividende net distribué au titre de l'exercice 1934/1935 :

Valeur en dollars : \$ 50.000.

Date de la mise en distribution du dividende : 3 septembre 1935.

Cours du dollar au jour de la mise en distribution (2) : 15,16.

Valeur en francs : 50.000 × 15,16 = 758.000 francs.

Calcul de l'impôt dû pour l'exercice 1934/1935 :

$$758.000 \times \frac{24}{1021 / 10.000} \times \frac{1}{100} = \text{Frs. } 19.040,60.$$

Calcul de la liquidation de l'impôt :

Somme due Frs. 19.040,60

Avances versées par la société (calculées sur les résultats du précédent exercice) :

pour la période allant de la fin de l'exercice
au premier jour du trimestre qui suit, soit ici
du 31 juillet au 30 septembre 1934. . . 2.133,76
pour le 4^e trimestre 1934 3.200,64
pour le 1^{er} trimestre 1935 3.200,64
pour le 2^e trimestre 1935 3.200,64

Total..... Fr. 11.735,68 11.735,68

Solde dû Fr. 7.304,92

Calcul du montant des avances à verser comme acomptes au cours de l'exercice 1935-1936 :

$$\text{Avance pour un trimestre : } \frac{19.040,60}{5} = \text{Fr. } 3.808,12.$$

(1) Pour le calcul du taux effectif, taux afférent à la distribution nette, voir ci-dessus, p. 26.

(2) Seine, 6 décembre 1923 : R.E., 7995.

Montpellier, 27 novembre 1930 : R.E., 9403.

Avance pour la période de deux mois, allant

$$\text{du 31 juillet au 30 septembre 1935 : } \frac{3.808,12 \times 2}{3} =$$

Fr. 2.538,74.

§ 2. — Sur l'obligation de déposer certains documents à l'appui des paiements à effectuer.

La société étrangère est tenue de déposer au Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge de son dossier les documents ci-dessous énumérés, permettant au receveur qui dirige ledit Bureau soit de vérifier la régularité des paiements effectués, soit de procéder à la liquidation de la taxe due pour l'exercice entier, ces documents étant relatifs à l'activité générale de la société étrangère :

- a) Délibérations et comptes rendus fixant le dividende (1);
- b) Procès-verbaux de tirage pour le paiement des lots et primes de remboursement (2);
- c) Déclaration relative aux remboursements et amortissements de capital (3);
- d) Etat des sommes distribuées aux membres des conseils d'administration (4);
- e) Etat des jetons de présence payés aux actionnaires (5).

Ces documents peuvent être fournis sur papier non timbré. Il suffit qu'ils soient certifiés conformes par un représentant légal de la société (6). Toutefois, en ce qui concerne les procès-verbaux de tirage, les documents doivent être en outre vérifiés et certifiés par les consuls ou, à leur défaut, par les agents diplomatiques français (7).

Lorsque les documents sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction intégrale et certifiée.

A cette occasion faisons savoir que dans tous les cas où une traduction doit être fournie à l'Administration de l'Enregistrement, cette traduction doit être certifiée et la certification est valablement donnée par un représentant légal de la société ; lorsque la traduction est faite en France, la certification peut être donnée par le mandataire en France de la société, s'il a reçu pouvoir à cet effet dans la procuration qui l'a accrédité auprès de l'Administration de l'Enregistrement. La traduction ainsi certifiée peut être établie sur papier non timbré. Enfin, la traduc-

(1) Loi du 29 juin 1872, art. 2, dernier alinéa.

(2) Décret du 15 décembre 1875, art. 5, lequel renvoie à l'art. 3.

(3) Décret du 29 mai 1926, art. 1.

(4) Décret du 3 décembre 1930, art. 1.

(5) Instr. 4117, § 7, du 1^{er} avril 1932 : R.E., 9694.

(6) Sol. du 12 juin 1894 : R.E., 864;

Sol. du 30 janvier 1896 : R.E., 1146.

(7) Décret du 15 décembre 1875, art. 5.

tion peut toujours être valablement faite par un traducteur assermenté près l'une de nos Cours ou l'un de nos Tribunaux. La signature de ce traducteur doit être légalisée par le Président de la Cour ou du Tribunal auprès duquel il est accrédité ; et la signature du Président doit être légalisée par le Ministre de la Justice. La traduction faite par un traducteur assermenté doit être établie sur papier timbré.

Nous donnons ci-après quelques détails complémentaires relatifs à chacun des documents faisant l'objet de l'énumération ci-dessus, notamment sur les délais dans lesquels ils doivent être déposés.

a) — *Délibérations et comptes rendus* (1).

Les documents à déposer, au Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société étrangère, sous peine d'une amende, en tant que délibérations et comptes rendus, sont les suivants ; le dépôt doit avoir lieu dans les vingt jours de leur date, le délai de vingt jours courant du jour qui suit celui de la réunion du conseil d'administration ou de l'assemblée générale.

1°) Les extraits des délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration qui ont fixé le dividende ;

2°) Les comptes rendus, c'est-à-dire les rapports présentés par le conseil d'administration (ou par le ou les gérants dans les sociétés en commandite par actions) à l'assemblée générale des actionnaires ;

3°) Dans les sociétés par actions seulement, et à défaut de délibérations et de comptes rendus, tous autres documents analogues, c'est-à-dire tous documents servant de base, pour la société, à la répartition des bénéfices entre les associés.

Nous conseillons de joindre les bilans et les comptes de profits et pertes de la société étrangère, afin de permettre au Receveur du dit Bureau de relever, lors de la liquidation annuelle de l'impôt, tous les éléments imposables. Ce faisant, la société évitera souvent l'application des pénalités prévues pour les omissions ou insuffisances dans les déclarations, le Receveur se trouvant mis à même, malgré ces éventuelles omissions ou insuffisances et grâce aux indications fournies par les bilans et comptes de profits et pertes, de liquider exactement l'impôt dû au Trésor. Du reste, n'ayant pas la possibilité de vérifier la comptabilité qui est tenue au siège social, donc à l'étranger, le Receveur ne manque pas de demander les dits documents aux sociétés étrangères, pour procéder à la liquidation annuelle de l'impôt. Pour éviter toute réclamation de la part du dit Receveur, le dépôt des documents en question, bilans et comptes de profits et pertes, est à faire même si ces mêmes documents ont été remis à l'Inspecteur de l'Enregistrement lors de la fixation dite définitive de la quotité imposable, comme nous l'avons dit, page 32, ou lors de la révision de cette quotité.

(1) Loi du 29 juin 1872, art. 2, modifié par la loi du 22 mars 1924, art. 32.

Lorsqu'aucun dividende n'a été distribué et que cette circonstance n'a été déclarée ni mentionnée dans aucun des documents réglementairement déposés, nous conseillons de la porter à la connaissance du Receveur de l'Enregistrement par un document supplémentaire spécial. L'Administration accepte que ce document supplémentaire soit un Certificat attestant qu'aucun dividende n'a été distribué. Ce certificat doit être établi par un des représentants légaux de la société, dans les formes prescrites par la loi du pays où la société étrangère a son siège social (Voir, à l'Annexe 31, un texte indiquant les renseignements que le certificat devra faire connaître).

Dès après la fixation de la quotité imposable provisoire, la société aura à fournir les documents sus-indiqués relatifs à l'exercice qui a précédé celui au cours duquel elle s'est installée en France. Ces premiers documents serviront de base pour la détermination des paiements provisoires trimestriels jusqu'au moment où les comptes de l'exercice en cours pourront être fournis, permettant la première liquidation annuelle de l'impôt afférent à ce dernier exercice.

Pour les sociétés nouvellement créées, c'est-à-dire qui n'ont pas encore procédé à la clôture d'un exercice social, nous avons dit ci-dessus (p. 37) que les paiements provisoires trimestriels se faisaient sur la base de la quotité imposable du produit, évalué à 5 %, de l'intégralité du capital appelé.

b) — *Procès-verbaux de tirage relatifs aux lots et primes de remboursement* (1).

La société étrangère doit, sous peine d'amende, déposer dans les vingt jours qui suivent le jour fixé pour le paiement des lots et primes de remboursement relatifs aux titres désignés par un tirage au sort, au Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge de son dossier, une copie du procès-verbal du tirage ainsi qu'un état indiquant :

- 1°) le nombre des titres qui viennent de sortir au tirage ;
- 2°) le taux d'émission de ces titres ;
- 3°) le montant des lots et des primes échus aux titres sortis ;
- 4°) la somme sur laquelle la taxe est exigible.

Les deux documents ci-dessus doivent être certifiés par un représentant légal de la société étrangère, et, en outre, être vérifiés et certifiés par les consuls ou, à leur défaut, par les agents diplomatiques français.

c) — *Déclaration relative aux remboursements et amortissements de capital* (2).

La déclaration du remboursement total ou partiel du capital doit être faite dans les vingt jours de la date à laquelle l'opération a été

(1) Décret du 15 décembre 1875, art. 5; lequel renvoie à l'art. 3.

(2) Décret du 29 mai 1926.

décidée ; elle est à déposer au Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société.

Cette déclaration doit être accompagnée :

1°) d'une copie de la décision qui a ordonné la répartition, copie portant la certification d'un représentant légal de la société étrangère ;

2°) d'un tableau faisant connaître le nombre des actions, leur montant nominal, le capital versé, les amortissements auxquels il a été procédé et les réductions de capital qui ont été opérées.

Les sociétés qui entendent bénéficier des exemptions prévues par la loi doivent joindre à ladite déclaration une demande spéciale accompagnée d'un état détaillé et estimatif de tous les biens qui composent l'actif social au jour de la demande, ainsi que de tous les éléments du passif. L'estimation de l'actif est faite d'après sa valeur réelle, nonobstant toutes évaluations des bilans et autres documents.

A cette demande d'exemption sont à joindre les pièces suivantes :

1°) S'il est procédé à un amortissement obligatoire prévu par les statuts antérieurement à la promulgation de la loi du 13 juillet 1925 :

Statuts primitifs et, s'il y a lieu, texte de toutes les modifications qui y ont été apportées, avec l'indication des dates auxquelles ces modifications sont intervenues ;

2°) Si l'amortissement doit être opéré par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur des éléments autres que ceux figurant au compte profits et pertes, et autres que les réserves et les provisions diverses du bilan :

Etat faisant connaître sur quelle réalisation d'actif et grâce à quel prélèvement l'opération doit être réalisée, état certifié par un représentant légal de la société étrangère ;

3°) Si la demande d'exemption est fondée sur la caducité de tout ou partie de l'actif social, notamment sur son déperissement progressif :

Déclaration faisant connaître les causes, la nature et l'importance de la moins-value qui doit se produire dans l'actif social ;

4°) Si la demande d'exemption est fondée sur l'obligation de remettre en fin de concession à l'autorité concédante tout ou partie de l'actif :

Déclaration détaillée et estimative, d'une part, de l'actif social actuel, et, d'autre part, des biens à remettre en fin de concession à l'autorité concédante.

Les justifications ci-dessus indiquées sont celles qui sont exigées des sociétés françaises. Pour une société étrangère, après avoir apprécié tant les conditions dans lesquelles la demande est présentée que les divers motifs par lesquels elle est appuyée, l'Administration peut dispenser la société étrangère de fournir tout ou partie de ces justifications réglementaires (1).

(1) Décret du 29 mai 1926, art. 7.

d) — *Etat des sommes distribuées aux membres des conseils d'administration* (1).

Les sociétés sont tenues, sous peine d'amende, de déposer un état nominatif énonçant le montant des sommes distribuées à chacun des membres des conseils d'administration, avec l'indication des domiciles ou résidences de ceux-ci, état qui doit être totalisé puis certifié par un représentant légal de la société étrangère.

Cet état est à remettre à l'appui du paiement de l'impôt que la société doit effectuer, ainsi qu'il a été dit précédemment (p. 37) dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année, relativement aux sommes mises en distribution au cours du trimestre précédent.

e) — *Etat des jetons de présence payés aux actionnaires* (2).

Chaque année, les sociétés doivent déposer, avec les Délibérations et Comptes rendus dont nous avons parlé plus haut (p. 42), et dans le même délai, un état indiquant le montant total des jetons payés à leurs actionnaires pendant l'exercice écoulé.

Les sommes ainsi distribuées sont ajoutées aux dividendes de l'exercice, pour la liquidation de l'impôt afférent à cet exercice.

§ 3. — Amendes.

Chacune des contraventions ci-après rappelées est passible d'une amende dont le montant est, maintenant, après suppression des anciens décimes (3), de 100 f. à 5.000 fr. :

- Défaut de versement de l'impôt aux échéances trimestrielles : autant d'amendes qu'il y a de termes en retard (4)
- Défaut de dépôt dans le délai prescrit des délibérations, comptes

(1) Décret du 3 décembre 1930, art. 1.

(2) Instr. 4117, § 7, du 1^{er} avril 1932 : R.E., 9694, VII.

(3) Décret-loi du 20 juillet 1934, art. 1^{er}.

N.-B. — Avant la mise en vigueur de ce décret, paru au Journal officiel du 25 juillet 1934, l'amende de 100 à 5.000 francs était majorée de 80 % par l'application des décimes prévus par les lois suivantes :

1^{er} décime : Loi du 6 Prairial an VII, art. 1^{er} ;

2^e décime : Loi du 23 août 1871, art. 1^{er} ;

1/2 décime : Loi du 30 décembre 1873, art. 2 ;

2 déc. 1/2 : Loi du 25 juin 1920, art. 110 ;

2 décimes applicables tant au principal qu'aux décimes édictés par les lois antérieures : Loi du 22 mars 1924, art. 3.

L'amende totale, avec application des décimes, était donc alors de 180 à 9.000 francs. C'est cette amende majorée qui s'applique aux pénalités encourues avant la mise en vigueur dudit décret du 20 juillet 1934.

(4) Loi du 29 juin 1872, art. 5, qui renvoie à la loi du 23 juin 1857, art. 10.

rendus et autres documents analogues dont la production est ordonnée par la loi, en vue de la détermination du revenu imposable : autant d'amendes qu'il existe de documents dont le dépôt devait être effectué et ne l'a pas été (1).

- Retard dans le paiement de la taxe due sur les lots et primes de remboursement (2).
- Retard dans le paiement de la taxe due sur les sommes distribuées aux membres des conseils d'administration domiciliés ou résidant en France (3).
- Défaut de dépôt dans le délai prescrit de l'état nominatif des sommes distribuées à chacun des membres des conseils d'administration (4).
- Retard dans le paiement de la taxe due sur les jetons de présence payés aux actionnaires (5).
- Défaut de dépôt dans le délai prescrit de l'état indiquant le montant total des jetons de présence payés aux actionnaires (6).
- Retard dans le paiement de la taxe due sur les amortissements et remboursements de capital (7).

Les omissions ou insuffisances d'évaluation dans les déclarations sont passibles d'un droit en sus (8).

On trouvera ci-après, à l'Annexe 32, un modèle de pétition en remise des amendes encourues pour le retard dans le dépôt des documents per-

(1) Loi du 29 juin 1872, art. 2 et 5, qui renvoie à la loi du 23 juin 1857, art. 10.

(2) Loi du 21 juin 1875, art. 5, qui renvoie à la loi du 29 juin 1872, art. 5.

(3) Loi du 29 juin 1872, art. 5, qui renvoie à la loi du 23 juin 1857, art. 10 ;

Loi du 13 juillet 1911, art. 12 ;

Loi du 30 décembre 1916, art. 12 ;

Loi du 13 juillet 1925, art. 79 ;

Loi du 29 avril 1926, art. 17 ;

Loi du 19 décembre 1926, art. 4.

(4) Décret du 3 décembre 1930.

(5) Loi du 31 mars 1932, art. 20.

(6) Ce défaut de dépôt est sanctionné par une amende, l'Administration assimilant le jeton à un produit de l'action.

(7) Décret-loi du 21 décembre 1934 portant codification des lois relatives aux valeurs mobilières, art. 50, 3°, et art. 58. — Antérieurement à ce décret, aucun texte, notamment ni la loi du 13 juillet 1925, art. 80, qui a institué le paiement en question, ni le décret du 29 mai 1926 rendu pour l'application dudit article 80, n'avait sanctionné le retard de ce paiement (T.A., 3^e édit., 1929, Impôt sur le revenu des valeurs mobilières, n° 406).

(8) Loi du 29 juin 1872, art. 5, qui renvoie à la loi du 23 juin 1857, art. 10, lequel renvoie pour les omissions et insuffisances d'évaluation dans les déclarations à la loi du 22 frimaire an VII, art. 39.

N.-B. — Pour les contraventions encourues entre la mise en vigueur de la loi du 25 juin 1920 et la mise en vigueur du décret-loi du 20 juillet 1934, le droit en sus est égal à la somme du droit normal augmenté des 2 décimes 1/2 par franc de ce droit normal, institués par la loi du 25 juin 1920, art. 110, c'est-à-dire égal au produit du droit normal par le facteur 1,25.

Pour les contraventions postérieures à la mise en vigueur du décret-loi du 20 juillet 1934, dont l'article 1^{er} a supprimé les décimes, le droit en sus est égal au droit normal.

mettant la liquidation de l'impôt, et, à l'Annexe 33, un modèle de pétition en remise des amendes encourues pour retard dans le paiement de l'impôt.

**§ 4. — Prescription de l'action du Trésor,
en recouvrement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières
et des amendes y relatives.**

Au sujet du recouvrement de la taxe, ainsi qu'au sujet du paiement des amendes, l'action du Trésor se prescrit par cinq ans.

« Ce délai a pour point de départ la date de l'exigibilité des droits et amendes. » (1)

En ce qui concerne le recouvrement de la taxe cette date d'exigibilité est celle qui suit immédiatement le délai de vingt jours à compter :

1°. lorsqu'il s'agit des acomptes trimestriels de la taxe, du jour de l'expiration du trimestre ;

2°. lorsqu'il s'agit du complément de la taxe due sur l'exercice écoulé :

a) si une distribution de dividende a été décidée, du jour de la mise en distribution du dividende ;

b) si aucune distribution de dividende ne doit avoir lieu, du jour de la tenue de l'assemblée générale des actionnaires, ou du conseil d'administration, qui a approuvé les comptes de l'exercice,

étant entendu que, dans l'un comme l'autre de ces deux cas, (a) et (b), la société a déposé « dans les vingt jours de leur date » les comptes-rendus et extraits des délibérations de l'assemblée générale des actionnaires ou du conseil d'administration, ou tous autres documents devant permettre à l'Administration de faire la liquidation définitive relative audit exercice.

De toute évidence, au cas où la société n'aurait pas effectué le dépôt de ces documents dans le délai de vingt jours prescrit, la prescription ne saurait courir contre l'Administration que du jour où le dépôt en aurait eu lieu.

Notons que les sociétés étrangères qui n'ont pas révélé leur existence en France à l'Administration de l'Enregistrement, soit directement, par le dépôt des documents requis, soit indirectement, par l'enregistrement d'un acte révélant leur existence en France, tel qu'un bail, ne peuvent pas invoquer ladite prescription contre l'Administration (2). En effet la loi dit :

« Toutefois, dans les sociétés dont l'existence n'a pas été portée à la connaissance des tiers par les publications légales, ainsi que dans toutes sociétés et

(1) Loi du 26 juillet 1893, art. 21, al. 2°.

(2) La Rochelle, 8 mai 1907 : R.E., 4421.

Seine, 14 février 1919 : R.E., 6927.

établissements non soumis par les lois existantes aux investigations des agents de l'enregistrement, la prescription ne court contre l'administration que du jour où elle a pu constater l'exigibilité de l'impôt, au vu d'un acte soumis à l'enregistrement ou au moyen des documents régulièrement déposés au bureau compétent pour la perception de l'impôt. » (1).

Enfin, signalons que l'Administration peut interrompre la prescription qui court contre elle par la signification au siège de la société d'une « contrainte », c'est-à-dire d'une mise en demeure d'avoir à payer la somme indiquée dans cette contrainte.

SECTION III.

Obligations auxquelles doivent satisfaire en raison de la cessation de leur activité en France, les Sociétés étrangères qui y traitaient des affaires.

La société étrangère n'est plus redevable de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières du jour où elle cesse de traiter des affaires en France.

Toutefois, pour obtenir, le cas échéant, la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés à l'Administration de l'Enregistrement au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ou encore le retrait des garanties qu'elle aurait remises au représentant responsable, ou enfin le retrait du cautionnement qu'elle aurait déposé, la société a intérêt à fournir le plus rapidement possible les justifications permettant à l'Administration de l'Enregistrement de clore son dossier, justifications dont nous allons faire connaître la nature.

§ 1. — Clôture du dossier de la société étrangère.

Examinons les principaux cas qui peuvent se présenter, et faisons connaître les justifications que la société doit fournir dans chacun d'eux, à la Direction départementale de l'Enregistrement, pour pouvoir obtenir la clôture de son dossier.

A. — La date de la cessation des affaires en France coïncide avec celle de la clôture de l'exercice social et la société continue à exister à l'étranger :

Dans ce cas, il faut fournir :

1°) Copie de la délibération, du conseil d'administration ou de l'as-

(1) Loi du 26 juillet 1893, art. 21, al. 3°.

assemblée générale des actionnaires, suivant celui de ces deux organes qui est qualifié à cet effet par la législation du pays où la société a son siège social, par laquelle la société décida de cesser de traiter des affaires en France et de fermer la succursale ou l'agence qu'elle y avait ouverte.

Ce document peut être établi sur papier non timbré. Il doit être certifié conforme par un représentant légal de la société. La légalisation par le Consul de France est nécessaire en principe, mais non exigée dans la pratique. Si ce document est rédigé en langue étrangère, il doit être accompagné d'une traduction intégrale, certifiée ainsi qu'il est dit, d'une manière générale, pour les traductions, page 41.

2°) Toute pièce que la société pourra communiquer pour convaincre l'Administration qu'elle a réellement cessé toute affaire en France, par exemple : l'acte de résiliation du bail des locaux que la société occupait en France, l'acte de cession de son exploitation en France, etc...

3°) Documents indiqués à la section précédente, au paragraphe 2 (p. 41), notamment délibérations et comptes rendus fixant le dividende relatif au dernier exercice.

Ces documents (3°) doivent être établis, certifiés et traduits ainsi qu'il a déjà été dit (p. 41).

B. — La cessation des affaires en France a lieu au cours d'un exercice social et la société continue à exister à l'étranger :

Dans ce cas, il faut fournir :

1°) Comme en *A* — 1°, ci-dessus.

2°) Comme en *A* — 2°, ci-dessus.

3°) Documents indiqués à la section précédente, au paragraphe 2 (p. 41), notamment délibérations et comptes rendus fixant le dividende relatif à l'exercice au cours duquel la société a cessé son activité en France.

Ces documents (3°) doivent être établis, certifiés et traduits ainsi qu'il a déjà été dit (p. 41).

Toutefois, nous avons eu l'occasion, dans la pratique, de constater que, sans attendre l'approbation des comptes de l'exercice au cours duquel la société a cessé son activité en France, et, par conséquent, sans que lui soient fournis les documents 3°, l'Administration accepte de liquider l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières pouvant être dû, et de clore le dossier de la société, si le document suivant lui est délivré *bien avant* que puissent lui être fournis les documents 3° :

Un certificat attestant la distribution ou la non-distribution de dividendes et autres revenus, depuis le début de l'exercice au cours duquel la société a cessé son activité en France jusqu'à la date de ladite cessation.

Ce certificat doit être donné par un représentant légal de la société,

dans les formes prescrites par la loi du pays où la société a son siège social (Voir, à l'Annexe 34, un texte dont on pourra s'inspirer pour l'établissement de ce certificat).

Si ce certificat est rédigé en langue étrangère, il doit être accompagné d'une traduction intégrale, certifiée ainsi qu'il est dit, d'une manière générale, pour les traductions, page 41.

C. — La cessation des affaires en France est due à l'arrivée du terme de la société étrangère ou à sa mise en liquidation :

Dans ce cas il faut fournir :

1°) Copie des comptes de la société étrangère relatifs au dernier exercice social (exercice, entier ou non, à la fin ou au cours duquel a été déclarée la mise en liquidation ou est arrivé le terme de la société) et des comptes relatifs aux opérations de la liquidation.

2°) Copie du procès-verbal de la séance où l'assemblée des actionnaires a approuvé lesdits comptes.

Et lorsqu'il y a mise en liquidation,

3°) Copie du procès-verbal de la séance où l'assemblée des actionnaires a décidé la mise en liquidation.

Les documents, 1°, 2° et 3°, peuvent être établis sur papier non timbré. Il suffit qu'ils soient certifiés conformes par le liquidateur de la société. Si ces documents sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction intégrale, certifiée ainsi qu'il est dit, d'une manière générale, pour les traductions, page 41, le liquidateur agissant comme représentant légal de la société.

La nécessité de fournir les comptes de la liquidation s'explique par la raison que, dans le cas considéré, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières doit être acquitté, dans les limites de la quotité imposable, sur les bénéfices de la liquidation qui ont été ou seront distribués aux associés, en excédent de leurs apports, primitifs ou supplémentaires, ainsi que sur tous autres revenus distribués.

D. — La cessation des affaires en France est causée par la mise en faillite de la société étrangère :

Dans ce cas, il faut fournir :

1°) Copie du jugement déclaratif de faillite.

2°) Copie des comptes de la société étrangère relatifs au dernier exercice social (exercice, entier ou non, à la fin ou au cours duquel a été déclarée la mise en faillite) et des comptes relatifs aux opérations de la faillite.

La copie du jugement doit être établie sur papier au timbre français, ou être timbrée en France avant d'être déposée.

Elle doit être complétée par les certifications et légalisations prescrites par la législation du pays où la société étrangère a son siège social, elle doit ensuite être légalisée par le Consul de France ; enfin la signature du Consul doit être légalisée en France par le Ministre des Affaires Etrangères.

Si ce jugement est rédigé en langue étrangère, sa copie doit être accompagnée d'une traduction intégrale sur papier timbré, certifiée ainsi qu'il est dit, d'une manière générale, pour les traductions, page 41.

La copie des comptes peut être établie sur papier non timbré. Elle doit être certifiée conforme par le représentant légal de la société en faillite. Si lesdits comptes sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction intégrale, certifiée ainsi qu'il est dit, d'une manière générale, pour les traductions, page 41.

★
★ ★

Avant de décider la clôture du dossier de la société étrangère, l'Administration de l'Enregistrement procède toujours à une enquête.

Pour les sociétés qui traitent en France des affaires exclusivement commerciales ou industrielles, les seules sociétés dont nous nous occupons dans le présent ouvrage, la clôture du dossier ne peut être obtenue que si ces sociétés se trouvent en règle à l'égard du Fisc français quant à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et éventuellement aux amendes y relatives.

§ 2. — Restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Reprenons les principaux cas qui peuvent se présenter, et faisons connaître les justifications que la société étrangère doit fournir dans chacun d'eux, au Receveur qui dirige le Bureau de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, pour pouvoir obtenir, au moment de la cessation de son activité en France, la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Signalons que certaines de ces justifications sont exactement les mêmes que celles qui sont à fournir en vue d'obtenir la clôture du dossier, et ajoutons que, les unes étant à remettre à la Direction départementale, les autres au Receveur du Bureau qui a charge du dossier de la société, nous conseillons, bien qu'il s'agisse de la même Administration, et cela pour hâter tant la clôture du dossier que la restitution de l'excédent perçu, de remettre ces mêmes justifications à la fois à cette Direction et à ce Bureau.

A. — La date de la cessation des affaires en France coïncide avec celle de la clôture de l'exercice social et la société continue à exister à l'étranger :

Dans ce cas, il faut fournir :

1°) Copie de la délibération du conseil d'administration ou de l'assemblée générale des actionnaires, suivant celui de ces deux organes qui est qualifié à cet effet par la législation du pays où la société a son siège social, par laquelle la société décida de cesser de traiter des affaires en France et de fermer la succursale ou l'agence qu'elle y avait ouverte.

Ce document peut être établi sur papier non timbré. Il doit être certifié conforme par un représentant légal de la société. La légalisation par le Consul de France est nécessaire en principe mais non exigée dans la pratique. Si ce document est rédigé en langue étrangère, il doit être accompagné d'une traduction intégrale, certifiée ainsi qu'il est dit, d'une manière générale, pour les traductions, page 41.

2°) Toute pièce que la société pourra communiquer pour convaincre l'Administration qu'elle a réellement cessé toute affaire en France, par exemple : l'acte de résiliation du bail des locaux que la société occupait en France, l'acte de cession de son exploitation en France, etc...

3°) Documents indiqués à la section précédente, au paragraphe 2 (page 41), notamment délibérations et comptes rendus fixant le dividende relatif au dernier exercice.

Ces documents (3°) doivent être établis, certifiés et traduits ainsi qu'il a déjà été dit (page 41).

4°) Demande en vue d'obtenir la restitution de l'excédent perçu.

Cette demande est à adresser à la Direction départementale de l'Enregistrement.

Elle doit être rédigée sur papier timbré (Voir, à l'Annexe 35, le modèle que nous proposons pour cette demande).

Afin d'éviter que l'excédent perçu, provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ne demeure acquis à l'Etat par prescription, il est nécessaire que cette demande soit adressée dans les cinq ans à compter de la date à laquelle les comptes de l'exercice considéré ont été arrêtés par le conseil d'administration ou l'assemblée générale des actionnaires, suivant celui de ces deux organes qui est qualifié à cet effet par la législation du pays où la société a son siège social. S'il n'est pas fait droit à temps à cette demande, la société étrangère agira prudemment en la renouvelant, mais cette fois par voie d'assignation signifiée, toujours dans ledit délai de cinq ans.

B. — La cessation des affaires en France a lieu au cours d'un exercice social et la société continue à exister à l'étranger :

Dans ce cas, il faut fournir :

- 1°) Comme en A — 1° immédiatement ci-dessus.
- 2°) Comme en A — 2° immédiatement ci-dessus.
- 3°) Documents indiqués à la section précédente, au paragraphe 2 (page 41), notamment délibérations et comptes rendus fixant le dividende relatif à l'exercice au cours duquel la société a cessé son activité en France.

Ces documents (3°) doivent être établis, certifiés et traduits ainsi qu'il a déjà été dit (page 41).

- 4°) Même demande en restitution de l'excédent perçu que celle indiquée en A — 4° immédiatement ci-dessus.

Bien que la société ait cessé son activité en France à un moment quelconque d'un exercice, ce n'est encore qu'après l'approbation des comptes de l'exercice entier, exercice au cours duquel l'activité en France a cessé, qu'elle pourra fournir les pièces 3° et 4°.

La pièce 4° notamment ne peut être établie que si la liquidation de l'impôt dû pour l'exercice entier de la société étrangère fait ressortir un excédent versé par cette société, et cette liquidation ne peut avoir lieu qu'après l'approbation des comptes relatifs à cet exercice.

Dans le cas considéré, la dite liquidation est faite dans les mêmes conditions que si la société n'avait pas cessé d'opérer en France, c'est-à-dire qu'elle porte, dans les limites de la quotité imposable, sur tous les bénéfices et autres revenus distribués au cours de l'exercice entier ; si cette liquidation fait apparaître un excédent dû à la société, celle-ci est fondée à réclamer la restitution de cet excédent. Dans l'hypothèse inverse, l'Administration s'abstient de toute réclamation, elle se contente de conserver les acomptes trimestriels qui lui ont été versés.

C. — La cessation des affaires en France est due à l'arrivée du terme de la société étrangère ou à sa mise en liquidation.

Dans ce cas, il faut fournir :

- 1°) Copie des comptes de la société étrangère relatifs au dernier exercice social (exercice entier ou non, à la fin ou au cours duquel a été déclarée la mise en liquidation ou est arrivé le terme de la société) et des comptes relatifs aux opérations de la liquidation.

- 2°) Copie du procès-verbal de la séance où l'assemblée des actionnaires a approuvé lesdits comptes.

Et, lorsqu'il y a mise en liquidation,

- 3°) Copie du procès-verbal de la séance où l'assemblée des actionnaires a décidé la mise en liquidation.

Ces documents, 1°, 2° et 3°, peuvent être établis sur papier non timbré. Il suffit qu'ils soient certifiés conformes par le liquidateur de la société. Si ces documents sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction intégrale, certifiée ainsi qu'il est dit, d'une manière générale, pour les traductions, page 41, le liquidateur agissant comme représentant légal de la société.

La nécessité de fournir les comptes de liquidation s'explique par la raison que, dans le cas considéré, la liquidation de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières porte, dans les limites de la quotité imposable, sur tous les bénéfices qui ont été ou seront distribués aux associés, en excédent de leurs apports, primitifs ou supplémentaires, ainsi que sur tous autres revenus distribués, depuis le premier jour du dernier exercice social, exercice entier ou non, jusqu'au terme de la liquidation de la société étrangère. Il n'y aura lieu à restitution que si, de la liquidation de l'impôt ainsi faite, il ressort qu'un excédent a été perçu par l'Administration.

L'Administration de l'Enregistrement consent parfois, sur la demande du liquidateur, à restituer l'excédent perçu avant que l'Assemblée ait approuvé les comptes de liquidation. Toutefois, lorsqu'il s'agit de sociétés étrangères, l'Administration n'ayant pas la possibilité de vérifier la comptabilité tenue au siège social, on comprend qu'elle n'acquiesce à pareille demande que si les comptes qui lui sont fournis par le liquidateur établissent irréfutablement l'absence de bénéfice ou autre revenu.

4°) Demande en vue d'obtenir la restitution de l'excédent perçu.

Cette demande est à adresser à la Direction départementale de l'Enregistrement.

Elle doit être rédigée sur papier timbré (Voir, à l'Annexe 36, le modèle que nous proposons pour cette demande).

Elle doit être adressée au plus tard dans les cinq ans à compter de la date de l'assemblée qui a approuvé les comptes de la liquidation de la société étrangère.

D. — La cessation des affaires en France est causée par la mise en faillite de la société étrangère :

Le cas d'une demande en restitution de la part d'une société en faillite se présente rarement.

On se l'explique aisément. En effet, une mise en faillite est corrélative d'une situation qui fait préjuger l'insolvabilité plus ou moins complète, et une telle situation est très généralement précédée immédiatement par au moins deux exercices consécutifs qui n'ont donné lieu à aucune distribution de dividende, de sorte que la société a pu, au cours du dernier de ces exercices, ou sinon entre ce dernier exercice et la

mise en faillite; obtenir la restitution de l'excédent perçu par l'Administration du fait du versement des derniers acomptes trimestriels relatifs à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Le syndic de la faillite, ou tout autre représentant légal de la société en faillite, d'après la législation du pays où elle a son siège social, peut faire lui-même le nécessaire pour obtenir la restitution en question, au cas où la société aurait négligé d'obtenir cette restitution, comme aussi au cas où il lui apparaîtrait que certains des dividendes qui ont été distribués étaient des dividendes fictifs ; il devra toujours agir dans le délai quinquennal voulu pour éviter la prescription.

Dans le premier de ces deux cas, le syndic aura à fournir les pièces suivantes :

1^o) Copie du jugement déclaratif de faillite.

Cette copie doit être établie sur papier au timbre français, ou être timbrée en France avant d'être déposée.

Elle doit être complétée par les certifications et légalisations prescrites par la législation du pays où la société étrangère a son siège social ; elle doit ensuite être légalisée par le Consul de France ; enfin la signature du Consul doit être légalisée en France, par le Ministre des Affaires Etrangères.

Si ce jugement est rédigé en langue étrangère, sa copie doit être accompagnée d'une traduction intégrale, sur papier timbré, certifiée ainsi qu'il est dit, d'une manière générale, pour les traductions, page 41.

2^o) Copie des comptes de la société étrangère relatifs au dernier exercice social (exercice entier ou non, à la fin ou au cours duquel a été déclarée la mise en faillite) et des comptes relatifs aux opérations de la faillite.

Cette copie peut être établie sur papier non timbré.

Il suffit qu'elle soit certifiée conforme par le syndic de la faillite, ou par tout autre représentant légal de la société en faillite, d'après la législation du pays où elle a son siège social. Si la copie des comptes est en langue étrangère, cette copie doit être accompagnée d'une traduction intégrale, certifiée ainsi qu'il est dit, d'une manière générale, pour les traductions, page 41.

La nécessité de fournir cette copie des comptes s'explique par la raison que, dans le cas considéré, la dernière liquidation de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières porte, dans les limites de la quotité imposable, sur tous les bénéfices et autres revenus qui auraient été distribués depuis le premier jour du dernier exercice social, exercice entier ou non, jusqu'à la clôture des opérations de la faillite. Il n'y aura lieu à restitution que si, de la liquidation de l'impôt ainsi faite, il ressort qu'un excédent a été perçu par l'Administration.

3^o) Demande en vue d'obtenir la restitution de l'excédent perçu.

Cette demande est à adresser à la Direction départementale de l'Enregistrement.

Elle doit être rédigée sur papier timbré (Voir, à l'Annexe 37, le modèle que nous proposons pour cette demande).

Elle doit parvenir dans les cinq ans, à compter de la date de l'assemblée qui a arrêté les comptes de l'exercice pour lequel ont été versés les acomptes trimestriels dont est résulté l'excédent objet de la demande en restitution, ou, en ce qui concerne l'exercice au cours duquel a été rendu le jugement déclaratif de faillite, à compter de la date de la clôture des opérations de la faillite.

Dans le deuxième cas, cas de dividendes fictifs, le syndic aura à fournir en outre :

Soit la copie du jugement établissant le caractère frauduleux de la distribution de dividendes, et condamnant les actionnaires à restitution ; cette copie devra être certifiée, légalisée et traduite, ainsi qu'il est dit ci-dessus, en 1^o, pour la copie du jugement déclaratif de faillite ;

Soit la copie de la délibération de l'assemblée générale des actionnaires prononçant l'annulation de la distribution des dividendes fictifs et prescrivant le remboursement, à la société, des sommes touchées du fait de cette distribution ; cette copie devra être établie, certifiée et traduite ainsi qu'il est dit ci-dessus, en 2^o, pour la copie des comptes.

Dans le cas de dividendes fictifs, le délai quinquennal de la prescription court seulement du jour où s'est produit l'événement qui a reconnu la fictivité, c'est-à-dire soit du jour du jugement, soit du jour de l'assemblée qui a déclaré cette fictivité et a prescrit la restitution à la société des sommes indûment distribuées (1).

§ 3. — Restitution des garanties remises par la Société au représentant responsable.

Le représentant responsable ne consentira à restituer à la société les garanties qu'il a pu se faire remettre par elle, pour se couvrir des risques inhérents à l'engagement qu'il contractait à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement, que lorsqu'il sera certain que tous ces risques ont disparu, c'est-à-dire que sa responsabilité a entièrement cessé d'être engagée.

L'Administration le déchargera de toute responsabilité, mais seulement pour l'avenir, dans le cas où il dénoncera son engagement, dans le cas où il y aura clôture du dossier de la société, dans le cas de mise en faillite de la société étrangère, etc.

(1) Albert WAHL : Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières, Paris, 1909, n^o 2562.

Dans le premier de ces cas, le représentant responsable aura dû aviser l'Administration de l'Enregistrement, par une déclaration de dénonciation de son engagement (Voir, à l'Annexe 38, le modèle que nous proposons pour cette déclaration). Cette déclaration devra être remise, contre récépissé, entre les mains du receveur de l'enregistrement qui a charge du dossier de la société étrangère, ou adressée à cet agent, par la poste, sous pli recommandé. La décharge du représentant responsable partira de l'expiration de la période d'imposition en cours si la dite déclaration est parvenue trois mois au moins avant le jour de cette expiration (1).

Dans les deux autres cas, la décharge du représentant responsable aura lieu automatiquement, à partir de la clôture du dossier ou à partir de la mise en faillite.

Il faut bien noter que ni l'expiration de la période d'imposition, ni la clôture du dossier, ni la mise en faillite de la société étrangère, ne délie le représentant responsable de ses obligations pour ce qui se rapporte au *passé*. L'Administration conserve en effet la possibilité de réclamer au représentant responsable le paiement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières qui serait dû au Trésor, à raison des opérations antérieures à l'une ou l'autre des trois circonstances ci-dessus envisagées, impôt dont l'exigibilité aurait pu n'apparaître qu'ultérieurement à ces circonstances, et qui ne serait pas éteint par prescription.

L'action du Trésor, en recouvrement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, étant soumises à la prescription de cinq ans (2), on comprend que certains agents responsables ne consentent à abandonner les garanties qui leur ont été remises par la société, qu'une fois écoulé un délai de cinq ans à courir de la date où a cessé toute responsabilité pour l'avenir.

§ 4. — Remboursement du cautionnement (3).

Pour obtenir le remboursement du cautionnement qu'elle a pu déposer, la société étrangère doit au préalable fournir les justifications permettant à l'Administration de l'Enregistrement de clore son dossier. En effet, le cautionnement ne peut être remboursé que sur autorisation du Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, et cette autorisation n'est donnée qu'après constatation, par l'Administration, de l'entière libération de la société, au regard de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

(1) Décret du 24 mai 1872, art. 3, modifié par le décret du 30 mars 1922, art. 1 et 2.

(2) Loi du 26 juillet 1893, art. 21.

(3) Décret du 22 juin 1898, art. 6.

La demande tendant à obtenir l'autorisation du remboursement du cautionnement doit être rédigée sur papier timbré. Elle doit être à l'adresse du Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ; on la déposera à la Direction départementale de cette Administration.

La procuration dont nous avons établi un modèle (Annexe 8) permet au mandataire qui y est désigné de signer la dite demande. En cas de liquidation ou de faillite de la société étrangère, la demande sera valablement signée, soit par le liquidateur de la société, soit par le syndic de la faillite ou tout autre représentant légal de la société en faillite, d'après la législation du pays où la société a son siège social.

La demande en question pourra être formulée dans les termes que nous indiquons à l'Annexe 39.

Lorsque l'autorisation de remboursement a été accordée, la société doit demander à l'Administration de l'Enregistrement l'échange du reçu que cette Administration lui a remis, relativement au dépôt du cautionnement, contre le récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations, récépissé que la société a confié au Receveur du Bureau de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, ainsi que nous l'avons dit, page 19, et qu'elle aura maintenant à rendre à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ces formalités étant accomplies, la société peut se présenter à la Caisse des Dépôts et Consignations pour obtenir le remboursement visé. En principe le remboursement est effectué entre les mains de la personne qui a signé l'Acte d'affectation spéciale, cette personne ayant qualité pour donner décharge à la Caisse. Mais, plus simplement, le remboursement peut être effectué, sur demande de la société, par l'inscription du montant de la restitution au crédit d'un de ses comptes en banque (Voir, à l'Annexe 40, le texte de la demande que la société peut adresser au Directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations).

A l'appui de la demande de remboursement faite à la Caisse des Dépôts et Consignations, doivent être fournis :

- 1^o) L'autorisation de remboursement donnée par le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ;
- 2^o) Le récépissé qui a été délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations lors du dépôt du cautionnement à ladite Caisse. -

Cette dernière demande peut valablement être faite dans les trente ans à compter du jour à partir duquel la société était en droit de demander ce remboursement, c'est-à-dire à compter de la date de l'autorisation de remboursement. Toutefois, nous conseillons vivement de présenter cette demande de remboursement le plus tôt possible après l'obtention de ladite autorisation, afin d'éviter la possibilité de complications risquant d'en compromettre le résultat.

CHAPITRE V

Conclusions **sur les solutions proposées au Titre Premier**

De l'examen des solutions exposées au Titre Premier, il résulte, d'une part, que l'Ouverture d'un bureau administratif ne permet pas à la société de traiter des opérations commerciales ou industrielles, et, d'autre part, que la Passation directe de contrats est une solution hasardeuse. La société étrangère qui désire travailler directement en France n'a donc à faire choix que de la solution des Représentants ou de la solution de la Succursale.

Ces deux dernières solutions offrent, pour la société étrangère, l'avantage de lui permettre de diriger elle-même l'activité qui s'exerce en France en son nom. Ayant la haute main sur les hommes qu'elle désigne pour la représenter, connaissant directement le marché français, et maîtresse de ses prix, la société étrangère peut donc penser avoir ainsi le moyen de retirer de ses opérations en France le maximum de profits.

Par contre, en adoptant l'une ou l'autre desdites solutions la société se trouve soumise à tous les impôts français dont sont passibles toutes les sociétés commerciales et industrielles opérant en France : la contribution de la patente, l'impôt sur le chiffre d'affaires, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et, en général (1), pour les sociétés dont la responsabilité de tout ou partie des associés est limitée à leur mise sociale, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Et l'assujettissement à ce dernier impôt, le seul en question dans le présent ouvrage, présente, au regard de la société étrangère, les désagréments suivants :

1°) Obligation de satisfaire à des formalités longues et compliquées, pour être régulièrement installée en France. Notamment, la société doit faire agréer un représentant responsable ou elle doit déposer un cautionnement. D'une façon comme de l'autre la société se trouve avoir à immobiliser un capital important, car, de plus en plus généralement, la société étrangère ne trouve de représentant responsable qu'au prix de garanties pécuniaires qui arrivent à atteindre et parfois même à dépasser l'importance du cautionnement que lui aurait demandé l'Administration.

2°) Soumission à une réglementation fiscale non seulement com-

(1) Des exonérations d'impôts existent, du fait de la loi et de conventions internationales, à l'endroit des entreprises de navigation maritime ou aérienne de certains pays étrangers, et relativement à l'existence des stands étrangers dans les expositions qui se tiennent en France (voir, ci-après, Troisième Partie).

plexe, et cela tout spécialement en ce qui vise les sociétés étrangères, mais, ce qui est autrement grave, fort imprécise, ambiguë même, et parfois incomplète, à l'endroit de celles de ces sociétés qui ont des biens en France, circonstances qui évidemment causent une certaine appréhension (1).

3°) Risque d'une variation importante de la quotité imposable et du montant du cautionnement, qui sont l'une et l'autre revisables tous les trois ans.

4°) Difficultés et obstacles qui gênent et retardent, souvent très longtemps, la restitution du cautionnement déposé ou celle des garanties pécuniaires remises au représentant responsable.

5°) Obligation d'acquitter un impôt de superposition, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières frappant des bénéfices qui sont également frappés par l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; malgré que cette superposition soit habituelle à l'endroit des sociétés françaises de capitaux, elle apparaît excessive aux yeux de toute société étrangère.

Enfin, deux obligations regardées comme draconiennes par toute société étrangère, savoir :

6°) Obligation de payer l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (dans les limites de la quotité imposable) sur les bénéfices et autres revenus de toute nature distribués au siège social, même si l'exploitation en France se trouve improductive ou même déficitaire, d'une part, et même sur les intérêts versés aux souscripteurs d'un emprunt contracté entièrement à l'étranger, d'autre part.

7°) Obligation de remettre chaque année au Fisc français, en vue de la liquidation de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les comptes relatifs à toute l'exploitation de la société étrangère.

Fréquemment, en vue d'éviter ces désagréments, dont certains lui apparaissent très graves, tout particulièrement celui d'avoir à acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières même si l'exploitation française est déficitaire, celui d'avoir à l'acquitter sur des intérêts dus uniquement à l'étranger, et celui d'avoir à remettre les comptes de son exploitation générale, la société étrangère renonce à l'avantage d'une action directe, et elle s'adresse à des intermédiaires indépendants établis en France, c'est-à-dire à des commerçants, qui sont des particuliers ou des sociétés, lesquels agissent en leur propre nom et supportent eux-mêmes toutes les charges imposées par le Fisc français, qu'alors la société étrangère n'a pas à connaître, à la condition que ces intermédiaires puissent être reconnus par le Fisc français comme absolument indépendants. Ce sont ces nouvelles solutions qui font l'objet du Titre suivant.

(1) Ces circonstances sont examinées en détail à la Deuxième Partie, Titre II.

TITRE II

DES SOLUTIONS S'OFFRANT A LA SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE QUI, NE VOULANT PAS TRAVAILLER DIRECTEMENT EN FRANCE, DÉSIRE RECOURIR A L'INTERMÉDIAIRE DE COMMERÇANTS ÉTABLIS EN FRANCE

Dans les solutions que nous exposons au présent Titre, la société étrangère recourt, pour ses opérations en France, à l'intermédiaire de commerçants indépendants établis en France.

Ces commerçants sont :

- a) Soit des marchands ;
- b) Soit des intermédiaires proprement dits : courtiers de marchandises ou commissionnaires.

L'indépendance de ces commerçants à l'égard de la société étrangère est le criterium par lequel les solutions exposées sous le présent Titre se distinguent de celles indiquées au Titre précédent.

Dans un premier chapitre, nous allons faire connaître les caractères de cette indépendance, et, dans un second chapitre, nous allons indiquer des solutions où ces caractères apparaissent.

CHAPITRE I

Sur l'Indépendance des Commerçants

Manifestations de l'indépendance des commerçants.

L'indépendance des commerçants se manifeste notamment par les circonstances suivantes :

- 1°) Les commerçants sont établis à leur nom, c'est-à-dire que le

bail des locaux qu'ils occupent est à leur nom et qu'ils sont personnellement responsables :

a) Des impôts dont sont redevables tous les commerçants établis en France : patente, chiffre d'affaires, bénéfices industriels et commerciaux, etc. ;

b) Des frais généraux de leur maison : loyer, salaires des employés, etc.

2°) En leur dite qualité de commerçants, ils doivent être inscrits comme tels au Registre du Commerce.

3°) Dans les opérations qu'ils traitent, ils agissent en leur propre nom et non pas en qualité de représentant ou de mandataire.

4°) Assumant toute la responsabilité de leur entreprise, ils en ont l'entière direction.

Conditions à observer pour que l'indépendance du commerçant soit indiscutable.

Afin que l'indépendance du commerçant s'impose aux yeux du Fisc, nous conseillons de satisfaire aux conditions suivantes :

1°) Le commerçant doit être constamment libre, au regard de la société étrangère, de traiter des affaires pour ou avec d'autres sociétés, françaises ou étrangères, plus généralement, pour ou avec d'autres personnes, quelles qu'elles soient.

Nous déconseillons la passation, entre la société étrangère et le commerçant, d'un contrat d'exclusivité, que ce contrat vise l'exclusivité en faveur de la société ou qu'il vise l'exclusivité en faveur du commerçant. Et cela parce que l'Administration considère maintenant, depuis ces toutes dernières années, qu'un tel contrat fait présumer de l'état de dépendance du commerçant à l'égard de la société étrangère, même dans le cas où le contrat joue en faveur du commerçant, c'est-à-dire s'il permet à celui-ci d'être seul qualifié, sur un territoire donné, pour négocier les produits de la société.

2°) En outre, le commerçant doit être absolument libre, au regard de la société étrangère, de tous ses actes commerciaux, la société étrangère ne doit pas avoir le moindre droit d'immixtion dans absolument aucune des affaires qu'il traite ou a traitées.

3°) Le commerçant doit faire en sorte que son indépendance apparaisse nettement dans toutes ses relations d'affaires.

Par exemple, son papier à lettre sera à son propre nom, et s'il y mentionne, à titre de référence, une société étrangère avec laquelle il traite des affaires, il sera selon nous prudent qu'il le fasse sans se servir d'aucun des mots « représentant », « agent », ces mots correspondant pour nous, ainsi que nous l'avons signalé p. 13, à des fonctions comportant dépendance à l'égard de la société étrangère — il pourra employer les expres-

sions « correspondant des sociétés... », « cessionnaire (ou concessionnaire) pour la vente des produits des sociétés... », etc.

Et il veillera à ce que sa qualité de commerçant indépendant, soit comme marchand, soit comme courtier ou commissionnaire, ressorte, dans les signatures qu'il donnera, dans la tenue de sa comptabilité, dans l'établissement et la rédaction de ses factures.

4°) Le commerçant ne doit pas être rémunéré, pour les affaires qu'il traite avec la société étrangère, par un traitement fixe.

Il se trouve rémunéré par le bénéfice qu'il réalise lorsqu'il agit comme marchand, par un courtage ou par une commission, c'est-à-dire par des émoluments proportionnels à l'importance des affaires traitées par son intermédiaire, lorsqu'il agit comme courtier ou comme commissionnaire (1).

5°) Enfin, la société étrangère et le commerçant auront échangé des lettres où l'indépendance complète de celui-ci aura été catégoriquement spécifiée, et cela de telle façon que toutes les conditions indiquées aux alinéas 1° à 4° ci-dessus pourront être observées.

Ces lettres aideront à prouver au Fisc français l'indépendance du commerçant à l'égard de la société étrangère.

CHAPITRE II.

Des différents genres de Commerçants établis en France et à l'intermédiaire desquels peut recourir la Société Étrangère

SECTION I.

Marchands.

Nous venons de dire qu'afin de rester à l'abri des taxations du Fisc français, la société étrangère devait traiter, en France, avec un commerçant absolument indépendant à son égard.

Le marchand, particulier ou société, qui achète purement et simplement les produits de la société étrangère, en vue de les revendre comme

(1) Sur l'importance de la question de la rémunération du commissionnaire, voir : Paul REUTER, « La double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le bénéfice industriel et commercial », Paris, 1935, p. 27.

il l'entendra, est un commerçant dont l'indépendance est entière. Malgré cela, la société étrangère ne devra pas recourir à l'intermédiaire d'un tel marchand d'une manière habituelle, car autrement elle serait considérée par le Fisc comme faisant directement des affaires en France, en raison de ce que juridiquement l'opération faite avec le marchand ne s'analysera pas comme faite par un « intermédiaire », elle s'analysera comme une vente directe faite par la société étrangère.

Il est vrai que si la société étrangère observe les conditions indiquées au Chapitre : « Passation directe de contrats », (p. 10), elle pourra prétendre qu'elle ne fait pas d'affaires en France. Mais ces conditions constituent des entraves qui ne peuvent être acceptées qu'exceptionnellement, qui rendraient pour ainsi dire impossible un courant d'affaires.

En outre, le recours à l'intermédiaire du marchand ne va pas sans les difficultés et inconvénients suivants :

Un commerçant, particulier ou société, est souvent peu disposé à acheter lui-même des marchandises susceptibles de lui rester pour compte.

Si pour obvier à cet inconvénient, la société étrangère consent à n'être payée par le commerçant qu'au fur et à mesure des ventes qu'il fait, elle court le risque d'avoir à subir les conséquences d'une insolvabilité éventuelle de celui-ci, et cela sans aucune possibilité pour elle de revendiquer la propriété des marchandises non écoulées, vu que cette propriété est passée au commerçant dès la conclusion de la vente par la société étrangère. Et cette société n'a pas la possibilité d'introduire dans le contrat de sa vente au commerçant une clause visant à différer le transfert de la propriété des marchandises jusqu'au moment où elles seront vendues par lui, vu qu'alors elle se mettrait dans le cas d'avoir entre-temps des biens en France, circonstance qui la rendrait passible de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières.

Théoriquement, la société étrangère pourrait éviter le risque qu'entraînerait l'insolvabilité éventuelle du commerçant, en laissant ses marchandises entreposées en douane jusqu'au moment où le commerçant les auraient revendues à des tiers qui en prendraient possession aux entrepôts. Mais, pratiquement, les frais d'entrepôt sont trop élevés pour qu'une société puisse adopter cette manière de faire, et, d'autre part, il n'est pas commode à un commerçant de vendre des marchandises qu'il n'a pas sous la main.

Nous venons de considérer seulement le cas de vente des produits de la société étrangère. Ainsi que nous l'avons déjà dit, p. 12, les achats faits en France par une société étrangère ne suffisent pas actuellement pour la rendre passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, à la condition, toutefois, qu'elle n'ait en France ni agence, ni succursale, ni filiale.

SECTION II.

Courtiers de marchandises et commissionnaires.

Généralités.

Pour les transactions commerciales portant sur des marchandises, les intermédiaires reconnus par la loi française sont les Courtiers et les Commissionnaires (C. com., art. 74).

Courtiers et Commissionnaires ont, de par la loi, la qualité de Commerçant (C. com., art. 632).

Il y a courtage lorsque l'intermédiaire agit pour le compte des deux parties qu'il se borne à rapprocher ; il n'opère pas en son propre nom.

Il y a commission lorsque l'intermédiaire agit pour le compte d'un commettant qu'il ne démasque pas ; il opère en son propre nom.

Depuis la suppression, par la loi du 18 juillet 1866, du monopole des courtiers de marchandises, la profession de courtier de marchandises et celle de commissionnaire sont généralement exercées par les mêmes personnes.

La profession de courtier et celle de commissionnaire peuvent être exercées soit par des particuliers soit par des sociétés.

Rôle des intermédiaires.

L'entremise des courtiers, ou celle des commissionnaires, est indispensable pour les marchés à terme et pour les marchés à livrer. Ce sont là des opérations à caractère spéculatif, dont l'exécution est différée jusqu'à une époque convenue. Pour ces opérations, courtiers et commissionnaires ne peuvent traiter que suivant des conditions spécifiées dans des règlements établis par les bourses de commerce ; il leur y est notamment interdit de se porter contre-partie, c'est-à-dire acheteur ou vendeur de leurs clients, même avec l'autorisation de ceux-ci.

Pour toutes les autres opérations, l'intermédiaire peut sortir du rôle de courtier ou de commissionnaire proprement dit. Il peut, en effet, agir alors au nom de son client, si celui-ci lui en a donné mandat ; il peut même agir, à l'égard de son client, comme contre-partiste, c'est-à-dire en tant qu'acheteur ou vendeur, à la condition qu'il opère de bonne foi et que le client ait consenti à ce marché direct.

Ainsi, d'une manière générale, l'intermédiaire peut intervenir comme suit :

A) Pour les marchés dits à terme et pour les marchés dits à livrer, son intervention est obligatoire et doit se faire suivant des conditions réglementairement spécifiées.

B) Pour les autres opérations :

1° il peut se borner à mettre les parties en rapport ;

2° il peut faire lui-même l'opération, acheter ou vendre, opérant en son propre nom mais pour le compte de son commettant, qu'il ne démasque pas ;

3° il peut opérer au nom et pour le compte d'autrui, conformément à un mandat reçu ;

4° il peut se porter contre-partie, s'il y a été autorisé.

Taxabilité de la société étrangère.

Si l'on appliquait la théorie de l'Administration de l'Enregistrement, indiquée plus haut, p. 8, la société étrangère serait redevable de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dans tous les cas qui viennent d'être envisagés.

En effet, d'après cette théorie, les créances résultant de contrats passés en France par une société étrangère, la clientèle qu'une telle société s'y crée, les biens qu'elle y possède, sont de nature à rendre exigible l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Et, dans tous les cas envisagés ci-dessus, la société étrangère se trouve être à un moment donné propriétaire de biens situés en France, à savoir : les marchandises qu'elle désire vendre ou celles qui ont été achetées pour son compte, et, chaque fois que des marchandises ont été vendues pour son compte, la Société étrangère se trouve avoir des créances françaises, vu que les créances sont réputées situées au domicile du débiteur.

Malgré cela, en règle générale, et jusqu'à présent au moins, les tribunaux français ne considèrent pas les sociétés étrangères qui recourent à des courtiers ou commissionnaires comme exerçant leur activité en France ; et il s'ensuit que ces sociétés y sont exemptes de l'impôt, à la condition toutefois que les intermédiaires restent dans le rôle que leur assigne leur qualité de courtier ou de commissionnaire, et que leur indépendance à l'endroit de la société étrangère ne puisse être contestée.

Ayant égard à ces conditions, nous signalons aux sociétés étrangères le danger qu'il y aurait pour elles à traiter de manière habituelle :

a) avec un commissionnaire ou courtier qui se porterait contre-partie, cas visé à l'alinéa 4° ci-dessus, vu qu'alors ce commissionnaire n'agirait plus comme un véritable intermédiaire mais qu'il agirait comme un marchand, de sorte que la société étrangère serait considérée comme faisant directement des opérations en France, ainsi que nous l'avons dit, à la section précédente, p. 64 ;

b) avec un commissionnaire ou courtier qui agirait au nom de la société étrangère, cas visé à l'alinéa 3° ci-dessus, vu qu'alors ce commis-

sionnaire ou courtier ne se présenterait plus comme un intermédiaire indépendant, mais qu'il se présenterait comme un représentant de la société étrangère, ce qui aurait pour conséquence de rendre cette société passible notamment de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

D'ailleurs, normalement un commissionnaire agira en son propre nom, sans révéler le nom de son commettant, c'est-à-dire le nom de la société étrangère, cas visé à l'alinéa 2° ci-dessus. Il évite ainsi que les deux parties, acheteur et vendeur, ne se connaissent et ne se trouvent amenées à entrer directement en relation, sans recourir à son entremise, pour de nouvelles opérations. Cette remarque permet de comprendre pourquoi, dans la pratique, courtiers et commissionnaires ne limitent pas leur rôle à la mise en rapport des parties, cas visé à l'alinéa 1° ci-dessus.

Exemption de l'impôt.

Peut-on justifier l'exemption dont jouissent les sociétés étrangères faisant des affaires par l'intermédiaire d'un commissionnaire agissant en son propre nom ? On peut dire qu'alors ce n'est pas la société étrangère qui fait des affaires en France, mais le commerçant établi en France ; que la clientèle n'est pas celle de la société étrangère, mais qu'elle est celle du commissionnaire.

Ces arguments ne nous paraissent pas concluants. En effet, dans tous les cas la société étrangère, qui vend en France par l'intermédiaire d'un commissionnaire, atteint une clientèle française ; et, en outre, lorsque les produits vendus portent une marque de fabrique, elle tend à développer sa clientèle en France, en y répandant cette marque.

Nous pensons que la raison de l'exemption est le désir, très naturel du reste, de défendre les professions de courtier et de commissionnaire.

Avantages et inconvénients du recours à un commissionnaire.

Voyons maintenant les avantages et les inconvénients que rencontrent les sociétés étrangères qui ont recours, pour la vente ou pour l'achat de leurs marchandises, à un commissionnaire agissant en son propre nom.

Les avantages sont les suivants :

1°) La société étrangère a des chances, dans l'état actuel de la jurisprudence, de n'être pas considérée comme passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

2°) La société étrangère demeure propriétaire des marchandises qu'elle dépose ou consigne chez le commissionnaire, tant que ces marchandises ne sont pas vendues, et elle devient propriétaire, dès leur

achat, de celles que le commissionnaire achète pour le compte de la société ; à aucun moment le commissionnaire n'est propriétaire des marchandises qu'il a charge de vendre ou d'acheter pour le compte de la société étrangère ;

3° En cas de faillite du commissionnaire, la société étrangère trouve une protection du fait qu'elle est propriétaire des marchandises qu'elle a déposées ou consignées, ainsi que de celles qui ont été achetées pour son compte.

Il résulte de ce fait que :

a) dans le cas de faillite du commissionnaire chargé de vendre, la société étrangère peut revendiquer les marchandises par elle déposées ou consignées, à condition qu'il soit possible de les identifier, et qu'elles n'aient pas encore été vendues. Et, si les marchandises ont été vendues, la société se trouve encore protégée dans une certaine mesure, par l'application de l'article 575 du Code de Commerce, qui lui permet d'agir directement contre l'acheteur pour « le prix ou la partie du prix desdites marchandises qui n'aura été ni payé, ni réglé en valeur, ni compensé en compte courant entre le failli et l'acheteur » ;

b) dans le cas de faillite du commissionnaire chargé d'acheter des marchandises pour le compte de la société étrangère, celle-ci a le droit de se faire livrer ces marchandises par le tiers vendeur, ou, si elles ont été livrées au commissionnaire, de les revendiquer dans la faillite de celui-ci ;

4°) La société étrangère peut se faire garantir, par le commissionnaire chargé de vendre, du paiement du prix des marchandises vendues : par une clause spéciale du contrat passé entre la société étrangère et lui, le commissionnaire peut en effet se porter ducroire, c'est-à-dire garant du paiement, et ainsi la société étrangère se trouve assurée, par le commissionnaire, contre le risque de l'insolvabilité de ceux avec lesquels il a traité pour son compte à elle, société étrangère ;

5° Enfin, la société étrangère trouve encore dans la commission l'avantage de pouvoir se faire avancer des fonds par le commissionnaire chargé de vendre : en effet, celui-ci nanti de la marchandise, sur laquelle il a un privilège du fait de ce nantissement, consent souvent à son commettant des avances, dont le remboursement lui est garanti par les marchandises qu'il détient.

Les inconvénients sont les suivants :

1°) A défaut de textes législatifs ou réglementaires qui l'exonèreraient expressément de l'impôt, pour le cas où elle a recours à des commissionnaires, la société étrangère peut toujours craindre que les tribunaux, adoptant la thèse de l'Administration, ne la considèrent

comme faisant des affaires en France, et, comme telle, passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Ainsi, il a été jugé qu'une compagnie de navigation, qui envoyait des navires faire des escales régulières dans un de nos ports où un commissionnaire plaçait ses billets de passage, devait être assujettie à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Le jugement porte, dans ses attendus, que la compagnie de navigation « possède des biens représentés par la créance qu'elle acquiert sur Messieurs (commissionnaires) qui placent les billets en son nom, et qu'elle tombe ainsi sous la taxe de la loi du 29 juin 1872 » (La Rochelle, 12 novembre 1924. — Revue de l'Enregistrement, article 8113.) (1) ;

2°) A défaut d'un criterium certain de l'indépendance des commissionnaires, indépendance qui est la sauvegarde de la société étrangère, chaque cas devient un cas d'espèce, et les risques de contestation avec le Fisc français sont nombreux. Que décidera-t-on, par exemple, si, en fait, un commissionnaire se trouve n'avoir comme client qu'une seule société étrangère ? ne le considérera-t-on pas comme un simple représentant de cette société ?

3°) Etant propriétaire de biens en France : marchandises achetées pour son compte, en cas d'achat, marchandises déposées ou consignées par elle, en cas de vente, créances lorsque les marchandises sont vendues, la société étrangère court le risque, dans une contestation avec le Fisc français, que ces biens soient saisis ;

4°) En admettant qu'elle soit reconnue passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, la société se trouve soumise au régime des sociétés étrangères qui ouvrent une succursale en France, et, par suite, à tous les désagréments que nous avons exposés au Titre précédent, p. 59, désagréments que précisément elle voulait éviter ;

5°) Malgré la protection que lui donne la loi française contre le risque de l'insolvabilité du commissionnaire, la société étrangère n'échappe pas complètement à ce risque dès l'instant que la marchandise a été vendue par le commissionnaire et le prix touché par lui ;

6°) La commission à allouer au commissionnaire, surtout s'il se porte ducroire, peut paraître trop onéreuse à la société étrangère ;

7°) Terminons cette énumération d'inconvénients en faisant remarquer que la société étrangère ne peut pas recourir à un commissionnaire pour fabriquer en France. Or, étant donné le taux élevé actuel des droits de douane, la société étrangère est souvent contrainte à venir y fabriquer les marchandises qu'elle désire écouler sur notre marché.

(1) Depuis la loi du 29 avril 1926, art. 5, les entreprises de navigation maritime établies à l'étranger sont exonérées de l'impôt, à condition que les pays dont ces navires battent pavillon accordent une exemption équivalente aux entreprises françaises de navigation. (Voir Troisième Partie.)

CHAPITRE III.

Conclusions sur les solutions proposées au Titre II

Parmi les solutions que nous venons d'exposer, au Titre II, la seule à retenir est celle qui consiste, pour les sociétés étrangères, à s'adresser à un commissionnaire indépendant agissant en son propre nom.

Cependant, cette solution même n'est pas sans inconvénient. En effet, avec ladite solution les sociétés étrangères sont toujours dans l'incertitude quant à leur taxabilité en France. Elle risquent notamment d'être mises sous le régime de la taxation applicable aux succursales, régime que précisément elles désirent éviter.

En vue d'échapper à ce régime de taxation, une société étrangère peut créer une filiale. L'étude de cette dernière solution fait l'objet du Titre suivant.

TITRE III

SOLUTION INTERMÉDIAIRE ENTRE CELLES QUI ONT ÉTÉ PRÉCÉDEMMENT EXAMINÉES : FILIALE

En quoi le recours à une filiale constitue une solution intermédiaire.

Le mot filiale vient du nominatif latin « filius » (féminin filia) qui signifie « nourrisson ». Cette étymologie fait apparaître à la fois le caractère d'êtres distincts et celui d'êtres en dépendance l'un de l'autre.

Nous retrouvons ces deux caractères en rapprochant la société filiale de sa société mère, ce sont deux sociétés distinctes, douées chacune d'une personnalité juridique propre, et cependant en dépendance l'une de l'autre.

Il résulte de cela que le recours à une filiale est, notamment pour une société étrangère, une solution intermédiaire entre celles que nous avons considérées jusqu'ici, et dont nous avons fait deux catégories, correspondant l'une aux cas où, à l'égard de la société étrangère, il y a subordination proprement dite, et l'autre aux cas où il y a indépendance, au sens que nous avons précisé (p. 61 et suiv.).

Avantages que présente le recours à une filiale.

De ce que la société mère et sa filiale sont deux sociétés distinctes, douées chacune d'une personnalité juridique propre, découlent les principaux avantages suivants, pour ces deux sociétés :

1°) Société mère et filiale ont chacune un patrimoine propre. Il s'ensuit :

a) que la société mère n'a pas à répondre des dettes de sa filiale, et réciproquement ;

b) que le sort de la société mère n'est pas nécessairement lié à celui de sa filiale, par exemple, la mise en faillite de la filiale n'entraîne pas celle de la société mère, et réciproquement.

2°) Une société mère ayant une ou plusieurs filiales, du fait de l'autonomie de chacune d'elles, il est possible que toutes évitent les divers inconvénients qui résultent d'une organisation d'ensemble dont la concentration est très poussée. Notons que, cependant, en raison de leur coopération, il est possible qu'elles profitent d'avantages provenant d'une liaison convenable.

Ces avantages (1°) et (2°) ressortiront particulièrement dans le cas où la filiale aura été créée dans le pays où doivent se faire les opérations visées, par une société mère étrangère à ce pays et qui ne peut pas facilement surveiller étroitement des opérations faites loin de son siège social.

En outre de ces premiers avantages, le recours à une filiale présente aussi les suivants :

3°) Le recours à une filiale établie dans un pays autre que celui de la société mère permet dans certains cas, à celle-ci, de profiter, au moins indirectement, dans ce pays étranger, d'une législation plus avantageuse que celle à laquelle elle s'y trouverait soumise si elle y opérait elle-même.

4°) Lorsqu'en un pays étranger, une société constitue une filiale conformément aux lois de ce pays, cette filiale apparaît avec la nationalité dudit pays. Aussi, surtout si la filiation est ignorée, ce qui est possible, la clientèle du pays en question n'est-elle pas portée à s'écarter de la filiale, par nationalisme, alors que l'intervention de ce sentiment conduirait à une réduction, plus ou moins notable, du volume des affaires traitées en ce dit pays, si la société étrangère y opérait elle-même.

5°) Enfin, et du point de vue qui nous occupe dans le présent ouvrage, c'est-à-dire du point de vue de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, la société mère croit possible, par la création d'une filiale autonome, de limiter, à l'étranger, l'application de cet impôt aux seuls bénéfices et autres revenus distribués par cette filiale, même dans le cas où celle-ci a été créée dans le pays de la société mère, c'est-à-dire qu'elle croit possible de n'être pas elle-même atteinte par ledit impôt. Nous verrons ci-après, p. 266 et suiv., que l'attitude du Fisc français à l'égard des sociétés mères étrangères et de leurs filiales rend ce dernier avantage bien précaire.

Observons que malgré l'autonomie des filiales, la société mère peut jouer un rôle important dans la direction de leurs affaires, notamment au point de vue de la coordination désirable de ces affaires. Il lui suffit, en effet, pour cela, d'investir des capitaux dans ces filiales, ou même simplement de s'y réserver une influence dans les organes d'administration.

Diverses formes de filiales.

La société étrangère qui, visant des opérations à faire en France, par exemple, opte pour le recours à une filiale, se trouve avoir à choisir entre les deux modalités suivantes :

la constitution d'une filiale hors de France, avec ouverture d'une succursale en France,

et la constitution d'une filiale en France.

Examinons successivement ces deux cas.

CHAPITRE I.

Constitution d'une filiale hors de France, avec succursale en France

La filiale constituée hors de France est généralement constituée dans le pays de la maison mère, celle-ci préférant placer la filiale sous le statut légal qui la régit elle-même, et dont elle connaît les diverses répercussions. Mais il se peut que, pour des raisons d'économie ou d'autres raisons, la filiale soit constituée dans un pays qui n'est ni celui de la maison mère, ni la France ; ainsi, une société américaine peut constituer une filiale anglaise, ou une filiale belge, etc., pour l'exécution de toutes les opérations à faire en Europe, en particulier pour y ouvrir des succursales, notamment en France.

Remarquons que par la constitution d'une telle filiale, avec ouverture subséquente d'une succursale en France, la société mère profite des avantages 1°, 2° et 5°, ci-dessus indiqués (p. 71 et 72).

En ouvrant une succursale en France, cette filiale se crée, au point de vue de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les obligations, diverses et complexes, que nous avons précédemment indiquées (p. 16 et suiv.) : faire agréer un représentant responsable ou déposer un cautionnement, produire annuellement ses comptes à l'Administration de l'Enregistrement, payer l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières suivant la quotité imposable fixée, etc.

Ces obligations contraignent la société à laquelle elles s'appliquent à se découvrir entièrement. Il va de soi que c'est là un désagrément qui

est bien moins important pour une filiale, dont l'activité est restreinte, qu'il ne le serait pour la société mère, dont l'activité est en général à la fois diverse et étendue. Cela sera particulièrement vrai pour une filiale qui ne traitera des affaires qu'en France ; dans ce cas très restreint, la quotité imposable est fixée « à la totalité », c'est-à-dire que la taxe portera sur la totalité des dividendes et autres éléments imposables distribués, tous ceux-ci provenant d'une activité qui se sera exercée uniquement en France ; la filiale considérée se trouve atteinte par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières exactement comme si elle était une filiale constituée en France.

Tant dans le cas où une filiale a été constituée hors de France que dans celui où une filiale a été constituée en France, le Fisc français regarde la société mère étrangère comme passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, lorsqu'il parvient à déceler l'existence de cette société mère.

Mais dans le cas où une société étrangère a constitué une filiale hors de France, il est très difficile au Fisc français de connaître et surtout de prouver la filiation. Cette filiation résulte, en effet, de la nature des relations existant entre la société mère et la filiale ; et, dans le cas considéré, société mère et filiale toutes deux à l'étranger, le Fisc français manque de moyen, en l'absence d'entente internationale entre les autorités fiscales, de connaître et surtout de prouver ces relations. Aussi est-ce seulement par hasard, voire par suite de quelque révélation, commise par la société mère ou par la filiale, que le Fisc français peut être alerté ; par exemple par la similitude des noms de la filiale et de la société mère ; par la mention dans les comptes de la filiale qui a ouvert une succursale en France, comptes qui doivent être fournis à l'Administration de l'Enregistrement, de la société mère étrangère, comme créancière d'une somme importante ; par la présence des mêmes personnes dans les conseils d'administration des deux sociétés ; par la mention comme souscripteurs, dans l'acte de constitution de la filiale, lequel doit être fourni à l'Administration de l'Enregistrement, de la société mère ou de plusieurs de ses administrateurs ; par les informations publiées dans les annuaires — les Agents de l'Administration y ont souvent relevé, dans les détails qui y sont donnés (formation et objet des sociétés, constitution du capital, composition du conseil, bilans et comptes, dividendes distribués, filiales, etc...), des renseignements précis sur les liens de filiation unissant plusieurs sociétés apparemment autonomes (1).

(1) Par exemple, pour les sociétés américaines, dans le tome « Industrial volume » de l'annuaire POOR'S — Poor's Publishing Co, Publishers, 33 Broadway, New-York.

CHAPITRE II.

Constitution directe d'une filiale en France

La société étrangère qui désire constituer une filiale en France a à choisir entre les différentes espèces de sociétés commerciales que reconnaît la loi française.

La loi française reconnaît comme sociétés commerciales :

- la société en participation ;
- la société en nom collectif ;
- la société en commandite simple ; la société en commandite par actions ;
- la société à responsabilité limitée ;
- la société anonyme.

Pour chacune de ces espèces de sociétés, nous indiquerons : les caractères distinctifs, la situation par rapport à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, l'utilisation comme filiale de société étrangère.

En ce qui concerne l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, d'une manière générale, les éléments imposables sont les suivants :

- les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature (loi du 29 juin 1872, art. 1^{er}, 1^o) ;
- les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations (loi du 29 juin 1872, art. 1^{er}, 2^o) ;
- les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites, dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions (loi du 29 juin 1872, art. 1^{er}, 3^o) ;
- les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations et de tous autres titres d'emprunt (loi du 21 juin 1875, art. 5) ;
- les remboursements et amortissements de capital, totaux ou partiels, effectués au cours de l'existence de la société, sauf les exceptions prévues par la loi (loi du 13 juillet 1925, art. 80. — loi du 31 mars 1932, art. 21) ;
- les jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices alloués à l'administrateur unique ou aux membres des conseils d'administration en cette dite qualité (loi du 13 juillet 1911, art. 12. — loi du 13 juillet 1925, art. 79. — loi du 29 avril 1926, art. 17. — loi du 19 décembre 1926, art. 4) ;
- les jetons de présence payés aux actionnaires à l'occasion des assemblées générales (loi du 31 mars 1932, art. 20).

Rappelons que nous avons plus haut (p. 29) explicité le sens qu'a là le mot « produits ».

Les derniers taux qui ont été successivement fixés par la loi, pour l'impôt sur les distributions faites, relativement aux valeurs mobilières françaises, sont les suivants (1) :

	Décret-loi du 11 juillet 1934 Codification par Décret du 21 décembre 1934	Décret-loi du 16 juillet 1935	Décret-loi du 27 juillet 1935 (2)
I. — Actions et Obligations :			
A. — Titres au porteur ou convertis au nominatif depuis moins de six mois :			
a) relativement aux titres émis avant le 16 juillet 1935.	17 %	24 % (3)	24 % (3)
b) relativement aux titres émis à compter du 16 juillet 1935	—	18 %	18 %
c) relativement aux titres soumis au prélèvement de 10 % institué par l'art. 3 du décret du 16 juillet 1935	—	18 %	18 %
B. — Titres convertis au nominatif depuis au moins six mois :			
a) appartenant à des personnes physiques ou des personnes morales assimilées à des personnes physiques (4)	12 %	12 %	12 %
b) appartenant à des personnes physiques ou des personnes morales assimilées à des personnes physiques, si la collectivité émettrice a pris tout ou partie de l'impôt à sa charge en ce qui concerne les obligations	17 %	18 %	18 %
c) appartenant à des personnes morales autres que celles assimilées à des personnes physiques	17 %	18 %	18 %
II. — Parts d'intérêt dans les sociétés à responsabilité limitée, et commandites dans les sociétés en commandite simple			
	12 %	12 %	12 %

(1) Pour les références législatives voir renvois 1, 2 et 3, p. 23 et 24.

(2) Mis en vigueur à la même date que le décret-loi du 16 juillet 1935.

(3) En ce qui concerne les obligations, cet impôt n'est supporté par la société emprunteuse qui a pris en charge l'impôt que jusqu'à concurrence de 18 %, le surplus étant dû, nonobstant toute clause contraire, par le bénéficiaire du revenu (art. 7 du décret du 16 juillet 1935).

(4) Renvoi (1) de la page suivante.

	Décret-loi du 11 juillet 1934 Codification par Décret du 21 décembre 1934	Décret-loi du 16 juillet 1935	Décret-loi du 27 juillet 1935
III. — Tantièmes, jetons de présence et bénéfices alloués à l'administra- teur unique ou aux membres des conseils d'administration des socié- tés par actions	18 %	18 %	24 %
IV. — Lots	36 %	36 %	36 %
V. — Emprunts non représentés par des titres :			
a) revenus attribués à des per- sonnes physiques ou à des personnes morales assimi- lées à des personnes phy- siques (1)	12 %	12 %	12 %
b) revenus attribués à des per- sonnes physiques ou à des personnes morales assimi- lées à des personnes phy- siques, si la collectivité emprunteuse a pris tout ou partie de l'impôt à sa charge	17 %	18 %	18 %
c) revenus attribués à des per- sonnes morales autres que celles assimilées à des per- sonnes physiques	17 %	18 %	18 %

N.-B. — 1°. Le décret du 30 octobre 1935 n'a apporté aucune modifica-
tion aux derniers taux ci-dessus indiqués.

2°. Pour l'application de l'impôt aux distributions nettes, voir ci-dessus :
« Taux de l'impôt », p. 24.

Il ne faut pas perdre de vue qu'indépendamment de la taxation, le
cas échéant, de la filiale française, la société mère étrangère pourra,
elle aussi, se voir réclamer en France l'impôt sur le revenu des valeurs
mobilières, pour elle sur une quotité des divers éléments imposables
distribués par son siège social, et cela en raison de sa participation dans
la marche de la filiale française, si le Fisc français parvient à établir
qu'elle a une « situation prépondérante » dans celle-ci (2). Nous pré-
cisons plus loin aux pages 266 à 282 les vues du Fisc français au sujet de
cette situation.

(1) Par personnes morales assimilées à des personnes physiques il faut
entendre les sociétés en nom collectif, et les sociétés en commandite simple dans
la mesure des droits des commandités.

(2) Cass. req., 29 juillet 1913 : R.E., 5810.

Nous rappellerons également ici, dans ces généralités, que les différents droits et obligations attachés aux parts sociales des sociétés françaises les font distinguer en « parts d'intérêt », d'une part, et en « actions », d'autre part ; les premières existent seules dans les sociétés de personnes. Et dans tous les cas, les parts d'intérêt, qui sont toujours concédées *intuitu personæ*, se trouvent être en principe intransmissibles aux héritiers et incessibles sans le consentement de tous les associés (C. civ., art. 1861). L'action, elle, est librement transmissible aux héritiers et cessible (1) ; elle est même le plus souvent représentée par un titre négociable (2), qui se transmet par voie de transfert s'il est nominatif (C. com., art. 36), par voie d'endossement s'il est à ordre (loi du 4 avril 1926, art. 19), par tradition, c'est-à-dire par simple remise du titre, s'il est au porteur (C. com., art. 35).

SECTION I

Société en participation.

§ 1. — Caractères distinctifs.

La société en participation, que la loi désigne improprement sous le nom d'« association » en participation, est une société dont le caractère essentiel est d'être une société occulte : son existence ne se révèle pas aux tiers (C. com., art. 49, 1^{er} al.). Elle n'est pas sujette aux formalités de publicité prescrites pour les autres sociétés de commerce (C. com., art. 49, 2^e al.).

Elle ne constitue pas une personne morale (C. com., art. 49, 4^e al.). Par conséquent elle n'a ni siège social, ni patrimoine propre.

« Chaque associé contracte avec les tiers en son nom personnel » (C. com., art. 49, 3^e al.). Fréquemment les associés désignent un gérant, lequel traite en son nom personnel et est seul connu des tiers.

Cette société ne peut émettre de titres cessibles ou négociables, au profit des associés (C. com., art. 49, 5^e al.).

§ 2. — Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

La société en participation n'est pas soumise à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, à condition que le contrat qui lie les participants

(1) La cessibilité est la possibilité de transférer une part sociale, et plus généralement un droit de créance, conformément aux règles établies par l'article 1690 du Code civil. Par application de cet article, toute cession de parts sociales pour être opposable à la société et aux tiers, doit être signifiée à la société, ou acceptée par elle dans un acte notarié.

(2) La négociabilité est la possibilité de transférer une part sociale, et plus généralement un droit de créance, par les procédés simplifiés prévus par la loi commerciale.

ne limite pas, pour un ou plusieurs d'entre eux, la contribution aux pertes qui peuvent résulter des opérations sociales.

Lorsque la contribution d'un participant aux pertes est limitée, par exemple au montant de sa mise, la société en participation est considérée, au point de vue fiscal et notamment au point de vue de l'impôt qui nous occupe, comme une société en commandite simple ; elle doit alors acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les bénéfices revenant à ceux des associés dont la responsabilité est limitée (1) ; nous pensons que, par application de la même idée, elle le doit aussi sur les intérêts des emprunts qu'elle pourrait contracter. Il faut ajouter que l'assimilation des associés participants à des associés commanditaires n'est possible que si les participants dont la responsabilité est limitée n'ont aucune activité dans la gestion de la société ; mais lorsque des participants interviennent dans la gestion de la société, que leur responsabilité soit ou non limitée, ils ne sont pas considérés comme des commanditaires, ils le sont comme des associés en nom collectif, d'où il suit qu'alors la société est soumise au régime fiscal des sociétés en nom collectif (2).

§ 3. — Utilisation comme filiale.

Etant donné le caractère essentiellement occulte de la société en participation, il est difficile de savoir si les sociétés étrangères qui font des affaires en France recourent fréquemment à cette forme de société pour leurs filiales françaises. Nous ne pensons pas qu'il en est ainsi pour les trois raisons suivantes, la première montrant un danger, et les deux autres établissant que la forme en participation ne comporte pas de protection spéciale sûre, à l'égard de la société mère étrangère.

1. La société étrangère ne peut pas surveiller de près la gestion du gérant, ce que rend particulièrement grave le fait que les pouvoirs de celui-ci sont sans limite à l'égard des tiers.

2. Au cas où le gérant commettrait l'imprudence de faire connaître le nom de la société étrangère participante, celle-ci se verrait considérée, par l'Administration et par les tiers, comme une associée d'une société en nom collectif, donc comme tenue indéfiniment et solidairement, relativement aux engagements pris par le gérant.

3. L'examen des livres du gérant de la filiale, par les agents du Trésor exerçant le droit de communication qui leur appartient à l'égard de tout commerçant faisant un chiffre d'affaires supérieur à 50.000 francs par an (3), révélerait à l'Administration la participation de la société mère étrangère, qui alors se verrait réclamer, par le Fisc français, en

(1) La Rochelle, 17 février 1931 : R.E., 9488.

R.M. : J. off., 3 juillet 1936, Déb. parl., Sénat, p. 654, question n° 3411.

(2) Laon, 31 janvier 1934 : R.E., 10141.

(3) Loi du 31 juillet 1920, art. 32.

raison de sa participation et au cas où elle serait taxable en raison de sa forme (forme où la responsabilité est limitée, pour au moins un des associés), l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, la taxe portant sur une quotité de l'intégralité des dividendes et autres éléments imposables qu'elle distribue.

SECTION II

Société en nom collectif.

§ 1. — Caractères distinctifs.

La société en nom collectif est, d'après le Code de commerce, « celle que contractent deux personnes ou un plus grand nombre, et qui a pour objet de faire le commerce sous une raison sociale » (art. 20). « Les noms des associés peuvent seuls faire partie de la raison sociale » (art. 21).

Et un autre caractère, qui est essentiel, de la société en nom collectif, est que : absolument tous les associés sont responsables des dettes sociales, et cela indéfiniment et solidairement, d'après l'article 22 du Code de commerce.

La responsabilité indéfinie, ou illimitée, signifie que chaque associé pourra se voir réclamer le remboursement des dettes sociales même au delà de sa mise et sur tout son patrimoine propre. La responsabilité solidaire signifie que chaque associé est à lui seul responsable, à l'égard des créanciers, non pas simplement au prorata du montant de ses apports, en espèces ou en nature, mais de l'intégralité du passif social.

La société en nom collectif étant une société de personnes, toutes les parts sociales y sont des parts d'intérêt.

§ 2. — Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

La société commerciale en nom collectif est expressément exonérée de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en ce qui concerne les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt, par la loi du 1^{er} décembre 1875, art. 1^{er}, et, en ce qui concerne les intérêts des emprunts qu'elle pourrait contracter, par la loi du 28 avril 1893, art. 36 (1).

Depuis lors est intervenue, le 31 juillet 1917, une loi qui, en son article 38, édicte que « l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers établi par la loi du 29 mars 1914 » « s'applique aux intérêts, arrérages et tous autres produits » de toutes les sortes de créances. Et l'Adminis-

(1) T.A., 3^e éd., 1929, Impôt sur le revenu des valeurs mobilières, n° 223.

tration de l'Enregistrement a prétendu pouvoir se servir de ces dispositions, en raison de leur expression extrêmement générale, pour appliquer ledit impôt aux intérêts des emprunts contractés par des sociétés en nom collectif. Cette prétention, bien que mettant en échec la loi du 28 avril 1893, a été soutenue par plusieurs jugements récents (1) ; la Cour de cassation est actuellement saisie de pourvois formés contre ces décisions.

§ 3. — Utilisation comme filiale.

Malgré l'exonération de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, dont jouissent les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt des sociétés commerciales en nom collectif, peu de sociétés étrangères recourent à cette forme de société pour leurs filiales. Les raisons en sont les suivantes :

1. La responsabilité indéfinie et solidaire de tous les associés constitue un très grand risque pour chacun d'eux. Une telle responsabilité priverait la société mère étrangère des principaux avantages qui sont recherchés par la constitution d'une filiale (voir p. 71) ; ainsi, si la société en nom collectif cesse ses paiements, sa faillite entraîne de plein droit celle de la société mère étrangère associée.

2. L'incessibilité des parts sociales sans le consentement de tous les associés.

3. Si la société mère étrangère est constituée sous une forme limitant pour au moins un de ses associés la responsabilité relative aux dettes sociales, le Fisc français pourrait lui réclamer l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, sur une quotité de l'intégralité des dividendes et autres éléments imposables qu'elle distribue.

Remarquons, en effet, que l'acte constitutif de la société en nom collectif, ainsi que les modifications qui y sont apportées par la suite, notamment quant à la liste des associés, doivent être publiés conformément au titre IV de la loi du 24 juillet 1867 ; et que par cette publication obligatoire, le Fisc français sera toujours averti de la participation de la société mère étrangère dans la filiale en nom collectif française. Si la société étrangère a une situation prépondérante dans la société française et a dans sa propre activité un objet identique à celui de la société française, ou même simplement en étroite relation avec celui-ci, le Fisc français ne manquera pas de tenir la société étrangère pour taxable au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en se prévalant de l'arrêt rendu par la Cour de Cassation, Chambre des Requêtes, le 29 juillet 1913 (R. E. 5810).

(1) Ille-et-Vilaine (Section de Saint-Malo), 30 janvier 1929 : R.E., 9238.

Nancy, 18 janvier 1932 : R.E., 9683.

Mâcon, 15 mai 1934 : R.E., 10232.

Chalon-sur-Saône, 17 décembre 1934 : R.E., 10374.

SECTION III.

Société en commandite.

§ 1. — Caractères distinctifs.

La société en commandite se compose de deux sortes d'associés : les uns, les commandités, sont, comme des associés en nom collectif, responsables indéfiniment et solidairement des dettes sociales ; les autres, les commanditaires, sont de « simples bailleurs de fonds », et chacun d'eux n'est responsable des dettes sociales que jusqu'à concurrence des fonds qu'il a mis ou dû mettre dans la société, c'est-à-dire de sa commandite (C. com., art. 23 et 26).

De même que la société en nom collectif, la société en commandite a une raison sociale, et le nom social « doit être nécessairement celui d'un ou plusieurs des associés responsables et solidaires », les commandités (C. com., art. 23).

Il y a deux espèces de société en commandite :

1. La société en commandite simple, laquelle est une société de personnes ; toutes les parts sociales, y compris celles des commanditaires, sont des parts d'intérêt.

2. La société en commandite par actions, dont tout le capital est divisé en actions (C. com., art. 38), et laquelle est en partie une société de personnes, en ce qui concerne les commandités, et une société de capitaux, en ce qui concerne tous les apporteurs : les commanditaires et les commandités qui ont mis dans la société des capitaux, en nature ou en espèces (C. com., art. 24).

§ 2. — Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Les sociétés en *commandite simple* sont passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les éléments imposables étant :

- les bénéfices attribués aux commanditaires — mais non les bénéfices qui reviennent aux associés à responsabilité indéfinie, c'est-à-dire aux commandités (loi du 1^{er} décembre 1875, art. 1^{er}) ;
- les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations (1) ;
- les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations et de tous autres titres d'emprunt ;
- les remboursements et amortissements, totaux ou partiels, effectués, au cours de l'existence de la société, sur le montant des commandités, sauf les exceptions prévues par la loi (13 juillet 1925, art. 80 ; 31 mars 1932, art. 21) ;

(1) Cass. civ., 21 mai 1919 : D.P., 1923, 1, 226. — R.E., 6976. — S., 1922, 1, 231.

Les sociétés en *commandite par actions* sont passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, l'imposition portant sur :

- les intérêts, dividendes, revenus et autres produits revenant aux actions, à toutes sans aucune exception (1);
- les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations;
- les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations et de tous autres titres d'emprunt;
- les remboursements et amortissements, totaux ou partiels, effectués, au cours de l'existence de la société, sur le montant des actions, sauf les exceptions prévues par la loi (13 juillet 1925, art. 80; 31 mars 1932, art. 21);
- les jetons de présence payés aux actionnaires, à l'occasion des assemblées générales.

Dans les sociétés en *commandite par actions*, la part des bénéfices qui est attribuée aux commandités chargés de la gérance peut correspondre en partie à une rémunération des services rendus en concourant à la gestion, et en partie à une rémunération d'apports, en espèces ou en nature. L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ne frappe pas la première de ces parties, mais il frappe la seconde (2).

Notons que cette distinction appliquée à la liquidation de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ne s'applique pas à la liquidation de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. En ce qui concerne ce dernier impôt toutes les sommes allouées aux gérants des sociétés en *commandite simple* ou en *commandite par actions*, fût-ce à titre d'appointements, font partie des bénéfices imposables de la société (3).

Les dispositions législatives soumettant à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices alloués aux membres des conseils d'administration ne s'appliquent pas aux revenus de même nature qui sont alloués aux membres des conseils de surveillance des sociétés en *commandite par actions* (4).

§ 3. — Utilisation comme filiale.

La forme en *commandite*, pour la société filiale française, présente aux yeux de la société mère étrangère les désavantages suivants :

1. Si la société mère étrangère était parmi les commandités, la

-
- (1) Cass. req., 27 mars 1878 : D.P., 1878,1,308. — S., 1878,1,277.
Cass. req., 2 août 1886 : D.P., 1887,1,167. — S., 1887,1,329.
Cass. req., 5 novembre 1888 : D.P., 1889,1,453. — S., 1889,1,437.
Cass. req., 31 janvier 1893 : D.P., 1893,1,356. — R.E., 380. — S., 1893,1,327.
 - (2) Cass. civ., 23 février 1909 : R.E., 4771.
Cass. civ., 13 avril 1910 : R.E., 5065.
Cass. civ., 16 janvier 1923 : R.E., 7723.
 - (3) Conseil d'Etat, 17 décembre 1932 : R.I., 3814.
Conseil d'Etat, 6 janvier 1933 : R.I., 3883, III.
 - (4) T.A., 3^e éd., 1929, Impôt sur le revenu des valeurs mobilières, n° 376.

responsabilité indéfinie et solidaire de ceux-ci entraînerait pour elle le risque et les désavantages signalés, au sujet de la forme en nom collectif, p. 81.

2. Si, pour éviter la responsabilité indéfinie, la société mère étrangère était simplement commanditaire, elle se trouverait par cela même tenue complètement à l'écart de la gestion de la filiale, la gestion d'une société en commandite étant confiée exclusivement aux commandités, et assurée par les gérants, dont le plus généralement la révocation ne peut être obtenue que par autorité de justice, auquel cas cette révocation entraîne la dissolution de la société.

3. L'incessibilité, sans le consentement de tous les associés, de toutes les parts sociales dans la société en commandite simple ; et des parts d'intérêt des commandités, dans la société en commandite par actions.

4. Par application des dispositions légales relatives à la publication des actes de société, dispositions du titre IV de la loi du 24 juillet 1867, le Fisc français a connaissance de tous les associés de la société en commandite simple, et il a connaissance de tous les souscripteurs du capital social et aussi des commandités de la société en commandite par actions. Il s'ensuit que la société mère étrangère ne peut rester inaperçue que dans la société en commandite par actions, et cela à la condition de n'y devenir propriétaire que d'actions au porteur et en seconde main.

SECTION IV.

Société à responsabilité limitée.

§ 1. — Caractères distinctifs.

La société à responsabilité limitée a été introduite dans notre droit par la loi du 7 mars 1925. Elle est régie par cette même loi.

Elle se compose exclusivement d'associés dont la responsabilité est limitée au montant de leurs mises (art. 1^{er}, 1^{er} al. de la loi).

Le capital social est divisé en un certain nombre de parts, qui « ne peuvent être représentées par des titres négociables, nominatifs, au porteur ou à ordre » (art. 21).

« Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social » (art. 22). Quelles qu'elles soient, les cessions ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après

avoir été « signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du code civil » (art. 23).

De l'avis du Professeur PERCEROU, la part sociale de la société à responsabilité limitée est une part d'intérêt, vu la restriction apportée à la liberté de sa cession (1).

§ 2. — Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Les sociétés à responsabilité limitée sont passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les éléments imposables étant :

- les dividendes, intérêts, arrérages et produits des parts, à l'exclusion de ceux « revenant à deux associés gérants seulement et n'excédant pas 50.000 fr. pour chacun » (loi du 28 février 1933, art. 47) — si la société est administrée par plus de deux gérants, elle « est admise à désigner elle-même les deux gérants qui devront bénéficier de l'exemption limitée accordée par la loi » (2) —;
- les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations (3) ;
- les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations et de tous autres titres d'emprunt ;
- les remboursements et amortissements, totaux ou partiels, effectués au cours de l'existence de la société, sur le montant des parts, sauf les exceptions prévues par la loi (13 juillet 1925, art. 80 ; 31 mars 1932, art. 21).

Les parts de bénéfices (tantièmes, etc.) allouées aux gérants des sociétés à responsabilité limitée ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et ce pour tous les gérants, quel que soit leur nombre (4).

Pour la liquidation de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux :

1°) Les parts de bénéfices allouées aux gérants sont toutes soumises à cet impôt (5) ;

2°) En vertu de la loi du 30 décembre 1928, art. 4, « les rémunérations allouées aux associés gérants et portées dans les frais et charges ne sont pas admises en déduction lorsque la majorité des parts sociales est possédée par l'ensemble des associés gérants » (6) ; dans le cas con-

(1) Cours de Droit commercial, Faculté de Droit de Paris, 1929-1930.

(2) R.M. : J. off., 3 mai 1933, Déb., Sénat, p. 774, question n° 1966.

(3) Instr. 3851 du 11 avril 1925 : R.E., 8205.

(4) R.I., 3808, Commentaire des articles de la loi du 28 février 1933 relatifs aux contributions directes et à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, XI, dernier paragraphe, p. 206.

R.E., 9855, Commentaire de la loi de douzième du 28 février 1933, IV, renvoi 1, p. 214.

(5) Conseil d'Etat, 19 février 1932 : R.I., 3565.

Conseil d'Etat, 23 décembre 1932 (5^e Sous-Section spéciale) : R.I., 3866.

(6) Circulaire n° 2027 de la Direction générale des contributions directes du 23 mars 1929 : R.I., 2610.

Conseil d'Etat, 13 janvier 1933 (5^e Sous-Section spéciale) : R.I., 3865.

traire, les dites rémunérations, et appointements, ne sont pas atteints par l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais par l'impôt sur les traitements et salaires.

Les dispositions législatives soumettant à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices alloués aux membres des conseils d'administration ne s'appliquent pas aux revenus de même nature alloués aux membres des conseils de surveillance des sociétés à responsabilité limitée (1).

§ 3. — Utilisation comme filiale.

Aux yeux de la société mère étrangère, la forme à responsabilité limitée, pour la filiale française, présente les inconvénients suivants :

1. Les pouvoirs du ou des gérants ne sont pas et ne peuvent pas être limités à l'égard des tiers ; la loi du 7 mars 1925 dit : « Sauf stipulation contraire des statuts, ils (les gérants) ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, en toutes circonstances ; toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers » (art. 24, 2^e al.), donc la clause statutaire qui interdirait certains actes aux gérants, même publiée, ne serait pas opposable aux tiers. La limitation du pouvoir des gérants ne peut valoir qu'à l'égard des associés (2).

2. « Les gérants nommés par l'acte de société ou par un acte postérieur ne sont révocables que pour des causes légitimes » (art. 24, 3^e al.). C'est dire que la décision de révocation prise par les associés peut être, de la part du gérant, l'objet d'un recours devant le tribunal, qui appréciera les motifs allégués pour la révocation ; si le tribunal ne les juge pas suffisants, la dissolution s'ensuivra, à moins que les associés reviennent sur leur décision de révocation.

3. La cession des parts sociales ne peut avoir lieu qu'à certaines conditions, prévues par la loi. Notamment, ainsi que nous venons de le voir (p. 84), l'article 22 de la loi prévoit que les cessions de parts sociales à des tiers étrangers à la société ne peuvent avoir lieu qu'à une double majorité : majorité absolue (majorité d'au moins la moitié plus un) des associés, et majorité d'au moins les trois quarts du capital social.

4. Par application des dispositions relatives à la publication de l'acte constitutif de la société, dispositions édictées par les articles 12 à 20 inclusivement de la dite loi du 7 mars 1925, le Fisc français a nécessairement connaissance de tous les associés, ainsi que de tous les changements survenus parmi eux.

(1) T.A., 3^e éd., 1929, Impôt sur le revenu des valeurs mobilières, n° 376.

(2) C. HOUPIN : Des pouvoirs et de l'organisation de la gérance dans les sociétés à responsabilité limitée, Paris, 1932 (J.S., 3974).

SECTION V.

Société Anonyme

§ 1. — Caractères distinctifs.

« La société anonyme n'existe pas sous un nom social : elle n'est désignée par le nom d'aucun des associés » (C. com., art. 29). Elle est désignée par une raison commerciale, ou dénomination commerciale. « Elle est qualifiée par la désignation de l'objet de son entreprise » (C. com., art. 30).

Elle se compose exclusivement d'associés dont chacun n'est tenu que jusqu'à concurrence de ses apports (C. com., art. 33).

Tout le capital social est divisé en actions (C. com., art. 34), c'est-à-dire en parts librement cessibles et le plus souvent même négociables.

« Les sociétés anonymes sont administrées par un ou plusieurs mandataires à temps, révocables, salariés ou gratuits, pris parmi les associés. » (Loi du 24 juillet 1867, art. 22, 1^{er} al.).

« La société ne peut être constituée si le nombre des associés est inférieur à sept. » (Loi du 24 juillet 1867, art. 23).

§ 2. — Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Les sociétés anonymes sont passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ; les éléments imposables sont :

- les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature et des parts de fondateur
(Les dénominations suivantes des actions servent à rappeler les conditions de leur origine et de leur état actuel :
 - Action de numéraire : action représentant un apport en espèces ;
 - Action d'apport : action représentant un apport en nature ;
 - Action de capital : action dont le montant n'a pas été entièrement amorti, c'est-à-dire pas entièrement remboursé ;
 - Action de jouissance : action dont le montant a été entièrement amorti.
- La part de fondateur, ou part bénéficiaire, est un titre sans valeur nominale, qui ne représente aucune partie du capital social, ne confère aucun droit de vote aux assemblées d'actionnaires, mais qui donne droit à une partie des bénéfices.) ;
- les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations ;
- les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations et de tous autres titres d'emprunt ;
- les remboursements et amortissements, totaux ou partiels, effectués au cours de l'existence de la société, sur le montant des actions, sauf les exceptions prévues par la loi (13 juillet 1925, art. 80 ; 31 mars 1932, art. 21) ;
- les jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices alloués

à l'administrateur unique ou aux membres des conseils d'administration en cette dite qualité ;

— les jetons de présence payés aux actionnaires, à l'occasion des assemblées générales.

Les allocations de toute nature : jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfiques, attribuées à l'administrateur-directeur, ou à l'administrateur-délégué (1), en sus de celles attribuées aux autres membres du conseil d'administration, et en tant qu'elles sont spécialement destinées à le rémunérer de son travail de direction, ou de gestion, ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières — elles sont soumises à l'impôt sur les traitements et salaires.

§ 3. — Utilisation comme filiale.

La forme anonyme, pour la filiale française, est celle à laquelle s'arrête le plus souvent le choix de la société mère étrangère. Les raisons en sont les suivantes :

1. La société anonyme a son équivalent dans la législation de la plupart des pays étrangers : Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, Etats-Unis d'Amérique, etc. ..., de sorte que les dirigeants des sociétés étrangères sont déjà familiarisés avec cette forme de société.

2. Bien que le fonctionnement des sociétés anonymes françaises soit minutieusement réglé par la loi (loi fondamentale du 24 juillet 1867), il demeure néanmoins aisé, tout particulièrement pour les filiales de sociétés étrangères qui se constituent avec le nombre minimum d'associés, c'est-à-dire avec sept actionnaires, cas très fréquent.

3. Grâce à l'omnipotence du capital dans les sociétés anonymes, la société mère étrangère peut très facilement, par la souscription ou par l'acquisition subséquente d'un nombre convenable d'actions, s'assurer une influence prépondérante sur la direction de la filiale.

4. La facilité avec laquelle se font les révocations et nominations des administrateurs d'une société anonyme permet aux actionnaires, pour ainsi dire à tout moment, de confier la gestion de la société aux personnes qui leur paraissent les mieux qualifiées actuellement.

Les administrateurs sont, en effet, de simples mandataires, et, même désignés par les statuts, ils sont toujours révocables à la volonté de l'assemblée des actionnaires, sans que des dommages-intérêts leur soient dus, et sans que l'assemblée ait à justifier des raisons de la révocation.

5. La contribution aux pertes sociales est, pour chaque actionnaire, limitée au montant de ses apports dans la société.

6. Toutes les parts sociales, « actions », sont librement cessibles à tout moment. Généralement même on facilite les cessions en incorpo-

(1) Loi du 19 décembre 1926, art. 4.

Marseille, 20 juin 1932 : R.E., 9862.

rant ces parts dans des titres négociables (1), c'est-à-dire dans des titres se transmettant par voie de transfert, d'endossement, ou de simple tradition, suivant qu'ils affectent la forme nominative, à ordre, ou au porteur (2).

7. Outre la facilité de sa transmission par simple tradition, le titre au porteur présente l'avantage de permettre à la société mère étrangère de ne pas se faire connaître. L'attitude actuelle du Fisc français à l'égard des sociétés mères étrangères a incité ces dernières à tenir compte du proverbe : « Pour vivre heureux, vivons caché » ; elles se mettent à couvert sous des titres au porteur qu'elles acquièrent après la constitution de la société — par application des dispositions législatives relatives à la publication des actes de société, dispositions du titre IV de la loi du 24 juillet 1867, et des dispositions de la loi du 18 mars 1919, créant un registre du commerce, le Fisc français a connaissance de tous les souscripteurs au capital social, et d'ailleurs aussi, et cela à tout instant de la vie de la société anonyme, des noms et nationalités de tous les administrateurs.

SECTION VI.

La personnalité juridique et l'imposition en France, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, des sociétés étrangères, mères ou participantes, et de leurs filiales françaises.

La croissance du nombre des constitutions de filiales françaises de sociétés étrangères, en particulier la croissance du nombre des transformations de succursales en filiales, ont attiré l'attention du Fisc français, en raison des effets qui en résultent sur le rendement de l'impôt.

Le Fisc a remarqué notamment qu'en constituant une filiale française, la société mère étrangère se mettait à l'abri de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières. Il n'a pas voulu accepter cette situation ; c'est ce qui l'a conduit à adopter de certains textes français, relatifs à la taxabilité des sociétés étrangères, une interprétation particulière d'après laquelle l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières devrait porter en particulier sur les sociétés étrangères qui simplement possèdent une participation dans des affaires françaises ; c'est ainsi qu'actuellement il considère passibles de cet impôt et la filiale française et aussi la société mère étrangère, comme si, à la place de la filiale, la société mère avait une succursale.

(1) Les actions d'apport ne sont négociables que deux ans après la constitution de la société (loi du 24 juillet 1867, art. 3, 3^e al., modifié par la loi du 1^{er} août 1893, art. 2) ; pendant ce temps elles sont néanmoins cessibles.

(2) Les actions doivent demeurer sous la forme nominative jusqu'à leur entière libération (loi du 24 juillet 1867, art. 3, 1^{er} al., modifié par la loi du 1^{er} août 1893, art. 2).

Les sociétés étrangères ont protesté contre cette interprétation extensive des textes. Leur protestation est justifiée par le fait que l'interprétation du Fisc français le conduit à appliquer deux fois le même impôt, celui qui frappe le revenu des valeurs mobilières, à une même somme, et pour une seule et unique exploitation, l'exploitation entreprise en France. En effet, l'impôt en question frappe tous les dividendes et autres revenus distribués par la filiale, il frappe notamment ceux qu'elle distribue à la société mère, et ces derniers, une fois réduits par l'impôt considéré, contribuent à la formation des dividendes et autres revenus distribués par cette société mère, lesquels sont, à leur tour, pour une quote-part, frappés par le même impôt, impôt qui ainsi opère deux réductions successives, sur la somme partie de la filiale.

Les conflits entre l'Administration de l'Enregistrement et les sociétés étrangères ont été portés devant les tribunaux. Plusieurs d'entre eux ont été déferés à la Cour suprême, dont la décision est encore pendante.

Au cours de ces procès, la personnalité juridique de la société étrangère, mère ou participante, et la personnalité juridique de la filiale française ont été invoquées, tantôt pour justifier l'imposition de la société étrangère, tantôt pour justifier la non imposition de celle-ci.

Cette surprenante constatation nous porte à faire ici un nouvel examen, aussi approfondi que possible, des choses. Nous verrons d'abord quelles sont exactement la signification et, partant, la valeur de la notion de personnalité juridique d'une société commerciale. Nous verrons ensuite si l'on est amené à faire jouer cette notion, et cela dans quelle mesure et avec quel effet final, dans la détermination de la réponse à la question posée : la société étrangère qui a une filiale en France y est-elle taxable en même temps que cette filiale, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ? Nous serons amenée à conclure que la personnalité juridique des sociétés ne donne pas la solution du problème.

§ 1. — Généralités sur la personnalité juridique des sociétés commerciales.

Il est aujourd'hui reconnu que, à l'exclusion des sociétés en participation, les sociétés de commerce qui ont été régulièrement constituées et publiées sont des personnes morales, ou personnes civiles, c'est-à-dire des organismes doués de la personnalité juridique.

Cela s'est trouvé souligné par le législateur lorsqu'il a, sur ce point, opposé les sociétés en participation aux autres sociétés commerciales, en disant : « L'association en participation ne constitue pas une personne morale. » (C. com., art. 49, 4^e al., modifié par la loi du 24 juin 1921).

Pour vivre, les sociétés commerciales ont dû notamment avoir un nom, un domicile, un patrimoine propre. Il en est résulté que la notion de personne leur a été appliquée ; elles sont des personnes morales, dites aussi personnes civiles ou personnes juridiques. Cette notion a entraîné, pour elles, de nouvelles conséquences pratiques, dont elle se trouve fournir une explication facile. Nous avons déjà signalé quelques-unes de ces conséquences, au sujet des Avantages présentés par le recours à une filiale (p. 71).

L'existence d'un patrimoine propre consiste dans celle de biens sociaux distincts des fortunes individuelles des associés, en ce sens qu'ils sont affectés au paiement des seuls créanciers sociaux, c'est-à-dire à l'exclusion des créanciers personnels des associés.

Ce patrimoine social est la propriété, non des associés, mais de l'être moral, la société, qui l'exploite pour le profit des associés.

La personnalité juridique, dont sont douées toutes les sociétés commerciales, à l'exception des sociétés en participation, s'applique aussi bien aux filiales qu'aux sociétés mères ou participantes.

C'est par la personnalité juridique que la filiale se distingue de la succursale ; celle-ci est en effet dépourvue de l'autonomie juridique que confère la personnalité (1).

*
* *

Examinons, en détail, les deux arguments qui ont été récemment présentés, à la Chambre des requêtes de la Cour de cassation, l'un en faveur de l'imposition double, imposition de la filiale française et en même temps de la société étrangère, mère ou participante, l'autre en faveur de l'imposition unique, imposition de la filiale française seulement. Chacun de ces deux arguments s'appuie évidemment sur l'existence de la personnalité juridique de cette filiale — la filiale ne serait pas directement imposable si elle n'était pas une personne juridique.

Les dits arguments sont, d'un côté, celui qu'a soutenu M. le Conseiller-rapporteur PILON (pour le cas où il serait reconnu par la Cour de cassation que la société qui exploite en France est une filiale et non une simple succursale), et, de l'autre, celui de Maître COUTARD, dans l'affaire Boston Blacking & Co, société américaine, contre l'Administration française de l'Enregistrement (2).

Nous indiquerons les deux positions prises, puis nous développerons la critique de chacune d'elles.

(1) Albert WAHL : Préface à l'ouvrage « Filiales et Groupements de Sociétés », Paris, 1929, par Maurice GÉGOUT, p. VIII.

Maurice GÉGOUT : « Filiales et Groupements de Sociétés » (Thèse), Paris, 1929, n° 49 et suivants.

(2) La société Boston Blacking & Co. a déféré à la Cour de cassation le jugement rendu, à son préjudice, par le Tribunal départemental de Seine-et-Oise, le 1^{er} février 1928 (R.E., 8734).

§ 2. — Argument en faveur de l'imposition double :
imposition de la filiale française et en même temps
de la société étrangère, mère ou participante.

La société étrangère, mère ou participante, et la société filiale étant chacune dotée de la personnalité juridique, la législation sur les sociétés doit être appliquée à chacune d'elles prise séparément, puisque ce sont deux personnes distinctes.

S'occupant uniquement des sociétés françaises, M. Paul DOUMER a pu dire, en rapportant, devant le Sénat, la loi de finances qui a été promulguée le 31 juillet 1920, et en parlant de l'application de la législation antérieure (loi du 29 juin 1872, suivie du décret du 6 décembre de la même année) : « Le revenu des titres des sociétés filiales est, en effet, taxé une première fois, lorsqu'il entre dans le patrimoine de la société mère, puis une seconde fois quand celle-ci le distribue à ses propres actionnaires. C'est la conséquence forcée du principe de la personnalité juridique dont jouissent les sociétés dans le droit français et de l'indépendance juridique des diverses sociétés envisagées, les unes vis-à-vis des autres » (1).

Ayant alors voulu exonérer, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, la société mère ou participante *française*, le législateur de 1920 a dit (loi du 31 juillet 1920, art. 27) : « Lorsqu'une société française par actions a reçu, en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits, ..., des actions, des obligations ou des parts bénéficiaires nominatives, les dividendes distribués par la première société sont, pour chaque exercice, exonérés de la taxe du revenu des capitaux mobiliers établie par les lois des 29 juin 1872 (art. 1^{er}) et 29 mars 1914 (art. 31) dans la mesure des produits de ces parts, obligations ou actions touchés par elle au cours de l'exercice, à la condition que ces parts, obligations ou actions soient restées inscrites au nom de la société. ». Le législateur de 1920 n'a parlé là que de sociétés mères ou participantes *françaises*.

Pour les partisans de l'imposition double, la société mère étrangère était imposable, tout comme l'était la société mère française, depuis le vote de la loi du 29 juin 1872. Et, faisant valoir que les dispositions législatives fiscales sont d'interprétation stricte, c'est-à-dire littérale, ces partisans ajoutent que l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920, qui vise l'exonération de la société mère *française*, ne peut pas servir à exonérer la société mère étrangère, non visée par le *texte* dudit article. Pour eux, cette dernière loi n'a pas modifié la situation à l'égard de la société mère étrangère, et celle-ci *a continué* à être imposable.

(1) J. off., Doc. Parl., Sénat, Année 1920, Annexe n° 339, Rapport fait par M. Paul DOUMER, Sénateur, p. 365, 3^e col., 69^e ligne et suiv. — D.P., 1921, 4, 125, 3^e col.

**§ 3. — Argument en faveur de l'imposition unique :
imposition de la filiale française seulement.**

La filiale française étant dotée de la personnalité juridique, elle a un patrimoine propre, c'est-à-dire qui est sa propriété à elle-même, non celle d'aucun de ses associés, en particulier non celle de la société mère ou participante. Les biens qu'elle a en mains et qu'elle exploite elle-même (nous discuterons l'idée d'exploitation lorsque nous discuterons le texte du décret du 6 décembre 1872), sont possédés par elle ; c'est en raison de l'existence de sa personnalité juridique qu'elle peut posséder et exploiter pour elle-même lesdits biens, qui ne sont alors ni possédés ni exploités par l'autre personne qu'est la société étrangère.

D'autre part, les partisans de l'imposition unique prétendent qu'une jurisprudence constante a adopté, des articles 4 de la loi du 29 juin 1872 et 3 du décret du 6 décembre de la même année, une interprétation suivant laquelle les sociétés étrangères ne sont passibles de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières, en supplément de la taxe qui les frappe à raison de titres cotés, négociés, exposés en vente, ou émis en France, *que si* ces sociétés possèdent et exploitent des biens en France.

Dans ces conditions, pour les partisans de l'imposition unique, les sociétés *mères ou participantes étrangères* ne sont pas passibles en France du supplément de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, vu que l'existence de la personnalité juridique de la filiale fait que les biens en jeu en France ne sont ni possédés ni exploités par l'autre personne qu'est la société étrangère.

**§ 4. — Critique de l'argument présenté en faveur de l'imposition double :
imposition de la filiale française et en même temps
de la société étrangère, mère ou participante.**

Analysé en pleine lumière, l'argument qui a été présenté en faveur de l'imposition double, pour une filiale française et une société mère étrangère, apparaît constitué de la manière suivante :

- 1° La loi française du 29 juin 1872, qui a créé, en France, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, était applicable, sans aucune distinction entre elles, à toutes les sociétés françaises possédant la personnalité juridique, elle était donc applicable à toute société filiale française et à toute société mère française possédant cette personnalité ;
- 2° Par rapport à cette loi du 29 juin 1872, *aucune distinction n'était à faire entre société mère étrangère et société mère française*, par conséquent ladite loi était applicable à toute société étrangère mère d'une société filiale française comme elle l'était à toute société française mère d'une filiale française ;
- 3° La loi française du 31 juillet 1920 a exonéré de l'impôt sur le

revenu des valeurs mobilières les sociétés mères françaises, mais d'après la *lettre* de son texte elle s'applique seulement aux sociétés mères françaises, elle n'est pas applicable aux sociétés mères étrangères ; elle n'a modifié l'état de choses existant antérieurement que pour les sociétés mères françaises, elle ne l'a pas modifié pour les sociétés mères étrangères ; en vertu du principe de l'*interprétation littérale*, la loi du 31 juillet 1920 a fait disparaître l'imposition double pour filiale française et société mère française mais sans la faire disparaître pour filiale française et société mère étrangère.

Discutons successivement chacun de ces trois points : 1°, 2°, 3°.

La validité du premier point est absolument incontestable. Nous avons vu que M. Paul DOUMER a fait remarquer la répétition de l'impôt, autrement dit la superposition de l'impôt à lui-même, qui résultait de l'application de la loi du 29 juin 1872 à la fois à une filiale et à sa société mère.

Quant à la validité du deuxième point, nous allons voir qu'elle est plus que contestable.

Ce deuxième point a pour base une affirmation — celle que nous avons soulignée. A cette affirmation il nous est possible d'opposer la suivante : devant les dispositions législatives fiscales françaises, la situation des sociétés étrangères n'est pas fatalement la même que celle des sociétés françaises.

Alors que l'affirmation qui est l'âme même du deuxième point, bien que pourtant elle n'ait pas toujours été explicitement formulée par ceux qui l'ont admise, ne se trouve soutenue que par une jurisprudence qu'aurait déterminée l'existence prétendue d'un « principe d'égalité » à prendre au sens large, principe que la loi de 1872 contiendrait *implicitement* — nous en discuterons plus loin —, l'affirmation que nous lui opposons résulte notamment du *fait* suivant :

Les sociétés étrangères ne sont pas imposées au titre de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières dans tous les cas où elles ont en France un tel revenu, puisque les tribunaux n'ont pas cessé de juger qu'elles ne doivent pas tomber sous le coup de la loi de 1872 lorsqu'elles investissent des fonds dans une affaire française simplement à titre de placement (1).

(1) Sol. 16 juin 1893 : R.E., 533.

Sol. 12 février 1896 : R.E., 1145.

Versailles, 1^{er} décembre 1926 : R.E., 8860.

Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.

Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.

Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.

Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.

Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.

Nice, 30 novembre 1932 : R.E., 10034.

Ce fait suffirait à lui seul pour établir que les dispositions législatives fiscales françaises ne portent *pas toujours également* sur les sociétés françaises, d'une part, et sur les sociétés étrangères, d'autre part. En réalité, les sociétés étrangères ne sont atteintes que dans certains cas, par la loi fiscale française qui atteint les sociétés françaises dans tous les cas (1). Ces cas particuliers de taxation sont d'abord ceux que la loi du 29 juin 1872 a expressément prévus, en son article 4, savoir : cotation, négociation, exposition en vente ou émission en France de titres des sociétés étrangères, puis ceux que la jurisprudence a consacrés.

Il y a donc en droit disparité de situation devant les dispositions législatives fiscales françaises, entre les sociétés étrangères, d'une part, et les sociétés françaises, d'autre part.

Sur quoi s'est-on appuyé pour dire que le cas d'une société étrangère ayant une filiale française est *en Droit* un de ceux où aucune distinction n'était à faire entre société étrangère et société française, au regard de la loi du 29 juin 1872 ? Uniquement sur la prétendue existence d'un principe d'égalité à *prendre au sens large*, principe que le législateur de 1872 aurait formulé à l'article 4 de cette loi, en l'alinéa premier, pris isolément, de cet article. Or, nous montrerons plus loin que le législateur de 1872 a entendu que les deux alinéas de l'article 4 devaient à eux deux, pris ensemble, exprimer son intention. Séparer ces deux alinéas afin d'en tirer deux dispositions distinctes, c'est trahir la pensée du législateur de 1872, c'est fausser la loi qu'il a votée. Le législateur de 1872 a entendu que le principe d'égalité qu'il a créé devait être pris au sens étroit qu'il a précisé par l'alinéa deuxième de l'article 4 de la loi. Et le décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, décret du 6 décembre 1872, n'avait aucunement qualité pour passer, ainsi que nous allons le rappeler, du sens étroit précisé par la loi au sens large qu'il a explicité ; ce passage, cette extension est un vice du décret, qu'on ne doit donc pas invoquer pour justifier l'application au *sens large* du principe d'égalité trouvé dans la loi.

Dans ces conditions, le principe d'égalité était, à la suite du vote de la loi du 29 juin 1872, à prendre au sens étroit précisé par cette loi, et ainsi le cas de la société mère étrangère ayant une filiale française ne rentrait pas dans son domaine d'application. D'où il résulte que l'âme même du deuxième point de l'argument que nous considérons en ce moment n'est pas fondée en Droit : la société mère étrangère n'était pas assimilable à la société mère française au regard de la loi du 29 juin 1872, la société mère étrangère n'a pas été imposée par cette loi, en tant que société mère.

(1) Albert WAHL : Traité du Régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières, Paris, 1909, n° 2788, renvoi 1.

Cela suffit pour que l'argument présenté en faveur de l'imposition double ne puisse pas être retenu.

Cette conclusion des considérations qui précèdent se trouve corroborée par les considérations qui suivent, ces dernières faisant état du principe de l'interprétation littérale des lois fiscales, principe qui est précisément celui qui forme l'âme du troisième point de l'argument présenté en faveur de l'imposition double.

Ce principe de l'interprétation littérale des dispositions législatives fiscales est, depuis longtemps et constamment encore, admis et consacré, par la jurisprudence, la réglementation administrative, la doctrine (1).

Nous allons faire voir que, dans la discussion relative à la question de savoir si le Fisc français est fondé à appliquer l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ou un impôt équivalent, au revenu des valeurs mobilières propres des sociétés étrangères ayant une filiale en France, quelles que soient ces valeurs, l'*interprétation littérale* des textes qui ont été invoqués, et qui sont les seuls qui pouvaient l'être, ne conduit pas à une réponse affirmative.

Ces textes sont ceux :

1° de la loi du 29 juin 1872, relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en son article 4;

2° du décret du 6 décembre 1872, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, en son article 3, complété par l'article 2 du décret du 10 août 1896, et par l'article 2 du décret du 30 mars 1922;

3° de la loi de finances du 31 juillet 1920, en son article 27, modifié par l'article 25 de la loi du 30 mars 1929.

Ladite loi, française, du 29 juin 1872 a établi une taxe annuelle et obligatoire sur les revenus provenant des actions et obligations émises, des parts d'intérêt accordées, des emprunts contractés et des commandites reçues, par les « sociétés, compagnies ou entreprises quelconques », françaises, bien entendu (art. 1^{er}). Et elle a visé les revenus *de valeurs*

(1) Cass. civ., 26 novembre 1850 : D.P., 1850,1,342. — S., 1851,1,50.

Cass. civ., 6 avril 1887 : D.P., 1887,1,503. — S., 1887,1,434.

Cass. req., 29 juillet 1901 : R.E., 2844. — D.P., 1902,1,367. — S., 1902,1,529.

Cass. civ., 7 avril 1909 : R.E., 4788. — D.P., 1912,1,427. — S., 1912,1,281.

Cass. civ., 15 juillet 1930 : R.E., 9310.

Cass. civ., 23 mars 1931 : R.E., 9468.

Cass. civ., 27 octobre 1931 : R.E., 9662.

Cass. civ., 20 avril 1932 : R.E., 9726.

Cass. req., 17 juin 1933 : D.H., 1933,409.

Sol. 17 octobre 1876 : D.P., 1877,3,54.

Instr. 2737, § 5, du 28 mai 1887.

A. WAHL : « Traité de droit fiscal », Tome I, Paris, 1902, n° 67.

Eustache PILON : « Principes et technique des droits d'enregistrement », Tome premier, Paris, 1929, p. 21,

mobilières étrangères par un autre article, son article 4, où elle s'exprime ainsi :

« Article 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

« Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

« Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

« Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi. »

Ledit décret du 6 décembre 1872 vise les revenus des affaires étrangères en son article 3, modifié par l'article 2 du décret du 10 août 1896 et par l'article 2 du décret du 30 mars 1922. Le décret du 6 décembre 1872 s'exprime ainsi :

« Article 3. — Toutes les dispositions des deux articles précédents sont applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France, *ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France* (c'est nous qui soulignons).

« »

« Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, *mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France* (c'est nous qui soulignons), doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises *qui en dépendent* (c'est nous qui soulignons), et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances, sur l'avis préalable de la commission instituée par le règlement ci-dessus indiqué. ».

On voit que *par la lettre* de la loi du 29 juin 1872, les sociétés étrangères ne sont atteintes qu'en ceux de leurs titres qui veulent « être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France ». C'est l'interprétation stricte, cela est indéniable.

Et l'on voit que le décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi du 29 juin 1872 a nettement et considérablement ajouté à la lettre de cette loi, par les parties de son propre texte que nous avons ci-dessus soulignées. Ce décret a, là, passé outre au principe de l'interprétation littérale, et ce faisant il a également passé outre à un autre principe indiscuté, puisqu'il a ainsi étendu la portée de la loi, d'ailleurs de façon très notable. Ledit décret a procédé, dirons-nous, à la fois par interprétation par analogie et par interprétation extensive.

Enfin, l'article 27 de la loi de finances du 31 juillet 1920, modifié

par l'article 25 de la loi du 30 mars 1929, a aujourd'hui le libellé suivant :

« Article 27. — Lorsqu'une société française par actions a reçu, en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits soit à une autre société française par actions, soit à une société par actions constituée dans les termes de la loi française et ayant son siège dans un pays de protectorat, des actions, des obligations ou des parts bénéficiaires nominatives de cette dernière société, les dividendes distribués par la première société sont, pour chaque exercice, exonérés de la taxe du revenu des capitaux mobiliers établie par les lois des 29 juin 1872 (art. 1^{er}) et 29 mars 1914 (art. 31) dans la mesure des produits de ces parts, obligations ou actions touchés par elle au cours de l'exercice, à la condition que ces parts, obligations ou actions soient restées inscrites au nom de la société. »

On voit que cet article ne vise que des sociétés françaises, qu'il n'exonère donc que des sociétés mères ou participantes françaises.

Admettre que, pris à la lettre, il *laisse* taxables dans tous les cas les revenus propres des sociétés mères ou participantes étrangères c'est une prétérition doublée d'une pétition de principe, puisque c'est s'appuyer sur l'idée que l'on admet implicitement, et qui n'était pas celle du législateur de 1872, nous le montrerons, qu'avant ledit article, avant le 31 juillet 1920, ces revenus étaient taxables comme l'étaient ceux des sociétés mères ou participantes françaises, par application de la loi du 29 juin 1872. Cette position, qui est, dirons-nous, le résultat d'une interprétation par analogie, est franchement en dehors de la lettre de ladite loi ; la citation faite plus haut, de l'article 4 de cette loi, le montre bien.

Il se trouve donc que la position en question est en contradiction à la fois avec l'esprit de la loi du 29 juin 1872, ainsi que nous l'avons exposé plus haut, et avec la lettre de cette loi, comme on vient de le voir. Elle ne saurait donc être admise. Et sa faillite n'est autre que celle de l'argument qui a été présenté en faveur de l'imposition double.

Nous voyons que l'application de la notion de personnalité juridique, à la fois à la société étrangère et à la filiale française, n'a nullement empêché la faillite dudit argument.

Au sujet de l'application du principe de l'interprétation littérale des lois fiscales, soulignons que ceux qui ont plaidé en faveur de l'imposition double ont eu recours à ladite interprétation en invoquant la loi du 31 juillet 1920, mais après avoir omis d'en user à l'endroit de la loi du 29 juin 1872. Comme nous l'avons exposé, en appliquant le principe de l'interprétation littérale à la loi de 1872, la thèse de l'imposition double ne peut pas naître, et, en conséquence, il n'y a pas lieu d'appliquer ledit principe à la loi de 1920 en vue de développer et faire aboutir cette thèse.

Au moins en ce qui concerne l'impôt dont il est ici question, nous sommes amenée à dire que pour l'Administration les dispositions légis-

latives sont parfois d'interprétation stricte, et parfois d'interprétation extensive, voire d'interprétation par analogie, suivant les circonstances, et toujours à l'avantage du Fisc français.

§ 5. — Critique de l'argument présenté en faveur de l'imposition unique :
imposition de la filiale française seulement.

Nous avons vu que l'argument présenté en faveur de l'imposition unique, c'est-à-dire de l'imposition de la filiale française seulement, n'est autre que le syllogisme suivant :

- 1° En vertu de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre de la même année, une société étrangère n'est imposable à raison des revenus d'une exploitation faite en France *que si* elle est le propriétaire et l'exploitant des biens qui servent à cette exploitation ;
- 2° La personnalité juridique de la filiale française fait qu'elle possède en propre et exploite pour elle-même les biens qu'elle a en mains, biens dont la société étrangère intéressée n'est donc ni le propriétaire ni l'exploitant ;
- 3° L'existence de la personnalité juridique de la filiale française empêche la société étrangère de se trouver dans la situation *nécessaire* pour être imposée.

Sur le premier de ces trois points nous ferons observer, d'abord, que la loi du 29 juin 1872 n'a nullement parlé d'une exploitation faite en France par l'affaire étrangère : « sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger » — voir la citation, faite p. 97, de l'article 4 de la loi — ; ensuite que le décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, décret du 6 décembre 1872, a, lui, par une interprétation de la loi qui a été, au moins quant à la lettre, extensive et par là illégale, parlé, non d'affaires étrangères possédant une exploitation en France, mais d'affaires « qui ont pour objet (1 — c'est nous qui soulignons et mettons un point d'interrogation) des biens soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France. » — voir la citation, faite par 97, de l'article 3 du décret.

Mais qu'est-ce donc qu'« avoir pour objet *des biens* » ? L'expression, qui n'est pas dans la loi, qui a été ajoutée par le décret : « qui ont pour objet des biens situés en France », est d'un vague extrême — ce vague a sans doute été voulu par le rédacteur du décret ; en tout cas il permet, lorsque l'on ne rejette pas, comme illégale, cette addition à la lettre de la loi, d'étendre sans limite la portée de ladite loi.

En justice, on s'est trouvé dans l'obligation, devant des cas d'espèces, de s'arrêter à un sens précis.

La Chambre civile de la Cour de cassation a estimé que l'expression ajoutée par le décret rendait imposables en France, au titre de l'impôt

sur le revenu des valeurs mobilières et en sus de la taxation précisée par le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi, les sociétés étrangères « qui y (en France) possèdent des biens meubles et (sic) immeubles servant à l'exploitation de leur (c'est nous qui soulignons) entreprise » (1). Et dans cet avis, qui correspond seulement à une condition suffisante, on a en général vu, depuis, une condition nécessaire (2) ; Maître COUTARD a dit à ce sujet : « Voilà la définition fondamentale donnée par la jurisprudence en ce qui concerne la condition essentielle que doit (c'est nous qui soulignons) remplir une société étrangère pour être passible de l'impôt sur le revenu », « la condition fondamentale pour qu'une société étrangère puisse être assujettie à la taxe d'impôt sur le revenu, c'est qu'elle ait, qu'elle possède une exploitation en France », et : « Il faut qu'elle ait en France une exploitation ; il faut que ses biens servent à cette exploitation ; il faut que la société étrangère opère en France » (c'est nous qui soulignons les « Il faut ») (3).

Cette interprétation de condition nécessaire, quant à l'exploitation de biens en France, est incontestablement une interprétation restrictive de la condition que le décret a illégalement ajoutée, savoir : avoir pour objet des biens situés en France, malgré qu'on ne puisse trouver à cette condition-ci aucun sens nettement défini. Donc, à la condition que l'on ne rejette pas l'addition portée au décret, on doit admettre que cette addition permet à l'impôt considéré d'atteindre les sociétés étrangères dans des cas autres que celui d'une propre exploitation en France ; et le vague extrême de l'expression ajoutée par le décret permet de dire : dans tous les cas possibles — c'est ainsi que ce vague a ouvert la porte à des contestations indéfinies, ce qui est déplorable.

Notre première conclusion partielle est que la majeure du syllogisme, dont l'étude fait l'objet du présent paragraphe, n'est pas exacte.

En second lieu, la mineure de ce syllogisme a trait à l'application de la notion de personnalité juridique. Elle pose que, dans le cas où l'on admet que l'addition du décret permet d'imposer, en sus de ce qui a été précisé par la loi, les sociétés étrangères possédant une exploitation en France et seulement celles-là, la personnalité juridique de la filiale française forme écran à l'égard de la société étrangère.

Prenant la notion de personnalité juridique dans toute sa pureté, et la faisant intervenir rigoureusement, cet effet d'écran est assuré. C'est là le côté juridique de la situation : en Droit pur, la mineure du syllogisme est absolument exacte.

(1) Cass. civ., 29 août 1881, D.P., 1883, 1, 97 : p. 103, 2^e col., 37^e ligne. — S., 1882, I, 181.

(2) Albert WAHL : « Traité du Régime Fiscal des Sociétés et des Valeurs Mobilières », Paris, 1909, n° 2788.

(3) Mémoire de M^e COUTARD dans l'affaire Boston Blacking & Co., actuellement pendante devant la Cour de cassation.

Finalement, la majeure partie du syllogisme étant inexacte en même temps que sa mineure est exacte, sa conséquence est certainement inexacte. Il n'est pas exact que : L'existence de la personnalité juridique de la filiale française empêche la société étrangère de se trouver dans la situation nécessaire pour être imposée par application de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre de la même année, en supplément de ce qui est dû à raison de la circulation de titres en France.

Et nous avons vu que *si l'on admet* : 1° que ladite loi permet cette imposition supplémentaire, et, en outre, 2° que la condition nécessaire et suffisante de l'imposition supplémentaire soit celle que ledit décret a voulu définir par les termes : « avoir pour objet des biens situés en France », comme cette condition complète, très mal définie par ces termes, il est vrai, est cependant a priori plus large que la condition de « posséder une exploitation en France », il existe au delà de la frontière du domaine restreint de cette condition-ci, qui d'après l'arrêt de la Cour de cassation serait simplement suffisante, et le domaine large de la condition qu'a voulu définir le décret, une zone du domaine large où ne jouerait pas ce que nous avons appelé l'effet d'écran, c'est-à-dire où la société étrangère ne serait pas mise à l'abri de l'impôt considéré par la personnalité juridique de la filiale française.

En bref, moyennant les deux hypothèses que nous venons de rap-peler, il existerait un domaine où l'imposition double serait légale.

Au surplus, l'Administration de l'Enregistrement va, à présent, jusqu'à prétendre que, pour une société étrangère, simplement posséder des valeurs mobilières d'une filiale française c'est en réalité posséder une exploitation en France, de sorte que cela met cette société étrangère dans la situation qui suffirait, d'après la jurisprudence actuelle, pour qu'elle soit imposable au titre de l'impôt supplémentaire considéré. De récentes décisions judiciaires ont été déterminées par l'avis que ledit impôt devait bien atteindre la société étrangère possédant des intérêts dans une société française à moins que ces intérêts ne soient de simples placements (1). Il est d'une évidence logique que si les tribunaux adoptaient cette thèse extrême de l'Administration, ils seraient conduits, par la jurisprudence que nous venons de rappeler, à l'imposition double dans tous les cas d'une participation, de quelque nature quelle soit, de la société étrangère, à l'égard de la filiale française.

(1) Lille, 22 octobre 1926 : R.E., 8480.
Versailles, 1^{er} décembre 1926 : R.E., 8860.
Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.
Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.
Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.
Seine, 15 février 1929 : R.E., 9088.
Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.
Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.
Nice, 30 novembre 1932 : R.E., 10034.
Versailles, 27 juin 1934 : R.E., 10540.

§ 6. — Conclusion.

Les deux critiques qui viennent d'être développées nous ont, l'une et l'autre, fait constater :

- 1° que l'application de la notion de personnalité juridique ne suffit pas pour trancher la question : imposition double ou imposition unique, laquelle des deux est légale ?
- et 2° que c'est ailleurs que dans cette notion qu'il faut chercher la réponse à cette question, que c'est la juste interprétation des textes de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre de la même année qui doit la donner, la juste interprétation étant bien entendu celle qui traduit la volonté que le législateur a exprimée au cours des débats parlementaires.

*
**

A propos de la première de ces deux constatations, rappelons que, pour les sociétés commerciales, à l'exclusion des sociétés en participation, la notion de personnalité juridique correspond à une fiction. Cette notion fournit là une explication facile, ou, plus exactement, commode, à divers faits pratiques fondamentaux : autonomie du capital, acquisition d'un domicile, etc. — par exemple, l'autonomie du capital social, conséquence de la personnalité juridique, est le concept explicatif de l'affectation du patrimoine social au paiement des seuls créanciers sociaux, à l'exclusion des créanciers personnels des associés.

M. le Professeur PERCEROU a fait observer que cette fiction conduit à certaines conséquences pratiquement inadmissibles. Il s'ensuit que chacune des conséquences particulières devra être passée au crible du bon sens, afin de n'être consacrée juridiquement que s'il y a lieu (1).

En allant au fond des choses, il apparaît que la SOCIÉTÉ COMMERCIALE, bien qu'étant personne morale, ne représente que des droits et des intérêts individuels. Cela fait comprendre que l'Administration cherche à aller, derrière la façade de la personnalité juridique, jusqu'aux résultats pratiques obtenus par les associés ; dans le cas qui nous occupe à la présente section, qu'elle cherche à aller jusqu'aux profits retirés par la société mère ou participante étrangère, de l'activité de la filiale.

L'Administration est d'autant plus justifiée à adopter pareille attitude qu'elle a souvent été amenée à la conviction que l'une au moins des circonstances suivantes avait lieu, en fait sinon en apparence :

- 1° la société mère est propriétaire de la filiale ;

(1) Cours de Droit Commercial, Faculté de Droit de Paris. — 1929-1930.

2° la société mère a imposé à la filiale, par les conventions passées entre elles, des conditions commerciales empêchant la filiale d'accuser des bénéfices, lesdites conventions n'étant avantageuses que pour la société mère étrangère.

La seconde de ces circonstances ayant lieu, les bénéfices provenant vraiment de l'activité propre de la filiale échappaient jusqu'ici à toute taxation française, tant à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux qu'à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

C'est en vue d'atteindre ces bénéfices particuliers qu'aujourd'hui l'Administration prend les mesures exposées ci-dessous.

Afin de pouvoir appliquer l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'Administration française des Contributions directes procède à un redressement de la comptabilité, en vue de faire apparaître le bénéfice réel ; ses procédés de redressement ont été consacrés par la loi du 31 mai 1933, en son article 76 (1). Notons que des mesures analogues, de rectification des bénéfices déclarés, existent dans la plupart des pays étrangers, notamment en Allemagne, aux Etats-Unis, et dans le Royaume-Uni (2).

Dans tous les cas l'Administration de l'Enregistrement applique l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières en pratiquant l'imposition double : elle réclame cet impôt à la fois sur les dividendes et autres éléments imposables distribués par la filiale, et sur une quotité des dividendes et autres éléments imposables distribués par la société mère

(1) Loi du 31 mai 1933, art. 76 :

« Pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû par les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises situées hors de France, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen, sont incorporés aux résultats accusés par les comptabilités. Il est procédé de même à l'égard des entreprises qui sont sous la dépendance d'une entreprise ou d'un groupe possédant également le contrôle d'entreprises situées hors de France.

« A défaut d'éléments précis pour opérer les redressements prévus à l'alinéa précédent, les produits imposables sont déterminés par comparaison avec ceux des entreprises similaires exploitées normalement. »

(2) Werner PAASCHE, in « L'imposition des entreprises étrangères et nationales » : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur en Allemagne » (p. 78 et suiv.) — Société des Nations, Genève, 1932.

Joseph WEARE et M. L. McMORRIS, in « L'imposition des entreprises étrangères et nationales » : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique » (p. 173 et suiv.) — Société des Nations, Genève, 1932.

E. W. VERITY, in « L'imposition des entreprises étrangères et nationales » : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur dans le Royaume-Uni » (p. 286 et suiv.) — Société des Nations, Genève, 1932.

MITCHELL B. CARROLL : « Rapport sur les Méthodes de Ventilation des revenus imposables » (p. 56 et suiv.). — Société des Nations, Genève, 1933.

étrangère (1). L'imposition portant sur la distribution faite par la société mère étrangère permet à l'Administration de l'Enregistrement d'atteindre, au moins une fois, les produits de l'exploitation de la filiale française.

Nous avons vu que pour être amené à cette imposition double il faut, d'une part, reconnaître, explicitement ou implicitement, la personnalité juridique de chacune des deux sociétés, et, d'autre part, vouloir appliquer à la société étrangère, mère ou participante, les dispositions illégalement extensives du décret du 6 décembre 1872 ; vu cette seconde condition, la manière de faire de l'Administration n'est pas là fondée en Droit, ainsi que nous l'avons déjà dit.

Au sujet de la personnalité juridique, ajoutons que, admise en matière civile et en matière commerciale, elle est en matière fiscale tantôt reconnue, tantôt exclue (2).

Par exemple, l'article 37 de la loi du 28 février 1933 prévoit que la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires (taxe qui n'atteint que les contribuables réalisant au minimum un million d'affaires et, ce qui est très important ici, comme on va le voir immédiatement, taxe dont le taux est progressif) sera établie « au nom de la société mère pour l'ensemble des affaires réalisées par elle et par ses filiales, ... », faisant ainsi, relativement à ladite taxe, complètement abstraction de la personnalité juridique des diverses sociétés filiales.

Par contre, dans les sociétés de capitaux, la perception successive de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ne peut se justifier qu'en faisant état de la personnalité juridique de la société, distincte de celle de ses actionnaires : « ces deux impôts sont réputés atteindre deux contribuables différents : d'abord, la société en raison des bénéfices qu'elle

(1) Lille, 22 octobre 1926 : R.E., 8480.
Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.
Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.
Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.
Seine, 15 février 1929 : R.E., 9088.
Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.
Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.
Nice, 30 novembre 1932 : R.E., 10034.
Cass. civ., 28 avril 1933 : R.E., 9937.
Bordeaux, 26 juin 1933 : R.E., 10106.
Versailles, 27 juin 1934 : R.E., 10540.

(2) René CASSIN : Cours d'Enregistrement (Doctorat) professé à la Faculté de Droit de Paris, 1930-1931, « Les superpositions d'impôts en matière de sociétés et valeurs mobilières », § Atteintes portées par la loi aux conséquences juridiques normales de la personnalité juridique des sociétés, p. 117.

réalise, ensuite, les actionnaires en raison de l'enrichissement qu'ils retirent de la distribution de ces bénéfices. » (1).

En ce qui concerne les filiales françaises et les sociétés étrangères, mères ou participantes, le Fisc français reconnaît — et a tout intérêt à reconnaître — la personnalité juridique de *chacune* de ces sociétés, afin, d'une part, de pouvoir taxer la filiale en tant que société française, c'est-à-dire de percevoir sur elle : les droits d'enregistrement, lors de sa constitution, les droits de timbre, de transmission et de transfert, ainsi que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et afin, d'autre part, de pouvoir réclamer également à la société étrangère l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Faisons remarquer que si l'on méconnaissait la personnalité juridique de la filiale, en déclarant cette société fictive ou personne interposée, la conclusion logique suivante s'imposerait : la société étrangère, mère ou participante, est seule à taxer (2).

Les considérations ci-dessus confirment la conclusion déjà obtenue : la notion de personnalité juridique ne peut pas utilement intervenir pour déterminer la décision cherchée.

Invoquer une notion qui n'est pas érigée en principe immuable et dont les conséquences ne sont pas rigoureusement consacrées, c'est s'appuyer sur des données incertaines, dont chacune des parties intéressées peut se prévaloir pour des fins opposées, chacune dans son propre intérêt. C'est bien ce qui a lieu : M. René CASSIN, dans son cours de la Faculté de Droit de Paris (3), a montré comment la personnalité juridique est utilisée tour à tour par les Particuliers contre l'Administration et par l'Administration contre les Particuliers. Une saine justice ne peut donc pas être déterminée par la seule notion de la personnalité juridique.

★ ★

Il reste à savoir si une société étrangère qui possède une participation dans une société française tombe sous le coup de la loi du 29 juin

(1) Jean GUILLET et Roger PIERRE, in « L'Imposition des entreprises étrangères et nationales » : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur en France » (p. 251) — Société des Nations, Genève, 1932.

René CASSIN : Cours d'Enregistrement (Doctorat) professé à la Faculté de Droit de Paris, 1930-1931, « Les superpositions d'impôts en matière de sociétés et valeurs mobilières », § Conséquences fiscales de la personnalité juridique des sociétés, p. 111.

(2) PILON : Mémoire présenté à la Chambre des Requêtes de la Cour de cassation dans l'affaire Boston Blacking & Co.

Jean MICHEL : « Les participations de sociétés étrangères dans les entreprises françaises et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières », Journal du Droit International, Paris, 1929, p. 582.

Pierre LEPAULLE : « La double imposition des sociétés étrangères en France sur le revenu des valeurs mobilières », Revue de Droit International Privé, Paris, 1932, p. 496.

(3) Op. cit.

1872 qui a institué l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ou du moins sous celui du décret du 6 décembre 1872 rendu pour l'exécution de cette loi.

Pour arriver à savoir cela, il est indispensable de rechercher les significations avec lesquelles doivent être exactement pris les textes de cette loi et de ce décret ; et à cet effet il faut se reporter à tous les débats parlementaires qui ont préparé et finalement donné ladite loi, et aussi, cela va de soi, fait connaître l'esprit et l'intention que le rédacteur dudit décret devait respecter.

Le législateur est une collectivité, ainsi que cela a été récemment rappelé par M. André LIESSE, Membre de l'Institut (1). Nous entendons par l'esprit *du* législateur, ou par l'intention *du* législateur, l'esprit ou l'intention qu'ont explicitement exprimés ceux qui ont rapporté devant l'assemblée législative le projet qu'elle a voté et ceux qui ont appuyé ce projet au cours des débats parlementaires qui ont conduit à son vote.

(1) « Les déclarations des Droits de l'Homme et les événements actuels », in *Journal des Débats* — 19 juillet 1936.

DEUXIÈME PARTIE

Étude critique des Textes fondamentaux et de la Jurisprudence

LOI DU 29 JUIN 1872. — DECRET DU 6 DECEMBRE 1872.

Les textes fondamentaux relatifs à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sont :

la loi du 29 juin 1872 qui a établi en France cet impôt,

et le décret du 6 décembre 1872 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi.

Etant donnée l'importance de ces deux textes, nous en ferons une étude aussi approfondie que possible, du moins en leurs parties se rapportant aux sociétés étrangères qui sans avoir de titres circulant en France s'y livrent à des opérations commerciales ou industrielles, ou, en reprenant l'expression même du décret du 6 décembre 1872, « qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France ».

TITRE PREMIER

LOI DU 29 JUIN 1872 RELATIVE A L'IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES

CHAPITRE PREMIER

SECTION I.

Historique.

Pendant longtemps la terre a été la forme par excellence de la richesse. Sous l'ancien régime elle constituait à peu près la seule matière fiscale, en fait d'impôts directs.

En 1848, alors que la cote de la bourse de Paris s'était déjà ouverte à de nombreuses valeurs, les socialistes commencèrent leur campagne contre la richesse mobilière (1). Cela a conduit au vote de lois sur les valeurs mobilières.

Les taxes principales frappant ces valeurs ont été créées par les lois suivantes :

- loi du 5 juin 1850, qui établit, en son titre II, un *droit de timbre* sur les valeurs mobilières françaises ;
- loi du 23 juin 1857, qui établit un *droit de transmission* sur les mêmes valeurs (art. 6) ;
l'article 9 de cette loi étend ce droit, ainsi que le droit de timbre créé par la précédente loi, aux titres émis par les sociétés étrangères ;
- loi du 30 mars 1872, qui étend les droits de timbre et de transmission aux titres émis par les collectivités publiques étrangères (art. 1^{er}, 4^e alin.) ;
- loi du 29 juin 1872, qui, par son article 1^{er}, a créé l'*impôt*

(1) Edgard ALUX, *Traité élémentaire de Science des finances et de Législation financière française*, 6^e éd., Paris, 1931, p. 657.

sur le revenu des valeurs mobilières, et, par son article 4, a appliqué cet impôt aux valeurs mobilières étrangères.

★
★★

Cette loi du 29 juin 1872 a été suscitée par les difficultés budgétaires qu'après la guerre de 1870 l'Assemblée nationale a rencontrées.

Le 31 août 1871, M. Casimir Périer déposa sur le bureau de l'Assemblée, au nom de la commission sur le budget rectifié de l'exercice 1871, un rapport et un projet de loi, en vue d'établir un impôt sur les divers revenus produits par : les valeurs mobilières françaises et étrangères (classe A) ; les pensions, les traitements et salaires (classe B) ; les intérêts des créances (classe C) ; les bénéfices commerciaux et les produits nets de toutes les professions (classe D) (1). Ce projet fut discuté au cours des mois de décembre 1871 et janvier 1872.

La discussion porta d'abord sur un amendement présenté par M. WOŁOWSKI, qui proposa l'établissement d'un impôt général sur le revenu, analogue à l'« income tax » de l'Angleterre. L'Assemblée repoussa cette proposition, par la raison que l'income tax exigeait, de la part du contribuable, une déclaration personnelle, et que le contrôle d'une telle déclaration serait, vu son caractère inquisitorial, profondément antipathique au caractère français (2).

Le 9 décembre 1871, M. THIERS, président de la République française, et M. POUYER-QUERTIER, ministre des finances, présentèrent à l'Assemblée un projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1872 (3). Ce projet prévoyait notamment un impôt sur le revenu des valeurs mobilières, françaises et étrangères, comprises dans la classe (A) du projet élaboré par la commission de 1871.

Après avoir émis un avis défavorable aux impôts présentés par le Gouvernement (4), la commission du budget de 1872 revint à l'examen de la question, et ses travaux aboutirent à la présentation d'un rapport général (5), et de trois rapports spéciaux : 1° sur les valeurs mobilières

(1) J. off. du 30 septembre 1871, p. 3745 à 3809, Annexe 575 (Séance du 31 août 1871) : Rapport fait au nom de la commission sur le budget rectifié de l'exercice 1871, présenté par M. Casimir PÉRIER, membre de l'Assemblée nationale.

(2) J. off. du 28 décembre 1871, p. 5297 : Séance de l'Assemblée nationale du 27 décembre 1871.

(3) J. off. du 23 décembre 1871, p. 5200, Annexe n° 689 (Séance du 9 décembre 1871).

(4) J. off. du 7 janvier 1872, p. 104 : Séance de l'Assemblée nationale du samedi 6 janvier 1872.

(5) J. off. du 6 juin 1872, p. 3785, Annexe n° 1157 (Séance du 18 mai 1872).

comprises dans la classe (A) du projet primitif (1) ; 2° sur le chiffre des affaires (2) ; 3° sur les créances hypothécaires (3).

Le rapport relatif à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières fut présenté suivi d'un projet de loi, à l'Assemblée, dans sa séance du 25 mai 1872, par M. DESEILLIGNY.

Le rapport sur le produit des affaires fut déposé le 22 mai 1872, et le rapport sur le revenu des créances hypothécaires, le 29 du même mois.

Au sujet des trois propositions correspondantes, le gouvernement et la commission se trouvèrent d'abord séparés par des divergences d'opinion. L'accord ne se produisit que le 26 juin 1872 (4).

A sa séance du 28 juin, l'Assemblée nationale adopta la loi qui grevait d'une contribution, de 2 %, le revenu des créances hypothécaires ; cette loi fut abrogée avant toute mise en exécution, par l'article 20 de la loi du 20 décembre 1872.

A cette même date du 28 juin 1872, M. DESEILLIGNY présenta, au nom de la commission du budget de l'exercice 1872, un rapport supplémentaire et un nouveau projet de loi sur les valeurs mobilières (5). Ce nouveau projet fut adopté par l'Assemblée nationale le 29 juin 1872.

La loi du 29 juin 1872 atteint :

- les revenus des capitaux engagés dans les sociétés françaises, sous forme d'actions, d'obligations, d'emprunts, de parts d'intérêt, ou de commandites (art. 1^{er}) ;
- les revenus des capitaux prêtés aux départements, communes et établissements publics français (art. 1^{er}) ;
- les revenus des capitaux engagés dans les sociétés étrangères, ou prêtés aux collectivités publiques étrangères, sous forme d'actions, d'obligations, de titres d'emprunts,

(1) J. off. du 7 juin 1872, p. 3824, Annexe n° 1175 (Séance du 25 mai 1872) : Rapport fait, au nom de la commission du budget, sur les impôts restant à voter (valeurs mobilières), par M. DESEILLIGNY, membre de l'Assemblée nationale.

Et ci-après, Texte n° 1.

(2) J. off. du 7 juin 1872, p. 3817, Annexe n° 1163 (Séance du 22 mai 1872).

(3) J. off. du 11 juin 1872, p. 3918, Annexe n° 1184 (Séance du 29 mai 1872).

(4) J. off. du 27 juin 1872, p. 4315, 3^e col.

(5) J. off. du 16 juillet 1872, p. 4847, Annexe n° 1251 (Séance du 28 juin 1872) : Rapport supplémentaire fait au nom de la commission du budget de 1872 sur les valeurs mobilières, par M. DESEILLIGNY, membre de l'Assemblée nationale.

Et ci-après, Texte n° 2.

capitaux que M. DESEILLIGNY a caractérisés ainsi : « capitaux sortant de notre pays pour féconder au dehors des entreprises » (1).

Nous donnons à la section suivante le texte de cette loi, dans sa teneur primitive.

SECTION II.

Texte de la loi votée le 29 juin 1872 (2).

Extrait du Journal officiel du dimanche 30 juin 1872, p. 4401 :

« Versailles, 29 juin 1872

Loi relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Indépendamment des droits de timbre et de transmission établis par les lois existantes, il est établi, à partir du 1^{er} juillet 1872, une taxe annuelle et obligatoire :

1° Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature, des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création ;

2° Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées ;

3° Sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions.

Art. 2. — Le revenu est déterminé :

1° Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;

2° Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;

3° Pour les parts d'intérêt et commandites, soit par les délibérations des

(1) J. off. du 7 juin 1872, p. 3824, Annexe n° 1175 (Séance du 25 mai 1872) : Rapport fait au nom de la commission du budget sur les impôts restant à voter (valeurs mobilières), par M. DESEILLIGNY, membre de l'Assemblée nationale.

Et ci-après, Texte n° 1.

(2) Depuis la promulgation de ce texte des modifications y ont été apportées. Pour la rédaction actuelle, voir ci-après, Texte n° 3. En outre, la loi du 29 juin 1872 a été complétée par des lois subséquentes, que nous avons citées au cours de la Première Partie.

conseils d'administration des intéressés, soit, à défaut de délibération, par l'évaluation à raison de 5 p. 100 du montant du capital social ou de la commandite, ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente.

Les comptes rendus et les extraits des délibérations des conseils d'administration ou des actionnaires seront déposés dans les vingt jours de leur date au bureau de l'enregistrement du siège social.

Art. 3. — La quotité de la taxe établie par la présente loi est fixée à 3 p. 100 du revenu des valeurs spécifiées en l'article 1^{er}.

Le montant en est avancé, sauf leur recours, par les sociétés, compagnies, entreprises, villes, départements ou établissements publics.

Pour l'année 1872, les revenus, intérêts et dividendes seront sujets à la taxe pour moitié seulement de leur montant, quelle que soit d'ailleurs l'époque à laquelle le paiement aura lieu.

À partir de la promulgation de la présente loi, le taux des droits et taxe établis par la loi du 23 juin 1857 et par celles des 16 septembre 1871 et 30 mars 1872, est réduit ainsi qu'il suit, savoir :

À 50 centimes par 100 francs pour la transmission ou la conversion des titres nominatifs.

À 20 centimes par 100 francs pour la taxe à laquelle sont assujettis les titres au porteur.

Ces droits et taxe ne sont pas soumis aux décimes.

Art. 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquiescement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Art. 5. — Chaque contravention aux dispositions qui précèdent et à celles du règlement d'administration publique qui sera fait pour leur exécution, sera punie conformément à l'article 10 de la loi du 23 juin 1857.

Le recouvrement de la taxe sur le revenu sera suivi, et les instances seront introduites et jugées comme en matière d'enregistrement.

Délibéré en séance publique, à Versailles, le 29 juin 1872.

Le président,
Signé : Jules GRÉVY.

Les secrétaires,
Signé : baron DE BARANTE, Francisque RIVE,
vicomte DE MEAUX, Paul DE RÉMUSAT,
marquis COSTA DE BEAUREGARD.

Le Président de la République,
A. THIERS.

Le ministre des finances,
E. DE GOULARD.

CHAPITRE II.

Valeurs françaises dont les revenus sont taxés par la loi du 29 Juin 1872

Dans son article premier, la loi du 29 juin 1872 « relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières » énumère les diverses sortes de revenus qu'elle impose, et indique les natures des « valeurs mobilières » dont les revenus seront atteints par la taxe qu'elle établit.

Par cet article premier elle vise :

1° les actions de toute nature des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles ;

2° les emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées ;

3° les parts d'intérêt (1) et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions.

Et par son article 4 elle vise :

« Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger »,

disposant dans cet article 4 que ces divers titres

« sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises. »

Ces derniers mots de l'article 4, lequel vise spécialement, de manière explicite, les valeurs étrangères, indiquent nettement qu'ailleurs, où rien n'est dit de la nationalité des valeurs imposées, la loi n'a visé que des valeurs françaises. Du reste, sur ce point tout le monde est d'accord et convient que l'article 1^{er} de la loi concerne uniquement des valeurs françaises : actions, emprunts, obligations, parts d'intérêt, commandites des sociétés, compagnies ou entreprises françaises, et emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics français.

(1) En vertu de la loi du 1^{er} décembre 1875, les parts d'intérêt des sociétés commerciales en nom collectif et, dans les sociétés en commandite simple, les parts des associés responsables, ne sont pas soumises aux dispositions de la loi du 29 juin 1872.

Telles sont les valeurs, françaises, que la loi a visées en son article 1^{er}. L'article 3 de la loi, par son premier alinéa, ainsi conçu :

« La quotité de la taxe établie par la présente loi est fixée à 3 p. 100 du revenu des valeurs spécifiées en l'article 1^{er}. »

(c'est nous qui soulignons), nous dit que les valeurs ci-dessus énumérées sont les seules valeurs françaises qui tombent sous le coup de la loi du 29 juin 1872.

Relevons que le législateur a voulu que l'impôt soit à la charge des possesseurs des valeurs visées par la loi.

Ce fait résulte de la rédaction du 2^e alinéa de l'article 3 de la loi, savoir :

« Le montant (de l'impôt) en est avancé, sauf leur recours, par les sociétés, compagnies, entreprises, villes, départements ou établissements publics. »

L'arrêt de la Cour de cassation du 6 juillet 1880 a consacré expressément cette règle par les attendus suivants :

« Attendu que la taxe de 3 pour 100 établie d'une manière générale par la loi du 29 juin 1872 sur les intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions de toute nature des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, atteint l'intégralité de ces produits, sur le montant desquels elle doit être calculée ;

« Attendu qu'il résulte de l'art. 3 de la loi précitée que cette taxe est une charge de l'action ou de l'actionnaire contre lequel cet article accorde un recours à la société, tenue, pour la facilité du recouvrement, d'en faire l'avance et de la payer au Trésor à la décharge de l'actionnaire ;

« Attendu que ce paiement qui, lorsque la société exerce son recours, vient en déduction du dividende distribué aux actionnaires, vient, au contraire, accroître ce dividende, et constitue un produit de l'action, lorsque la société, au lieu d'exercer son recours, prend à sa charge le paiement de la taxe et en fait profiter l'actionnaire en l'acquit duquel le paiement a été effectué et qui reçoit alors son dividende sans aucune déduction ;

« Que, dans ce cas, le revenu de l'action se trouvant augmenté du montant de la taxe dont la société a fait remise à l'actionnaire, ce montant doit entrer en ligne de compte pour la liquidation de l'impôt, et donne lieu, par conséquent, à une perception supplémentaire lorsque, par suite d'une déclaration inexacte ou incomplète, l'impôt a été insuffisamment perçu ; » (1)

Et c'est pourquoi si, lors d'une distribution de dividende, la société n'use pas du recours que lui accorde la loi, c'est-à-dire si elle garde à sa charge l'impôt considéré, l'Administration de l'enregistrement estime qu'il y a de ce fait accroissement du dividende distribué, ce qui la conduit à appliquer à cette distribution faite nette de l'impôt un taux supérieur à celui frappant la distribution brute, c'est-à-dire la distribution de laquelle l'impôt sera déduit (2).

(1) Cass. civ., 6 juillet 1880 : D. P., 1880, 1, 393. — S., 1880, 1, 478.

(2) Voir ci-dessus, p. 24 et suiv.

CHAPITRE III.

Valeurs étrangères dont les revenus sont taxés par la loi du 29 Juin 1872

Les valeurs étrangères sont visées par la loi du 29 juin 1872, en son article 4, dont les trois premiers alinéas sont ainsi conçus :

« Art. 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

« Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

« Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social. »

On voit que le premier alinéa de l'art. 4 de la loi a eu pour unique objet de définir explicitement les natures des valeurs étrangères que la loi a visées, savoir :

1^o les actions des sociétés, compagnies, entreprises et corporations étrangères ;

2^o les obligations et titres d'emprunts des villes, provinces, établissements publics étrangers, ainsi que des sociétés, compagnies, entreprises et corporations étrangères.

Si nous comparons cette énumération avec celle que la loi donne en son article 1^{er}, pour les valeurs françaises qu'elle a visées, nous remarquons que, en dehors des *titres*,

les emprunts,

les parts d'intérêt,

et les commandites,

alors qu'ils figurent parmi les valeurs françaises visées, ne figurent pas parmi les valeurs étrangères. Alors que pour les valeurs françaises visées, à l'article 1^{er}, la « désignation comprend des valeurs qui ne sont représentées par aucun titre particulier susceptible de circulation et de négociation », remarque faite par l'Administration de l'enregistrement (1), pour les valeurs étrangères visées, à l'article 4, la désignation ne comprend aucune valeur qui n'est pas représentée par un titre particulier susceptible de circulation et de négociation. La raison de la

(1) Cass. civ., 29 août 1881 : J. E., art. 21727, Mémoire présenté par l'Administration de l'enregistrement.

Cass. civ., 19 février 1894 : R. E., 658, Mémoire présenté par l'Administration de l'enregistrement, p. 216.

différence entre les deux désignations est que, comme nous le montrons plus loin (p. 139), en ce qui concerne les valeurs étrangères le législateur n'a visé *que des titres susceptibles de circulation et de négociation sur le marché français*.

Il ne saurait être contesté que ceux qui ont eu en vue l'application de la loi et ceux qui ont eu à l'appliquer devaient tous tenir compte de cette différence.

Et, en effet, tout d'abord, les lois fiscales doivent être interprétées littéralement, en vue d'éviter le risque d'un arbitraire variable.

Ensuite, il importe de respecter la volonté du législateur ; pour les valeurs mobilières étrangères, il n'a pas visé celles ne se présentant pas sous forme de titres négociables.

Il nous apparaît que les seules valeurs mobilières étrangères atteintes par la loi sont strictement celles que le législateur a indiquées dans l'alinéa 1^{er} de l'article 4, et seulement si elles se trouvent dans les conditions précisées par l'alinéa 2 de ce même article 4.

Contrairement à cela, la jurisprudence et la plupart des auteurs considèrent que cette différence entre les natures des valeurs mobilières françaises et celles des valeurs étrangères n'est pas à retenir. Les deux raisons qui ont été énoncées, et qui le sont encore, à l'appui de cette thèse, sont les suivantes :

1^o L'alinéa 1^{er} de l'article 4, pour être correctement interprété, serait à rapprocher de l'article 1^{er}, auquel il se référerait ;

2^o L'alinéa 1^{er} de l'article 4 devrait être considéré comme une disposition indépendante de l'alinéa 2, et comme posant un « principe d'égalité », quant à l'assujettissement à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères et par suite entre « les sociétés françaises et les sociétés étrangères ».

Avec ces interprétations, la jurisprudence est arrivée à conclure :

- que les valeurs étrangères non expressément désignées par la loi de 1872 sont néanmoins soumises à l'impôt comme le seraient des valeurs françaises de même nature ;
- qu'en outre, les sociétés étrangères non expressément visées par la loi, c'est-à-dire les sociétés qui sans avoir de titres circulant en France y manifestent leur existence d'une manière quelconque, sont visées par ledit impôt comme le seraient des sociétés françaises ;
- que le décret du 6 décembre 1872 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 29 juin 1872, en assujettissant expressément à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières « les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeu-

bles situés en France », lesquelles ne sont pas mentionnées dans la loi du 29 juin 1872, n'a cependant fait qu'exprimer la pensée du législateur de 1872.

Dans les deux sections qui suivent nous montrerons que les deux raisons rappelées ci-dessus ne sont pas fondées, et que, par conséquent, les conclusions qui en ont été tirées sont sans valeur.

SECTION I.

Sur le rapprochement qui a été fait de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 et de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872.

M. Paul PONT est un des premiers jurisconsultes qui ont invoqué les raisons que nous venons d'indiquer.

M. Paul PONT, membre de l'Institut, conseiller à la Cour de cassation, puis président de cette Cour, auteur d'un traité sur les sociétés (1), a relativement à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, dû en France par les sociétés étrangères, et à la suite du décret du 6 décembre 1872 rendu pour l'exécution de cette loi, ouvert la voie dans laquelle la Cour de cassation s'est engagée dès 1879, et dans laquelle elle a persévéré. L'autorité de ce jurisconsulte a été telle que la plupart des auteurs se sont contentés de reproduire les arguments qu'il avait énoncés.

M. Paul PONT ayant été rapporteur dans les pourvois présentés à ce sujet devant la Cour de cassation, pourvois qui ont donné lieu aux arrêts des 22 avril 1879 et 29 août 1881 (2), arrêts fondamentaux en la matière, la Cour a adopté ses conclusions. Depuis, la Cour de cassation n'a pas modifié son avis et elle en a fait l'application aux cas nouveaux qui lui ont été présentés (3).

(1) Traité-Commentaire des Sociétés Civiles et Commerciales, 1880, Paris.

(2) Cass. civ., 22 avril 1879 : D.P., 1883,1,97/100. — S., 1879,1,325.

Cass. civ., 29 août 1881 : D.P., 1883,1,97/101. — S., 1882,1,181.

(3) Cass. req., 2 août 1886 : D.P., 1887,1,167. — S., 1887,1,329.

Cass. civ., 4 mai 1887 : D.P., 1888,1,231. — J.E., 22,838. — S., 1888,1,339.

Cass. req., 15 novembre 1899 : D.P., 1900,1,187. — R.E., 2253. — S., 1900,1,420.

Cass. req., 10 février 1903 : D.P., 1903,1,417. — R.E., 3278. — S., 1904,1,52.

Cass. req., 11 novembre 1903 : D.P., 1905,1,318. — R.E., 3470. — S., 1904,1,368.

Cass. civ., 14 décembre 1904 : D.P., 1906,1,491. — R.E., 3748. — S., 1905,1,471.

Cass. civ., 2 décembre 1908 : D.P., 1909,1,121. — R.E., 4721. — S., 1911,1,172.

Cass. req., 29 juillet 1913 : R.E., 5810.

Cass. civ., 28 avril 1933 : R.E., 9937.

En ce qui concerne plus spécialement le rapprochement que, selon M. Paul PONT, il y aurait lieu de faire entre l'alinéa 1^{er} de l'article 4, qui s'occupe des valeurs étrangères, et l'article 1^{er}, relatif aux valeurs françaises, cet auteur a précisé sa manière de voir dans une note publiée sous les arrêts de 1879 et 1881 sus-indiqués. De cette note nous extrayons le passage suivant, que nous avons annoté brièvement de place en place ; la réfutation des inexactitudes que présente cette note est développée plus loin.

1 « Il y a, en effet, une référence nécessaire » — sic —
2 « de l'art. 4, § 1^{er}, qui s'occupe des sociétés étrangères, à l'art. 1^{er}
3 « relatif aux sociétés françaises. Cela résulte avec évidence de la formule
4 « même de la disposition où il est dit que « les actions, obligations,
5 « « titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination...
6 « « sont soumis à une *taxe équivalente* à celle qui est établie par la loi
7 « « sur le revenu des valeurs françaises ». L'impôt du revenu étant
8 « établi sur les valeurs françaises par l'art. 1^{er} dans lequel, en
9 « effet, ces valeurs sont énumérées et précisées, il est évident que le
10 « paragraphe 1^{er} de l'art. 4 trouve sa mesure d'application dans l'art. 1^{er}
11 « auquel son expression même le relie. »

— il n'a pas à « trouver » sa mesure d'application dans un texte autre que le sien vu qu'il peut et par conséquent doit « la prendre » dans son propre texte, lequel ne renvoie quant à cette mesure à aucun autre, énumérant et précisant bien à lui seul les objets auxquels il doit s'appliquer —

12 « Or, les valeurs que vise cet article (art. 1^{er}) et sur lesquelles il établit
13 « l'impôt du revenu ce sont, non pas seulement les actions et les obli-
14 « gations, mais encore les *parts d'intérêt, les commandites ou les*
15 « *emprunts, non représentés par des titres*. Il est certain, en présence
16 « d'une telle disposition, et on ne le conteste pas, qu'une société fran-
17 « çaise, même n'eût-elle aucun titre en circulation, serait néanmoins
18 « tenue d'acquitter la taxe à raison de ses valeurs mobilières ou immo-
19 « blières » — sic — « comprises dans son capital social. Comment donc
20 « le revenu de valeurs similaires possédées et exploitées sur le sol fran-
21 « çais par une société étrangère, c'est-à-dire le produit réalisé en France
22 « de la portion du capital représentant la partie française de l'entreprise,
23 « pourrait-il être soustrait à l'impôt ? Le premier paragraphe de l'art. 4
24 « combiné » — sic — « avec l'art. 1^{er} y résiste invinciblement : il y a
25 « là une référence qui s'impose, une corrélation que le décret réglemen-
26 « taire a constatée » — sic — « et dont, sans rien ajouter » — sic —
27 « à la loi, il a tout simplement dégagé la conséquence nécessaire »
28 « — ? —. « Aussi, la cour suprême ne s'y est-elle pas trompée. Si, par
29 « l'arrêt ci-dessus, elle a refusé de consacrer l'affranchissement prétendu
30 « par une société étrangère dont l'existence en France était manifestée
31 « par ses opérations mêmes, c'est en se fondant, non point sur les
32 « commentaires ou les explications fournies par le décret réglementaire,
33 « mais sur le texte même de la loi, sur le paragraphe 1^{er} de l'art. 4
34 « dont, est-il dit dans les motifs de l'arrêt, « la formule compré-
35 « hensive » »

— la disposition de l'alinéa 1^{er} de l'art. 4 de la loi est énuméra-

tive, précise et définie, elle n'offre aucune élasticité, elle n'est pas « compréhensive » au sens de non limitative —

36 « « implique » — sic — « l'idée que non seulement les sociétés étran-
 37 « « gères qui ont des titres émis, cotés ou négociés en France, mais
 38 « « encore celles qui y possèdent des biens meubles ou immeubles
 39 « « servant à l'exploitation de leur entreprise, tombent sous le coup de
 40 « « la loi et doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises
 41 « « qui en dépendent ». La cour, sur la question d'exigibilité du droit,
 42 « prend ainsi cette dernière disposition dans le sens et avec la portée
 43 « que lui assigne la corrélation » — sic — « qui l'unit à l'art. 1^{er}; et
 44 « en cela, comme sur la question relative à la détermination du capital
 45 « impossible, elle est fidèle à la pensée du législateur » — (voir notre
 46 « critique) — « qui, en soumettant au même impôt et les sociétés fran-
 47 « çaises et les sociétés étrangères pour la partie française de l'entreprise,
 48 « a par cela même et nécessairement entendu qu'elles subiraient, les
 49 « unes et les autres, la charge de cet impôt dans des conditions d'égalité
 50 « complète. » — sic — (1).

Réfutation, en ce qui concerne le rapprochement considéré en la présente section.

La référence de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 à l'article 1^{er} de la loi, référence qui est apparue « nécessaire » à M. Paul PONT, ne présente nullement à nos yeux ce caractère de nécessité, et, qui plus est, elle n'a pas à être faite du point de vue où elle a été faite par M. Paul PONT.

Rappelons, en effet, que ces deux articles sont libellés comme suit :

Art. 1^{er}. — Indépendamment des droits de timbre et de transmission établis par les lois existantes, il est établi, à partir du 1^{er} juillet 1872, une taxe annuelle et obligatoire :

1^o Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature, des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création ;

2^o Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées ;

3^o Sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions ;

4^o Sur les bénéfices qui, par suite de dispositions statutaires, sont distribués aux membres des conseils d'administration des sociétés, compagnies et entreprises désignées aux paragraphes précédents » (2).

« Art. 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit

(1) D.P., 1883, 1, 97 : notes (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8) II, p. 98.

(2) L'alinéa 4^o de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 a été ajouté par la loi du 13 juillet 1911, art. 12. Ses dispositions ont été étendues, par la loi du 13 juillet 1925, art. 79, aux « prélèvements ne résultant pas d'une disposition statutaire obligatoire ».

d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi. »

On voit que le législateur de 1872 a bien pris soin d'énumérer les natures des valeurs qu'il entendait soumettre à l'impôt, cela tant à l'article 1^{er} qu'à l'article 4. Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer (p. 116), l'article 1^{er} concerne des valeurs françaises. Quant à l'article 4, il concerne des valeurs étrangères. Entre les deux énumérations, faites respectivement à l'article 1^{er} et à l'article 4, il y a une différence très nette ; cette différence ne peut vraiment pas être attribuée à une distraction ou à une négligence du législateur. Si celui-ci avait voulu soumettre à l'impôt les mêmes natures de valeurs, françaises d'un côté et étrangères de l'autre, il lui aurait suffi, pour les valeurs étrangères, soit de se référer expressément à l'article 1^{er}, soit de donner pour elles la même énumération que pour les valeurs françaises ; ce n'est pas cela qu'il a fait. Il faut donc s'en tenir strictement aux énumérations données, avec pour chacune l'attribution que lui assigne la loi, à l'article 1^{er} pour l'une : valeurs françaises, et à l'article 4 pour l'autre : valeurs étrangères.

Le texte de l'article 4 est très clair, il est précis, et il se suffit parfaitement à lui-même. Il ne demandait aucune interprétation, donc aucune interprétation ne devait en être faite. Or, c'est une interprétation de la fin de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 qui a conduit à la référence qu'a voulu défendre M. Paul PONT : cette référence n'est nullement prescrite par l'article 4. Et cette interprétation est très grave, parce qu'elle étend la portée des dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 4.

En un mot, la référence en question n'est pas défendable et elle constitue une erreur grave.

Enfin, relevons que lorsque la loi du 13 juillet 1911, art. 12, a ajouté, à l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872, l'alinéa 4^o, imposant les bénéfices distribués aux membres des conseils d'administration, cet alinéa supplémentaire n'a pas été appliqué aux bénéfices attribués aux membres des conseils d'administration des sociétés étrangères mentionnés à l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de la loi de 1872. C'est par un texte spécial (loi du 30 décembre 1916, art. 12) que les bénéfices distribués aux membres des conseils d'administration des sociétés étrangères, domiciliés ou résidant en France, ont été atteints par l'impôt sur le

revenu des valeurs mobilières. Si, comme l'a prétendu M. Paul PONT, l'alinéa 1^{er} de l'article 4 trouvait nécessairement et par lui-même sa mesure d'application dans l'article 1^{er} de la loi, un texte spécial n'aurait pas été nécessaire pour étendre au cas des sociétés visées par cet article 4, sociétés étrangères, les dispositions de l'alinéa 4^o de l'article 1^{er}, édictées relativement aux sociétés françaises.

Le fait que l'on a dû créer le texte spécial en question suffit à lui seul pour prouver que ce qui est frappé relativement aux sociétés françaises par l'article 1^{er} n'est pas nécessairement, par le seul jeu de l'article 4, frappé aussi relativement aux sociétés étrangères ; pour prouver, donc, que l'article 4 ne prend pas sa mesure d'application dans l'article 1^{er}.

On voit par là que les mots « taxe équivalente », de la fin de l'alinéa 1^{er} de l'article 4, ne se rapportent nullement aux valeurs taxées, respectivement par les articles 1^{er} et 4, ce qui établit bien que ces mots se rapportent simplement à la *taxe* : l'équivalence est édictée pour la taxe, non pour la taxation, puisque la loi ne veut pas l'équivalence quant aux valeurs dont les revenus sont taxés : valeurs françaises d'un côté (art. 1^{er}) et valeurs étrangères de l'autre (art. 4).

Critique complémentaire des idées contenues dans l'extrait de la note de M. Paul PONT.

Au sujet de la note de M. Paul PONT, soulignons les inexactitudes et erreurs suivantes, sur lesquelles nous aurons à revenir par la suite (1) :

Lignes 15 à 23 (2) : « Il est certain, en présence d'une telle disposition, et on ne le conteste pas, qu'une société française, même n'eût-elle aucun titre en circulation, serait néanmoins tenue d'acquitter la taxe à raison de ses valeurs mobilières ou immobilières comprises dans son capital social. Comment donc le revenu de valeurs similaires possédées et exploitées sur le sol français par une société étrangère, c'est-à-dire le produit réalisé en France de la portion du capital représentant la partie française de l'entreprise, pourrait-il être soustrait à l'impôt ? »

Réplique :

a) Aucune société française n'est tenue d'acquitter l'impôt *sur le revenu des valeurs mobilières* « à raison de ses valeurs mobilières ou immobilières comprises dans son capital social ». La composition du capital social n'a rien à faire avec l'impôt en question.

La société n'est pas elle-même atteinte par cet impôt : ledit impôt frappe exclusivement les bénéficiaires des revenus *distribués*. C'est cette

(1) Lorsque nous étudierons en détail le texte du décret du 6 décembre 1872, rendu pour l'exécution de la loi du 29 juin 1872, nous montrerons que toutes ces inexactitudes et erreurs ont leur origine dans ledit décret.

(2) Les numéros de référence des lignes de l'extrait de la note de M. Paul PONT ont été mis en marge de cet extrait.

distribution qui est le fait générateur de l'impôt, ce qui prouve que l'impôt ne porte pas sur les « valeurs mobilières ou immobilières comprises dans le capital social », mais qu'il porte seulement sur les *revenus distribués*.

A l'égard de l'impôt considéré, la société n'est tenue qu'à en faire l'avance pour le compte des bénéficiaires de ladite distribution.

b) En considérant expressément la taxe comme se rapportant, non seulement aux valeurs mobilières, mais aussi aux valeurs *immobilières*, M. Paul PONT montre que pour lui la loi ne vise pas uniquement les revenus de valeurs mobilières, mais qu'elle vise d'une manière générale des *revenus de BIENS*.

C'est là une pure extension des dispositions de la « Loi relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières ». Cette loi ne vise aucune valeur immobilière — voir son texte.

Le fait qu'il y a là une extension de la portée de la loi est confirmé péremptoirement, comme nous le verrons plus loin, par l'examen attentif de tous les débats parlementaires qui ont conduit au vote de cette loi.

Et c'est en se servant de cette extension de la portée de la loi, due à un captieux passage, extensif, des *valeurs mobilières* aux *biens* en général, que l'on a plaidé en faveur de l'application aux sociétés étrangères des dispositions de l'article 1^{er}, application vicieuse, nous l'avons montré, et aussi que les tribunaux ont motivé des jugements dans ce sens, défendant et consacrant ainsi le décret du 6 décembre 1872, qui a introduit insidieusement ladite extension, en parlant de « biens meubles ou immeubles ».

Ligne 45 : « L'auteur atteste la fidélité de la Cour de cassation « à la pensée du législateur ».

Réplique :

Il résulte de l'examen des débats parlementaires qui ont conduit au vote de la loi (voir plus loin, p. 134) que M. Paul PONT et, avec lui, la Cour de cassation ont attribué au législateur de 1872 une pensée que celui-ci n'a jamais exprimée au cours de ces débats parlementaires qui se sont cependant étendus sur une période de près d'un an et ont duré plusieurs mois.

Lignes 45 à 50 « la pensée du législateur qui, en soumettant au même impôt et les sociétés françaises et les sociétés étrangères pour la partie française de l'entreprise, a par cela même et nécessairement entendu qu'elles subiraient, les uns et les autres, la charge de cet impôt dans des conditions d'égalité complète. »

Réplique :

Que faut-il donc entendre ici par « des conditions d'égalité *complète* » (c'est nous qui soulignons), relativement à la charge de l'impôt,

sur les sociétés françaises d'une part et sur les sociétés étrangères de l'autre, plus exactement relativement à l'imposition des revenus des valeurs françaises d'une part et des revenus des valeurs étrangères de l'autre ?

Nous avons fait observer plus haut (p. 121 et suiv.) que le législateur a montré que l'article 4, visant les valeurs étrangères, n'a pas à prendre sa mesure dans l'article 1^{er}, lequel vise les valeurs françaises, et qu'il y a une différence entre l'article 1^{er} et l'article 4, quant à l'énumération des valeurs imposées.

★
★ ★

A ce qui précède, nous ajouterons que la Cour de cassation, dans ses arrêts rendus relativement à l'imposition en France des sociétés étrangères, n'a relevé que dans l'un de ses arrêts (1) que l'alinéa 1^{er} de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 était à rapprocher de l'article 1^{er} de cette même loi, mais qu'elle a toujours adopté les conclusions auxquelles M. Paul PONT a abouti, notamment :

- que les valeurs étrangères non expressément désignées par la loi de 1872 sont néanmoins soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières comme le seraient des valeurs françaises de même nature,
- qu'en outre, les sociétés étrangères non expressément visées par la loi, c'est-à-dire les sociétés qui sans avoir de titres circulant en France y manifestent leur existence d'une manière quelconque, sont visées par ledit impôt comme le seraient des sociétés françaises,

et cela en admettant un principe d'égalité qui lui a paru pouvoir être dégagé de l'alinéa 1^{er} de l'article 4.

Il nous reste à rechercher si ce principe d'égalité a été effectivement posé par le législateur de 1872, et, dans l'affirmative, avec quelle portée. Ce sera là l'objet de la section suivante.

SECTION II.

Sur le prétendu principe d'égalité entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères, et l'imposition qui en est tirée contre les sociétés étrangères ayant des biens en France.

La loi, du 29 juin 1872, qui a institué l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières vise, en son article 4, dans les trois premiers alinéas, les valeurs mobilières des sociétés étrangères.

(1) Cass. civ., 30 mars 1914 : R.E., 5992, p. 485, lig. 1 et 2.

Rappelons que cet article 4 est ainsi libellé :

« Art. 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

« Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

« Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

« Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi. ».

Confirmant l'esprit du décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi, décret rendu le 6 décembre 1872, la jurisprudence et la plupart des auteurs (1) ont émis l'avis que les deux premiers alinéas de l'article 4 « renferment des dispositions complètement distinctes et indépendantes » (2) et que le premier alinéa doit être interprété comme posant un principe d'égalité entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères devant la loi fiscale.

Dans différents arrêts de la Cour de cassation, nous relevons au sujet de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 les phrases suivantes :

« cette disposition (de l'alinéa 2) est indépendante de celle qui pose en principe l'égalité des sociétés françaises et des sociétés étrangères devant la loi fiscale » (3) ;

« lequel consacrant en principe l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères » (4) ;

« ces dispositions qui établissent l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères » (5).

(1) Paul PONT : D.P., 1883, I, 97, notes (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8) II, p. 98. T.A., 3^e éd., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n^o 75.

(2) Grasse, 18 février 1878 : D.P., 1883, I, 101. — S., 1882, I, 181 (sous Cass. civ.).

(3) Cass. civ., 4 mai 1887 : D.P., 1888, I, 231. — J.E., 22.838. — S., 1888, I, 339.

Cass. req., 15 novembre 1899 : D.P., 1900, I, 187. — R.E., 2253. — S., 1900, I, 420.

Cass. req., 11 novembre 1903 : D.P., 1905, I, 318. — R.E., 3470. — S., 1904, I, 368.

(4) Cass. civ., 29 août 1881 : D.P., 1883, I, 97, p. 103, col. 2, lig. 28. — S., 1882, I, 181.

Cass. req., 2 août 1886 : D.P., 1887, I, 167. — S., 1887, I, 329.

Cass. req., 10 février 1903 : D.P., 1903, I, 417. — R.E., 3278. — S., 1904, I, 52.

(5) Cass. civ., 14 décembre 1904 : D.P., 1906, I, 491. — R.E., 3748. — S., 1905, I, 471.

Cass. civ., 2 décembre 1908 : D.P., 1909, I, 121. — R.E., 4721. — S., 1911, I, 172.

Confirmant les termes du décret, de ce prétendu principe d'égalité la jurisprudence a déduit « que non seulement les sociétés étrangères qui ont des titres émis, cotés ou négociés en France mais encore celles qui y possèdent des biens meubles et immeubles servant à l'exploitation de leur entreprise, tombent sous le coup de la loi » (1) et cela pour les revenus de *toutes* les valeurs étrangères de même nature que les valeurs françaises qui se trouvent expressément visées par la loi (2).

Pour les raisons que nous allons développer ci-après, à nos yeux, au contraire, l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 ne doit pas être interprété comme une disposition « distincte et indépendante » de celle qui fait l'objet de l'alinéa 2 du même article, et, par suite, il ne saurait être interprété comme posant un principe général d'égalité entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères.

Le législateur de 1872 n'a parlé ni d'égalité ni d'équivalence entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères.

Il n'a cherché, en matière de valeurs étrangères, qu'à atteindre les possesseurs des valeurs étrangères qu'il énumérait : actions, obligations, titres d'emprunts ; il a voulu qu'à cet effet le revenu desdites valeurs étrangères soit frappé d'un impôt équivalent à celui qu'il a institué sur le revenu des valeurs françaises similaires.

Il n'a nullement visé les sociétés étrangères dont nous nous occupons, à savoir celles qui, suivant l'expression du décret du 6 décembre 1872, « ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France », c'est-à-dire celles qui, sans avoir de titres circulant en France,

(1) Cass. civ., 29 août 1881 : D.P., 1883, I, 97, p. 103. — S., 1882, I, 181.

(2) Cass. civ., 22 avril 1879 : D.P., 1883, I, 97/100. — S., 1879, I, 325.

Cass. civ., 29 août 1881 : D.P., 1883, I, 97/101. — S., 1882, I, 181.

Cass. req., 2 août 1886 : D.P., 1887, I, 167. — S., 1887, I, 329.

Cass. civ., 4 mai 1887 : D.P., 1888, I, 231. — J.E., 22.838. — S., 1888, I, 339.

Alger, 22 novembre 1890 : R.E., 658.

Cass. req., 15 novembre 1899 : D.P., 1900, I, 187. — R.E., 2253. — S., 1900, I, 420.

Rouen, 30 novembre 1899 : R.E., 2303.

Belley, 6 février 1901 : R.E., 2692.

Avesnes, 27 février 1901 : R.E., 2692.

Nantua, 15 mars 1901 : R.E., 2692.

Cass. req., 10 février 1903 : D.P., 1903, I, 417. — R.E., 3278. — S., 1904, I, 52.

Cass. req., 11 novembre 1903 : D.P., 1905, I, 318. — R.E., 3470. — S., 1904, I, 368.

Cass. civ., 14 décembre 1904 : D.P., 1906, I, 491. — R.E., 3748. — S., 1905, I, 471.

Cass. civ., 2 décembre 1908 : D.P., 1909, I, 121. — R.E., 4721. — S., 1911, I, 172.

Seine, 9 mars 1928 : R.E., 9160.

Versailles, 27 juin 1934 : R.E., 10540.

y ont soit une exploitation (succursale, agence), soit, suivant une récente extension donnée à l'expression « avoir pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France », une participation dans une société française (1).

D'après cela, la loi du 29 juin 1872 serait illégalement appliquée à ces sociétés étrangères.

Nous avons été conduite à ces différents points par :

1. La Comparaison des textes des lois suivantes, visant les valeurs mobilières étrangères : loi du 23 juin 1857, loi du 30 mars 1872, loi du 29 juin 1872 ;
2. Les Travaux et Discussions parlementaires qui ont préparé et amené le vote de la loi du 29 juin 1872 ;
3. L'Examen critique du texte de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, et la réfutation de l'interprétation adoptée par la jurisprudence ;
4. La Non-égalité de traitement en fait, à l'égard du fisc français, entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères ayant des biens en France sans y avoir de circulation de leurs titres.

La considération de ces quatre sortes d'éléments fait l'objet des quatre paragraphes qui suivent.

**§ 1. — Comparaison des textes des lois des 23 juin 1857,
30 mars 1872, 29 juin 1872,
lois fiscales visant les valeurs mobilières étrangères.**

Par l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 et l'article 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 30 mars 1872, le législateur a créé, à l'égard des valeurs mobilières étrangères, des droits de timbre et de transmission.

Par l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, il a créé, à l'égard des valeurs mobilières étrangères, un impôt sur le revenu.

Le rapprochement des textes correspondant à ces divers droits et impôt fait voir que pour créer ledit impôt le législateur a repris très exactement la rédaction qui avait été adoptée pour créer lesdits droits : il a repris non seulement le développement mais même les termes.

(1) Lille, 22 octobre 1926 : R.E., 8480.
Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.
Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.
Seine, 9 mars 1928 : R.E., 9160.
Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.
Seine, 15 février 1929 : R.E., 9088.
Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.
Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.
Cass. civ., 28 avril 1933 : R.E., 9937.
Bordeaux, 26 juin 1933 : R.E., 10106.
Versailles, 27 juin 1934 : R.E., 10540.

TEXTES RAPPROCHES

*Création des Droits de Timbre
et de Transmission sur les valeurs mobilières
étrangères.*

Loi du 23 juin 1857.

Art. 9.

Les actions et obligations émises par les sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, sont soumises, en France, à des droits équivalents à ceux qui sont établis par la présente loi et par celle du 5 juin 1850, sur les valeurs françaises; elles ne pourront être cotées et négociées en France qu'en se soumettant à l'acquittement de ces droits.

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

Le même règlement déterminera toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Loi du 30 mars 1872.

Art. 1^{er}. —
alin. 4 et 5:

Les titres émis par les villes, provinces et corporations étrangères, quelle que soit leur dénomination, et par tout autre établissement public étranger, seront soumis à des droits équivalents à ceux qui sont établis par la présente loi et par celle du 5 juin 1850 sur le timbre. Ils ne pourront être cotés ou négociés en France qu'en se soumettant à l'acquittement de ces droits.

Un règlement d'administration publique fixera pour ces titres le mode d'établissement et de perception de l'impôt, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital.

*Création d'un Impôt
sur le revenu
des valeurs mobilières
étrangères.*

Loi du 29 juin 1872.

Art. 4.

Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Cette fidèle reproduction, pour créer l'impôt sur le revenu, de la

rédaction par laquelle ont été créés les droits de timbre et de transmission, rend manifeste que le législateur a entendu que l'impôt sur le revenu soit appliqué exactement comme étaient appliqués les droits de timbre et de transmission, que l'application vise, pour celui-là et pour ceux-ci, exactement les mêmes cas : mêmes valeurs placées dans les mêmes conditions.

Cela est bien manifeste parce que l'application peut être exactement la même pour ledit impôt, d'une part, et pour lesdits droits, d'autre part, quelle que soit l'interprétation des textes en question que l'on veuille adopter. Rien dans la nature des choses n'impose une distinction dans l'interprétation à adopter pour la rédaction commune des trois textes ci-dessus rappelés, suivant que son application vise l'impôt sur le revenu ou qu'elle vise les droits de timbre et de transmission.

Or, quelle était l'interprétation déjà adoptée, relativement aux droit de timbre et de transmission, lorsqu'a été votée la loi du 29 juin 1872 ? C'était, tout naturellement d'ailleurs, nécessairement peut-on même dire, l'interprétation dans le sens strict, c'est-à-dire dans le sens où l'imposition n'a à frapper que les valeurs précisées par le texte de la loi et que lorsque ces valeurs se trouvent dans les conditions également précisées par ce même texte.

Il s'ensuit inévitablement que le texte que reproduit l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 doit, suivant la volonté du législateur qui l'a voté, être interprété là aussi dans le sens strict.

Par conséquent, le rédacteur du Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi, décret du 6 décembre 1872, n'a pas respecté la volonté du législateur, il a transgressé l'intention de celui-ci, lorsqu'il a interprété ledit article 4 dans un sens plus étendu que le sens strict, dans le sens large dirons-nous, c'est-à-dire dans un sens où l'imposition est à faire porter aussi sur des valeurs autres que celles qui sont précisées par le texte de l'article 4 en question, et sans avoir à tenir compte des conditions limitatives figurant à nouveau dans ce texte.

Et la jurisprudence qui a voulu consacrer cette interprétation dans le sens large s'est par là mise en faute.

Pour défendre l'adoption du sens large, on a prétendu que les mots « taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises », de juin 1872, posaient, entre les « sociétés » étrangères et les « sociétés » françaises, un principe d'égalité qui commandait l'extension faite. S'il en était bien ainsi, pourquoi donc les mots « droits équivalents à ceux qui sont établis par la présente loi et par celle du 5 juin 1850, sur les valeurs françaises » n'auraient-ils pas posé le même principe d'égalité, pourquoi donc la même extension n'aurait-elle pas été commandée par eux ? Or, c'est un fait que, bien que pratiquement possible, l'extension n'a pas été faite pour les droits créés par l'article 9 de la loi du 23 juin 1857.

Le prétendu principe d'égalité que poseraient certains mots, certaine expression, qui se trouvent exactement les mêmes dans la loi de 1857 et dans celle de 1872, serait donc un principe à éclipse, invisible lorsqu'on lit la loi de 1857 et apparent lorsqu'on lit celle de 1872, la rédaction lue étant pourtant la même dans les deux cas. Cette constatation suffit pour établir qu'il n'existe pas.

Ainsi, la comparaison des textes rappelés ci-dessus et la constatation des conditions d'application des lois du 23 juin 1857 et du 30 mars 1872 nous amènent à la conclusion suivante :

1. L'interprétation dans le sens large est indéfendable ;
2. L'interprétation à adopter — et cela tout naturellement — est l'interprétation dans le sens strict.

L'interprétation dans le sens strict a été adoptée dès le vote de la loi de 1857. Pour la perception des droits de timbre et de transmission auxquels sont soumises les valeurs étrangères, cette interprétation stricte n'a jamais été discutée, c'est encore aujourd'hui suivant elle que se fait la perception de ces droits, « droits équivalents » à ceux auxquels sont soumises les valeurs françaises similaires aux valeurs étrangères précisées par la rédaction unique qui vient d'être considérée ; c'est ainsi que jamais ces droits n'ont été réclamés aux sociétés étrangères qui possèdent en France des biens meubles ou immeubles mais n'ont pas de titres y circulant.

Le mot « équivalent » figurant dans la rédaction unique considérée y a un sens très net, très clair, direct et immédiat ; il s'y applique *aux impôts créés*, droits de timbre et de transmission ou impôt sur le revenu. C'est par un pur arbitraire qu'on a voulu le détourner, et seulement pour ce dernier cas, cela en 1872, de ce sens strict, voulant qu'il s'applique non « aux droits », « à une taxe », mais à tout ce qui est susceptible d'entrer dans le champ de la taxation d'une société, en un mot « aux sociétés ». Le contre-sens est patent pour qui lit impartialement la rédaction unique des trois textes rappelés plus haut.

Comment l'acception imaginée en 1872 pourrait-elle n'être pas valable relativement aux droits de timbre et de transmission et être valable relativement à l'impôt sur le revenu ?

Résumons nos conclusions.

Pour l'impôt sur le revenu institué pour les valeurs étrangères par l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, l'application du principe de l'existence d'une taxe équivalente, relativement aux valeurs françaises d'une part et aux valeurs étrangères d'autre part, aurait dû être limitée aux valeurs des natures précisées et au seul cas envisagé par la loi, savoir : être en circulation sur le marché français des capitaux, cas nettement indiqué par l'énumération faite des circonstances qui y conduisent. En vertu de ladite loi, l'impôt sur le revenu devait frapper les revenus des actions, obligations et titres d'emprunts étrangers, exclu-

sivement lorsque ces titres seraient cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France.

Dans lesdits textes de 1872 et de 1857, le législateur a expressément dit ce qu'il voulait dire : il a indiqué chaque fois, aussi bien dans l'article 9 de la loi du 23 juin 1857, que dans l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1872, que dans l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, les valeurs étrangères qu'il soumettait à l'impôt qu'il instituait, et la condition nécessaire pour que ces valeurs soient assujetties à cet impôt français : être en circulation sur le marché français des capitaux.

C'est donc à tort que pour appliquer l'impôt sur le revenu on a élargi relativement à lui, à lui seulement d'ailleurs, la portée de l'équivalence admise jusqu'alors entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères, et que la jurisprudence a fait surgir de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, et plus précisément de l'expression « taxe équivalente », un principe général d'égalité de traitement des sociétés, sociétés françaises et sociétés étrangères, relativement à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. C'est à tort que pour le revenu des valeurs étrangères on a admis la taxation en vertu de ce prétendu principe d'égalité de traitement, dans des cas autres que ceux expressément visés par la loi, notamment dans le cas d'une société étrangère qui possède des biens meubles ou immeubles en France mais n'a aucun titre y circulant (1).

(1) Paul PONT : D.P., 1883,1,97, notes (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8) II, p. 98. Ci-dessus p. 121.

Cass. civ., 29 août 1881 : J.E., art. 21727, Mémoire présenté par l'Administration de l'enregistrement.

Cass. civ., 19 février 1894 : R.E., 658, Mémoire présenté par l'Administration de l'enregistrement, p. 215.

Cass. civ., 22 avril 1879 : D.P., 1883,1,97/100. — S., 1879,1,325.

Cass. civ., 29 août 1881 : D.P., 1883,1,97/101. — S., 1882,1,181.

Cass. req., 2 août 1886 : D.P., 1887,1,167. — S., 1887,1,329.

Cass. civ., 4 mai 1887 : D.P., 1888,1,231. — J.E., 22838. — S., 1888,1,339.

Cass. req., 15 novembre 1899 : D.P., 1900,1,187. — R.E., 2253. — S., 1900,1,420.

Cass. req., 10 février 1903 : D.P., 1903,1,417. — R.E., 3278. — S., 1904,1,52.

Cass. req., 11 novembre 1903 : D.P., 1905,1,318. — R.E., 3470. — S., 1904,1,368.

Cass. civ., 14 décembre 1904 : D.P., 1906,1,491. — R.E., 3748. — S., 1905,1,471.

Cass. civ., 2 décembre 1908 : D.P., 1909,1,121. — R.E., 4721. — S., 1911,1,172.

Lille, 22 octobre 1926 : R.E., 8480.

Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.

Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.

Seine, 9 mars 1928 : R.E., 9160.

Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.

Seine, 15 février 1929 : R.E., 9088.

Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.

Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.

Cass. civ., 28 avril 1933 : R.E., 9937.

Versailles, 27 juin 1934 : R.E., 10540.

§ 2. — Travaux et Discussions parlementaires
qui ont préparé et amené le vote de la loi du 29 juin 1872.

L'examen attentif des travaux et documents parlementaires : débats, rapports et projets de loi, qui ont préparé et amené le vote de la loi du 29 juin 1872 est certainement le plus sûr moyen de connaître avec exactitude ce qu'a voulu le législateur, en particulier la nature des biens qu'il s'est proposé d'atteindre.

Cet examen nous conduira à conclure :

1. — que le législateur de juin 1872 n'a voulu frapper, en ce qui concerne les valeurs étrangères, que les revenus des titres nommément désignés dans l'alinéa 1^{er} de l'article 4, et seulement lorsque ces titres se trouvent dans l'une des situations indiquées à l'alinéa 2 de cet article ;
2. — que ces deux premiers alinéas de l'article 4 ne peuvent pas être séparés l'un de l'autre et être interprétés comme des dispositions distinctes et indépendantes ;
3. — qu'en conséquence de l'une ou de l'autre des deux conclusions précédentes, l'alinéa 1^{er} de l'article 4 ne pose pas un principe d'égalité entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères.

M. le conseiller Paul PONT, déjà cité, et, à son instar, la plupart des auteurs, enfin, l'Administration de l'enregistrement ont soutenu, au contraire, que l'examen de ces mêmes travaux et documents parlementaires conduit à conclure de manière opposée, à savoir :

1. — que le législateur de juin 1872 a entendu placer les sociétés françaises et les sociétés étrangères sur un pied d'égalité devant l'impôt qu'il instituait ;
- et 2. — qu'en conséquence de la conclusion précédente, les sociétés étrangères n'ayant aucun titre circulant en France mais y possédant des biens meubles ou immeubles, devaient être frappées de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, comme le seraient des sociétés françaises.

La jurisprudence a consacré cette dernière manière de voir.

Pour permettre de statuer en pleine connaissance de cause, nous serons contrainte de produire, des travaux et documents parlementaires considérés, de nombreux extraits, suffisamment étendus, afin que le sens en soit bien assuré.

L'examen que nous allons rapporter fait voir :

- a) que le mot « valeurs » a toujours été pris, par les membres

du Gouvernement et par ceux de l'Assemblée nationale, dans le sens restreint de « valeurs mobilières » : actions, obligations ou autres valeurs de même nature, et jamais dans le sens large de « valeurs en général », c'est-à-dire de « biens meubles ou immeubles » ;

- b) qu'en ce qui concerne les valeurs *étrangères*, les membres du Gouvernement et ceux de l'Assemblée nationale n'ont cherché à atteindre que les « valeurs mobilières » *circulant sur le marché français des capitaux* ;
- c) que pour ces valeurs étrangères, c'étaient les seuls possesseurs des titres étrangers circulant en France que le législateur a voulu imposer, dans les revenus qu'ils touchaient, afin qu'ils acquittent une taxe équivalente à celle qui frappait les possesseurs de valeurs françaises, et non les sociétés étrangères elles-mêmes, c'est-à-dire non l'intégralité des actionnaires ou participants ; le législateur a eu cette intention en raison de son souci de ne pas favoriser les valeurs étrangères, sur le marché français des capitaux, et il n'a fait connaître que cette raison-là ;
- d) qu'à aucun moment l'attention de l'Assemblée nationale n'a été attirée, au cours des débats ou dans les rapports présentés, sur le cas des sociétés étrangères possédant en France des biens meubles ou immeubles et dont aucun titre ne circule en France ;
- e) que dans les divers textes présentés à l'Assemblée, il n'y a jamais eu égalité, ni entre les natures des valeurs françaises et les natures des valeurs étrangères taxées, ni entre les obligations imposées aux sociétés françaises et les obligations imposées aux sociétés étrangères relativement à l'application de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en d'autres termes, qu'à aucun moment n'a joué un principe d'égalité entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères.

★★

Des débats parlementaires, rapports et projets de loi, nous produisons les extraits suivants :

- I. — Extraits du Rapport et du Projet de loi présentés au nom de la commission sur le budget rectifié de l'exercice 1871, par M. CASIMIR PÉRIER, membre de l'Assemblée nationale, le 31 août 1871 ;
- II. — Extraits du Projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1872, présenté par M. THIERS, président de la République française, et par M. POUYER-QUERTIER,

ministre des finances, le 9 décembre 1871, et de l'Exposé des motifs qui précédait ce projet ;

III. — Extraits de trois Rapports présentés au nom de la commission du budget de 1872, par M. DESEILLIGNY, membre de l'Assemblée nationale, savoir :

1. — Rapport général, présenté le 18 mai 1872,
2. — Rapport au sujet de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, présenté le 25 mai 1872,
3. — Rapport supplémentaire au sujet du susdit impôt, présenté le 28 juin 1872 ;

IV. — Extraits des Discussions parlementaires des Séances de l'Assemblée nationale des 24, 25 et 29 juin 1872.

— I —

Extraits du Rapport et du Projet de loi présentés au nom de la commission sur le budget rectifié de l'exercice 1871, par M. Casimir PÉRIER, membre de l'Assemblée nationale, le 31 août 1871 (1).

Nous avons cru devoir citer les textes ci-dessous parce que l'Administration de l'enregistrement y a fait allusion ou les a partiellement rappelés, pour défendre l'extension donnée, par la rédaction du décret du 6 décembre 1872, aux intentions du législateur du 29 juin.

De ces textes on relève :

- 1^o que les natures des valeurs dont il était proposé de taxer les revenus y ont été nettement précisées : « valeurs mobilières françaises et étrangères représentées par des titres de rentes, d'obligations et d'autres valeurs nominatives ou au porteur, émis par des Etats, des départements, des villes, des communes, des sociétés anonymes ou en commandite par actions et par des parts d'intérêts dans des sociétés commerciales ou civiles » (Projet : art. 14, alin. 1^{er}) ;
- 2^o que la perception de la taxe n'a été envisagée que contre les seuls « possesseurs de titres, associés ou intéressés », pour les valeurs françaises, les seuls « possesseurs de rentes d'Etats étrangers, de valeurs mobilières, actions, obligations étrangères, de parts d'intérêts dans des sociétés ou entreprises étrangères » pour les valeurs étrangères (Projet, art. 14, alin. 2 et 3) ; que le projet n'a envisagé aucun

(1) Annexe n^o 575 au Procès-verbal de la Séance du 31 août 1871 : J. off. du 30 septembre 1871, p. 3745.

cas de perception contre l'intégralité des associés ou intéressés, d'une société ou entreprise étrangère, ces associés ou ces intéressés étant *pris en bloc*, mais qu'il a envisagé uniquement une perception contre les possesseurs de valeurs pris individuellement, vu que c'est chacun d'entre eux : « Tout possesseur », dit l'alinéa 3 de l'article 14, qui doit déclarer et acquitter.

Débutant par une analyse des diverses propositions qui avaient été présentées jusque là, le Rapport dit notamment :

« MM. FLOTARD et autres signataires veulent établir, comme la commission, un impôt provisoire de 3 % sur toutes les valeurs mobilières françaises et étrangères, obligations hypothécaires, créances de toute espèce, dont ils exceptent la rente française. La perception se fera au moyen de timbres mobiles appliqués sur des bordereaux-quittances, obligatoirement délivrés au moment du paiement des intérêts et dividendes...

« C'est identiquement ce que fait la commission dans son projet d'impôt sur les revenus mobiliers. » (1).

Le Projet de loi suivait le Rapport. On y lit :

« Art. 13. — Il est formé quatre classes distinctes de revenus et de profits, désignées pour la facilité de la classification et de la perception par les lettres A, B, C, D.

« Art. 14. — La classe A comprend les revenus de valeurs mobilières françaises et étrangères représentées par des titres de rentes, d'obligations et d'autres valeurs nominatives ou au porteur, émis par des Etats, des départements, des villes, des communes, des sociétés anonymes ou en commandite par actions et par des parts d'intérêts dans des sociétés commerciales ou civiles, à l'exception des rentes françaises 3, 4, 4 1/2 et 5 %, et de tous les effets publics français.

« La perception pour les valeurs françaises s'opère sous forme de retenue de 3 % sur les sommes payées pour intérêts, profits et dividendes aux possesseurs de titres, associés ou intéressés. Elle est confiée à ceux qui sont chargés de ce paiement et qui doivent verser le montant des taxes perçues entre les mains des receveurs ou percepteurs des contributions directes demeurant responsables, pour ce qui les concerne, de l'exactitude de leurs déclarations et de la perception.

« Tout possesseur de rentes d'Etats étrangers, de valeurs mobilières, actions, obligations étrangères, de partie (sic) d'intérêts dans des sociétés ou entreprises étrangères ou situées à l'étranger doit déclarer par écrit toutes les valeurs de cette nature qu'il possède avec indication du revenu et acquitter la taxe à raison de 3 p. 100.

« Art. 15. — La classe B comprend : les pensions, traitements » (2).

★
★

Nous proclamons que le décret du 6 décembre 1872 est sorti de la légalité en visant les sociétés étrangères ayant en France des « biens meubles ou immeubles », non simplement des « valeurs mobilières », comme il a été simplement dit dans la loi du 29 juin, loi que ledit

(1) J. off. du 2 octobre 1871, p. 3782.

(2) J. off. du 4 octobre 1871, p. 3809.

décret avait à respecter scrupuleusement. Et qu'en conséquence n'est pas fondée la défense de la prétention de l'Administration de l'enregistrement, de taxer les revenus de sociétés étrangères ayant des biens en France et n'y ayant aucun de leurs titres en circulation sur le marché des capitaux.

L'Administration de l'enregistrement a pensé pouvoir invoquer, à l'appui de cette défense, l'article 14 du projet de loi de 1871. Mais elle n'a alors pas cité en entier cet article ; elle a omis les alinéas qui concernaient les voies et moyens de percevoir l'impôt projeté, alinéas 2 et 3.

Or, la considération de l'alinéa 3 établit péremptoirement que l'auteur de l'article 14 en question n'a pas envisagé d'atteindre les valeurs des sociétés étrangères ayant des biens en France mais n'y ayant aucun de leurs titres en circulation. Cela résulte du double fait suivant :

1° il était immédiatement évident que cet alinéa 3 n'était pas applicable aux revenus des valeurs des sociétés étrangères ayant des biens en France mais n'y ayant aucun de leurs titres en circulation,

et 2° nulle part ailleurs que dans cet alinéa 3 l'auteur du projet de loi n'a prévu les voies et moyens de percevoir la taxe sur les revenus des valeurs étrangères.

En effet, considérons une telle société, et, pour simplifier, supposons que tous ses associés ou intéressés soient étrangers et résident à l'étranger, cas le plus fréquent d'ailleurs. N'est-il pas patent que la loi française projetée en 1871 n'aurait pas pu atteindre, et, par conséquent, que l'auteur du projet de loi ne pouvait pas avoir la prétention d'atteindre, pour lui imposer une *déclaration de revenu* et une *taxation de ses revenus*, « Tout possesseur », c'est-à-dire *TOUT* individu *étranger* et *résidant à l'étranger* qui aurait possédé des valeurs de la société considérée ? Il sautait tout de suite aux yeux que l'article 14, dans son alinéa 3, aurait été inapplicable dans le cas considéré.

Ainsi, si elle n'avait pas omis de tenir compte de l'alinéa 3 de l'article 14 du Projet de loi de 1871, l'Administration française de l'enregistrement n'aurait pas pu prétendre pouvoir s'appuyer sur les textes de 1871 que nous venons de rappeler, pour conclure, dès 1881, et en 1894, que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières était applicable à une société étrangère exploitant en France un canal de dérivation des eaux et divers immeubles (1), et à une société étrangère exploitant en France des magasins (2), cela du seul fait de l'une comme de l'autre de ces exploitations.

(1) Cass. civ., 29 août 1881 : J.E., art. 21.727, Mémoire présenté par l'Administration de l'enregistrement.

(2) Cass. civ., 19 février 1894 : R.E., 658, Mémoire présenté par l'Administration de l'enregistrement, p. 215.

Et, de plus, on voit que le projet de loi qui a été présenté au nom de la commission sur le budget rectifié de l'exercice 1871 n'établissait pas, à l'égard de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, une égalité complète entre les sociétés étrangères et les sociétés françaises, qu'il n'avait pas été inspiré par un principe d'égalité entre les unes et les autres, vu qu'il avait laissé hors de son atteinte certaines des sociétés étrangères ayant une activité en France, celles qui n'y avaient aucun de leurs titres en circulation.

— II —

Extraits du Projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1872, présenté par M. THIERS, président de la République française, et par M. POUYER-QUERTIER, ministre des finances, le 9 décembre 1871, et de l'Exposé des motifs qui précédait ce projet (1).

De l'exposé des motifs nous donnons ci-dessous un extrait assez étendu pour qu'on y trouve une présentation complète de la question que le législateur avait à considérer, et cela afin que le sens du problème posé en ressorte très sûr.

On remarquera la grande clarté et la précision de la rédaction dudit exposé.

On y verra qu'en tant que valeurs étrangères dont on voulait taxer les revenus, on ne visait que des TITRES. Qu'en effet l'intention nettement déclarée, à plusieurs endroits, était d'atteindre les valeurs étrangères susceptibles de venir concurrencer avec avantage les valeurs françaises, sur le « marché français ». Que c'est ainsi que, pour empêcher que les valeurs françaises se trouvent handicapées sur le marché français, par les valeurs étrangères qui auraient « joui du bénéfice du marché français sans payer les impôts que supportent les valeurs françaises », et dans ce seul but déclaré, on envisageait, contre les revenus desdites valeurs étrangères, bien spécifiées, la création d'un « impôt équivalent » à celui qui était établi sur le revenu des valeurs françaises.

Nous retrouverons, dans les discussions parlementaires qui sont intervenues, l'expression de ce souci des membres du Gouvernement et de ceux de l'Assemblée nationale, d'éviter que les valeurs étrangères soient favorisées *sur le marché français des capitaux*.

On y verra qu'ainsi on ne visait aucunement les revenus des valeurs des sociétés étrangères n'ayant aucun de leurs titres sur le « marché français ». Qu'en conséquence les revenus des valeurs des sociétés étran-

(1) Annexe n° 689 au Procès-verbal de la Séance du 9 décembre 1871 : J. off. du 23 décembre 1871, p. 5200.

gères ayant des biens en France mais *n'y ayant aucun de leurs titres en circulation* n'étaient nullement visés.

Les sociétés étrangères ayant des biens en France mais *n'y ayant aucun de leurs titres en circulation* n'ont d'ailleurs été mentionnées nulle part, ni dans l'exposé des motifs, ni dans le projet de loi. Il est manifeste que le législateur de 1872 ne s'est pas occupé d'elles.

Notons enfin qu'aucune des mesures d'application qu'expliquait l'exposé des motifs, relativement à la perception de l'impôt et aux sanctions à prévoir, et que rien de ce qu'il disait du rendement de cet impôt, que rien de tout cela ne pouvait se rapporter aux valeurs étrangères ne circulant pas en France, donc que rien de tout cela encore n'intéressait les sociétés étrangères ayant des biens en France mais *n'y ayant aucun de leurs titres en circulation*.

Quant à l'interprétation qui était à donner à la rédaction de l'article 10 du Projet de loi, elle résulte de ce que venait de dire l'Exposé des motifs.

Cet article 10 ne visait donc que les revenus de valeurs étrangères circulant en France. Il est inadmissible qu'on prétende qu'il devait être interprété comme posant un principe d'égalité entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères.

Et, d'après les explications données, par l'exposé des motifs, quant aux sanctions et conditions d'application proposées, il est évident que l'alinéa 2 de l'article 10 est le complément *nécessaire* de l'alinéa 1^{er} ; qu'on n'est pas fondé à prétendre que ces deux alinéas contiennent des dispositions distinctes et indépendantes, que le premier n'avait pour objet que de poser un principe d'égalité entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères.

★ ★

EXPOSE DES MOTIFS

«

« *Impôts sur les valeurs mobilières* (1).

«

- 1 « La taxe du revenu des intérêts et dividendes des valeurs mobilières
- 2 françaises devait avoir pour conséquence l'établissement d'un impôt
- 3 équivalent sur les valeurs mobilières étrangères. Autrement les relations
- 4 d'équilibre entre ces valeurs d'origines différentes auraient été rompues
- 5 au grand détriment des titres français. Il est certain, en effet, que les
- 6 capitaux de notre pays se seraient portés sur les valeurs et sur les rentes
- 7 étrangères si ces dernières eussent joui de l'immunité d'impôt. Les
- 8 taxes fiscales qui frapperont à l'avenir les valeurs françaises, si vous

(1) J. off. du 25 décembre 1871, p. 5251.

adoptez le projet de loi que nous avons l'honneur de vous proposer sont les suivantes :

1^o Droit de timbre à 1 fr. 20 cent. p. 100 du capital nominal, pouvant être converti en un abonnement annuel de 6 centimes par 100 francs ;

2^o Droit de transmission : 60 centimes p. 100 de la valeur négociée, pouvant être converti en un abonnement annuel de 18 centimes pour 100 francs ;

3^o Taxe sur le revenu : 3 p. 100 sans décimes.

« Les art. 10 et 11 (1) ont pour objet de soumettre à ce système fiscal toutes les valeurs étrangères et de combler certaines lacunes des lois antérieures. C'est ainsi que les obligations des villes étrangères, qui ne sont soumises en ce moment à aucune espèce d'impôt, acquitteront les charges dont sont frappées les obligations des départements et des communes françaises. De même les rentes étrangères, qui ne sont soumises qu'au droit de timbre et qui la plupart du temps y échappent, devront acquitter non seulement cet impôt, mais encore le droit de transmission et la taxe sur le revenu.

« Le mode de perception n'est autre que celui qui est établi par la loi du 23 juin 1857 et qu'une expérience de quatorze années a consacré. Il consiste dans l'interdiction de négocier aux bourses françaises les valeurs étrangères pour lesquelles un mandataire français responsable des droits n'a pas été constitué. A cette interdiction l'article 12 ajoute celles d'exposer en vente comme cela se pratique chez les changeurs, d'annoncer la souscription, l'émission et le paiement ; enfin d'énoncer dans les actes de prêt ou de nantissement ou dans tout autre écrit, à l'exception des inventaires, des titres qui n'auraient pas acquitté tous les impôts. Des amendes de 5 p. 100 du montant de ces titres punissent les contraventions.

« Ainsi que vous pouvez vous en rendre compte, messieurs, le projet que nous avons l'honneur de vous soumettre n'a pas cherché les sanctions de la loi dans l'investigation inquisitoriale des écritures et des actes de commerce ; il n'a pas voulu non plus empêcher les négociations privées et porter ainsi atteinte à la fortune des particuliers. Il se borne à refuser à tous les titres qui n'acquitteraient pas les impôts les avantages de la négociation, du nantissement et de la circulation publique, de telle sorte que les sociétés et les gouvernements étrangers ne puissent jouir du bénéfice du marché français sans payer les impôts que supportent les valeurs françaises.

« Nous avons dû organiser le mode de perception des impôts sur les rentes étrangères de la même manière que celui qui est adopté pour le recouvrement des taxes sur les obligations et actions de même nature. C'est par l'intermédiaire d'un mandataire constitué en France que les Etats étrangers acquitteront les droits et la taxe sur le revenu, sauf à eux à faire opérer, lors du paiement des coupons, les prélèvements qu'ils jugeront convenables. En outre, le projet de loi accorde à ces gouvernements la faculté de racheter pour ainsi dire les divers impôts qui frappent les valeurs mobilières par le versement d'un capital que nous fixons à 3 p. 100 du capital nominal des titres émis. Moyennant le versement de ce capital, les titres de ces gouvernements seront affranchis des droits et taxes qui frappent les valeurs mobilières.

« Il n'est pas probable que la totalité des titres émis par un gouvernement étranger puisse circuler en France. Il y aurait donc injustice à

(1) Ces articles étaient avec les articles 12 et 13 les seuls qui concernaient les valeurs étrangères.

58 frapper de l'impôt la totalité de ces titres : c'est un décret délibéré en
59 conseil d'Etat qui déterminera la portion du capital qui devra servir
60 de base à la perception des droits de timbre, de transmission, et au
61 recouvrement de la taxe sur le revenu. Mais comme la circulation des
62 titres étrangers est essentiellement mobile, le décret qui aura fixé les
63 bases de la perception pourra être révisé tous les deux ans.

64 « Il est difficile d'évaluer exactement le produit de la taxe sur les
65 intérêts, dividendes des sociétés, et sur les rentes étrangères, ainsi que
66 celui du droit de transmission auquel ces dernières valeurs seront assu-
67 jetties à l'avenir. Il est possible, en effet, qu'un certain nombre de
68 titres de valeurs étrangères disparaissent de la cote et de la négociation.
69 S'il en était ainsi, nous n'aurions pas à le regretter outre mesure, car
70 les capitaux trouveraient dans les valeurs françaises un emploi plus solide
71 et surtout plus utile au pays.

72 « Quoi qu'il en soit, d'après des appréciations que nous avons lieu
73 de croire aussi exactes que possible, le produit de la taxe sur le revenu
74 et celui des remaniements qu'elle entraîne dans la perception du droit
75 de transmission ne sera pas inférieur à 30 millions.

«

76

PROJET DE LOI

77

*portant fixation du budget général des
78 dépenses et des recettes de l'exercice 1872 (1).*

«

79

« Art. 10. — Les intérêts, arrérages, dividendes, bénéfices et revenus
80 annuels quelconques payés par les sociétés, compagnies, entreprises, cor-
81 porations, villes, provinces étrangères, quelle que soit leur dénomination,
82 ainsi que par tout autre établissement public étranger, sont soumis à
83 des droits équivalents à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises.

84

« Les titres ne pourront être cotés en France qu'autant que ces socié-
85 tés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces et établisse-
86 ments énumérés ci-dessus acquitteront la taxe établie par la présente loi,
87 ainsi que les droits de timbre et de transmission, et qu'ils feront, en
88 outre, agréer par le ministre des finances, dans un délai de trois mois
89 à partir de la promulgation de la loi, un représentant responsable
90 français et domicilié en France.

91

« En cas d'inexécution de ces dispositions, la négociation des titres
92 sera interdite et l'avis en sera donné par une insertion au Journal
93 officiel.

94

« Art. 11. — Les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des
95 gouvernements étrangers, ...

96

« Art. 12. — Aucune souscription ni émission, aucun avis de paye-
97 ment de valeurs étrangères quelconques ne peuvent être publiés, annon-
98 cés ou effectués en France sans qu'il ait été constitué, au préalable, un
99 représentant ou mandataire responsable français qui ait contracté l'enga-
100 gement d'acquitter les droits et taxe de toute nature.

101

« Nul ne peut négocier, exposer en vente ou énoncer dans des actes

(1) J. off. du 28 décembre 1871, p. 5300.

de prêt, de dépôt, de nantissement et dans tout autre acte ou écrit, à l'exception des inventaires, des titres étrangers qui n'auraient pas été dûment timbrés et pour lesquels les obligations imposées par les deux articles précédents n'auraient pas été accomplies.

« Toute contravention aux dispositions qui précèdent peut être constatée, dans tous les lieux ouverts au public, par les agents ayant pouvoir de verbaliser en matière de timbre; elle sera punie d'une amende de 5 p. 100 de la valeur nominale des titres annoncés, émis, négociés, exposés en vente, énoncés dans des actes ou dont il aura été fait usage.

« Pareille amende de 5 p. 100 sera encourue personnellement et sans recours, nonobstant toute stipulation contraire, par l'imprimeur, le gérant du journal qui auront imprimé ou publié les affiches, avis ou annonces, et par l'officier public ou l'intermédiaire qui aura concouru à la rédaction des actes ou à la négociation des valeurs en contravention.

« Toutes les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits, de la taxe et des amendes.

« Un avis inséré au Journal officiel fera connaître les rentes, effets publics, actions et autres valeurs étrangères dont la négociation et l'usage public peuvent avoir lieu en France.

« Art. 13. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode de perception et les époques de paiement des droits et taxes établis par la présente loi.

« Le montant en sera avancé par les compagnies, sociétés, entreprises, départements, communes, établissements publics, et par les représentants ou mandataires responsables dûment agréés, sauf recours contre les détenteurs des titres ainsi que contre les bailleurs de fonds ou intéressés en ce qui concerne les sociétés civiles ou en commandite.

« La quotité du capital qui servira de base à la perception pour les titres, rentes et valeurs étrangères quelconques sera fixée, tous les deux ans, par un décret délibéré en conseil d'Etat. Dans l'intervalle, il sera statué par des décrets spéciaux sur les titres dont l'émission ou l'admission à la cote en France viendrait à être demandée.

« Toute contravention aux dispositions du règlement d'administration publique à intervenir sera punie d'une amende de 50 fr. »

★★

L'Administration de l'enregistrement s'est appuyée sur l'Exposé des motifs que nous venons de citer pour conclure, dès 1881 et en 1894, à l'imposition en France, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, d'une société étrangère qui exploite en France un canal de dérivation des eaux et divers immeubles (1) et d'une société étrangère qui exploite des magasins en France (2) et cela simplement en raison de l'une ou de l'autre de ces exploitations, aucune de ces deux sociétés n'ayant eu de ses titres en circulation sur le marché français des capitaux. Mais, dans ses Mémoires, l'Administration s'est appuyée sur un extrait trop réduit, de l'Exposé des Motifs qui nous a longuement retenue ci-dessus.

L'Administration n'a cité que les lignes suivantes :

« La taxe du revenu des intérêts et dividendes des valeurs mobilières fran-

(1) (2) Mémoires précités, indiqués par les renvois (1) et (2) de la page 138.

çaises devait avoir pour conséquence l'établissement d'un impôt équivalent sur les valeurs mobilières étrangères. Autrement les relations d'équilibre entre ces valeurs d'origines différentes auraient été rompues au grand détriment des titres français. » (1).

En complétant cette citation par la phrase qui fait suite, savoir : « Il est certain, en effet, que les capitaux de notre pays se seraient portés sur les valeurs et sur les rentes étrangères si ces dernières eussent joui de l'immunité d'impôt. » (2), subsidiairement par les deux dernières phrases de l'alinéa qui suit (alinéa commençant par les mots : Les art. 10 et 11), enfin par la phrase :

« Il (le projet de loi) se borne à refuser à tous les titres qui n'acquitteraient pas les impôts les avantages de la négociation, du nantissement et de la circulation publique, de telle sorte que les sociétés et les gouvernements étrangers ne puissent jouir du bénéfice du marché français sans payer les impôts que supportent les valeurs françaises. » (3),

on fait parfaitement apparaître quelle était l'intention du gouvernement : éviter que les capitaux français ne s'investissent dans des valeurs étrangères *circulant sur le marché français des capitaux*. Cette intention n'était nullement de frapper les revenus de valeurs étrangères ne circulant pas en France, donc nullement de frapper des sociétés étrangères ayant des biens en France mais n'y ayant aucun de leurs titres en circulation.

En citant un extrait plus étendu, l'Administration n'aurait pu soutenir qu'une société étrangère est imposable au titre de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières du seul fait qu'elle se livre en France à une exploitation industrielle ou commerciale.

— III —

Extraits de trois Rapports présentés respectivement le 18 mai 1872, le 25 mai 1872 et le 28 juin 1872, au nom de la commission du budget de 1872, par M. DESEILLIGNY, membre de l'Assemblée nationale.

1. — *Rapport général présenté le 18 mai 1872 (4).*

L'extrait que nous allons donner contient la phrase suivante : « chercher à atteindre les différents revenus partout où on peut les constater ».

(1) Lignes 1 à 5, p. 140.

(2) Lignes 5 à 7, p. 140.

(3) Lignes 38 à 43, p. 141.

(4) Annexe n° 1157 au Procès-verbal de la séance du 18 mai 1872 : J. off. du 6 juin 1872, p. 3785 et suiv.

L'Administration de l'enregistrement, notamment dans ses mémoires précités, s'est référée à cette phrase, la citant, pour défendre la thèse suivant laquelle : une société étrangère qui possède des biens en France est de ce seul fait passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en vertu de la loi du 29 juin 1872.

Qu'a donc voulu dire M. DESEILLIGNY, par les mots : « les différents revenus » ?

La suite de son rapport le précise en rappelant que les quatre cédules envisagées par le projet de la commission de 1871 étaient :

la cédule A comprenant les revenus des valeurs mobilières,

la cédule B comprenant les traitements,

la cédule C comprenant les créances hypothécaires,

la cédule D comprenant le revenu des commerçants et des industriels.

Nous voyons que, par « les différents revenus », M. DESEILLIGNY a désigné les différentes « catégories » de revenus.

Et M. DESEILLIGNY a confirmé cette interprétation lorsque, dans le rapport qu'il a présenté le 25 mai, seulement huit jours après, il s'est exprimé ainsi : « Quelles que soient les objections que ce système (la déclaration du revenu) soulève, il ne paraît pas impossible de l'admettre quand on l'applique à *tous les revenus*. Mais, limité à une seule *catégorie*, il est beaucoup plus critiquable » (1) (c'est nous qui avons souligné).

Extrait :

« C'est, avons-nous pensé, en s'adressant à toutes les sources de revenu que l'impôt pourrait être à la fois le plus juste, puisqu'il n'excepterait personne, et le plus modéré, de façon à être sans trop de peine supporté par tous. (2)

«
L'impôt sur le revenu se présente naturellement à l'esprit comme la meilleure solution pour atteindre ce but si désirable. Mais l'Assemblée ayant rejeté l'amendement que notre honorable collègue M. WOŁOWSKI avait présenté à ce sujet (3), nous n'avons pas cru devoir revenir sur cette décision appuyée d'ailleurs sur les objections considérables que lui avait adressées M. le Président de la République dans un discours qui est encore présent à tous les esprits. Eviter de tomber sous le coup de ces objections, chercher à atteindre les différents revenus partout où on peut les constater, en ôtant autant que possible à l'impôt le caractère inquisitorial qu'on lui avait reproché, atteindre les fortunes dans les éléments très-divers et très-indépendants qui les composent le plus souvent, sans que le secret du total même de ces fortunes ou des revenus puisse être dévoilé ; tel avait été l'objet des recherches de M. Casimir PÉRIER dans son si remarquable rapport, tel a été aussi le nôtre, et, pour l'atteindre, nous voudrions, si ce projet devait obtenir votre préférence, augmenter encore sur plusieurs points les précautions dont la commission de 1871 s'était entou-

(1) J. off. du 8 juin 1872, p. 3847, 3^e colonne.

Ci-après, Texte n° 1, p. 8 T, ligne 41 et suiv.

(2) J. off. du 6 juin 1872, p. 3785, 3^e colonne.

(3) Création d'un impôt général sur le revenu, analogue à l'« income tax » de l'Angleterre.

rée, et modifier dans ce but quelques-uns des éléments de perception auxquels elle s'était adressée. (1)

«
« Les revenus mobiliers de toute nature se trouvant ainsi frappés, une partie de votre commission a pensé qu'au cas où l'ensemble des propositions de 1871 serait adopté par vous, il n'y aurait plus aucune objection à demander à la propriété de la terre de concourir aussi à acquitter nos charges. (2)
« »

Dans la suite de son rapport, M. Deseilligny indique que l'ensemble du projet qu'il vient d'exposer n'a pas trouvé, dans la commission du budget, au moment du vote définitif, la majorité. La commission a décidé d'extraire de ce projet général quelques propositions, auxquelles la majorité de la commission a toujours été favorable. Ces propositions visaient la création des impôts suivants :

Impôt sur les valeurs mobilières,
Impôt sur le chiffre des affaires,
Impôt sur les créances hypothécaires.

C'est ainsi que M. Deseilligny a présenté à l'Assemblée nationale trois rapports spéciaux.

Nous allons examiner celui qui concernait l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

2. — Rapport présenté le 25 mai 1872, au sujet de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (3).

Ce rapport est extrêmement important pour nous parce qu'il concerne spécialement les revenus des valeurs mobilières, et qu'il expose clairement et en détail ce qu'ont été les préoccupations et les intentions du législateur, au sujet de l'imposition de ces revenus, relativement aux valeurs françaises d'une part et aux valeurs étrangères de l'autre.

C'est pourquoi nous l'avons reproduit *in extenso* en annexe (Texte n° 1).

Sur le texte intégral on s'assurera qu'à aucun moment le mot « valeurs » n'a eu dans ce Rapport le sens large de « valeurs en général », autrement dit de « biens », mais que partout il y a eu le sens étroit de « valeurs mobilières ». Il importe de noter ce point, parce que dans les mémoires de l'Administration et aussi dans les attendus des jugements rendus, au sujet de l'imposition des revenus des valeurs

(1) J. off. du 6 juin 1872, p. 3786, 1^{re} colonne.

(2) J. off. du 6 juin 1872, p. 3787, 1^{re} colonne.

(3) Annexe n° 1175 au Procès-verbal de la séance du 25 mai 1872 : J. off. du 7 juin 1872, p. 3824 et 3825, et du 8 juin 1872, p. 3846 et suiv. Voir ci-après, Texte n° 1.

mobilières étrangères, par application de la loi du 29 juin 1872, on a assez souvent interprété cette loi en y prenant le mot valeurs comme synonyme du mot « biens » et abouti ainsi à des conclusions non impliquées par les dispositions que le législateur a entendu voter, à la suite des travaux et des discussions parlementaires relatifs à la question considérée. Nous reviendrons là-dessus ultérieurement.

De ce Rapport, l'Administration de l'enregistrement a fréquemment cité des extraits, en vue d'appuyer la thèse suivant laquelle sont imposables en France les revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères possédant des biens en France, du seul fait de cette possession. Elle en a ainsi relevé notamment la phrase suivante :

« nous avons pensé qu'il devait suffire de poser le principe dans ce rapport et dans le projet de loi qui l'accompagne et de nous en référer, pour l'étude des moyens pratiques de perception, à un règlement d'administration publique. »

Afin de savoir avec quelle signification cette phrase doit être prise dans le rapport de M. DESEILLIGNY, ne l'isolons pas. Nous observons qu'elle termine un alinéa qui est le dernier d'une série traitant de la perception de l'impôt. Cette série commence par la phrase : « La perception est facile pour toutes les compagnies ayant leur siège en France. » Plus loin, M. DESEILLIGNY nous dit, au sujet du revenu net, après « la retenue » de l'impôt de 2 p. 100, « dont il faut retrancher le droit de transfert quand l'action nominative a changé de mains » : « Cette répartition nous a paru équitable, et nous croyons qu'on peut l'appliquer sans inconvénient à toutes les valeurs mobilières françaises, qu'elles soient possédées par des Français ou par des étrangers ». Il poursuit en disant : « La minorité de votre commission aurait désiré cependant exempter de l'impôt sur le revenu les valeurs nominatives appartenant à des étrangers non domiciliés en France ». Après en avoir terminé avec la considération de ce privilège, il aborde la question de la perception difficile :

« Si la question, de quelque manière qu'on la résolve, est assez simple pour ces titres français appartenant à des étrangers, elle est beaucoup plus compliquée pour les valeurs étrangères que des Français possèdent. »

A partir de là et jusqu'à la phrase qu'a relevée l'Administration, il ne quitte plus cette question.

Il rappelle que l'unanimité de la commission a pensé qu'il était impossible de ne pas soumettre ce genre de placement : « valeurs étrangères que des Français possèdent », au même impôt que les placements faits en France. Puis que, pour répondre à la question : « Mais comment appliquer cet impôt ? », on a envisagé d'« exiger la déclaration », « comme l'avait admis la commission de 1871 » ; il résume la discussion à laquelle cette idée a donné lieu. Enfin il termine en exprimant l'embarras de la commission, et en faisant savoir qu'en raison de cet embarras elle n'a pas pris de décision au sujet de la perception embar-

rassante considérée, savoir : la perception devant atteindre les « valeurs étrangères que des Français possèdent », s'en remettant, sur ce point, à la diligence d'un règlement d'administration publique :

« En dehors de la déclaration, quelle base peut-on prendre ? Plusieurs modes de perception ont été successivement examinés et discutés en détail par notre commission.

« Mais, comme il est important de n'adopter à cet égard une solution qu'avec l'assentiment du ministère des finances chargé de l'appliquer, et comme nous n'avons malheureusement pas eu son concours pour cette étude, puisque le projet présenté par M. POUYER-QUERTIER était ou retiré ou au moins ajourné par le Gouvernement, nous avons pensé qu'il devait suffire de poser le principe dans ce rapport et dans le projet de loi qui l'accompagne et de nous en référer, pour l'étude des moyens pratiques de perception, à un règlement d'administration publique. »

La mission que cette dernière phrase confiait à un règlement d'administration publique résultait nettement de ce qui venait d'être dit. Cette mission n'était-elle pas d'arrêter le mode de perception au sujet duquel la commission n'avait pas abouti à une décision, savoir : la perception devant atteindre les « valeurs étrangères que des Français possèdent » ?

Ce n'est pas dans ce sens étroit et strict que l'Administration de l'enregistrement prend la dernière phrase citée, ce n'est pas dans ce sens strict qu'elle a compris la mission qui avait été confiée au règlement d'administration publique à intervenir.

M. DESEILLIGNY n'a évidemment pas voulu dire là que le règlement d'administration publique aurait qualité pour ajouter aux cas de taxation que la loi aurait explicités.

★ ★

Nulle part dans la LOI, nulle part dans les Rapports et Projets de loi qui y ont conduit et amené, il n'a été fait la moindre mention des revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères n'ayant aucun de leurs titres en circulation en France mais possédant des biens en France, ni même la moindre allusion à ces sociétés étrangères.

La considération de telles sociétés est une pure extension faite par le Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi. D'après l'Administration de l'enregistrement, le fait que de telles sociétés sont passibles de l'impôt édicté par la LOI « ressort virtuellement de la formule compréhensive employée par le législateur » ; d'après elle il est admissible qu'une loi fiscale soit prise simplement dans des « virtualités » — à quel large arbitraire n'exposerait-on pas ainsi les contribuables ? le principe de l'interprétation stricte des lois fiscales est-il donc périmé aux yeux de l'Administration ? A ces réflexions nous devons ajouter qu'ici les prétendues virtualités de la LOI n'exis-

tent absolument pas ; il suffit de lire cette loi avec une entière impartialité pour s'en assurer.

Et l'Administration de renchérir sur ce « virtuellement » en ajoutant, parlant du législateur : « Celui-ci n'avait pas, du reste, à faire une désignation plus détaillée des valeurs sujettes à la taxe ; cela ne rentrait ni dans son rôle ni dans son intention ». En effet, le législateur « n'avait pas à faire une désignation plus détaillée des valeurs sujettes à la taxe » ; mais cela parce que la désignation détaillée qu'il a faite est précise et se suffit à elle-même, elle est comme il devait la faire pour remplir scrupuleusement son rôle.

Voici la défense de l'Administration à laquelle nous venons de nous référer (1) :

« quand une société étrangère possède des biens en France, les produits de ces biens qui doivent nécessairement revenir aux actionnaires et qui sont, par suite, des revenus d'actions, se réalisent en France sous la protection de la loi française. Il est donc juste de les atteindre ; le principe de la territorialité de l'impôt ne saurait y faire obstacle, puisque c'est en France même que se forme le revenu qui constitue la matière imposable.

« Cette conclusion ressort virtuellement de la formule compréhensive employée par le législateur. Celui-ci n'avait pas, du reste, à faire une désignation plus détaillée des valeurs sujettes à la taxe ; cela ne rentrait ni dans son rôle ni dans son intention. « Nous avons pensé, disait M. DESEILLIGNY au nom « de la Commission du budget, qu'il devait suffire de poser le principe dans « la loi et de nous en référer, pour l'étude des moyens pratiques de perception, « à un règlement d'administration publique. »

« C'est ce qu'a compris le Conseil d'Etat, chargé de préparer ce règlement. Partant du principe posé par le législateur, il en a nettement dégagé les conséquences dans l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872, ... »

Le Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi a fait l'extension en question en disant (art. 3, alin. 3) :

« Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, ... »

Au vague de l'expression : « qui ont pour objet des biens » est venu s'adjoindre le vague et le flou de l'expression : « à raison des valeurs françaises qui en dépendent » ; le mot « valeurs » est pris ici dans le sens de « produits de biens », non dans le sens de « valeurs mobilières », sens toujours pris par le législateur, ni dans le sens de « biens », sens très souvent adopté dans les arrêts et jugements, d'où, du fait de ce seul mot notamment, de nombreuses confusions à relever dans les arrêts et jugements. Et ainsi le terrain s'est trouvé propice à l'illégale extension de la LOI que l'Administration a défendue dans les termes qu'on vient de voir ; il est vrai que l'Administration se borne à dire

(1) Cass. civ., 29 août 1881 : J. E., 21727.

Cass. civ., 19 février 1894 : R. E., 658, p. 218, lig. 17 et suiv.

de cette extension qu'elle est « juste », elle ne dit pas qu'elle est légale ; elle est illégale parce que le Décret n'avait pas qualité pour étendre la portée de la loi que le législateur a voulu voter, pas qualité pour compléter la loi en dehors et au delà de l'étroite mission à lui confiée, mais qu'il avait seulement qualité pour arrêter des mesures d'application, des détails.

Enfin nous venons de faire voir que la phrase :

« nous avons pensé qu'il devait suffire de poser le principe dans ce rapport et dans le projet de loi qui l'accompagne et de nous en référer, pour l'étude des moyens pratiques de perception, à un règlement d'administration publique »

avait chargé simplement le règlement à intervenir de l'étroite mission d'arrêter un mode de perception de l'impôt devant frapper le revenu des « valeurs étrangères que des Français possèdent ».

3. — *Rapport supplémentaire présenté le 28 juin 1872 (1).*

« MESSIEURS,

La commission du budget s'est mise en communication avec le Gouvernement au sujet du projet de loi relatif aux valeurs mobilières.

Le Gouvernement nous a produit des calculs d'après lesquels la loi proposée par la commission ne devait pas atteindre, comme nous l'avions espéré, un produit de quinze millions.

Désireux, dans les circonstances difficiles que nous traversons, d'assurer un revenu en rapport avec les besoins du Trésor, nous avons remanié le projet de loi que nous vous avons proposé en élevant le taux à 3 p. 100 et en assurant ainsi un produit de 15 millions.

M. le ministre des finances nous a donc autorisés à vous dire que, tout en ayant étudié une combinaison différente, il ne s'opposait pas à l'adoption du projet qui va suivre.

Nous nous référons, d'ailleurs, pour l'ensemble des motifs, au rapport que nous avons antérieurement présenté sur la même question.

Je dépose entre les mains de M. le président le texte du nouveau projet de loi. »

Le projet de loi figurant à la suite de ce rapport a été adopté par l'Assemblée nationale le 29 juin 1872.

Il traite des valeurs mobilières françaises en son article 1^{er}, et des valeurs mobilières étrangères en son article 4 (voir ci-dessus, p. 114, le texte de la loi).

Les extraits que nous donnons ci-après, des discussions parlementaires qui ont été provoquées par les rapports ci-dessus mentionnés, nous dispensent de nous étendre ici davantage. On verra que ces discussions viennent étayer notre thèse d'arguments irréfutables.

(1) Annexe n° 1251 au Procès-verbal de la séance du 28 juin 1872 : J. off. du 16 juillet 1872, p. 4847.

*Extraits des Discussions parlementaires des Séances
de l'Assemblée nationale des 24, 25 et 29 juin 1872.*

1. — Séance du lundi 24 juin 1872 (1).

L'ordre du jour de la séance du 24 juin 1872 appela la discussion des propositions de la commission du budget de l'exercice 1872, sur les impôts restant à voter.

Dans l'une de ses interventions relatives à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, M. DE GOULARD, ministre des finances, a fait savoir que les valeurs mobilières visées étaient les *titres en circulation sur le marché français des capitaux* ; il a signalé le souci qu'avait le gouvernement d'éviter que les valeurs françaises puissent se trouver handicapées par les valeurs étrangères, sur ce marché ; il a rappelé la volonté de l'assemblée de faire en sorte que les valeurs étrangères circulant sur ce marché ne soient pas portées à le quitter.

M. DE GOULARD s'est exprimé ainsi :

« En ce qui touche les valeurs mobilières, je dois dire, messieurs, que le Gouvernement aurait eu le désir de pouvoir atteindre cette partie de la fortune privée ; il aurait désiré qu'il fût possible de trouver un moyen sans nuire à de graves intérêts d'un ordre supérieur, d'atteindre, comme on l'a dit, ces titres, qui, aujourd'hui, courent partout, sont entre toutes les mains, et qui semblent en quelque sorte, aux yeux du public ignorant, — car pour vous il n'en est pas ainsi, — qui semblent jouir d'une immunité complète, d'un privilège absolu. Eh bien, messieurs, le Gouvernement après avoir examiné la question avec grand soin, a pensé qu'il ne pouvait vous recommander cet impôt, et, qu'à son regret, il devait, au contraire, vous signaler les dangers, les inconvénients qu'il portait avec lui.

« Voyons, messieurs, pour ces valeurs ce qui pourrait arriver.

« Nous nous sommes demandé si toutes les valeurs mobilières, actions, obligations, etc., devraient être frappées d'un impôt, et immédiatement, nous avons pensé au trouble que, dans tous les temps, — et aujourd'hui plus que jamais la chose est périlleuse, — au trouble que certains impôts atteignant les valeurs mobilières pourraient apporter dans les conditions du crédit public. Si l'on en distrairait les valeurs étrangères, les valeurs françaises sont condamnées à porter seules le poids ; et la conséquence de ce mode de procéder serait de chasser les capitaux vers ces valeurs et de les éloigner des valeurs françaises. (Assentiment sur plusieurs bancs.)

« Pouvez-vous, d'un autre côté, songer à frapper les valeurs étrangères ? Rappelez-vous ce qui s'est passé dernièrement, rappelez-vous la décision que vous avez prise il y a peu de jours ; vous avez été obligés de modifier cette loi du 31 mars que vous aviez rendue, parce que l'émoi avait gagné ceux qui possédaient des valeurs étrangères et que nous étions menacés de les voir fuir à la hâte le marché français. » (2).

(1) J. off. du 25 juin 1872, p. 4268 et suiv.

(2) J. off. du 25 juin 1872, p. 4270, 3^e colonne.

Ne manquons pas de noter qu'au cours de cette séance du 24 juin 1872, il n'a à aucun moment et en rien été question des valeurs mobilières des sociétés étrangères n'ayant aucun de leurs titres en circulation en France mais possédant des biens en France.

2. — Séance du mardi 25 juin 1872 (1).

De cette séance nous ne retiendrons que la précision qui y a été apportée au sujet de ce qu'il fallait entendre par les valeurs devant être atteintes par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Ayant repris, à titre d'amendement ou de contre-projet, l'article 14 de l'ancien projet de loi placé à la suite du rapport fait par M. Casimir PÉRIER au nom de la commission sur le budget rectifié de 1871 (2) (voir ce projet ci-dessus, p. 137), M. GUICHARD a dit ce qu'avait été l'objet de cet article :

« Messieurs, nous reprenons l'article 14 qui est l'application du principe de l'impôt sur les revenus mobiliers »,

puis il a précisé, par énumération, ce qu'étaient les valeurs dont les revenus se trouvaient visés :

« Nous nous occupons de l'article 14, qui traite de l'impôt sur les actions et sur les obligations. » (3)

M. DESEILLIGNY, rapporteur de la commission du budget de 1872, a confirmé, en procédant par élimination, cette précision :

« Dans ces impôts divers, sur lesquels nous vous avons présenté des rapports, en suivant les pas de la commission de 1871, nous avons cherché à nous adresser de préférence à cette fortune mobilière qui n'a pas été jusqu'à présent, comme le croient quelques personnes, exempte d'impôts, mais qui nous a paru pouvoir prendre une plus grande part dans les charges publiques. (Approbation.)

C'est à ce titre que nous vous avons présenté une série d'impôts qui sont aujourd'hui en discussion devant vous, sous le nom général d'impôts des revenus mobiliers, et dont l'article 14, qui est le premier en discussion, vous entretient à l'occasion des valeurs mobilières.

Dans les articles qui suivront, vous verrez figurer d'autres natures de revenus mobiliers ; vous verrez des revenus commerciaux, des revenus résultant des créances, mais je demande la permission de ne rien vous en dire aujourd'hui, pour ne vous parler, en ce moment, que des valeurs mobilières dont l'honorable M. GUICHARD vous a entretenus à la fin de son discours. » (4)

Et M. THIERS, Président de la République, a précisé très explicitement :

(1) J. off. du 26 juin 1872, p. 4293.

(2) J. off. du 26 juin 1872, p. 4297, 3^e colonne.

(3) J. off. du 26 juin 1872, p. 4300, 1^{re} colonne.

(4) J. off. du 26 juin 1872, p. 4300, 3^e colonne.

ment, en insistant, disant que les valeurs à atteindre par « l'impôt sur les valeurs mobilières » devaient être seulement celles « qui se négocient tous les jours dans le commerce des effets publics » :

« Messieurs, il faut bien nous entendre sur ces mots : « l'impôt sur les valeurs mobilières ». Si l'on entend par ces mots non seulement l'impôt sur les valeurs mobilières connues vulgairement sous le titre d'obligations, d'actions, etc., etc., mais encore l'impôt sur les appointements des fonctionnaires, l'impôt sur les créances hypothécaires, et enfin l'impôt sur le chiffre des affaires, nous ne pourrions pas être d'accord avec la commission. Si l'on isole chacun de ces impôts, si on les examine les uns après les autres, le premier qui se présente est celui qui porte sur les actions, obligations et autres valeurs qui se négocient tous les jours dans le commerce des effets publics. Sur ce premier point, sur celui là seul, je crois que nous pourrions arriver à une entente complète avec la commission.

« Le Gouvernement avait d'abord présenté cet impôt pendant que notre honorable collègue et ami, M. POUYER-QUERTIER, était au ministère des finances ; et je dois le dire, — car lorsqu'on agit avec sincérité, on peut avouer tous les sentiments qu'on éprouve en présence de questions semblables, — ce n'était pas sans hésitation, et, de ma part, sans une vive répugnance, que nous avons consenti à présenter un impôt sur ce genre de valeurs, je le répète, actions, obligations, effets se négociant sur le grand marché des capitaux. » (1)

3. — Séance du samedi 29 juin 1872 (2).

La loi relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières a été finalement votée le 29 juin 1872.

Soulignons que les quatre articles de cette loi ont été votés successivement, dans l'ordre de leur numérotage.

L'article 1^{er} a été mis aux voix dans son intégralité, et il a été adopté. Il en a été de même de l'article 2. Pour l'article 3 la mise aux voix, qui a été suivie de l'adoption, a porté d'abord seulement sur les trois premiers alinéas, sur lesquels aucune objection n'avait été élevée, puis, après une courte discussion à leur sujet, sur les quatre derniers alinéas ; l'ensemble de l'article 3 a ensuite été mis aux voix et voté.

L'article suivant, article 4, est celui qui traite de l'imposition des revenus des valeurs étrangères. Le président de l'Assemblée le lut en entier, le jour même du vote.

L'alinéa 1^{er} de cet article 4 définit, par une énumération limitée, l'assiette de l'impôt, en ce qui concerne les valeurs étrangères. L'alinéa 2 du même article fait connaître les mesures édictées dans le but de prévenir les contraventions « à l'acquiescement de cette taxe » (c'est nous qui soulignons), c'est-à-dire de la taxe définie par l'alinéa 1^{er}, « ainsi que du droit de timbre et de transmission ». L'alinéa 3 édicte qu' « Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établis-

(1) J. off. du 26 juin 1872, p. 4301, 1^{re} colonne.

(2) J. off. du 30 juin 1872, p. 4404 et suiv.

sement et de perception de ces droits ». L'alinéa 4, le dernier, complète la mission confiée à ce règlement.

Le président de l'Assemblée ayant donné lecture de l'ensemble de l'article 4 proposé, une très longue discussion a commencé. A la fin de cette discussion, l'article proposé a été mis aux voix dans son intégralité, et il a été adopté sans modification.

Nous en terminerons immédiatement avec ce qui a été dit au sujet du ou des règlements d'administration publique à prévoir, c'est-à-dire au sujet des alinéas 3 et 4. Nous le reproduisons complètement. On y voit ce qui a été proposé au vote du législateur quant à la contribution que devaient apporter ce ou ces règlements. M. POUYER-QUERTIER a dit :

« Je demande donc à l'Assemblée de laisser au Gouvernement, sous sa responsabilité, le soin d'établir les règlements d'administration publique qui devront fixer les conditions dans lesquelles les titres étrangers *circuleront en France*, » (c'est nous qui soulignons) « et de permettre à l'Etat de percevoir encore, de ce chef, près de 6 ou 7 millions, qui lui échappent et qui nous appartiennent absolument au même titre que les droits sur les valeurs françaises appartiennent aux étrangers. » (1)

D'après cela, le ou les règlements devaient viser les titres étrangers circulant en France.

Ensuite, M. DESEILLIGNY, rapporteur de la commission du budget, insista sur « la difficulté d'atteindre les valeurs étrangères ».

« Après d'assez longues hésitations, — dit-il, — nous nous sommes ralliés au système qui avait été adopté dès l'année 1857. Nous reconnaissons que ce système présente quelques difficultés; mais d'accord avec le Gouvernement, ce système nous paraît le seul possible, et, grâce à un règlement d'administration publique qui sera étudié, nous croyons qu'il pourra être convenablement appliqué. » (2)

Et finalement, M. POUYER-QUERTIER a ajouté :

« C'est par un règlement d'administration publique que la *perception* » (c'est nous qui soulignons) « de l'impôt sur les valeurs étrangères sera établie. » (3)

Ainsi, le règlement devait établir la perception, cela bien entendu, sur les revenus des valeurs dont la nature était précisée par le début de l'article en discussion.

En dehors de ce qui vient d'être rappelé, tout le reste de la longue discussion sur l'article 4 a porté uniquement sur les alinéas 1^{er} et 2.

Tant au cours de la discussion qu'au moment du vote, aucun membre de l'Assemblée n'a séparé l'un de l'autre ces deux alinéas, n'a pris l'un ou l'autre séparément.

(1) J. off. du 30 juin 1872, p. 4413, 3^e colonne.

(2) J. off. du 30 juin 1872, p. 4414, 1^{re} colonne.

(3) J. off. du 30 juin 1872, p. 4414, 2^e colonne.

Contrairement à ce qu'a dit M. Paul PONT (1), l'alinéa 2 n'a jamais été présenté comme « un cas spécial et tout particulier », cas correspondant à des titres circulant en France.

Comment pouvait-il en être autrement, puisque les seules valeurs étrangères que les différents orateurs visaient étaient celles qui circulaient sur le marché français des capitaux ?

Ce que nous avançons là, quant aux valeurs étrangères visées, et, ce qui est une conséquence de ce premier fait, quant à la liaison entre les deux premiers alinéas de l'article 4, se trouve mis en évidence par les extraits suivants de la discussion qui a eu lieu sur l'article 4 proposé par la commission du budget de 1872.

C'est nous qui avons souligné certaines parties des extraits suivants. Nous l'avons fait afin de mettre en relief ce qui montre particulièrement bien qu'il n'était absolument pas question d'atteindre des valeurs étrangères ne circulant pas en France, qui le montre parce que ces parties soulignées ne s'appliquent absolument pas aux valeurs étrangères non en circulation sur le marché français des capitaux.

« M. Alfred ANDRÉ (Seine). —

Il ne faut pas oublier qu'il s'agit ici de compagnies étrangères; que ces compagnies, si elles ont des actions au porteur et des obligations en France, en ont aussi un peu partout, dans d'autres pays; de sorte que lorsqu'on leur demande de faire un sacrifice, si ce sacrifice dépasse une certaine mesure, elles préfèrent renoncer à des bénéfices qu'on leur ferait payer trop cher. C'est ce qui arrivera certainement si le projet de la commission prévaut. *Les compagnies interrompront leurs relations avec le Trésor, acclimateront leurs titres de préférence sur les autres grands marchés.* Il n'y aura pour le Trésor que peu ou point de recette.

Voilà la situation faite aux compagnies étrangères.

Maintenant j'arrive à la seconde objection que me suggère l'article 4 du projet de la commission.

S'agissant de percevoir un droit sur des valeurs étrangères, je recherche les moyens efficaces que le Trésor a d'y réussir.

Puisque nous parlions de justice, il faut bien reconnaître qu'il n'y avait qu'un moyen qui fût véritablement juste. Il fallait englober toutes les valeurs étrangères, non plus seulement ces quelques actions, ces quelques obligations pour lesquelles je porte parole, mais avec elles les fonds d'Etats, dans une seule mesure d'application générale. Il fallait demander aux porteurs des titres une déclaration de leur possession, grâce à laquelle vous auriez pu atteindre non seulement une portion des valeurs, mais toutes celles qui sont aux mains des citoyens français. » (2)

.....
Et maintenant la commission vous demande de prévenir les contraventions par des mesures que je ne crains pas de qualifier de draconiennes: on vous propose d'interdire l'émission, la négociation, l'exposition en vente, la cote de tout titre qui n'aurait point acquitté ce droit, aussi bien que le droit de timbre et de transmission; on vous dit que les pénalités seront celles de la loi de 1857, c'est-à-dire une amende qui peut se monter à 5.000 fr. Vous voyez d'ici tout

(1) D.P., 1883, 1, 97: notes (1 à 8) II, p. 98, 1^{re} colonne, 38^e lig.

(2) J. off. du 30 juin 1872, p. 4413, 1^{re} colonne.

ce que cette situation crée aux porteurs de titres étrangers de difficultés, d'appréhensions, de défiance. Vous voyez combien on leur crée de difficultés; au lieu de s'attacher à les retenir en France, on les traite en ennemis, ces titres que vous avez reconnus comme étant un des moyens naturels, légitimes, utiles du placement des capitaux français. (1)

.....; en présence de ces investigations qui vous seront nécessaires, de ces pénalités inséparables d'une rigoureuse application de la loi, en présence de l'émigration inévitable des capitaux à l'étranger, je vous demande de ne pas voter l'article 4 de la loi. » (1)

« M. POUYER-QUERTIER. —

Je demande donc à l'Assemblée de laisser au Gouvernement, sous sa responsabilité, le soin d'établir les règlements d'administration publique qui devront fixer les conditions dans lesquelles les titres étrangers circuleront en France, et de permettre à l'Etat de percevoir encore, de ce chef, près de 6 ou 7 millions, qui lui échappent et qui nous appartiennent absolument au même titre que les droits sur les valeurs françaises appartiennent aux étrangers. » (2)

.....
« il faut astreindre les titres étrangers, qui viendraient faire concurrence aux titres français, aux mêmes droits que les titres de notre pays. » (3)

« M. BOCHER. —

Vous pouvez bien admettre, déclarer en principe qu'il est juste de soumettre au même traitement, aux mêmes charges que les nôtres, les valeurs étrangères, pour qu'elles puissent circuler librement chez nous;
..... Croyez-moi, toute disposition de loi, tout acte, toute parole qui peuvent avoir pour effet d'écarter les capitaux étrangers prêts à venir à nous, et ils y viendront d'autant plus qu'ils y trouveront un marché ouvert, libre, hospitalier, tout ce qui peut restreindre leur concours en diminuant leur liberté, la liberté de toutes les transactions, de toutes les valeurs, des valeurs étrangères et des nôtres, oui, croyez-le, est une mesure déplorable. » (4)

« M. RAUDOT. —
..... De quoi s'agit-il? D'établir un impôt sur l'argent français qui va se placer sur les valeurs étrangères. » (5)

« M. ROUHER. —

Aujourd'hui, vous en êtes à un article 4, qui propose de frapper les obligations et les actions étrangères, et qui impose à cette prescription une sanction pénale très rigoureuse.

« M. Victor LEFRANC, ministre de l'intérieur. — Oui! c'est cela!

« M. ROUHER. — Cette sanction pénale consiste dans le refus de la cote, dans le refus même du droit d'émission sur les marchés publics, dans la radiation de la cote si le droit n'est pas payé. » (6)

Quant à l'imposition devant atteindre les valeurs étrangères, terminons en faisant observer que, puisque toujours il était question d'atteindre celles de ces valeurs qui circulent sur le marché français des capitaux, puisque nulle part il n'était question d'atteindre celles de ces

(1) J. off. du 30 juin 1872, p. 4413, 2^e colonne.

(2) J. off. du 30 juin 1872, p. 4413, 3^e colonne.

(3) J. off. du 30 juin 1872, p. 4414, 1^{re} colonne.

(4) J. off. du 30 juin 1872, p. 4416, 1^{re} et 2^e colonnes.

(5) J. off. du 30 juin 1872, p. 4416, 3^e colonne.

(6) J. off. du 30 juin 1872, p. 4417, 1^{re} colonne.

valeurs qui ne circulent pas sur ce marché, le législateur ne visait nullement les valeurs des sociétés étrangères sans titre en circulation en France, que ces sociétés possèdent ou non des biens en France. Il s'ensuit que le législateur ne posait pas un principe d'égalité entre toutes les sociétés, françaises ou étrangères, possédant des biens en France.

§ 3. — **Examen critique du texte de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, et réfutation de l'interprétation adoptée par la jurisprudence.**

En ce qui concerne les valeurs étrangères, au regard de la loi relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, on vient de voir, par l'examen des travaux préparatoires au vote de la loi : rapports, projets de loi, débats parlementaires, à quelle intention a répondu le texte voté, article 4 de la loi.

Le législateur a voulu assurer sur le marché français des capitaux une équivalence de condition fiscale entre les valeurs étrangères et les valeurs françaises, afin que celles-ci n'y soient pas handicapées par celles-là, soit par les valeurs étrangères circulant sur le marché français des capitaux — il a précisé les natures de celles de ces dernières valeurs que la loi atteindra. Il a subsidiairement voulu fixer des sanctions, dans le but de garantir l'exécution de la mesure devant assurer ladite équivalence de condition fiscale sur le marché français des capitaux. Il a voulu qu'un règlement d'administration publique arrête les mesures de détail qu'il n'a pas pu arrêter lui-même, faute de temps pour en poursuivre l'étude. Tels furent les objets et les buts de l'article 4 de la loi ; nous pensons que les pages précédentes l'ont bien montré.

Les valeurs étrangères non en circulation sur le marché français des capitaux n'ont été mentionnées à aucun moment, aucune allusion n'y a été faite. Par contre, plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre des finances, et plusieurs membres de l'Assemblée, dont le rapporteur de la commission du budget, se sont longuement étendus sur les valeurs étrangères en circulation sur ledit marché.

C'est d'abord de cette double constatation que ressort que le législateur n'a aucunement eu l'intention de viser les premières. Son absence d'intention à l'endroit de ces valeurs étrangères non en circulation sur le marché français des capitaux ressort aussi du fait qu'en prévoyant des sanctions, pour garantir l'exécution de la loi à l'égard des valeurs étrangères, il s'est borné à en fixer à l'égard de celles qui, par l'un ou l'autre des moyens qu'il a énumérés, voudraient apparaître sur ce marché ; il n'a parlé d'aucune sanction à l'égard des autres valeurs étrangères, ou, si l'on veut, à l'égard des sociétés étrangères dont seraient émanées ces autres valeurs.

Il suit de là :

- 1° que les valeurs des sociétés étrangères n'ayant aucune circulation de titres en France n'ont pas été visées par la loi ;
- 2° que la deuxième phrase de l'article 4, fixant des sanctions pour garantir l'exécution de la loi, est un simple complément de la première, de celle qui a créé une équivalence de condition fiscale sur le marché français.

En conséquence :

- 1° la loi n'a pas posé un « principe d'égalité », au point de vue fiscal, entre sociétés étrangères et sociétés françaises ;
- 2° les deux premières phrases de l'article 4 ne sont pas « distinctes et indépendantes ».

Nous allons voir d'abord que la nécessité de lier l'une à l'autre les deux premières phrases de l'article 4 de la loi considérée résulte également du fait que la première ne se suffit pas à elle-même, qu'elle est en elle-même incomplète, alors qu'en liaison avec la deuxième elle forme un ensemble parfaitement complet.

Nous verrons ensuite les graves erreurs commises par la jurisprudence :

- 1° lorsqu'elle a imaginé l'existence d'un « principe d'égalité », qu'aurait posé la première phrase de l'article 4, principe en vertu duquel cet article viserait les valeurs des sociétés étrangères n'ayant pas de circulation de titres mais possédant des biens, en France ;
- 2° lorsqu'elle a prétendu, pour soutenir cette idée du principe d'égalité imaginé par elle, que les deux premières phrases de l'article 4 sont « distinctes et indépendantes ».

— I —

Examen critique de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872.

Rappelons que l'article en question est ainsi conçu :

« Art. 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi. »

Le fait que le législateur n'a visé, en tant que valeurs étrangères,

que celles qui circulent sur le marché français des capitaux, résulte de l'ensemble des travaux préparatoires au vote de la loi : rapports, projets, débats. On s'explique que le législateur n'ait pas dit explicitement qu'il n'a pas visé d'autres valeurs étrangères que celles-là, qu'il ne l'ait dit explicitement ni au cours des travaux préparatoires ni dans le texte voté, précisément si l'on pense qu'il n'avait songé et ne songeait alors à l'imposition en France d'aucune valeur étrangère non en circulation sur le marché français des capitaux.

Ce fait, que le législateur n'a visé que les valeurs étrangères circulant sur le marché français, se trouve implicitement marqué dans le texte voté. Il est, en effet, la conséquence de ce que la deuxième phrase de l'article 4 est un simple complément de la première, de ce que ces deux phrases se rapportent aux mêmes valeurs ; car, la deuxième ne se rapportant qu'à des valeurs apparaissant sur le marché français, la première ne se rapporte nécessairement qu'à de telles valeurs, en raison de la liaison qui existe nécessairement entre elles deux.

Le texte même fait apparaître la nécessité de la liaison entre les deux premières phrases de l'article 4.

Voyons cela.

Dans la première phrase de l'article 4, le législateur a fait une énumération limitée des natures des valeurs étrangères qu'il s'est proposé d'atteindre dans leurs revenus distribués.

Cette première phrase se suffit-elle à elle-même, constitue-t-elle une « disposition indépendante » ?

Non. Pour l'établir raisonnons par l'absurde. Si la première phrase de l'article 4 n'y était pas liée, sa signification y serait libre et par suite large, générale ; cette première phrase signifierait alors que *TOUTES* « Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger sont soumis » à la taxe, en vertu de la loi considérée. Or, cette signification à « sens éminemment général » est incontestablement inadmissible, le législateur français n'étant nullement fondé à imposer *TOUS* les titres étrangers, des natures qui ont été énumérées. L'hypothèse de l'indépendance est donc à rejeter. Il n'est pas possible que soit exact ce qui résulte en toute rigueur de l'ensemble suivant, pris dans ce qu'a dit l'Administration de l'enregistrement dans chacun de ses mémoires en défense précités (1) :

1^o au sujet de l'article 1^{er} :

« le législateur, en se servant de formules compréhensives et en s'abstenant d'en restreindre, d'une manière quelconque, le sens éminemment général

(1) Cass. civ., 29 août 1881 : J.E., 21.727.

Cass. civ., 19 février 1894 : R.E., 658, p. 216, lig. 44 et suiv., et p. 217, lig. 17 et suiv.

(Civ., 9 janvier 1877), a manifesté la volonté d'atteindre, dans leurs produits, les actions ou les obligations de *toute* (c'est nous qui soulignons) association (Civ., 6 août 1878) »,

puis, un peu plus loin,

2° au sujet de l'article 4 :

« L'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 est spécial aux valeurs françaises ; mais l'application en a été étendue aux valeurs étrangères par l'art. 4, paragraphe 1^{er}. »

Mais en liant ensemble la première et la deuxième phrase de l'article 4 on obtient une signification parfaitement nette et claire, signification qui est tout à fait admissible, de la première comme de la deuxième de ces phrases : la première fixe, sans aucune impossibilité, l'assiette de l'impôt, et la deuxième fixe les sanctions destinées à garantir l'exécution de la disposition édictée par la première, tout cela à l'égard des valeurs étrangères apparaissant sur le marché français des capitaux.

Ainsi, la première phrase de l'article 4 n'est pas admissible lorsqu'elle n'est pas liée à la deuxième, et elle est admissible lorsqu'elle est liée à la deuxième. La première phrase doit donc être liée à la deuxième, et, en conséquence, elle ne se rapporte qu'à des valeurs apparaissant sur le marché français des capitaux.

Voilà ce que nous nous proposons d'établir à nouveau, cette fois-ci par le simple examen critique du texte voté.

— II —

Interprétation admise par la jurisprudence de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872.

Nous avons montré, puis démontré que l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 a créé un impôt sur le revenu de certaines valeurs mobilières étrangères et défini l'assiette de cet impôt, par son premier alinéa ; et qu'il a fixé des sanctions en vue de garantir l'exécution des dispositions de ce premier alinéa, par son deuxième alinéa ; de sorte que ces deux alinéas, dont le second est un complément du premier, se rapportent tous deux aux mêmes valeurs étrangères, savoir : les valeurs étrangères qui apparaissent sur le marché français des capitaux.

Nous avons montré cela d'abord en comparant le texte de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 à celui de l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 en particulier, faisant ainsi constater que ces deux textes ont la même rédaction (voir p. 129 et suiv.) ; ensuite en étudiant complètement et minutieusement, à l'égard des dispositions qui ont donné lieu à cet article 4, les projets de loi et les débats parlementaires

(voir p. 134 à 157) ; et nous l'avons démontré au moyen de l'examen critique du texte des deux premiers alinéas dudit article 4.

Cet unique fait suffit à prouver que le législateur de 1872 n'a pas entendu atteindre les valeurs émises par les sociétés étrangères qui n'ont aucun de leurs propres titres en circulation sur le marché français des capitaux, et, en conséquence, qu'il n'a pas entendu mettre sur un pied d'égalité les sociétés françaises, d'une part, et les sociétés étrangères qui n'ont en France que des biens, d'autre part, donc qu'il n'a pas posé un principe d'égalité entre les sociétés françaises, d'une part, et les sociétés étrangères, d'autre part.

Malgré cela, une jurisprudence constituée tant par de nombreux arrêts de la Cour de cassation que par de nombreux jugements, a toujours, à une seule exception près, par un jugement dont nous donnons ci-après un extrait (Tribunal de la Seine, 5 juin 1885), jugement qui a d'ailleurs été cassé (Cour de cassation, 4 mai 1887), toujours validé la réclamation du fisc français, au titre de la loi du 29 juin 1872, contre des sociétés étrangères n'ayant pas en France de circulation de leurs propres titres mais ayant en France des biens.

Et cette jurisprudence a toujours fondé sa décision sur un prétendu principe d'égalité, entre sociétés françaises et sociétés étrangères, qu'à ses yeux le législateur aurait posé dans la loi, par la fin du premier alinéa de l'article 4.

Nous avons vu que jamais, pas plus en 1872 qu'auparavant, le législateur n'a parlé d'un tel principe ; aucune mention ni même aucune allusion ne peut être relevée dans les travaux parlementaires préparatoires, au sujet d'un tel principe.

M. Albert WAHL nous a dit depuis (1) :

« l'équivalence n'est pas posée par la loi sous forme d'un principe dont il appartienne à la jurisprudence de tirer les conséquences. Ces conséquences, la loi les tire elle-même, en indiquant les circonstances dans lesquelles les taxes sont dues. Cela est tellement vrai que, quand ces conséquences ont paru trop limitatives, c'est la loi elle-même qui a dû en ajouter d'autres, pour compléter son œuvre ».

(Les conséquences ajoutées par la loi ont toutes visé exclusivement les titres étrangers circulant en France (2)).

(1) Albert WAHL : *Traité du Régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières*, Paris, 1909, n° 2783, renvoi 7.

(2) Les circonstances énoncées par la loi ont été :

le 23 juin 1857 (art. 9) : la cotation, la négociation en France ;

le 29 juin 1872 (art. 4) : la cotation, la négociation, l'exposition en vente, l'émission en France ;

le 13 avril 1898 (art. 12) : l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente, l'introduction sur le marché, l'annonce ou la publication des opérations ci-dessus, le service financier (remboursement, transfert, paiement des coupons) en France.

Et, en effet, la formule de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 n'offre aucune élasticité. Cette formule est limitativement énumérative ; elle n'est donc ni générale ni même compréhensive, elle ne pose pas un principe.

L'expression « taxe équivalente » y a été interprétée par la Cour de cassation et par les tribunaux, sauf un, non pas comme signifiant que les valeurs étrangères énumérées doivent être soumises à une taxe dont le taux est équivalent à celui de la taxe « établie par la loi sur le revenu des valeurs françaises », mais comme signifiant que la loi créait une équivalence, une égalité entre les sociétés étrangères et les sociétés françaises.

Pour en arriver là il a été nécessaire de vouloir ne pas lier entre eux les deux premiers alinéas de l'article 4 de la loi, de vouloir considérer les dispositions respectives de ces deux alinéas comme « distinctes et indépendantes ». Mais nous avons déjà relevé qu'il est impossible que le premier alinéa de l'article 4 ait le sens large que l'on a voulu lui faire prendre ainsi.

Voilà qui infirme absolument l'interprétation au sens large suivant laquelle la loi a, en l'alinéa 1^{er} de son article 4, créé une équivalence entre les sociétés étrangères et les sociétés françaises, au regard de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Subsidiairement, ajoutons la remarque suivante. Dans l'énumération des origines des valeurs dont les natures sont elles aussi énumérées à l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de la loi, se trouvent les « villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger ». Il s'ensuit que si ledit alinéa était à prendre isolément et par conséquent *au sens large*, les obligations et les titres d'emprunts de ces villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger seraient « soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la loi sur le revenu des valeurs françaises » ; c'est-à-dire que si l'on devait adopter le sens large, ces obligations et titres d'emprunts seraient soumis, dans leurs revenus, à une taxe équivalente à celle établie sur le revenu des valeurs françaises, le mot équivalent signifiant, dans l'hypothèse que nous discutons ici, que les valeurs étrangères et les valeurs françaises dont les revenus seraient à taxer de même seraient des valeurs de nature et d'origine similaires, respectivement à l'étranger et en France. En particulier, seraient ainsi soumis à la taxe les obligations et les titres d'emprunts étrangers des villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger possédant en France des biens, que de leurs titres y circulent ou non. Or, des autorités incontestées, professeur ou membre de l'Administration française de l'enregistrement, ont très nettement et fermement exprimé l'avis que les villes, provinces étrangères et autres établissements publics étrangers ne sont pas imposables à raison uniquement de la possession de biens en France, mais sont atteints par la taxe équivalente sur le revenu des valeurs

mobilières exclusivement lorsqu'il y a circulation sur le marché français des capitaux de leurs obligations ou titres d'emprunts (1).

Voilà encore pour condamner le sens large de l'alinéa premier de l'article 4 de la loi.

Au surplus, disons que malgré la proclamation constante d'un principe d'égalité entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères, qui aurait été posé par le premier alinéa de l'article 4, le paragraphe qui suit a pour objet de relever que relativement aux sociétés étrangères dont les titres n'empruntent pas le marché français mais qui possèdent des biens en France, l'égalité que l'on prétend être prescrite par la loi n'existe en fait ni entre les sociétés elles-mêmes, sociétés françaises d'un côté et sociétés étrangères de l'autre, ni entre les possesseurs des valeurs émises par les sociétés, possesseurs de valeurs françaises d'un côté et possesseurs de valeurs étrangères de l'autre.

Au vrai, le prétendu principe d'égalité n'a pas été posé par la loi du 29 juin 1872.

Après avoir donné quelques extraits d'arrêts et de jugements où ce principe est la pièce de base, nous dirons quelles sont à nos yeux les deux raisons qui expliqueraient que la jurisprudence l'ait admis.

★★

Les arrêts et jugements sur le point qui nous retient en ce moment, savoir : l'imposition en France des sociétés étrangères qui y possèdent des biens mais n'y ont pas de circulation de leurs titres, ont été nombreux (2).

(1) Maurice JOBIT : Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères en France, Poitiers, 1893, n° 113.

Albert WAHL : De la situation fiscale des sociétés qui ont pour objet des biens situés en France, in *Journal de droit international*, Paris, 1908, p. 969 ; et *Traité du Régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières*, Paris, 1909, n° 2799.

T.A., 3^e édit., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n° 102.

(2) Notamment :

Grasse, 18 fév. 1878 : D.P., 1883, I, 101. — S., 1882, I, 181 (s. Cass. civ.).
Cass. civ., 29 août 1881 : D.P., 1883, I, 97/101. — S., 1882, I, 181.

Seine, 5 juin 1885 : J.E., art. 22.838.

Cass. req., 2 août 1886 : D.P., 1887, I, 167. — S., 1887, I, 329.

Cass. civ., 4 mai 1887 : D.P., 1888, I, 231. — J.E., 22.838. — S., 1888, I, 339.

Cass. civ., 19 février 1894 : D.P., 1894, I, 481. — R.E., 658. — S., 1896, I, 97.

Blida, 10 mai 1898 : D.P., 1900, I, 188. — R.E., 2253. — S., 1900, I, 420.
Cass. req., 15 novembre 1899 : D.P., 1900, I, 187. — R.E., 2253. — S., 1900, I, 420.

Belley, 6 février 1901 : R.E., 2692.

Avesnes, 27 février 1901 : R.E., 2692. — D.P., 1905, I, 318.

Nantua, 15 mars 1901 : R.E., 2692.

Besançon, 23 mai 1901 : D.P., 1903, I, 418. — R.E., 2953.

Cass. req. 10 février 1903 : D.P., 1903, I, 417. — R.E., 3278. — S., 1904, I, 52.

Cass. req., 11 novembre 1903 : D.P., 1905, I, 318. — R.E., 3470. — S., 1904, I, 368.

Cass. civ., 14 décembre 1904 : D.P., 1906, I, 491. — R.E., 3748. — S., 1905, I, 471.

Ils ont été nombreux parce que les sociétés étrangères qui n'avaient pas de titres circulant en France ne pouvaient pas penser que la loi de 1872 leur serait appliquée. Et encore aujourd'hui il n'est pas de société étrangère qui venant se livrer à une exploitation quelconque en France mais n'y ayant pas de ses titres en circulation ne manifeste son étonnement de se voir appliquer un texte qui, parfaitement clair et précis, ne concerne à ses yeux que les sociétés étrangères qui ont de leurs titres circulant en France.

Les attendus de ces nombreux arrêts et jugements sont en substance les mêmes que ceux qui se trouvent reproduits dans les extraits que nous allons donner, à titre d'exemples, pris parmi les premiers que l'on rencontre.

**1^o Extraits du jugement
du Tribunal civil de Grasse, du 18 février 1878 (*).**

EXTRAITS DU TEXTE DU JUGEMENT.

CRITIQUE SOMMAIRE DE DIFFÉRENTS
POINTS DU JUGEMENT CI-CONTRE.

« Attendu que la loi du 29 juin 1872, après avoir soumis d'une manière générale à l'impôt qu'elle créait tous les titres des sociétés françaises de quelque nature qu'ils fussent, a disposé, par son art. 4, que les titres des sociétés étrangères seraient assujettis à une taxe équivalente; / (1)

On va voir avec quelle incroyable légèreté a été rendu et a été rédigé le jugement considéré; et pourtant ce fut l'un des tout premiers jugements sur la question de l'imposition des revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères n'ayant pas de circulation de leurs titres en France, mais y possédant des biens. Et malgré les erreurs grossières de ce jugement, il a été confirmé par la Cour de cassation (arrêt du 29 août 1881).

(1) L'article 4 n'a pas dit que tous « les titres des sociétés étrangères seraient assujettis à une taxe équivalente ». Il a énuméré limitativement les natures des titres étrangers dont il entendait soumettre les revenus à la taxe équivalente qu'il instituait: « Les actions, obligations, titres d'emprunts ».

(*) D.P., 1883, I, 101. — S., 1882, I, 181 (sous Cass. civ.).

EXTRAITS DU TEXTE DU JUGEMENT.

/qu'elle a donc entendu que les entreprises françaises et les entreprises étrangères fussent placées, en ce qui concerne l'impôt, dans des conditions de complète égalité/ (2)

/et qu'il résulte de cette assimilation, établie déjà dans la loi du 23 juin 1857,/ (3)

CRITIQUE SOMMAIRE DE DIFFÉRENTS
POINTS DU JUGEMENT CI-CONTRE.

(2) La loi du 29 juin 1872 n'a pas du tout mis les entreprises françaises et les entreprises étrangères, vis-à-vis de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, dans des conditions de complète égalité, vu que l'énumération des origines des revenus qu'elle a taxés est plus longue relativement aux entreprises françaises (art. 1^{er}) qu'elle n'est relativement aux entreprises étrangères (art. 4) : pour les premières, en outre des revenus des actions, obligations, titres d'emprunts, ont été également taxés les revenus « des emprunts » non représentés par des titres et ceux « des parts d'intérêt et commandites ».

(3) La loi du 23 juin 1857 n'a nullement établi une assimilation entre les entreprises françaises, d'une part, et les entreprises étrangères, de l'autre, vu que relativement aux valeurs des entreprises étrangères elle a établi seulement le droit de timbre et le droit de transmission, et seulement sur les actions et les obligations, n'envisageant, pour l'application de ces droits, que les deux circonstances suivantes : cotation et négociation en France, de sorte que lesdits droits de timbre et de transmission ne sont pas réclamés en France aux sociétés étrangères qui n'ont pas de circulation de leurs titres en France, même lorsqu'elles y possèdent des biens, et qu'ainsi il y a disparité de traitement, au point de vue desdites taxes sur les valeurs mobilières, entre ces sociétés étrangères là, d'une part, et les sociétés françaises, de l'autre.

EXTRAITS DU TEXTE DU JUGEMENT.

/qu'aucune société étrangère ne saurait échapper à la taxe dans les cas où une société française serait tenue de l'acquitter ;/ (4)

/« Attendu que la Société le Crédit est une société à responsabilité limitée ; que son capital social est divisé en actions nominatives transmissibles indépendamment des biens qu'elles représentent ; que les actions d'une société française ainsi constituée seraient incontestablement soumises à la taxe ; que celles de la Société le Crédit y sont donc/ (5)

/aussi assujetties pour les valeurs françaises qu'elle exploite ;/ (6)

CRITIQUE SOMMAIRE DE DIFFÉRENTS
POINTS DU JUGEMENT CI-CONTRE.

(4) Ce résultat d'une prétendue assimilation dont jamais il n'a été parlé au cours des travaux parlementaires préparatoires au vote de la loi du 29 juin 1872, perd l'appui de cette assimilation du moment que celle-ci n'a pas été voulue par le législateur. A l'endroit d'une société étrangère, la taxe n'a à porter que sur les revenus des valeurs mobilières des natures énumérées à l'alinéa 1^{er} de l'art. 4 de la loi.

(5) Ce « donc » exprime à nouveau le résultat de la prétendue assimilation que le législateur n'a pas voulue, il est donc sans valeur.

(6) Dans l'expression : « valeurs françaises qu'elle exploite », le mot « valeurs » désigne ici une concession pour l'aménagement des eaux de la ville de Cannes et divers immeubles situés en France. Le mot « valeurs » a donc été pris ici dans le sens général de « biens quelconques ». Or, dans les rapports, projets de loi, débats, textes votés relativement à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, le législateur a toujours, a uniquement pris le mot « valeurs » dans le sens restreint de « valeurs mobilières ». Ce passage du sens de « valeurs mobilières » au sens de « biens » aurait dû être soigneusement évité, afin de ne pas

EXTRAITS DU TEXTE DU JUGEMENT.

CRITIQUE SOMMAIRE DE DIFFÉRENTS
POINTS DU JUGEMENT CI-CONTRE.

/qu'on prétendrait vainement/ (7)

/que, d'après la loi du 29 juin, l'impôt n'est applicable aux titres des entreprises étrangères que lorsqu'ils sont cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France (8), et qu'il ne peut atteindre, par conséquent, les actions de la Société le Crédit qui ne se trouvent dans aucun de ces cas et qui ne peuvent être transférées qu'à Londres, au siège social, avec l'autorisation du conseil d'administration ;

Que le second paragraphe de l'art. 4 de la loi, dont on invoque les termes, est loin d'avoir la portée et la signification qu'on lui attribue ; qu'il ne contient pas simplement, comme on le soutient, la sanction du principe posé dans le paragraphe 1^{er} dont il ne serait ainsi que le corollaire ; que ces deux paragraphes renferment, au contraire, des dispositions complètement distinctes et indépendantes (9) ; qu'ils prévoient et règlent des situations toutes différentes ;/ (10)

risquer de provoquer des confusions et, par elles, des erreurs d'interprétation du texte voté. Nous verrons, lorsque nous examinerons le décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi, décret du 6 décembre 1872, que c'est lui qui le premier a eu le tort de faire intervenir, pour le mot « valeurs » le sens large de « biens ».

(7) C'est là une pure affirmation, qui est complètement infirmée par les examens que nous avons relatés au paragraphe qui précède (examen des rapports, des projets de loi, des débats, du texte voté).

(8) d°

(9) d°

(10) Quelle différence absolue le Tribunal de Grasse voyait-il entre les situations réglées respectivement par les deux premiers paragraphes, ou

EXTRAITS DU TEXTE DU JUGEMENT.

CRITIQUE SOMMAIRE DE DIFFÉRENTS
POINTS DU JUGEMENT CI-CONTRE.

alinéas, de l'article 4 de la loi ? Comme on va le voir, la suite de son jugement nous le dit. Il nous dit, en effet, que, pour ce Tribunal, l'alinéa premier vise « toutes les sociétés qui ont en France une partie de leur capital », alors « que le second est seulement relatif » à des entreprises « dont tous les biens sont à l'étranger », autrement dit qui n'ont pas de biens en France. Ainsi se trouve nettement défini ce que le Tribunal de Grasse a entendu par « situations toutes différentes » : la différence entre les situations qu'auraient envisagées respectivement les deux alinéas en question serait celle qui existerait entre le cas de possession de biens en France (alinéa 1^{er}) et le cas de non-possession de biens en France (alinéa 2). Or, nulle part il n'a été dit que le second de ces deux alinéas n'avait à s'appliquer qu'à des entreprises n'ayant pas de biens en France. La distinction faite ici par le Tribunal de Grasse n'était donc nullement fondée.

/que le premier soumet d'une manière absolue/ (11)

(11) Le mot « absolue » est inexact, vu que ledit paragraphe, ou alinéa, de l'article 4 de la loi, donne une énumération limitative des natures des valeurs étrangères qui sont soumises à la taxe, comme l'article 1^{er} donne une énumération des valeurs nationales qui sont taxées, et que cette énumération relative aux valeurs étrangères est moins étendue que celle qui est relative aux valeurs françaises.

/les valeurs étrangères à une taxe équivalente à celle dont sont frappées les valeurs nationales; qu'il s'applique manifestement/ (12)

(12) Ce « manifestement » est une affirmation sans la moindre base, et pour cause, étant donné que, comme nous l'avons montré, le législateur n'a visé que les valeurs

EXTRAITS DU TEXTE DU JUGEMENT.

CRITIQUE SOMMAIRE DE DIFFÉRENTS
POINTS DU JUGEMENT CI-CONTRE.

mobilières étrangères apparaissant
sur le marché français des capitaux.

/à toutes les sociétés qui ont en
France une portion de leur capital,
laquelle constituant un capital fran-
çais/ (13)

/doit la taxe à raison du revenu
qu'elle produit, quelle que soit la
nationalité du possesseur;/ (14)

/que le second est seulement/ (15)

/relatif aux entreprises dont tous
(15) les biens sont à l'étranger et
que l'impôt ne pouvait atteindre
hors de France; qu'il spécifie que
leurs titres ne sont soumis à la taxe
que tout autant qu'ils se produisent
sur le marché français et qu'ils
viennent profiter de ses avantages et
de sa protection, de telle sorte qu'on
a pu dire avec raison que, dans ce
dernier cas, la taxe est purement
facultative (16), en ce sens que ces
sociétés ne sont tenues de l'acquitter
que si elles font usage de leurs titres
en France; que, dans le premier cas,
au contraire, elle est obliga-
toire,/ (16)

(13) La portion située en France
du capital d'une société étrangère
est un capital étranger en France,
ce n'est pas un capital français, au
sens strict des termes, sens strict
dont on devrait s'interdire de sortir
dans un jugement.

(14) C'était la thèse soutenue par
l'Administration de l'enregistrement
dans sa défense, mais, ainsi que
nous l'avons vu au paragraphe qui
précède, cette thèse ne peut trouver
aucun appui dans les intentions dé-
clarées du législateur.

(15) Cette restriction n'a nulle-
ment été faite par la loi, il suffit de
la lire, sans plus, pour s'en assurer.
La loi n'a rien dit de tel.

(16) Ne serait-ce pas un paradoxe,
vraiment piquant, qu'avant de voter
la loi le législateur n'ait jamais dit
un seul mot du cas où la taxe serait
obligatoire, alors que, dans les rap-
ports et les débats, il s'est longue-
ment étendu sur le cas où elle serait
« purement facultative » ? Cette
manière de présenter les choses est
amusante.

EXTRAITS DU TEXTE DU JUGEMENT.

/parce qu'elle est établie sur les produits de valeurs (17) ayant leur assiette en France et tombant, dès lors, sous l'action de la loi française ;

Que cette distinction qui ressort du texte de la loi du 29 juin, sainement interprété (18), se retrouve en termes formels dans le décret réglementaire du 6 déc. 1872 ;/ (19)

/que l'article 3 de ce décret explique (20), dans son paragraphe 1^{er}, que la taxe est due tant par les sociétés dont les titres sont cotés ou circulent en France que par celles qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France ;/ (20)

etc., etc. »

CRITIQUE SOMMAIRE DE DIFFÉRENTS
POINTS DU JUGEMENT CI-CONTRE.

(17) Comme à l'occasion de l'observation (6) ci-dessus, le mot « valeurs » est pris ici avec le sens de « biens ».

(18) Le Tribunal de Grasse a avoué là qu'il est arrivé à la distinction en question en interprétant la loi, sainement a-t-il prétendu.

(19) La distinction dont il s'agit, nettement définie par le texte du jugement (voir l'observation (10) ci-dessus), n'a pas du tout été faite par le texte du décret.

(20) Le paragraphe, ou alinéa, premier, de l'art. 3 du décret, n'explique rien (il n'avait d'ailleurs pas à expliquer), il dit, et il dit que toutes les dispositions relatives aux sociétés françaises « sont applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France ». En disant « ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France » le décret a franchement outrepassé ses droits, puisqu'il a *ajouté* un cas de taxation à celui que la loi avait visé, relativement aux valeurs étrangères.

2° Extraits de l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 29 août 1881 (*)
sur le pourvoi formé contre le jugement du Tribunal de Grasse
du 18 février 1878.

L'arrêt de la Cour de cassation débute par l'attendu suivant:

« Attendu que la Société anglaise le Crédit possède en France et y exploite d'une manière continue, depuis l'année 1869, des biens qui, sur l'avis préalable de la commission des valeurs mobilières, ont été évalués aux neuf dixièmes du capital social; qu'elle est par là sous l'application de la loi du 29 juin 1872 relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et spécialement de l'art. 4, § 1^{er}, dont la disposition est propre aux valeurs françaises; »

La Cour de cassation nous révèle là, de façon parfaite, l'inexactitude foncière, et grave, de l'interprétation qu'elle a adoptée pour l'alinéa premier de l'article 4 de la loi. Voyons-le bien.

Elle nous dit là (c'est nous qui avons souligné):

La Société anglaise possède en France et y exploite *des biens*; elle est *par là* sous l'application de la loi relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et *spécialement* de l'art. 4, § 1^{er}, dont la disposition est propre aux *valeurs françaises*.

Les mots « par là » établissent bien l'avis qu'une société étrangère est sous l'application de la loi relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières du *fait* qu'elle possède et exploite en France « des biens ».

Or, nous le relevons à nouveau, en aucun endroit des travaux et débats parlementaires qui ont préparé le vote de ladite loi il n'a été envisagé d'atteindre par l'impôt le revenu de biens quelconques possédés et exploités en France par une affaire ou une collectivité étrangère. A l'égard des valeurs étrangères, ces travaux et débats préparatoires ont exclusivement, et d'ailleurs très longuement, porté sur l'imposition du seul fait de la circulation sur le marché français des capitaux, de valeurs mobilières émises par les affaires ou collectivités étrangères, privées ou publiques. Le mot « biens » ne figure nulle part dans le texte voté, et nulle part il n'a été écrit ni prononcé dans les travaux et débats qui ont préparé le vote de ce texte. Enfin, aucun terme du texte voté n'indique que la loi ait visé les revenus de « biens quelconques », ni que l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de la loi, dont la disposition est spécialement propre à la taxation des valeurs ÉTRANGÈRES, ait visé d'autres valeurs que des « valeurs mobilières », que celles dont il a précisé et la nature et l'origine; rappelons que le libellé de cet alinéa est le suivant:

« Art. 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises. »

(*) Cass. civ., 29 août 1881: D.P., 1883, I, 97, p. 103. — S., 1882, I, 1881, p. 184.

Il est évident que la taxe est « équivalente » en ce qu'elle est de même taux en frappant des valeurs similaires, valeurs françaises d'un côté et valeurs étrangères de l'autre.

Comme ce fut toujours le cas dans les travaux et débats préparatoires, dans le texte voté le mot « valeurs » n'a pas d'autre signification que celle de « valeurs mobilières », même lorsque l'épithète « mobilières » n'a pas été ajoutée.

Il s'ensuit que la fin de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de la loi, savoir : « sur le revenu des valeurs françaises », a, en termes plus précis, la signification suivante : « sur le revenu des valeurs mobilières françaises ».

En conséquence, le texte de cet alinéa exprime une disposition qui, spéciale aux valeurs mobilières étrangères qu'il indique, a créé simplement la taxation du revenu de ces valeurs étrangères par équivalence avec celle que la loi a établie sur le revenu des valeurs *mobilières* françaises. Ledit texte est ainsi très clair et très net.

Dans l'attendu que nous discutons ici, la Cour a dit que la disposition de l'alinéa 1^{er} de l'art. 4 « est propre aux valeurs françaises ».

La Cour a bien vu les mots « valeurs françaises » à la fin dudit alinéa.

Si dans son attendu elle avait donné à ces mots le sens qu'ils ont dans le texte de l'alinéa, savoir : le sens de « valeurs mobilières françaises », elle aurait dit ainsi que la disposition de l'alinéa 1^{er} de l'art. 4 « est propre aux valeurs mobilières françaises ». Or, ce dire-ci eut été grossièrement inexact, car l'alinéa en question concerne spécialement et uniquement des valeurs mobilières *étrangères*. Notre hypothèse est donc à rejeter, comme impliquant une contradiction avec le fait immédiat, vu qu'il y a contradiction, pour une valeur mobilière, entre le fait d'être étrangère et celui d'être française.

Il faut donc admettre que dans son attendu la Cour a donné aux mots « valeurs françaises » un sens différent de celui qu'ils ont dans l'alinéa de la loi.

Quel est ce nouveau sens ?

Pour le savoir il suffit de considérer le texte du premier attendu de l'arrêt de la Cour.

En effet, le rapprochement du début de ce texte de sa fin fait voir immédiatement que la Cour a dans ce texte donné à l'expression « valeurs françaises », à la fin, le sens du mot « biens » employé au commencement, cette expression et ce mot étant dans la même phrase, et appliqués au même objet, savoir : l'application de la loi à une société étrangère *du fait* qu'elle possède et exploite des biens en France, et la liaison entre le commencement et la fin de cette phrase, consacrée uniquement audit objet, étant au surplus nettement établie par le mot « spécialement » situé en son milieu.

Et l'on constate que l'attendu prend un sens non contradictoire au

fait immédiat lorsque l'on y donne aux mots « valeurs françaises » le sens de « biens quelconques situés en France », biens possédés et exploités par une collectivité étrangère.

En effet, l'attendu peut alors se lire ainsi :

« la disposition de l'art. 4, § 1^{er}, est propre à la taxation du revenu de valeurs mobilières étrangères du fait de la possession en France *de biens y exploités* » ;

et ceci n'est pas contradictoire au fait immédiat suivant, c'est-à-dire n'exclut pas ce fait et n'est pas exclu par lui, bien que n'en étant nullement l'expression :

la disposition de l'art. 4, § 1^{er}, est propre à la taxation du revenu de valeurs mobilières étrangères.

Cette signification de « biens quelconques situés en France » permet un sens possible pour l'attendu de la Cour.

De ce qui vient d'être observé résulte, en toute certitude, que cette signification est celle que la Cour a donné aux mots « valeurs françaises » dans son attendu.

Le dire du premier attendu de l'arrêt de la Cour n'est donc pas en accord avec la loi du 29 juin 1872, puisque les mots « valeurs françaises » y ont un sens autre que celui qu'ils ont dans la loi ; et le désaccord est tel que ce que l'attendu a dit de la disposition de l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de la loi est *complètement inexact*.

EXTRAITS

« Attendu que la Société anglaise le Crédit possède en France et y exploite d'une manière continue, depuis l'année 1869, des biens qui, sur l'avis préalable de la commission des valeurs mobilières, ont été évalués aux neuf dixièmes du capital social; qu'elle est par là sous l'application de la loi du 29 juin 1872 relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et spécialement de l'art. 4, § 1^{er}, dont la disposition est propre aux valeurs françaises; (1)

COMMENTAIRES

(1) Voir ci-dessus.

« Que ladite Société oppose vainement (2) que, créée en Angleterre, elle n'a de titres qu'entre les mains de capitalistes anglais qui ne les ont jamais présentés sur le marché français;

(2) Pure affirmation (Voir observation n° 7 sur jugement de Grasse).

EXTRAITS

COMMENTAIRES

« Qu'en effet, il ne résulte ni du texte, ni de la pensée de la loi (3) que la taxe par elle établie ne doive atteindre que la circulation, sur le marché français, des titres représentant les actions ou les obligations émises par les sociétés; (3)

« Qu'à la vérité le paragraphe 2 de l'art. 4 précise que les titres étrangers devront, en tant qu'ils seraient cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France, se soumettre à l'acquittement de la taxe; mais que c'est là une disposition particulière qui, édictée spécialement en vue de valeurs ou de titres négociables produits sur le marché français par des sociétés dont tous les biens sont à l'étranger/ (4)

/et que n'atteindrait pas le paragraphe 1^{er},/ (5)

/ne saurait en aucune façon restreindre la portée de ce premier paragraphe,/ (6)

/lequel, consacrant en principe (7) l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères,/ (8)

(3) Exactement le contraire a été, plus haut, démontré quant au texte de la loi et montré quant à la pensée de la loi (d'après rapports et débats parlementaires).

(4) Absolument rien de tel n'a été dit, ni dans les Rapports, ni au cours des débats, ni dans le texte voté.

(5) Qu'une société étrangère ait ou qu'elle n'ait pas tous ses biens à l'étranger, elle est atteinte par le paragraphe ou alinéa 1^{er}, en ceux de ses titres qui circulent en France, seules valeurs mobilières étrangères que le législateur de 1872 a visées.

(6) Il a été démontré le contraire par l'examen critique du texte voté pour ce premier paragraphe ou alinéa.

(7) Une disposition fiscale doit être nette et précise et non être un principe.

(8) En montrant et démontrant que les deux premiers paragraphes ou alinéas de l'article 4 sont liés, nous avons montré et démontré

EXTRAITS

/soumet expressément celles-ci « à une taxe *équivalente* à celle qui est établie par la loi sur le revenu des valeurs françaises » ; (9)

« Que de la formule compréhensive de cette dernière disposition./ (10)

/expliquée et commentée dans l'art. 3 du décret du 6 déc. 1872 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi (11), il résulte que non seulement les sociétés étrangères qui ont des titres émis, cotés ou négociés en France, mais encore celles qui y possèdent des biens meubles et immeubles servant à l'exploitation de leur entreprise, tombent sous le coup de la loi et doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises qui en dépendent ; (11)

COMMENTAIRES

que le premier ne visait que les valeurs mobilières étrangères en circulation sur le marché français des capitaux, d'où il suit que ce premier paragraphe n'a pas consacré l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères.

(9) Nous avons expliqué plus haut quel sens ont dans ce texte les mots « taxe équivalente ».

(10) La taxe équivalente n'ayant visé *que* les valeurs mobilières étrangères en circulation sur le marché français, ainsi que nous l'avons vu, la formule n'est nullement compréhensive.

(11) C'est lui, l'article 3 du décret, qui a fait de la formule de la disposition de l'alinéa 1^{er} de l'art. 4 de la loi une formule compréhensive, en ne se bornant pas à expliquer et à commenter le texte de la loi, mais en *ajoutant* franchement à la formule simple de la loi : d'abord il a terminé son alinéa 1^{er} par la disposition supplémentaire exprimée ainsi : « ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France », puis il a consacré à cette addition, à cette innovation, son alinéa 3, qui dit : « Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe..... », texte vague et flou, peut-être intentionnellement, et où le mot « valeurs » est regrettablement pris dans un sens nouveau, relativement à la loi, celui de « biens quelconques ».

On voit que, tout incroyable que

EXTRAITS

COMMENTAIRES

« Que tel est, dans l'espèce, le cas de la Société le Crédit, et par suite que, bien qu'elle n'ait pas de titres circulant sur le marché français, les produits de l'exploitation des biens qu'elle possède en France n'en sont pas moins une partie des revenus de ses titres et constituent dès lors les valeurs que la loi du 29 juin 1872 a spécialement visées; (12) »

cela soit en l'espèce, au lieu de déclarer illégale l'addition franchement caractérisée apportée par le décret, la Cour de cassation a entièrement donné au décret l'appui de sa haute autorité, prétendant que l'objet de cette addition se trouve en puissance, en principe a-t-elle dit, dans la disposition exprimée par le paragraphe ou alinéa 1^{er} de l'art. 4 de la loi, et qu'il a suffi au décret d'expliquer et de commenter la formule de cette disposition pour en faire sortir cet objet; la Cour a même repris mot à mot le décret pour exprimer ladite addition. Il apparaît que la Cour a voulu confirmer, consolider, oserons-nous dire, le décret, malgré le vice qui s'y trouve, sans aucun doute.

(12) Les rapports et débats parlementaires nous ont fait voir que la loi a spécialement visé les revenus des seules valeurs mobilières étrangères qui sont en circulation sur le marché français.

3^o Extraits du jugement du Tribunal de la Seine du 5 juin 1885 (*).

EXTRAITS

COMMENTAIRES

Ce jugement est le seul qui a été rendu en conformité avec l'interprétation correcte du texte de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872. On remarquera avec quelle force, quelle netteté, quelle précision, il a été motivé et formulé.

Disons immédiatement qu'il a été cassé par la Cour de cassation, le 4 mai 1887.

(*) J.E., art. 22.838.

« Attendu que l'art. 4 de la loi n'a eu et ne pouvait avoir d'autre but que d'étendre les mêmes charges aux capitaux engagés dans des entreprises étrangères; que le projet primitif avait même englobé les deux catégories de capitaux dans une disposition unique et collective portant qu'un impôt serait prélevé sur les revenus des valeurs mobilières françaises et étrangères représentées par des titres de rentes, d'obligations, etc..., parce que, disait le rapport de la Commission, en parlant des valeurs étrangères possédées par des Français, « il était impossible, en principe, de ne pas soumettre ce genre de placement au même impôt que les placements faits en France, et de favoriser, par une exemption de taxe, les capitaux sortant de notre pays pour féconder des entreprises étrangères ».

« Qu'ainsi le but du projet était bien, comme l'indiquent les diverses formules employées successivement dans le rapport, d'atteindre, au même titre que les capitaux placés en France, toutes les valeurs mobilières circulant en France, les capitaux français placés dans une entreprise étrangère, les placements faits par les Français à l'étranger, les valeurs étrangères que des Français possèdent; que le projet de loi posait nettement et sans équivoque possible le principe, et que, bien qu'il laissât à l'Administration, sous le contrôle du Conseil d'Etat, le soin d'en régler l'application, la délégation qu'il lui conférait, si étendue qu'en fût la formule, était cependant limitée par ce principe même, en ce sens que le Conseil d'Etat n'aurait pu, sans excès de pouvoir, assujettir à l'impôt autre chose que les capitaux français placés à l'étranger; qu'au surplus, si la formule de délégation contenue dans le projet primitif pouvait laisser quelque place à l'arbitraire, cette formule ne se retrouve pas dans le

texte voté, parce que, dans l'intervalle, ainsi que l'expliquait M. Thiers dans la séance du 26 juin, l'accord s'était fait entre le Gouvernement et la Commission sur les questions d'application réservées par le projet; qu'à la délégation, quelque peu dangereuse par sa généralité, contenue dans ce projet, étaient substitués des pouvoirs beaucoup plus limités, portant seulement sur le mode d'établissement et de perception des droits; (1)

(1) *A souligner entre ce point et virgule et le précédent.*

/qu'à la différence de la rédaction primitive, le texte ainsi arrêté ne se bornait pas à poser le principe de la taxe, mais en réglait l'application par un paragraphe distinct, ne laissant ainsi au règlement d'administration publique à intervenir que le soin d'assurer, par des mesures de détail, l'exécution de la loi qui, cette fois, se suffisait à elle-même et contenait la sanction comme la règle; (1)

« Attendu que rien n'indique que le parag. 1^{er} de l'art. 4 et le parag. 2 visent, comme on l'a prétendu, deux hypothèses différentes, l'une, celle où une entreprise constituée à l'étranger, et seulement au moyen de capitaux étrangers, aurait une portion de son actif en France, et l'autre, celle où elle ferait appel aux capitaux français; que la seconde de ces hypothèses a seule, au contraire, comme on l'a vu, préoccupé le législateur; que rien non plus n'autorise à supposer, comme le fait la Régie, que le premier paragraphe a une portée plus étendue que le second; qu'on s'expliquerait difficilement que le législateur, faisant une règle susceptible de plusieurs applications, en eût déterminé une et se fût dispensé d'indiquer les autres; (2)

(2) *A souligner entre ce point et virgule et le précédent.*

« Qu'ici encore, au surplus, les débats viennent éclairer la loi; que le seul orateur qui l'ait combattue

s'est exclusivement fondé sur l'impossibilité de l'appliquer, sans éloigner les capitaux du marché français, en amenant les compagnies étrangères à se faire rayer de la cote officielle, et qu'en effet, le discours prononcé par M. Rouher, dans la séance du 29 juin, montre que, dans la pensée de tous, le parag. 2 était la seule sanction de la règle établie dans le parag. 1^{er}, l'un frappant d'une taxe les obligations et les actions étrangères, tandis que l'autre imposait à cette prescription, comme sanction pénale, le refus de la cote et du droit d'émission sur les marchés publics ; qu'au lieu d'approuver cette interprétation de texte comme ils l'ont fait, les organes du Gouvernement n'eussent pas manqué de la contredire, s'ils eussent jugé conforme à l'esprit de la loi et possible d'atteindre les sociétés étrangères, abstraction faite de toute circulation de leurs titres ;
.....

« Attendu que l'Administration soutient vainement que la loi pouvait aussi atteindre et qu'elle a voulu atteindre les produits réalisés sous la protection de la loi française, encore bien qu'ils dussent être la rémunération d'un capital étranger ; qu'au contraire, il a été démontré plus haut que le législateur a eu en vue, non les capitaux étrangers qui viendraient alimenter le commerce français, mais les capitaux français qui iraient féconder des entreprises étrangères, et qu'il a pris, pour indice de l'origine française des capitaux, le fait de l'acquisition des titres en France, si bien que l'on avait même songé, ainsi que cela a été rappelé, à exempter les valeurs françaises possédées par des étrangers ;/ (3)

(3) *A souligner entre ce point et virgule et le précédent.*

/que s'il était vrai, au surplus, que l'on dût considérer, non l'origine et pour ainsi dire la nationalité des capitaux, mais celle des revenus,

la loi aurait dû, pour être logique, exonérer les entreprises créées en France pour l'exploitation d'une industrie étrangère; / (4)

(4) Cette conséquence logique, relative au revenu ou aux produits créés à l'étranger par une entreprise constituée avec des capitaux français, est très saisissante.

Pour quelle raison le législateur a-t-il soumis à la taxe le revenu de valeurs étrangères ?

Cela a été uniquement pour éviter que les valeurs françaises, dont il soumettait le revenu à la taxe, que ce revenu soit né et se soit développé en France ou à l'étranger, se trouvent sur le marché français des capitaux handicapées par des valeurs étrangères circulant sur ce marché et dont le revenu, provenant de n'importe où, n'aurait pas été soumis à la taxe (voir Rapports et Débats parlementaires : nulle part il n'y a été question de tenir compte du pays où le revenu est né et s'est développé, en totalité ou en partie). C'est pourquoi il a soumis à la taxe en raison de la circulation des titres sur le marché français, sans s'occuper de l'existence éventuelle de biens possédés et exploités en France plutôt qu'à l'étranger.

/que, loin qu'il en soit ainsi, la jurisprudence ne fait aucune distinction entre le revenu ou les produits de provenance française ou étrangère;

« Attendu, quant à l'argument tiré par la Régie de ce que l'exigibilité de la taxe ne serait pas subordonnée à l'existence de titres négociables, puisque la loi soumet nominativement à cette taxe les parts d'intérêt et de commandite, que cet argument manque de base, en fait, relativement aux sociétés étrangères, car l'art. 4, beaucoup moins général que l'art. 1^{er}, n'atteint pas les parts d'intérêt ou de commandite de ces sociétés, mais seulement leurs actions, obligations ou titres d'emprunt; / (5)

(5) A souligner tout le début de cet attendu.

EXTRAITS

COMMENTAIRES

/que cette différence de rédaction entre les deux textes provient incontestablement de ce que le législateur n'a pas cru qu'il fût possible de constater avec certitude la provenance française des capitaux alimentant une entreprise étrangère, sous forme de parts d'intérêt ou de commandite, c'est-à-dire en vertu d'un contrat le plus souvent non publié;

« Attendu que l'objection tirée par la régie des mots « taxe équivalente et valeurs françaises », employés dans l'art. 4, n'a pas plus de portée; que le mot « valeurs », dans la loi du 29 juin 1872, n'a qu'un sens spécial et limité, partout le même, celui de valeurs mobilières; qu'il ne s'applique qu'aux titres ou contrats représentant le capital social;/ (6)

/que par les mots « taxe équivalente », le législateur a voulu, sans aucun doute, que les valeurs françaises et certaines valeurs étrangères, celles énumérées dans l'art. 4, parag. 1^{er}, fussent assimilées et mises sur un pied de complète égalité; mais que le système de la Régie, s'il était admis, aboutirait précisément à détruire cette assimilation et cette égalité, puisqu'il ne tend à rien moins qu'à imposer l'être collectif étranger à raison de l'actif qu'il posséderait en France, tandis que l'être collectif français ne l'est qu'à raison du revenu qu'il sert à son capital social;

« Attendu que, si l'interprétation proposée par la Régie est conforme au règlement d'administration publique du 6 décembre 1872, l'autorité de ce document, si considérable qu'elle soit, ne peut prévaloir contre le texte positif de la loi et contre son esprit, tel qu'il résulte des travaux préparatoires et de la discussion;/ (7)

/qu'il est impossible de méconnaître que le décret du 6 décembre

(6) *A souligner* entre ce point et virgule et le précédent.

(7) *A souligner* tout le début de cet attendu.

s'en est écarté, en soumettant à l'impôt les sociétés étrangères qui possèderaient des biens meubles ou immeubles en France, alors que la loi visait uniquement les capitaux français apportés ou prêtés à une entreprise étrangère, et que, sous ce rapport, il a dépassé les limites de la délégation conférée par la loi à l'Administration; qu'il ne saurait, dès lors, servir de base à une décision judiciaire et qu'il n'échet, par suite, d'examiner si les contrats passés en France par la Compagnie de Trieste et Venise et l'agence par elle établie à Paris constituent des biens meubles dans le sens de l'art. 3 dudit décret; »

**4^e Extraits de l'arrêt de la Cour de cassation du 4 mai 1887 (*)
sur le pourvoi présenté par l'Administration de l'Enregistrement
contre le jugement du Tribunal de la Seine du 5 juin 1885.**

EXTRAITS

COMMENTAIRES

L'Administration de l'enregistrement s'est pourvue contre le jugement précédent, pour violation des articles 4 de la loi du 29 juin 1872 et 3 du décret du 6 décembre 1872.

On demeure confondu en constatant qu'à la suite de ce jugement, si sûrement et fortement motivé, la Cour de cassation a repris, purement et simplement, les arguments qu'elle avait précédemment développés, maintenant donc l'interprétation qu'elle avait adoptée pour le premier alinéa de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, interprétation au sens large.

« Attendu que la loi précitée frappe expressément les sociétés étrangères d'une taxe équivalente à celle qui est établie sur le revenu des valeurs françaises;/(1)

(1) La Cour a pris là le mot « équivalent » dans son sens large. Or, nous avons montré et démontré que le sens large est inadmissible

(*) D.P., 1888,1,231. — S., 1888,1,339.

EXTRAITS

COMMENTAIRES

« Que le décret du 6 déc. 1872 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi n'a fait qu'appliquer le principe posé par elle (2), en assujettissant à la taxe sur le revenu des sociétés, les sociétés étrangères qui possèdent en France des biens meubles ou immeubles, alors même que les titres desdites sociétés ne seraient pas cotés en France et n'y circuleraient pas; (2)

« Attendu que le jugement attaqué (Trib. de la Seine, 5 juin 1885) invoque vainement/ (3)

/le paragraphe 2 de l'art. 4 de la loi précitée, aux termes duquel les titres étrangers ne peuvent être admis à circuler en France qu'à la condition d'acquitter la taxe de 3 pour 100;

« Que cette disposition est indépendante/ (4)

/ de celle qui pose en principe l'égalité des sociétés françaises et des sociétés étrangères devant la loi fiscale,/ (5)

/et que, dès lors, on ne saurait en conclure que réciproquement la taxe de 3 pour 100 sur le revenu ne peut être exigée que des sociétés dont les titres circulent en France;

« Attendu que, d'après le para-

pour l'alinéa 1^{er} de l'art. 4 de la loi : les valeurs mobilières étrangères paraissant sur le marché français des capitaux ont été les seules que le législateur de 1872 a visées.

(2) Nous avons déjà (observation n° 7 sur l'arrêt du 29 août 1881) relevé qu'une disposition fiscale ne saurait être simplement un principe, puis (observation n° 11 *ibid.*) montré que là le décret a franchement ajouté à la loi, et critiqué l'acceptation de cette illégalité par la Cour de cassation.

(3) Pure affirmation répétée (voir observation n° 7 sur jugement de Grasse, et n° 2 sur arrêt du 29 août 1881).

(4) Ainsi que nous l'avons déjà relevé (observation n° 7 sur jugement de Grasse), cette affirmation est infirmée par les examens que nous avons relatés au paragraphe précédent.

(5) Nous avons déjà montré (observation n° 2 sur jugement de Grasse) que la loi du 29 juin 1872 a précisé une inégalité des sociétés françaises et des sociétés étrangères devant l'impôt qu'elle a créé.

EXTRAITS

COMMENTAIRES

graphe 3 du même article de la loi précitée, et d'après l'art. 3, § 3, du décret, l'assiette des droits peut porter sur une quotité déterminée du capital social;

« Que cette disposition s'applique non seulement au droit de transmission et de timbre des titres, mais encore à la taxe sur le revenu; / (6)

« Que vainement le jugement attaqué soutient le contraire, en prétendant que la taxe sur le revenu se trouverait ainsi transformée en un impôt sur le capital; / (7)

(6) Oui, relativement à la circulation sur le marché français des capitaux, la quotité imposable étant, pour chacune des espèces de titres d'une entreprise étrangère, le rapport du nombre déclaré, ou fixé d'office, des titres en circulation sur le marché français au nombre total des titres.

(7) Aux nombreux et longs extraits que nous avons donnés, du jugement du Tribunal de la Seine, nous ne voulons pas ajouter ici, afin de ne pas être inutilement beaucoup trop long, les parties de ce jugement que nous n'avons pas reproduites plus haut. Pourtant, en donnant *tout* le jugement, nous permettrions à notre lecteur de constater qu'en aucun endroit ce jugement n'a parlé du, ni même fait allusion au, jeu de la quotité imposable, pas plus relativement à la taxe sur le revenu que relativement aux droits de timbre et de transmission, pas plus d'une façon indirecte, que d'une façon directe.

L'attendu ci-contre aurait donc, au sujet de ce jeu, exprimé une flagrante contre-vérité s'il avait dit que « le jugement attaqué soutient » que la disposition suivant laquelle « l'assiette des droits peut porter sur une quotité déterminée du capital social » ne s'applique pas à la taxe sur le revenu. Cet attendu n'a donc pu que vouloir dire que le jugement attaqué a soutenu que si la taxe sur le revenu prenait pour assiette une quotité du capital social elle « se

EXTRAITS

« Qu'en effet pour déterminer la quotité de revenu imposable en France il fallait nécessairement prendre pour base du calcul le rapport de la portion du capital social située en France à la totalité dudit capital social, / (8)

/mais que l'impôt n'en porte pas moins sur le revenu des biens ;

.....

« Attendu, dès lors, qu'en annulant la contrainte décernée, et ce par l'unique motif que la société défenderesse n'avait pas de titres cotés ou circulant en France, le jugement attaqué a violé les dispositions sus-visées ; (9) »

COMMENTAIRES

trouverait ainsi transformée en un impôt sur le capital ». Ne manquons pas de faire remarquer que cette dernière opinion du jugement attaqué n'était pas fondée, puisque la taxe sur le revenu n'est jamais perçue qu'en cas d'une distribution de revenu.

(8) Oui, il faut, d'après la loi, c'est-à-dire d'après l'intention du législateur, prendre pour base du calcul le rapport de la portion du capital social située en France, c'est-à-dire la portion de ce capital qui est représentée par ceux des titres émis par la société qui se trouvent en circulation sur le marché français des capitaux, à la totalité dudit capital social, c'est-à-dire le capital social qui est représenté par la totalité correspondante des titres émis par la société. En effet, seule la circulation des titres étrangers sur le marché français a été visée, pour la raison explicitement exprimée et que nous avons déjà maintes fois rappelée.

(9) Tout au contraire, c'est la Cour de cassation qui, en cassant le jugement du Tribunal de la Seine, a franchement méconnu les dispositions que le législateur a voulu voter et qu'il a votées, dispositions que ledit jugement avait voulu faire respecter.

Comment s'expliquer que, à une exception près, tous les tribunaux aient pris, dès le début, et conservé, à l'égard des sociétés étrangères possédant et exploitant en France des biens, mais n'y ayant aucune circulation de leurs titres, et quant à l'imposition en France des revenus de leurs valeurs mobilières, une attitude non conforme à l'intention du législateur, ni à l'esprit ni au texte de la loi, et cela en invoquant, à l'appui de cette attitude, un prétendu principe d'égalité entre sociétés étrangères et sociétés françaises, principe dont le législateur n'a jamais parlé et qui, au surplus, ne joue pas en fait en certains cas ou sur certains points, ainsi que nous le verrons au paragraphe suivant ?

L'examen des mémoires produits et celui des attendus des arrêts et jugements intervenus portent à voir le ferme désir de consacrer un point de vue émanant du Conseil d'Etat, exprimé par cet éminent organe administratif dans le texte du règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi, et qui, bien qu'allant franchement au delà de l'intention du législateur qui a voté cette loi, a été défendu par l'Administration de l'enregistrement comme nécessaire pour assurer une parfaite égalité de traitement entre sociétés françaises et sociétés étrangères, en ce qui concerne l'imposition du revenu des valeurs mobilières, en un mot pour être « juste », au sens d'équitable (1).

A nouveau nous dirons que la disposition du décret du 6 décembre 1872 qui constitue indubitablement une franche addition à la loi du 29 juin de la même année est par cela même illégale, et qu'en conséquence elle n'avait pas à être prise en considération par les tribunaux ; ceux-ci ont d'ailleurs cherché à justifier leur attitude à cet égard en prétendant que ladite disposition se trouve exprimée implicitement, en principe ont-ils dit, par le texte de la loi — ils ne pouvaient évidemment pas en faire état en ne la prenant que dans le décret (2).

Nous ajouterons que le sentiment d'équité est un motif explicatif, ce n'est pas un motif justificatif, un motif valable en Droit.

Surtout en matière de fiscalité, les juges français ont seulement mission de faire appliquer strictement les dispositions exprimées par le texte que le législateur a voté ; ils doivent s'interdire de faire appliquer des dispositions obtenues en prolongeant celles du texte voté, et bien connues par le contenu des rapports et débats parlementaires qui ont conduit au vote.

Au surplus, nous ferons voir au paragraphe suivant que l'application de la disposition supplémentaire du décret empêche que l'égalité de traitement voulue par les tribunaux soit assurée, quant à la charge

(1) Cass. civ., 29 août 1881 : J.E., art. 21727, Mémoire présenté par l'Administration de l'enregistrement.

Cass. civ., 19 février 1894 : R.E., 658, Mémoire présenté par l'Administration de l'enregistrement, p. 218, lig. 20.

(2) Albert WAHL : Traité du Régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières, Paris, 1909, n° 2783, renvoi (7), alinéa 2.

de l'impôt français au titre du revenu des valeurs mobilières, entre l'actionnaire d'une société étrangère possédant et exploitant en France des biens mais n'y ayant aucune circulation de ses titres, d'une part, et l'actionnaire d'une société française, ayant ou non tous ses biens en France, d'autre part, et aussi entre les sociétés elles-mêmes, étrangères d'une part, françaises de l'autre.

★
★ ★

Terminons le présent paragraphe, sur la jurisprudence relative à l'imposition du revenu des valeurs mobilières des sociétés étrangères possédant et exploitant en France des biens mais n'y ayant aucune circulation de leurs titres, en disant rapidement ce qu'ont été les conséquences de cette jurisprudence.

Nous n'hésitons pas à déclarer que ces conséquences ont été désastreuses.

En soutenant que la loi du 29 juin 1872 a soumis à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières lesdites sociétés étrangères du fait que cette loi aurait posé un principe d'égalité entre sociétés étrangères et sociétés françaises, en son article 4, alinéa 1^{er}, la jurisprudence a étayé la disposition supplémentaire par laquelle le décret du 6 décembre 1872 vise ces sociétés, en son article 3 ; son insistance dans ce sens a fait impression (1) ; la position que l'Administration de l'enregistrement a prise en réclamant l'application de la disposition supplémentaire du décret s'est trouvée consolidée, et cette administration a été ainsi portée à augmenter peu à peu le nombre des cas où elle réclame l'impôt en vertu de cette disposition supplémentaire, dont l'application semble lui paraître maintenant pouvoir être étendue sans aucune limite, comme nous le montrerons au Titre II.

La position prise par l'Administration de l'enregistrement, position dont l'effet s'est développé du fait de l'appui accordé par la jurisprudence, a fait naître un grand nombre de procès : les sociétés étrangères ayant des biens en France n'ont pas accepté aisément que le fisc français leur réclame l'impôt au nom d'un texte légal qui ne les concernait pas et par application d'un texte réglementaire qui, en ce qui les concerne, a ajouté à la loi, en prétendant interpréter le texte légal.

Pour se dégager de l'application de ce décret et de cette jurisprudence, les sociétés étrangères désirant faire des affaires en France ont

(1) J.E., Art. 22.838 : Observations sous Cass. civ., 4 mai 1887 : « ... Voici la troisième fois que la question est résolue *in terminis* par la Cour de cassation (V. Ch. civ., 29 août 1881 ; Ch. des req., 2 août 1886, et l'opinion de la Cour s'est en outre affirmée, d'une manière implicite, dans deux autres arrêts en date du 22 avril 1879 et du 13 mars 1882). Il y aurait mauvaise grâce à ne pas s'incliner devant l'autorité d'une jurisprudence aussi constante et aussi bien établie. Nous nous bornerons donc à enregistrer ce nouvel arrêt, en conseillant à nos lecteurs de considérer désormais la question sur laquelle il a statué comme étant catégoriquement et définitivement résolue. »

renoncé à y ouvrir une succursale ou une agence (1). Elles ont constitué en France des sociétés françaises dans lesquelles elles ont pris une participation plus ou moins importante. L'impôt sur le revenu créé par la loi de 1872 étant réclamé, en vertu de l'article 1^{er} de cette loi, sur les intérêts, dividendes et autres revenus distribués par les sociétés françaises ainsi constituées, les sociétés étrangères devaient penser que lesdits revenus se trouvaient ainsi quittes à l'égard du fisc français, donc que l'article 4 de la loi de 1872, ou plutôt que l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, ne seraient pas invoqués contre elles. Leur espoir à cet égard a été déçu. L'impôt sur le revenu créé par la loi du 29 juin 1872 a été réclamé à la société étrangère, sur une quote-part des intérêts, dividendes et autres revenus distribués par elle à l'étranger, cela sous la raison de sa participation dans une société française. Aussi assistons-nous actuellement au jaillissement d'une nouvelle source, qui promet d'être intarissable, de procès que l'Administration de l'enregistrement intente contre les sociétés étrangères ayant une participation dans des sociétés françaises (2).

§ 4. — A l'égard du fisc français, en fait il n'y a pas égalité de traitement entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères ayant des biens en France sans y avoir de circulation de leurs titres.

Nous venons de voir que la jurisprudence a déclaré légale, au nom de la loi du 29 juin 1872, article 4, l'imposition française du revenu des valeurs mobilières émises par des sociétés étrangères ayant des biens en France sans y avoir de circulation de leurs titres, et qu'elle n'a pas donné de cette opinion d'autre raison que l'obligation de respecter un certain principe d'égalité de traitement fiscal, de taxation équivalente, qu'à ses yeux la loi du 29 juin 1872 aurait posé entre ces sociétés étrangères et les sociétés françaises. Ajoutons que la jurisprudence est restée sur cette position.

Nous allons voir que ladite imposition cause en fait une inégalité de traitement fiscal du revenu des valeurs mobilières, suivant que ce revenu provient d'une société française de capitaux, quelle qu'elle soit, ou qu'il provient d'une société étrangère ayant en France simplement une participation dans le capital d'une société française.

L'opinion de la jurisprudence quant à cette application de la loi

(1) Les « Sociétés étrangères qui ont fait agréer un représentant responsable de la taxe sur le revenu dont elles sont redevables envers le Trésor à raison des biens qu'elles possèdent ou des affaires qu'elles font en France, ou versé un cautionnement, et qui acquittent cette taxe annuelle » ne sont qu'au nombre de 704 (Annexe au J. off. des 15-16 juillet 1936, p. 582 à 610). Et encore ce Relevé comprend-il quelques sociétés étrangères qui ont été soumises audit impôt à raison de leur participation dans une société française.

(2) Voir jugements énumérés au renvoi (1) p. 101 ci-dessus.

du 29 juin 1872 implique donc contradiction : elle se réclame d'un principe et sa mise en application infirme ce même principe. Cette opinion est donc vicieuse.

En vérité, le prétendu principe d'égalité qui a été mis à la base de ladite opinion n'a pas été posé par la loi. Nous avons fait observer cela au paragraphe que nous avons consacré à l'étude des rapports et des débats parlementaires, et à l'examen critique du texte de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 (1).

Au présent paragraphe nous voyons que l'imposition faite par le fisc français, des revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères ayant des biens en France sans y avoir de circulation de leurs titres, détermine, au contraire, une inégalité de traitement fiscal du revenu des valeurs mobilières, entre ces sociétés étrangères et les sociétés françaises.

Et l'inégalité de traitement fiscal entre sociétés étrangères et sociétés françaises est plus large que celle que nous venons de mentionner pour établir que l'opinion de la jurisprudence est vicieuse. En effet, ainsi que nous allons le voir, une loi de 1914 a édicté, contre les revenus des valeurs mobilières étrangères non abonnées à l'impôt en France, une imposition qui vient se superposer à celle que produit l'application de la loi du 29 juin 1872, alors que cette dernière imposition est seule à frapper les revenus des valeurs mobilières françaises ; une loi de 1920 a édicté, relativement aux revenus des valeurs mobilières d'une société ayant reçu en représentation d'apports des titres d'une autre société, d'une part, relativement aux revenus des prêts consentis au moyen de fonds empruntés, d'autre part, des exonérations applicables dans le cas où les sociétés sont françaises et non applicables dans le cas où les sociétés sont étrangères ; enfin une loi de 1934 et des décrets-lois de 1934 et 1935 ont édicté des réductions du taux de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et ces réductions ne profitent qu'aux sociétés qui sont françaises.

Il ressort de tout cela que l'égalité de traitement fiscal considérée est uniquement verbale, puisqu'elle est infirmée par les faits. Ce n'est qu'un mythe. M. l'avocat général, près la Cour de cassation, FEUILLOLEY, l'a définie en disant : « le but de la loi de 1872 est l'équivalence, l'équivalence absolue au point de vue fiscal, entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères, dès que celles-ci empruntent le marché français ou possèdent des biens en France » (2) — rappelons que le législateur de 1872 n'a nulle part envisagé la possession de biens en

(1) René DESCARTES : Les Principes de la Philosophie (écrits en latin, Amsterdam, 1644, traduits en français à Rouen, 1698)... : « toutes les conclusions qu'on déduit d'un Principe qui n'est pas évident ne peuvent aussi être évidentes, encore qu'elles en seraient déduites évidemment.... ».

(2) Cass. req.. 10 février 1903 : D. P., 1903, I, 417, p. 419, 1^{re} colonne, lig. 60 et suivantes.

France, qu'il n'a visé que la circulation des titres sur le marché français des capitaux, en ce qui concernait les sociétés étrangères.

En rapprochant trois exemples d'imposition du revenu de valeurs mobilières, le tableau qui suit illustre l'inégalité réelle entre le traitement fiscal du revenu distribué par une société française, d'une part, et celui du revenu distribué par une société étrangère, d'autre part ; il montre quel degré peut atteindre cette inégalité, ce défaut d'équivalence au point de vue fiscal.

Le premier exemple expose l'imposition du revenu provenant d'une société française (colonne de gauche du tableau). L'imposition est alors simple, en ce sens que le revenu brut n'est frappé que d'un seul facteur de réduction, pour donner le revenu net, revenu perçu par l'actionnaire : la loi du 29 juin 1872 est seule appliquée (art. 1^{er}), et elle ne l'est qu'une seule fois. Relativement à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises, les divers taux actuellement en vigueur se trouvent donnés plus haut (p. 76) ; pour notre premier exemple en question ici, nous avons adopté le taux de 18 %, taux relatif au revenu des titres au porteur émis à compter du 16 juillet 1935.

Le deuxième exemple expose l'imposition du revenu provenant d'une société étrangère ayant des biens dans une succursale française — l'exemple suppose que tous les biens sont dans la succursale (colonne médiane du tableau). Dans ce cas, l'imposition est au moins double et elle peut être triple, en ce sens que le revenu brut est frappé d'au moins deux facteurs de réduction et peut l'être de trois, pour donner le revenu net : sont appliqués ensemble, par phases successives, 1^o l'impôt étranger sur le revenu des valeurs mobilières (s'il existe), 2^o l'impôt français indûment réclamé, au nom de la loi du 29 juin 1872 (art. 4), sur le revenu distribué par une société étrangère ayant des biens en France, 3^o l'impôt français sur le revenu d'une valeur mobilière étrangère non abonnée à l'impôt en France (loi du 29 mars 1914, art. 31, 34 et 37 — modifié par la loi du 16 février 1932, art. 6). L'exemple supposant que tous les biens de la société étrangère sont en France, le coefficient de la quotité imposable dans l'application de la loi de 1872 est 1. Il y a là toujours superposition de deux impôts français sur le revenu des valeurs mobilières. Pour l'impôt (2^o) nous avons adopté le taux de 24 %, parce que ce taux est celui qu'aujourd'hui l'Administration prétend devoir appliquer dans le cas considéré ; et pour l'impôt (3^o) nous avons appliqué le taux unique qui lui correspond, 25 % (décret-loi du 16 juillet 1935, art. 5).

Le troisième exemple expose l'imposition du revenu provenant d'une société étrangère ayant des biens dans une société filiale française — l'exemple suppose que tous les biens sont dans la filiale (colonne de droite du tableau). Dans ce cas, l'imposition est au moins triple et

elle peut être quadruple, en ce sens que le revenu brut est frappé d'au moins trois facteurs de réduction et peut l'être de quatre, pour donner le revenu net : sont appliqués ensemble, par phases successives, 1° l'impôt français créé par la loi du 29 juin 1872, sur le revenu des valeurs mobilières françaises (art. 1^{er}), 2° l'impôt étranger sur le revenu des valeurs mobilières (s'il existe), 3° l'impôt français indûment réclamé, au nom de la loi du 29 juin 1872, sur le revenu distribué par une société étrangère ayant des biens en France, 4° l'impôt français sur le revenu d'une valeur mobilière étrangère non abonnée à l'impôt en France. L'exemple supposant que *tous* les biens de la société étrangère sont en France, le coefficient de la quotité imposable dans l'imposition (3°) est 1. Il y a là toujours superposition de trois impôts français sur le revenu des valeurs mobilières, dont deux au titre de la même loi, celle du 29 juin 1872. Les taux que nous avons appliqués dans ce troisième exemple sont respectivement les mêmes que ceux appliqués dans les exemples précédents.

Avec les exemples pris ci-dessus, le pourcentage du total de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, total qui frappe l'actionnaire, est égal à 18 % lorsque le revenu est distribué par une société française, et est supérieur ou au moins égal à 43 % (voir tableau ci-dessous) ou à 53,26 % (ibid.) lorsque le revenu est distribué par une société étrangère.

L'*inégalité*, le défaut d' « équivalence au point de vue fiscal », au titre dudit impôt, entre le cas d'une société française et celui d'une société étrangère atteint donc

$$\frac{53,26 - 18}{18} \times 100 = \frac{35,26}{18} \times 100 = 195,88 \%$$

du chiffre correspondant au cas de la société française.

Et remarquons que l'inégalité de traitement fiscal que fait ressortir la comparaison des résultats relatifs aux exemples que nous avons traités est très sensiblement moindre que l'inégalité qui résulterait de l'application au cas des sociétés françaises du taux réduit de 12 %, taux applicable aux revenus de leurs titres nominatifs. En d'autres termes, l'inégalité maxima possible est sensiblement supérieure à 196 % du chiffre correspondant au cas de la société française ; ou, autrement dit encore, alors que le fisc demandera 100 à une société française il pourra

demander sensiblement plus de $100 + 196 = 296$ à une société étrangère ayant des biens en France.

Il est de toute évidence que l'actionnaire, plus généralement le possesseur du titre, est bien la partie et la seule partie que le législateur a visée en instituant un impôt sur le revenu des valeurs mobilières, étant donné qu'imposer un revenu c'est en réalité frapper la partie à laquelle ce revenu est destiné, et frapper uniquement cette partie là ; et que le revenu d'une valeur mobilière émise par une entreprise ou un établissement n'est en rien destiné à cette entreprise ou à cet établissement, mais est exclusivement destiné au possesseur de ladite valeur.

Dans son livre « Justice et Injustice fiscales » (1) M. François PRÉTRI exprime la même idée dans les termes suivants : « même lorsque l'impôt, pour la commodité du recouvrement, se trouve retenu par avance, et par précaution, sur quelqu'un d'autre, c'est bien celui qui touche, en définitive, l'émolument ou le coupon, qui le paie de sa poche, sans aucune récupération possible ».

Comme c'est sur la partie visée qu'il faut regarder l'effet des mesures prises, c'est bien sur le possesseur du titre et sur lui seulement qu'il faut regarder l'effet produit, afin de juger ces mesures, dans leur ensemble.

Imposition au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

I. — Cas d'une société française.	II. — Cas d'une société étrangère ayant tous ses biens dans une succursale française mais n'ayant pas en France de circulation de ses titres.	III. — Cas d'une société étrangère ayant tous ses biens dans une société filiale française mais n'ayant pas en France de circulation de ses titres.
Revenu pour un actionnaire, français ou étranger, résidant en France :	Revenu pour un actionnaire, français ou étranger, résidant en France :	Revenu pour un actionnaire de la société étrangère, français ou étranger, résidant en France :
R = Revenu de la société, avant distribution : 100 fr.	R = Revenu de la société, avant distribution : 100 fr.	R = Revenu de la filiale, avant distribution : 100 fr.

(1) Paris, 1933, p. 43.

$\left\{ \begin{array}{l} q_i = \text{quotité imposable} \\ \text{en France} \dots\dots\dots 1 \\ t_i = \text{taux de l'impôt} \\ \text{français sur le revenu} \\ \text{distribué (impôt payé} \\ \text{directement par la} \\ \text{société)} \dots\dots\dots 0,18 \end{array} \right.$

$t_e = \text{taux de l'impôt} \\ \text{étranger sur le reve-} \\ \text{nu des valeurs} \\ \text{mobilières (impôt re-} \\ \text{tenu par la société} \\ \text{étrangère)} \dots\dots\dots X$

$R'' = \text{Revenu distribué} \\ \text{par la société étran-} \\ \text{gère:} \\ R (1 - X) = \\ 100 (1 - X)$

$\left\{ \begin{array}{l} q_i = \text{quotité imposable} \\ \text{en France} \dots\dots\dots 1 \\ t_o = \text{taux de l'impôt} \\ \text{français sur le reve-} \\ \text{nu étranger distribué} \\ \text{(impôt payé directe-} \\ \text{ment par la société} \\ \text{étrangère)} \dots\dots\dots 0,24 \end{array} \right.$

$R''' = \text{Revenu versé par} \\ \text{la société étrangère:} \\ R'' (1 - 0,24) = \\ 100 (1 - X) (1 - \\ 0,24)$

$t'_o = \text{taux de l'impôt} \\ \text{français sur le reve-} \\ \text{nu étranger perçu} \\ \text{(impôt payé directe-} \\ \text{ment par l'actionnai-} \\ \text{re)} \dots\dots\dots 0,25$

$\left\{ \begin{array}{l} q_i = \text{quotité imposable} \\ \text{en France} \dots\dots\dots 1 \\ t_i = \text{taux de l'impôt} \\ \text{français sur le revenu} \\ \text{français distribué par} \\ \text{la filiale (impôt payé} \\ \text{directement par la fi-} \\ \text{liale)} \dots\dots\dots 0,18 \end{array} \right.$

$R' = \text{Revenu perçu par} \\ \text{la société étrangère:} \\ R (1 - 0,18) = \\ 100 (1 - 0,18)$

$t_e = \text{taux de l'impôt} \\ \text{étranger sur le reve-} \\ \text{nu des valeurs mobi-} \\ \text{lières (impôt retenu} \\ \text{par la société étran-} \\ \text{gère)} \dots\dots\dots X$

$R'' = \text{Revenu distribué} \\ \text{par la société étran-} \\ \text{gère:} \\ R' (1 - X) = \\ 100 (1 - 0,18) \\ (1 - X)$

$\left\{ \begin{array}{l} q_i = \text{quotité imposable} \\ \text{en France} \dots\dots\dots 1 \\ t_o = \text{taux de l'impôt} \\ \text{français sur le reve-} \\ \text{nu étranger distribué} \\ \text{(impôt payé directe-} \\ \text{ment par la société} \\ \text{étrangère)} \dots\dots\dots 0,24 \end{array} \right.$

$R''' = \text{Revenu versé par} \\ \text{la société étrangère:} \\ R'' (1 - 0,24) = \\ 100 (1 - 0,18) \\ (1 - X) (1 - 0,24)$

$t'_o = \text{taux de l'impôt} \\ \text{français sur le reve-} \\ \text{nu étranger perçu} \\ \text{(impôt payé directe-} \\ \text{ment par l'action-} \\ \text{naire)} \dots\dots\dots 0,25$

Revenu net, compte tenu de l'imposition française unique, au titre de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières :

$$\begin{aligned} R (1 - 0,18) &= \\ 100 (1 - 0,18) &= \\ 100 \times 0,8200 &= 82 \text{ fr. } 00 \end{aligned}$$

Pourcentage du total de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières : 18 %.

Revenu net, compte tenu des deux impositions françaises, l'une et l'autre au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et de l'imposition étrangère au même titre :

$$\begin{aligned} R''' (1 - 0,25) &= \\ 100 (1 - X) (1 - 0,24) &= \\ (1 - 0,25) &= \\ 100 \times 0,5700 \times (1 - X) &= \\ = 57 \text{ fr. } 00 (1 - X) \end{aligned}$$

Pourcentage du total de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières :
Supérieur ou au moins égal à 43 %.

Revenu net, compte tenu des trois impositions françaises, toutes trois au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et de l'imposition étrangère, au même titre :

$$\begin{aligned} R''' (1 - 0,25) &= \\ 100 (1 - 0,18) (1 - X) &= \\ (1 - 0,24) (1 - 0,25) &= \\ 100 \times 0,4674 \times (1 - X) &= \\ = 46 \text{ fr. } 74 (1 - X) \end{aligned}$$

Pourcentage du total de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières :
Supérieur ou au moins égal à 53,26 %.

★ ★

Des lois de 1920 et de 1934 que nous venons de signaler comme ayant créé directement des inégalités de traitement fiscal entre les sociétés françaises, d'une part, et les sociétés étrangères, d'autre part, citons à présent les articles qui sont les causes de ces inégalités.

C'est nous qui avons souligné dans le texte cité, afin de faire ressortir que l'exonération n'a été édictée qu'au bénéfice de sociétés françaises, qu'en conséquence elle ne joue pas en faveur des sociétés étrangères qui se trouvent dans la situation qui permet à une société française d'en bénéficier.

**I. — Exonération au bénéfice d'une SOCIÉTÉ FRANÇAISE
ayant reçu en représentation d'apports des titres d'une autre société.**

Loi du 31 juillet 1920

« Article 27. — Lorsqu'une société française par actions a reçu, en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits à une autre société par actions, des actions, des obligations ou des parts bénéficiaires nominatives de cette dernière société, les dividendes distribués par la première société sont, pour chaque exercice, exonérés de la taxe du revenu des capitaux mobiliers établie par les lois des 29 juin 1872 (art. 1^{er}) et 29 mars 1914 (art. 31) dans la mesure des produits de ces parts, obligations ou actions touchés par elle au cours de l'exercice, à la condition que ces parts, obligations ou actions soient restées inscrites au nom de la société. »

Texte modificatif : *Loi du 30 mars 1929, art. 25. —*

« L'article 27 de la loi du 31 juillet 1920 est modifié de la manière suivante :

« Lorsqu'une *société française* par actions a reçu, en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits, soit à une autre *société française* par actions, soit à une société par actions constituée dans les termes de la loi française et ayant son siège dans un pays de protectorat »

Texte complémentaire : *Loi du 31 juillet 1929, art. 4. —*

« L'exonération de l'impôt sur le revenu édictée par l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920 est applicable, sous les conditions fixées par cet article, aux *sociétés françaises* par actions qui ont reçu, en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elles faits à une société étrangère par actions, des actions, des obligations ou des parts bénéficiaires nominatives de cette dernière société.

Cette exonération est subordonnée à la justification préalable :

1° que ces titres ont été attribués *aux sociétés françaises* en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire et sont toujours restés inscrits au nom desdites sociétés ;

2° que les dividendes, intérêts et autres produits de ces titres ont acquitté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. »

« Article 28. — Les actions, obligations ou parts bénéficiaires nominatives attribuées à une *société française* par actions en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits à une autre société française dans les conditions prévues à l'article qui précède sont, lors de leur conversion au porteur, affranchies du droit établi par le paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi du 23 juin 1857, l'article 9 de la loi du 26 décembre 1908 et l'article 41 de celle du 29 mars 1914. »

(ce droit a été supprimé par décret du 11 juillet 1934, dont l'alinéa premier de l'article 2 est ainsi conçu :

« La conversion au porteur d'un titre nominatif d'action, d'obligation ou de part de fondateur est affranchie du droit de conversion. »)

Texte complémentaire : *Loi du 16 février 1932, art. 2. —*

« Les exonérations prévues par les articles 27 et 28 de la loi du 31 juillet 1920 sont applicables, sous les conditions fixées par ces articles, aux *sociétés françaises* par actions qui ont souscrit des obligations émises par l'administration des chemins de fer de l'Etat, par l'administration des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine et par le syndicat des chemins de fer de Grande Ceinture de Paris. »

Cette exonération n'est pas accordée à la société étrangère qui a une filiale en France (1).

La filiale française d'une société étrangère acquitte tous les impôts qui sont réclamés aux filiales de sociétés françaises, y compris l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, mais alors que la société mère ou participante française jouit de l'exonération prévue par ladite loi du

(1) Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.
Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.
Bordeaux, 26 juin 1933 : R.E., 10106.

31 juillet 1920, la société mère ou participante étrangère ne jouit pas de cette exonération, elle est de son côté imposée à raison de sa participation dans une société française, sur une quotité des dividendes et autres éléments imposables qu'elle distribue, bien que, au moins pour partie, ces éléments distribués soient formés des revenus qu'elle a touchés de sa filiale française, laquelle a déjà été imposée au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les revenus attribués à la société mère ou participante étrangère.

Certains justifient la non-exonération des sociétés mères ou participantes étrangères en invoquant le principe de l'interprétation littérale des lois fiscales, en l'occurrence de la loi du 31 juillet 1920, article 27, qui, ainsi que nous avons eu l'occasion de le voir précédemment, ne parle que des sociétés françaises. Qu'il nous soit permis de rappeler que l'interprétation littérale de la loi fondamentale du 29 juin 1872, article 4, conduit à la non-application de cette loi aux sociétés étrangères ayant des biens en France, puisque ces dernières n'y sont pas mentionnées.

II. — *Exonération au bénéfice d'une SOCIÉTÉ FRANÇAISE ayant émis des emprunts en représentation de prêts consentis par elle.*

Loi du 31 juillet 1920

« Article 29. — Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers les arrérages, intérêts et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque à des commerçants ou industriels français ou résidant en France, par des *sociétés françaises* de banque ou de crédit constituées par actions, qui émettent, en représentation de ces prêts, des obligations ou autres titres d'emprunt, soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Les prêts exonérés ne pourront jamais excéder le montant des obligations et titres émis, et il devra être justifié par la société de banque ou de crédit de la qualité de ces emprunteurs. »

Textes modificatifs : *Loi du 16 avril 1930, art. 32. —*

« L'article 29 de la loi du 31 juillet 1920 est modifié comme suit :

« Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les intérêts, arrérages et autres produits de prêts consentis sous une forme quelconque à des départements, communes ou établissements publics français, ou à des commerçants ou industriels français ou résidant en France, par des *sociétés françaises* constituées par actions qui émettent, en représentation de ces prêts, des obligations ou autres titres d'emprunt soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Les prêts exonérés ne pourront jamais excéder le montant des obligations et titres émis, et il devra être justifié par la société de la qualité de ses emprunteurs. »

Loi du 16 février 1932, art. 3. —

« L'article 29 de la loi du 31 juillet 1920, modifié par l'article 32 de la loi du 16 avril 1930 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont exonérés de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, les arré-

rages, intérêts et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque par des *sociétés françaises*, constituées par actions qui émettent ou souscrivent en représentation de ces prêts des obligations ou autres titres d'emprunt soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Les prêts exonérés ne pourront jamais excéder le montant des obligations et titres émis ou souscrits, et il devra en être justifié par la société. »

Cette exonération ne s'applique pas aux sociétés étrangères : la circonstance que les emprunts contractés en France par une société *étrangère* servent à effectuer des prêts dans notre pays ne met pas obstacle à la perception de la taxe à la fois sur « les créances actives et passives de la société étrangère » (1).

Au sujet des exonérations, faisons la remarque suivante.

Le principe d'équivalence ou d'égalité qui est invoqué par la jurisprudence pour l'imposition des sociétés étrangères ne devrait-il pas, en toute justice, être également appliqué lorsqu'il s'agit d'exonérations ? Puisque la société étrangère ayant des biens en France n'est imposée que par équivalence avec la société française, ne devrait-il pas aller de soi que dans les cas où la société française cesse d'être imposée, la société étrangère doit également cesser de l'être ?

Dans son cours d'Enregistrement (Doctorat) professé à la Faculté de Droit de Paris en 1932-1933, sur le Régime fiscal des sociétés ayant à la fois des intérêts en France et dans d'autres pays, M. René CASSIN, après avoir fait l'examen critique de la jurisprudence, conclut en disant (p. 170) : « qu'il faudrait étendre aux sociétés étrangères la loi du 31 juillet 1920, art. 27, qui a été institué au profit des sociétés françaises ».

III. — Réduction du taux de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises.

Loi du 6 juillet 1934,

« Article 3. — Le taux général prévu à l'article précédent sera fixé à

Aucun des taux actuels ne sera dépassé ; en ce qui concerne les produits des valeurs mobilières *étrangères* (c'est nous qui soulignons) non abonnées et les rémunérations des administrateurs de sociétés, ils ne seront pas réduits. »

Décret-loi du 11 juillet 1934,

« Article 1^{er}. — Est réduit de 17 p. 100, sans décimes, à 12 p. 100, sans décimes, le tarif de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers applicable aux dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits :

1° Des actions, parts de fondateurs et obligations faisant l'objet de titres nominatifs tels qu'ils sont définis par le premier alinéa de l'article 7 de la loi du 23 juin 1857, et émises par des sociétés et collectivités *françaises* (c'est nous qui soulignons) désignées dans l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 ;

(1) Maguéro, Tassain, Molas : T.A., 3^e éd., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n° 119.

2° Des parts d'intérêts dans les sociétés civiles et à responsabilité limitée françaises (c'est nous qui soulignons) et des commandites dans les sociétés françaises (ibid.) en commandite simple;

3° Des emprunts, non représentés par des titres ou effets négociables, des sociétés et collectivités désignées aux nos 1 et 2 qui précèdent (ibid.);

..... »

Et les Instructions de l'Administration de l'enregistrement concernant l'application dudit décret du 11 juillet 1934 portent :

« 1° Valeurs dont les produits bénéficient du tarif réduit.

En principe, ces valeurs sont celles dont les titulaires sont nominativement connus. L'article 1^{er} du décret du 11 juillet 1934 en donne l'énumération suivante :

a) Les actions, parts de fondateurs et obligations faisant l'objet de titres nominatifs tels qu'ils sont définis par le premier alinéa de l'article 7 de la loi du 23 juin 1857, et émises par les sociétés et collectivités françaises (ibid.) désignées dans l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872.

Les valeurs ainsi visées sont essentiellement les titres d'actions, de parts de fondateurs et d'obligations nominatifs français (ibid.), c'est-à-dire les titres dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres d'une société ou d'une collectivité ayant son siège en France (ibid.) » (1)

Il est bien clair que la réduction ici considérée, applicable aux revenus des valeurs mobilières françaises, ne l'est pas aux revenus des valeurs mobilières étrangères similaires.

Décret-loi du 16 juillet 1935, art. 1^{er} et 2 :

Le nouveau décret-loi a fixé le tarif de l'impôt à 24 %. Et il a prévu notamment les taux suivants, applicables sous certaines conditions :

- 1° taux de 12 % relativement aux revenus des titres immatriculés au nom d'une personne physique;
- 2° taux de 18 % relativement aux revenus des titres immatriculés au nom d'une personne morale;
- 3° taux de 18 % relativement aux revenus des titres au porteur émis à compter du 16 juillet 1935 ou des emprunts contractés à compter de cette même date et non représentés par des titres.

Or, les taux définis ci-dessus en (1°), (2°) et (3°) ne sont pas appliqués par le fisc français aux sociétés étrangères ayant des biens en France sans y avoir de circulation de leurs titres. En effet, le fisc français prétend devoir appliquer uniformément le taux de 24 %, et à celles de ces sociétés qui n'ont que des titres nominatifs, par exemple parce qu'elles n'ont émis que des actions et qu'elles ont été constituées dans des pays où n'existent que des actions nominatives, comme aux Etats-Unis d'Amérique, et à celles de ces sociétés qui ont été constituées après le

(1) Instructions de l'Administration de l'enregistrement concernant l'application du décret du 11 juillet 1934 portant réforme fiscale en matière d'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers : J. off. des 15, 16 et 17 juillet 1934, p. 7216, 2^e col., paragraphe 1^{er}, I, 1^o).

16 juillet 1935, sociétés dont les titres ont nécessairement été émis après cette date (1).

Il y a donc encore inégalité de traitement fiscal entre les sociétés françaises, d'une part, et les sociétés étrangères ayant des biens en France sans y avoir de circulation de leurs titres, d'autre part.

Le prétendu « principe d'équivalence » a été violé par le décret-loi du 11 juillet 1934, puisque ce décret-loi a édicté des mesures qu'il a précisé ne se rapporter qu'à des sociétés et collectivités *françaises*. Et il est violé par l'Administration lorsqu'elle décide de n'appliquer qu'à des revenus distribués par des sociétés *françaises* le taux général de 18 % prévu par le décret-loi du 16 juillet 1935 relativement aux titres émis et aux emprunts contractés à compter de cette même date.

CHAPITRE IV.

Sur l'interprétation exacte de l'article 4 de la loi du 29 Juin 1872, relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières : Résumé des conclusions.

L'étude détaillée qui précède, des travaux et des discussions parlementaires ayant préparé le vote de la loi du 29 juin 1872, du texte même de cette loi, de certains effets de l'application actuelle de cette loi, de quelques lois subséquentes, relativement à l'imposition française du revenu des valeurs mobilières, et particulièrement du revenu des valeurs mobilières étrangères, nous a amenée aux conclusions principales résumées ci-dessous.

1. — Le rapprochement qui a été fait par M. le conseiller Paul PONT, des articles 1^{er} et 4 de la loi du 29 juin 1872, afin que l'article 4, relatif aux valeurs étrangères, prenne sa mesure d'application dans l'article 1^{er}, relatif aux valeurs françaises, n'est pas fondé.

Rappelons sommairement que chacun de ces deux articles énumère limitativement les natures des valeurs, françaises pour l'article 1^{er} et étrangères pour l'article 4, dont, d'après ses propres dispositions, les revenus doivent être atteints par l'impôt considéré ; que l'énumération donnée par l'article 4 est moins étendue que celle que donne l'article 1^{er} ; que l'énumération donnée par l'article 4 : actions, obligations, titres d'emprunts, étant bien précise et limitée, elle est à prendre littéralement et limitativement.

2. — Les deux premiers alinéas de l'article 4 de ladite loi sont liés, le second est un complément du premier, dont il précise la condition d'application.

(1) Lettres de la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre de Paris (Sociétés), en dates des 10 avril et 8 août 1936.

Rappelons que la jurisprudence a commis l'erreur d'isoler le premier de ces alinéas, du second, et qu'elle s'est ainsi trouvée portée à voir dans cet alinéa premier l'expression d'un principe d'égalité complète entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères, à l'égard de l'impôt considéré, ce qui lui a permis de déclarer valable le point de vue exprimé par le décret du 6 décembre 1872, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi de juin, là où ce décret a franchement ajouté à la loi, au sujet des sociétés étrangères ayant en France des biens, la jurisprudence disant de ce point de vue qu'il n'est qu'une conséquence de la disposition de l'alinéa premier, disposition à prendre *latissimo sensu*, en isolant l'alinéa premier de l'alinéa deuxième ; que le législateur de 1872 a bien déclaré et expliqué vouloir soumettre à l'impôt le revenu des valeurs mobilières étrangères, qu'il a énumérées à l'alinéa premier, dans le cas où ces valeurs apparaissent sur le marché français des capitaux : cotation, négociation, exposition en vente ou émission en France, comme il est dit à l'alinéa deuxième, lequel vise à garantir l'exécution de l'imposition édictée à l'alinéa premier, ce qui a été mis en relief explicitement au cours des débats qui ont abouti au vote de l'article 4, et qu'il n'a jamais parlé d'une autre condition d'application de la loi au revenu des valeurs mobilières étrangères.

3. — Le législateur de 1872 a voulu atteindre, dans les revenus des titres, les possesseurs des valeurs mobilières étrangères en circulation sur le marché français des capitaux — le rapporteur du projet de loi, M. DESEILLIGNY, n'avait même en vue que « les valeurs étrangères que des Français possèdent » — et, suivant ses déclarations réitérées sur ce point, cela afin que les capitaux s'offrant sur le marché français ne soient pas portés à s'investir de préférence dans les affaires étrangères, afin, pour reprendre l'expression de M. POUYER-QUERTIER, ancien ministre des finances, d'« astreindre les titres étrangers, qui viendraient faire concurrence aux titres français, aux mêmes droits que les titres de notre pays » ; ces paroles de M. POUYER-QUERTIER font bien connaître le résultat que le législateur de 1872 s'est proposé d'obtenir en soumettant à l'impôt, par l'alinéa premier de l'article 4 de la loi, le revenu des valeurs mobilières étrangères qu'il a là énumérées, et ce qu'il a entendu exprimer par les mots suivants de cet alinéa : « sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises », où les mots « taxe équivalente » du texte se montrent synonymes des mots « mêmes droits » de l'exposé oral, ce qui établit que l'équivalence voulue était celle de la taxe et non celle de la taxation, c'est-à-dire non celle des circonstances devant entraîner l'application de la taxe ; cette synonymie — cette portée actuelle du mot équivalent — venait d'être très nettement exprimée, le même jour, celui du vote de la loi, par M. Alfred ANDRÉ qui, envisa-

geant la perception de l'impôt par le moyen de la retenue opérée par le payeur du revenu, avait dit :

« Au moment de l'acquit des coupons entre les mains du porteur, vous lui retiendrez une somme équivalente au montant de la taxe qui frappera désormais, de par la loi nouvelle, le porteur de valeurs françaises. » (1)

4. — Le principe d'égalité que la jurisprudence a prétendu avoir été posé à l'alinéa premier de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, au point de vue fiscal, entre les sociétés étrangères et les sociétés françaises, plus précisément entre les revenus des valeurs mobilières émises par les sociétés étrangères et les revenus des valeurs mobilières émises par les sociétés françaises, principe d'égalité que la jurisprudence n'a pas cessé de proclamer, ce principe n'a non seulement pas été posé par le législateur, comme cela résulte d'un examen précis et rigoureux du texte dudit article 4, mais il n'a même été envisagé par lui ni dans aucun des rapports sur les projets de loi, ni dans aucun de ces projets, ni dans aucune des discussions auxquelles la présentation de ces projets a donné lieu, de sorte que rien n'autorisait vraiment à dire ou seulement à penser que le principe en question a été voulu par le législateur de 1872.

Et, au surplus, l'égalité de traitement fiscal que la jurisprudence a prétendu être la base de l'application de l'article 4 de la loi est purement verbale, vu que cette égalité est infirmée par les faits, au moins en ce qui concerne les revenus des valeurs mobilières émises par des sociétés étrangères qui possèdent en France des biens sans y avoir de circulation de leurs titres.

5. — L'interprétation de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 suivant laquelle les deux premiers alinéas de cet article sont liés et se rapportent tous deux, le premier comme le second, exclusivement à des valeurs mobilières étrangères apparues sur le marché français des capitaux :

1° respecte scrupuleusement l'intention que le législateur a exprimée au cours des travaux et des discussions parlementaires ;

2° obéit au principe de l'interprétation littérale des lois fiscales ;

3° met en présence d'un texte à la fois clair, précis et net, sans aucun vague ni flou, dont la portée n'est pas plus ou moins extensible, donc n'est pas indéfiniment extensible, comme l'est celle qui résulte de l'interprétation adoptée par la jurisprudence.

Suivant cette interprétation, l'article 4 ne s'applique pas aux valeurs mobilières des sociétés étrangères qui possèdent en France des biens *mais n'y ont pas de circulation de leurs titres*.

6. — Suivant l'interprétation stricte rappelée ci-dessus, l'article 4 n'est pas applicable aux valeurs mobilières des sociétés étrangères

(1) J. off. du 30 juin 1872, p. 4413, 1^{re} colonne.

n'ayant en France que des biens, il n'est donc pas applicable aux valeurs mobilières des sociétés étrangères qui n'ont pas en France de circulation de leurs titres mais s'y livrent à une exploitation commerciale ou industrielle.

Nous ne disons pas là s'il est juste ou non qu'il en soit ainsi. Nous disons là que la Loi est à respecter. Surtout dans le domaine de la fiscalité, elle doit être appliquée rigoureusement telle qu'elle est, loyalement, sans détours et sans la modifier, en particulier sans y rien ajouter ; la dignité juridique, dont il y a tout spécialement lieu d'être respectueux vis-à-vis d'étrangers, pour le renom du pays, l'exige au moins autant que la correction. Il se trouve que dans l'espèce la loi telle qu'elle est est la loi telle que l'a voulue le législateur ; cette heureuse circonstance vient renforcer le commandement précédent.

Pour qu'il soit possible d'observer scrupuleusement ce commandement, il est évidemment nécessaire que l'on se trouve en présence d'un texte de loi à la fois précis et net ; il est en outre presque indispensable que ce texte soit clair. Le texte de l'alinéa premier de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 satisfait bien à chacune de ces trois conditions si cet alinéa premier est regardé comme lié à l'alinéa qui le suit immédiatement, comme l'a voulu le législateur, mais il ne satisfait à aucune d'elles si cet alinéa premier est pris isolément, sans liaison avec ce second alinéa, comme la jurisprudence n'a cessé de prétendre que l'on doit le prendre.

Et dans le cas où la précision et la netteté nécessaires font défaut ou tout au moins ne sont pas entières, ainsi que dans le cas où, plus ou moins tôt, sous la pression de nouvelles conditions économiques par exemple, il apparaîtrait ou semblerait qu'une omission a eu lieu, qu'un redressement, un développement s'imposent, la dignité veut que l'on agisse franchement pour sortir de la mauvaise, de l'injuste position, en demandant qu'une *loi* nouvelle apporte la révision, la retouche ou l'addition qui se seront avérées justes. En matière fiscale, il n'est pas admissible que la jurisprudence crée, même à la suite d'un décret émanant du Conseil d'Etat.

Au sujet de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, le décret du 6 décembre suivant a posé une extension indéfinie de son champ d'application ; la jurisprudence a, par l'artifice de la séparation, quant à leur objet, des deux premiers alinéas, prétendu trouver dans le premier alinéa pris isolément l'indication du champ d'application indéfiniment étendu posé par le décret ; les sociétés étrangères intéressées ont été étonnées, voire surprises, et elles se sont trouvées en présence d'exigences imprécises et constamment croissantes, ce qui a été et continue à être la cause d'innombrables procès. De l'excès du mal, dû à la croissance indéfinie des exigences du fisc français, il est souhaitable qu'au plus tôt sorte une solution légale, solution qui devra assurer au mieux l'équilibre entre tous les intérêts en cause.

TITRE II

DÉCRET DU 6 DÉCEMBRE 1872, PORTANT RÉGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE POUR L'EXÉCUTION DE LA LOI DU 29 JUIN 1872, RELATIVE A L'IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES.

L'objet du présent titre est de montrer :

- 1° que le décret en question a ajouté à la loi, en visant les revenus des valeurs mobilières émises par les sociétés étrangères ayant en France des biens sans y avoir de circulation de leurs titres — qu'en conséquence il est illégal sur ce point ;
- 2° que des imperfections de la rédaction de ce décret ont permis que l'administration française de l'enregistrement augmente progressivement et indéfiniment la variété des cas où à son avis lesdites sociétés étrangères seraient atteintes par cette disposition supplémentaire du décret.

A titre d'introduction, le chapitre I est une reproduction *in extenso* du texte du décret, dans sa teneur primitive.

Le chapitre II vise à établir le premier des deux points ci-dessus indiqués. Il débute par un rappel de la mission que le législateur avait confiée au rédacteur du décret relativement aux valeurs mobilières étrangères. Il expose ensuite l'examen critique de l'article par lequel le décret a ajouté aux dispositions de la loi, examen qui montre que le décret a visé un cas différent et distinct du seul cas que le législateur a envisagé et que le motif donné par le décret à cette addition n'a absolument rien de commun avec le seul motif qui a déterminé le vote de la loi, relativement aux revenus des valeurs mobilières étrangères. Et le chapitre se termine en concluant à l'illégalité absolue de la disposition ajoutée par le décret, et aussi de l'application de cette disposition.

Le chapitre III relève l'imprécision, le vague et l'ambiguïté de parties essentielles du texte de l'article du décret qui se rapporte à la

taxation du revenu des valeurs mobilières étrangères, et il fait ressortir tout le parti que l'administration française de l'enregistrement a tiré de ces diverses imperfections, pour développer, progressivement et sans limite, le champ de ses prétentions contre les sociétés étrangères ayant en France des biens.

Enfin, le présent titre se termine par quelques additions aux considérations développées dans les trois premiers chapitres, additions qui font l'objet des chapitres IV et V.

CHAPITRE I.

Texte du Décret du 6 Décembre 1872⁽¹⁾

(dans sa teneur primitive).

Extrait du Journal officiel du mercredi 11 décembre 1872, p. 7681 :

« Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre des finances,
Vu la loi du 29 juin 1872 qui établit :

1^o Une taxe annuelle et obligatoire sur les revenus des actions et obligations des sociétés, compagnies et entreprises de toute nature, ainsi que sur les arrérages et intérêts annuels des obligations et emprunts des départements, communes et établissements publics, et, enfin, sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites;

2^o Des droits équivalents à cette taxe sur les actions, obligations et titres d'emprunts étrangers émis en France;

Vu notamment les paragraphes 3 et 4 de l'article 4, ainsi conçus :

« Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité du capital social.

« Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi. »

Vu l'article 5 de la loi du 29 juin 1872;

(1) Depuis la publication de ce texte, des modifications y ont été apportées. Pour la rédaction actuelle, voir ci-après, Texte n^o 4.

Vu l'article 10 de la loi du 23 juin 1857, ainsi conçu :

« Toute contravention aux précédentes dispositions et à celles des règlements qui seront faits pour leur exécution est punie d'une amende de 100 francs à 5.000 francs ; »

Le conseil d'Etat entendu,

DÉCRETÈ :

Art. 1^{er}. — La taxe de 3 p. 100 établie par la loi du 29 juin 1872 est avancée par les sociétés, compagnies, entreprises, départements, communes et établissements publics, et payée au bureau de l'enregistrement du siège social ou administratif désigné à cet effet, savoir :

1^o Pour les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance, en quatre termes égaux d'après les produits annuels afférents à ces valeurs ;

2^o Pour les actions, parts d'intérêt, commandites et emprunts à revenu variable, en quatre termes égaux déterminés provisoirement d'après le résultat du dernier exercice réglé et calculés sur les quatre cinquièmes du revenu s'il en a été distribué, et, en ce qui concerne les sociétés nouvellement créées, sur le produit évalué à 5 p. 100 du capital appelé.

Chaque année, après la clôture des écritures relatives à l'exercice, il est procédé à une liquidation définitive de la taxe due pour l'exercice entier. Si de cette liquidation il résulte un complément de taxe au profit du Trésor, il est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire, l'excédent versé est imputé sur l'exercice courant, ou remboursé si la société est arrivée à son terme ou si elle cesse de donner des revenus.

Art. 2. — Les paiements à faire en quatre termes doivent être effectués dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année.

La liquidation définitive a lieu au moment du dépôt, prescrit par l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, des comptes rendus et extraits des délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, ou de tous autres documents analogues fixant le dividende distribué.

Cette liquidation doit être établie dans les vingt premiers jours du mois de mai pour les sociétés auxquelles leurs statuts n'imposent pas l'obligation de prendre des délibérations sur cet objet. Dans ce cas, la liquidation définitive est opérée à raison de 5 p. 100 du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente et dûment enregistrées, et, à défaut de cessions, d'après l'évaluation à 5 p. 100 du montant du capital social ou de la commandite.

Art. 3. — Toutes les dispositions des deux articles précédents sont applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers situés en France.

La taxe sur le revenu, pour les titres cotés à la Bourse ou émis en France, est assise sur la même base que les droits de timbre et de transmission ; elle est déterminée en la forme prévue au règlement d'administration publique du 24 mai 1872.

Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en

France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances, sur l'avis préalable de la commission instituée par le règlement ci-dessus indiqué. Elles doivent, à cet effet, faire agréer par le ministre des finances, avant le 1^{er} décembre 1872, si elles existent actuellement, et, dans le cas contraire, avant toute opération en France, un représentant français personnellement responsable des droits et amendes.

Art. 4. — Aucune émission ou souscription de titres étrangers ne peut avoir lieu en France qu'après qu'un représentant responsable a été agréé par le ministre des finances.

Dans le mois qui suit la clôture de l'émission ou de la souscription, le ministre des finances détermine le nombre des titres qui doivent servir de base à la perception des droits de timbre et de transmission ainsi qu'à l'assiette de la taxe sur le revenu. Ce nombre est fixé conformément aux dispositions des règlements d'administration publique des 17 juillet 1857 et 24 mai 1872.

Art. 5. — La caisse des dépôts et consignations est autorisée à payer directement à Paris, au bureau qui sera désigné, la taxe annuelle due à raison des prêts de toute nature qu'elle a faits à des départements, communes et établissements publics.

Art. 6. — Les dispositions des articles 1, 2, 3 et 5 qui précèdent sont applicables à la taxe due, pour l'année 1872, sur la moitié des revenus, intérêts et dividendes distribués, quelle que soit d'ailleurs l'époque du paiement.

Le premier versement aura lieu dans les vingt jours de la promulgation du présent décret.

A cette époque, les sociétés qui n'auront pas encore effectué le dépôt prescrit par l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, devront remettre au receveur de l'enregistrement les extraits ou comptes rendus des délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration ou de tous autres documents analogues qui ont fixé le chiffre total du dividende distribué pour le dernier exercice.

Art. 7. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

Fait à Versailles, le 6 décembre 1872.

A. THIERS.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,

E. DE GOULARD. »

CHAPITRE II.

Addition faite par le décret du 6 Décembre 1872, à la loi du 29 Juin 1872, relativement aux valeurs mobilières étrangères.

SECTION I.

Mission que le législateur avait confiée au rédacteur du décret, relativement aux valeurs mobilières étrangères.

L'intitulé du décret débute dans les termes suivants :

« Vu la loi du 29 juin 1872 qui établit :

1^o Une taxe annuelle et obligatoire sur les revenus des actions et obligations des sociétés

2^o Des droits équivalents à cette taxe sur les actions, obligations et titres d'emprunts étrangers émis en France ; »

L'intitulé du décret a là, en 2^o, lui-même rappelé, très clairement et nettement, que la loi du 29 juin 1872 a établi des droits équivalents, à la taxe qu'elle a établie sur les revenus des valeurs françaises, à l'égard des valeurs *mobilières étrangères* des natures énumérées qui ont été « émises en France », ces derniers mots signifiant évidemment : « mises sur le marché français des capitaux ».

C'est bien à cette unique catégorie, très précisément *restreinte*, de valeurs mobilières étrangères que le législateur a entendu que la loi du 29 juin 1872 devait s'appliquer.

Comment, alors, ne pas être stupéfait qu'après ce fort exact rappel, le décret ait, à son article 3, relatif aux valeurs mobilières étrangères, bien explicitement visé, en même temps que les valeurs mobilières de la catégorie restreinte qu'il avait bien précisées au 2^e de son intitulé, des valeurs mobilières étrangères n'appartenant pas à cette catégorie restreinte, savoir : des valeurs mobilières étrangères non mises sur le marché français des capitaux, mais émises à l'étranger et cela par des établissements publics ou privés étrangers ayant en France des biens soit mobiliers, soit immobiliers.

Mais quelle était donc la mission que le législateur avait confiée au rédacteur du décret, relativement aux valeurs mobilières étrangères ?

Ce qu'en ont dit le rapporteur du projet de loi, M. Deseilligny, dans son rapport, et M. Pouyer-Quertier, ancien ministre des finances,

au cours de la discussion qui a eu lieu le jour même du vote de la loi, suffit pour nous éclairer pleinement sur ce point.

M. DESEILLIGNY a déclaré :

« nous avons pensé qu'il devait suffire de poser le principe dans ce rapport et dans le projet de loi qui l'accompagne et de nous en référer, pour l'étude des *moyens pratiques de perception* », (c'est nous qui soulignons) « à un règlement d'administration publique. » (1)

Et M. POUYER-QUERTIER a dit :

« Je demande donc à l'Assemblée de laisser au Gouvernement, sous sa responsabilité, le soin d'établir les règlements d'administration publique qui devront *fixer les conditions dans lesquelles les titres étrangers circuleront en France.* » (ibid.) (2)

Ainsi, le législateur a entendu demander au rédacteur du décret de fixer les « moyens pratiques de perception » de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières relativement aux « titres étrangers circulant en France », titres ne pouvant « être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission » (loi, article 4, alinéa 2^e).

Pourquoi le législateur n'a-t-il pas fixé lui-même ces moyens de perception ? M. DESEILLIGNY n'a présenté à ce sujet aucune proposition, en raison de l'embarras de la commission ; rappelons qu'il a dit :

« Si la question, de quelque manière qu'on la résolve, est assez simple pour ces titres français appartenant à des étrangers, elle est beaucoup plus compliquée pour les valeurs étrangères que des Français possèdent. » (3) ;

« En dehors de la déclaration, quelle base peut-on prendre ? Plusieurs modes de perception ont été successivement examinés et discutés en détail par notre commission.

Mais, comme il est important de n'adopter à cet égard une solution qu'avec l'assentiment du ministère des finances chargé de l'appliquer, et comme nous n'avons malheureusement pas eu son concours pour cette étude, puisque le projet présenté par M. Pouyer-Quertier était ou retiré ou au moins ajourné par le Gouvernement, nous avons pensé qu'il devait suffire de poser le principe dans ce rapport et dans le projet de loi qui l'accompagne et de nous en référer, pour l'étude des moyens pratiques de perception, à un règlement d'administration publique. » (4)

(1) J. off. du 8 juin 1872, p. 3847, 3^e colonne, et infra, Texte n° 1, p. 9 r, lig. 14 et suiv.

(2) J. off. du 30 juin 1872, p. 4413, 3^e colonne.

(3) J. off. du 8 juin 1872, p. 3847, 3^e colonne, et infra, Texte, n° 1, p. 8 r, lig. 30 et suiv.

(4) J. off. du 8 juin 1872, p. 3847, 3^e colonne, et infra, Texte n° 1, p. 9 r, lig. 7 et suiv.

SECTION II.

Examen critique de l'article par lequel le décret a ajouté aux dispositions de la loi, en visant un cas différent et distinct du seul cas que le législateur avait envisagé, relativement à l'imposition du revenu des valeurs mobilières étrangères.

L'imposition du revenu des valeurs mobilières étrangères a été édictée par la loi du 29 juin 1872, en son article 4, et elle a été réglementée par le décret du 6 décembre 1872, en son article 3.

En prenant le texte de l'article 4 de la loi tel qu'il se présente, sans le morceler pour ensuite chercher à interpréter d'une façon particulière chacune des parties obtenues par ce morcellement, il est parfaitement clair, précis et net, et répond bien à l'unique intention du législateur. La comparaison entre ce texte de l'article 4 de la loi et le texte de l'article 3 du décret montre, matériellement si l'on peut dire, rend flagrante l'addition faite par le décret aux dispositions voulues par le législateur.

C'est nous qui avons ci-dessous souligné les parties par lesquelles le texte du décret a ajouté aux dispositions de la loi.

Loi du 29 juin 1872.

« Article 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

Décret du 6 décembre 1872.

« Article 3. — Toutes les dispositions des deux articles précédents sont applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France.

La taxe sur le revenu, pour les titres cotés à la Bourse ou émis en France, est assise sur la même base que les droits de timbre et de transmission; elle est déterminée en la forme prévue au règlement d'administration publique du 24 mai 1872.

Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour

objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances, sur l'avis préalable de la commission instituée par le règlement ci-dessus indiqué. Elles doivent, à cet effet, faire agréer par le ministre des finances, avant le 1^{er} décembre 1872, si elles existent actuellement, et, dans le cas contraire, avant toute opération en France, un représentant français personnellement responsable des droits et amendes. »

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi. »

★ ★

Le décret a ajouté aux dispositions de la loi en visant les revenus des valeurs mobilières qui ont été émises par « les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France » (article 3, alinéa 3°).

Cela résulte de ce que, en raison de la liaison qui existe entre les deux premiers alinéas de l'article 4 de la loi, liaison qui, comme nous l'avons montré, est nécessaire (voir, supra, examen critique du texte de la loi) et répond très rigoureusement à l'intention qu'à maintes reprises le législateur a déclarée (voir, supra, les extraits des rapports et des discussions), la loi n'avait à être appliquée aux revenus des valeurs mobilières étrangères que lorsque celles-ci apparaissaient sur le marché français des capitaux.

Cette limitation du champ d'application de la loi, relativement au revenu des valeurs mobilières étrangères, a été bien marquée devant la chambre des requêtes de la Cour de cassation, par M. l'avocat général

FEUILLOLEY, le 10 février 1903 (1). Les conclusions alors présentées par M. l'avocat général FEUILLOLEY ont, en effet, débuté ainsi :

« La Société Zuber et comp. est une société étrangère créée en 1873. Ses actions, ses obligations et titres d'emprunt n'ont pas été émis en France. Ils ne sont pas cotés en bourse ou en banque et ils ne circulent pas en France. En conséquence, elle n'est point assujettie au paiement de la taxe sur le revenu, en vertu de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872, qui ne lui est pas applicable. »

Cependant M. FEUILLOLEY a poursuivi en disant :

« Mais en 1883, elle a établi une usine en France, à Boussières, département du Doubs. A partir de ce moment, elle est devenue passible de l'impôt sur le revenu, par application de l'art. 3 du décret du 6 déc. 1872 rendu en exécution de la loi du 29 juin précédent, qui dispose que « les sociétés, compagnies et entreprises étrangères, dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent ». Elle s'est, sans aucune difficulté, conformée à la loi. »

Après ce qu'il venait de dire, après les mots : « par application de l'article 3 du décret », M. FEUILLOLEY devait dire, au lieu de : « Elle s'est conformée à la loi » : Elle s'est conformée au décret.

Et le fait de l'addition aux dispositions de la loi a été dénoncé dès le 5 juin 1885, par le Tribunal civil de la Seine (2), dans l'attendu suivant :

« Attendu que, si l'interprétation proposée par la Régie est conforme au règlement d'administration publique du 6 déc. 1872, l'autorité de ce document, si considérable qu'elle soit, ne peut prévaloir contre le texte positif de la loi et contre son esprit, tel qu'il résulte des travaux préparatoires et de la discussion; qu'il est impossible de méconnaître que le décret du 6 décembre s'en est écarté, en soumettant à l'impôt les sociétés étrangères qui possèderaient des biens meubles ou immeubles en France, alors que la loi visait uniquement les capitaux français apportés ou prêtés à une entreprise étrangère, et que, sous ce rapport, il a dépassé les limites de la délégation conférée par la loi à l'Administration; qu'il ne saurait, dès lors, servir de base à une décision judiciaire... »,

et il a été mentionné encore tout récemment, le 30 novembre 1932, dans un jugement rendu par le Tribunal civil de Nice (3), où l'on lit :

« Attendu que la loi du 29 juin 1872, qui a pour objet d'astreindre à une taxe sur le revenu les intérêts, dividendes, produits des actions, intérêts et arrérages des emprunts, intérêts, produits des parts d'intérêts des sociétés commerciales, a astreint les titres étrangers qui viendraient faire concurrence aux titres français aux mêmes droits que ces derniers; que le décret du 6 décembre de la même année, pris pour l'exécution de la loi, a astreint à la taxe non seulement les titres des sociétés étrangères négociés, exposés en vente

(1) Cass. req., 10 février 1903 : D.P., 1903, I, 417, p. 418, col. 2^e, lig. 38 et suiv.

(2) Seine, 5 juin 1885 : J.E., 22838.

(3) Nice, 30 novembre 1932 : R.E., 10034.

ou émis en France, mais, *peut-être par une extension que la jurisprudence a déclaré légale*, les sociétés dont les titres ne circulent pas en France, mais qui ont pour objet des meubles ou immeubles situés en France; » (C'est nous qui avons souligné.)

Enfin, l'addition faite par le décret aux dispositions de la loi a été signalée par M. le Professeur ALBERT WAHL et par de nombreux auteurs.

Citons dans l'ordre chronologique, en principe.

M. EM. BIGORNE et M. PRIMOT, rappelant les titres soumis à la taxe instituée par la loi de 1872, ont mentionné :

« les titres (sic) qui, bien que non cotés ni émis en France ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés sur le territoire, ... »

et ils ont ajouté :

« Nous ferons remarquer que cette dernière disposition n'est pas dans la loi : C'est le règlement d'administration publique qui a frappé de la nouvelle taxe les sociétés ayant des immeubles en France. » (1)

M. D. GARNIER a déclaré, dans sa critique de l'arrêt rendu par la Cour de cassation le 29 août 1881 (2) :

« Les règlements d'administration publique ne statuent valablement que dans les limites de la délégation contenue dans la loi. Celle-ci n'avait pas conféré au Conseil d'Etat le pouvoir de la compléter en ce qu'elle aurait de défectueux.

.....

Nous croyons que la Cour ne saurait, en matière d'impôt, se montrer trop sobre de parcelles extensions. Les taxes ont besoin d'être nettement établies pour devenir exigibles : on ne les saurait percevoir par déduction ou par suppléance. »

Et ailleurs (3) :

« Cette interprétation extensive de la loi par le règlement d'administration publique est remarquable. La loi parlait uniquement des actions, obligations et titres d'emprunts des sociétés et des établissements publics étrangers. Elle ne visait pas les sociétés qui n'ont pas émis de titres mais possèdent en France des valeurs mobilières ou immobilières. C'est par une véritable addition que ces sociétés ou ces établissements ont été désignés dans l'article 3 du règlement d'administration publique. »

(1) M. EM. BIGORNE, Receveur d'Enregistrement, à Paris, Auteur du Dictionnaire Analytique des Instructions de l'Enregistrement et du Dictionnaire de Manutention, et M. PRIMOT, Docteur en Droit, Contrôleur de l'Enregistrement à Paris : « Impôt direct de 3 % sur les revenus des valeurs mobilières dépendant des sociétés, compagnies, entreprises et des départements, communes et établissements publics. Commentaire de la loi du 29 juin 1872, du règlement d'administration publique du 6 décembre 1872 », Paris, p. 76 et 77.

(2) D. GARNIER : Répertoire périodique de l'Enregistrement, art. 5854, Observations, sous l'arrêt de la Cour de cassation (Ch. civ.) du 29 août 1881.

(3) D. GARNIER : « Répertoire général et raisonné de l'Enregistrement des Domaines et des Hypothèques », Septième édition, Tome quatrième, Impôt direct sur le revenu, n° 16.

M. BESSON a dit, au sujet de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 :

« Ce texte a son *complément* » (c'est nous qui soulignons) « dans le décret réglementaire du 6 décembre 1872, dont l'article 3 est ainsi conçu : » (1).

Et, plus loin :

« Quant aux collectivités étrangères dont les titres n'empruntent pas notre marché, mais qui possèdent en France des biens affectés à l'exploitation de l'entreprise, *la loi ne s'en occupe pas*. » (ibid.) « C'est seulement dans le décret du 6 décembre 1872 qu'apparaît une disposition appliquant expressément à ces sociétés le principe de l'équivalence. » (2).

Et cependant, M. BESSON, s'appuyant sur les arguments qui ont été exposés par M. Paul POIT et par l'Administration, arguments que nous avons eu l'occasion de réfuter (3), a conclu ainsi :

« Ces considérations suffisent, selon nous, à démontrer que le règlement d'administration publique, du 6 décembre 1872, n'a fait, selon les expressions de l'arrêt du 29 août 1881, « qu'expliquer et commenter » la loi du 29 juin 1872, *sans y rien ajouter*, » (souligné par nous) « en déclarant que les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent. » (4).

Le mot « complément » étant pris avec son sens exact, par la phrase qui le contient il est déclaré que le texte de la loi appelait une suite, et cette phrase dit que la suite appelée a été donnée par le décret. Il y a alors contradiction avec la déclaration : « la loi ne s'en occupe pas ».

Si le mot « complément » était pris avec le sens de « supplément », il y aurait contradiction avec la déclaration : « sans y rien ajouter ».

Il est donc impossible d'échapper à la contradiction. Pourtant tout cela a été écrit par le même auteur, dans le même ouvrage (dans le même numéro de cet ouvrage pour les deux derniers alinéas cités).

M. Armand DEMASURE :

« En ce qui concerne les sociétés étrangères, *la seule* » (souligné par nous) « pensée des auteurs de la loi du 29 juin 1872 paraît avoir été que les titres de ces sociétés ne pourraient être cotés, négociés, exposés en vente, ou émis en France qu'à la condition de supporter une taxe équivalente à celle qui frappe le revenu des valeurs françaises. Le principe est ainsi établi par l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 : » (5).

(1) Emmanuel BESSON, Rédacteur à la Direction générale de l'Enregistrement : « Traité pratique de la Taxe de 3 % sur le revenu des valeurs mobilières des sociétés, établissements publics et congrégations religieuses », Paris, 1887, n° 306, p. 320, lig. 10 et 11.

(2) Emmanuel BESSON, op. cit., n° 312, p. 327 et suiv.

(3) Voir supra, notamment p. 120 et suiv., et p. 126 et suiv.

(4) Emmanuel BESSON : op. cit., n° 312, p. 331, lig. 12 et suiv.

(5) Armand DEMASURE : Traité du régime fiscal des sociétés et des établissements publics, Paris, 1884, p. 322, n° 243.

« Le règlement d'administration publique auquel cet article renvoie est le décret du 6 décembre 1872. Il a étendu la règle posée par la loi à une seconde catégorie de sociétés, » (souligné par nous) « celles qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France. Son art. 3 est ainsi conçu : » (1).

« L'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 distingue deux catégories de sociétés : celles dont les titres sont cotés ou circulent en France, celles qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France.

« La première question qui se pose est celle de savoir si le règlement d'administration publique a pu valablement soumettre les sociétés de cette seconde catégorie aux dispositions de la loi *qui ne les avait nullement visées*. » (souligné par nous). « On sait qu'en pareil cas le décret ne s'incorpore à la loi qu'autant que son auteur n'a pas excédé la délégation de pouvoir limitée qui lui a été consentie par le législateur. Les seuls pouvoirs délégués dans l'espèce n'étaient-ils pas relatifs à la réglementation de la taxe en tant qu'elle devait frapper sur les sociétés désignées au texte de l'art. 4 ? On peut concevoir à cet égard des doutes sérieux. Cependant nous estimons que la Cour de cassation a eu raison de ne pas s'y arrêter et de reconnaître la légalité du décret — Cass. civ. 29 août 1881. *On ne peut nier que le décret ait ajouté à la loi*; » (souligné par nous) « mais cette addition a eu pour but de développer le principe général qui avait été posé par la même loi dans le § 1^{er} de l'art. 4, à savoir celui de l'égalité fiscale entre les titres des sociétés françaises et les titres des sociétés étrangères. » (2).

— s'il ne s'agissait que du développement d'un principe posé par la loi, il n'y aurait pas addition à la loi ; il y a là deux lignes consécutives du texte qui impliquent contradiction.

M. Albert WAHL s'est exprimé ainsi à ce sujet (3) :

« Mais est-il vrai que, comme le pense la Cour de cassation, le décret ait simplement appliqué le principe de l'équivalence, que les lois avaient posé ? Nous ne le croyons pas. Car, d'abord, l'esprit de la loi est de frapper les Sociétés étrangères qui font, en France, concurrence, comme placement des capitaux, aux Sociétés françaises. Or, lorsqu'il n'y a pas de titres circulant par la volonté de l'établissement étranger qui les a émis en France, il est démontré que cet établissement n'offre pas ses titres aux capitalistes français. D'autre part, la loi a voulu frapper les Sociétés étrangères qui usent de la protection de la loi française. Une Société qui n'a que des biens en France est déjà, pour ces biens, soumis aux droits de patente et à l'impôt foncier que payent également les particuliers français ; les droits spéciaux qu'acquittent les Sociétés étrangères sont des droits sur les titres, et, par conséquent, les Sociétés étrangères ne doivent être soumises à ces droits que si elles font circuler leurs titres en France.

Les lois développent d'ailleurs l'idée d'équivalence. Elles indiquent toutes limitativement les hypothèses dans lesquelles les établissements étrangers sont frappés des taxes en France, et ces hypothèses, ainsi que nous l'avons montré,

(1) Armand DEMASURE : op. cit., p. 322, n° 244.

(2) Armand DEMASURE : op. cit., p. 324, n° 246.

(3) Albert WAHL : « Comparaison des charges fiscales qui pèsent sur les placements en valeurs françaises ou en valeurs étrangères », Journal du Droit international privé, Paris, 1902, p. 454.

sont celles où, par la volonté de l'établissement, ces titres font l'objet d'opérations en France.

La loi du 29 juin 1872, relative à l'impôt sur ce revenu, reproduit, à cet égard, les termes des lois antérieures ; *c'est arbitrairement que le décret rendu pour son exécution a étendu les cas d'application de l'impôt.* » (souligné par nous).

★★

Nous avons donc montré et prouvé que l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 a ajouté aux dispositions de l'article 4 de la loi du 29 juin de la même année, en visant les revenus des valeurs mobilières des « sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France ».

Or, dans le « Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence », Dalloz (1912), au titre : Constitution et pouvoirs publics — n° 353 —, on lit :

« Une disposition d'un règlement d'administration publique, qui aurait un caractère interprétatif de la loi à laquelle ce règlement fait suite, empiéterait sur le pouvoir législatif et devrait être réputée non avenue. »

De son côté, M. Albert WAHL a dit (1) :

« Les décrets ne peuvent ajouter à la loi des hypothèses nouvelles dans lesquelles les taxes globales doivent être perçues ; car, les cas de perception étant énumérés par la loi, les décrets n'ont pas pour mission de les déterminer ou de les modifier. C'est ce qui paraît être implicitement reconnu par la Cour de cassation. » ;

et, plus loin (2) :

« De deux choses l'une : ou le décret de 1872 a modifié la loi, ou il l'a justement appliquée. Dans la première opinion, il est illégal ; c'est ce que reconnaît indirectement la Cour de cassation, qui, à l'objection tirée de l'illégalité du décret, répond que l'assujettissement des sociétés ne provient pas du décret ; il est complètement faux que, comme on l'a soutenu (Besançon, 23 mai 1901, D. P., 1903, 1, 417), les tribunaux, à cause de la séparation des pouvoirs, doivent appliquer un décret illégal. »

Et, d'autre part, la chambre civile de la Cour de cassation a jugé, le 24 octobre 1917 (3), que :

« il appartient à l'autorité judiciaire, non seulement d'en faire

(1) Albert WAHL : Traité du Régime fiscal des Sociétés et des Valeurs mobilières, Paris, 1909, n° 2753.

(2) Albert WAHL : op. cit., n° 2783, renvoi (7).

(3) Cass. civ., 24 octobre 1917 : D.P., 1918, 1, 5 ; p. 6, col. 2^e, lig. 5 et suiv.

l'application » (des dispositions générales rendues en vertu du pouvoir réglementaire de l'Administration, y compris celles des règlements d'administration publique) « quand leurs dispositions sont claires et précises, mais encore d'en apprécier la légalité et d'en interpréter le sens lorsque cette interprétation est nécessaire pour la solution d'un litige dont elle a été complètement saisie ; ... ».

Nous pensons bien que c'est en vue de faire disparaître l'illégalité de la disposition ajoutée aux dispositions de la loi du 29 juin 1872, par l'article 3 du décret du 6 décembre de la même année, que la Cour de cassation a toujours jugé qu'il n'y avait pas addition à la loi mais simplement application d'un principe d'égalité qui se trouverait posé par l'article 4 de cette loi, en son alinéa premier, à prendre isolément.

A ce sujet, aux lignes de lui que nous venons de citer en premier, M. Albert WAHL a ajouté (1) :

« En effet, bien que le décret du 6 décembre 1872 ait décidé que la société ayant des biens en France est soumise à l'impôt sur le revenu, la Cour de cassation, pour admettre que dans ce cas la société doit acquitter l'impôt, ne s'appuie pas sur le décret, mais sur le principe de l'équivalence. »

Nous avons dit et montré, plus haut, que le prétendu principe d'égalité, ou d'équivalence, n'est qu'une pure fiction. Dans ces conditions, l'addition à la loi est bien réelle, et la disposition correspondante est illégale, donc cette disposition ne devrait pas être appliquée.

Sur cette illégalité, M. Jean MICHEL s'est assez récemment exprimé ainsi (2) :

« Le décret du 6 décembre 1872, sur lequel la Cour suprême fonde sa jurisprudence, sans oser l'avouer, a ajouté au texte de la loi ; son illégalité apparaît comme certaine et, contrairement à la thèse admise par le Tribunal civil de Besançon le 23 mai 1901, le pouvoir judiciaire avait parfaitement le droit d'en méconnaître l'autorité. » ;

et, plus récemment (3), M. Pierre LEPAULLE a déclaré :

« Ainsi que l'a fait remarquer M. WAHL (Clunet, 1908, 963 et suiv.), ce décret, au lieu d'interpréter et de mettre en application le texte légal, y a ajouté une disposition toute nouvelle. » (souligné par nous). « On peut donc légitimement soutenir que ce décret est illégal, car il n'appartenait pas au pouvoir exécutif d'imposer les sociétés étrangères « ayant pour objet des biens situés en France », alors que la loi ne visait que les sociétés dont les titres y circulaient. » (ibid.)

(1) Albert WAHL : op. cit., n° 2753, renvoi (1).

(2) Jean MICHEL : « Les participations de sociétés étrangères dans les entreprises françaises et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières », Journal du Droit International, Paris, 1929, p. 563, lig. 2 et suiv.

(3) Pierre LEPAULLE : « La Double imposition des sociétés étrangères en France sur le revenu des valeurs mobilières », Revue de droit international privé, Paris, 1932, p. 482, renvoi (1).

CHAPITRE III.

Défauts de la rédaction des parties de l'article 3 du décret du 6 Décembre 1872 où sont visées les sociétés étrangères n'ayant pas en France de circulation de leurs titres, et parti que le Fisc français a tiré de ces défauts pour étendre le domaine de la taxation du revenu des valeurs mobilières desdites sociétés.

SECTION I.

Défauts de rédaction et extensions successives du domaine de la taxation qu'ils ont permises.

Les défauts de rédaction en question sont au nombre de trois. Ils correspondent respectivement aux trois locutions suivantes :

- 1° « qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France », ou « des biens meubles ou immeubles situés en France » ;
- 2° « à raison des valeurs françaises qui en dépendent » ;
- 3° « d'après une quotité du capital social ».

La première de ces locutions est totalement incompréhensible pour quiconque ne connaît pas le sens que l'Administration de l'enregistrement a pensé pouvoir lui donner. Elle est par suite intraduisible en langue étrangère. Qu'est-ce donc, pour une société, qu'avoir pour objet des biens ?

La deuxième locution n'impose pas le sens qui serait à lui donner, vu que l'Administration y a pris l'expression « valeurs françaises » d'abord avec le sens de « biens français » puis, plus tard, avec celui de « revenus créés en France », et qu'au surplus ni l'un ni l'autre de ces deux sens n'est celui qui vient immédiatement à l'esprit, l'expression « valeurs françaises » n'ayant été employée dans la loi qu'avec le sens de « valeurs mobilières françaises ». D'où, pour elle, le danger certain d'une traduction en langue étrangère par une personne ignorant les commentaires donnés par l'Administration.

Et si quant à ces deux locutions défectueuses nous soulignons l'impossibilité d'une traduction, pour l'une, et la probabilité d'une

traduction erronée, pour l'autre, c'est que non seulement elles se rencontrent dans des clauses à l'adresse d'étrangers mais qu'elles sont parties essentielles de ces clauses.

Enfin, le défaut de la troisième des locutions ci-dessus rappelées est, lui, peu de chose. Il est cependant regrettable. La loi a dit (article 4, alinéa 3^e) que l'assiette de la taxe sur le revenu, des titres étrangers sur le marché français des capitaux, pourra reposer « sur une quotité déterminée du capital social », évidemment dans le sens de : « sur une proportion déterminée » du revenu de ce capital. Cette formule est claire et bien nette. N'est-il pas regrettable que le rédacteur du décret ait éprouvé le besoin de lui substituer la suivante : la taxe sur le revenu est acquittée « d'après une quotité du capital social », où l'expression « d'après », qui est très vague, a remplacé le mot « sur », qui, lui, est parfaitement net ?

Le texte d'un décret devant réglementer l'exécution d'une loi ne doit-il pas éclairer au mieux cette loi afin d'aider à son intelligence et, par suite, de faciliter sa mise en pratique ? Que dire alors du rédacteur du décret que nous considérons, rédacteur qui, dans les parties auxquelles nous nous référons, a embrouillé les dispositions de la loi, y a jeté le trouble et l'embarras, et remplacé le net par le vague ?

Rappelons que le décret a disposé :

« Art. 3. — Toutes les dispositions des deux articles précédents sont applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France.

.....
Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances, ... »

§ 1. — Conditions, diverses et de plus en plus étendues, que l'Administration et la jurisprudence françaises ont voulu faire entrer dans la clause : « qui ont pour objet des biens situés en France », en vue de la taxation des revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères n'ayant pas en France de circulation de leurs titres.

Le fait que la locution : « qui ont pour objet des biens situés en France » est défectueuse par son vague est prouvé par la variation de la signification que l'Administration et la jurisprudence françaises lui ont donnée ; bien entendu, cette variation s'est développée en tant qu'extension progressive et indéfinie du domaine de la taxation.

Ladite variation apparaîtra nettement sur la suite des citations que nous allons faire.

Ces citations montrent que d'abord, en 1884 et jusqu'en 1904 environ, soit durant les trente ans qui ont suivi le vote de la loi, il a été déclaré, jugé et professé, que la clause : « qui ont pour objet des biens situés en France », devait être entendue comme synonyme de : « qui ont en France des biens servant à des opérations industrielles et commerciales rentrant dans l'objet de l'entreprise », autrement dit, de : « qui ont en France des biens servant à l'exploitation de l'entreprise », l'exploitation considérée résultant exclusivement de telles opérations ; que n'était pas atteinte par les dispositions de la loi du 29 juin 1872 et celles du décret portant règlement pour l'exécution de cette loi la société étrangère qui n'avait pas en France une succursale ou une agence ; qu'il ne suffisait pas pour que la société étrangère fût atteinte par ces dispositions qu'elle possédât en France des biens.

Lesdites citations montrent que depuis seulement une dizaine d'années, depuis 1924, afin d'étendre indéfiniment le domaine de la taxation tout en voulant prétendre que l'on ne sortait pas de la ligne qui vient d'être indiquée par la clause synonyme de celle que le décret a ajoutée à la loi, on a adopté pour le mot « exploitation » un sens de plus en plus compréhensif et devenu vraiment exhaustif, puis de même pour le mot « biens » ; que depuis ces dernières années on a déclaré, jugé et professé que la société étrangère qui n'avait pas en France une succursale ou une agence pouvait néanmoins être atteinte par les dispositions de la loi et celles du décret ; qu'il suffisait pour que la société étrangère fût atteinte par ces dispositions qu'elle possédât en France des biens ; et, finalement, qu'il suffisait qu'elle fit en France des opérations d'une nature presque quelconque — on n'a d'ailleurs pas reculé devant l'incohérence, ainsi que le rapprochement de certaines des citations le fait voir.

N'est-il pas juste de dire d'une disposition qui n'a pas empêché de telles contradictions et de telles variations dans son application qu'elle est défectueuse ?

Dans l'ordre chronologique, nos citations forment la suite que voici :

A. — *Première attitude (celle des trente-cinq premières années peut-on dire) : Le départ et l'interprétation au sens étroit de l'expression « avoir pour objet des biens » et du mot « biens ».*

1879, 22 avril, Arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation (1) :

« Attendu qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872, par laquelle est établie une taxe annuelle et obligatoire de 3 pour cent sur le revenu de

(1) D.P., 1883,1,97, p. 100, col. 2^e, lig. 22 et suiv. — S., 1879,1,325.

certaines valeurs mobilières, les actions et commandites des compagnies étrangères *qui opèrent en France* » (c'est nous qui soulignons) « ou dont les titres circulent sur le marché français, sont soumises à une taxe équivalente à celle qui est établie sur le revenu des valeurs françaises, ... »

1881, 29 août, Arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation (1) ;

1886, 2 août, Arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation (2) ;

1903, 10 février, Arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation (3) ;

« Attendu que
il résulte que non seulement les sociétés étrangères qui ont des titres émis, cotés ou négociés en France, mais encore celles *qui y possèdent des biens meubles ou immeubles servant à l'exploitation de leur entreprise*, » (c'est nous qui soulignons) « tombent sous le coup de la loi et doivent la taxe sur le revenu »

1884, Armand DEMASURE : Traité du régime fiscal des sociétés et des établissements publics — p. 325, n° 248 :

« Quant aux sociétés de la seconde catégorie (celles qui ont pour objet des biens en France), que doit-on entendre par ces mots : « ayant pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France » ? Est-il nécessaire que la société ait été fondée exclusivement ou principalement en vue de l'exploitation des biens dont il s'agit ? Non. Une pareille preuve serait souvent impossible et il serait contraire à l'esprit de la loi de l'exiger de la Régie. Mais, d'un autre côté, il ne suffira pas que les sociétés étrangères possèdent en France des biens meubles ou immeubles pour être assujetties à la taxe. Les mots « ayant pour objet » deviendraient alors sans portée. Il faut qu'il soit démontré que les biens en question servent dans une mesure quelconque à l'exploitation de l'entreprise et deviennent ainsi pour la société une source de revenus que la loi a voulu atteindre. La Cour de cassation l'a entendu ainsi dans son arrêt du 29 août 1881. En rejetant le pourvoi de la société anglaise *The Credit*, elle a eu soin de constater que les biens par elle possédés en France « servaient à l'exploitation de son entreprise et qu'elle les exploitait d'une manière continue depuis 1869 ». »

1893, 16 juin, Solution de l'Administration de l'Enregistrement (4) :

« cette société étrangère aurait pour objet les opérations de banque, de sorte que l'exploitation, par simple location, des biens dont elle est propriétaire à G... ne rentrerait pas dans l'objet en vue duquel elle est constituée. Cette société tombe-t-elle néanmoins sous l'application de l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 ?

La négative adoptée jusqu'à ce jour par l'Administration trouve un appui des plus sérieux dans le texte de l'art. 3 précité qui se borne à assujettir à la taxe sur le revenu les sociétés étrangères *qui ont pour objet des biens soit mobiliers soit immobiliers situés en France*. Les expressions *qui ont pour objet*

(1) D.P., 1883, I, 97, p. 103, col. 2^e, lig. 35 et suiv. — S., 1882, I, 181.

(2) D.P., 1887, I, 167, p. 168, col. 2^e, lig. 59 et suiv. — S., 1887, I, 329.

(3) D.P., 1903, I, 417, p. 420, col. 2^e, lig. 19 et suiv. — R.E., 3278. — S., 1904, I, 52.

(4) R.E., art. 583.

semblent indiquer, en effet, que cette disposition vise uniquement les sociétés étrangères QUI POSSÈDENT EN FRANCE DES BIENS SERVANT A L'EXPLOITATION DE L'INDUSTRIE FORMANT L'OBJET MÊME DE CES SOCIÉTÉS » (c'est nous qui soulignons) « à l'exclusion de celles qui, à l'exemple de la société N... et Cie, ne font qu'employer une partie de leurs capitaux à l'acquisition de biens français. Cette interprétation restrictive ne paraît pas contraire à l'intention des auteurs du décret qui a été de frapper les sociétés étrangères exerçant une industrie sur notre territoire d'une taxe équivalente à celle qui atteint les sociétés françaises qui se livrent à une industrie semblable. »

La Cour de cassation n'a pas encore été appelée à se prononcer sur la difficulté. Mais, en repoussant le pourvoi formé par la société anglaise « Le Crédit » contre un jugement du tribunal de Grasse du 18 février 1878 qui avait déclaré cette société passible de la taxe de 3 % à raison de l'exploitation du canal de la Siagne (Alpes-Maritimes), la chambre civile a, dans son arrêt du 29 août 1881, pris soin de constater que les sociétés étrangères imposées à la taxe de 3 % par l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 sont celles qui possèdent en France des biens meubles ou immeubles servant à l'exploitation de leur entreprise (Instr. 2664, § 5). Il est donc permis de se demander si la décision de la Cour n'aurait pas été différente dans le cas où la société « Le Crédit » n'eût possédé en France que des biens étrangers à son exploitation. » (c'est nous qui soulignons).

.....
En premier lieu, rien ne prouve que le législateur ait entendu frapper tous les revenus produits par les biens français des sociétés étrangères. »

— Nous avons vu que le législateur n'a nulle part considéré le cas particulier de l'existence de biens français, qu'il n'a considéré que le cas de l'existence de titres de la société étrangère sur le marché français des capitaux ; c'est le rédacteur du décret qui a introduit, en supplément, la considération du cas de l'existence en France de biens appartenant à la société étrangère. —

« Son but, ainsi qu'on l'a fait remarquer, semble avoir été bien plutôt d'atteindre les seuls produits industriels réalisés dans notre pays et sous la protection de nos lois, ... Il semble inadmissible qu'une société minière, par exemple, dont les titres ne circulent pas sur notre marché, qui n'exploite en France aucune mine et n'y fait aucune opération commerciale, soit soumise à la taxe uniquement parce qu'elle aura acheté de la rente française ou d'autres valeurs mobilières françaises. »

— On verra, ci-après, qu'au cours de la seconde période, celle qui a commencé au bout des trente-cinq premières années, cette opinion qui ne comporte aucune restriction s'est trouvée remplacée dans certains cas par l'opinion diamétralement opposée. A chaque temps sa vérité ! —

« C'est vraisemblablement pour ce motif que, s'agissant d'une société étrangère qui possédait en France, indépendamment des biens affectés à l'exploitation de l'entreprise, des actions d'une société française, la Commission des valeurs mobilières a reconnu qu'il y avait lieu de faire abstraction de ces actions pour la fixation de la quotité imposable du capital social. Cela ressort du procès-verbal de la délibération qui a été approuvée par le Ministre le 28 janvier 1882. »

1896, 12 février, Solution de l'Administration de l'Enregistrement (1) :

« Monsieur le Directeur, ainsi que vous en avez exprimé l'avis dans votre rapport du 20 décembre dernier, il y a lieu de décider que la société étrangère « la Banque centrale de la S... », qui était assujettie à la taxe du revenu à raison de ses opérations en France et qui ne possède plus d'autres biens français qu'un certain nombre d'actions et de parts de fondateur dans la compagnie française « la Banque centrale de M... » se trouve dispensée du paiement de la taxe (V. Sol. conf. du 27 novembre 1895, n° 50. S.E. de la D. Gén.).

D'autre part, la société étrangère doit être considérée comme ayant cessé ses opérations sur notre territoire à partir du jour où, en échange d'actions et de parts de fondateur, elle a cédé son actif français à la nouvelle société, soit à compter du 24 juin 1895, date de la constitution de cette dernière.

Il s'ensuit que les bénéfices afférents à l'exercice 1895 qui seront distribués en vertu de la délibération à intervenir de l'assemblée générale des actionnaires sur les comptes de cet exercice doivent échapper à l'impôt, la cause génératrice de la taxe devant se produire à une époque où la Société étrangère n'aura pas d'existence juridique en France (V. Sol. du 19 octobre 1892; R.E., n° 417; R.P., n° 8036).

Je vous prie de donner des ordres conformes. »

— On verra, ci-après, que vers la fin de la seconde période, cette opinion s'est trouvée remplacée par l'opinion diamétralement opposée. A chaque temps sa vérité ! —

1896, 19 février, Solution de l'Administration de l'Enregistrement (2) :

« Monsieur le Directeur, j'estime avec vous et par les motifs développés dans votre rapport du 16 novembre dernier, qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la réclamation adressée à la société étrangère des minoteries de P... à raison de l'émission présumée de ses actions sur le marché français et de ses opérations sur notre territoire.

Vous faites connaître, en effet, que l'Administration n'est pas en mesure d'établir que l'attribution d'un certain nombre d'actions de la société à onze négociants français soit le résultat d'une souscription ouverte en France. Il s'ensuit que la condition essentielle à l'exigibilité des trois taxes, savoir *l'émission en France*, fait défaut dans l'espèce (Sol., 29 novembre 1892 et 20 mars 1894; R.E., 691; J.E., 24437).

D'autre part, si, à la vérité, la société paraît se livrer à de nombreuses opérations commerciales dans notre pays, ainsi que le prouvent les jugements qu'elle a obtenus de tribunaux français contre ses débiteurs pour livraison de marchandises, et les relevés dressés dans diverses gares de la frontière, il est constaté, d'un autre côté, qu'elle *n'a établi en France ni agence ni succursale*; »

— C'est nous qui soulignons. Ci-après nous verrons que plus tard la condition de l'existence d'une agence ou d'une succursale a été supprimée. —

« elle n'y possède pas de droits à un bail d'immeubles; elle n'est pas imposée au rôle des patentes. En outre, *le prêt de 3.000 fr. qu'elle a consenti* » (c'est nous qui soulignons) « suivant acte des 21 et 23 février 1891 reçu par un notaire

(1) R.E., art. 1145.

(2) R.E., art. 1144.

français procéderait d'un fait purement accidentel et *ne rentre nullement dans l'objet en vue duquel la société s'est constituée* » (ibid.) « (Sol., 16 juin 1893 ; R.E., 583 ; J.E., 24262).

Enfin, rien ne prouve que l'ouverture de crédit résultant d'un acte du 24 mai 1891, également reçu par un notaire français, ait été réalisée et que, par suite, elle ait pu donner naissance à une créance française au profit de la société.

Il paraît opportun, en conséquence, de ne pas insister, pour le moment du moins... » (A chaque temps sa vérité !).

1902, 27 mars : Jugement rendu par le Tribunal de la Seine (1) :

« Attendu... que l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872, rendu en exécution de la loi, dispose que l'impôt sera applicable aux sociétés étrangères dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France ;

Attendu que cette dernière disposition a eu pour but d'atteindre les sociétés étrangères qui, agissant sous la protection des lois françaises, **EXÉCUTENT EN FRANCE DES OPÉRATIONS INDUSTRIELLES OU COMMERCIALES** » (c'est nous qui soulignons), « et réalisent sur le territoire français des bénéfices distribués sous forme de dividendes ou d'intérêts aux porteurs d'actions et d'obligations ; »

1908, M. Albert WAHL : De la situation fiscale des sociétés étrangères qui ont pour objet des biens situés en France (2) :

« Avoir « pour objet » des biens situés en France, c'est exploiter ces biens ; l'objet d'une société, c'est, en effet, son exploitation ; lorsqu'on recherche l'objet d'une société, c'est la nature de son exploitation que l'on veut déterminer ; ... »

1909, M. Albert WAHL : Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières, n° 2788 :

« Il ne suffit pas que la société ait des biens en France ; il faut qu'elle ait ces biens *pour objet*, c'est-à-dire les exploite, les utilise pour son exploitation ou en tire un profit industriel.

La jurisprudence est en ce sens, ainsi que l'administration de l'enregistrement. »

B. — *Seconde attitude (celle qui a commencé à se développer au bout des trente-cinq premières années) : L'interprétation au sens large, variable et indéfiniment développé, de l'expression « avoir pour objet des biens » et du mot « biens ».*

1891, AL. PRIMOT : Dictionnaire des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèques, Tome VI, Supplément aux mots Actions et Obligations, n° 1215 :

« La distinction qu'on voudrait faire entre les biens qui font l'objet de l'exploitation et les autres biens est purement arbitraire, et c'est en vain qu'on invoque en sa faveur le texte du décret. On ne lit pas, en effet, dans ce décret,

(1) R.E., art. 3163.

(2) Journal du Droit international privé, Paris, 1908, p. 975, lig. 27 et suiv.

que la perception de l'impôt devra être limitée aux biens faisant l'objet de l'exploitation industrielle ou commerciale de la société ; le législateur »

— non, le rédacteur du décret —

« a soumis à la taxe les sociétés « qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France », et cela « à raison des valeurs françaises qui en dépendent ». Or, une société a pour objet proprement dit toutes les valeurs mises en commun par les associés en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter (art. 1832 C. civ.) ; ce qui comprend non seulement les immeubles et l'outillage industriels qui servent directement à l'exploitation, mais aussi les capitaux de toute nature possédés par la société et utilisés dans l'intérêt commun. Ces capitaux, quelle que soit leur nature, rentes, créances, titres d'actions ou d'obligations, fonds de commerce, marchandises, immeubles de placement, etc..., contribuent tous indistinctement, aussi bien et au même titre que les immeubles industriels, à la formation des bénéfices dont la distribution entre les associés est le but de l'association. On ne voit pas la raison de distinguer entre eux pour l'application d'une loi fiscale qui a voulu atteindre tous les revenus créés en France. »

— A aucun moment ni en aucun endroit, ni au cours des travaux préparatoires, ni au cours des discussions qui ont précédé le vote de la loi, ni dans la loi, le législateur n'a parlé des revenus « créés en France », ni fait allusion à ces revenus ; mais, par contre, il a précisé, à maintes reprises, au cours des travaux préparatoires et au cours des discussions, qu'il entendait frapper les revenus des valeurs mobilières étrangères existant sur le marché français des capitaux, et ce en faisant connaître le motif de cette intention, savoir : éviter que sur ce marché les titres français se trouvent handicapés par les titres étrangers, sans plus ; nulle part il n'a dit qu'il visait les revenus « créés en France » ; nulle part il n'a fait ni même ébauché la moindre distinction entre les revenus créés en France, d'une part, et ceux créés à l'étranger, d'autre part. C'est l'Administration de l'Enregistrement qui, notamment dans son mémoire en défense, le 29 août 1881, devant la Cour de cassation, a soutenu la thèse reprise ici, affirmant ainsi la valeur de sa thèse : « le principe de la territorialité de l'impôt ne saurait y faire obstacle, puisque c'est en France même que se forme le revenu qui constitue la matière imposable » (1), opinion qui a été adoptée par la Cour de cassation. —

« On peut ajouter que la loi, pour l'application de l'impôt aux sociétés françaises, ne distingue pas entre les bénéfices provenant des biens servant à l'exploitation, et ceux qui ont une autre origine. Tous doivent supporter la taxe de 3 p. 100. La distinction qu'on propose à l'égard des sociétés étrangères créerait donc à leur profit un véritable privilège et fausserait le principe d'égalité qui a dicté les dispositions du décret. »

Dans son ouvrage intitulé : *Régime Fiscal des Valeurs mobilières étrangères en France* » (Poitiers, 1893 — n° 117, p. 160), M. Maurice

(1) J.E., art. 21727.

JOBIT a fait savoir qu'il partageait cette manière de voir. — Nous avons vu, plus haut, que le législateur n'a nullement posé le prétendu principe d'égalité, ni même fait la moindre allusion à un tel principe.

1891, 28 mai : Instruction de la Direction générale de l'Enregistrement, relative aux sociétés étrangères, n° 2804 (1) :

« Il y a lieu de remarquer, en outre, que l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, qui soumet à la taxe sur le revenu les sociétés étrangères qui possèdent » (c'est nous qui soulignons) « des biens en France, est conçu dans les termes les plus généraux, et qu'il n'y a pas à distinguer, pour l'application de ce texte, entre les biens meubles et immeubles, les valeurs corporelles et incorporelles. Un droit à un bail d'immeubles, un portefeuille d'assurances ou la clientèle d'une agence en France constituent évidemment des biens français dans le sens de l'article 3 du décret précité. »

1895, 31 juillet : Administration de l'Enregistrement (2) :

« La seule condition » (c'est nous qui soulignons) « à laquelle l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 subordonne l'exigibilité de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières applicable à une société étrangère, c'est que cette société possède des biens » (ibid.) « soit mobiliers, soit immobiliers situés en France. »

1924, 12 novembre : Jugement rendu par le Tribunal de La Rochelle (3) :

« Attendu que par décision du ministre des Finances du 21 octobre 1913, la Société Belge Maritime du Congo a été considérée comme soumise, en tant que société étrangère, à la taxe sur le revenu établie par la loi du 29 juin 1872

Attendu que l'Administration expose que la Société Belge Maritime du Congo possède » (c'est nous qui soulignons) « des biens en France, puisqu'elle fait délivrer, d'une manière permanente, »

— ci-après nous verrons que plus tard la condition de permanence a été supprimée —

« des billets en son nom par MM. Morch, commissionnaires ou agents maritimes à La Rochelle ; qu'il importe peu que MM. Morch se présentent vis-à-vis des tiers en leur qualité de commissionnaires et fassent de la délivrance de ces billets leur affaire personnelle ; qu'en réalité la permanence » — ibid. — « de ces opérations, la régularité et la continuité des escales à La Pallice et en rade de La Pallice des navires de cette société font que cette société se livre à La Pallice à une exploitation régulière et permanente, »

— ci-après nous verrons que plus tard la condition de régularité a été supprimée ainsi que celle de permanence —

« qu'elle y possède des biens représentés par la CRÉANCE » (c'est nous qui soulignons) « qu'elle acquiert sur MM. Morch qui placent les billets en son nom, et qu'elle tombe ainsi sous la taxe de la loi du 29 juin 1872 ;

Attendu que la société oppose une dénégation à cette constatation et fait

(1) Citée par Maurice JOBIT, op. cit., p. 500.

(2) Cass. civ., 31 juillet 1895 : R.E., art. 985, p. 540, lig. 59 et suiv.

(3) R.E., 8113.

valoir qu'elle n'est propriétaire ou locataire d'aucun local, qu'elle ne possède à La Pallice aucun agent par elle salarié et ayant qualité pour traiter en son nom; que si MM. Morch placent les billets de la société, ils agissent en leurs bureaux personnels et en leur nom personnel, en tant que courtiers rémunérés à la commission;

Attendu qu'il suffit, d'après les termes mêmes du décret du 6 décembre 1872, qui traduit la volonté même du législateur, »

— non pour un tel cas —

« qu'une société *possède* » (souligné par nous) « des biens meubles situés en France; qu'on s'accorde pour reconnaître qu'un simple placement mobilier ou immobilier ne suffirait pas; qu'il faut une *exploitation régulière et permanente* » (ibid.) « avec bénéfices réalisés en France; »

— ci-après nous verrons que plus tard la condition de la réalisation des bénéfices a été, elle aussi, supprimée —

« que ce serait ajouter à la loi elle-même que d'exiger une agence ou succursale »

— il n'y semblait pas en 1896, ainsi que nous l'avons vu plus haut —

« dirigée par des agents salariés par la société elle-même et ayant pouvoir de l'engager;; que la Société Belge Maritime du Congo doit être tenue, en fait, comme exploitant à La Rochelle son entreprise de transport, non d'une manière accidentelle, mais avec la permanence qui caractérise une véritable exploitation; »

— on tenait donc bien alors à la condition de la permanence —

« qu'elle possède bien des biens meubles en France, les *créances* » (souligné par nous) « étant considérées au point de vue international comme situées au lieu où se trouve le débiteur; qu'elle doit être tenue comme soumise à la taxe, en raison de son exploitation en France; »

— l'extension du sens de l'expression « exploitation en France » et celle du sens de l'expression « biens en France » sont là très franches.

1927, 28 juin : Jugement rendu par le Tribunal de Marseille (1) :

.....

« Attendu que l'Administration estime qu'en réunissant entre ses mains la majorité des actions »

— caractère nouveau de l'exploitation en France : possession d'actions —

« et en acquérant la majorité des voix dans les conseils d'administration, »

— caractère nouveau de l'exploitation en France : administrateurs communs —

« la Société de Neuhausen a voulu s'assurer la direction des deux Sociétés françaises et conduire leur production à son gré et à son profit; qu'elle en

(1) R.E., 8698.

conclut que la Société de Neuhausen exploite des biens en France et se trouve débitrice, conformément à la loi du 29 juin 1872 et au décret réglementaire du 6 décembre suivant, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ...

Attendu, sur le premier point, qu'aux termes de l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872, rendu pour l'exécution de la loi du 29 juin précédent, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est dû par les sociétés étrangères qui ont pour objet des biens soit mobiliers soit immobiliers situés en France ;

Que, parmi les biens mobiliers, figurent incontestablement les créances »

— nouvelle apparition du caractère « créances » pour les biens situés en France —

« et titres de sociétés ; que les expressions du décret « qui ont pour objet des biens en France » désignent tous les biens acquis en France en vue de permettre aux sociétés étrangères d'exercer leur activité commerciale en France, pour servir à l'exploitation de leur entreprise (Cass., 10 février 1903, Dall. 1903, I, 417) même s'ils ne rentrent que dans les *objets* ACCESSOIRES de leur exploitation (Cass., 2 décembre 1908, Dall. 1909, I, 121 ; »

— c'est nous qui soulignons — on trouve là une extension imprécise et pratiquement indéfinie du caractère qui, en 1881, 1884, soit quarante ans auparavant, avait été défini dans les termes suivants : « servant à l'exploitation de l'entreprise ». — Remarquons qu'à proprement parler la possession d'actions et l'existence d'administrateurs communs peuvent *favoriser* une activité commerciale qui peut s'exercer sans cela, de sorte qu'il n'est pas exact de dire de ces circonstances qu'elles *permettent* d'exercer l'activité commerciale ; ce sont des circonstances pouvant être favorables mais non des circonstances nécessaires. —

« Que les sociétés étrangères peuvent, suivant les circonstances et en adoptant le parti qui leur paraît le plus avantageux, soit exploiter directement les biens qu'elles possèdent en France, soit les exploiter sous le couvert d'une société formée suivant la loi française, à la constitution de laquelle elles ont présidé ou dont elles ont acquis tout ou *partie* » (c'est nous qui soulignons)

— la partie a ici pour borne inférieure l'unité ! —

« des actions ou parts sociales ; que, dans ces deux cas, elles sont redevables de l'impôt ; » (1)

— disons que dans les espèces sur lesquelles portait ce jugement, la société étrangère possédait une forte part des actions des deux sociétés françaises dont le jugement la rapprochait —

« que, par le fait même de la prépondérance qu'elle s'est assurée dans la direction de la société qui a émis ces actions »

(1) Dans le même sens :

Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.

Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.

Seine, 15 février 1929 : R.E., 9088.

Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.

Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.

— nouveau caractère de l'exploitation en France —

« elle exerce en France une véritable exploitation et que les titres qu'elle détient, rentrent, dès lors, dans la catégorie des biens mobiliers visés dans l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 ;

Qu'il importe peu que les livraisons faites par les deux Sociétés françaises à la Société de Neuhausen n'aient pas excédé, tout au moins jusqu'à ce jour, celles faites à d'autres entreprises avec lesquelles elles sont en relations d'affaires, ni que ces livraisons aient été facturées au prix courant ;

Qu'il résulte de l'ensemble des faits de la cause qu'en s'assurant la direction et le contrôle des deux Sociétés françaises, la Société de Neuhausen a poursuivi un but conforme à ses statuts et a entendu non faire un simple placement de ses capitaux disponibles, mais réaliser, dans le cadre de son activité industrielle, une *exploitation de biens en France* » (souligné par nous) «, sous la forme d'actions » (ibid.) « qu'elle possède dans l'une et l'autre Société ; .. »

1928, 9 mars : Jugement rendu par le Tribunal de la Seine (1) :

«
Attendu que, par deux actes du 8 mai 1918, la Société belge dont s'agit a cédé à la Société française Electricité et Electro-Outillage :

1° le bail des lieux qu'elle occupait, 17 rue Dieu ;

2° la jouissance du mobilier et du matériel qui garnissent les lieux loués ;

3° la licence exclusive de sa dénomination commerciale et de ses marques de fabrique françaises et belges »

— énumération des biens possédés en France —

« le tout moyennant le paiement d'une redevance annuelle de 7.000 fr., le remboursement de toutes les dépenses faites par la cédante à raison des biens compris dans la concession (primes d'assurances, contribution, etc.), et le versement d'une redevance égale à la moitié des bénéfices nets annuels de la Société française ;

Attendu que l'Administration ayant estimé que la Société belge n'avait pas cessé de posséder en France des biens rentrant dans son objet et qu'elle restait ainsi assujettie à l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872, a réclamé la taxe du revenu

Attendu qu'une jurisprudence constante admet qu'une telle société doit la taxe du revenu, non seulement sur les dividendes distribués à ses actionnaires, mais encore sur les intérêts payés à ses obligataires, les intérêts des obligations constituant, comme les dividendes des actions, des produits de biens sociaux français. Que, d'autre part, le décret s'applique non seulement aux meubles par nature, mais aussi aux meubles incorporels » (c'est nous qui soulignons) «, tels qu'un fonds de commerce, un droit de jouissance, des bénéfices à retirer d'un contrat ou d'un traité »

— généralisation de la signification de l'expression : « biens meubles » —

« et les créances qui peuvent en résulter et que la seule condition à remplir pour que la loi et le décret soient applicables est que les biens français aient une destination conforme au but social ;

(1) R.E., 9160.

Attendu que ces principes sont évidemment applicables à l'espèce soumise au Tribunal, car la Société belge dont s'agit, en concédant à une société française la licence exclusive de sa dénomination commerciale et de ses marques de fabrique, le bail des lieux qu'elle occupait à Paris et la jouissance du mobilier et du matériel qui garnissaient ces lieux, a continué à posséder en France des biens rentrant dans son objet et à raison desquels elle avait été antérieurement imposée. Que, d'ailleurs, cette société en dehors du prix de la location de son fonds de commerce et des accessoires y attachés, s'est réservé la moitié des bénéfices réalisés par la Société française cessionnaire; qu'en outre le fondateur de la Société belge est également fondateur de la Société française et détient 372 actions sur 400 actions représentant le capital de cette dernière Société qui ne peut céder à personne le bénéfice de la concession et reste assujettie au contrôle de la société cédante, non seulement pour la fixation de la moitié des bénéfices, mais aussi pour la répartition des dépenses communes. Qu'on peut donc en conclure que, contrairement aux allégations de l'opposante, la Société belge exploite en France son industrie par l'organe de la Société française qui est en quelque sorte sa filiale »

— extension de la signification du mot « exploitation » : l'exploitation par l'organe d'une filiale —

« et qu'elle possède en quelque sorte et utilise en France une partie des biens (brevets, matériel, etc.) adaptés à cette exploitation ;

Attendu que, dans ces conditions, il importe peu que la Société belge ne soit pas imposée en France à la patente, car il suffit que cette Société étrangère retire un bénéfice de l'exploitation de ses biens français »

— l'exploitation proprement dite est faite ici par une *autre* société —

« pour que les dispositions du décret du 6 décembre 1872 lui soient applicables ;

Attendu que, d'autre part, l'opposante prétend qu'on ne saurait l'assujettir à la taxe sur le revenu sous prétexte qu'elle possède en France des biens rentrant dans son objet parce que les revenus dont ces biens sont générateurs acquittent déjà ladite taxe du fait que l'exploitation industrielle des mêmes biens rentre dans l'objet d'une société anonyme française ;

Mais attendu que l'exigibilité de l'impôt est indépendante de l'origine et de la nature des produits mis en distribution et qu'au surplus cette *double perception* » (souligné par nous) « de la taxe sur le revenu n'est aucunement contraire à la règle « *non bis in idem* » —

— affirmation surprenante, nullement démontrée par ce qui suit —

« car elle s'applique à deux opérations distinctes et frappe deux distributions successives »

— la taxe frappe deux fois le même revenu, donc la même partie prenante, qui est le possesseur du titre auquel correspond le revenu ; la taxe considérée n'est pas une taxe sur les « opérations », c'est une taxe sur le « revenu des valeurs mobilières », elle n'est donc pas à rapporter à des opérations, elle est à rapporter à un revenu. —

« : celle qui a fait entrer les revenus dans la caisse de la Société française et celle qui les en a fait sortir pour les attribuer sous forme de dividendes aux actionnaires de la société étrangère, et que si cette règle se trouve abrogée par l'art. 27 de la loi du 31 juillet 1920 »

— pour satisfaire à la règle « non bis in idem » —

«, c'est seulement à l'égard des sociétés françaises remplissant les conditions déterminées et non pas à l'égard des sociétés étrangères qui n'étant pas visées par ce texte restent sous le régime du droit commun; »

— inégalité de traitement entre les sociétés françaises, d'une part, et les sociétés étrangères, d'autre part — déjà relevée par nous, voir plus haut.

1928 : Juris-Classeur de l'Enregistrement, Vol. V, Fasc. XVI,

1^{re} éd. — 3, 1928, p. 16, n° 51 ;

2^e éd. — 7, 1934, p. 18, n° 474 :

« Lorsque des biens situés en France rentrent, par leur destination normale, dans l'objet d'une société étrangère, il importe peu pour l'application de la loi *qu'ils soient ou non productifs* » (c'est nous qui soulignons)

— Voilà qui est contradictoire à la théorie par laquelle l'Administration de l'Enregistrement a expliqué la déclaration suivante de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 : « Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à *raison des valeurs françaises qui en dépendent* » (c'est nous qui soulignons). En effet d'après cette théorie les mots « valeurs françaises qui en dépendent » signifieraient « produits des biens possédés en France, qui se trouvent réalisés en France ». D'où il résulterait que si les biens possédés en France ne sont pas productifs il n'y aurait pas de valeurs françaises en dépendant, au sens du décret, et qu'en conséquence aucune taxe ne serait due. Rappelons les termes des mémoires de l'Administration de l'Enregistrement, sur ladite théorie : « Quand une société étrangère possède des biens en France, les produits de ces biens qui doivent nécessairement revenir aux actionnaires et qui sont, par suite, des revenus d'actions, se réalisent en France sous la protection de la loi française. Il est donc juste de les atteindre ; le principe de la territorialité de l'impôt ne saurait y faire obstacle, puisque c'est en France même que se forme le *revenu qui constitue la matière imposable* » (souligné par nous) (1). Nous sommes donc à nouveau ici en présence d'une arbitraire et très audacieuse extension du domaine d'application de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières étrangères, par une nouvelle interprétation des expressions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872. —

« et que l'exploitation en soit ou non commencée immédiatement, ou encore qu'elle soit poursuivie d'une manière continue ou provisoirement interrompue. »

(1) Cf. notamment Mémoire de l'Administration sous Cass. civ., 29 août 1881 : J.E., 21.727 ; et Mémoire de l'Administration sous Cass. civ., 19 février 1894 : R.E., 658, p. 218, lig. 17 et suiv.

— La permanence de l'exploitation, précédemment invoquée, à plusieurs reprises, n'est plus à prendre en considération, nouvelle extension. —

« Il n'y a même pas lieu de rechercher si les valeurs ainsi visées peuvent procurer un revenu à la société étrangère (Mémoire de l'Administration sous Cass., 31 juillet 1895 : Rev. Enreg., 985, p. 542).

Aussi, lorsqu'une société étrangère a acquis des biens en France pour les faire servir à son exploitation, la loi est immédiatement applicable, même si l'exploitation était retardée pour une cause ou pour une autre.

Dans le même ordre d'idées, une société étrangère qui achèterait un établissement installé sur notre territoire dans le but de supprimer une concurrence pourrait tomber sous l'application de la loi fiscale, même si elle ne continuait pas l'exploitation de l'établissement acquis »

— On envisage ainsi d'atteindre la limite extrême de l'extension possible, « les produits réalisés en France des biens situés en France » n'étant plus la base de la taxe, les termes du décret même étant franchement dépassés si l'interprétation ci-dessus rappelée de l'Administration est la bonne. —

« ou qu'elle ne le consacrerait qu'à des usages secondaires. » (1).

1929, 15 février : Jugement rendu par le Tribunal de la Seine (2) :

« Attendu que, par acte du 17 février 1909, les dirigeants de la Société Swift and C^o de Chicago ont constitué une société anonyme française sous la raison sociale Swift Packing Company ayant le même objet, »

— même nom patronymique dans les deux « raisons sociales » et même objet —

« ; que sur 1.000 actions de 100 fr., constituant le capital social, 955 ont été attribuées à Swift et Carton, fondateurs ;

Attendu que la Société Française devenue ensuite Société Swift et Cie »

— exactement même « raison sociale » que la société étrangère —

« a déclaré qu'elle a toujours agi en qualité d'agent de la Société étrangère de manière à écarter l'application de la taxe du chiffre d'affaires à ses ventes et à la limiter au montant de ses commissions ; que l'Administration a constaté ainsi que la Société étrangère faisait des opérations en France et devait être dès lors assujettie à la taxe du revenu des valeurs mobilières par application de l'article 3 de la loi » (sic — lire du décret) « du 6 décembre 1872 ;

.....
En ce qui concerne la Société étrangère :

Attendu qu'il résulte de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 et de l'art. 3 du décret réglementaire du 6 décembre 1872 »

(1) Dans le même sens : T.A., 3^e éd., Valeurs mobilières étrangères, numéros 92 et 93.

(2) R.E., 9088.

— de l'article 3 du décret, oui ; mais de l'article 4 de la loi, non, comme nous l'avons vu plus haut —

« que toute société étrangère est passible de la taxe du revenu par cela seul qu'elle possède en France des biens rentrant dans son objet »

— « avoir pour objet des biens » c'est ici « avoir des biens rentrant dans l'objet » ; la nouvelle formule n'est guère moins malheureuse que la précédente —

« »

Attendu qu'une jurisprudence constante admet qu'une telle société doit la taxe du revenu, non seulement sur les dividendes distribués à ses actionnaires, mais aussi sur les intérêts payés à ses obligataires ; que d'autre part la loi s'applique non seulement aux *meubles incorporels* » (souligné par nous) « tels qu'un fonds de commerce, et que la seule condition pour que la taxe soit applicable est que les biens français aient une destination conforme au but social et qu'alors même qu'une société étrangère ne détiendrait en France, comme propriétaire ou locataire, ni immeuble, ni meubles corporels, les opérations dans son objet qu'elle y effectue directement »

— Il est admis ici que l'exploitation doit être directe, alors que nous venons de voir qu'ailleurs on a admis que l'exploitation indirecte rendait passible de l'impôt ; le texte du décret est tel que son interprétation ne peut se fixer, même sur un point particulier. Et surtout, comme nous l'avons souligné, les « opérations dans l'objet de la société, effectuées en France » sont regardées ici comme rentrant dans la formule : « avoir pour objet des biens situés en France » ; n'est-ce pas trouver à cette mauvaise formule une élasticité infinie ! —

« , la clientèle qu'elle s'y crée »

— nouvelle forme des biens possédés en France : une clientèle —

« , les créances résultant des contrats qu'elle y passe, forment un ensemble de biens incorporels qui légitime la perception de l'impôt ;

Attendu ; qu'il s'ensuit donc que la Société américaine exploite en France son industrie par l'organe de la Société française et qu'en conséquence elle est assujettie à la taxe sur le revenu ; »

1933, 28 avril : Arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation (1) :

« Attendu que la Société belge « Filatures du Nord » ayant son siège social à Liège (Belgique) et pour objet principal la filature des laines et cotons, s'est dissoute à la date du 4 juin 1921 ;

.....
Attendu qu'en janvier et octobre 1920, la Société « Filatures du Nord » a fait apport de ses biens immobiliers en France, avec tous leurs accessoires, à une société française ;

Attendu que les onze mille six cents actions de la société française, reçues

(1) R.E., 9937.

par la société belge comme représentant son apport, ont, lors de la dissolution du 4 juin 1921, été réparties entre les actionnaires de la société belge ;

Mais attendu qu'en l'état des constatations faites, le jugement attaqué a pu déclarer assujettie à l'impôt la répartition faite entre ses associés par la société belge et portant sur les actions de la société française; qu'en effet, les *droits conférés par ces actions* » (c'est nous qui soulignons)

— extension de la signification de l'expression « biens situés en France » : *droits conférés par des actions d'une société française* —

« devaient s'exercer en France sur des débiteurs et des biens situés en France, conformément aux lois françaises et sous le contrôle éventuel des tribunaux français; qu'il s'agissait donc de biens mobiliers incorporels situés en France, au sens des termes employés par la loi du 29 juin 1872 »

— le terme « biens » n'est nulle part dans le texte de la loi ; il en est de même du terme « incorporel » ; relativement aux entreprises et établissements étrangers, la loi a dit exclusivement viser des « actions, obligations, titres d'emprunts » —

« et du décret du 6 décembre 1872 »

— le terme « incorporel » n'est nulle part dans le texte du décret —

« ; que, d'autre part, ces droits rentraient par leur nature dans l'objet même de la société belge »

— le premier des Attendus nous a dit que l'objet principal était « la filature des laines et cotons » —

« ; qu'enfin cette société, par le nombre des actions possédées, avait la *prépondérance* » (c'est nous qui soulignons)

— Nous avons vu que le jugement du 28 juin 1927 du Tribunal de Marseille n'avait pas regardé cette prépondérance comme une condition à retenir ; il avait en effet simplement dit : « dont elles ont acquis tout ou partie des actions ou parts sociales ». Le texte du décret a donc permis, même sur un point particulier, une interprétation arbitrairement flottante. —

« dans la direction de l'exploitation de la société française »

— plus exactement dans la discussion des directives —

« et qu'elle était en réalité une société étrangère *opérant en France et y exploitant des biens* pour en tirer profit ; »

— nouvelle extension de la signification de l'expression « opérer en France » et de celle de l'expression « exploiter des biens en France » : posséder une forte part des actions d'une société française.

Aux citations précédentes, ajoutons les trois suivantes, savoir : deux de M. Albert WAHL, sur la conséquence logique du fait que la

simple possession de biens en France est admise, par l'Administration soutenue par la jurisprudence, comme condition suffisante de la soumission à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, et une de MM. MAGUERO, TASSAIN et MOLAS sur le cas de la concession en France de brevets ou de marques de fabrique.

Le caractère illimité des extensions que l'Administration et la jurisprudence sont arrivées à donner aux significations respectives des expressions « possession en France de biens servant à l'exploitation de l'entreprise » et « exploitation de biens en France » y apparaît clairement ; on y voit que ces extensions sont devenues excessives, l'énoncé de conditions, par la loi et par le décret, ayant du fait de ces extensions perdu toute raison d'être, ce qui suffit pour prouver l'excès, étant donné qu'en vertu desdites extensions on peut dire qu'hormis le cas d'une absence absolue de relation avec la France, aucun des cas possibles n'échappe plus à la taxation.

Dans le Journal du Droit international privé (Paris, année 1908, p. 977, n° 9), sous le titre : De la situation fiscale des sociétés étrangères qui ont pour objet des biens situés en France, M. Albert WAHL a écrit :

« le moindre acte accompli en France par une société étrangère lui procurera des biens en France, et par suite, dans cette opinion, la soumettra à l'impôt. Les exemples que nous avons cités le prouvent : l'achat d'une valeur française, une fourniture faite à la suite d'une correspondance échangée à une personne domiciliée en France, un prêt, même très faible, rendra la société étrangère propriétaire d'une valeur française, puisque la situation d'une créance est, en droit international privé, au domicile du débiteur. »

Et dans le Traité du Régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières (Paris, édition de 1909, n° 2788, renvoi (1)) du même auteur on lit :

« il suffit de remarquer que le moindre acte accompli en France par une société étrangère lui procurera des biens en France : la plus petite fourniture faite à une personne domiciliée en France, la rendra créancière de cette personne, et l'on sait qu'une créance est, en droit international, située au domicile du débiteur. Même solution si l'un des actionnaires est domicilié en France et n'a pas encore versé le montant total de son action, ou si la société a dans son portefeuille un titre français. »

D'autre part, dans la troisième édition (1930) du Traité Alfabétique des Droits d'Enregistrement de Timbre et d'Hypothèques de MM. MAGUÉRO, TASSAIN et MOLAS, sous le titre : Valeurs mobilières étrangères (n° 100), il est dit :

« Une société étrangère qui concède en France à un particulier, moyennant redevance, des marques de fabrique et de commerce, doit la taxe à raison de cette concession, alors même qu'elle n'aurait dans notre pays aucune installation matérielle (Sol. 10 juill. et 7 déc. 1912). En effet, elle se livre, par ce

moyen, à une exploitation en France des brevets et marques concédés, exploitation qui concourt à la formation des dividendes distribués à ses actionnaires.

De même, a été reconnue imposable une société étrangère qui a concédé à une société française la licence exclusive de sa dénomination commerciale et de ses marques de fabrique, le bail des lieux qu'elle occupait en France et la jouissance du mobilier et du matériel alors qu'en dehors du prix de location elle s'est réservée la moitié des bénéfices réalisés (Seine, 9 mars 1928, R.E. 9.160). »

Ajoutons à cela que, de son côté, l'Administration de l'Enregistrement admet que la possession de biens situés en France est à elle seule une condition suffisante de la soumission à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières des sociétés étrangères possédant lesdits biens. En effet, comme nous l'avons vu à la première partie du présent ouvrage, cette Administration a rédigé de la façon suivante, la formule de l'engagement qu'elle fait souscrire aux sociétés étrangères :

« La Société (Indiquer la raison sociale et le siège de la société étrangère)
déclare qu'elle possède ou exploite en France
..... (Désigner les biens possédés ou exploités par la société en France). » (1).

— La conjonction disjonctive « ou », qui distingue l'un de l'autre les mots « possède » et « exploite », ne permet aucun doute sur l'interprétation donnée par l'Administration à l'expression « qui ont pour objets des biens situés en France ».

Et pourtant « la possession de biens en France » n'est pas un criterium certain, pour la détermination de l'imposition ou de la non-imposition des sociétés étrangères.

En effet, pour le moment du moins, les sociétés étrangères qui font directement des commandes à des commerçants ou à des industriels installés en France ne sont pas, de ce chef, considérées comme redevables de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (2) ; ne sont pas non plus imposables les sociétés étrangères qui acquièrent à titre de placements des valeurs françaises (3). Cependant dans ces deux cas la

(1) Voir, ci-après, Annexe 5.

(2) T.A., 3^e éd., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n° 99, où la non-imposition de la société est justifiée par la raison qu'il n'y aurait pas dans ce cas possession de biens en France : « Une société qui achèterait ses matières premières ou ses marchandises en France ne devrait pas la taxe de ce chef, car il ne résulte pas de telles opérations, pour la société qui s'y livre, une possession de biens en France ».

(3) Versailles, 1^{er} décembre 1926 : R.E., 8860.
Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.
Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.
Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.
Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.
Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.
Nice, 30 novembre 1932 : R.E., 10034.

société étrangère se trouve posséder des biens en France, savoir : les marchandises qu'elle commande et les valeurs françaises qu'elle achète.

Par contre, les sociétés étrangères qui n'ont aucun bien en France mais qui y contractent un emprunt se trouvent, de ce fait, imposables au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (1). Or, une dette contractée en France n'est pas plus un « bien possédé en France » qu'un « bien exploité en France ». Le fisc français ne peut donc pas regarder une société étrangère qui a simplement contracté un emprunt en France comme une société qui « possède ou exploite des biens en France ». Ainsi que nous le verrons plus loin, dans ce cas la taxation est faite en invoquant le prétendu principe d'égalité entre sociétés françaises et sociétés étrangères.

Enfin, nous avons vu que la jurisprudence a donné à l'expression « avoir pour objet des biens situés en France » le sens de « faire des opérations en France rentrant dans l'objet de la société ». Cette dernière expression est certainement plus compréhensive que l'une ou que l'autre des expressions visant soit l'exploitation soit la possession de biens en France.

En effet, comme l'a dit M. Albert WAHL, l'exploitation de biens en France ne peut se faire qu'en y effectuant des opérations ; et, aussi, pour posséder des biens en France, que ce soit à titre de propriétaire, de locataire, ou à tout autre titre, il faut encore y effectuer des opérations ; de sorte que « faire des opérations en France » couvre l'idée d'exploitation et aussi l'idée de possession de biens en France.

L'expression « faire des opérations en France » couvre même les opérations d'un emprunt contracté en France par une société étrangère (2).

Le recours, qui a été fait, nous l'avons vu, à cette expression très générale ne permet pas de comprendre pourquoi les sociétés étrangères qui achètent des marchandises en France ne sont pas imposées (3), car c'est bien là faire une opération rentrant dans l'objet social ; ni pourquoi celles qui font des placements en France ne sont pas non plus imposées (4), car c'est également faire une opération rentrant dans l'objet social que de faire des placements.

(1) Lille, 31 juillet 1902 : R.E., 3164.

Cass. civ., 30 mars 1914 : R.E., 5992.

J. VEYRIERAS, Inspecteur de l'Enregistrement : « Les Sociétés Etrangères en France », p. 78.

Contra :

Albert WAHL : « La situation fiscale des sociétés étrangères qui ont pour objet des biens situés en France », Journal du droit international privé, Paris, 1908, p. 984 ;

Seine, 6 décembre 1910 : R.E., 5205.

(2) T.A., 3^e éd., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n° 21 : « les emprunts contractés en France représentent encore des opérations françaises ».

(3) T.A., 3^e éd., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n° 99.

(4) Voir ci-dessus, jurisprudence, page précédente, renvoi (3).

Nous ne voyons pas que pratiquement la condition exprimée par les mots « rentrant dans l'objet social » apporte une restriction à l'expression « faire des opérations en France », car il est difficile d'admettre qu'une société se livre à une opération ne rentrant pas dans son objet ; une telle opération serait en effet nulle.

En faisant de l'expression vague « avoir pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France » l'équivalent de l'expression « faire des opérations en France rentrant dans l'objet social », pratiquement on permet à l'Administration de se prétendre justifiée à taxer une société étrangère dans tous les cas où cette société accomplit un acte quelconque en France, car la clause de l'objet social est généralement rédigée de façon à laisser à la société un champ d'activité à la fois large et varié, de sorte qu'à moins de commettre un acte nul en France, c'est-à-dire un acte ne rentrant pas dans son objet, la société étrangère se trouvera toujours tomber sous le coup de la loi de 1872 pour la moindre opération faite en France.

Ces réflexions expliquent bien l'extrême embarras que traduit largement le texte suivant, où les auteurs sont partis avec l'intention de laisser une raison d'être aux dispositions apparemment restrictives du décret du 6 décembre 1872, mais où la prudence leur a vite imposé les réserves imprécises et embarrassées qu'on va voir. Dans la 3^e édition du Traité Alphabétique de MM. MAGUÉRO, TASSAIN et MOLAS, 1930, sous le titre « Valeurs mobilières étrangères », on lit :

« 78. Destination des biens. — D'autre part, le fait de posséder des biens en France ne rend pas, dans tous les cas, les sociétés étrangères passibles de la taxe sur le revenu. Ainsi que nous l'avons fait remarquer dans la *Revue* (art. 4.721, *Observ.*), l'Administration et les tribunaux admettent que, pour l'application de la loi de 1872, il ne suffit pas qu'une société étrangère ait des biens en France ; il faut que la société ait ces biens *pour objet*, c'est-à-dire qu'elle les exploite, qu'elle en tire un profit industriel ou commercial (Cf. *Versailles*, 1^{er} déc. 1926 ; R.E. 8.860-II).

Ainsi, on a reconnu que la possession en France, par une société étrangère, d'une maison de villégiature ne rentrant pas dans son objet ne rendait pas la taxe du revenu exigible.

Il faudrait prendre garde cependant de donner à cette interprétation une trop grande extension. Ainsi, on peut concevoir tel emploi de capitaux qui, dans les circonstances ordinaires, n'aurait que le caractère d'un placement, et qui cependant constitue, pour la société qui le fait, une des opérations de son commerce ou de son industrie : il en serait ainsi d'une société immobilière qui achèterait des immeubles pour les morceler et les revendre. La distinction est parfois malaisée à établir. Lorsque les capitaux employés font partie des réserves de la société, il y a présomption en faveur du placement ; la présomption contraire résulte, en général, du fait que les fonds employés font partie de l'actif engagé dans les spéculations de la société. Les décisions particulières et exemples que nous citons sous les numéros qui suivent guideront nos lecteurs à ce sujet.

Mais il importe de faire une deuxième remarque importante, c'est que l'on ne saurait tirer argument de ce qu'une société diffère la mise en exploitation

de biens situés en France ou cesse provisoirement d'exploiter ces biens pour prétendre qu'elle n'a pas ou n'a plus ces biens pour objet. La vérité est que c'est la destination des biens qu'il faut considérer et qu'il y a lieu seulement de distinguer ceux que les sociétés acquièrent à titre de simple placement de ceux qui rentrent dans l'objet, au moins accessoire, de leur entreprise (Rapp. Cass. civ., 2 déc. 1908).

Résumé des conclusions auxquelles a conduit la considération de l'expression : « qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France ».

L'expression en question n'est pas dans la loi relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Elle est dans le décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi.

1. Ladite expression a été ajoutée par le décret en vue d'étendre le domaine d'exécution de la loi au delà du cas où des valeurs mobilières étrangères ont apparu sur le marché français des capitaux.

Ce cas spécial est, relativement à l'imposition du revenu des valeurs mobilières étrangères, le seul que le législateur a déclaré vouloir atteindre, et le seul qu'en fait il a atteint par le texte qu'il a voté, vu que l'alinéa premier de l'article 4 de la loi n'a plus une signification admissible lorsque, refusant de le lier à l'alinéa deuxième de cet article, on prétend lui donner une portée générale. L'extension visée n'a donc pas de valeur légale.

2. Ladite expression est des plus malheureuses, puisqu'elle ne s'est pas imposée avec une signification unique et bien déterminée et qu'on a pu aller jusqu'à lui donner une signification d'une portée illimitée, arrivant ainsi à lui ôter toute raison d'être, étant donné qu'elle se présente comme l'expression d'une disposition à caractère restrictif.

L'expression « avoir pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France » n'a pas de signification précise : La jurisprudence lui a donné les différentes significations suivantes :

- 1° exploiter en France des biens ;
- 2° posséder en France des biens ;
- 3° faire des opérations en France — aucune signification plus large que celle-ci n'est concevable.

Notons que les termes « biens meubles ou immeubles » couvrent l'universalité des biens : « Tous les biens sont meubles ou immeubles » (C. civ., art. 516). Par conséquent, quelle que soit la nature des biens que la société possède en France, qu'il s'agisse d'immeubles, de meubles, de biens corporels ou de biens incorporels tels qu'un fonds de commerce, un droit de jouissance, une clientèle, des bénéfices à retirer d'un contrat, des créances, des actions, des obligations, etc., ces biens sont infailliblement compris dans l'une des catégories de biens meubles ou de biens immeubles.

Et il nous paraît utile de signaler ce que le fisc français veut entendre ici par biens « situés en France ».

Dans le cas où il s'agit de « biens immeubles » ou de « biens meubles corporels » aucun doute n'est possible : les corps des biens doivent se trouver en France pour que la société étrangère puisse être regardée comme atteinte par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Là, l'emprise de l'Administration de l'Enregistrement est limitée par la force des choses.

Mais il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de « biens meubles incorporels ». Pour ce cas l'Administration a exposé la règle suprêmement large suivante (1).

« La règle générale qui domine cette question est que les objets incorporels, bien qu'ils puissent avoir leur assiette juridique au siège de la compagnie étrangère, sont réputés situés en France, *pour l'application de l'impôt*, du moment qu'ils sont placés sous la protection de la loi française. Ce principe a été consacré par deux arrêts de la Chambre civile du 24 février 1869 et du 14 décembre 1870 : « La loi, porte le premier de ces arrêts, a établi, pour les valeurs incorporelles, une situation fictive ou présumée qu'elle a fixée au domicile du créancier chaque fois que celui-ci était domicilié en France au moment de son décès ; qu'elle a fixée au domicile du débiteur chaque fois que celui-ci étant domicilié en France, le créancier aurait eu, au contraire, son domicile à l'étranger ou dans une colonie où l'impôt de l'enregistrement ne serait pas encore établi ; de telle façon que, dans toutes les hypothèses, les droits dus au Trésor public puissent être utilement poursuivis sur des valeurs qui, étant en France, *jouissant de la protection de la loi française*, devaient par réciprocité, être soumises aux perceptions ordonnées par la loi » (Sir. 69.1.140 ; 70.1.407).

Ces arrêts ont été rendus, à la vérité, en matière de droits de mutation par décès. Mais, la règle qu'ils formulent est générale et doit également servir à déterminer la situation ou la nationalité des droits incorporels appartenant à une société étrangère, pour la perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. Ces valeurs présentent le caractère de biens français au sens du décret de 1872, dès l'instant que, à raison du domicile du débiteur de la créance de la société étrangère, soit à raison de l'exécution de l'engagement ou de toute autre circonstance particulière, elles se trouvent placées sous la protection de la loi française. » (2)

C'est ainsi que, comme nous l'avons déjà dit, la société étrangère qui consent un *prêt* à une personne ou société domiciliée en France est imposée, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, sous la raison que, dans ce cas, la seule chose qui importe c'est le lieu du domicile du débiteur : « La doctrine et la jurisprudence s'accordent, en effet, pour fixer au domicile du débiteur l'assiette d'une créance » (3) ; et que la société étrangère qui contracte un *emprunt* en France est imposée sous la raison que, dans ce cas, « le seul point à considérer est

(1) Mémoire de l'Administration, § V, sous Cass. civ., 31 juillet 1895 : R.E., 985, p. 539 et 540.

(2) Dans le même sens : Emmanuel Besson, « Traité pratique de la Taxe de 3 % sur le revenu des valeurs mobilières des sociétés, établissements publics et congrégations religieuses », Paris, 1887, n° 314.

(3) T.A., 3^e édit., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n° 101.

celui de savoir si les emprunts ont été effectivement réalisés en France » (1).

Et cependant, ainsi que l'a fait remarquer M. Albert WAHL, il y a contradiction évidente « à considérer à la fois comme biens situés en France la créance d'un Français sur une société étrangère et la créance d'une société étrangère sur un Français » (2).

Ajoutons que de récents jugements ont déclaré que l'expression considérée « ne s'applique pas aux titres et valeurs acquis uniquement en vue d'effectuer un placement et d'assurer un emploi aux disponibilités de la société » (3). Mais cette exception est tout à fait illogique. En effet, de l'avis de l'Administration et de la jurisprudence, la susdite expression doit englober et les prêts faits par une société étrangère à un débiteur domicilié en France, parce que le domicile du débiteur est en France, et les emprunts contractés en France, parce que la réalisation de l'emprunt a lieu en France. Alors, comment n'atteindrait-elle pas les valeurs françaises acquises à titre de placement ? Nous sommes là en plein arbitraire, ou plutôt en pur pragmatisme, vu que la taxe serait due dans les cas où les opérations faites avec des personnes, physiques ou morales, résidant en France, paraissent être défavorables aux intérêts français, et que la taxe ne serait pas due dans les cas où ces opérations sont favorables à ces intérêts. Ce pragmatisme n'est pas du Droit.

Finalement, si on s'incline devant la déclaration que n'est pas entachée d'illégalité la disposition du Décret du 6 décembre 1872 qui vise les sociétés étrangères « qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France », on est amené, par le vague et la généralité des termes et locutions employés pour énoncer cette disposition, la règle à deux tranchants opposés adoptée par l'Administration relativement aux biens incorporels, l'exonération par entorse à cette règle dans le cas où les biens sont réputés être des « placements » (encore un mot imprécis, qui ouvre la porte à des discussions sans nombre), à admettre que, sauf s'il y a seulement « placements » en France, toute manifestation en France d'une activité, manifestation plus ou moins directe et plus ou moins lointaine, fait tomber une société étrangère sous l'atteinte de la loi du 29 juin 1872, relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

(1) T.A., 3^e édit., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n° 117.

(2) Albert WAHL : Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières, Paris, 1909, n° 2795, renvoi (3).

(3) Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.

Dans le même sens :

Versailles, 1^{er} décembre 1926 : R.E., 8860.

Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.

Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.

Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.

Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.

Nice, 30 novembre 1932 : R.E., 10034.

§ 2. — **Significations diverses qui ont été données, en pratique, à l'expression « à raison des valeurs françaises qui en dépendent ».**

Rappelons que l'expression considérée ici est apparue dans l'alinéa 3^e de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, où elle a été insérée comme l'indique l'extrait suivant :

« Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances, ... »

Dans cette expression, de huit mots en tout, nous relevons trois locutions ambiguës, savoir :

- 1^o « à raison de »,
- 2^o « valeurs françaises »,
- 3^o « qui en dépendent ».

Examinons successivement chacune d'elles.

1^o. — « *A raison de* » :

Cette locution a deux sens, savoir :
« à proportion de » et « à cause de »,
et ces deux sens sont absolument différents.

L'un et l'autre de ces deux sens donnent une signification claire et nette à l'expression « à raison des valeurs françaises qui en dépendent », à la condition que l'ensemble « valeurs françaises qui en dépendent » ait une signification unique et bien déterminée. Mais, dans tous les cas, la signification de l'expression complète dépendra de celui des deux sens qui sera attribué à la locution « à raison de ».

La locution en question est donc fâcheuse.

2^o. — « *Valeurs françaises* » :

La locution « valeurs françaises » est dans le texte de la loi du 29 juin 1872, à l'article 4, c'est-à-dire là où sont visées les sociétés étrangères. Elle est dans le texte du décret du 6 décembre 1872, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi, à l'article 3, c'est-à-dire là où sont visées les sociétés étrangères.

La même locution ayant été employée par le rédacteur de la loi et reprise par celui du décret devant réglementer l'exécution de cette loi, et cela sur le même point dans les deux textes, la signification donnée à cette locution dans la loi s'imposait au rédacteur du décret.

Le rédacteur du décret était certain de jeter dans la confusion en n'adoptant pas la signification qui primait, celle donnée dans la loi.

En fait, le rédacteur du décret a donné à la locution « valeurs

françaises » un sens autre que celui qu'elle a dans la loi. Et la confusion fatale s'est produite.

Dans la loi, « relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières », la locution « valeurs françaises » a une signification qui a été indiquée avec précision par l'énumération suivante, à l'article 1^{er}, qui vise uniquement les entreprises et établissements français ; cet article énonce que la loi a établi une taxe sur les revenus des :

1° « actions de toute nature, des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles » ;

2° « emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées » ;

3° « parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions ».

Donc, dans la loi la locution « valeurs françaises », qui se présente uniquement à la fin de l'alinéa 1^{er} de l'article 4, de la manière suivante : « taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises », dans la loi nous voyons cette locution désigner exclusivement des valeurs mobilières.

D'ailleurs, l'article 4 de la loi, le seul qui vise les entreprises et établissements étrangers, dispose que les « sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger » sont soumis à la taxe dans leurs « actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination ». Il s'agit là exclusivement de valeurs mobilières, plus précisément de *titres*.

Voilà pour ce qui est de la signification donnée dans la loi. C'est uniquement celle de « valeurs mobilières » ; nous la marquerons ainsi : (V M).

Quant au décret, la locution « valeurs françaises » n'y apparaît qu'à l'article 3, qui est celui qui concerne l'établissement de la taxe à l'endroit des entreprises et établissements étrangers, et elle s'y présente dans la phrase suivante :

« Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances, sur l'avis de ».

Nous voyons là que dans le décret la locution « valeurs françaises » désigne, non exclusivement cette fois des « valeurs mobilières », mais des « biens meubles ou immeubles ». Cela résulte clairement du fait que dans le texte qui vient d'être rappelé, immédiatement après l'indication que le cas est celui où il n'y a pas de titres de l'entreprise étrangère sur le marché français des capitaux, mais que cette entreprise a

pour objet « des biens meubles ou immeubles situés en France », il est dit que la taxe est due « à raison des valeurs françaises » dépendant de ladite entreprise.

M. Albert WAHL a dit à ce sujet (1) :

« l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 paraît formel. Il porte que les sociétés qui ont pour objet des biens en France « doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises qui en dépendent », c'est-à-dire des biens français qui entrent dans l'actif social ».

La signification donnée dans le décret est celle de « biens en général situés en France » ; nous la marquerons ainsi : (B).

Le fait que le rédacteur du décret y a donné à la locution « valeurs françaises » une signification autre que celle qu'elle a dans le texte de la loi dont pourtant ce décret avait pour objet de réglementer l'exécution, a donné naissance à l'équivoque. Si cette équivoque n'a pas été voulue, elle est le résultat d'une maladresse vraiment excessive. Si elle a été voulue, afin de faciliter, par illusion, le passage, dans la pratique, d'une addition voulue à la loi, en accrochant au mot « biens », nulle part dans la loi, le mot « valeurs », qui est dans le titre de la loi, le rédacteur du décret a recouru là à un procédé que lui interdisait le respect de la dignité du poste qu'il occupait ; le procédé, la supercherie, aurait réussi, puisque depuis 1872 les tribunaux n'ont cessé de proclamer que le décret avait fait une exacte application de la loi.

L'équivoque s'est présentée tant dans les arrêts et jugements que dans les mémoires de l'Administration de l'Enregistrement. Nous allons le faire voir sur quelques extraits, où, ce qui *a priori* n'est pas croyable et après constatation est lamentable, les deux significations différentes se rencontrent successivement, et parfois alternativement, dans le même document ; nous signalons respectivement les deux significations au moyen des deux marques (V M) et (B) ; à part cinq exceptions, dans ces extraits nous ne relèverons pas les inexactitudes, pas les affirmations erronées que nous y rencontrerons, nous nous bornerons à marquer la signification adoptée pour la locution « valeurs françaises », dans l'expression du décret : « à raison des valeurs françaises qui en dépendent ».

A la Chambre civile de la Cour de cassation, le 29 août 1881, l'Administration a présenté un mémoire en défense, que nous avons déjà cité, où l'on lit (2) :

« Partant du principe posé par le législateur, il en a nettement dégagé les conséquences dans l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872,

(1) « De la situation fiscale des sociétés étrangères qui ont pour objet des biens situés en France » : Journal du Droit International Privé, Paris, 1909, p. 39, lig. 29 et suiv.

(2) Cass. civ., 29 août 1881 : J.E., art. 21727.

lequel est ainsi conçu : « Toutes les dispositions des articles précédents (concernant les valeurs françaises (V M)) sont applicables, etc. » Ces dispositions mettent en pleine lumière la pensée du législateur. Il en résulte très clairement que toute société étrangère tombe sous le coup de la loi du 29 juin 1872, par cela seul que des valeurs françaises en dépendent (B). Cette interprétation a été, d'ailleurs, consacrée par un récent arrêt de la Cour de cassation, intervenu au sujet d'une société étrangère, la Compagnie continentale du Gaz, qui n'a pas de titres en circulation sur le marché français, mais qui exploite des usines en France. Cet arrêt (précité), rendu par la chambre civile, le 22 avril 1879, au rapport de M. le conseiller POIR, porte que « la pensée du législateur a été d'établir l'égalité fiscale entre les valeurs françaises (V M) et les valeurs étrangères, que les deux catégories de valeurs (V M) sont soumises à une règle commune », et que la taxe est due pour « les actions et commandites des compagnies étrangères qui opèrent en France ». La compagnie étrangère a été, en conséquence, reconnue débitrice de la taxe pour les biens qu'elle possède sur notre territoire (B), quoiqu'elle n'ait aucun titre circulant sur le marché français. »

« Vainement la demanderesse allègue-t-elle que la loi du 29 juin 1872 n'a entendu frapper que les capitaux français. Cette thèse est absolument erronée. Si elle était exacte, en effet, il en résulterait que les valeurs françaises (V M) possédées par des étrangers auraient dû être exemptées de la taxe. C'est ce qu'avait proposé la minorité de la Commission du budget, par le motif « qu'il y avait un intérêt de premier ordre pour notre pays à encourager les étrangers à entrer dans nos valeurs (V M) ». Mais la majorité de la Commission n'a pas partagé cet avis, et elle a décidé que les valeurs françaises (V M) appartenant à des étrangers et provenant par conséquent de l'emploi de capitaux étrangers, resteraient soumises à la taxe (Journ. off., 6 juin 1872, p. 3847). L'origine des capitaux est donc indifférente pour l'application de la taxe aux sociétés françaises. Le même traitement doit évidemment être étendu aux sociétés étrangères qui réalisent des revenus en France. Il n'y a pas à examiner si les actions de ces sociétés sont aux mains de Français ou d'étrangers. Du moment où le revenu qu'elles produisent provient, en partie, de l'exploitation de biens situés en France (B), il doit acquitter le prix de la protection française. Autrement l'équilibre que le législateur a manifesté l'intention d'établir entre les valeurs françaises (V M) et les valeurs étrangères serait rompu au détriment de celles-là. »

« Il importe donc peu, dans l'espèce, que les biens appartenant en France à la société Le Crédit soient immeubles (B) et qu'ils acquittent l'impôt foncier. Les produits de ces biens n'en forment pas moins, selon la remarque du tribunal, une partie des revenus des titres de l'entreprise, et, pour l'actionnaire qui en reçoit sa part, ils constituent le revenu de l'action, c'est-à-dire d'une valeur mobilière. »

Le 2 août 1886, la Chambre des requêtes de la Cour de cassation a rendu un arrêt où il est dit (1) :

« Attendu que la Société belge Desclée frères et comp. possède en France, à Roubaix et à Tourcoing, des biens servant à l'exploitation de l'usine à gaz de ces deux villes (B); qu'elle est par là sous l'application de la loi du 29 juin 1872, relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et spécialement de l'art. 4, § 1^{er}, dont la disposition est propre aux valeurs étrangères;

(1) Cass. req., 2 août 1886 : D.P., 1887, I, 167, p. 168, col. 2, lig. 31 et suiv. — S., 1887, I, 329, p. 331.

— nous avons vu (p. 171) que, le 29 août 1881, la Chambre civile de la Cour de cassation a formulé le même motif en termes *identiques* à ceux que nous venons de citer, à cela près, et c'est ce que nous voulons souligner, que les mots « valeurs françaises » y étaient à la place qu'ont ici les mots « valeurs étrangères » ; l'équivoque apparaît là brutalement —

Que ladite Société oppose vainement que, créée en Belgique, elle n'a pas de titres cotés circulant en France ;

Qu'en effet, il ne résulte ni du texte, ni de la pensée de la loi, que la taxe par elle établie ne doive atteindre que la circulation sur le marché français des titres représentant les actions ou obligations émises par les sociétés ;

Qu'à la vérité le paragraphe 2 de l'art. 4 précise que les titres étrangers devront, en tant qu'ils seront cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France, se soumettre à l'acquittement de la taxe, mais que c'est là une disposition particulière qui, édictée spécialement en vue de valeurs (V M) ou de titres négociables produits sur le marché français, par des sociétés dont les biens sont à l'étranger et que n'atteindrait pas le paragraphe 1^{er}, ne saurait, en aucune façon restreindre la portée de ce premier paragraphe, lequel consacrant en principe l'égalité fiscale entre les valeurs françaises (V M) et étrangères soumet expressément celles-ci à une taxe équivalente à celle « qui est établie par la loi sur le revenu des valeurs mobilières françaises » ;

Que de la formule compréhensive de cette dernière disposition expliquée et commentée dans l'art. 3 du décret du 6 déc. 1872 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi, il résulte que non seulement les sociétés étrangères qui ont des titres émis, cotés ou négociés en France, mais encore celles qui y possèdent des biens meubles ou immeubles servant à l'exploitation de leur entreprise, tombent sous le coup de la loi et doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises (B) qui en dépendent ;

Que tel est le cas, dans l'espèce, de la société Desclée frères et comp., et, par suite que, bien qu'elle n'eût pas de titres cotés circulant sur le marché français, les produits de l'exploitation des biens qu'elle possède en France n'en sont pas moins les revenus de ses titres et constituent, dès lors, les valeurs »

— ici le mot « valeurs » a une troisième acception, franchement différente de chacune des deux autres, celle de « revenus » —

« que la loi du 29 juin 1872 a spécialement visées ».

Quel brouillamini ! A quelle idée de la justice française doit-il amener les sociétés étrangères auxquelles on oppose de tels arrêts ?

La Direction générale de l'Enregistrement s'est pourvue en cassation contre un jugement rendu par le Tribunal civil de Pontarlier, le 2 août 1892. Devant la Chambre civile de la Cour de cassation, dont l'arrêt a été rendu le 31 juillet 1895 (1), elle a dit (2), après avoir rappelé le texte de la première phrase de l'alinéa troisième de l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 :

« Ce texte est clair et précis. Il signifie, d'une part, qu'une société étran-

(1) Cass. civ., 31 juillet 1895 : R.E., 985, p. 542, lig. 9 et suiv.

(2) Nous citons longuement en raison de la qualité, de la clarté et de la précision, de cet exposé, de cette défense de l'Administration.

gère qui se propose de se livrer en France à une industrie quelconque a le devoir de faire agréer par le Ministre, avant toute opération sur notre territoire, un représentant français responsable des droits et amendes qui pourront être dus au Trésor français. Il en résulte, d'autre part, qu'une société étrangère doit acquitter la taxe sur le revenu, à raison des biens français (B) dépendant de son patrimoine, sur une quotité du capital social, quotité que le Ministre des finances a seul qualité pour déterminer, après avoir pris toute-fois l'avis d'une commission spéciale.

Mais, rien ne permet d'induire de cette disposition que l'Administration est tenue de prouver, pour justifier l'exigibilité de la taxe sur le revenu, qu'une société étrangère qui fait des opérations en France a réalisé effectivement des bénéfices dans l'exploitation des biens français qui lui appartiennent. Une semblable obligation ne pouvait être raisonnablement imposée à l'Administration par la raison bien simple que, se trouvant dans l'impossibilité d'exercer au siège social situé à l'étranger aucune investigation ni aucun contrôle, les agents du Trésor auraient été par là même impuissants à dégager dans les dividendes distribués aux actionnaires la portion afférente aux biens français (B) de la société. Le recouvrement de l'impôt eût été ainsi entièrement livré à la merci des sociétés étrangères. C'est pour éviter un tel résultat que l'art. 3 du décret de 1872 a statué que la taxe due par les sociétés étrangères, à raison des valeurs françaises (B) qui dépendent de leur patrimoine, serait acquittée sur une quotité du capital social fixée par le Ministre. Le législateur a, par cette disposition, manifesté, de la manière la plus explicite, sa volonté de ne subordonner l'exigibilité de la taxe à aucune preuve, à aucune justification concernant l'origine des produits distribués. Il a ainsi exprimé, sans équivoque possible, que, une fois la fraction imposable du capital social fixée par le Ministre, la taxe serait appliquée aux dividendes distribués dans une proportion égale à la quotité du capital social déclarée imposable par la décision ministérielle, sans qu'il y ait à tenir compte soit du chiffre plus ou moins considérable des revenus réellement produits par les biens français (B), soit même de la circonstance que ces biens auraient été improductifs. Il a voulu, en un mot, que la taxe fût perçue à *forfait* et abstraction faite de l'origine française ou étrangère des revenus »

— vue à laquelle est contradictoire celle qui termine les attendus de l'arrêt, de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation, du 2 août 1886 —

« sur une fraction des dividendes distribués correspondante à la quotité imposable du capital social déterminée par le Ministre (Comp. Cass., 22 avril 1879, Sir. 79.1.325; D.P. 83.1.97). »

Terminons cette série de citations par la suivante, extraite d'un jugement du Tribunal civil de Nantua, en date du 15 mars 1901 (1). On y voit s'étaler l'équivoque dont est responsable le rédacteur du décret, relativement à la locution « valeurs françaises » — nous allons jusqu'à la fin des attendus afin de relever la mention que c'est le « possesseur du titre » que le législateur a réellement visé.

« Attendu que la Compagnie demanderesse (The Rhone Land and Water power Cie limited) et son représentant M. Gabriel Jullien, s'étant engagés à payer la taxe sur le revenu à raison des biens possédés par la société en

(1) Nantua, 15 mars 1901: R.E., 2692.

France (B), l'Administration de l'Enregistrement leur a fait signifier contrainte pour avoir paiement :

..... ;
Attendu que la Compagnie prétend ensuite que les sociétés étrangères ne doivent l'impôt que sur les valeurs françaises (V M) qui dépendent de leur exploitation et que ses capitaux venant d'Angleterre, ses titres ne circulant pas en France et ses dividendes étant payés à l'étranger, elle n'aurait pas de valeurs françaises (V M), partant pas de revenu imposable ; mais attendu que la société tente d'établir une confusion entre les mots titres (V M) et valeurs (B) qui sont quelquefois synonymes ; qu'en l'espèce, le mot valeur a été employé par le législateur »

— non, par le rédacteur du décret —

« dans un sens plus large (B) ; qu'il faut surtout entendre par valeurs françaises celles qui se réfèrent à une exploitation protégée par les lois françaises et qui ont leur fondement dans la fortune territoriale de la France (B), ce qui est le cas de ladite société ;

Attendu, au surplus, sur ce point, que la société ne saurait valablement invoquer à l'appui de son interprétation le décret du 6 décembre 1872 qui emploie l'expression « valeurs françaises » ; que ce décret n'a pu avoir pour effet que de développer et non de modifier la loi du 29 juin 1872 qui a établi l'impôt sur les sociétés étrangères ayant des biens en France, sans y avoir de titres ; »

— non, pas la loi, le décret —

« Attendu, enfin, que la société a tort de prétendre qu'en remettant à ses obligataires des obligations nouvelles au lieu de leur payer les intérêts échus, elle n'a fait qu'une simple opération de capitalisation échappant à l'impôt, parce qu'elle n'aurait pas réalisé de bénéfices ; qu'en effet, l'impôt établi par la loi doit être acquitté par les sociétés sauf leur recours contre les actionnaires ou obligataires ; que, par suite, c'est dans la personne de ceux-ci que le bénéfice doit être considéré et qu'à ce point de vue les obligataires de la « The Rhone Land » ont réalisé un bénéfice, puisqu'ils ont reçu en paiement une valeur fiduciaire ; »

3°. — « Qui en dépendent » :

Cette locution ne se rencontre pas dans la loi, elle se rencontre dans le décret, exclusivement dans la phrase suivante :

« Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, ... ».

On voit qu'aussi à l'endroit de ladite locution, la phrase n'est pas heureuse. En effet, *a priori* elle permet que soit posée la question multiple :

Faut-il entendre :
à raison des valeurs françaises qui dépendent de l'entreprise étrangère ?

ou

qui dépendent de l'objet de cette
entreprise ?

ou qui dépendent des biens « dont l'entreprise a pour objet » et qui sont situés en France ?

ou qui dépendent de la taxe sur le revenu de l'entreprise, ou, ce qui revient au même, qui dépendent de ce revenu ?

On ne peut répondre à cette question sans se reporter aux commentaires et à la jurisprudence que la loi et le décret ont provoqués. Cela est évidemment regrettable.

D'après les extraits que nous venons de citer, à propos des significations données à la locution « valeurs françaises », notamment d'après le Mémoire de l'Administration de l'Enregistrement sous Cass. civ., 29 août 1881 (1) et l'Arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation du 2 août 1886 (2), « à raison des valeurs françaises » doit se lire, en clair, « à cause de la possession de biens situés en France ». L'Administration a soutenu cela très nettement, dans son Mémoire sous Cass. civ., 29 août 1881, dans les termes suivants :

« l'art. 3 ne parle ni de la formation ni du but immédiat de l'entreprise ; il ne considère qu'un seul point : celui de savoir si de cette société étrangère il dépend des valeurs françaises. Que la société ait acquis des valeurs malgré elle et qu'elle n'ait pas l'intention de les conserver, il n'importe. Les biens français, si peu de temps qu'ils restent aux mains de la société, n'en sont pas moins destinés à être exploités et à contribuer, par leurs produits, à fournir aux actionnaires une partie de leur revenu. Pourquoi, dès lors, cette portion de revenu réalisé en France échapperait-elle à la taxe ? »

— à cette dernière question, nous répondons : parce que le législateur de 1872 ne l'a pas visée ; les licences avec la loi au nom de l'équité sont inadmissibles, et sont interdites par le Droit, en matière fiscale —.

Cela étant admis, la locution « qui en dépendent » se rapporterait à une dépendance des biens situés en France à l'égard de l'entreprise étrangère possédant ces biens ; la taxe sur le revenu de toute valeur mobilière ayant été émise par l'entreprise étrangère serait due en France : à cause de la possession par cette entreprise de biens situés en France.

★ ★

Nous ne pouvons nous empêcher de terminer le présent paragraphe sans déclarer extrêmement fâcheux le style apocalyptique dont a fait usage, à l'article 3, article concernant le revenu des entreprises étrangères, le rédacteur du décret, que ce rédacteur ait ou non voulu que son style soit tel.

(1) J.E., art. 21727 ; et de même sous Cass. civ., 19 février 1894 : R.E., 658.
(2) D.P., 1887, I, 167.

§ 3. — Variation, par extension, du champ d'application de la formule d' « acquittement de la taxe d'après une quotité du capital social », et altération de cette formule en pratique.

L'acquittement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières en dépendance avec la considération d' « une quotité du capital social » a été prévu par la loi du 29 juin 1872, en son article 4, à l'alinéa 3°, ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits (taxe sur le revenu, droits de timbre et de transmission), dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social. »

Ladite formule a été indiquée par le décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi (décret du 6 décembre 1872) en son article 3, à l'alinéa 3°, dans les termes suivants :

« Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances, sur l'avis préalable de la commission instituée par le règlement ci-dessus indiqué. »

Le décret a pris l'idée de la considération d' « une quotité du capital social » dans la loi.

Voyons d'abord ce qu'est « une quotité du capital social ».

Une « quotité » (du latin *quotus*) c'est une part définie, une portion ; ce n'est pas un rapport arithmétique ; c'est une grandeur matérielle définie, ce n'est pas le rapport entre deux telles grandeurs.

Le « capital social » d'une société, compagnie ou entreprise c'est la valeur nominale totale des actions des différentes sortes de l'affaire.

L'émission d'obligations n'est pas une augmentation de capital. C'est donc que les obligations ne font pas partie du « capital social ».

Une quotité du capital social c'est donc une partie du capital représenté par l'ensemble des actions, à l'exclusion de toute obligation, plus généralement de tout titre d'emprunt.

Par conséquent le décret prescrit l'acquittement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières qui ont été émises par des sociétés, compagnies ou entreprises étrangères dont les titres ne sont pas apparus sur le marché français des capitaux mais qui ont en France des biens, d'après une portion du capital représenté exclusivement par les actions de l'affaire.

Cela a tout d'abord fait penser que la prescription s'appliquait seulement au revenu distribué afférent aux actions. D'où une première attitude du fisc français, jusqu'en 1898, c'est-à-dire pendant les vingt-six premières années de l'application de la loi du 29 juin 1872. Ensuite

une nouvelle attitude, correspondant à une extension du champ de la taxation, a été prise, et elle a subsisté, soutenue par la jurisprudence.

Dans son magistral *Traité du Régime Fiscal des sociétés et des valeurs mobilières*, M. Albert WAHL a dit à ce sujet (1) :

« Il est certain que l'impôt est dû pour les actions.

Mais la Régie avait longtemps admis qu'une société qui n'a que des biens en France n'est pas soumise à l'impôt sur ses obligations. Elle a fini par décider le contraire (2); la question a été alors soumise aux tribunaux. La jurisprudence a décidé de même que la société qui a pour objet des biens en France est imposée *nécessairement* sur une quotité, non seulement de ses actions ou parts sociales, mais encore de ses obligations (3). On peut faire en ce sens le raisonnement suivant : l'assujettissement des sociétés ayant des biens en France s'explique par l'idée que son exploitation, faisant concurrence aux sociétés françaises, doit être soumise à l'impôt; or cette exploitation est profitable aux prêteurs comme aux associés, puisque les produits de l'exploitation servent à payer les intérêts dus aux obligataires. Du reste, les sociétés étrangères ne seraient pas assimilées entièrement aux sociétés françaises si elles ne payaient pas l'impôt sur leurs obligations. »

Mais il ajoute là, en renvoi :

« Une grave objection est cependant possible : si la société est imposée à raison de ses biens exploités en France, c'est parce qu'elle bénéficie de la protection de la loi française; or, c'est la société seule, c'est-à-dire ses actionnaires, ce ne sont pas ses obligataires qui sont protégés par la loi française. On peut ajouter que, suivant l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872, l'impôt est calculé sur une quotité du « capital social », lequel ne comprend pas les obligations. Sans doute les revenus des biens français peuvent servir à payer les obligataires, mais cela n'est qu'une hypothèse, souvent contraire aux faits; car les obligataires n'ont droit qu'à un intérêt fixe; ils peuvent réclamer cet intérêt sur les biens étrangers et par suite les biens français ne sont souvent d'aucune utilité pour eux, alors qu'ils ont pour les actionnaires l'utilité de grossir les dividendes. L'utilité, même quand elle existe, n'est qu'une utilité de fait; les droits des obligataires, à la différence de ceux des actionnaires, ne peuvent en aucun cas être augmentés par le fait que la société a des biens en France. Ajoutons enfin que le motif sur lequel se fonde la doctrine contraire — à savoir que les biens situés en France servent à assurer le revenu des obligataires — n'est pas celui sur lequel se base l'opinion d'après laquelle une société qui exploite des biens en France est assujettie à l'impôt pour les distributions faites à ses actionnaires; sinon, on ne comprendrait pas que cette solution se limitât à l'hypothèse où les biens sont *exploités par la société*. On ne comprend donc pas davantage pourquoi l'assujettissement de la société à l'impôt pour ses obligations est, en présence du motif par lequel on veut jus-

(1) Tome II, Paris, 1909 : Chap. V — Des taxes globales sur les valeurs mobilières étrangères, Sect. II — Evénements qui donnent lieu aux taxes globales, § 6 — Exploitation ou possession de biens en France : II. Des droits et des titres soumis à l'impôt, 2786.

(2) « Sol. 6 juillet 1898, R.P., n. 9445; Sol. 7 juillet 1898, S. 00.256; Sol. 3 août 1898, J.E., n. 25.540. »

(3) « Cass. req., 10 février 1903, S. 04.1.52, D. 03.1.417; — Contra, D. 03.1.417 et D. 06.1.491. »

tifier cet assujettissement, limité à la même hypothèse. Et il est à craindre que la Régie n'arrive à proposer une extension nouvelle de l'impôt et à soutenir qu'il s'applique, pour les actions comme pour les obligations, même si la société n'exploite pas ses biens en France. »

La crainte exprimée à la fin de ce renvoi était justifiée : l'extension nouvelle envisagée est devenue un fait.

Et aujourd'hui le fisc français réclame aussi la taxe sur le revenu des emprunts non représentés par des titres. En cela il transgresse nettement la loi, vu que l'article 4 de celle-ci, celui où sont visées les valeurs étrangères, débute par une énumération limitative des valeurs visées où ne sont indiquées que « Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination », où il n'est rien dit des emprunts non représentés par des titres. Voilà une nouvelle illégalité par extension du champ d'application, dans la taxation du revenu des valeurs étrangères.

La nouvelle attitude de l'Administration de l'Enregistrement aurait été déterminée par la considération du prétendu principe de l'égalité de traitement fiscal, entre sociétés étrangères et sociétés françaises, que la loi aurait posé en son article 4, à l'alinéa premier pris isolément, et que la jurisprudence a consacré. Nous avons montré, plus haut, que ce principe est une pure fiction.

Bien que le mot « quotité » signifie « portion », qu'il ne signifie pas « rapport arithmétique », en pratique la décision du ministre des finances, quant à la fixation de la quotité imposable, s'exprime par un rapport arithmétique ; par exemple, il est dit que le ministre a fixé la quotité imposable à douze cent six dix millièmes (1.206/10.000) des capitaux.

Ce rapport joue, pour la détermination de la portion du revenu qui sera imposée, dans les conditions que la Direction générale de l'Enregistrement a exposées ainsi (Cass. civ., 31 juillet 1895) (1) :

« l'art. 3 du décret de 1872 a statué que la taxe due par les sociétés étrangères, à raison des valeurs françaises qui dépendent de leur patrimoine, serait acquittée sur une quotité du capital social fixée par le Ministre. Le législateur a, par cette disposition, manifesté de la manière la plus explicite, sa volonté de ne subordonner l'exigibilité de la taxe à aucune preuve, à aucune justification concernant l'origine des produits distribués. Il a ainsi exprimé, sans équivoque possible, que, une fois la fraction imposable »

— la loi dit « quotité imposable » —

« du capital social fixée par le Ministre, la taxe serait appliquée aux dividendes distribués dans une proportion égale à la quotité du capital social déclarée imposable par la décision ministérielle »

(1) R.E., 985, p. 542, lig. 29 et suiv.

— une proportion ne peut pas être égale à une quotité, puisque proportion et quotité sont des entités d'espèces différentes —

«, sans qu'il y ait à tenir compte soit du chiffre plus ou moins considérable des revenus réellement produits par les biens français, soit même de la circonstance que ces biens auraient été improductifs. Il a voulu, en un mot, que la taxe fût perçue à forfait et abstraction faite de l'origine française ou étrangère des revenus, sur une fraction des dividendes distribués correspondante à la quotité imposable du capital social déterminée par le Ministre (Comp. Cass., 22 avril 1879, Sir. 79.1.325, D.P. 83.1.97). »

Quant à ce que doit être le rapport par lequel se trouve définie, indirectement, la « quotité imposable », le Tribunal civil de la Seine l'a dit, le 3 mars 1906, dans les termes suivants (1) :

« Attendu que la base de calcul doit être la proportion des valeurs françaises dans les capitaux de toute espèce »

— la locution « valeurs françaises » signifie là « biens situés en France » —.

C'est à cette opinion qu'amène la réflexion sur les deux textes qui, respectivement dans la loi et dans le décret, parlent d'asseoir la taxe sur « une quotité du capital social ».

Malgré cela, ce n'est pas toujours pareille proportion qui constitue le rapport appelé, improprement, « quotité imposable ».

Sur ce point, M. l'Inspecteur de l'Enregistrement J. VEYRIERAS, dans son ouvrage ayant pour titre « Les Sociétés Etrangères en France » (non daté), dit (2) :

« En exécution de l'article 3 du décret précité (décret du 6 décembre 1872), la quotité imposable se détermine, en principe, au moyen d'une proportion entre la valeur des biens français et la valeur de l'actif total de la Société; mais ce mode de détermination n'a rien d'absolu ni d'exclusif et le Ministre et la Commission des Valeurs Mobilières adoptent souvent d'autres bases d'appréciation :

« 1^o Toutes les fois que les bilans ne font pas ressortir distinctement l'importance réelle des biens français et des biens étrangers ou que des doutes subsistent sur l'exactitude d'évaluation des biens français;

« 2^o Quand la comparaison entre le montant de l'actif français et celui de l'actif total ne paraît pas être en rapport avec l'importance de l'exploitation française et le revenu réalisé sur notre territoire, notamment pour les Sociétés étrangères vendant en France des produits manufacturés à l'étranger et ne possédant dans notre pays que les objets mobiliers garnissant leurs magasins de vente, ou pour celles qui n'ont en France qu'un simple bureau garni d'échantillons;

« 3^o Dans les cas où le bénéfice industriel constitue l'unique source de produits de la Société étrangère, par exemple pour les Banques et les Sociétés purement commerciales dont les bénéfices sont généralement proportionnels aux chiffres d'affaires.

« En d'autres termes, les bases de la fixation de la quotité imposable varient selon la nature des opérations effectuées sur notre territoire par les

(1) R.E., 4184, p. 687, lig. 3 et suiv.

(2) 1^{re} Partie, IV, p. 53 et suiv.

Sociétés étrangères. Mais on doit constater que pour le plus grand nombre d'entre elles la quotité imposable est déterminée d'après la proportion existant entre le chiffre des affaires françaises et celui des affaires totales. »

— le rapport entre des chiffres d'affaires remplace le rapport entre des quotités de biens, la lettre de la loi et celle du décret sont violées (1).

En frappant, le chiffre du revenu total distribué, du facteur fractionnaire appelé couramment, mais improprement, « quotité imposable », on obtient le chiffre du revenu estimé imposable en France, cela, à la fois et respectivement, ledit facteur ayant une valeur unique pour tous les revenus, quant aux dividendes revenant aux actions et aux intérêts des obligations, d'une manière précise et générale aux intérêts

(1) *Sociétés étrangères possédant des maisons de vente en France.*

La quotité imposable est habituellement fixée d'après une proportion établie entre le montant des affaires traitées dans notre pays et celui des affaires totales.

Société étrangère faisant des affaires de banque en France.

La quotité imposable pourra être déterminée par la proportion suivante :
Chiffre d'affaires réalisées en France

Chiffre total d'affaires

Société étrangère dont les bilans font ressortir distinctement l'importance des biens français et étrangers.

La quotité imposable est fixée par la comparaison entre la valeur des biens français et celle de l'actif total

Société dont le but principal est de faire des prêts sur hypothèques.

La quotité imposable est déterminée au moyen de la proportion entre le total des prêts réalisés en France et la masse des capitaux de toute espèce de cette Société, formant tout son actif.

Société étrangère ayant un simple bureau d'achat en France.

Pour les Sociétés étrangères ayant pour objet exclusif d'acheter dans notre pays des marchandises destinées à être vendues à l'étranger, le moyen employé pour dégager la quotité imposable consiste à rechercher la proportion existant entre le fonds de roulement affecté au fonctionnement du bureau d'achat établi en France et l'ensemble du capital social versé

Sociétés étrangères de transports.

La quotité imposable est déterminée habituellement de la manière suivante :
On prend la moyenne des trois proportions obtenues en comparant :

1° Les frais généraux ou salaires du personnel français et ceux de l'ensemble du personnel ;

2° Le chiffre des commissions encaissées en France et le chiffre global des commissions ;

3° L'actif français et l'actif total

Société étrangère dont l'exploitation est entièrement française et qui possède tous ses biens en France.

La quotité imposable est toujours fixée à la totalité.

Société étrangère en commandite simple.

Les bases de la détermination de la quotité imposable sont les mêmes que celles qui viennent d'être exposées, mais la quotité imposable fixée ne s'applique qu'au montant de la commandite.

Autres bases exceptionnellement adoptées pour certaines Sociétés étrangères en raison de la nature de leurs opérations.

1° Proportion existant entre les bénéfices industriels français et les bénéfices industriels totaux ;

2° Proportion existant entre recettes faites sur notre territoire et recettes totales.

de tous emprunts non limités à la France, que ces emprunts soient ou non représentés par des titres.

C'est la totalité des revenus qui est taxée, au titre de la loi du 29 juin 1872, pour ce qui est des intérêts des emprunts contractés en France seulement ; autrement dit, dans ce cas le facteur donnant la part imposable par le fisc français est égal à un. Nous ne pouvons pas trouver là l'application de la prescription du décret : « acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social », étant donné que le montant des emprunts contractés en France ne représente ni la totalité ni même une partie du capital social.

Cette nouvelle modalité de la taxation manifeste l'assimilation pure et simple de l'emprunt contracté en France à une valeur mobilière française, valeur dont le revenu est frappé comme le prescrivent les articles 1, 2 et 3 de la loi et les articles 1 et 2 du décret.

Avec pareille assimilation, il se peut que parmi les valeurs mobilières émises par une société étrangère, certaines soient regardées par le fisc français comme des valeurs mobilières étrangères et que d'autres le soient comme des valeurs mobilières françaises.

Et, bien mieux, dans le cas où une société étrangère a contracté un emprunt en France, le fisc français traite cette société comme une société française qui a émis une *valeur française* et il traite le souscripteur, obligataire ou prêteur, domicilié ou résidant en France comme un possesseur d'une *valeur étrangère* : il soumet celui-ci à l'impôt sur le revenu institué relativement aux valeurs étrangères non abonnées par la loi du 29 mars 1914.

N'est-on pas partout là en plein paradoxe ?

Voici à quoi l'on est ainsi conduit.

Soit une société étrangère qui possède des biens en France, ayant contracté un emprunt à l'étranger et aussi un emprunt en France. Une personne résidant en France qui a souscrit à la fois à l'un et à l'autre de ces emprunts verra ses revenus du premier taxés sur une quotité imposable, de coefficient inférieur à 1, et ses revenus du second taxés sur la totalité (coefficient de quotité imposable = 1), au même taux dans les deux cas, du fait de la mise en jeu relativement à l'emprunt souscrit en France du prétendu principe d'égalité que la jurisprudence veut trouver dans la loi : art. 4, alin. 1^{er} isolé ; cela équivaudra à une taxation à taux réduit sur les revenus de l'emprunt contracté à l'étranger et à une taxation à taux plein sur les revenus de l'emprunt contracté en France — si le taux légal est de 24 % et si le coefficient de quotité imposable relatif à la société étrangère considérée est de 1/10, les reve-

1

nus du premier emprunt se trouveront taxés au taux de $(24 \times \frac{1}{10}) \% =$
2,4 % et les revenus du second emprunt se trouveront taxés au taux de

$(24 \times 1) \% = 24 \% !$ Comme commentaires, bornons-nous à relever : 1° que les emprunts contractés en France seront handicapés par ceux contractés à l'étranger, alors qu'ils devraient être encouragés ; 2° que le fameux grand principe de l'équivalence subit là une éclipse qu'on peut dire totale.

Ne manquons pas de noter que le souscripteur résidant en France doit acquitter la taxe qui a été instituée par la loi du 29 mars 1914, taxe dont le montant est actuellement de 25 %, sur ce qui lui revient des intérêts payés par la société étrangère à ses prêteurs, nonobstant l'acquiescement par cette société étrangère des taxes françaises afférentes à ses emprunts contractés à l'étranger et à ceux contractés en France, dans les conditions qui viennent d'être indiquées. Il y a donc superposition d'imposition sur les intérêts desdits emprunts, à l'égard du souscripteur résidant en France.

Au sujet de cette superposition, dans le *Traité Alphabétique de l'Enregistrement*, de MM. MAGUÉRO, TASSAIN et MOLAS, on lit (3^e éd., 1930, Valeurs mobilières étrangères, n° 471) :

« dans l'état actuel de la législation, il n'est pas au pouvoir de l'Administration de remédier à cette situation. Elle est la conséquence nécessaire de la juxtaposition des deux législations de 1872 et de 1914 arbitrairement rattachées l'une à l'autre, bien que dérivant de principes absolument différents. En effet, la loi de 1914 atteint le revenu des valeurs étrangères non abonnées à raison de leur paiement dans notre pays ou à des personnes qui y sont domiciliées. Au contraire, la loi de 1872 et le règlement pris pour son application imposent les produits des sociétés étrangères qui font des opérations en France, à raison de l'exploitation à laquelle ces sociétés se livrent dans notre pays. Les deux systèmes partent de points de vue bien distincts. C'est au législateur qu'il appartiendrait de les concilier et de mettre fin au chevauchement d'impôts auquel ils aboutissent (Voir sur la question l'étude publiée sous le n° 8.364-I R.E.). ».

Cette conséquence regrettable a été signalée également par M. Etienne VENRIE de LAGUILLAUMIE, dans son récent ouvrage intitulé « *L'Impôt sur le Revenu des Fonds d'Etats Etrangers et des Valeurs Mobilières Etrangères non abonnées* » (Elbeuf, 1935, p. 28, n° 16).

Conclusions.

L'emploi de la locution « capital social » a été malheureux dans la prescription d'exécution, formelle :

« Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social ».

Il a été malheureux puisqu'il a d'abord donné naissance à une application restreinte de ladite prescription, application restreinte qui

n'a été suivie qu'après une période de vingt-six ans de l'application large que la loi a prévue en visant : « Les actions, obligations, titres d'emprunts », cela non pas, il est vrai, pour « Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés » en France, lesquelles n'ont pas été visées par la loi.

Et la formule « d'après une quotité du capital social » a le défaut de commencer par une locution, « d'après », qui est des plus vagues, et surtout elle a celui, fort grave, de tromper le plus souvent sur la mesure exécutée sous son couvert.

Surtout pour des étrangers, à l'intention de qui, principalement, ladite prescription a été élaborée par l'auteur du décret du 6 décembre 1872, il est difficile de savoir, à sa simple lecture, ce qu'elle signifie. Et pour tout le monde, tant pour les Français que pour les étrangers, il est absolument impossible de savoir d'après elle quelles sont les mesures d'exécution qui sont prises en son nom.

Nous terminerons là la présente section.

Quelle lamentable chose que cette accumulation, dans la rédaction de prescriptions fiscales de très grande importance, d'expressions, de locutions, de termes, vagues, ambigus, voire trompeurs !

Nous permettra-t-on d'ajouter qu'il s'agit ici d'une prescription illégale, en ce qu'elle est une addition faite par le décret à la loi ? L'embarras, plus ou moins conscient, qui a pu provenir de ce caractère de la prescription, peut-il expliquer, au moins en partie, la bien fâcheuse rédaction de la prescription considérée, de l'alinéa troisième de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872.

SECTION II.

Dernières extensions de la taxation des revenus des valeurs mobilières étrangères : Cas où un emprunt a été contracté en France, cas d'un emprunt contracté à l'étranger et non représenté par des titres, et cas où le fisc est d'avis qu'il y a **CONTROLE** d'une affaire française.

Le vague, le flou et l'ambiguïté du texte suivant :

« qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent », ont permis au fisc français d'aller jusqu'à réclamer cette taxe lorsqu'il est d'avis qu'il y a *contrôle* d'une affaire française.

La disposition ajoutée par le décret, et de ce fait illégale, s'est ainsi étendue une nouvelle fois ; et une nouvelle fois de façon imprécise et indéfinie, le mot *contrôle* pouvant être appliqué en cas de liens de sortes les plus diverses et dont l'importance est susceptible de varier par degrés insensibles jusqu'à zéro.

Rappelons la progression de la taxation illégale, au titre de la loi relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, des « sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés » sur notre marché des capitaux.

Tout d'abord n'ont été considérées comme « ayant pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France » que les affaires étrangères ayant en France une exploitation nettement caractérisée, par exemple par l'existence d'une succursale ou simplement d'une agence. En février 1896, soit plus de vingt-trois ans après la mise en application du décret du 6 décembre 1872, l'Administration estimait encore que le fait, pour une société étrangère, de se livrer en France à des opérations commerciales ne suffisait pas pour rendre les revenus de ses valeurs mobilières passibles de la taxe dès lors qu'il était constaté « qu'elle n'a établi en France ni agence ni succursale ; elle n'y possède pas de droits à un bail d'immeuble ; elle n'est pas imposée au rôle des patentes » (1).

Plus tard, l'exploitation en France de *biens simplement mobiliers*, corporels ou même incorporels, ou l'exécution en France d'*opérations industrielles ou commerciales* ont paru à l'Administration, toujours soutenue par la jurisprudence, des conditions suffisantes pour que la loi soit applicable aux revenus des valeurs mobilières de l'affaire étrangère (2). Nous avons fait observer qu'interprétée ainsi l'expression « avoir pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France » acquiert une portée illimitée.

§ 1. — Cas où un emprunt a été contracté en France.

Trente-huit ans après la mise en application du décret du 6 décembre 1872, les tribunaux ont été saisis de la question de savoir s'il y a lieu d'imposer, en les regardant comme des revenus de valeurs mobilières *françaises* (coefficient de quotité imposable = 1), comme le prétendait la Régie, les revenus d'emprunts contractés en France par une société étrangère dont les actions circulent en France mais qui n'y possède *aucun bien*, et cela malgré que ces emprunts ne soient pas représentés par des titres cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France.

Le 6 décembre 1910, le Tribunal civil de la Seine a rejeté la prétention de taxer, disant notamment (3) :

« Attendu qu'il résulte des loi et décret sus-visés que les valeurs mobilières étrangères, pour être assimilées, vis-à-vis du fisc, aux valeurs mobilières françaises, doivent satisfaire nécessairement à l'une ou à l'autre des conditions

(1) Sol. 19 février 1896 : R.E., art. 1144.

(2) Seine, 27 mars 1902 : R.E., 3163.

La Rochelle, 12 novembre 1924 : R.E., 8113.

Seine, 15 février 1929 : R.E., 9088.

Versailles, 27 juin 1934 : R.E., 10540.

(3) R.E., 5205, p. 103.

suivantes, à savoir : ou que ces valeurs se présentent sous la forme de titres cotés, négociés, exposés ou émis en France, ou qu'elles procèdent de sociétés étrangères possédant des biens en France ; »

— cette seconde condition est bien dans le décret, mais elle n'est pas dans la loi —

« Qu'il est certain qu'en dehors de ces cas nettement définis aucune taxe ne saurait être réclamée sur des valeurs mobilières étrangères ;

.....
« Attendu que les emprunts litigieux ne rentrant ni dans l'un, ni dans l'autre des cas prévus par la loi et le décret de 1872 ne sauraient donc être assujettis à la taxe de 4 % édictée par ces loi et décret ;

« Attendu que, vainement, la Régie soutient-elle qu'ils ont été contractés en France, ce qui est contesté par les parties opposantes, que la circonstance du lieu où ils ont été contractés est d'ailleurs sans influence sur le sort du litige pendant entre parties, puisque, quel que soit le lieu de l'emprunt, ils ne seraient imposables qu'autant que la société russe qui les a contractés posséderait en France des biens mobiliers et (sic) immobiliers, ce qui n'est pas, ou qu'ils seraient représentés par des titres cotés, négociés ou émis en France, ce qui n'existe pas davantage ;

« Attendu qu'en dehors de ces deux cas rigoureusement spécifiés, les valeurs mobilières échappent à la taxe de 4 % ; qu'en décider autrement, ce serait donner à la loi du 29 juin 1872 et au décret qui l'a suivie une interprétation, une extension et une portée qu'ils ne comportent pas et violer le principe qu'aucun impôt ne peut être perçu sans un texte de loi qui l'institue d'une façon formelle ; ».

Notons que, dans ses observations relatives au jugement ci-dessus, la Revue de l'Enregistrement a rappelé « qu'un jugement de Lille du 31 juillet 1902 (R. E. 3164) a reconnu une société étrangère débitrice de la taxe à raison d'emprunts contractés en France, mais — a-t-elle dit — les circonstances étaient bien différentes de celles de l'affaire actuelle. La société étrangère, à laquelle on réclamait la taxe à raison des intérêts d'un emprunt, avait contracté cet emprunt en France, devant un notaire français, et donné en garantie une hypothèque sur un *immeuble lui appartenant, situé en France*. Elle possédait donc des immeubles sur notre territoire ».

La Direction générale de l'Enregistrement a déféré le jugement précédent, du 6 décembre 1910, à la Cour de cassation, pour violation des articles 1, 2, 3 (tous trois concernant exclusivement les valeurs mobilières françaises) et 4 de la loi, 1, 2 (tous deux concernant exclusivement *ibid.*) et 3 du décret, et du principe de l'équivalence de traitement fiscal entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères.

Au sujet de ce dernier point, dans les observations qu'elle a faites relativement au jugement du 6 décembre 1910, la Revue de l'Enregistrement a dit :

« Enfin le principe d'équivalence, que la Régie a réussi à rendre singulièrement fécond et dont elle a tiré tout un système d'imposition des valeurs

étrangères et des conséquences que les auteurs de la loi de 1872 n'avaient vraisemblablement pas prévues, doit être appliqué dans un sens raisonnable. L'équivalence n'est pas l'identité et l'on doit tenir compte, dans l'adaptation aux sociétés étrangères des règles édictées pour les sociétés françaises, du principe de la territorialité de l'impôt. Or la thèse soutenue par la Direction générale dans l'affaire actuelle ne tendait à rien moins qu'à faire décider que tout sujet français qui avance des capitaux à l'étranger à une société étrangère ne faisant aucune opération en France, n'y possédant aucun bien et dont les titres n'y circulent pas, devient passible en France, comme débiteur *in solidum*, de la taxe de 4 % sur les intérêts de ces prêts. L'Administration n'est pas encore arrivée jusque-là, il est vrai, et elle se défend de réclamer la taxe sur les emprunts contractés par les sociétés étrangères dans de telles conditions, mais son système aboutit à cette conséquence.

« Dès lors, en effet, que les capitaux prêtés à la société étrangère sont français, qu'importe, au point de vue du principe de l'équivalence, qu'ils soient transportés à l'étranger pour y faire l'objet du contrat d'emprunt ? Ce n'en sont pas moins des valeurs françaises mises à la disposition d'une société étrangère par actions et lui permettant d'augmenter ses bénéfices, dont le prêteur français profite indirectement, sous forme d'intérêts.

« Le principe d'équivalence comporte si bien des tempéraments et des exceptions que l'Administration elle-même y apporte plusieurs restrictions. C'est ainsi qu'elle »

Malgré ces considérations, la Cour a cassé et annulé le jugement attaqué, par un arrêt, du 30 mars 1914, qui débute ainsi (1) :

« Vu l'art. 4, § 1, de la loi du 29 juin 1872 ;

« Attendu que ce texte assujettit à une taxe équivalente à celle établie sur le revenu des valeurs mobilières françaises, les actions, obligations et tous les titres d'emprunt, quelle que soit leur dénomination, des sociétés étrangères ;

« Que par la généralité de ses termes et par sa référence expresse à l'art. 1^{er} de la même loi, cette disposition s'applique aux produits de tous emprunts contractés en France par les sociétés étrangères, sous quelque forme que ce soit, et alors même qu'il n'y aurait pas eu d'émission de titres négociables ; que si l'art. 3, al. 1, du décret réglementaire du 6 décembre 1872, qui détermine le mode de perception de la taxe sur le revenu, stipule que sont soumises à cet impôt les sociétés étrangères « dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers situés en France », on ne saurait, sans méconnaître le sens et la portée de ce décret, restreindre à ces deux seuls cas l'application de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 »

— on ne doit pourtant prendre qu'à la lettre les dispositions fiscales ! —

« ; qu'il ressort, en effet, de la combinaison de ladite loi avec le décret précité, que le législateur a entendu établir une égalité fiscale absolue entre les valeurs étrangères et les valeurs françaises et, par suite, soumettre à la taxe les revenus de tous les emprunts consentis en France au profit de sociétés étrangères ;

« Que la seule circonstance que ces emprunts ont été contractés en France suffit pour constituer le fait générateur de l'impôt exigible dans la mesure de la quotité déterminée par le ministre des finances en vertu de l'art. 3 du décret sus-énoncé ; ».

(1) Cass. civ., 30 mars 1914 : R.E., 5992, p. 484.

La Revue de l'Enregistrement (art. 5992) a fait suivre la reproduction dudit arrêt d'observations où l'on trouve :

« Malgré le soin qu'elle a pris de baser sa décision sur le texte de la loi de 1872, et notamment sur l'expression « titres d'emprunt » employée par l'art. 4 de cette loi, la Cour s'est inspirée de l'esprit de la loi bien plus que de son texte. En visant, en effet, « les actions, obligations et titres d'emprunt » des sociétés étrangères, cet article laissait au règlement d'administration publique qu'il prévoyait le soin de déterminer quelles actions, quelles obligations et quels titres d'emprunt étaient imposables. Or, ce règlement n'a soumis à la taxe que les emprunts contractés soit en France, soit à l'étranger par des sociétés étrangères possédant des biens sur notre territoire et ceux représentés par des obligations circulant en France. En déclarant imposables les emprunts contractés dans notre pays même par des sociétés qui n'y exploitent aucun bien, *la Cour ajoute à la loi* » (c'est nous qui soulignons)

« Il est à craindre que la Direction générale n'en reste pas sur ce premier succès et provoque la Cour à développer la construction juridique, remarquable à bien des égards, il faut le reconnaître, édiflée par elle sur *la vague donnée du principe d'équivalence*. » (c'est nous qui soulignons).

Vu la complexité de la question, nous pensons qu'il est utile de résumer dans le tableau synoptique ci-dessous les circonstances de la situation de la société étrangère et de sa taxation lorsqu'il y a prêt consenti ou emprunt contracté par elle.

Ce tableau fait apparaître une *irrégularité* de taxation, dans le cas où la société étrangère a contracté un emprunt en France.

La jurisprudence a consacré cette irrégularité. Quel motif a-t-elle donné pour justifier cette consécration ? Elle a prétendu que le principe d'équivalence de traitement fiscal entre sociétés françaises et sociétés étrangères devait toujours primer ; qu'on ne saurait en aucun cas lui opposer les dispositions restrictives exprimées par la loi du 29 juin 1872 en son article 4, ni celles exprimées par le décret du 6 décembre suivant en son article 3.

La jurisprudence s'est mise là en contradiction formelle avec la loi, et aussi avec le décret. En effet, si le législateur avait voulu que le prétendu principe d'équivalence s'appliquât en toutes circonstances il se serait borné à édicter des mesures à l'égard des sociétés, sans préciser qu'il s'agissait de sociétés françaises ou de sociétés étrangères, et il n'aurait pas édicté de mesures particulières, restrictives, à l'égard des seules sociétés étrangères ; et de même quant à l'auteur du décret.

La contradiction que nous venons de relever enlève toute valeur à l'opinion de la jurisprudence. Cette opinion n'est pas fondée, vu qu'elle part de la considération d'un principe d'équivalence qui, comme nous l'avons montré déjà et comme cela apparaît d'une façon flagrante ici, n'a pas été voulu par le législateur, est une pure fiction.

Rappelons que la décision jurisprudentielle ci-dessus considérée détermine une superposition d'imposition, comme nous l'avons expli-

SITUATION d'une Société étrangère (SE) relativement aux prescriptions du Décret du 6 décembre 1872, et TAXATION faite par le fisc français, dans le cas où il y a PRET et dans le cas où il y a EMPRUNT.

OPÉRATION FAITE	SCHEMA DE L'ÉTAT DE CHOSES CRÉÉ		SITUATION de la Société étrangère (SE)	PRESCRIPTION au décret	TAXATION faite par le fisc français
	à l'étranger	en France			
A. — La SE consent un PRET, à une personne, physique ou morale, résidant en France.	Encaissement de l'intérêt, I, produit par le capital prêté, sous déduction de la taxe frappant cet intérêt.	Capital emprunté, Cc.	La SE possède un bien <i>situé en France</i> , Ce, qui produit un intérêt, I.	L'article 3 du décret s'applique. L'article 1 du décret ne vise que les sociétés, etc., françaises (1), il n'a pas à être appliqué.	L'article 3 du décret est appliqué : Tous les revenus distribués et intérêts payés par la SE sont taxés, dans la limite de la quotité imposable. L'article 4 du décret n'est pas appliqué : Aucune taxe particulière à l'intérêt I n'est réclamée directement à la société étrangère par le fisc français. Mais si l'emprunteur est une société française, celle-ci doit payer l'impôt sur les intérêts de l'emprunt contracté par elle, impôt qu'en principe elle récupérera sur la société étrangère, qui de ce fait sera atteinte par une superposition d'imposition.
B. — La SE contracte un EMPRUNT, après d'une personne, physique ou morale, résidant en France.	Capital emprunté, Cf. } →	Encaissement de l'intérêt, I, produit par le capital prêté, sous déduction de la taxe frappant cet intérêt.	La SE ne possède pas de bien <i>situé en France</i> et elle n'a pas de titre <i>circulant</i> en France.	L'article 3 du décret n'a pas à être appliqué. L'article 4 du décret ne vise que les sociétés, etc., françaises (1), il n'a pas à être appliqué. (1) Opinion unanime, invariable.	L'article 3 du décret n'est pas appliqué : Aucune taxation des distributions et paiements faits à l'étranger. L'article 4 du décret est appliqué : <i>IRREGULARITE</i> L'intérêt payé en France, I, est taxé intégralement. Les autres intérêts payés et les distributions faites par la SE ne sont pas taxés.

Décret :

Art. 3. — Toutes les dispositions des deux articles précédents sont applicables aux sociétés, etc., étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers, dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France.

qué plus haut (voir p. 255). Et qu'en outre elle conduit au paradoxe suivant (voir p. 254) : lorsqu'une société étrangère a contracté un emprunt en France, le fisc français traite cette société comme une société française qui a émis une valeur française, et il traite le souscripteur, obligataire ou prêteur, domicilié ou résidant en France comme un possesseur d'une valeur étrangère : il soumet celui-ci à l'impôt sur le revenu institué relativement aux valeurs étrangères non abonnées par la loi du 29 mars 1914.

§ 2. — Cas où une société étrangère possédant des biens en France a contracté à l'étranger un emprunt non représenté par des titres.

Au sujet des revenus d'emprunts, nous devons signaler l'extension illégale suivante, qui a été portée devant les tribunaux en 1903 : taxation des revenus d'un emprunt contracté à l'étranger, par une affaire étrangère possédant des biens en France, et non représenté par des titres.

Voilà encore une transgression de la loi, encore une transgression qui a été faite sous le couvert du prétendu principe d'équivalence.

Le texte du décret peut l'avoir amorcée. En effet, c'est en son article 4 que la loi vise les revenus des valeurs mobilières étrangères. Cet article commence par une énumération limitative des valeurs visées ; il le fait en disant :

« Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises. »

— tel est l'alinéa 1^{er}. Il est clair qu'il est renvoyé là au traitement du revenu des valeurs françaises similaires, de même nature, respectivement à celles qui viennent d'être énumérées, vu qu'autrement l'énumération faite n'aurait absolument aucune raison d'être.

Les valeurs mobilières étrangères dont les revenus ont été visés sont donc uniquement des titres ; en ce qui concerne les emprunts, ce sont les « titres d'emprunt ».

Par conséquent, en taxant les revenus d'emprunts non représentés par des titres, on transgresse la loi.

On le fait sous le couvert du prétendu principe d'équivalence — encore une fois, le mot « équivalence » a été appliqué au mot « taxe », il ne l'a pas été au mot « taxation » —, en s'appuyant sur ce que la taxation du revenu des valeurs mobilières françaises peut atteindre les revenus d'emprunts non représentés par des titres, en vertu de l'alinéa 2^o de l'art. 1^{er} de la loi pris à la lettre, lequel est ainsi conçu :

« Art. 1^{er}. — Indépendamment des droits de timbre et de transmission

établis par les lois existantes, il est établi, à partir du 1^{er} juillet 1872, une taxe annuelle et obligatoire :

« 1^o Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature, des sociétés...;

« 2^o Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, ainsi que des sociétés

« 3^o Sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés »

Et le texte du décret peut avoir amorcé cette transgression. En effet, il se rapporte à la taxation du revenu des valeurs mobilières étrangères en l'article 3, dont l'alinéa 1^{er} dit :

« Toutes les dispositions des deux articles précédents (lesquels traitent de la taxation des valeurs mobilières françaises) sont applicables aux sociétés..... étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France. ».

Et à l'article 1^{er} du décret on lit :

« La taxe établie par la loi du 29 juin 1872 est avancée par les sociétés....., et payée au bureau de l'enregistrement du siège social ou administratif désigné à cet effet (cas d'affaires françaises), savoir :

« 1^o Pour les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance, en quatre termes... ».

L'art. 3 renvoie donc à l'art. 1^{er}, et, comme pour la loi en ce qui concerne les valeurs françaises, relativement aux emprunts celui-ci ne spécifie pas qu'il ne considère que les « titres d'emprunt », soit : que les emprunts qui sont représentés par des titres.

Ainsi, relativement aux emprunts contractés à l'étranger, il est spécifié que ne sont considérés que ceux qui sont représentés par des titres à l'art. 4, alin. 1^{er}, de la loi, et pareille spécification n'est nulle part dans le décret.

La nouvelle prétention de l'Administration a été soutenue par le Tribunal civil de Lyon, en un jugement, du 14 février 1903 (1), où il est dit :

« Attendu qu'il n'y a pas lieu de rechercher si le décret prérelaté qui sert de commentaire à ladite loi, en a ou non étendu les dispositions; »

— le Tribunal était donc d'avis qu'il n'y avait pas lieu de savoir si certaines des dispositions du décret lui sont propres, c'est-à-dire ont ajouté à celles de la loi, et partant sont illégales ! mais, plus loin, il s'élève, cette fois très sainement, contre toute « suppléance, dans une matière aussi rigoureuse, au silence du texte » ; l'incohérence est flagrante —

« Que la légalité ne saurait être aujourd'hui contestée et qu'il forme avec

la loi en question un ensemble de prescriptions à l'observation desquelles nul ne peut se soustraire ; »

— le temps suffit-il donc pour faire qu'un texte illégal devienne un texte légal ? —

« Attendu que leur examen et celui de la jurisprudence et de la doctrine qui s'y rattachent amènent à dégager les principes suivants : l'équivalence absolue et la parfaite égalité au point de vue du traitement fiscal des valeurs françaises et étrangères, la loi du 29 juin 1872 n'ayant point voulu faire bénéficier ces dernières d'un traitement plus favorisé et cela au détriment des sociétés, compagnies et entreprises nationales ;

« La portée de leurs termes ne saurait comporter d'autres restrictions que celles qui sont limitativement prévues par leurs dispositions elles-mêmes ; »

— le tribunal reconnaissait donc que la limitation prévue par l'énumération : « Les actions, obligations, titres d'emprunts » était à respecter —

« Elles assujettissent à l'impôt de 4 % (en 1903 ; 24 % aujourd'hui) non seulement les sociétés étrangères qui ont des titres cotés, négociés ou exposés en France, mais encore celles qui y possèdent des biens meubles ou immeubles ;

« Au sens de la même loi, le mot emprunt doit s'entendre non seulement des actions »

— des actions n'ont jamais été des titres d'un emprunt —

« et obligations négociables, mais encore de toutes opérations au moyen desquelles une société commerciale, industrielle ou civile se procure d'une manière quelconque, par souscription publique ou autrement, les fonds dont elle a besoin ;

« Attendu que les dispositions fiscales précitées qui impliquent la taxe de 4 % sur l'intérêt des emprunts des sociétés étrangères ayant des biens en France, sur la quotité imposable fixée par le ministre des finances, ne font aucun départ entre les emprunts réalisés par elles à l'étranger ou sur notre territoire ;

« Qu'il y a lieu de rechercher si les mêmes emprunts étrangers y sont dès lors soumis à raison des valeurs françaises qui en dépendent ;

« Attendu qu'on ne saurait les en exonérer qu'à l'aide de distinctions arbitraires »

— il n'est nullement arbitraire de distinguer « titres d'emprunts » de « emprunts », quand la loi, en son article 1^{er}, à l'alinéa 2^o, distingue « emprunts » de « obligations » —

« et en suppléant, dans une matière aussi rigoureuse, au silence du texte, ce qui serait la violation manifeste des principes sur lesquels repose notre législation fiscale ; »

— le décret a donc, en son article 3, violé ces principes —

« Attendu, en fait, que lesdits emprunts forment un capital supplémentaire, ajoutant aux moyens d'action des sociétés étrangères en France, et ouvrant chez nous un champ plus vaste à leur activité commerciale et industrielle ;

« Que, par suite, ils réfléchissent nécessairement sur l'importance des biens qu'elles y possèdent ; et les revenus que les emprunts produisent tant en France

qu'à l'étranger, servent de base à la quotité imposable qui sert d'assiette à la perception de l'impôt; »

— la loi parle d'une « assiette pouvant reposer sur une quotité déterminée du capital social », non d'une assiette reposant sur les revenus des emprunts, lesquels emprunts ne font pas partie du « capital social » —

« Attendu qu'en faisant application de ces principes à l'espèce, il faut reconnaître que c'est par suite d'une erreur de perception que l'on n'a assujéti à l'impôt de 4 % que l'intérêt du prêt contracté en France au profit de l'agence de la société à Lyon ;

« Que ceux réalisés à l'étranger par elle doivent y être également soumis à partir du 1^{er} janvier 1897, les prêts antérieurs étant couverts par la prescription quinquennale édictée par la loi du 26 juillet 1893 ;

« Attendu que le vocable « Dépôts fixes » par lequel on les désigne dans l'espèce ne saurait prêter à aucune équivoque; qu'ils constituent, en effet, de véritables emprunts ou prêts avec leurs éléments essentiels : tradition de somme d'argent, terme de six mois ou d'un an stipulé pour leur remboursement, ce qui permet à l'emprunteur de les faire fructifier, sans que le prêteur puisse en disposer avant l'échéance moyennant l'intérêt de 3 à 4 % qu'il en reçoit ; »

— il s'agit bien d'emprunts non représentés par des titres —

« Que, par suite, les conventions de cette nature en l'état des principes préétablis et d'une jurisprudence incontestée, ne sauraient être affranchies de la taxe établie par la loi du 29 juin 1872 ; »

— en vertu de l'autorité attribuée à cette jurisprudence peut-être incontestée, mais non incontestable —

« Attendu que vainement la société opposante se prévaut des errements antérieurs de l'Administration de l'Enregistrement dans ses rapports fiscaux vis-à-vis d'elle, l'autorité judiciaire ayant seule qualité pour donner leur interprétation définitive aux solutions de la Régie, et, d'autre part, l'impôt, qui ne peut être que l'émanation de la loi, ne peut être modifié, augmenté, diminué ou supprimé que par d'autres dispositions législatives ; »

Nous souscrivons sans la moindre réserve à :

« l'impôt, qui ne peut être que l'émanation de la loi, ne peut être modifié, augmenté, diminué ou supprimé que par d'autres dispositions législatives »,

car notre examen du décret du 6 décembre 1872 et de son utilisation par le fisc français nous a fait apparaître la nécessité de proclamer avec insistance cette morale, restée lettre morte, encore aujourd'hui, en 1936, en ce qui concerne la taxation des revenus des valeurs mobilières étrangères, et cela malgré soixante années de procès à ce sujet, les prétentions du fisc n'ayant pas cessé de s'étendre, procès au cours desquels, pourtant, les tribunaux se sont constamment — à très peu d'exceptions près — efforcés de prouver que le décret a respecté les limites posées par les dispositions législatives, celles de la loi du 29 juin 1872.

Notons que, dans le cas ici considéré, relativement aux intérêts

revenant à un prêteur résidant en France, il y a superposition d'imposition, du fait de la taxation avec jeu de la quotité imposable et de la taxation du revenu des valeurs étrangères non abonnées (loi du 29 mars 1914), de façon analogue à ce que nous avons signalé plus haut, p. 255.

§ 3. — Cas où le fisc est d'avis qu'il y a contrôle d'une affaire française.

La condition illégale du décret du 6 décembre 1872, savoir (art. 3) : « ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France », n'a pas cessé d'être une providence pour le fisc français. C'est encore sous le couvert de cette condition, illégale parce qu'ajoutée à la loi dont le décret devait se borner à réglementer l'exécution, qu'a été lancée et qu'a été développée l'offensive la plus récente, et aussi la plus subtile, contre les revenus des valeurs mobilières étrangères.

Au début d'un très bel article publié en 1929 dans le *Journal du Droit International*, sous le titre : « Les participations de sociétés étrangères dans les entreprises françaises et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières » (pp. 557 à 592), M. Jean MICHEL présente ainsi cette nouvelle extension du domaine d'application dudit décret.

« Mais depuis quelques mois, les directives données par la Régie à ses agents paraissent s'être sensiblement modifiées. L'Administration de l'Enregistrement s'est aperçue, et la tardivité de sa découverte étonne un peu, que nombre d'affaires françaises constituées sous forme de sociétés étaient des filiales de sociétés étrangères, que d'autres étaient plus ou moins étroitement contrôlées, que maintes entreprises étrangères, enfin, possédaient dans des affaires françaises des participations importantes. Il a paru aux agents de l'Administration que, dans nombre de cas, ces situations étaient de nature à entraîner l'imposition à la loi de 1872. Et de multiples demandes de renseignements, préludes de contraintes prochaines, ont permis de penser qu'une véritable offensive fiscale s'esquissait à l'endroit des sociétés étrangères.

Les spécialistes de ces questions n'ont pas partagé l'étonnement des non-initiés. Ils savaient, en effet, qu'avec une ténacité inlassable et une habileté technique auxquelles on doit rendre hommage, l'Administration, à la faveur d'espèces favorables, avait réussi à développer jusqu'en leurs extrêmes conséquences les principes que la Cour suprême avait consacrés dans ses premiers arrêts de 1879 et 1881, lorsqu'elle avait affirmé la légalité du décret du 6 décembre 1872 qui, à l'encontre de la loi du 29 juin 1872, muette sur la question, assujettissait à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières les sociétés possédant des exploitations en France. Aussi n'ont-ils pas été surpris que la Régie, transposant en ces matières les principes d'autres stratégies, tente aujourd'hui, sur le fondement d'un arrêt de la Chambre des Requêtes du 29 juin (lire juillet) 1913, et de quelques décisions plus récentes, l'exploitation du succès. » (1)

L'Administration a obtenu ce succès dans un cas où il a pu être

(1) p. 557, al. 3^e et 4^e.

soutenu que la société étrangère dont les revenus distribués étaient visés opérait en France par l'« organe » d'une société française qui n'était qu'une « personne morale interposée » et dont l'usine n'était qu'une « succursale » des établissements de la société étrangère, le cas se trouvant être à ce point de vue extrêmement franc.

Et la tentation de l'Administration d'exploiter le succès obtenu dans ce cas a été telle qu'elle a porté celle-ci jusqu'à la prétention, émise aujourd'hui, soit près de vingt-cinq ans plus tard mais à la suite de bonds en avant intermédiaires correspondant à des cas de plus en plus discutables, d'imposer les revenus des valeurs mobilières d'une société étrangère n'ayant en France aucun bien, ni bien immobilier, ni bien mobilier, corporel ou incorporel, aucune circulation de ses titres, mais ayant les mêmes actionnaires, les mêmes administrateurs, les mêmes directeurs qu'une société française de même objet, comme si le fait que, pour deux sociétés parfaitement distinctes, soient les mêmes l'origine du capital social, le personnel de gestion, le personnel de direction, l'objet étant le même, ait comme conséquence fatale un passage de revenus de l'une à l'autre des deux sociétés, ce qui très évidemment n'est pas.

L'Administration a été lancée dans cette dernière prétention par le développement inconsidéré de sa thèse d'après laquelle les revenus distribués par une société étrangère doivent être atteints par l'impôt lorsque cette société étrangère « contrôle » une activité française, ce contrôle étant susceptible de lui procurer, soit directement soit indirectement, des profits.

Comme les précédentes, cette thèse de l'Administration, thèse du contrôle, a été soutenue par la jurisprudence des Tribunaux.

A la Cour de cassation, en l'arrêt du 29 juillet 1913 et dans les avis exprimés récemment (postérieurement à l'année 1927) par M. le Conseiller-rapporteur PILON et par M. l'Avocat général SENS-OLIVE, jusqu'à présent on s'en est tenu à l'opinion que les revenus distribués et les intérêts payés par une société étrangère étaient atteints par la loi du 29 juin 1872 lorsque cette société étrangère exerçait sur une entreprise française un contrôle de 100 %, c'est-à-dire lorsque l'entreprise française était en fait un « organe », une « succursale » de la société étrangère, cas où, au dire de l'arrêt de 1913 et des deux éminents magistrats de la Cour suprême, l'entreprise française est une « personne morale interposée ».

En pratique le contrôle considéré présente tous les degrés, toutes les nuances, de 100 % à 0 %. Dans des cas où le contrôle était d'un degré intermédiaire entre ces limites, des jugements ont décidé que la loi du 29 juin 1872 devait être appliquée ; plusieurs de ces jugements ont été déférés à la Cour de cassation— les arrêts correspondants n'ont pas encore été rendus.

Cas d'un PLACEMENT fait en France.

L'Administration (1) et la jurisprudence (2) ont toujours déclaré que le contrôle est de 0 %, donc qu'il n'entraîne pas l'application de la loi du 29 juin 1872, lorsque la participation prise en France représente un « placement » pur et simple, non un acte d'exploitation.

Mais quelles sont les caractéristiques d'un placement, à l'égard d'une société ?

M. René CASSIN enseigne qu'en ce cas il n'y a pas moins de trois conceptions de la notion de placement, savoir (3) :

1. — Conception large : celle d'après laquelle toute acquisition d'actions faite au moyen de capitaux en réserve et qui ne concourent pas directement au but social est un placement.

Il en résulte que lorsqu'une société étrangère a ainsi acheté, en bourse ou de gré à gré, des actions d'une société française et les a mises dans son portefeuille, si grand que soit le nombre de ces actions, si importante que soit leur proportion par rapport à l'ensemble des actions émises par ladite société française, il y a toujours placement.

2. — Conception plus étroite : celle qui consiste à proclamer qu'il y a placement tant qu'il n'y a point apport en nature, ou possession d'actions conférant le contrôle de la société française.

Précisons.

1^{er} cas : Lorsqu'une société étrangère a acheté des actions avec de l'argent, elle a fait un placement. Si des actions lui ont été attribuées en représentation d'un apport en nature d'immeubles ou de clientèle, les revenus de ces actions ne sont pas ceux d'un placement, ce sont ceux d'une exploitation.

2^e cas : Si une société étrangère a la majorité ou une proportion importante (3) des actions d'une société française, si elle en a le « contrôle », le revenu qu'elle en tire n'est pas celui d'un placement, c'est le revenu d'une exploitation.

3. — Enfin conception encore plus étroite, qui arrive à supprimer totalement la notion de placement : on ne conçoit pas qu'une société étrangère puisse avoir des biens en France, soit mobiliers soit immobiliers, qui ne soient pas des biens ressortissant à son exploitation.

(1) Sol. 16 juin 1893 : R.E., 583.

Sol. 12 février 1896 : R.E., 1145.

(2) Versailles, 1^{er} décembre 1926 : R.E., 8860.

Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.

Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.

Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.

Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.

Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.

Nice, 30 novembre 1932 : R.E., 10034.

(3) René CASSIN; Cours d'Enregistrement (Doctorat) professé à la Faculté de Droit de Paris, 1932-1933, « Du régime fiscal des sociétés ayant à la fois des intérêts en France et dans d'autres pays », p. 129.

Et M. CASSIN ajoute : « L'évolution de notre administration, et même de notre jurisprudence dans une certaine mesure, a consisté à partir de la première notion, qui est la plus large, du placement, pour arriver à la notion 2, et même dans une certaine mesure à la notion 3, qui nie toute espèce de placement.

« Il est clair que si cette troisième notion venait à triompher, la catégorie même que j'examine disparaîtrait, il n'y aurait plus de sociétés faisant seulement des placements en France, il n'y aurait que des sociétés exploitant des biens en France. » (1)

On trouve la première conception énoncée dans un jugement rendu par le Tribunal de la Haute-Loire le 25 juillet 1928 (2) :

« Attendu que constituent un simple placement les actions acquises en bourse ou de gré à gré au moyen de capitaux disponibles qui ne trouvaient pas à s'investir sous une autre forme dans l'entreprise qui les emploie, alors même que, par leur nombre, elles permettraient à la société étrangère de contrôler la société française ; »

La deuxième conception se rencontre dans plusieurs jugements. Des actions d'une société française étaient la représentation d'un apport de biens en nature ; leur acquisition n'a pas été regardée comme un placement fait en France par la société étrangère. Mais il est à noter que cette acquisition se combinait avec le fait que la société étrangère possédait la majorité des actions de la société française (3). Les dispositions jurisprudentielles issues de la deuxième conception ont en réalité fait une application de la théorie du contrôle, théorie que nous précisons ci-après.

Comment a-t-on pu arriver à la troisième conception, c'est-à-dire à celle qui ne reconnaît pas une catégorie spéciale de biens dits de placement, qui considère que tout emploi de capitaux fait en France par une société étrangère rend les revenus distribués par cette société passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ?

On y est arrivé en relevant que, lorsqu'il a visé les sociétés étrangères « qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France », le décret du 6 décembre 1872 n'a pas distingué les placements des autres biens.

(1) René CASSIN : op cit., p. 129.

(2) Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.

(3) Lille, 22 octobre 1926 : R.E., 8480.
Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.
Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.
Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.
Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.
Cass. civ., 28 avril 1933 : R.E., 9937.
Bordeaux, 26 juin 1933 : R.E., 10106.

Cela a été exprimé dès 1891, par M. AL. PRIMOT, dans les termes suivants (1) :

« La distinction qu'on voudrait faire entre les biens qui font l'objet de l'exploitation et les autres biens est purement arbitraire, et c'est en vain qu'on invoque en sa faveur, le texte du décret. On ne lit pas, en effet, dans ce décret, que la perception de l'impôt devra être limitée aux biens faisant l'objet de l'exploitation industrielle ou commerciale de la société; le législateur »

— non, l'auteur du décret —

« a soumis à la taxe les sociétés « qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France », et cela « à raison des valeurs françaises qui en dépendent ». Or, une société a pour objet proprement dit toutes les valeurs mises en commun par les associés en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter (art. 1832 C. civ.); ce qui comprend non seulement les immeubles et l'outillage industriels qui servent directement à l'exploitation, mais aussi les capitaux de toute nature possédés par la société et utilisés dans l'intérêt commun. Ces capitaux, quelle que soit leur nature, rentes, créances, titres d'actions ou d'obligations, fonds de commerce, marchandises, immeubles de placement, etc... contribuent tous indistinctement, aussi bien et au même titre que les immeubles industriels, à la formation des bénéfices dont la distribution entre les associés est le but de l'association. On ne voit pas la raison de distinguer entre eux pour l'application d'une loi fiscale qui a voulu atteindre tous les revenus créés en France. »

Et, cependant, l'Administration de l'Euregistrement déclare toujours que « les placements » qu'une société étrangère fait en France ne font pas tomber les revenus distribués par cette société sous le coup de la loi du 29 juin et du décret du 6 décembre 1872.

Que signifie cette déclaration ? Si elle correspond vraiment à une certaine faveur, comment expliquer cette faveur ?

Le 16 juin 1893, une solution de l'Administration disait (2) :

« Il semble inadmissible qu'une société minière, par exemple, dont les titres ne circulent pas sur notre marché, qui n'exploite en France aucune mine et n'y fait aucune opération commerciale, soit soumise à la taxe uniquement parce qu'elle aura acheté de la rente française ou d'autres valeurs mobilières françaises. C'est cependant à ce résultat qu'on aboutirait si le seul fait, par une société étrangère, d'avoir dans son patrimoine des biens français devait être considéré comme étant, dans tous les cas, une cause génératrice de la taxe. Un semblable système, qui *n'aurait d'autre conséquence que d'éloigner de notre marché les capitaux étrangers sans aucun profit pour l'industrie nationale* » (c'est nous qui soulignons) «, ne répond sans doute pas aux volontés du législateur. C'est vraisemblablement pour ce motif que, s'agissant d'une société étrangère qui possédait en France, indépendamment des biens affectés à l'exploitation de l'entreprise, des actions d'une société française, la Commission des valeurs mobilières a reconnu qu'il y avait lieu de faire abstraction de ces actions pour la fixation de la quotité imposable du capital social. Cela ressort du procès-verbal de la délibération qui a été approuvée par le Ministre le 28 janvier 1882. ».

(1) AL. PRIMOT: « Dictionnaire des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèques », tome VI, 1891, supplément aux mots Actions et obligations, n° 1215.

(2) R.E., 583, p. 688, avant-dernière ligne et suiv

Nous voyons là le candide argument d'opportunité suivant .

« Il ne doit pas y avoir à taxer dans ce cas puisque taxer serait contraire à nos intérêts. »

Les tribunaux ont tenu à prendre une attitude plus juridique. Ils ont déclaré :

que « les termes du décret de 1872 ne permettent pas d'atteindre les simples valeurs de placement » (1) ;

que « les expressions du décret du 6 décembre 1872 laissent en dehors de son application les biens acquis en France à titre de simple placement » (2) ;

mais ce ne sont là que de pures et simples affirmations si l'on doit adopter pour l'expression « avoir pour objet des biens » le sens indéfiniment large, ce que les termes dudit décret n'interdisent pas.

Une entière liberté de décision a été réservée à l'Administration par la réponse ministérielle suivante (3) :

« Par ailleurs, l'impôt sur le revenu est dû sur tous les biens qui servent, dans une mesure quelconque, à l'exploitation de l'entreprise formant l'objet de la société. Les biens acquis à titre de placement de capitaux échappent, en thèse générale, à la taxe. Mais il en est différemment et la taxe est exigible lorsque les placements rentrent dans l'objet de la société (Cf. : Cass., 2 décembre 1908 : D.P., 1909, I, 121). La distinction entre les placements purs et simples et ceux qui rentrent dans l'objet de la société est une question de fait, qui ne peut être tranchée qu'après examen des circonstances spéciales de chaque affaire. »

Ce distinguo subtil, entre placements purs et simples d'un côté et placements rentrant dans l'objet social de l'autre, permet souvent, en raison de l'imprécision du caractère sur lequel il veut se fonder, de soutenir que tel emploi de capitaux qui constitue en général un placement se trouve être dans le cas considéré un acte d'exploitation, et ainsi de faire presque toujours obstacle à l'exonération dont en principe jouissent les revenus des placements, tout en maintenant la déclaration de ce principe.

Pour les sociétés d'Assurances (4) et pour les Banques (5), tout placement est considéré comme « rentrant dans l'objet social ». L'exonération n'intervient donc jamais en faveur des revenus de leurs placements (6).

Pour les sociétés commerciales ou industrielles, l'Administration écarte facilement le principe de l'exonération des revenus des place-

(1) Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8608, p. 161, lig. 48 et 49.

(2) Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734, p. 330, lig. 37 et 38.

(3) J. Off., 5 février 1925, Déb. Parl., Chambre des députés, p. 573, question n° 1675.

(4) T.A., 3^e éd., 1930 : Valeurs mobilières étrangères, n° 80.

(5) Seine, 3 mars 1906 : R.E., 4184.

Cass. civ., 2 décembre 1908 : R.E., 4721.

Et Mémoire en défense de l'Administration reproduit en partie à la suite du susdit arrêt : R.E., 4721, p. 116, VII.

(6) V. page 263 ci-dessus, René Cassin, Cours précité, loc. cit.

ments, en prétendant qu'il s'agit de placements « rentrant dans l'objet social », notamment s'il s'agit de placements entraînant un contrôle s'exerçant en France. Pour une telle société il est en effet extrêmement exceptionnel, sinon impossible, que l'on ne puisse pas prétendre qu'il s'agit de placements ayant pour but de créer des facilités d'exploitation, par exemple en faisant naître ou en développant des relations d'affaires ; M. Jean MICHEL l'a exprimé ainsi (1) :

« lorsqu'une société, quelle qu'elle soit, prend des participations dans d'autres affaires, ce n'est presque jamais un placement, au sens où les particuliers entendent l'expression ; c'est presque toujours parce que ces participations présentent un intérêt, le plus souvent direct, pour le développement des affaires de la société. »

En somme, le principe de l'exonération des revenus des placements est toujours déclaré mais pratiquement il est toujours écarté lorsque l'Administration estime que le Trésor a intérêt à cela.

Il s'ensuit que l'on serait très imprudent en se fiant audit principe.

Cas d'un CONTROLE exercé en France.

Le mot « contrôle » est né en France (1611), par contraction de « contre-rôle », répondant ainsi à l'idée de « vérification administrative ». Passé en Angleterre, il est arrivé dans la législation anglaise à répondre à l'idée d' « exercer une autorité pour réprimer ou contenir » puis à celle d' « exercer de l'empire sur », de « gouverner ». Depuis à peine vingt ans il a repassé le détroit, apparaissant dans notre Droit avec ce dernier sens : c'est dans ces conditions qu'on le trouve utilisé pour la répression du commerce avec l'ennemi prohibé par le décret du 27 septembre 1914 et l'établissement des « listes noires ». Il est consacré à l'article 297 b du Traité de Versailles (1919) (2) :

« Les Puissances alliées ou associées se réservent le droit de retenir et de liquider tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur du présent Traité, à des ressortissants allemands ou des Sociétés contrôlées par eux sur leur territoire, ... »

Cela étant, l'Administration française de l'Enregistrement a imaginé la thèse suivante :

Une société étrangère qui contrôle une entreprise située en France exerce par cela même une activité, une exploitation au moins partielle, en France ; et il en résulte que les revenus qu'elle distribue doivent être imposés, en vertu des dispositions du décret du 6 décembre 1872

(1) Jean MICHEL : « Les participations de sociétés étrangères dans les entreprises françaises et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières », in *Journal du Droit International*, Paris, 1929, p. 588, lig. 42 et suiv.

(2) Traité de Versailles du 28 juin 1919, Partie X, Section IV : Biens, Droits et Intérêts, Article 297 b).

qui visent (art. 3) les « sociétés, compagnies, ... qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France ».

Et cette Administration réclame l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières à la fois à la société française contrôlée et à la société étrangère contrôlante, de sorte qu'il y a *superposition d'imposition sur la part du revenu distribué à l'étranger qui s'est formée en France*.

Des plus récentes décisions jurisprudentielles rendues en France, il ressort que les divers indices les plus courants du contrôle, apparaissant groupés ou non, sont les suivants (1) :

- la possession, soit directement (2) soit avec le concours de personnes interposées (3), par la société étrangère, de la majeure partie du capital social de la société française ;
- l'identité ou simplement la connexion des objets respectifs des deux sociétés (4) ;
- l'existence d'administrateurs communs (5) ;
- la similitude de nom des deux sociétés (6).

Il est arrivé que la connexion entre deux sociétés, l'une étrangère

(1) Pour l'application de la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires, on reconnaît qu'une société est la filiale d'une autre à des indices qui en grande partie sont les indices considérés ici.

Voir Décret du 28 juin 1933 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions de l'article 37 de la loi du 28 février 1933 relatives à l'application de la taxe spéciale sur le chiffre d'affaires aux sociétés dans le cas où l'exploitation de certaines succursales est assurée par des sociétés filiales. — Et Commentaires dudit décret : R.I., 3990.

(2) Lille, 22 octobre 1926 : R.E., 8480.

Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.

Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.

Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.

Seine, 15 février 1929 : R.E., 9088.

Cass. civ., 28 avril 1933 : R.E., 9937.

(3) Seine, 9 mars 1928 : R.E., 9160.

Valence, 30 juin 1930 : R.E., 9384.

Lyon, 5 mai 1931 : R.E., 9569.

(4) Mêmes décisions que celles indiquées aux renvois (2) et (3) ci-dessus.

Et, Versailles, 27 juin 1934 : R.E., 10540.

(5) Lille, 22 octobre 1926 : R.E., 8480.

Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.

Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.

Versailles, 27 juin 1934 : R.E., 10540.

(6) Lille, 22 octobre 1926 : R.E., 8480.

Marseille, 28 juin 1927 : R.E., 8698.

Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928 : R.E., 8734.

Seine, 9 mars 1928 : R.E., 9160.

Haute-Loire, 25 juillet 1928 : R.E., 8925.

Seine, 15 février 1929 : R.E., 9088.

et l'autre française, se soit trouvée indiquée dans la publicité faite, par l'une ou par l'autre, ou dans les en-têtes imprimés de certains papiers, de l'une ou de l'autre. Du premier de ces deux cas on a un exemple dans les renseignements fournis, relativement aux sociétés américaines, par l'Annuaire POOR'S (1), au tome : « Industrial Volume » ; un exemple du second a été relevé par un jugement du Tribunal civil de la Seine, rendu le 15 février 1929, dans l'attendu suivant (2) :

« Attendu que, d'autre part, la société française a elle-même reconnu que sa qualité d'intermédiaire ne saurait être contestée et que ses imprimés portant Swift Packing Company, Société anonyme française, représentant de Swift and Company Chicago ; qu'il s'ensuit donc que la société américaine exploite en France son industrie par l'organe de la société française et qu'en conséquence elle est assujettie à la taxe sur le revenu. »

Disons que les sociétés étrangères mères de sociétés filiales françaises n'ont vu a priori aucune raison de ne pas faire connaître cette filiation, parce qu'elles étaient persuadées que, par application du fameux grand principe de l'équivalence, à l'égard de l'imposition du revenu des valeurs mobilières, des sociétés françaises d'une part et des sociétés étrangères de l'autre, principe tellement proclamé, elles ne pouvaient pas ne pas bénéficier de l'exonération édictée en faveur des distributions faites par les sociétés mères françaises, par la loi du 31 juillet 1920. Nous avons plus haut relevé que le souci de ladite équivalence ne s'est pas montré en cette occasion, au moins jusqu'à la signature des toutes récentes conventions internationales que nous signalerons pour terminer le présent travail.

Au sujet de la filiation ici considérée, nous estimons utile d'en signaler la conséquence indiquée dans la réponse suivante du Ministre des Finances (3) :

« Le fait que la société étrangère a la majorité des actions et, partant, le contrôle de la société française, implique, en principe, que la première de ces collectivités exerce son activité en France sous le couvert de la deuxième, et, dans ces conditions, la société étrangère est passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur une quotité de ses dividendes mis en distribution et des intérêts courus de ses emprunts, quotité déterminée conformément aux dispositions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872. La société française ne saurait être, du seul fait des relations existant entre les deux collectivités, personnellement responsable des impôts dus par la société étrangère, mais, si la société étrangère possède dans la société française des biens susceptibles d'être saisis, l'administration est fondée à exercer ses droits sur ces biens, comme, d'ailleurs, sur tous autres biens français de la société étrangère. »

(1) Poor's Publishing Co., Publishers, 33 Broadway, New York.

(2) R.E., 9088, p. 50. lig. 27 et suiv.

(3) J. Off., 4 août 1934, Déb. Parl., Chambre des députés, p. 2139, question n° 8336.

Il est arrivé aussi que la présomption du contrôle ait résulté des renseignements fournis par les bilans de la société française. Par exemple, cette présomption naît dans l'esprit de l'Administration si celle-ci voit dans les bilans que la société française a emprunté beaucoup à une société étrangère malgré que son capital social soit faible ; ou qu'elle a emprunté à une société étrangère sans avoir à lui verser aucun intérêt, ou en n'ayant à lui verser qu'un très petit intérêt ; ou que de manière permanente elle ne distribue pas de dividende, malgré une activité normale, et que son principal client ou fournisseur est une société étrangère.

Des indices auxquels le contrôle peut être reconnu ou au moins présumé, le premier sur lequel l'attention s'est portée, indice sur lequel elle s'est portée par la suite le plus souvent, est l'importance relative de la part de la société étrangère dans le capital social de la société française et plus généralement dans la distribution des bénéfices de la société française. Et cet indice a paru tout particulièrement expressif lorsque la part de la société étrangère était la contre-partie d'un apport fait par elle de biens en nature.

Après le succès obtenu par l'Administration en fondant la thèse du contrôle sur la considération de l'indice précédent, le domaine atteint par cette thèse a été augmenté. La thèse est arrivée à réussir dans un cas où une société étrangère n'avait elle-même aucune action de la société française, mais recevait de celle-ci une redevance fixe et une part des bénéfices, en contre-partie de la cession à cette société française de la licence exclusive d'une dénomination commerciale, de marques de fabrique, d'un bail et de la jouissance du mobilier et du matériel garnissant les lieux correspondants.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, enhardie par la suite de ces succès, l'Administration prétend aujourd'hui que la thèse du contrôle est applicable du seul fait de la communauté d'objet, d'actionnaires et d'administrateurs. Sur cette dernière prétention, extrêmement risquée, la jurisprudence ne s'est pas encore prononcée.

La thèse du contrôle n'a été mise en avant qu'à partir du cas qui a donné lieu au jugement du Tribunal civil d'Annecy en date du 18 janvier 1912 (1), jugement qui a été confirmé par la Chambre des Requêtes de la Cour de cassation le 29 juillet 1913 (2). Dans ce cas le contrôle était vraiment de 100 %, si l'on peut ainsi parler.

Jusque-là il avait été admis — pendant plus de trente-neuf ans —, que la loi relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières n'attei-

(1) R.E., 5677.

(2) R.E., 5810.

gnait pas les revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères qui ne possédaient pas en France d'autres biens que des participations dans des affaires françaises.

La Revue de l'Enregistrement a fait connaître (art. 1145) une solution, du 12 février 1896, où cet avis a été exprimé et précisé comme suit :

« Monsieur le Directeur, ainsi que vous en exprimez l'avis dans votre rapport du 20 décembre dernier, il y a lieu de décider que la société étrangère « la Banque centrale de la S... », qui était assujettie à la taxe du revenu à raison de ses opérations en France et qui ne possède plus d'autres biens français qu'un certain nombre d'actions et de parts de fondateur dans la compagnie française « la Banque centrale de M... » se trouve dispensée du paiement de la taxe (V. Sol. conf. du 27 novembre 1895, n° 50, S.E. de la D. Gén.).

« D'autre part, la société étrangère doit être considérée comme ayant cessé ses opérations sur notre territoire à partir du jour où, en échange d'actions et de parts de fondateur, elle a cédé son actif français à la nouvelle société, soit à compter du 24 juin 1895, date de la constitution de cette dernière.

« Il s'ensuit que les bénéfices afférents à l'exercice 1895 qui seront distribués en vertu de la délibération à intervenir de l'assemblée générale des actionnaires sur les comptes de cet exercice doivent échapper à l'impôt, la cause génératrice de la taxe devant se produire à une époque où la Société étrangère n'aura pas d'existence juridique en France (V. Sol. du 19 octobre 1892 ; R.E., n° 417 ; R.P., n° 8036). »

Treize ans plus tard, dans son « Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières » (Paris, éd. 1909, t. II, n° 2794), M. Albert WAILL a dit, dans le même sens :

« La taxe n'est pas due non plus par une société qui ne possède en France que des actions dans une société française.

« Peu importe même que les actions et obligations d'une société française soient toutes ou à peu près toutes dans le portefeuille de la société étrangère. »

Aussi, nombreuses ont été les sociétés étrangères qui ont cru qu'elles pouvaient constituer une filiale en France sans que cela entraîne l'imposition des revenus de leurs propres valeurs mobilières, par application de la loi du 29 juin 1872.

Ces sociétés ont préféré la constitution d'une filiale à l'ouverture d'une succursale, en France, afin d'éviter les formalités, longues et compliquées, que cette dernière circonstance impose aux sociétés étrangères (supra : p. 16 et suiv.). Et elles envisageaient les avantages que le recours à une filiale était susceptible de leur procurer (supra : p. 71 et suiv.).

On ne saurait soutenir contre les sociétés mères étrangères que c'est en vue d'éluder le paiement de certains impôts qu'elles ont créé des filiales françaises. En effet, n'est-il pas permis de recourir aux

combinaisons légales les moins onéreuses ? A ce sujet M. le Professeur Roger PICARD a récemment écrit, dans la « Revue politique et parlementaire » (1) :

« il peut exister d'excellentes raisons techniques ou administratives, financières ou commerciales, pour qu'une société préfère l'exploitation par filiale à la régie directe; quelle raison pourrait-on invoquer pour pénaliser ce procédé, au risque d'amener la société qui aurait voulu en user à renoncer à l'entreprise pour laquelle il lui paraissait le seul adéquat ? ».

L'évolution de la jurisprudence sur cette question, de l'imposition des revenus des valeurs mobilières d'une société étrangère en raison de l'existence en France d'une société contrôlée par cette société étrangère, a été retracée plusieurs fois déjà, par divers professeurs et juristes (2).

Aussi terminerons-nous le présent paragraphe en nous bornant à reproduire quelques attendus de jugements, qui font connaître très nettement et complètement l'esprit actuel de la jurisprudence et ses motifs invoqués.

Tribunal civil de Seine-et-Oise, section de Pontoise, 1^{er} février 1928 (3) :

« Attendu que parmi les biens mobiliers figurent les titres des sociétés, que les expressions du décret du 6 décembre 1872 laissent en dehors de son application les biens acquis en France à titre de simple placement, mais désignent au contraire tous les biens acquis en vue de permettre aux sociétés étrangères d'exercer leur activité commerciale en France pour servir à l'exploitation de leur entreprise, même s'ils ne rentrent que dans les objets accessoires de leur exploitation (Cassation, 10 février 1903 et 2 décembre 1908).

« Attendu que les conditions ci-dessus rappelées de l'apport fait par la Société défenderesse à sa filiale française de son patrimoine situé en France et les autres circonstances de la constitution de la Société française établissent que la Société américaine a conservé ce patrimoine sous la forme d'actions et qu'elle continue à l'exploiter puisque la détention par elle de toutes les actions obligatoirement nominatives, lui assure la direction et le contrôle de sa filiale, qu'ainsi elle n'a pas entendu faire un simple placement; qu'en recevant au moins les quatre cinquièmes des actions et en s'assurant ainsi la prépondérance dans la direction de la Société émettrice, la Société américaine exerce en France une véritable

(1) Paris, T. CXLVII, n° 438, 10 mai 1931.

(2) Notamment :

Jean MICHEL : Les participations de sociétés étrangères dans les entreprises françaises et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, Journal du droit international, Paris, 1929, p. 567 et suiv. ;

P.G.E. GIDE et Gaston LESIMPLE : Les sociétés étrangères devant le fisc en France, Cahiers de droit étranger, I, Paris, 1931, p. 186 et suiv. ;

Pierre LEPAULLE : La double imposition des sociétés étrangères en France sur le revenu des valeurs mobilières, Revue de droit international privé, Paris, 1932, p. 484 et suiv. ;

René CASSIN : Cours d'Enregistrement (Doctorat) professé à la Faculté de Droit de Paris, 1932-1933, « Du régime fiscal des sociétés ayant à la fois des intérêts en France et dans d'autres pays », p. 166 et suiv.

(3) R.E., 8734, p. 330, lig. 36 et suiv.

exploitation et détient des titres qui rentrent dans la catégorie des biens mobiliers visés par l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 ;

« Attendu, dès lors, que la Société défenderesse se trouve redevable de la la taxe sur le revenu conformément à l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 et à l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 modifié par le décret du 10 août 1886 ; ».

Tribunal civil de la Seine, 9 mars 1928 (1) :

« Attendu que, d'autre part, le décret s'applique non seulement aux meubles par nature mais aussi aux meubles incorporels, tels qu'un fonds de commerce, un droit de jouissance, des bénéfices à retirer d'un contrat ou d'un traité et les créances qui peuvent en résulter et que la seule condition à remplir pour que la loi et le décret soient applicables est que les biens français aient une destination conforme au but social ;

« Attendu que ces principes sont évidemment applicables à l'espèce soumise au Tribunal, car la Société belge dont s'agit, en concédant à une société française la licence exclusive de sa dénomination commerciale et de ses marques de fabrique, le bail des lieux qu'elle occupait à Paris et la jouissance du mobilier et du matériel qui garnissaient ces lieux, a continué à posséder en France des biens rentrant dans son objet et à raison desquels elle avait été antérieurement imposée. Que, d'ailleurs, cette société en dehors du prix de la location de son fonds de commerce et des accessoires y attachés, s'est réservée la moitié des bénéfices réalisés par la Société française cessionnaire ; qu'en outre le fondateur de la Société belge est également fondateur de la Société française et détient 372 actions sur 400 actions représentant le capital de cette dernière société qui ne peut céder à personne le bénéfice de la concession et reste assujettie au contrôle de la société cédante, non seulement pour la fixation de la moitié des bénéfices, mais aussi pour la répartition des dépenses communes. Qu'on peut donc en conclure que, contrairement aux allégations de l'opposante, la Société belge exploite en France son industrie par l'organe de la Société française qui est en quelque sorte sa filiale et qu'elle possède en quelque sorte et utilise en France une partie des biens (brevets, matériel, etc.) adaptés à cette exploitation ;

« Attendu que, dans ces conditions, il importe peu que la Société belge ne soit pas imposée en France à la patente, car il suffit que cette Société étrangère retire un bénéfice de l'exploitation de ses biens français pour que les dispositions du décret du 6 décembre 1872 lui soient applicables ;

« Attendu que, d'autre part, l'opposante prétend qu'on ne saurait l'assujettir à la taxe sur le revenu sous prétexte qu'elle possède en France des biens rentrant dans son objet parce que les revenus dont ces biens sont générateurs acquittent déjà ladite taxe du fait que l'exploitation industrielle des mêmes biens rentre dans l'objet d'une société anonyme française ;

« Mais attendu que l'exigibilité de l'impôt est indépendante de l'origine et de la nature des produits mis en distribution et qu'au surplus cette double perception de la taxe sur le revenu n'est aucunement contraire à la règle « *non bis in idem* » car elle s'applique à deux opérations distinctes et frappe deux distributions successives : celle qui a fait entrer les revenus dans la caisse de la Société française et celle qui les en a fait sortir pour les attribuer sous forme de dividendes aux actionnaires de la société étrangère et que si cette règle se trouve abrogée par l'art. 27 de la loi du 31 juillet 1920, c'est seulement à l'égard des sociétés françaises remplissant les conditions déterminées et non pas à l'égard des sociétés étrangères qui n'étant pas visées par ce texte restent sous le régime du droit commun ; ».

(1) R.E., 9160, p. 267, lig. 45 et suiv.

Tribunal civil de Lyon, 5 mai 1931 (1) :

« Attendu que ladite société anglaise faisait apport de tout ce qu'elle possédait et exploitait dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, à la Compagnie des Mines d'asphalte de Seyssel, société anonyme française constituée le 1^{er} juin 1926, au capital de 1.500.000 fr., divisé en trois mille actions de 500 fr. ; qu'en rémunération de cet apport la société Val de Travers ... recevait deux mille actions et, d'autre part, l'un de ses administrateurs, L....., souscrivait à cent autres actions ;
.....

« Attendu qu'il n'est plus contesté que : 1^o l'expression « biens meubles » a une portée générale et comprend les meubles incorporels, actions, obligations ; 2^o que ledit article ne s'applique pas aux titres et valeurs acquis uniquement en vue d'effectuer un placement et d'assurer un emploi aux disponibilités de la société ; 3^o qu'il vise, au contraire, tous biens français servant à l'activité commerciale de la collectivité étrangère utilisés par elle pour le but qu'elle se propose ;

« Attendu qu'en se substituant pour l'exploitation des biens qu'elle possédait dans l'Ain et la Haute-Savoie la Compagnie des Mines de Seyssel, la Société Val de Travers n'a évidemment pas fait de placement de ses disponibilités ; qu'elle a simplement transformé les éléments de son actif, qui comporte désormais des actions, à la place d'installations industrielles et d'immeubles, sans que, pour cela, l'objet social ait été changé ;
.....

« Attendu que c'est donc une opération prévue par ses statuts et répondant à ses buts qu'a accomplie la Société « Val de Travers » en créant en France une véritable filiale dont elle possède, soit par elle-même, soit par un de ses administrateurs » (c'est nous qui soulignons) « , plus des deux tiers des actions et dont elle peut, par conséquent, diriger l'activité selon ses volontés ; que la création de la société française n'a rien changé à l'exploitation des biens que possédait la collectivité anglaise ; qu'un des administrateurs de celle-ci est, en effet, devenu président du Conseil d'administration de la Compagnie des Mines de Seyssel, qu'un autre des administrateurs de la nouvelle société (qui n'en comporte que trois) était auparavant directeur de l'exploitation pour le compte de la Société The Val de Travers ; qu'il résulte de là que celle-ci n'a pas cessé d'avoir pour objet des biens situés en France, et que, par suite, les valeurs françaises qui s'y rapportent doivent être soumises à la taxe sur le revenu, conformément à la loi du 29 juin 1872 ;
.....

« Attendu que celle-ci (la société anglaise) reconnaît dans son second mémoire que, sauf les exceptions introduites dans notre législation fiscale par l'art. 27 de la loi du 31 juillet 1920, et qui ne visent que les sociétés françaises, le fait qu'un revenu a été taxé à l'impôt à raison de sa distribution au profit d'une société anonyme actionnaire n'empêche pas ce même impôt d'être exigible une seconde fois, lorsque ce même revenu est réparti à nouveau par la société actionnaire, entre ses propres membres ;

« Attendu que c'est précisément ce qui se produit pour la Société Val de Travers ; que des actes susvisés il ressort que la Régie des contributions directes est fondée à exiger la taxe chaque fois qu'il y a distribution de revenus ; que des revenus étant distribués, d'une part par la Compagnie des Mines de Seyssel et d'autre part par la Société anglaise Val de Travers, il y a là deux faits distincts devant donner lieu, l'un et l'autre, à la perception de l'impôt ; ».

(1) R.E., 9569, p. 729 et 730.

Tribunal civil de Versailles, 27 juin 1934 (1) :

« Attendu qu'aux termes d'un acte intervenu le 19 décembre 1924
..... il a été convenu notamment ce qui suit :

« « La compagnie anglaise, autant que cela lui est possible de le faire, accorde à la compagnie française, les droits exclusifs de fabrication, de vente en France, colonies, dépendances et protectorats français, de toutes solutions à base d'acétate de cellulose ou de nitrate de cellulose ou de toutes autres solutions diluées ou teintures destinées à être employées avec ces produits et de toutes autres solutions que la compagnie anglaise peut fabriquer en Angleterre pendant la durée de ce contrat.

« « La compagnie française paiera à la compagnie anglaise une commission ou bonification (English Royalty) de 4 % sur le prix de vente net de toutes solutions réellement vendues par la compagnie française et qui auront été fabriquées conformément aux conditions du présent contrat (article 5).

« « Des marques de fabrique appropriées et désignations des produits à fabriquer et à vendre suivant ce contrat seront enregistrées par la compagnie française, et à ses frais, et, si la compagnie anglaise le demande, lesdites marques de fabrique et désignations seront déposées aux noms réunis des deux compagnies si cela est autorisé par la loi française ; mais, en cas de liquidation pour insolvabilité de la compagnie française, lesdites marques de fabrique et désignations seront transférées et deviendront la propriété absolue de la compagnie anglaise, sans aucun droit à compensation pour la compagnie française (article 13).

« Attendu qu'ainsi qu'il a été dit ci-dessus, la société Cellon (Richmond) Ltd a fait opposition à cet acte de poursuites par un exploit du 14 août 1932 ; que les moyens de l'opposante sont ainsi formulés :

« « Attendu, en effet, que le conseil d'administration de la société française Cellolac comprend cinq membres dont deux seulement sont Anglais, le président étant Français, et en cas de partage ayant une autorité prépondérante ;

« « Attendu qu'à l'assemblée générale, les représentants de la société anglaise possèdent 75 voix sur 200 et doivent donc s'incliner devant la volonté de la majorité bien que dissidente ;

« Mais attendu que cette argumentation ne saurait prévaloir ;

« Attendu que le Conseil d'Etat chargé d'élaborer ce règlement a dégagé, dans l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, toutes les conséquences du principe posé dans l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1872 ;

« Attendu qu'il est de principe, en effet, que le décret s'applique non seulement aux meubles par nature mais aussi aux meubles incorporels tels qu'un fonds de commerce, un droit de jouissance, des bénéfices à tirer d'un contrat ou d'un traité et les créances qui peuvent en résulter et que la seule condition à remplir pour que la loi et le décret soient applicables est que les biens français aient une destination conforme au but social ;

(1) R.E., 10540.

« Attendu qu'il est vrai que la possession de biens en France ne suffit pas à rendre une société étrangère passible de la taxe, et qu'il faut encore que ces biens rentrent dans son objet ;

« Mais attendu que, cette condition remplie, il n'est pas nécessaire que la société exploite ces biens elle-même ; qu'en spécifiant que les sociétés étrangères, pour être passibles de la taxe sur le revenu, doivent avoir pour « objet » les biens situés en France, le décret du 6 décembre 1872 exige seulement que les biens français aient une destination conforme au but social ; qu'il est d'ailleurs indifférent que la possession de ces biens ne forme pas l'objet *dominant* de l'entreprise et même que cette possession soit éphémère, et qu'il suffit qu'elle soit à titre *accessoire* conforme au but social ;

« Attendu qu'il résulte des éléments de la cause et des débats que ces principes et cette jurisprudence sont directement applicables à l'espèce actuelle ; qu'en effet, en concédant à une société française la licence exclusive de ses marques de fabrique, la société anglaise possède en France des biens rentrant dans son objet ;

« Que la location de ses brevets est une source de bénéfices se réalisant dans notre pays sous la protection de la loi française ; que cette location peut être considérée comme un mode d'exploitation du droit de propriété comportant dans ses attributs le droit d'user, de jouir et de disposer (art. 544 du Code civil) ;

« Qu'il n'est pas sans intérêt de remarquer à ce sujet que la société étrangère, en concédant la licence de ses marques de fabrique, s'est réservé une redevance de 4 % sur le prix de vente de toutes les solutions vendues par la société française et qui auront été fabriquées conformément aux dispositions de la convention ;

« Que la société tire donc un profit de l'exploitation en France de ses procédés de fabrication et que la situation n'est pas différente de celle où l'on se trouverait, si elle avait, elle-même, établi en France, des usines pour la fabrication de ses produits ;

« Que c'est d'ailleurs ce que les parties constatent expressément en tête du contrat du 19 décembre 1924 ; qu'au lieu de s'établir dans notre pays, la compagnie anglaise a concédé l'exploitation de ses brevets à une entreprise qu'elle entendait contrôler, et qu'en fait, elle contrôle ;

« Que cette circonstance à elle seule serait suffisante pour justifier l'exigibilité de la taxe du revenu ;

« Attendu quant à l'identité d'objet entre les deux sociétés qu'elle ne prête à aucune équivoque, on lit en effet dans le préambule de la convention du 19 décembre 1924 ce qui suit :

« « La compagnie anglaise fabrique des solutions ayant pour base l'acétate de cellulose ou le nitrate de cellulose ou des solutions diluées et teintures utilisées avec ces produits ;

« « Attendu qu'au lieu que la compagnie anglaise établisse une usine pour son propre compte en France pour fabriquer lesdits produits, il a été entendu, entre les deux sociétés, que la compagnie française fabriquera et vendra tous les articles pouvant être fabriqués et vendus par elle en France » ;

.....
« Qu'enfin des liens étroits réunissent les deux sociétés, MM. X, Y, Z, tous trois administrateurs de la société anonyme anglaise Cellon (Richmond) Ltd, possèdent 75 actions sur 200 constituant le capital de la société française ;

« Qu'en exécution de l'article 4 de l'acte de concession, la société anglaise

a le droit de désigner et d'être toujours représentée par deux administrateurs dans le conseil de la société française ;

« Que, d'autre part, la société anglaise a une action prépondérante sur les opérations de la société française et que l'article 13 de la convention stipule qu'en cas de liquidation pour insolvabilité de la compagnie française les marques de fabrique qu'elle aurait pu faire inscrire, soit à son nom, soit au nom des deux sociétés, deviendront la *propriété absolue de la compagnie anglaise sans aucun droit à compensation pour la compagnie française* ;

« Attendu que la société française est, en outre, assujettie au contrôle absolu de la société concédante pour la fixation du chiffre d'affaires net sur lequel est calculée la redevance à sa charge ;

« Attendu que ces considérations démontrent à l'évidence que la société anglaise exploite en France son industrie par l'organe de la société française et qu'elle y possède et utilise une partie des biens (brevets et marques de fabrique) adaptés à cette exploitation ;

« Qu'ainsi se trouvent remplies, en l'espèce, les conditions nécessaires de l'exigibilité de la taxe sur le revenu ; »

Voilà ce qu'est arrivé à donner la prise en considération de la disposition illégale et vague du décret : « ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers situés en France ».

L'auteur du décret aurait eu bien tort de s'embarrasser de scrupules. Il est vraisemblable qu'il n'avait pas prévu un tel succès de son audace : « audaces fortuna juvat ».

Une mise au point, à la fois équitable et parfaitement légale, s'impose.

En manière de post-scriptum, nous croyons devoir signaler l'opinion suivante, que M. le Conseiller-rapporteur PILON a exprimée dans un mémoire concernant l'affaire Boston Blacking & Co (Trib. Seine-et-Oise, sect. de Pontoise, 1^{er} février 1928), actuellement pendante devant la Cour de cassation :

« Nous n'hésitons pas à dire que, dès lors que la société française n'est que la succursale de la société étrangère, elle ne doit pas être elle-même soumise à la taxe et que si elle l'a payée, elle a le droit incontestable d'agir en restitution. ».

Remarquons que l'on ne saurait s'arrêter à l'idée de la « fictivité » de la société française regardée comme une succursale de la société étrangère, vu les observations suivantes, de M. Albert WAHL (1) :

« Dès lors qu'une société s'est régulièrement constituée, a été régulièrement publiée, elle existe indépendamment de toute autre société, fût-elle sous la domination entière d'un autre organisme. La jurisprudence l'a souvent reconnu, qui a décidé que deux sociétés sont distinctes l'une de l'autre, dès lors qu'elles ont été constituées séparément, quoiqu'elles aient les mêmes administrateurs, les mêmes actionnaires, un objet identique. »

(1) Albert WAHL : Préface à : « Filiales et Groupements de Sociétés », par Maurice GEGOUT, Paris, 1929, p. VIII, lig. 3 et suiv.

CHAPITRE IV.

Conclusions générales

de la critique du décret du 6 Décembre 1872, dans sa disposition faisant porter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières des sociétés étrangères « qui ont pour objet des biens situés en France ».

§ 1. — Sur l'illégalité de la disposition considérée.

M. Jacques GUILHOT, dans son ouvrage intitulé « Le Régime fiscal des valeurs mobilières et des sociétés étrangères en France » dit :

« Il est hors de doute que les entreprises possédées en France par des étrangers doivent être soumises aux mêmes impôts que les entreprises similaires possédées par des Français. On ne concevrait aucune exception pour l'impôt foncier, la contribution des patentes, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, le chiffre d'affaires, etc. Il faut admettre également que lorsqu'une entreprise est exploitée par une société de capitaux étrangère, les capitaux engagés dans cette société doivent supporter les mêmes impôts que ceux qui frappent les capitaux engagés dans des sociétés françaises exploitant des entreprises similaires. Le décret du 6 décembre 1872 n'a donc commis aucune erreur économique en assujettissant les uns et les autres au même impôt. » (1)

Le décret du 6 décembre 1872, en disposant que sont assujettis à l'impôt français les revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères « qui ont pour objet des biens situés en France » a commis une faute qui à nos yeux est beaucoup plus grave que ne le serait une « erreur économique » : *Il a commis une illégalité*, sur le domaine de la fiscalité (2).

Il n'est pas contestable qu'il est équitable que les sociétés étrangères qui travaillent en France, directement ou indirectement, y soient taxées dans les conditions où le sont les sociétés françaises ; il serait évidemment inéquitable qu'en France les sociétés françaises se trouvent handicapées par les sociétés étrangères opérant au milieu d'elles. Mais il est injuste, dans le sens de contraire au droit, que les sociétés étrangères soient à quelque égard atteintes par le fisc français autrement qu'en vertu de textes législatifs, autrement qu'en vertu de l'esprit du législateur qui a voté les textes sur la matière. Par conséquent, si les

(1) Jacques GUILHOT, Docteur en droit, Inspecteur adjoint de l'Enregistrement : « Le Régime fiscal des valeurs mobilières et des sociétés étrangères en France », Paris, 1925, p. 164.

(2) Supra, p. 207 et suiv.

textes législatifs qui ont été votés apparaissent insuffisants pour assurer aussi bien que possible l'équité qui s'impose, des textes législatifs complémentaires ou de remplacement doivent être votés ; c'est là un devoir absolument strict, surtout dans le domaine de la fiscalité. Mais les textes législatifs en vigueur ne sont pas à compléter par décret.

Rappelons ici l'avis que M. H. BERTHÉLEMY a exprimé à la fin d'un article sur « Le pouvoir réglementaire du président de la République » (1) :

« Nous nous soumettrons, puisque le courant législatif nous y conduit, aux innombrables règlements dont l'administration encadre peu à peu tous les actes de notre vie. Mais encore faut-il que ces règlements soient légaux ; pris ou non en vertu d'une délégation spéciale, encore faut-il qu'ils n'aient en vue que de faire exécuter les lois et non d'en augmenter les dispositions. ».

Dans le même esprit, citons également les phrases suivantes du rédacteur de la Semaine Financière du Journal des Débats :

« je n'ai aucun goût pour les règlements d'administration publique qui recèlent les pires chausse-trapes » (2) ;

« il n'est pas admissible qu'une mesure administrative vienne tenir la loi en échec. Ce serait la négation du principe de la séparation des pouvoirs. Il est possible que, une fois de plus, la loi soit mal faite, mais c'est tout de même la loi et elle s'impose au ministre comme au contribuable » (3).

Soulignons qu'il est extrêmement désirable que les textes législatifs fiscaux ne soient votés qu'après avoir été très sérieusement, minutieusement, examinés, en eux-mêmes et en leurs conséquences, immédiates ou lointaines, par le législateur, et ajoutons à cette observation non contestable que pourtant, à propos de l'état d'esprit — ne peut-on pas dire l'état d'âme ? — de certaines des Administrations, dont celle de l'Enregistrement, et au sujet de la façon dont souvent elles procèdent pour obtenir le vote relatif à des dispositions qu'en raison de cet état elles appellent, M. le Doyen ALLIX a pu écrire (4) :

« Notre système fiscal est beaucoup moins critiquable dans ses principes que par suite de la méthode tatillonne et de l'esprit d'âpreté de certaines des administrations qui l'appliquent. Que le redevable ait tort ou raison, elles considèrent que le dernier mot doit leur appartenir et qu'il n'y a pas de droit qui puisse prévaloir contre la volonté du prince. C'est ainsi que, depuis quelque temps, s'est introduite une détestable pratique qui consiste, toutes les fois qu'une décision de justice a créé une jurisprudence favorable aux assujettis, à introduire discrètement dans la loi de budget une disposition qui brise cette jurisprudence, en réformant le texte dont l'interprétation n'a pas répondu aux

(1) H. BERTHÉLEMY : « Le pouvoir réglementaire du président de la République » — Extrait de la Revue Politique et Parlementaire, Paris, janvier et février 1898, p. 32.

(2) « Journal des Débats », n° du 11 décembre 1933.

(3) « Journal des Débats », n° du 7 janvier 1934.

(4) « Sans fil », n° du 1^{er} décembre 1932, cité par le « Journal des Sociétés civiles et commerciales », 1933, art. 4026, p. 176.

désirs du fisc. Certes, nous ne prétendons pas qu'une loi ne puisse être retouchée ou complétée, quand elle contient des lacunes ou des inadvertances préjudiciables aux intérêts du Trésor. Ce qui est, cependant, inadmissible, c'est que, systématiquement, chaque fois que la justice donne tort à l'Administration, celle-ci demande immédiatement au législateur de lui donner raison. Un petit article glissé subrepticement dans la loi — un article qui ne fait pas de bruit, qui a l'air bonasse et inoffensif d'une simple « mise au point », qui n'attire pas l'attention sur lui au moment du vote — et l'affaire est faite. ».

§ 2. — **Sur l'obscurité, l'ambiguïté, l'indétermination du texte énonçant la disposition considérée.**

C'est commettre une faute grave, surtout dans le domaine de la fiscalité, que de rédiger un règlement d'exécution en restant obscur, ambigu, indéterminé.

Le rédacteur de l'alinéa 3° de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 a commis cette faute, relativement à la taxation des revenus des valeurs mobilières des sociétés, compagnies, etc., étrangères dont les titres ne sont pas cotés et ne circulent pas sur le marché des capitaux en France. Cela est prouvé par la très ample évolution progressive à laquelle a donné lieu l'interprétation de la disposition fondamentale dudit alinéa, et se trouve mis en évidence par la comparaison entre ce texte et l'énoncé de l'aboutissement actuel de cette interprétation.

*Alinéa 3° de l'article 3
du décret du 6 décembre 1872.*

« Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés,

mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France,

doivent la taxe sur le revenu,

à raison des valeurs françaises qui en dépendent,

*Enoncé de l'interprétation
actuellement adoptée
du texte ci-contre.*

« Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés,

mais qui exploitent, industriellement ou commercialement, des biens meubles ou immeubles situés en France, qui reçoivent des revenus, des intérêts, de biens meubles ou immeubles situés en France ou de nationalité française,

doivent la taxe sur le revenu,

à cause de l'obtention effective ou possible de revenus ou d'intérêts dépendant des « opérations » faites en France,
ou à cause de l'influence plus ou moins notable exercée ou pouvant être exercée sur le rendement des biens situés en France ou français possédés,

*Alinéa 3^e de l'article 3
du décret du 6 décembre 1872.*

*Enoncé de l'interprétation
actuellement adoptée
du texte ci-contre.*

et acquittent cette taxe

d'après une quotité

du capital social fixée par le ministre des finances,

et acquittent cette taxe

d'après une proportion, appelée
« quotité imposable »,

fixée, par le ministre des finances, en égard soit au capital social, soit au chiffre d'affaires, soit au montant des salaires, soit au montant des bénéfices, éléments considérés isolément ou ensemble, et appliquée à tous les revenus de valeurs mobilières, à l'exception des jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices alloués aux membres des conseils d'administration domiciliés ou résidant en France, lesquels sont imposés dans leur intégralité.

etc. ».

Le texte de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 est bien loin de satisfaire à la règle élémentaire de certitude posée par Adam SMITH :

« La taxe imposée à chaque citoyen doit être certaine et non arbitraire. L'époque, le mode, la quotité du paiement, tout doit être clair et net pour le contribuable, ainsi que pour toute autre personne. » (1)

CHAPITRE V.

De la réalisation du cautionnement substituée à la désignation d'un représentant responsable par les sociétés et entreprises étrangères « qui ont pour objet des biens situés en France ».

Signalons, vu l'importance de la mesure en question, la lacune qui se présente au sujet de la détermination du montant du cautionnement dont la réalisation est substituée à la désignation d'un représentant responsable.

(1) Edgard ALLIX : « Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française », Sixième édition, Paris, 1931, p. 455.

Cette substitution a été prévue par la loi de finances du 13 avril 1898, qui, en son article 12, a disposé que :

« Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'application du présent article, notamment les conditions dans lesquelles la réalisation d'un cautionnement pourra être substituée à la désignation d'un représentant responsable. »

La seule réglementation qui a répondu à cette disposition se trouve représentée par un décret du 22 juin 1898, lequel a été modifié, quant à son article 2, par un décret du 1^{er} octobre 1931.

Or, l'article 12 de ladite loi ne s'est référé qu'aux « sociétés, compagnies et entreprises étrangères visées par les articles 4 de la loi du 29 juin 1872 et 3 du décret du 6 décembre suivant », et, de même, les décrets des 22 juin 1898 et 1^{er} octobre 1931, traitant du cautionnement admis par la loi, ne se sont occupés que des sociétés dont les titres sont cotés ou circulent en France, les seules visées par le législateur de 1872.

D'après leurs textes, ces décrets de 1898 et de 1931 ne se sont pas occupés des autres sociétés visées également par le décret de 1872, à savoir de celles « qui ont pour objet des biens situés en France ». Et d'après les titres de ces deux décrets, l'article 12 de la loi de finances n'aurait visé que les sociétés de la première catégorie ; ces titres sont en effet les suivants :

1^o pour le premier :

« DECRET portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 12 de la loi de finances du 13 avril 1898 relatif à l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction sur le marché français des titres étrangers. » ;

2^o pour le second :

« DECRET du 1^{er} octobre 1931 relatif au cautionnement de garantie des sociétés étrangères abonnées. »

Le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre a pris sur lui de combler la lacune que nous venons de signaler. Dans son Instruction n° 4102 (1), du 16 octobre 1931, qui a notifié au service le décret du 1^{er} du même mois, il a mis le paragraphe suivant :

« 5. *Sociétés et collectivités étrangères ayant pour objet des biens situés en France.* — Les dispositions du nouveau décret visent les sociétés et collectivités étrangères qui ont souscrit un abonnement à raison de la circulation de leurs titres en France. Mais, elles s'étendent également aux sociétés, compagnies et entreprises étrangères qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France (Rapp. Instr. n° 2961, p. 6). »

(1) R.E., 9619.

Lesdites dispositions sont :

« Art. 1^{er}. — L'article 2 du décret du 22 juin 1898 est remplacé par les dispositions suivantes :

Ce cautionnement ne pourra, lors de sa constitution, être inférieur à la somme représentant approximativement le total des taxes annuelles exigibles pour une période de trois années et calculées à raison des cinq dixièmes des titres pour lesquels l'abonnement aura été demandé.

Ultérieurement, le cautionnement pourra, s'il y a lieu, être soit augmenté ou réduit après la fixation par le ministre des finances du nombre des titres passibles des taxes, soit, au contraire, augmenté ou réduit à l'expiration de chaque période d'imposition et porté ou ramené à la somme nécessaire pour qu'il garantisse toujours, à chacune de ces dates, le recouvrement des cinq dixièmes des taxes exigibles pour une période de trois années. »

La limite inférieure du cautionnement est ainsi fixée à la moitié du total des sommes présumées exigibles pour la période des trois années à venir.

Le décret du 1^{er} octobre 1931 a eu pour but d'autoriser l'Administration à rehausser ou à réduire le montant du cautionnement, soit après la première fixation de la quotité imposable, soit à l'expiration de chacune des périodes d'imposition, faculté que ne lui avait pas donnée le décret du 22 juin 1898. Depuis qu'elle jouit de cette liberté, l'Administration ne majore plus le chiffre résultant des divers calculs qu'elle effectue pour arriver au montant du cautionnement à exiger. Et c'est ainsi qu'elle s'arrête à un chiffre atteignant parfois la limite inférieure ci-dessus rappelée et ne dépassant jamais le double de cette limite inférieure, c'est-à-dire le total des sommes présumées exigibles pour la période des trois années à venir, valeur à laquelle elle ne s'arrête que rarement, et cela malgré qu'aucune limite supérieure n'ait été fixée.

TITRE III

SITUATION FAITE AUJOURD'HUI AUX SOCIÉTÉS ET COLLECTIVITÉS ÉTRANGÈRES « QUI ONT POUR OBJET DES BIENS SITUÉS EN FRANCE » RELATIVEMENT A L'IMPOSITION EN FRANCE DES REVENUS DE LEURS VALEURS MOBI- LIÈRES, PAR LES TEXTES JURIDIQUES, LES INTERPRÉTATIONS DE CES TEXTES, ET LEUR APPLICATION PRATIQUE.

La situation considérée répond à un article unique, qui s'énoncerait ainsi :

« Le revenu des valeurs mobilières des sociétés étrangères ayant un contact de nature et de sens quelconques avec une personne, physique ou morale, résidant en France, est à raison de ce contact taxé dans tous les cas, par le fisc français, soi-disant au titre de la loi du 29 juin 1872, exception faite des quelques cas où la taxation serait contraire à l'intérêt du Trésor. ».

Nous avons montré que le législateur n'a pas voulu cela.

Et nous avons vu que pour en arriver là avec une apparence de légalité, il a fallu que la jurisprudence adopte l'existence d'un principe d'équivalence de traitement fiscal entre les revenus des valeurs mobilières étrangères et ceux des valeurs mobilières françaises, principe qu'elle prétend avoir été posé par la loi (art. 4, alin. 1^{er} isolé) ; elle a pensé avoir ainsi la possibilité de consacrer les prétentions que l'Administration de l'Enregistrement a basées sur une disposition illégale du décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi, illégale parce que constituant une addition à la loi, addition exprimée par les termes suivants : « ou qui ont pour objet des biens situés en France ».

Ce principe d'égalité n'a pas été voulu par le législateur de 1872, lequel a fait relativement aux sociétés et collectivités étrangères une

énumération spéciale, et plus étroite que celle qui précédait et visait les sociétés et collectivités françaises. Et il n'a pas été voulu par le législateur de 1920 — près de cinquante ans plus tard —, lequel a voté, en vue de supprimer une superposition d'imposition, une mesure d'exonération qu'il a explicitement réservée aux seules sociétés mères françaises.

Il n'a encore pas été voulu par le Gouvernement qui en un décret-loi du 11 juillet 1934 a spécifié que la réduction du taux de l'impôt, qu'il édictait, était prévue pour les sociétés et collectivités *françaises*. Et enfin la disparité de traitement a été confirmée tout dernièrement par l'Administration, qui, ainsi que nous l'avons vu, a fait connaître par lettre du 8 août 1936 que, contrairement à ce qui a lieu pour les sociétés françaises, le taux de 24 % « doit » être appliqué aux revenus distribués par les sociétés étrangères sans égard à la date d'émission des titres bénéficiant de la distribution.

Le prétendu principe d'égalité est donc une pure fiction.

Et, de plus, nous avons vu que l'application de ce prétendu principe d'équivalence de traitement fiscal des revenus des valeurs mobilières, c'est-à-dire des destinataires de ces revenus, soit des possesseurs des titres, aboutit à une inégalité de traitement fiscal de ceux-ci, inégalité qui peut être très importante.

Le prétendu principe d'égalité implique donc l'incohérence.

Afin de soutenir l'Administration de l'Enregistrement dans ses prétentions relatives à la taxation des revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères ayant un contact avec une personne résidant en France, la jurisprudence a fait un appel extrêmement large au prétendu principe d'égalité.

Elle a fait aussi appel à un autre principe, qui, lui, a une valeur juridique non contestée : le principe de l'obligation de l'interprétation strictement littérale des textes énonçant des dispositions fiscales.

Mais quant à l'appel à ce principe réel, elle s'est montrée incohérente.

En effet, comme nous l'avons vu plus haut, elle a opposé ce principe aux requêtes par lesquelles les sociétés mères étrangères ont demandé à bénéficier, par application du prétendu principe d'égalité, de l'exonération qui a été édictée en 1920 en faveur des sociétés mères françaises. Et, par contre, elle s'est nettement opposée à l'application de ce même principe réel, s'attachant au principe fictif, dans l'attendu suivant d'un arrêt rendu par la Cour de cassation le 30 mars 1914 (1) :

« Attendu que si l'art. 3, al. 1, du décret réglementaire du 6 décembre 1872, qui détermine le mode de perception de la taxe sur le revenu, stipule que sont soumises à cet impôt les sociétés étrangères « dont les titres

(1) R.E., 5992, p. 485, lig. 5 et suiv.

sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers situés en France », on ne saurait, sans méconnaître le sens et la portée de ce décret, restreindre à ces deux seuls cas l'application de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872; qu'il ressort, en effet, de la combinaison de ladite loi avec le décret précité, que le législateur a entendu établir une égalité fiscale absolue entre les valeurs étrangères et les valeurs françaises et, par suite, soumettre à la taxe les revenus de tous les emprunts consentis en France au profit de sociétés étrangères;

Que la seule circonstance que ces emprunts ont été contractés en France suffit pour constituer le fait générateur de l'impôt exigible dans la mesure de la quotité déterminée par le ministre des finances en vertu de l'art. 3 du décret sus-énoncé; »

— les deux conditions restrictives posées explicitement par le décret, savoir : 1. circulation de titres en France, ou 2. possession de biens en France, sont toutes deux délibérément mises de côté, il n'y a donc pas respect de la lettre du texte du décret, et l'on taxe le revenu d'un emprunt contracté en France en appliquant l'art. 1 de la loi et l'art. 1 du décret, articles concernant les revenus des valeurs mobilières françaises, purement et simplement en invoquant le prétendu principe d'égalité (voir le tableau synoptique de la p. 261); et en montrant bien qu'une disposition prescrivant l'égalité fiscale n'a été ni formellement ni même expressément exprimée par le législateur, les termes « il ressort que le législateur a *entendu* établir » font voir que la Cour ne s'est pas astreinte à prendre à la lettre le texte voté, qu'elle n'a pas respecté le principe de l'obligation de l'interprétation strictement littérale des textes énonçant des dispositions fiscales.

Sur ce point, dans son « *Traité de droit fiscal* » (tome I, n° 67, Paris, 1902), M. Albert WAILL a écrit :

« Au surplus, quelque soin qu'elle mette à affirmer le caractère restrictif des lois fiscales, on peut croire que la Cour de cassation obéit moins à une conviction arrêtée qu'au désir de trancher commodément certaines difficultés graves, car il lui arrive d'invoquer l'esprit de la loi fiscale pour justifier des solutions contraires au sens apparent des textes (1), et, d'autres fois, sans l'invoquer, elle interprète les textes, en vue d'adopter certaines solutions d'équité, de la manière la plus libérale. »

Sur les libertés prises avec les textes, rappelons que la jurisprudence a disloqué celui de l'article 4 de la loi de 1872, en prenant isolément l'alinéa 1^{er} de cet article. Que l'alinéa 1^{er} de l'art. 4 de la loi ne laisse plus paraître lorsqu'il est isolé le sens précis qu'il a dans l'ensemble de l'article; qu'alors après l'avoir isolé la jurisprudence a eu la possibilité de lui attribuer un sens débordant très largement son sens précis, sens attribué qu'elle a déclaré être l'expression du prétendu principe d'égalité, qui s'est trouvé introduit ainsi; enfin, que ledit alinéa ne peut être pris à la lettre avec ce sens attribué, parce qu'autrement il

(1) « V. Cass. civ., 27 février 1900 : S. 1900,1,531. — D. P., 1900,1,573.

énoncerait des dispositions inadmissibles, de sorte que l'opération ici rappelée, de dislocation et d'attribution d'un nouveau sens à l'une des parties obtenues, a conduit à l'empêchement de satisfaire au principe juridique incontesté, de l'obligation de l'interprétation strictement littérale des textes énonçant des dispositions fiscales.

En somme, on a abouti à une entière anarchie juridique, à la faveur de laquelle a été prononcée la consécration de l'ample développement progressif des prétentions de taxation de l'Administration.

Il y a eu « juridiction dirigée », vers l'observation de plus en plus complète de l'article unique énoncé au début du présent titre.

S'ajoutant aux défauts du texte du décret : obscurité, ambiguïté, indétermination, sans parler de l'illégalité, et rendue possible par eux, l'évolution des prétentions de l'Administration ne pouvait pas, en apportant constamment de l'inattendu, ne pas faire naître de nombreux procès. Cette circonstance ne suffit-elle pas à condamner un état de choses ?

Dans son « Guide pratique du Droit Fiscal des sociétés françaises et des sociétés étrangères en France » (Paris, éd. 1932, p. VII), M. Jean MICHEL dit avec mesure, en parlant du régime fiscal des sociétés étrangères en France :

« C'est une question obscure, qui comporte une législation extraordinairement touffue, pour certaines de ses parties, et très insuffisante pour d'autres. »

Qu'il nous soit permis de citer ici la déclaration, dénuée d'artifice, par laquelle M. Jacques GUILHOT a terminé sa « Critique du régime fiscal des sociétés étrangères assujetties à l'impôt sur le revenu en raison des biens français qu'elles exploitent » (1), savoir :

« En définitive, il n'y a rien à changer dans les principes essentiels de la taxation des sociétés étrangères qui possèdent ou exploitent des biens dans notre pays ; mais, il est indispensable d'apporter aux règles actuellement suivies en la matière quelques réformes de détail pour que le Trésor soit à même de retirer dans cette branche de la fiscalité toutes les ressources qu'il lui est possible d'y puiser. »

Cet état de choses permet à l'Administration de faire constamment surgir et, toujours soutenue par la jurisprudence, consacrer, dans l'intérêt immédiat du Trésor, de nouveaux cas d'imposition. Mais ce faisant elle crée pour les sociétés étrangères une situation si précaire au point de vue fiscal français que fréquemment celles-ci renoncent à leur projet d'installation en France. De sorte que si l'Administration persévérait dans ces errements, elle serait, en effet, « à même de retirer dans cette branche de la fiscalité toutes les ressources qu'il lui est possible d'y

(1) Jacques GUILHOT : « Le régime fiscal des valeurs mobilières et des sociétés étrangères en France », Paris, 1925, p. 173, dernier alinéa.

puiser », mais il se pourrait qu'alors le résultat devienne négatif : d'une part, la matière imposable disparaissant, la plupart des sociétés étrangères et de leurs filiales se réfugiant sous des législations plus favorables à leur développement ; d'autre part, la matière imposable se dérochant, les sociétés étrangères étant incitées, par notre fiscalité harcelante et excessive, à frauder. L'Administration aurait ainsi mis à son actif une victoire à la Pyrrhus.

La considération de la dignité de la justice française, d'une part, et celle de l'intérêt matériel de la France, d'autre part, portent à vouloir que cette situation disparaisse entièrement au plus tôt. Cet intérêt de la France à un prompt changement de la situation a été tout récemment signalé par un juriste des Etats-Unis, M. John B. ROBINSON, dans les termes suivants (1) :

« The quicker this system is brought to an end, the better not only in the interest of foreign companies, but in the interest of France itself. »

Il faut que l'ensemble des textes actuels fasse place à des textes nouveaux : clairs, précis, énonçant des dispositions simples, parfaitement déterminées et mettant en balance les intérêts de toutes les parties en cause ; et il faut que ces textes soient intégralement d'une légalité indiscutable.

Comme toujours en matière fiscale, il faut que les formules soient rigides. Il faut que la jurisprudence n'ait pas la possibilité de leur attribuer une signification variable, dans l'intention de les adapter à des besoins qui lui paraissent légitimes. Elles devront être légalement amendées ou remplacées par d'autres lorsque la situation économique aura rendu le changement nécessaire.

Rappelons qu'en parlant du droit civil, M. le professeur G. MORIN a écrit (2) :

« Sous l'influence des conceptions changeantes du milieu social, sous l'action surtout des grands mouvements économiques, les juges versent dans les formules légales un contenu nouveau. »

Nous citons cela pour relever que même au sujet du droit civil, qui forcément, lui, doit avoir une certaine souplesse, M. MORIN a immédiatement ajouté :

« Mais l'élasticité des mots et des formules a une limite. »

Et rappelons que M. Georges MER a formulé l'opinion suivante, dans son récent ouvrage sur « La réforme de l'Etat en action » (Paris, 1934) :

« Enfin, dans l'intérêt des administrés comme pour la bonne marche de

(1) « Double taxation in France », in *Corporation Calendar*, n° d'avril, mai et juin 1935, p. 29 (United States Corporation Company), New York.

(2) « Le sens des transformations contemporaines du Droit », in *Revue de Métaphysique et de Morale*, Paris, avril-juin 1927.

l'Administration elle-même, que l'on revienne promptement à la règle de la clarté fiscale préconisée encore par Adam Smith. Il est temps que les textes d'impôts soient, non pas seulement rassemblés et codifiés, mais surtout simplifiés et mis à la portée des redevables comme aussi, on doit l'avouer, des spécialistes eux-mêmes. Qu'en même temps, l'amas des instructions administratives où se perdent les fonctionnaires d'exécution soient condensées dans de petits guides au courant de toutes les difficultés pratiques et où chacun pourra trouver rapidement la solution qu'il cherche. Ainsi l'Administration sera rendue plus aisée et les usagers profiteront de la rapidité des recherches comme de l'exactitude des renseignements. » (1).

M. Georges MER ajoute, plus loin :

« Il faut que l'impôt redevienne clair, juste, commode à payer et économique à percevoir. » (2).

En ce qui concerne la taxation par le fisc français des revenus des valeurs mobilières des sociétés et collectivités étrangères qui ont un contact avec la France, le remplacement des textes a partiellement commencé. La force des choses l'a imposé, les prétentions de l'Administration de l'Enregistrement étant arrivées à déterminer une situation non seulement inadmissible, mais même intolérable.

En vue d'obtenir aussi facilement et aussi bien que possible l'adaptation nécessaire aux besoins et intérêts spéciaux de chacun, aux législations spéciales des différentes nations notamment, on a jusqu'ici opéré par voie de conventions bilatérales, plutôt que par celle d'un texte législatif général.

Un exposé sommaire de ce que sont les principales conventions déjà signées, des améliorations qu'elles ont apportées, au point de vue de la taxation qui nous occupe dans le présent ouvrage, va constituer la Troisième partie de cet ouvrage.

Code fiscal des valeurs mobilières (Décret du 21 décembre 1934).

Signalons qu'entre la loi et le décret de 1872 que nous venons d'examiner et de discuter et lesdites conventions sont intervenus certains textes concernant l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères, principalement une loi du 29 mars 1914 (art. 31 et suiv.), un décret du 28 décembre 1926, portant codification des textes qui régissent les valeurs mobilières, et un décret du 21 décembre 1934 portant codification des lois relatives aux valeurs mobilières, codification intitulée « Code fiscal des valeurs mobilières » ; ce dernier décret a été pris en application d'une loi du 6 juillet 1934, dont l'article 14 a disposé que « Il sera procédé par décrets à la codification de la législation fiscale française ».

(1) p. 96.

(2) p. 128.

Le Code fiscal des valeurs mobilières n'a fait que reprendre, sinon dans les termes mêmes, du moins en substance, les dispositions qui se trouvaient dans ceux desdits textes qui l'ont précédé. Et ainsi, selon les dispositions qui s'y trouvent, la situation à l'égard du fisc français des sociétés étrangères possédant des biens en France sans qu'aucun de leurs titres soit sur le marché français des capitaux est restée légalement ce qu'elle était à la suite du vote de la loi du 29 juin 1872, c'est-à-dire qu'avant la mise en vigueur des conventions que nous allons examiner le fisc français n'avait toujours absolument rien à demander légalement à ces sociétés, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Il est vrai que dans les « Dispositions générales » par lesquelles débute le chapitre I^{er} : « Valeurs mobilières », du titre III : « Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers », dudit Code fiscal, celui-ci dit « françaises ou étrangères » lorsqu'il parle des « sociétés, compagnies ou entreprises » d'où émanent les revenus divers auxquels s'applique l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, revenus qu'il précise là. Mais quand de ces « Dispositions générales », qui forment la section I du chapitre I^{er}, on passe aux dispositions particulières relatives aux valeurs mobilières étrangères, c'est-à-dire à la section III : « Valeurs mobilières étrangères abonnées », et à la section IV : « Valeurs mobilières étrangères non abonnées et fonds d'Etats étrangers », on ne trouve quant au principe de l'impôt rien d'autre que ce qui se trouve dans la loi du 29 juin 1872 et dans celle du 29 mars 1914, donc rien qui vise les sociétés étrangères ayant des biens en France sans y avoir de circulation de leurs titres.

Ni la section III ni la section IV ne s'occupent d'un impôt à demander à de telles sociétés étrangères. En effet, la section III s'occupe du cas où il y a abonnement des titres de la société à la « taxe équivalente à celle qui est établie par la section II du présent chapitre sur le revenu des valeurs françaises », « préalablement ou non à leur cotation, négociation, exposition en vente ou émission en France », ce qui n'intéresse nullement les sociétés n'ayant aucun de leurs titres sur le marché français des capitaux, et la section III prévoit le « paiement par les sociétés » ; et la section IV s'occupe des taux correspondant aux « valeurs mobilières étrangères qui ne sont pas soumises à des droits et taxes équivalents à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises », et elle prévoit la retenue et le paiement, non par les sociétés, mais par les personnes qui règlent en France les revenus entre les mains des bénéficiaires : « Art. 64. — Pour les valeurs visées par la présente section, la retenue de l'impôt est opérée par le banquier, changeur ou toute autre personne qui effectue en France le paiement des intérêts, arrérages ou tous autres produits », de sorte que le fisc français n'a alors rien à demander à la société étrangère. On voit bien qu'en aucun des deux cas entre lesquels se répartissent les dispositions du Code fiscal qui

sont particulières aux valeurs mobilières étrangères le fisc n'a à demander l'impôt sur les revenus de ces valeurs à *la société étrangère n'ayant en France que des biens*, en vertu de ces dispositions.

On reste donc sur la conclusion que seul le recours au prétendu principe d'équivalence explique, sans justifier, que les sociétés étrangères ayant simplement des biens en France continuent à y être taxées, par une indue assimilation aux sociétés françaises.

Le problème de la mise au point légale nécessaire, à l'égard des sociétés étrangères ayant des biens en France, est donc resté entier.

L'espoir d'une solution équitable, et légale, se porte immédiatement vers les conventions internationales dont nous allons parler maintenant, puis, pour plus tard, dans la fusion de ces diverses conventions en un texte unique relatif aux sociétés étrangères dont nous nous occupons dans le présent ouvrage.

TROISIÈME PARTIE

Conventions Internationales Bilatérales

TITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

Dans le but de faire disparaître les effets fâcheux de la situation où l'on s'est trouvé amené, dans les conditions que nous venons d'exposer, des conventions internationales bilatérales ont été passées entre la France et divers Etats étrangers.

Ces conventions sont de deux sortes, savoir :

1° Conventions spéciales ayant supprimé complètement l'imposition d'entreprises étrangères ;

2° Conventions générales ayant supprimé partiellement les doubles impositions.

Les conventions de la première sorte sont exclusivement relatives :

— Aux sociétés de navigation maritime ;

— Aux sociétés de navigation aérienne ;

— Aux sociétés participant à une exposition internationale.

Celles de la seconde sorte se rapportent à toutes les autres entreprises. Les principales de ces conventions de la seconde sorte sont celles qui ont été signées par l'Italie, en 1930 et 1931, par la Belgique, en 1931, par les Etats-Unis d'Amérique, en 1932 (1).

L'élaboration de ces dernières conventions a été grandement facilitée par les travaux de la Société des Nations.

(1) Sur la question des doubles impositions considérées d'une manière générale, on consultera utilement les travaux suivants :

EDGARD ALLIX : *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, 6^e éd., Paris, 1931, p. 558 et suiv. ;

ROGER PICARD : « Le problème des doubles impôts devant la Société des

Le Comité fiscal de cette Société poursuit, en effet, depuis plusieurs années, l'étude du problème des doubles impositions.

Dans le cours d'Enregistrement (Doctorat) qu'il a professé à la Faculté de Droit de l'Université de Paris en 1930-1931, M. René CASSIN a défini ainsi ce qu'il faut entendre par « double imposition ».

« Dans un sens large on appelle superposition d'impôts, le fait, pour une personne, d'être taxée deux ou plusieurs fois pour le même bien, pour le même revenu, pour la même opération juridique et, dans cette acception, il n'est pas nécessaire que ce soit deux fois par le même impôt. »

« Dans un sens plus étroit, l'expression « superposition » vise l'hypothèse où la matière imposable est taxée deux fois par le même impôt ; »

En passant signalons que la question générale de la double imposition a posé le fort important et très difficile problème « de la ventilation ou répartition du revenu des entreprises entre les différents pays dans lesquels elles travaillent. » (1)

Le désir « de formuler des règles uniformes de ventilation » a conduit le « Comité fiscal — nouvel organisme permanent, qui fut alors créé par le Conseil de la Société des Nations — » à entreprendre une large enquête. Un questionnaire fut envoyé à un grand nombre de gouvernements. L'examen, dans la session de mai 1930, des réponses reçues, fit apparaître « la nécessité d'une étude plus détaillée et approfondie ». « La responsabilité de cette étude fut confiée à un Sous-Comité » ; « ce Sous-Comité chargea M. Mitchell B. CARROLL, ancien « Special Attorney » du Département du Trésor des Etats-Unis, de conduire l'enquête ». « Le Comité fiscal, dans sa réunion de mai 1931, a pris connaissance des premiers résultats de l'enquête. Il a décidé qu'elle serait poursuivie suivant les mêmes méthodes dans d'autres pays européens et extraeuropéens. »

Tous les travaux auxquels cette enquête a donné lieu ont été publiés en cinq volumes parus au cours des années 1932 et 1933.

Nations et la Chambre de Commerce internationale » in *Journal du droit international*, Paris 1925, p. 40 et suiv. ;

RENÉ CASSIN : Cours d'Enregistrement (Doctorat) professé à la Faculté de Droit de Paris, 1930-1931, « Les superpositions d'impôts en matière de sociétés et valeurs mobilières » ;

J.-P. NIBOYET : « Les doubles impositions au point de vue juridique », 1930, Recueil des cours, 1930-I, Tome 31, Académie de droit international de La Haye ;

PIERRE SÉNÉCHAL : « Les Conventions fiscales passées par la France contre la double imposition des sociétés nationales et étrangères » (Thèse), Paris, 1933.

(1) Préface à « L'imposition des Entreprises étrangères et nationales en Allemagne, en Espagne, aux Etats-Unis d'Amérique, en France et dans le Royaume-Uni ». Publication de la Société des Nations, Genève, 1932.

La double imposition crée un surcroît de charge fiscale d'autant plus difficile à tolérer que l'un au moins des impôts qui y interviennent est d'un taux plus élevé. Aussi, vu les valeurs excessives qu'aujourd'hui ont atteintes les taux des impôts français appliqués en vertu des lois de 1872, de 1914, de 1917, etc. (1), l'Etat français devait-il céder aux pressantes demandes de suppression de ce surcroît de charge fiscale.

Il faut ajouter qu'à l'étranger, au fort sérieux inconvénient du surcroît de charge produit par l'application de la loi et du décret français de 1872, s'ajoutait le très notable désagrément que cette application produisait en obligeant les entreprises étrangères dont les valeurs mobilières se trouvaient atteintes de faire connaître au fisc français les résultats et éléments de leur activité hors de France.

(1) Dispositions législatives concernant :

l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises et étrangères (loi du 29 mars 1914),

l'impôt général sur le revenu (loi du 15 juillet 1914),

l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les traitements, salaires et pensions, les revenus des créances, dépôts et cautionnements, etc. (loi du 31 juillet 1917), etc...

TITRE II

CONVENTIONS SPÉCIALES AYANT SUPPRIMÉ COMPLÈTEMENT L'IMPOSITION D'ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

CHAPITRE I

Conventions concernant les entreprises de navigation maritime

La loi française, du 29 avril 1926, portant fixation du budget général de l'exercice 1926, a édicté, en son article 5, que :

« Art. 5. — Les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation maritime établies à l'étranger et provenant de l'exploitation de navires étrangers sont exempts d'impôts à condition que le pays dont ces navires battent le pavillon accorde une exemption équivalente aux entreprises françaises de navigation.

« Les modalités de cette exemption et les impôts compris dans l'exonération seront fixés, pour chaque pays, par un accord diplomatique. Ils feront l'objet d'un décret contresigné par le ministre des finances et soumis, dans le délai de trois mois, à la ratification législative.

« Les bénéfices réalisés dans les pays ayant consenti l'exonération réciproque prévue à l'alinéa précédent par les entreprises de navigation maritime qui ont leur siège en France seront compris dans les bases de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû par ces entreprises. »

L'exemption prévue par le texte ci-dessus a fait l'objet d'accords entre la France et douze pays étrangers, savoir : Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Grèce, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne, Suède.

En vertu de ces accords, les entreprises de navigation maritime ne sont plus atteintes par l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières, impôt dont jusque-là le fisc français frappait les revenus de leurs titres, en invoquant la loi et le décret de 1872, plus précisément

la condition ajoutée par ce décret, savoir : « qui ont pour objet des biens situés en France ».

Nous allons passer rapidement en revue les textes officiels auxquels ont donné lieu lesdits accords, intervenus successivement.

Dans neuf des douze cas le texte de l'accord précise que l'exemption instituée s'applique à la fois à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre 1^{er} de la loi du 31 juillet 1917, et à « l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre 1872 à la charge des sociétés étrangères, dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France ». Dans les trois autres cas le texte de l'accord énonce simplement la non-imposition des bénéfices provenant de l'exploitation de la navigation maritime, mais dans chacun de ces cas une Instruction de l'Administration de l'Enregistrement est venue préciser que la non-imposition vaut relativement à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

I. — Etats-Unis d'Amérique.

Décret du 20 mai 1927 (1),

ayant sanctionné des dispositions qui ont été appliquées à partir du 1^{er} janvier 1921,

et dont la ratification législative n'a pas eu lieu à notre connaissance.

« Art. 1^{er}. — Les citoyens des Etats-Unis d'Amérique non domiciliés sur le territoire de la République française, de même que les personnes morales constituées aux Etats-Unis d'Amérique, qui exploitent à l'intérieur des limites du territoire de la République française, des entreprises de navigation, avec des bâtiments naviguant sous le pavillon américain, sont exonérés de tout impôt sur les bénéfices provenant de la navigation exclusivement.

« Cette exonération qui, par mesure de réciprocité, prendra effet du 1^{er} janvier 1921, concerne, notamment, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre 1^{er} de la loi du 31 juillet 1917 et l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre 1872 à la charge des sociétés étrangères, dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France.

« Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 29 avril 1926. »

II. — Danemark.

Décret du 26 avril 1930 (2),

ayant sanctionné des dispositions qui ont été appliquées à partir du 1^{er} juillet 1930,

(1) *J. off.* du 23-24 mai 1927. — R. E., 8560. — R. I., 2062.

(2) *J. off.* du 1^{er} mai 1930. — R. E., 9291. — R. I., 2986.

et dont la ratification législative n'a pas eu lieu à notre connaissance.

Ce décret a homologué un échange de lettres, en date du 28 février 1930, entre la France et le Danemark.

La lettre émanant du Gouvernement français accordait, sous condition de réciprocité,

« l'exonération pour les entreprises de navigation danoises des impôts sur les bénéfices provenant de la navigation réalisés en France. »

Et l'Instruction n° 4063 du 19 juin 1930 de l'Administration de l'Enregistrement a précisé que l'accord qui précède exonère de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières les sociétés danoises de navigation qui ont une exploitation en France et dont les titres ne sont pas abonnés.

Bien que lesdites lettres ne spécifient pas que les entreprises de navigation exonérées sont des entreprises de navigation maritime, à l'exclusion des entreprises de navigation fluviale, il ne semble pas douteux que cette restriction ait existé dans l'intention des Hautes Parties contractantes.

III. — Suède.

Décret du 14 mai 1930 (1),
ayant sanctionné des dispositions qui ont été appliquées à partir du 1^{er} janvier 1930,

et dont la ratification législative n'a pas eu lieu (Projet de loi déposé le 8 juillet 1930, n° 3708).

Ledit décret est intervenu à la suite de l'accord signé le 26 janvier 1930 par la France et la Suède.

« Art. 1^{er}. — Les bénéfices réalisés en France par les entreprises de navigation maritime établies en territoire suédois et provenant de l'exploitation de navires battant pavillon suédois sont exemptés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre 1^{er} de la loi du 31 juillet 1917 et de l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre 1872 à la charge des sociétés étrangères, dont les titres ne sont pas abonnés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France.

« Art. 2. — Le présent décret qui, par mesure de réciprocité, aura effet du 1^{er} janvier 1930, sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 29 avril 1926. »

IV. — Pays-Bas.

Décret du 7 juin 1930 (2),
ayant sanctionné des dispositions qui ont été appliquées à partir du 1^{er} janvier 1930,

(1) *J. off.* du 28 mai 1930, erratum au *J. off.* du 16/17 juin 1930. — R. E., 9223. — R. I., 2914.

(2) *J. off.* du 22 juin 1930. — R. E., 9224. — R. I., 2931.

et dont la ratification législative n'a pas eu lieu (Projet de loi déposé le 4 novembre 1930, n° 3938).

Ledit décret est intervenu à la suite de l'accord résultant des communications échangées, les 15 et 28 février 1930, entre le Gouvernement français et le Gouvernement néerlandais.

Ce décret est, au nom du pays étranger près, identique à celui qui est intervenu entre la France et la Suède.

V. — Grèce.

Décret du 5 septembre 1930 (1),
ayant sanctionné des dispositions qui ont été appliquées à partir du 1^{er} janvier 1924,
et dont la ratification législative a eu lieu le 23 juin 1931 (2).

Ledit décret est intervenu à la suite de l'accord signé le 18 février 1929, par la France et la Grèce.

Ce décret est, sauf quant au nom du pays étranger et au départ de son effet, identique à celui qui est intervenu entre la France et la Suède.

VI. — Norvège.

Décret du 5 septembre 1930 (3),
ayant sanctionné des dispositions qui ont été appliquées à partir du 1^{er} avril 1930,
et dont la ratification législative a eu lieu le 23 juin 1931 (4).

Ledit décret est intervenu à la suite de l'accord signé le 2 juin 1930 par la France et la Norvège.

Ce décret est, sauf quant au nom du pays étranger et au départ de son effet, identique à celui qui est intervenu entre la France et la Suède.

VII. — Belgique.

Décret du 4 novembre 1930 (5),
ayant sanctionné des dispositions qui ont été appliquées à partir du 1^{er} janvier 1931,

et dont la ratification législative n'a pas eu lieu (Projet de loi déposé le 31 mars 1931, n° 4928).

« Art. 1^{er}. — Une convention entre la France et la Belgique ayant pour but d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation

(1) *J. off.* du 9 octobre 1930, erratum au *J. off.* du 13/14 octobre 1930. — R. E., 9336, 2°. — R. I., 3044, 2°.

(2) *J. off.* du 25 juin 1931.

(3) *J. off.* du 9 octobre 1930. — R. E., 9336, 1°. — R. I., 3044, 1°.

(4) *J. off.* du 25 juin 1931.

(5) *J. off.* du 29 novembre 1930. — R. E., 9353.

maritime des deux pays, signée à Bruxelles le 7 octobre 1929, et les ratifications ayant été échangées à Paris le 13 septembre 1930, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution :

CONVENTION

*entre la République française et la Belgique ayant
pour but d'éviter la double imposition des revenus
des entreprises de navigation maritime des deux pays.*

Le Gouvernement de la République française et le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges, désireux d'éviter aux entreprises de navigation maritime, domiciliées dans l'un des deux pays et exerçant leur activité dans l'autre, le fardeau d'une double imposition sur les revenus qu'elles retirent de l'exploitation de leurs navires, ont jugé utile de conclure une convention basée sur le principe de la réciprocité. Les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. premier. — Les entreprises de navigation maritime ayant leur direction effective en France et dont les navires battant pavillon français visitent les ports belges, pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en Belgique du paiement des impôts pour les revenus ou bénéfices de l'exploitation de ces navires.

Par réciprocité, les entreprises de navigation maritime ayant leur direction effective en Belgique et dont les navires battant pavillon belge visitent les ports français, pour y charger ou y décharger des marchandises ou des voyageurs, seront exemptées en France du paiement des impôts pour les revenus ou bénéfices résultant de l'exploitation de ces navires.

Art. 2. — Par « entreprises de navigation maritime », il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navires, le terme « propriétaire » comprenant tout affréteur.

Art. 3. — Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également ceux provenant de la vente des billets de passage dans le pays où l'entreprise qui les émet n'a pas son siège.

Art. 4. — L'exonération réciproque prévue à l'article 1^{er} concerne : en France, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, institué par le titre 1^{er} de la loi du 31 juillet 1917, et l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre 1872 à la charge des sociétés étrangères, dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France ; en Belgique, la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis et la taxe professionnelle sur les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales et agricoles.

Art. 5. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris.

Elle entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle durant laquelle elle aura été ratifiée.

Elle pourra être dénoncée à toute époque moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 7 octobre 1929.

(L. S.) Signé : Maurice HERBETTE.

(L. S.) Signé : HYMANS.

Art. 2. — Le ministre des Affaires étrangères, le ministre des Finances, le ministre du Budget sont chargés, etc... »

VIII. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne.

Décret du 25 février 1933 (1),
ayant sanctionné des dispositions qui ont été appliquées à partir du
1^{er} janvier 1924,

et dont la ratification législative n'a pas eu lieu (Projet de loi déposé
le 23 mai 1933, n° 1909).

Ledit décret est intervenu à la suite de l'accord résultant des communications échangées le 1^{er} octobre 1932, entre la France et le Royaume-Uni.

« *Article premier.* — Les profits résultant de l'industrie de la navigation maritime pratiquée au moyen de navires dont le port d'immatriculation se trouve dans le Royaume-Uni par les sociétés ayant dans le Royaume-Uni le siège de leur administration centrale et de leur direction sont exemptés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre I^{er} de la loi du 31 juillet 1917 et de l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre 1872 à la charge des sociétés étrangères dont les titres ne sont pas abonnés, mais qui détiennent des biens meubles ou immeubles situés en France.

« *Art. 2.* — Le présent décret qui, par mesure de réciprocité, aura effet du 1^{er} janvier 1924, sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 29 avril 1926. »

IX. — Canada.

Décret du 4 mars 1933 (2).
ayant sanctionné des dispositions qui ont été appliquées à partir
du 1^{er} janvier 1922.

et dont la ratification législative n'a pas eu lieu (Projet de loi déposé
le 23 mai 1933, n° 1911).

Ledit décret est intervenu à la suite de l'accord résultant des communications échangées le 19 octobre 1932, entre la France et le Canada.

« *Article premier.* — Les bénéfices réalisés en France par les entreprises de navigation maritime établies au Canada et provenant de l'exploitation de navires dont le port d'immatriculation se trouve au Canada ou en Grande-Bretagne sont exemptés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre I^{er} de la loi du 31 juillet 1917 et de l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre 1872 à la charge des sociétés étrangères dont les titres ne sont pas abonnés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France.

« *Art. 2.* — Par mesure de réciprocité, les présentes dispositions auront effet du 1^{er} janvier 1922. Toutefois, les impôts acquittés par les entreprises de navigation maritime antérieurement au 1^{er} janvier 1931 ne donneront pas lieu à remboursement et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux auquel ces entreprises ont été assujetties dans des rôles mis en recouvrement antérieurement à la même date demeurera exigible.

(1) *J. off.* du 8 mars 1933. — R. E., 9878, 1^o. — R. I., 3839, 1^o.

(2) *J. off.* du 9 mars 1933. — R. E., 9878, 2^o. — R. I., 3839, 2^o.

« Art. 3. — Le ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 29 avril 1926. »

X. — Japon.

Décret du 22 juin 1933 (1),
ayant sanctionné des dispositions qui ont été appliquées à partir du 1^{er} janvier 1929,
et dont la ratification législative n'a pas eu lieu (Projet de loi déposé le 17 octobre 1933, n° 2405).

Ledit décret est intervenu à la suite de l'accord résultant des communications échangées le 5 mai 1931, entre la France et le Japon.

« Article premier. — Les bénéfices réalisés en France à partir du 1^{er} janvier 1929 par les entreprises de navigation maritime ayant leur siège sur le territoire du Japon et provenant de l'exploitation de navires immatriculés au Japon et battant pavillon japonais sont exemptés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre I^{er} de la loi du 31 juillet 1917 et de l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre 1872 à la charge des sociétés étrangères dont les titres ne sont pas abonnés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France.

« Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 29 avril 1926. »

XI. — Allemagne.

L'exemption d'impôt considérée a été prévue dans l'Accord Commercial signé le 17 août 1927 (2), sanctionné par décret du 26 du même mois, et approuvé par une loi du 2 mars 1928, puis dans la Convention de commerce, de navigation et d'établissement signée le 28 juillet 1934 (3), sanctionnée par décret du 29 du même mois, et dont la ratification législative n'a pas eu lieu (projet de loi déposé le 8 novembre 1934, n° 4100).

L'entrée en vigueur a eu lieu :

pour cet accord commercial, le 6 septembre 1927 (art. 1^{er} du décret),
pour cette convention, le 1^{er} août 1934 (art. 35 de la convention).

Le Protocole de signature annexé à la convention signée le 28 juillet 1934 dispose que :

« En vue d'éviter une double taxation, chacune des hautes parties contractantes s'abstiendra de taxer les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation dont la direction a son siège sur le territoire de l'autre partie » (4).

(1) *J. off.* du 8 juillet 1933. — R. E., 9978. — R. I., 3959.

(2) *J. off.* du 31 août 1927.

(3) *J. off.* du 30/31 juillet 1934.

(4) Protocole de signature, Paragraphe A, Addendum aux articles 1^{er} et 2, alinéa 8 (*J. off.* du 30/31 juillet 1934).

L'extrait ci-dessus est la reproduction, identique, d'une partie du Protocole de signature qui a été annexé à l'accord commercial franco-allemand signé le 17 août 1927 (1).

L'Instruction n° 4031, du 22 juillet 1929, relative à l'application de l'accord de 1927 a précisé que :

« Cette clause a pour effet d'exonérer les sociétés allemandes de navigation de l'impôt sur le revenu institué par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre suivant, à la charge des sociétés étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France. »

XII. — Italie.

En France et en Italie, l'exemption réciproque d'impôt sur les bénéfices provenant de l'exploitation d'entreprises de navigation maritime a été prévue par une convention générale qui a été signée le 16 juin 1930, convention sur laquelle nous revenons plus loin, au sujet de l'exemption atteignant les entreprises industrielles et commerciales en général.

Cette convention, ainsi que l'avenant y ajouté et signé le 16 novembre 1931, a été approuvée par la loi du 13 juillet 1933 (2) et ratifiée par décret du 24 novembre suivant (3).

Les entreprises de navigation maritime sont visées par ladite convention en son article 7, ainsi conçu :

« Art. 7. — Les bénéfices provenant de l'exploitation d'entreprises de navigation maritime ou aérienne ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège central réel de l'entreprise, à condition que les navires ou les aéronefs battent pavillon ou possèdent la nationalité dudit Etat. »

Cette disposition se trouve complétée par la suivante, qui a été énoncée au protocole de signature de la convention (paragr. 4, alinéa dernier) (2) :

« Il est, en outre, convenu que les impôts dont les entreprises visées à l'article 7 de la Convention se trouveront exonérées par l'effet dudit article, ne seront pas réclamés pour le passé, sauf dans le cas où les rôles auraient été mis en recouvrement antérieurement à la date de la présente convention. »

Et l'Instruction relative à l'exécution de la loi du 13 juillet 1933, Instruction n° 4163, du 28 décembre 1933, a ajouté la précision suivante :

« Cette disposition (de l'article 7), dont la portée d'application n'est pas modifiée par l'article 11 de la Convention, pose, pour les entreprises de navigation maritime ou aérienne, le principe de l'imposition exclusive, dans le

(1) *J. off.* du 31 août 1927, Protocole de signature, Addendum aux articles 25 et 26, alinéa 8.

(2) *J. off.* du 14 juillet 1933.

(3) *J. off.* du 15 décembre 1933. — R. E., 10084.

pays du siège central réel de ces entreprises, des bénéfices provenant de la navigation, en quelque pays qu'ils aient été réalisés.

« Il s'en suit qu'en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les sociétés ayant leur siège central réel en Italie, qui accomplissent en France des opérations commerciales dérivant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs avec des navires ou aéronefs battant pavillon italien ou possédant la nationalité italienne, se trouvent désormais affranchies de toute taxation.

« Enfin, par application de la disposition contenue dans le dernier alinéa du paragraphe 4 du Protocole, les entreprises italiennes de navigation maritime ou aérienne se trouvent dispensées du paiement de l'impôt, dont le fait générateur serait postérieur au 16 juin 1930. »

CHAPITRE II

Conventions concernant les entreprises de navigation aérienne

Jusqu'à ce jour, pour l'exemption d'impôt sur les bénéfices réalisés ou distribués par les entreprises de navigation aérienne, deux conventions seulement sont intervenues : la première entre la France et l'Italie, la seconde entre la France et les Etats-Unis d'Amérique.

I. — Italie.

L'exemption en question se trouve édictée par la convention générale franco-italienne signée le 16 juin 1930, en l'article 7, déjà cité au sujet de la navigation maritime :

« Art. 7. — Les bénéfices provenant de l'exploitation d'entreprises de navigation maritime ou aérienne ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège central réel de l'entreprise, à condition que les navires ou les aéronefs battent pavillon ou possèdent la nationalité dudit Etat. »

Et, à ce sujet, le Protocole annexe a ajouté :

« 4. —

« Il est, en outre, convenu que les impôts dont les entreprises visées à l'article 7 de la convention se trouveront exonérées par l'effet dudit article, ne seront pas réclamés pour le passé, sauf dans le cas où les rôles auraient été mis en recouvrement antérieurement à la date de la présente convention. »

II. — Etats-Unis d'Amérique.

L'exemption se trouve édictée par la convention générale franco-américaine signée à Paris le 27 avril 1932, convention sur laquelle nous revenons ultérieurement, en l'article 3 :

« Art. 3. — Les revenus qu'une entreprise de l'un des Etats contractants

tire de l'exploitation d'aéronefs immatriculés dans cet Etat et effectuant le transport entre les deux pays ne sont imposables que dans le premier Etat. »

Dans le rapport qu'il a fait au nom de la Commission des Finances, M. Gardey a donné à ce sujet la précision suivante (1) :

« L'article 3 relatif aux entreprises de navigation aérienne s'appliquera également à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. »

CHAPITRE III

Convention concernant les Sociétés participant à une Exposition Internationale

La loi du 26 novembre 1929 (2) a autorisé le Président de la République à ratifier la convention relative aux expositions internationales, signée à Paris le 22 novembre 1928.

L'article 20 de ladite convention est ainsi libellé :

« Art. 20. — A l'issue de l'exposition, l'exposant peut, si toutefois la législation du pays où a lieu l'exposition ne s'y oppose pas, vendre et livrer les échantillons exposés. Dans ce cas, il n'est pas assujéti à d'autres taxes que celles qu'il aurait à acquitter dans le cas d'importation directe. »

L'Instruction n° 4045, du 28 décembre 1929, précise que :

« L'ouverture par une société étrangère, dans une exposition, d'un stand où sont reçues les commandes, est susceptible, en principe, de donner ouverture à l'impôt sur le revenu établi par la loi du 29 juin 1872.

« Mais, pratiquement, l'Administration n'a jamais insisté pour que les sociétés étrangères qui participaient à des manifestations de présentation de modèles et d'échantillons se soumettent aux formalités qui leur étaient imposées par la loi de 1872, alors même qu'elles auraient procédé à la vente de ces modèles ou échantillons.

« La nouvelle loi a pour effet d'accorder la consécration légale à la tolérance admise par l'Administration à cet égard.

« Par suite, à l'avenir, comme par le passé, le service devra s'abstenir de réclamer l'impôt sur le revenu aux sociétés étrangères qui viendront participer à des expositions internationales dans notre pays.

« Mais, bien entendu, le bénéfice de l'exonération sera limité aux opérations faites à l'intérieur de l'exposition. L'activité commerciale déployée par une société en dehors de son stand donnerait lieu, le cas échéant, à l'imposition à la taxe sur le revenu dans les conditions ordinaires. »

(1) Rapport fait au nom de la Commission des Finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention signée à Paris le 27 avril 1932 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France, au sujet des doubles impositions, par M. Abel Gardey, sénateur : Doc. parl., Sénat, 1935, p. 247, Annexe n° 328 au procès-verbal de la séance du 26 mars 1935.

(2) *J. off.* du 30 novembre 1929. — R. E., 9171.

TITRE III

CONVENTIONS GÉNÉRALES AYANT SUPPRIMÉ PARTIELLEMENT LES DOUBLES IMPOSITIONS

A ce jour, trois conventions générales pour éviter les doubles impositions sont en vigueur. Ce sont celles qui ont été signées :

I. — Par la France et l'Italie, le 16 juin 1930 ;

II. — Par la France et la Belgique, le 16 mai 1931 ;

III. — Par la France et les Etats-Unis d'Amérique, le 27 avril 1932.

Une convention analogue a été signée par la France et l'Allemagne, le 9 novembre 1934 ; celle-ci n'a pas encore été approuvée par le parlement (1).

Enfin, entre la France et la Grande-Bretagne ont déjà eu lieu des négociations en vue de l'établissement d'un accord de doubles impositions ; elles ont abouti le 22 novembre 1935, à un accord qui a été paraphé par les chefs des délégations et qui devra être soumis pour approbation à leurs gouvernements respectifs.

★
★ ★

Avant d'entrer dans l'examen des trois conventions générales actuellement en vigueur, conventions qui ont eu spécialement pour but de faire disparaître les doubles impositions sur les revenus des titres émis par les sociétés, disons que, d'une part, dans certains accords, arrangements ou conventions qui ont précédé les conventions générales se trouvent des dispositions relatives à ces impositions entre nations différentes, et que, d'autre part, les sociétés étrangères ont cherché à tirer parti de dispositions contenues dans des accords commerciaux pour

(1) Projet de loi portant approbation de la convention franco-allemande, signée à Paris, le 9 novembre 1934, au sujet des doubles impositions : Doc. Parl., Chambre, Session ordinaire 1935, Annexe n° 5242, p. 807.

se défendre contre le développement des prétentions du fisc français quant à l'imposition des revenus des titres émis par elles.

Nous passerons sur ces diverses dispositions parce qu'aucune d'elles n'a fait disparaître l'emprise de la loi et du décret de 1872 telle qu'elle résulte de l'interprétation de ces textes qui s'est trouvée admise par la jurisprudence.

Au sujet du recours à des dispositions contenues dans des accords commerciaux, soulignons que lorsque les sociétés étrangères ont voulu se prévaloir en matière fiscale des clauses d'un accord commercial, l'Administration de l'Enregistrement a toujours repoussé leur demande, en prétendant que les clauses d'un tel accord ne pouvaient créer une dérogation aux dispositions des lois fiscales.

La jurisprudence a adopté cette vue de l'Administration, déclarant que la clause d'égalité de traitement avec les nationaux (1), de même que la clause de la nation la plus favorisée (2), clauses insérées dans des conventions dites d'établissement ou dans des accords commerciaux, sont sans portée au point de vue de l'application des lois fiscales.

Ajoutons que, de certains desdits accords, arrangements ou conventions, les dispositions dont se prévalaient les sociétés sont devenues sans intérêt pour la cause de la double imposition depuis la signature d'une « convention pour éviter les doubles impositions ». C'est le cas à l'égard de la convention consulaire conclue entre la France et les Etats-Unis d'Amérique le 23 février 1853 (décret du 11 septembre 1853), à l'égard de la convention d'établissement franco-belge du 6 octobre 1927 (décret du 29 octobre 1927) ; cela sera sans doute prochainement le cas à l'égard de l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927 (décret du 26 août 1927), ainsi qu'à l'égard de la convention de commerce, de navigation et d'établissement signée à Berlin le 28 juillet 1934 (décret du 29 juillet 1934), vu que cette dernière convention dispose, par un addendum aux articles 1^{er} et 2, *in fine*, que :

« Les dispositions des deux derniers alinéas des articles 1 et 2 ainsi que les dispositions correspondantes du protocole de signature ne seront plus appliquées à partir de la date de la mise en vigueur de la convention pour éviter les doubles impositions et en vue d'une assistance administrative réciproque dans le domaine des contributions directes paraphée le 7 mai 1934 pour autant que le régime fiscal est réglé par ladite convention. » ;

et il est dès à présent envisagé que cela sera le cas à l'égard de la convention d'établissement franco-roumaine signée à Paris le 27 août 1930

(1) Marseille, 28 juin 1927. — R. E., 8698.

Seine-et-Oise, 1^{er} février 1928. — R. E., 8734.

Haute-Loire, 25 juillet 1928. — R. E., 8925.

(2) Marseille, 28 juin 1927. — R. E., 8698.

(décret du 27 mars 1935), vu qu'en cette convention est déclaré, à l'article 7, *in fine*, que :

« Les deux hautes parties contractantes conviennent de conclure dans le plus bref délai une convention réglant le régime fiscal applicable aux sociétés, ainsi que la question de la double imposition, matières non réglées par le présent accord. »

Mentionnons aussi la convention franco-sarroise signée à Paris le 5 juillet 1922 et ratifiée par une loi du 17 juillet 1923, convention caduque maintenant ; et l'arrangement et le protocole franco-espagnols signés à Madrid respectivement les 18 mai 1926 et 7 août 1926 et promulgués par décret du 31 août de la même année (1).

★
★★

Abordons maintenant l'examen des trois conventions générales qui sont déjà en vigueur. Ces conventions présentent un très grand intérêt. Elles ont été conclues sous les auspices de la Société des Nations.

Dans le rapport que M. LÉON BARÉTY a présenté à la Chambre des Députés le 16 juin 1933, au nom de la Commission des Finances de l'Assemblée (2), nous lisons :

*« Historique des travaux de la Société des nations
en matière de double imposition. »*

« En vue d'étudier la question des doubles impositions, le Conseil de la Société des Nations décide, en 1923, la réunion d'un comité d'experts techniques dans lequel sont représentées, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Hollande, l'Italie, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la France.

« Dès le début de ses travaux, ce comité reconnaît qu'en raison de la diversité des systèmes fiscaux en vigueur, il est impossible de donner une solution générale au problème de la double imposition et que celui-ci ne pourra être résolu qu'au moyen de conventions bilatérales.

« En conséquence, le comité d'experts techniques élabore des projets de conventions bilatérales et établit un rapport.

« Le Conseil de la Société des Nations décide, en juin 1927, d'adresser ce rapport aux gouvernements de tous les Etats et de convoquer, en 1928, une réunion générale d'experts gouvernementaux, afin de le discuter.

« Vingt-sept Etats, dont la France, répondent à cette convocation.

« La réunion générale d'experts gouvernementaux, siégeant à Genève en octobre 1928 se déclare d'accord avec les experts techniques pour recon-

(1) *J. off.* du 12 septembre 1926, et *J. off.* du 17 juin 1927, pour erratum.

(2) Rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la convention entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matières fiscales, signée à Rome le 16 juin 1930 : Doc. Parl., Chambre, 1933, p. 1322, annexe n° 2058.

naître que, s'il est souhaitable de voir les Etats conclure des conventions collectives ou même une seule convention générale, l'extrême diversité des systèmes fiscaux ne permet pas de leur recommander un texte de convention susceptible de recevoir un assentiment unanime, à moins que ce texte ne soit rédigé en termes si généraux qu'il se trouverait dénué de toute valeur pratique.

« L'assemblée des experts élabore, en conséquence, trois projets types de conventions bilatérales, dans lesquels sont concrétisés les principes admis par les experts techniques. »

C'est en s'inspirant de ces projets qu'ont été élaborées les trois conventions générales qui viennent d'intervenir entre la France, d'une part, et respectivement l'Italie, la Belgique, les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part.

Nous allons examiner successivement chacune de ces conventions, simplement au point de vue de la question qui fait l'objet du présent ouvrage, c'est-à-dire au point de vue des charges au bénéfice du fisc français, des entreprises étrangères « ayant pour objet des biens situés en France », mais n'ayant aucune circulation de leurs titres en France.

CHAPITRE I

Convention entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale⁽¹⁾

Ladite convention a été signée à Rome le 16 juin 1930, en même temps qu'un protocole annexe.

Elle a été complétée par un avenant en date du 16 novembre 1931, auquel un protocole daté du même jour a été annexé.

Le Président de la République française a signé le 13 juillet 1933 la promulgation de la loi qui l'a autorisé à ratifier cette convention et cet avenant (J. off. du 14 juillet 1933).

Le décret de ratification portant promulgation de la convention et le décret de ratification portant promulgation de l'avenant ont été signés le 24 novembre 1933 (J. off. du 15 décembre 1933).

Enfin, le 28 décembre 1933, une Instruction de l'Administration

(1) Aux textes ci-après, le texte n° 5 est la reproduction intégrale de celui de la présente convention.

de l'Enregistrement, n° 4163, est venue ajouter quelques précisions et éclaircissements (1).

Objet de la convention.

L'objet de la convention est défini à son article 1^{er}, où il est dit notamment :

« La présente convention tend à éviter la double imposition en matière d'impôts directs, réels ou personnels.

Sont considérés comme impôts directs les impôts qui sont établis directement sur les revenus.....

La convention établit des règles distinctes pour les impôts directs réels et pour les impôts directs personnels.

Sont considérés comme réels..... les impôts directs qui sont établis sur les diverses catégories de revenus prises distinctement

A la date de la présente convention, les impôts réels visés sont les suivants :

.....

Pour la législation française :

.....

l'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers. »

D'après l'article 2 :

« ... les impôts réels sont, en principe, établis dans le pays de l'origine des revenus. »

Plus spécialement en ce qui concerne les sociétés dont nous nous occupons dans le présent ouvrage, l'objet de la convention a été de supprimer ou d'atténuer les inconvénients que nous avons signalés dans la Deuxième Partie, inconvénients résultant de l'application faite à ces sociétés du décret du 6 décembre 1872, décret qui a été pris comme règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 29 juin de la même année.

Dès à présent indiquons sommairement les principales améliora-

(1) Cette Instruction, relative à l'exécution de la loi portant approbation de la Convention signée entre la France et l'Italie, a été publiée au journal *Le Quotidien Juridique* (numéros des 13 et 14 mars 1935), en même temps que l'Instruction relative à l'exécution de la loi portant approbation de la Convention signée entre la France et la Belgique, sous le titre : « Instruction Générale du 28 décembre 1933, n° 4163, relative à l'exécution des deux lois du 13 juillet 1933 portant approbation des conventions signées entre la France et l'Italie et la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions » — entre le texte officiel et celui que *Le Quotidien Juridique* a publié il existe de très rares et légères différences ; mais aucune de ces différences n'atteint le fond.

Signalons ici que les textes desdits conventions, protocoles, avenants, lois et décrets ont été publiés par la *Revue de l'Enregistrement*, qui, en outre, a donné une étude très approfondie de l'application des dispositions édictées (art. 10084).

tions apportées. Plus loin nous examinons en détail les dispositions correspondantes.

1° Les sociétés italiennes ayant un établissement stable en France, bien que demeurant soumises au régime prévu par ledit décret, voient leur situation très sensiblement améliorée en ce sens que :

a) le revenu taxé au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ne peut plus excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de sa succursale ; si donc l'exploitation de la succursale située en France n'est pas reconnue bénéficiaire pour la société, l'impôt cesse d'être dû ;

b) la quotité imposable cesse de s'appliquer aux intérêts des emprunts contractés en Italie ; plus précisément, les intérêts de ces emprunts ne sont plus du tout taxés en France.

2° Les sociétés italiennes qui n'ont pas d'établissement stable en France ne sont pas recherchées par le fisc français si elles se bornent à y consentir des prêts, ou à y concéder des brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication.

3° Enfin et surtout, les sociétés italiennes ayant une participation dans une société dont le siège social est en France cessent d'être soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ce qui évite la grave superposition d'imposition que nous avons signalée dans notre Deuxième Partie, notamment là où nous y avons étudié le cas du contrôle exercé en France par une Société étrangère (p. 272 et suiv.).

Les dispositions particulières suivantes nous apprennent notamment quels sont les valeurs et capitaux mobiliers dont les revenus sont visés par la convention :

« Art. 4. — Les revenus des fonds publics, des obligations, des prêts, des dépôts et comptes de dépôts, et de toutes autres créances, sont imposables dans l'Etat où se trouve le débiteur de ces revenus.

Si le débiteur possède dans les deux Etats des établissements stables au sens de l'article 6 ci-après et si l'un de ces établissements, dans le cadre de son activité propre, contracte un emprunt ou reçoit un dépôt, l'impôt est perçu par l'Etat sur le territoire duquel est situé cet établissement. »

« Art. 5. — Les revenus des actions ou des parts analogues, ceux des commandites dans les sociétés en commandite simple, ceux des parts dans les sociétés civiles et les sociétés à responsabilité limitée, sont imposables dans l'Etat où se trouve le siège effectif de la société. »

« Art. 11. — Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus, chaque Etat contractant, dans le but de maintenir l'égalité des charges fiscales sur son territoire ou entre ses nationaux, aura la faculté de frapper d'un impôt

réel, conformément à sa législation générale, les revenus des capitaux étrangers investis sur son territoire et les revenus des capitaux nationaux investis à l'étranger sous forme de fonds d'Etat, d'actions ou d'obligations. Mais, dans ce cas, il accepte de précompter sur les impôts qui résulteront de l'application de son tarif général ceux qui seront payés dans l'autre Etat pour le même objet. »

L'innovation est là, l'institution du « précompte ».

Enfin voici l'article qui nous intéresse tout particulièrement :

« Art. 11 bis. — Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie qui possèdent en France un établissement stable et qui sont soumises à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en vertu de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant acquitteront cet impôt dans les conditions prévues par ces dispositions ; toutefois, le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de sa succursale ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

« Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie ne peuvent être soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers à raison de leur participation dans une société dont le siège social effectif est en France ; mais les bénéfices distribués par la société française et passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières seront augmentés, le cas échéant, pour la perception de cet impôt, des bénéfices ou avantages que la société italienne aurait indirectement retirés de sa participation ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. »

L'innovation supplémentaire consiste, d'une part, dans la limitation du revenu taxé, lorsque la société étrangère possède en France un établissement stable ; et, d'autre part, dans la suppression de l'application à la société étrangère de la loi et du décret de 1872, et le remplacement par une augmentation éventuelle imputée à la filiale française des sommes taxées en France, au titre de cette loi de 1872, lorsque la société étrangère a simplement une participation dans une société française.

Date d'entrée en vigueur de la convention.

L'article 20, alinéa 2°, de la convention dispose que :

« La convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de la ratification. »

La ratification étant intervenue au cours de l'année 1933, la convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1934.

Cette date est confirmée par les articles 1^{ers} des susdits décrets du 24 novembre 1933.

Délai de dénonciation.

L'article 20, alinéa 3^e, indique que :

« Elle (la convention) pourra cesser de produire ses effets le 1^{er} janvier de chaque année, à condition qu'elle ait été dénoncée au moins huit mois à l'avance. »

★★

Vu le but du présent ouvrage, nous n'allons plus relever ici, de la convention et de l'avenant qui y a été annexé, que les dispositions se rapportant aux revenus des valeurs mobilières des sociétés italiennes considérées comme « ayant pour objet des biens situés en France » mais n'ayant aucune circulation de leurs titres en France.

Les nouvelles dispositions distinguent (art. 11 bis de la convention) :

- les sociétés italiennes qui possèdent en France un établissement stable ;
- les sociétés italiennes qui ont une participation dans une société dont le siège social effectif est en France.

SECTION I.

**Sociétés italiennes possédant en France
un établissement stable.**

§ 1. — Définition de l'établissement stable.

La définition de l'« établissement stable » a été donnée à l'alinéa 2^e de l'article 6 de la convention et précisée au paragraphe 1 du protocole annexé à cette convention. Il y est dit :

1^o. « Art. 6. —

« Il y a lieu d'entendre par établissement stable, aux fins de la présente convention, une organisation productive permanente appartenant à l'entreprise et dans laquelle s'exerce, en totalité ou en partie, l'activité de ladite entreprise. » ;

et 2^o. « 1. — Sont considérés comme établissements stables au sens de l'art. 6 de la convention, non seulement le siège social et le siège central réel, mais aussi les succursales, les agences, les fabriques, les usines, les laboratoires, les locaux d'achat ou de vente, les magasins et autres exploitations commerciales ayant un caractère d'organisation productive stable, ainsi que les représentations permanentes. ».

En outre, les alinéas troisième et quatrième dudit article 6 disposent que :

« Si l'entreprise a des établissements stables dans les deux Etats contractants, chacun de ces deux Etats appliquera l'impôt sur la partie du revenu provenant de l'activité des établissements situés sur son territoire, à charge par le contribuable de présenter ses comptes généraux, ses comptes spéciaux, ainsi que toutes pièces nécessaires à la discrimination des revenus.

« A défaut de comptabilité faisant ressortir régulièrement et d'une manière distincte ces revenus, les autorités financières des deux Etats contractants s'entendront pour arrêter les règles de ventilation. » ;

et le paragraphe 2 du protocole a ajouté :

« 2. On appliquera les règles fixées aux 3^e et 4^e alinéas de l'article 6 de la convention, s'il existe dans l'un des Etats une entreprise qui, tout en étant juridiquement autonome selon les lois du pays, a, avec une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat, des liens ou des rapports de dépendance ou de participation tels que les deux entreprises constituent une seule et même unité économique. ».

Nous ne pouvons pas citer ce paragraphe 2 du protocole annexé à la convention sans relever immédiatement qu'il avait réglé l'imposition dans le cas d'un contrôle existant entre deux entreprises établies respectivement sur chacun des deux Etats contractants, mais que, comme nous le verrons plus loin, l'Avenant à cette même convention a repris ce cas, dans l'espèce de l'existence d'une filiale française, pour modifier l'imposition correspondante (1).

**§ 2. — Imposition, au titre de l'impôt sur le revenu
des valeurs mobilières, des sociétés italiennes possédant en France
un établissement stable.**

Les sociétés italiennes qui répondent aux conditions prévues par l'article 11 bis de la convention (article 1^{er} de l'avenant) demeurent soumises aux obligations découlant de l'interprétation admise, de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant ; elles doivent acquitter l'impôt sur la base d'une « quotité imposable », suivant les règles que nous avons exposées dans la Première Partie de cet ouvrage.

Mais les améliorations et précisions suivantes ont été apportées, par la convention actuellement considérée et l'Instruction qu'elle a provoquée :

a₁) — Limitation du revenu taxé.

En vertu de l'article 11 bis,

« le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société

(1) En vertu de l'article 11 bis ajouté à la convention par son avenant et des précisions données dans l'Instruction y relative, dans le cas d'une « filiale » française :

1^o. La société italienne n'a aucune part de ses revenus imposée en France,

et

2^o La société française est seule soumise en France à l'impôt sur le revenu, la base de l'impôt étant formée des bénéfices qu'elle distribue et, éventuellement, d'une majoration représentant les bénéfices ou avantages que la société italienne aurait indirectement retirés de sa participation.

aurait retirés indirectement de sa succursale ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. » :

l'impôt ne peut plus atteindre les dividendes distribués par les sociétés italiennes pour une quote part supérieure au montant des bénéfices par elles réalisés en France.

Et l'Instruction n° 4163, en date du 28 décembre 1933, a précisé que :

« Le revenu, déterminé au moyen de l'application de la quotité imposable au revenu distribué, constitue le maximum du revenu taxable, même si les bénéfices acquis en France lui sont supérieurs. Mais lorsque ces bénéfices sont inférieurs, l'impôt doit être liquidé sur leur montant réel. Enfin, l'impôt cesse d'être dû si l'établissement français n'a procuré aucun bénéfice ou est déficitaire. ».

a₂) — *Détermination du montant des bénéfices à considérer.*

Pour établir la comparaison entre le revenu résultant de l'application du coefficient donnant la quotité imposable, d'une part, et les bénéfices provenant de France, d'autre part, en même temps que pour prévenir les dissimulations, l'alinéa 1^{er} de l'article 11 bis de la convention prévoit qu'aux bénéfices ostensibles seront ajoutés, s'il y a lieu,

« les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de sa succursale ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. ».

Sur ce point, la susdite instruction a précisé ainsi :

« Le bénéfice comptable qui ressortira des écritures de l'établissement français, devra donc être majoré des profits indirects que recueilleront tant le siège que les établissements ou filiales étrangers de la société ; ces profits pourront résulter de tous traités, conventions ou combinaisons tendant (notamment au moyen d'une augmentation artificielle du prix des fournitures faites par le siège à l'établissement français ou d'une diminution simulée du prix des livraisons faites par l'établissement français aux sièges, établissements ou filiales étrangers) à transférer à ces sièges, établissements ou filiales, tout ou partie des bénéfices que l'établissement français aurait normalement dû réaliser. ».

a₃) — *Justifications à fournir par les sociétés italiennes.*

Pour l'application du nouveau régime, l'alinéa 3 de l'article 6 de la convention dispose que les sociétés italiennes doivent présenter leurs comptes généraux, leurs comptes spéciaux, ainsi que toutes pièces nécessaires à la discrimination des revenus.

L'alinéa 4 dudit article 6 ajoute que :

« A défaut de comptabilité faisant ressortir régulièrement et d'une manière distincte ces revenus, les autorités financières des deux Etats contractants s'entendront pour arrêter les règles de ventilation. ».

Enfin, le paragraphe 3 du protocole annexé à la convention a précisé que :

« 3. — Aux termes de l'article 6, 3^e alinéa, de la convention, il y a lieu d'entendre :

a) Par « comptes généraux » ceux qui expriment les résultats généraux de l'entreprise et qui sont dressés et publiés conformément aux lois de l'Etat dans lequel se trouve le siège social ou le siège central réel de l'entreprise ;

b) Par « comptes spéciaux » ceux qui expriment les résultats de la gestion des établissements situés dans l'Etat qui applique l'impôt, comptes dressés et publiés conformément aux lois dudit Etat ;

c) Par « toutes autres pièces », toutes pièces concernant la gestion des établissements et nécessaires pour déterminer les revenus desdits établissements qui sont imposables dans l'Etat qui applique l'impôt. ».

a₄) — *Tarif de l'impôt.*

Le tarif de l'impôt applicable aux distributions des sociétés italiennes possédant un établissement stable en France était, antérieurement au décret-loi du 16 juillet 1935, fixé au taux de 17 %.

Depuis la mise en vigueur de ce décret-loi, le Fisc français prétend devoir appliquer uniformément le taux de 24 % (voir ci-dessus, p. 198).

b) — *Imposition des sociétés italiennes à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat situés en France.*

Alors qu'en vertu de la convention franco-belge (voir ci-après), les sociétés belges ne sont plus atteintes par l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières à raison de la possession en France d'une maison ou d'un comptoir d'achat, les sociétés italiennes continuent d'être soumises à cet impôt en pareil cas, en vertu de la convention franco-italienne.

En effet, d'après la définition donnée, à l'article 6, alinéa 2^e, de la convention, et précisée au paragraphe 1 du protocole annexe (voir ci-dessus), les maisons ou comptoirs d'achat sont des établissements stables. Et, comme cela ressort de l'article 11 bis de la convention, la possession en France d'un établissement stable détermine l'application aux sociétés italiennes de la loi et du décret de 1872, toutefois, comme nous l'avons vu ci-dessus, le revenu taxé ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de l'exploitation de son établissement stable en France, donc, en particulier, de sa maison d'achat située en France. La question se pose de savoir si les maisons d'achat, qui généralement n'accusent aucun bénéfice, s'en verront attribuer un, de nature indirecte, par l'Administration française, par exemple si l'économie faite en supprimant l'intermédiaire d'un commissionnaire sera considérée comme un bénéfice indirect taxable — l'Administration a jusqu'ici fait jouer cette idée, contre les maisons d'achat.

c) — *Non-imposition des sociétés italiennes qui se bornent en France à consentir des prêts, ou à concéder des brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication, sans y posséder d'établissement stable.*

Dans sa partie relative à la convention franco-italienne, l'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement a expressément énoncé cette non-imposition, dans les termes suivants :

« sont affranchies de l'impôt sur le revenu français, les sociétés qui accomplissent en France des opérations (prêts, concession de brevets ou de procédés de fabrication), sans y avoir d'établissement stable. ».

Toutefois, la loi qui a autorisé la ratification de la convention, loi du 13 juillet 1933, prévoit, en son article 2, au sujet des revenus des prêts consentis en France à un particulier, par une entreprise italienne, que

« Tant que la convention sera en vigueur, lorsque le créancier a son domicile ou sa résidence en Italie, l'impôt édicté par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917 est avancé par le débiteur des intérêts, arrérages et tous autres produits, sauf son recours contre le créancier ; ... »

Et, d'autre part, si le prêt a été consenti à une société française, conformément à la loi du 29 juin 1872 la société française emprunteuse fait, elle aussi, l'avance de l'impôt, et elle aussi a la possibilité d'exercer à son sujet un recours contre l'entreprise italienne créancière.

Le cas du prêt consenti à une société française se trouvant réglé par la loi du 29 juin 1872, nous sommes portée à penser que, par les lignes que nous venons de citer, l'article 2 de la loi du 13 juillet 1933 vise le cas du prêt consenti en France à un particulier.

Nous pouvons résumer en disant : la société italienne qui consent des prêts en France est exonérée de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières en tant que société étrangère faisant des opérations en France, c'est-à-dire de l'impôt frappant « la quotité imposable » ; mais néanmoins les intérêts des prêts en question sont toujours frappés de l'impôt français sur le revenu, que les prêts aient été consentis à des particuliers ou à des sociétés, vu que cet impôt, qui normalement incombe à la société créancière, ici à la société italienne prêteuse, est toujours retenu à la source.

d) — *Non-imposition des intérêts des emprunts contractés par les sociétés italiennes.*

Nous avons vu qu'en vertu de l'interprétation admise par la jurisprudence, pour les dispositions de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant, les sociétés étrangères qui ont des biens français rentrant dans leur objet devaient en France l'impôt sur le revenu

des valeurs mobilières, non seulement sur les dividendes et autres produits qu'elles distribuent à leurs actionnaires, mais aussi sur les intérêts de tous les emprunts contractés par elles, en France ou hors de France, et que les sociétés étrangères qui n'ont pas de biens français rentrant dans leur objet mais ont contracté un emprunt en France y étaient soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur tous les intérêts de cet emprunt.

Il n'en est plus ainsi maintenant, vu l'article 4 de la convention. Cet article est, en effet, libellé comme suit :

« Art. 4. — Les revenus des fonds publics, des obligations, des prêts, des dépôts et comptes de dépôts, et de toutes autres créances, sont imposables dans l'Etat où se trouve le débiteur de ces revenus.

Si le débiteur possède dans les deux Etats des établissements stables au sens de l'article 6 ci-après et si l'un de ces établissements, dans le cadre de son activité propre, contracte un emprunt ou reçoit un dépôt, l'impôt est perçu par l'Etat sur le territoire duquel est situé cet établissement. ».

Les intérêts des emprunts contractés par une entreprise italienne possédant ou non en France un établissement stable, y échappent désormais à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, à moins que les emprunts n'aient été contractés par l'établissement situé en France, dans le cadre de son activité propre (article 4, alinéa 2), auquel cas les produits des emprunts sont passibles de l'impôt sur leur montant total.

Sur ce point, l'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement s'exprime ainsi :

« Les intérêts des emprunts contractés, dans le cadre de son activité propre, par l'établissement stable, sis sur un des Etats, d'une entreprise ayant son siège dans l'autre, étant exclusivement imposables par l'Etat sur le territoire duquel est situé l'établissement (Art. 4, 2^e al.), les sociétés italiennes ne sont plus assujetties à l'impôt à raison des intérêts des emprunts contractés par leur siège ou établissements étrangers. Mais les intérêts des emprunts qui sont contractés, dans le cadre de leur activité propre, par les établissements stables qu'elles ont installés en France, deviennent passibles de l'impôt sur leur montant total et non plus dans la mesure de la quotité imposable, ni suivant la règle de liquidation établie par l'art. 1^{er}, § 1, de l'Avenant à la Convention. ».

e) — *Non-imposition en France des rémunérations des administrateurs des sociétés italiennes.*

Nous savons qu'antérieurement à la mise en vigueur de la convention le fisc français réclamait l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les rémunérations des administrateurs domiciliés ou résidant en France des sociétés étrangères « ayant pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France ».

Il n'en est plus ainsi maintenant, vu les articles 8 et 5 de la convention, savoir :

« Art. 8. — Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs des sociétés par actions sont imposables selon la règle établie à l'article 5. ».

« Art. 5. — Les revenus des actions ou des parts analogues, ceux des commandites dans les sociétés en commandite simple, ceux des parts dans les sociétés civiles et les sociétés à responsabilité limitée, sont imposables dans l'Etat où se trouve le siège effectif de la société. ».

L'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières n'est plus réclamé aux sociétés italiennes ayant en France un établissement stable, sur les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations payés aux administrateurs en cette qualité d'administrateur, postérieurement au 31 décembre 1933, même si ces administrateurs sont domiciliés en France.

f) — *Imposition en France des dividendes et des intérêts des obligations ou emprunts payés à des actionnaires ou à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France.*

L'article 11 de la convention autorise chaque Etat à

« frapper d'un impôt réel, conformément à sa législation générale, les revenus des capitaux nationaux investis à l'étranger sous forme de fonds d'Etat, d'actions ou obligations. Mais, dans ce cas, il accepte de précompter sur les impôts qui résulteront de l'application de son tarif général ceux qui seront payés dans l'autre Etat pour le même objet. ».

L'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement précise que découlent de là les conséquences suivantes :

« Comme, en Italie, les revenus des obligations émises avant le 30 septembre 1926 par les communes, provinces, institutions et sociétés commerciales, sont seuls assujettis à un impôt réel, dont le taux, de 20 %, est égal ou supérieur au taux de l'impôt français, les revenus de ces titres, abonnés ou non abonnés, deviennent seuls exempts de l'impôt sur le revenu français de 17 ou de 20 % (Rap. Protoc. ann. à la Conv., § 7, al. 2, 3 et 4).

« Par contre, les revenus des actions et autres titres d'associés dans les sociétés italiennes, les revenus des fonds de l'Etat italien et les revenus des obligations et emprunts émis depuis le 30 septembre 1926 par les communes, provinces, institutions et sociétés italiennes demeurent assujettis à l'impôt français de 17 ou de 20 % suivant que ces collectivités ont été, ou non, placées sous le régime de l'abonnement. ».

Etant donné que la mise en vigueur de la convention a été fixée au 1^{er} janvier 1934, l'Instruction ajoute, dans son paragraphe 4 :

« l'exonération de l'impôt sur le revenu n'est acquise aux intérêts des obligations italiennes émises avant le 30 septembre 1926, qu'aux intérêts échus à partir du 1^{er} janvier 1934, si ces titres sont abonnés, ou qu'aux

intérêts payés à compter de la même date, quelle que soit la date de leur échéance, si ces obligations n'ont pas été placées sous le régime de l'abonnement. ».

Il faut ajouter que ceux des taux ci-dessus qui étaient relatifs à l'impôt français sur le revenu des capitaux mobiliers se sont trouvés majorés par les décrets-lois des 16 et 27 juillet 1935.

Ces majorations ont amené l'Administration à préciser à nouveau l'application du précompte. Les nouvelles précisions sont contenues dans l'Instruction n° 4202, du 31 juillet 1935, où il est dit :

1°. En ce qui concerne les valeurs italiennes abonnées :

« Les produits des valeurs italiennes sont assujettis à l'impôt en France, sous déduction de l'impôt déjà perçu en Italie.

« A. En conséquence, ceux de ces produits qui, en Italie, supportent l'impôt, dont le taux est de 20 p. 100, sont soumis en France au régime suivant :

« a. Lorsque les titres remplissent les conditions prévues aux 2° et 3° alinéas de l'article 60 du Code pour bénéficier des tarifs réduits de 12 p. 100 et de 18 p. 100, leurs produits sont dispensés de l'impôt en France, puisque l'impôt auquel ils donneraient ouverture est inférieur à celui qui a été perçu en Italie ;

« b. Dans le cas contraire, l'impôt est perçu au taux de 4 p. 100 (24 — 20).

« Les produits qui bénéficient de ce régime (§ a et b) sont ceux des valeurs ci-après :

« 1° Obligations émises avant le 30 septembre 1926 par les communes, provinces, institutions et sociétés commerciales ;

« 2° Obligations émises postérieurement au 18 septembre 1934 par les sociétés anonymes ou en commandite par actions, autres que celles qui pratiquent le crédit foncier, agricole ou minier.

« B. Quant aux produits des autres valeurs, qui ne sont pas assujettis à l'impôt en Italie, ils seront soumis en France au régime du droit commun. »

2°. En ce qui concerne les valeurs italiennes non abonnées :

« Les produits des fonds d'Etat italiens et des valeurs italiennes non abonnées sont désormais taxés aux taux ci-après :

« a. 5 p. 100 (25 — 20), lorsqu'ils sont assujettis à l'impôt en Italie (Voir ci-dessus la désignation de ces titres) ;

« b. 25 p. 100, dans le cas contraire.

« Toutefois, les taux indiqués aux paragraphes a et b qui précèdent sont réduits respectivement à 4 p. 100 (24 — 20) et 24 p. 100 pour ceux de ces titres déposés contre récépissé nominatif dans les établissements de crédit agréés par l'Administration. ».

Malgré que la convention ait eu pour but d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, on voit qu'une superposition d'impôts subsiste ici, du fait de l'application simultanée de la loi et du décret de 1872, d'une part, et de la loi de 1914, d'autre part.

En effet, l'impôt sur le revenu établi en France par la loi du 29 mars 1914 continue d'être réclamé aux personnes domiciliées ou résidant en France, notamment sur les revenus des actions italiennes

qu'elles possèdent, même dans le cas où la société émettrice des actions a en France un établissement stable et y est de ce fait passible de l'impôt sur le revenu réclamé au titre de la loi et du décret de 1872, sur une quotité du revenu distribué aux actionnaires.

SECTION II.

Sociétés italiennes ayant une participation dans une société dont le siège social effectif est en France.

Non-imposition des sociétés italiennes à raison d'une participation dans une société française.

Comme nous l'avons déjà vu, la non-imposition à raison d'une participation dans une société française a été énoncée à l'alinéa 2° de l'article 11 bis de la convention (art. 1^{er} de l'avenant), dans les termes suivants :

« Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie ne peuvent être soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers à raison de leur participation dans une société dont le siège social effectif est en France ; mais les bénéfices distribués par la société française et passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières seront augmentés, le cas échéant, pour la perception de cet impôt, des bénéfices ou avantages que la société italienne aurait indirectement retirés de sa participation ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. »

L'Instruction administrative a précisé ce point comme suit :

« Les sociétés italiennes rentrant dans les prévisions de cette disposition cessent donc d'être soumises aux différentes obligations à la charge des sociétés étrangères qui ont pour objet des biens situés en France (constitution d'une garantie, quotité imposable, dépôt des documents sociaux, avance de l'impôt sur le revenu, etc.). Elles ne sont passibles, désormais, de l'impôt sur le revenu que dans la même mesure que les autres actionnaires ou associés de leur filiale française. ».

Visant le cas du *Contrôle*, dans l'espèce de l'existence d'une filiale française, l'Administration a dit :

« Mais, pour éviter les abus, l'art. 1^{er}, al. 2, de l'Avenant, prévoit que cet impôt atteindra, en outre, tous les profits indirects qui résulteront pour la société italienne de l'état de dépendance dans lequel la filiale française se trouvera vis-à-vis de la société-mère italienne. A cet égard, l'Avenant présume comme faisant l'objet d'une distribution imposable les avantages retirés de la société française, de quelque manière que ce soit (majoration des prix d'achat, diminution des prix de vente, etc.), soit au profit direct du siège de la société italienne, soit au bénéfice de ses établissements ou filiales étrangers.

Par suite, pour la liquidation de l'impôt dont est tenue la filiale française, il conviendra d'ajouter aux dividendes distribués, tous les avantages indirects ainsi retirés par les sociétés italiennes. De même, une société filiale

française qui ne procède à aucune distribution de dividende restera néanmoins soumise au paiement de l'impôt sur le montant des avantages qu'elle aura ainsi procurés aux sociétés italiennes.

En conséquence et à peine des sanctions prévues par l'art. 5 de la loi du 29 juin 1872, il appartiendra aux sociétés françaises dans le capital desquelles des sociétés italiennes ont une participation, de déclarer, dans les documents sociaux déposés à la clôture de chaque exercice en vue de la liquidation définitive de l'impôt, le montant des profits qu'elles ont indirectement transférés à ces sociétés italiennes. »

Cela est à rapprocher de la disposition qui a fait l'objet de l'article 76 de la loi de finances du 31 mai 1933, lequel a été libellé ainsi :

« Pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux dû par les entreprises qui sont sous la dépendance ou qui possèdent le contrôle d'entreprises situées hors de France, les bénéfices indirectement transférés à ces dernières, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen, sont incorporés aux résultats accusés par les comptabilités. Il est procédé de même à l'égard des entreprises qui sont sous la dépendance d'une entreprise ou d'un groupe possédant également le contrôle d'entreprises situées hors de France.

« A défaut d'éléments précis pour opérer les redressements prévus à l'alinéa précédent, les produits imposables sont déterminés par comparaison avec ceux des entreprises similaires exploitées normalement. »

SECTION I bis et II bis.

Extension, au profit des sociétés italiennes, d'exonérations antérieurement prévues à l'avantage des seules sociétés françaises.

Ces extensions sont prévues par le paragraphe 6 du protocole annexé à la convention, lequel paragraphe est ainsi conçu :

« Il est précisé que, conformément aux articles 4, 5 et 11 de la convention, et par dérogation à la législation générale française, les sociétés italiennes bénéficieront des dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi française du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de celle du 19 mars 1928, dans les conditions fixées par ces articles. »

Rappelons que :

1. La loi du 31 juillet 1920 :

— par son article 27 (modifié par les articles 25 de la loi du 30 mars 1929, 4 de la loi du 31 juillet 1929, 2 et 7 de la loi du 16 février 1932) (1), a exonéré de la taxe sur le revenu les dividendes distribués par une société par actions dans la mesure où ces dividendes proviennent de ce qu'elle a touché d'une autre société par

(1) Les articles 153 et 154 du Code fiscal des Valeurs mobilières (Décret-loi du 21 décembre 1934) reproduisent l'ensemble de ces textes.

actions, à raison de sa possession d'actions, d'obligations, de parts bénéficiaires émises par cette dernière société en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire faits par la première, et restées inscrites au nom de cette première société ;

- par son article 28, a exonéré du droit de conversion au porteur les titres nominatifs ainsi émis (le droit de conversion au porteur a été supprimé par décret du 11 juillet 1934, art. 2, al. 1^{er}) ;
- par son article 29 (modifié par l'art. 32 de la loi du 16 avril 1930 et par l'art. 3 de la loi du 16 février 1932) (1), a exonéré de la taxe sur le revenu les arrérages, intérêts et autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque par des sociétés constituées par actions, dans la mesure où ces prêts se trouvent représentés par des obligations ou autres titres d'emprunt qui sont soumis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ;

2. — La loi du 19 mars 1928, par son article 25 (modifié par les articles 7 de la loi du 16 février 1932, 12 de la loi du 28 février 1934, 1^{er} de la loi du 30 mars 1935, 13 et 14 de la loi du 10 février 1936) a :

- réduit de moitié le droit d'enregistrement pour les actes de fusion des sociétés par actions existant à la date du 1^{er} janvier 1936, à la condition que l'acte constatant la fusion ou l'absorption définitive soit enregistré avant le 1^{er} avril 1937 ;
- exonéré ces actes de fusion du droit de transcription et de la taxe hypothécaire ;
- disposé que la prise en charge par la société absorbante ou par la société nouvelle de tout ou partie du passif des sociétés anciennes ne donne ouverture qu'au droit fixe de 22 fr. 50 ;
- décidé que « La perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû à la suite des fusions de sociétés par actions existant à la date du 1^{er} janvier 1936 sur les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires ou d'obligations, est reportée à la dissolution de la société absorbante ou nouvelle, ou à l'époque du remboursement total ou partiel, sous quelque forme qu'il soit effectué, des actions, parts bénéficiaires ou obligations attribuées gratuitement. » (2).

Au sujet de l'extension, au bénéfice des sociétés italiennes, de ces diverses dispositions, l'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement est venue ajouter ce qui suit :

« L'article 1^{er}, al. 2, de l'Avenant à la Convention, en vertu duquel les sociétés italiennes ne sont plus soumises à l'impôt, à raison de leur participation

(1) L'article 137 du Code fiscal des Valeurs mobilières (Décret-loi du 21 décembre 1934) reproduit l'ensemble de ces textes.

(2) Code fiscal des Valeurs mobilières (Décret-loi du 21 décembre 1934), art. 151, modifié par la loi du 10 février 1936, art. 13.

dans une société française, enlève toute portée à l'octroi auxdites sociétés italiennes du bénéfice de l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920.

« Mais, par application des dispositions précitées du Protocole, les sociétés-mères italiennes pourront obtenir, en franchise du droit de conversion, la conversion au porteur des titres nominatifs qu'elles ont reçus de leurs filiales françaises, pourvu que soient remplies les conditions fixées par l'article 28 de la loi du 31 juillet 1920 (1).

« D'autre part, les sociétés italiennes par actions étant assimilées aux sociétés françaises pour le bénéfice de l'article 29 de la loi du 31 juillet 1920 (modifié, depuis la signature de la Convention, par les articles 32 de la loi du 16 avril 1930 et 3 de la loi du 16 février 1932), les intérêts des prêts qu'elles consentent et qui normalement devraient donner ouverture à l'impôt sur le revenu français, en sont affranchis sous les conditions fixées par les dispositions précitées et pourvu, notamment, que les fonds prêtés proviennent d'emprunts effectivement soumis à cet impôt.

« Enfin, les fusions de sociétés italiennes opérées, soit entre elles, soit avec des sociétés françaises, bénéficient des réductions ou exonérations d'impôts établies par l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 complété par les articles 7 de la loi du 16 février 1932 et 12 de la loi du 28 février 1934 (2) si elles satisfont aux conditions prévues par ces lois. »

CHAPITRE II.

Convention entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale⁽³⁾

Ladite convention a été signée à Bruxelles le 16 mai 1931 ; un protocole annexe a été signé en même temps.

Le 13 juillet 1933 le président de la République française a signé la promulgation de la loi qui l'a autorisé à ratifier cette convention (J. off. du 14 juillet 1933).

Enfin, le décret de ratification portant promulgation de la convention a été signé le 10 août 1933 (J. off. du 30 août 1933).

Rappelons que, le 28 décembre 1933, une Instruction de l'Administration de l'Enregistrement, n° 4163, est venue ajouter quelques précisions et éclaircissements, en vue de l'application (4).

(1) Le droit de conversion au porteur a été supprimé par décret du 11 juillet 1934, art. 2, al. 1^{er}.

(2) Auxquelles lois, il y a lieu d'ajouter actuellement celle du 30 mars 1935 (art. 1^{er}) et celle du 10 février 1936 (art. 13 et 14).

(3) Aux Textes ci-après, le Texte n° 6 est la reproduction intégrale de celui de la présente convention.

(4) Voir renvoi 1, p. 317.

Objet de la convention.

L'objet de la convention franco-belge est indiqué par son titre : « éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale ».

Pour ce qui est des doubles impositions, les dispositions prises à l'égard des sociétés belges par la convention franco-belge sont en substance les mêmes que celles prises à l'égard des sociétés italiennes par la convention franco-italienne.

Il s'ensuit que les améliorations que la convention franco-italienne a apportées au régime résultant de l'application du décret du 6 décembre 1872 ont été apportées par la convention franco-belge, cette fois pour les sociétés belges (voir ci-dessus p. 317 et suiv.).

Mais en outre les sociétés belges ne sont plus imposables en France à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat situés en France.

Au sujet de la nature des impôts dont s'occupe la convention, impôts directs réels ; du pays où l'impôt est perçu : pays où les revenus taxés sont distribués ; du principe du précompte institué, il n'y a pas de différence entre la convention franco-belge et la convention franco-italienne que nous venons d'examiner.

Relativement à l'imposition que nous étudions, les dispositions générales de la convention franco-belge se trouvent énoncées comme suit :

« *Article premier, § 1^{er}.* — Les contribuables qui ont leur domicile fiscal dans l'un des deux Etats contractants et dont certains revenus proviennent, en tout ou en partie, de l'autre Etat, bénéficieront, à raison de ces revenus, du régime spécial établi par les articles ci-après.

« § 2. — Pour l'application de la présente convention, le domicile fiscal ... des sociétés qui constituent une individualité juridique distincte est au lieu de leur siège social effectif.

« *Art. 2, § 1^{er}.* — La présente convention s'applique aux impôts directs réels...

« § 2. — Sont considérés comme impôts directs ceux qui sont établis directement sur les revenus pour le compte de l'Etat ou pour celui des provinces, départements et communes.

« § 3. — Sont considérés comme réels, aux termes de la présente convention, les impôts directs qui sont établis sur les diverses catégories de revenus prises distinctement.

« § 4. — A la date de la présente convention, les impôts réels sont les suivants :

« A. — Pour la Belgique :

.....

« B. — Pour la France :

« Les impôts cédulaires sur les revenus, c'est-à-dire : ... l'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers, ... »

Les principales dispositions particulières viennent ensuite, libellées ainsi :

« Art. 4, § 1^{er}. — Les revenus des fonds publics, des obligations, des prêts, des dépôts et comptes de dépôts, et de toutes autres créances, sont imposables dans celui des deux Etats où se trouve le débiteur de ces revenus.

« § 2. — Si le débiteur possède dans les deux Etats des établissements stables au sens de l'article 7 ci-après et si l'un de ces établissements, dans le cadre de son activité propre, contracte un emprunt ou reçoit un dépôt, l'impôt est perçu par celui des deux Etats sur le territoire duquel est situé cet établissement.

« Art. 5. — Les revenus des actions ou des parts analogues, ceux des commandites dans les sociétés en commandite simple, ceux des parts dans les sociétés civiles et les sociétés à responsabilité limitée, sont imposables dans celui des deux Etats où se trouve le siège social effectif.

« Art. 6, § 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente convention, les revenus des valeurs mobilières (fonds publics, actions ou autres titres d'associés dans les sociétés, obligations ou autres titres d'emprunt), pourront être frappés d'un impôt réel par l'Etat du domicile fiscal des bénéficiaires, suivant les modes prévus par sa législation générale. Mais, dans ce cas, cet Etat accepte de précompter sur l'impôt qu'il percevrait de ce chef, celui qui aura été payé dans l'autre Etat pour le même revenu.

« § 2. — »

Quant aux dispositions qui nous intéressent tout spécialement, elles sont énoncées à l'article 8, en ses deux premiers alinéas :

« Art. 8. — § 1^{er}. — Les sociétés ayant leur domicile fiscal en Belgique, qui possèdent en France un établissement stable et qui sont soumises à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, en vertu de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant, acquitteront cet impôt dans les conditions prévues par ces dispositions ; toutefois, le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de sa succursale, ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

« § 2. — Les sociétés ayant leur domicile fiscal en Belgique, ne peuvent être soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, à raison de leur participation dans une société dont le siège social effectif est en France ; mais, les bénéfices distribués par la société française et passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières seront augmentés, le cas échéant, pour la perception de cet impôt, des bénéfices ou avantages que la société belge aurait indirectement retirés de sa participation, ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. »

Ces deux alinéas sont identiques, *mutatis mutandis*, à ceux qui constituent l'article 11 bis de la convention franco-italienne.

Dates d'entrée en vigueur de la convention.

L'article 1^{er} du décret de ratification fixe l'entrée en vigueur au 15 juillet 1933.

Toutefois, en ce qui concerne l'application de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant, le protocole final a disposé (1) :

« que l'article 8 de la convention... entrera rétroactivement en application à compter du 6 novembre 1927, sans cependant ouvrir droit à des restitutions pour les contribuables qui ne justifieraient pas d'une réclamation écrite présentée avant le 1^{er} janvier 1931. » .

L'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement (2) a précisé que cette disposition du protocole a les conséquences suivantes :

« 1^o Les sociétés belges visées par le § 1^{er} de l'art. 8 (sociétés ayant leur domicile fiscal en Belgique, qui possèdent en France un établissement stable) sont définitivement affranchies du paiement de l'impôt restant dû par elles sur la quote-part, qui excède le montant des bénéfices directs ou indirects réalisés en France, des distributions opérées postérieurement au 5 novembre 1927 ;

« 2^o Les sociétés antérieurement passibles de l'impôt à raison de leur participation dans une société filiale française (art. 8, § 2) se trouvent rétroactivement exonérées de l'impôt devenu exigible pendant la période écoulée depuis le 6 novembre 1927. Mais l'Administration se trouve fondée à reviser, également avec effet rétroactif, la liquidation de l'impôt sur les distributions faites par les filiales françaises, en vue de soumettre à cet impôt les profits que, pendant la même période, elles ont indirectement procurés soit aux sociétés belges, soit à des tiers.

« Le Protocole ajoute (I, § 1^{er}) que la rétroactivité ne peut ouvrir droit à des restitutions pour les contribuables qui ne justifient pas d'une réclamation écrite présentée avant le 1^{er} janvier 1931. En ce qui concerne les sociétés qui ne rapportent pas cette justification, l'impôt perçu se trouve définitivement acquis au Trésor.

« Par contre, sont fondées à demander la restitution du montant de l'impôt qui n'eût pas été perçu si l'article 8 de la convention était normalement entré en vigueur le 6 novembre 1927, savoir :

« En ce qui concerne la période courue du 6 novembre 1927 au 1^{er} janvier 1931, les sociétés pouvant prouver avoir déposé avant cette dernière date une réclamation écrite basée sur l'article 8 de la Convention d'établissement signée entre la France et la Belgique, le 6 octobre 1927 ;

« En ce qui concerne la période écoulée depuis le 1^{er} janvier 1931, toutes les autres sociétés. »

Délai de dénonciation.

L'article 17, § 3, de la convention indique que :

« Art. 17. —

« § 3. — Elle (la convention) pourra cesser de produire ses effets le 1^{er} janvier de chaque année, à condition qu'elle ait été dénoncée au moins huit mois à l'avance. »

En vue de faciliter les recherches et les comparaisons, nous avons adopté pour l'examen de la convention franco-belge le plan que nous avons adopté pour l'examen de la convention franco-italienne.

(1) Protocole final, I, § 1^{er}.

(2) Voir renvoi 1, p. 317.

L'Instruction de l'Administration qui est relative à l'exécution des deux lois du 13 juillet 1933, est formée d'une partie très détaillée, relative à la convention franco-italienne, et d'une partie plus simple, relative à la convention franco-belge. Au moins en ce qui concerne l'imposition des revenus des valeurs mobilières, les dispositions arrêtées sont pour la plupart les mêmes dans les deux conventions ; aussi l'Instruction s'est-elle bornée relativement à cette imposition réciproque entre la France et la Belgique à ne parler que des dispositions différant des dispositions correspondantes convenues entre la France et l'Italie.

Dans son article 8, la convention franco-belge distingue, comme la convention franco-italienne le fait dans son article 11 bis :

- les sociétés belges qui possèdent en France un établissement stable ;
- les sociétés belges qui ont une participation dans une société dont le siège social effectif est en France.

SECTION I.

Sociétés belges possédant en France un établissement stable.

§ 1. — Définition de l'établissement stable.

La définition et précision de l' « établissement stable » est donnée en l'article 7, au § 3, ainsi conçu :

« Art. 7. —

« § 3. — Sont considérés comme établissements stables les sièges de direction effective, succursales, fabriques, usines, ateliers, agences, magasins, bureaux, laboratoires, comptoirs d'achat ou de vente, dépôts ainsi que toutes autres installations fixes de caractère productif. Le fait, pour une entreprise établie dans l'un des deux Etats contractants, d'avoir des relations d'affaires avec l'autre pays par l'intermédiaire d'un agent ou d'une société vraiment autonome (courtier, commissionnaire, filiale, etc.), n'implique pas, pour cette entreprise, l'existence d'un établissement stable dans ce dernier pays. »

Notons immédiatement que le § 4 du même article apporte une dérogation à l'imposition, en faveur des comptoirs d'achat, dérogation sur laquelle nous revenons plus loin :

« § 4. — Par dérogation au paragraphe 3 qui précède, ne sont pas imposables les comptoirs qui se bornent à l'achat de marchandises diverses destinées à l'approvisionnement d'un ou de plusieurs établissements de vente ou de transformation, que le contribuable exploite dans l'autre pays. »

Nous jugeons utile de relever que la précision donnée par la seconde phrase du § 3 ci-dessus, savoir :

« Le fait, pour une entreprise établie dans l'un des deux Etats contractants, d'avoir des relations d'affaires avec l'autre pays par l'intermédiaire d'un agent ou d'une société vraiment autonome (courtier, commissionnaire, filiale,

etc.), n'implique pas, pour cette entreprise, l'existence d'un établissement stable dans ce dernier pays. »,

que cette précision n'est pas donnée dans la convention franco-italienne.

**§ 2. — Imposition, au titre de l'impôt sur le revenu
des valeurs mobilières, des sociétés belges possédant en France
un établissement stable.**

De même que pour les sociétés italiennes, les sociétés belges qui possèdent en France un établissement stable demeurent soumises aux obligations découlant de l'interprétation admise, de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant ; elles doivent acquitter l'impôt sur la base d'une « quotité imposable », suivant les règles que nous avons exposées dans la Première Partie du présent ouvrage.

Mais comme pour les sociétés italiennes, nous trouvons pour les sociétés belges des amendements, savoir :

a₁) — Limitation du revenu taxé.

En vertu de l'article 8,

« ... le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de sa succursale, ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. »

Cette disposition se trouve en l'article 11 bis de la convention franco-italienne. Nous nous permettons de renvoyer aux précisions que nous avons données plus haut à son sujet.

a₂) — Détermination du montant des bénéfices à considérer.

Comme à la convention franco-italienne (voir p. 322).

a₃) — Justifications à fournir par les sociétés belges.

Sur ce point, la convention franco-belge est limitée au texte suivant, que l'on trouve dans la convention franco-italienne :

« Art. 7. —

« § 2. — A défaut de comptabilité régulière faisant ressortir exactement et distinctement ces revenus, les administrations compétentes des deux Etats contractants s'entendront, le cas échéant, pour arrêter les règles de ventilation. »

En raison de la similitude entre le cas des sociétés belges et celui des sociétés italiennes, nous pensons que les sociétés belges aussi devront présenter au fisc français, d'une part, leurs comptes généraux, comptes qui expriment les résultats généraux de l'entreprise, dressés conformément à la loi belge, et, d'autre part, les comptes qui expriment les résultats de la gestion des établissements situés en France, comptes dressés conformément à la loi française (Voir Conv. franco-italienne, art. 6, al. 3, et Protocole annexe, § 3).

a.) — *Tarif de l'impôt.*

Comme pour les sociétés italiennes, le tarif de l'impôt applicable aux distributions des sociétés belges possédant un établissement stable en France, sans y avoir de circulation de leurs titres, était, antérieurement au décret-loi du 16 juillet 1935, fixé au taux de 17 %.

Au sujet de l'application de ce taux, l'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement disait :

« Le tarif de l'impôt applicable aux distributions des sociétés belges possédant un établissement stable en France reste fixé à 17 % ; il ne subit pas l'abattement de 12 que l'art. 6 de la Convention ne prévoit que pour les revenus des titres belges abonnés et non abonnés. »

Depuis la mise en vigueur dudit décret-loi du 16 juillet 1935, le Fisc français prétend devoir appliquer uniformément le taux de 24 % (v. ci-dessus, p. 198).

b) — *Non-imposition des sociétés belges à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat situés en France.*

Les comptoirs d'achat se trouvent exonérés en vertu du § 4 de l'article 7 de la convention.

Cet article dit :

« Art. 7. — § 1^{er}. — Sans préjudice aux dispositions qui précèdent, les exploitations.... sont imposables dans chacun des États au prorata des revenus produits par les établissements stables y situés.

« § 2. —

« § 3. — Sont considérés comme établissements stables les
comptoirs d'achat ou de vente

« § 4. — Par dérogation au paragraphe 3 qui précède, ne sont pas imposables les comptoirs qui se bornent à l'achat de marchandises diverses destinées à l'approvisionnement d'un ou de plusieurs établissements de vente ou de transformation, que le contribuable exploite dans l'autre pays. »

L'Instruction précise dans les termes suivants :

« ... les sociétés belges n'ayant dans notre pays qu'un comptoir d'achat, c'est-à-dire qu'une organisation destinée à l'acquisition de marchandises pour l'approvisionnement des sièges, établissements et filiales qu'elles possèdent à l'étranger, se trouvent donc entièrement exonérées de cet impôt. »

Rappelons que pareille exonération n'a pas été prévue au profit des sociétés italiennes possédant une maison ou un comptoir d'achat en France.

c) — *Non-imposition des sociétés belges qui se bornent en France à consentir des prêts, ou à concéder des brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication sans y posséder d'établissement stable.*

Les conditions qui déterminent en France le régime fiscal des sociétés belges, en vertu de la convention franco-belge, étant iden-

tiques à celles qui déterminent en France le régime fiscal des sociétés italiennes, en vertu de la convention franco-italienne, les sociétés belges bénéficient nécessairement de l'exonération prévue pour les sociétés italiennes dans les termes suivants de l'Instruction relative à l'exécution de la convention franco-italienne :

« sont affranchies de l'impôt sur le revenu français, les sociétés qui accomplissent en France des opérations (prêts, concession de brevets ou de procédés de fabrication), sans y avoir d'établissement stable. »

Et au sujet des revenus des prêts consentis en France par une entreprise belge, la loi qui a autorisé la ratification de la convention franco-belge, loi du 13 juillet 1933, prévoit, en son article 2, que :

« Tant que la convention sera en vigueur, lorsque le créancier a son domicile ou sa résidence en Belgique, l'impôt édicté par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917 est avancé par le débiteur des intérêts, arrérages et tous autres produits, sauf son recours contre le créancier ; ... »,

disposition identique à celle prévue pour le même cas à l'égard des créanciers italiens.

Ainsi donc nous pouvons à l'endroit de la Belgique répéter ce que nous avons dit à l'endroit de l'Italie, savoir : la société belge qui consent des prêts en France est exonérée de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières en tant que société étrangère faisant des opérations en France, c'est-à-dire de l'impôt frappant « la quotité imposable » ; mais néanmoins les intérêts des prêts en question sont toujours frappés de l'impôt français sur le revenu, que les prêts aient été consentis à des particuliers ou à des sociétés, vu que cet impôt, qui normalement incombe à la société créancière, ici à la société belge prêteuse, est toujours retenu à la source.

d) — *Non-imposition des intérêts des emprunts contractés
par les sociétés belges.*

L'article 4 de la convention franco-belge étant identique à l'article 4 de la convention franco-italienne, la même règle doit être adoptée dans les deux cas.

Donc, si une entreprise belge contracte un emprunt, pour elle-même directement, les intérêts de cet emprunt ne seront pas soumis en France à l'imposition sur le revenu des valeurs mobilières, même alors que cette entreprise posséderait en France un établissement stable.

Mais si l'établissement stable situé en France contracte un emprunt pour lui-même directement, « dans le cadre de son activité propre », les intérêts de cet emprunt sont soumis en France à ladite imposition, et cela sur leur montant total.

e) — *Non-imposition en France des rémunérations des administrateurs des sociétés belges.*

L'article 10 et le premier alinéa de l'article 11 de la convention disposent que :

« Art. 10. — Les rémunérations des administrateurs de sociétés par actions et des personnes qui remplissent des fonctions analogues à celles d'administrateur sont imposables dans celui des deux Etats où se trouve le siège social effectif, sous réserve de l'application de l'article 11 en ce qui concerne les rémunérations que les intéressés touchent en leurs autres qualités effectives.

« Art. 11. — Les rémunérations quelconques des salariés et appointés sont imposables dans celui des deux Etats où les intéressés exercent leur activité. »

L'article 10 prévoit donc que les rémunérations allouées aux administrateurs des sociétés par actions ne sont imposables que dans celui des deux Etats où se trouve le siège effectif de la société.

Cette disposition est identique à celle qui résulte des articles 8 et 5 de la convention franco-italienne.

Il s'ensuit que l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières n'est plus réclamé aux sociétés belges ayant en France un établissement stable, sur les rémunérations qu'elles allouent à leurs administrateurs, en cette qualité, même si ces administrateurs sont domiciliés en France ou y résident.

Mais, en vertu de l'ensemble des articles 10 et 11, il demeure entendu que l'impôt sur les traitements et salaires continuera d'être perçu en France sur les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations qui seront alloués à des administrateurs spécialement en rémunération de services rendus par eux à la société belge en d'autres qualités effectives dont l'exercice a eu lieu en France.

Sur ce point, l'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement s'exprime ainsi qu'il suit :

« ... en apportant une exception au principe de l'imposition à la source, pour les rémunérations que les administrateurs reçoivent en une qualité autre que celle de membre du conseil d'administration, l'art. 10 est destiné à respecter les dispositions de la loi française, qui exonèrent de l'impôt sur le revenu, pour les soumettre à l'impôt sur les traitements et salaires, les tantièmes, jetons de présence et autres allocations attribués aux administrateurs pour rémunérer les autres fonctions qu'ils remplissent (administrateurs-délégués, administrateurs-directeurs, etc...). En vertu de cet art., les rémunérations qui présentent ce caractère tombent sous l'application de l'art. 11 relatif à l'imposition des revenus du travail. »

f) — *Imposition en France des dividendes et des intérêts des obligations ou emprunts payés à des actionnaires ou à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France.*

L'article 6 de la convention dispose que :

« Art. 6, § 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 de

la présente convention, les revenus des valeurs mobilières (fonds publics, actions ou autres titres d'associés dans les sociétés, obligations ou autres titres d'emprunt), pourront être frappés d'un impôt réel par l'Etat du domicile fiscal des bénéficiaires, suivant les modes prévus par sa législation générale. Mais, dans ce cas, cet Etat accepte de précompter sur l'impôt qu'il percevrait de ce chef, celui qui aura été payé dans l'autre Etat pour le même revenu.

« § 2. — Eu égard à la situation actuelle des charges fiscales en France et en Belgique, les deux Etats s'engagent à appliquer forfaitairement comme suit les dispositions du paragraphe précédent.

« § 3. — En ce qui concerne la Belgique et pour autant que le taux général de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières étrangères ne dépassera pas 12 %, cet impôt ne sera pas perçu sur le revenu des valeurs françaises encaissé par des personnes ayant leur domicile fiscal en Belgique. Au cas où le taux général excéderait 12 %, il serait diminué de 12 pour les mêmes valeurs.

« § 4. — En ce qui concerne la France, le taux général de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères, sera diminué de 12 pour les valeurs belges abonnées et non abonnées.

« § 5. — Les quotités de réduction indiquées aux paragraphes 3 et 4, seront révisées tous les cinq ans à dater de la mise en vigueur de la présente convention. »

Donc, la convention franco-belge a, comme la convention franco-italienne, institué un précompte. Mais, tandis que la convention franco-italienne prévoit l'imputation totale de l'impôt acquitté dans le pays de la source du revenu, la convention franco-belge règle le précompte, à l'égard du fisc français, au moyen d'une diminution forfaitaire du taux de l'impôt français, forfait révisable tous les cinq ans et actuellement de 12 %.

Des décrets-lois, des 16 et 27 juillet 1935, ayant majoré les taux de l'impôt français sur le revenu des capitaux mobiliers, l'Administration a précisé comme suit l'application du précompte (1) :

1° En ce qui concerne les valeurs belges abonnées :

« Du fait de l'abattement uniforme de 12 % dont bénéficient les valeurs belges, les produits de celles de ces valeurs qui sont abonnées seront désormais soumis au régime ci-après :

« a) Ils seront dispensés de tout impôt lorsqu'ils rempliront les conditions prévues au 2^e alinéa de l'article 60 du Code pour bénéficier du tarif réduit de 12 % ;

« Ils seront taxés, savoir :

« b) A 6 % (18—12) lorsque, d'après les 2^e et 3^e alinéas du même article, ils rempliront les conditions nécessaires pour bénéficier du tarif réduit de 18 % ;

« c) A 12 % (24—12), lorsqu'ils ne rentreront pas dans le champ d'application des tarifs réduits. »

2° En ce qui concerne les valeurs belges non abonnées :

« Les produits des fonds d'Etat belges et des valeurs belges non abonnées sont imposables, en principe, au taux de 13 % (25 — 12).

(1) Instruction n° 4202, du 31 juillet 1935.

« Ce taux est, toutefois, réduit à 12 % (24 — 12) pour les produits des titres déposés contre récépissé nominatif dans un établissement de banque agréé par l'Administration. »

Remarquons qu'en ce qui concerne l'impôt sur les produits des valeurs des sociétés belges ayant des biens en France, l'application des règles ci-dessus laisse toujours subsister, entre la France et la Belgique, comme entre la France et l'Italie, une superposition d'impôts, du fait de l'application simultanée de la loi et du décret de 1872, d'une part, et de la loi de 1914, d'autre part.

En effet, l'impôt sur le revenu établi en France par la loi du 29 mars 1914, réduit, il est vrai, par l'application du précompte ci-dessus indiqué, continue d'être réclamé aux personnes domiciliées ou résidant en France, notamment sur les revenus des actions belges qu'elles possèdent, même dans le cas où la société émettrice des actions a en France un établissement stable et y est de ce fait passible de l'impôt sur le revenu réclamé au titre de la loi et du décret de 1872, sur une quotité du revenu distribué aux actionnaires.

SECTION II

Sociétés belges ayant une participation dans une société dont le siège social effectif est en France.

Non-imposition des sociétés belges à raison d'une participation dans une société française.

La règle de non-imposition est posée par l'article 8, § 2, de la convention, dans les termes suivants :

« Art. 8. —

« § 2. — Les sociétés ayant leur domicile fiscal en Belgique, ne peuvent être soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, à raison de leur participation dans une société dont le siège social effectif est en France ; mais, les bénéfices distribués par la société française et passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières seront augmentés, le cas échéant, pour la perception de cet impôt, des bénéfices ou avantages que la société belge aurait indirectement retirés de sa participation, ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. »

Pour les précisions ajoutées par l'Instruction de l'Administration, nous renvoyons à ce que nous avons dit à ce sujet en notre étude relative à la convention franco-italienne, où la disposition considérée est exprimée identiquement dans les mêmes termes qu'ici.

SECTION I bis et II bis.

Sur l'application possible aux sociétés belges des exonérations et réductions prévues par la loi du 31 juillet 1920, art. 27, 28 et 29, et par la loi du 19 mars 1928, art. 25.

Dans sa partie relative à la convention franco-italienne, l'Instruction de l'Administration de l'Enregistrement relève que :

« Le Protocole annexé à la Convention précise, dans son paragraphe 6, que, par dérogation à la législation générale française, les sociétés italiennes bénéficieront des dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928, dans les conditions fixées par ces articles. »

Le paragraphe 6 du protocole annexe auquel ladite Administration se réfère là dit :

« Il est précisé que, conformément aux articles 4, 5 et 11 de la convention, et par dérogation à la législation générale française, les sociétés italiennes bénéficieront des dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi française du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de celle du 19 mars 1928, dans les conditions fixées par ces articles. »

En se référant à ce paragraphe, lequel insiste sur ce que le bénéfice des dispositions constituant la dérogation rappelée est entraîné par les articles 4, 5 et 11 de la convention franco-italienne, l'Administration de l'Enregistrement confirme cette implication.

Or, les dispositions des articles 4, 5 et 11 de la convention franco-italienne se trouvent contenues dans les articles 4, 5 et 6 de la convention franco-belge ; en passant de la première à la seconde de ces deux conventions, elles n'ont en rien varié. Par conséquent, ce qu'impliquent les articles 4, 5 et 11 de la convention franco-italienne est impliqué par les articles 4, 5 et 6 de la convention franco-belge.

Donc, bien que l'Instruction de l'Administration ne revienne pas, dans sa deuxième partie, partie restreinte, relative à la convention franco-belge, sur ladite dérogation, cette dérogation, constituée par le bénéfice des dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928, dans les conditions fixées par ces articles, est valable aussi à l'égard des sociétés belges, « conformément aux articles 4, 5 et 6 de la convention » franco-belge. Ainsi le veut la pure logique.

Nous estimons de notre devoir de déclarer que nous ne voyons pas que les articles 4, 5 et 11 de la convention franco-italienne entraînent la dérogation en question ; c'est dire que nous ne voyons pas que cette dérogation soit entraînée par les articles, équivalents, 4, 5 et 6 de la convention franco-belge. Nous conseillons de n'avoir qu'une foi très relative en l'application de la dérogation au bénéfice des sociétés belges.

CHAPITRE III

Convention entre la France et les États-Unis d'Amérique au sujet des doubles impositions ⁽¹⁾

Dispositions générales.

Ladite convention a été signée à Paris le 27 avril 1932, en même temps qu'un protocole annexe.

Une loi du 5 avril 1935, publiée au Journal officiel du 6, en a autorisé la ratification française ; les ratifications ont été échangées le 9 avril 1935 ; un décret portant promulgation en France de la convention est intervenu le 1^{er} octobre 1935 et a paru au Journal officiel du 2 du même mois.

Enfin, le 24 mars 1936, une Instruction de l'Administration de l'Enregistrement, n° 4257, est venue en préciser les conditions d'application (2).

Objet de la convention.

Ainsi que son nom l'indique, la convention franco-américaine a été passée « au sujet des doubles impositions ». Les conventions franco-italienne et franco-belge l'ont été, elles, « pour éviter les doubles impositions ».

En fait, sur la suppression et sur la réduction de doubles impositions, la portée des conventions franco-italienne et franco-belge est plus étendue que celle de la convention franco-américaine.

La convention franco-américaine ne règle pas dans son ensemble le problème des doubles impositions ; ainsi que le dit l'Instruction de l'Administration qui s'y rapporte, elle se borne à faire en sorte que

(1) Aux Textes ci-après, le Texte n° 7 est la reproduction intégrale de celui de la présente Convention.

M. John B. ROBINSON a fait paraître une étude en langue anglaise de ladite Convention, dans le numéro de mai 1935 de la revue mensuelle « Franco American Trade », revue publiée par l'American Chamber of Commerce in France.

En langue française ont été publiées notamment les études suivantes :

« La convention franco-américaine du 27 avril 1932 relative à la double imposition », par Jacques GUILHOT (Journal du Droit International, Paris, 1935, pp. 325 à 332),

« La convention fiscale franco-américaine du 27 avril 1932 », par Jean MICHEL (Journal du Droit International, Paris, 1936, pp. 1 à 104).

Signalons que les textes de la loi du 5 avril 1935 et du décret du 1^{er} octobre 1935 portant promulgation de la convention, ainsi qu'un Commentaire de ladite convention ont été publiés par la « Revue de l'Enregistrement » (art. 10598).

(2) Aux Textes ci-après, le Texte n° 8 est la reproduction intégrale de celui de ladite Instruction.

soit évitée la double imposition des revenus de quelques catégories particulières. Son objet principal consiste dans la fixation du mode d'imposition dans l'un quelconque des deux pays des sociétés de l'autre qui exercent une activité commerciale ou industrielle dans le premier de ces pays.

Cependant, comme nous le verrons ci-après, grâce à ladite convention se trouvent entièrement supprimés ou sinon atténués les principaux inconvénients résultant de l'application aux sociétés étrangères du décret du 6 décembre 1872 adopté comme complément de la loi du 29 juin précédent.

L'option maintenant offerte aux sociétés américaines permet à ces sociétés de se dégager des règles prévues par l'ancien régime, soit qu'il s'agisse de sociétés américaines ayant un établissement stable en France, soit qu'il s'agisse de sociétés américaines ayant une participation dans la gestion ou dans le capital d'une société française ou ayant toute autre relation avec une société française.

I. — En vertu de la Convention, toute société américaine possédant en France un établissement stable et qui a déclaré opter pour le nouveau régime n'y est imposée au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières que sur la base forfaitaire des trois quarts des bénéfices reconnus comme provenant de l'exploitation faite en France, au lieu de l'être sur une quotité imposable des distributions qu'elle fait ; elle peut donc maintenant éviter les difficultés et désagréments qu'entraîne le jeu de la quotité imposable.

Cette suppression de la quotité imposable, à l'endroit de la société considérée qui opte pour le régime de la base forfaitaire, a comme conséquence l'exonération des intérêts des emprunts que cette société a contractés hors de France, alors que sous l'ancien régime toute société étrangère qui a pour objet des biens situés en France ou qui y fait des opérations y doit l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur une quote-part des dividendes et autres produits qu'elle distribue aux actionnaires et aussi des intérêts des emprunts qu'elle a contractés hors de France, que ces emprunts soient ou non représentés par des titres, cela de l'avis de l'Administration et de la jurisprudence, dans leur interprétation de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant (voir ci-dessus, p. 262 et suiv.).

Nous sommes portée à penser que la suppression de la quotité imposable n'apportera un changement que là où l'Administration faisait jouer la quotité imposable. C'est dire qu'il est vraisemblable pour nous que l'Administration continuera à toujours taxer dans leur intégralité les intérêts des emprunts contractés en France.

II. — D'une part, en vertu de la Convention toute société américaine ayant une participation dans la gestion ou dans le capital d'une

société française ou ayant toute autre relation avec une société française et par là susceptible d'être regardée par le fisc français comme contrôlant cette société française obtient de ne pas être taxée en France au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières simplement en faisant la déclaration prévue par la Convention ; faute de cette déclaration l'ancien régime lui serait appliqué, c'est-à-dire que l'Administration la regarderait comme passible de cet impôt (voir ci-dessus, p. 272 et suiv.).

L'exonération conséquence automatique de la déclaration faite supprime les diverses obligations entraînées par l'application aux sociétés considérées du décret du 6 décembre 1872 (constitution d'un représentant responsable ou d'un cautionnement, production des pièces devant permettre la fixation de la quotité imposable, dépôt de documents, avance de l'impôt, etc...).

La personnalité morale de la filiale française se trouve alors pleinement reconnue et consacrée.

D'autre part, en faveur de toute société américaine ayant une participation dans une société française et n'ayant pas fait la déclaration en question, la convention prévoit l'application de dispositions législatives dont avant ne bénéficiaient que les sociétés françaises, cela de telle sorte que les doubles impositions que nous avons signalées dans la Deuxième Partie du présent ouvrage (p. 194 et suiv.) n'existent plus ; il s'agit de l'application des dispositions des articles 27 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 :

a) art. 27 : l'impôt sur le revenu n'est plus appliqué au produit du facteur quotité imposable par le total des dividendes que la société américaine a distribués mais il est appliqué seulement à la somme dont ce produit dépasse le total des dividendes qu'elle a reçus de la filiale française, ceux-ci étant déjà taxés directement en France ;

b) art. 29 : l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières n'est pas appliqué aux intérêts des prêts que la société américaine a consentis en France au moyen de fonds qu'elle a empruntés *et* dont les propres intérêts se trouvent taxés par le fisc français, dans la proportion de la quotité imposable.

Toutes ces mesures prévues par la Convention font disparaître pour les sociétés américaines les plus graves des inconvénients résultant de la jurisprudence extensive à la remorque de l'Administration, comme nous l'avons indiqué à la Deuxième Partie.

En outre, les sociétés américaines ne sont plus passibles de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières à raison de la possession en France de maisons ou de comptoirs d'achat, ni si elles se bornent en France à concéder des brevets, marques de fabrique, procédés de fabrication.

Sur l'objet de la Convention, l'Instruction donne les précisions suivantes :

tion

« 1. — La Convention passée avec les Etats-Unis n'a pas pour objet, « comme les conventions déjà conclues avec l'Italie et la Belgique (*Instr.* « n° 4163), de mettre fin, d'une manière générale, aux superpositions d'impôts « qui frappent les différentes catégories de revenus, du fait du conflit des légis- « lations fiscales française et américaine.

« Sa portée est plus limitée ; en matière de suppression des doubles imposi- « tions, elle se borne à éviter la double taxation de quelques catégories particu- « lières de revenus. Son objet principal consiste dans la fixation du mode d'impo- « sition des sociétés de chacun des deux pays qui exercent leur activité com- « merciale ou industrielle dans l'autre.

« Parmi les impôts dont le recouvrement incombe à l'Administration de « l'Enregistrement, le seul que vise la Convention est l'impôt sur le revenu « des valeurs mobilières (*Rapp. protocole final*, § 1^{er}, b.).

« Au surplus, à l'égard de cet impôt, le champ d'application de la conven- « tion franco-américaine est plus restreint que celui des conventions franco- « italienne et franco-belge ; ses dispositions ne sont applicables qu'aux sociétés « américaines qui ont pour objet des biens situés en France ; elles ne touchent « en rien ni aux règles qui régissent actuellement la perception de l'impôt dû « par les sociétés étrangères abonnées pour ceux de leurs titres qui circulent « en France (*Rapp. Protocole*, § 3^o, f, in fine), ni à celles qui concernent l'im- « pôt exigible sur les produits de fonds d'Etats étrangers et de valeurs étran- « gères non abonnées. »

Date d'entrée en vigueur de la convention et rétroactivité.

L'article 1^{er} du décret de promulgation fixe l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1936.

Toutefois, l'article 10 de la convention dispose dans son alinéa 3^o, que :

Cion

« Les sociétés américaines qui n'ont pas été définitivement assujetties à « l'impôt édicté par l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 avant le 1^{er} mai « 1930, et qui ont fait la déclaration prévue à l'article 6 de cet accord (conven- « tion actuelle), ne seront pas soumises à l'application dudit article 3 du décret « du 6 décembre 1872 pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de « l'accord. »

Il y a lieu de souligner la très grande portée pratique que cette disposition de rétroactivité a eue quant à la situation vis-à-vis du fisc français de nombreuses affaires américaines qui opèrent en France depuis plusieurs années déjà.

Comme en général la quotité imposable n'est définitivement fixée que trois ans après la première opération en France (voir ci-dessus, p. 32), il se trouve qu'en admettant que pourront bénéficier du nouveau régime, à la seule condition de faire la déclaration prévue, les sociétés américaines pour lesquelles la quotité imposable n'était pas encore définitivement fixée le 1^{er} mai 1930, il a été admis que pourront

bénéficiaire du nouveau régime, autrement dit que pourront échapper à l'application de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, des sociétés américaines dont la première opération en France n'a pas eu lieu avant le 1^{er} mai 1927, et cela bien que l'accord soit entré en vigueur le 1^{er} janvier 1936. Ainsi ont pu tomber un grand nombre de menaces du fisc français, voire de contraintes déjà lancées par lui.

On comprend que c'est là un acte fort important de la politique fisco-commerciale française.

Au sujet de la date d'entrée en vigueur de la convention et de la rétroactivité, l'Instruction de l'Administration a apporté les précisions suivantes :

Inst¹⁰²

« 30. Règle générale. — L'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1935, portant ratification de la Convention, fixe au 1^{er} janvier 1936, conformément à l'article 10, 2^e alinéa, de la Convention ratifiée, l'entrée en vigueur de cet acte diplomatique.

« En conséquence, en ce qui concerne les sociétés américaines qui possèdent un établissement stable en France, et qui auront opté pour le nouveau régime, les dividendes mis en distribution ou les intérêts échus après le 31 décembre 1935 échapperont à l'impôt. Par contre, les bénéfices réalisés par l'établissement français depuis le 1^{er} janvier 1936 deviendront imposables pour les 3/4 de leur montant. Pour la première année, lorsqu'il s'agira de sociétés dont l'exercice ne coïncide pas avec l'année civile, la fraction des bénéfices réalisée depuis le 1^{er} janvier 1936 sera déterminée par voie de répartition de l'ensemble des bénéfices réalisés au cours de l'exercice, proportionnellement à la durée de la période courue du 1^{er} janvier 1936 à la fin de l'exercice par rapport à l'ensemble de l'exercice.

« De même, pour l'application des dispositions de l'article 6 concernant les sociétés américaines imposées du fait de la participation qu'elles possèdent dans une société française, lorsque ces sociétés auront opté pour le nouveau régime et qu'elles ne rentreront pas dans les prévisions du dernier alinéa de l'article 10 de la Convention (*V. n° suivant, de la présente Instruction*), il y aura lieu de considérer que ces sociétés se trouvent définitivement affranchies de l'impôt pour les dividendes distribués et tous les intérêts échus postérieurement au 31 décembre 1935. Corrélativement, les sociétés françaises dans lesquelles les sociétés américaines, ainsi exonérées, ont une participation, seront imposables sur les bénéfices indirectement retirés par la société américaine de la société française (*V. n° 20 supra, ibid.*), lorsque la mise en distribution des bénéfices auxquels doivent être rattachés les bénéfices ou avantages indirects se placera après le 31 décembre 1935.

« Par ailleurs, en ce qui concerne les sociétés américaines qui, n'ayant pas opté pour le nouveau régime, restent imposables en raison de la participation qu'elles possèdent dans une société française, les avantages prévus en faveur de ces sociétés par le dernier alinéa de l'article 6 de la Convention seront applicables, savoir :

« 1^o En ce qui concerne l'exonération prévue par l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920 (*V. supra n° 22*), lorsque les dividendes de la société américaine sur lesquels doit se faire l'imputation, seront mis en distribution postérieurement au 31 décembre 1935 ;

« 2^o En ce qui concerne l'exonération édictée par l'article 29 de la loi du

« 31 juillet 1920 (V. *supra*, n° 23), lorsque les intérêts des prêts profitant de l'exonération viendront à échéance après le 31 décembre 1935 ;

« 3° En ce qui concerne l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 (V. *supra*, n° 24), lorsque la distribution gratuite de titres résultant de la fusion se placera à une date postérieure au 31 décembre 1935.

« 31. *Rétroactivité.* — *Sociétés possédant une participation dans une société française.* — D'autre part, le dernier alinéa de l'article 10 de la Convention dispose :

« Les sociétés américaines qui n'ont pas été définitivement assujetties à l'impôt édicté par l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 avant le 1^{er} mai 1930 et qui ont fait la déclaration prévue à l'article 6 de cet accord, ne seront pas soumises à l'application dudit article 3 du décret du 6 décembre 1872 pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de l'accord. »

« Cette disposition vise les sociétés américaines « qui ont fait la déclaration prévue à l'article 6 », c'est-à-dire les sociétés qui, imposées du fait de leur participation dans une société française, ont opté pour le nouveau régime. Elle laisse en dehors de ses prévisions les sociétés qui sont imposées en raison de l'établissement stable qu'elles possèdent en France et dont l'imposition est régie par l'article 5 (V. n° 8, de la présente Instruction).

« Par ailleurs, on considérera, pour l'application de la clause précitée, qu'une société américaine n'est pas « définitivement assujettie à l'impôt » tant que la quotité imposable n'a pas été définitivement fixée par le Ministre, après avis de la Commission des valeurs mobilières.

« En conséquence, lorsqu'une société américaine imposée en raison de ses relations avec une société française, aura demandé, conjointement avec ladite société française, à bénéficier du nouveau régime, elle échappera à toute taxation, même pour le passé, si la décision ministérielle qui a fixé la quotité imposable définitive est postérieure au 30 avril 1930, et, *a fortiori*, si la quotité imposable définitive n'a pas encore été fixée.

« Mais, dans ce cas, l'application rétroactive de l'article 6 de la Convention à la société américaine entraîne l'imposition corrélatrice des bénéfices indirectement retirés par la société américaine de la société française (V. n° 20, de la présente Instruction).

« Par suite, la société française sera imposée, pour le passé, sur les bénéfices et avantages indirectement transférés à la société américaine, dans les conditions prévues à l'article 4 de la Convention. »

Délai de dénonciation.

L'article 10, alinéa 2°, de la Convention indique que :

Cion

« Art. 10. —

« L'accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de la ratification et restera en vigueur pour une période de cinq ans, et ensuite jusqu'à l'expiration des douze mois à partir de la date où l'une des parties contractantes aura notifié son intention d'y mettre fin. »

Régime facultatif, offert aux sociétés américaines ayant en France un établissement stable et aux sociétés américaines ayant une participation dans une société française.

Les dispositions qui nous intéressent tout particulièrement, relativement à l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières, sont énoncées dans les articles 5 et 6 de la Convention.

Il est toutefois à noter que l'exonération prévue par cet article 6 disparaît en fait partiellement dans les circonstances envisagées par l'article 4, savoir :

Cion

« Art. 4. — Lorsqu'une entreprise américaine, du fait de sa participation « à la gestion ou au capital d'une entreprise française, fait ou impose à cette « dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions diffé- « rentes de celles qui seraient faites à une tierce entreprise, tous bénéfices qui « auraient dû normalement apparaître au bilan de l'entreprise française, mais « qui ont été, de la sorte, transférés à l'entreprise américaine, sont, sous réserve « des recours applicables en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et « commerciaux, incorporés aux bénéfices imposables de l'entreprise fran- « çaise. »

L'innovation que nous rencontrons dans les articles 5 et 6 est l'établissement d'un régime facultatif permettant aux sociétés américaines de se dégager des règles prévues par l'ancien régime. Pour bénéficier de ce régime facultatif, les sociétés doivent faire une déclaration au bureau de l'enregistrement. Rien d'analogue ne se rencontre ni dans la convention franco-italienne ni dans la convention franco-belge.

Cion

« Art. 5. — Les sociétés américaines qui possèdent en France des établis- « sements stables ont, par dérogation à l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, « la faculté d'acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les trois « quarts des bénéfices effectivement retirés de ces établissements, les bénéfices « industriels et commerciaux étant déterminés en conformité des dispositions de « l'article 1^{er}.

« Une société américaine qui veut se placer sous le régime prévu à l'alinéa « qui précède doit en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement dans les « six mois de l'entrée en vigueur du présent accord ou dans les six mois qui « suivent la création par elle d'un établissement en France. L'option faite pour « un établissement vaut pour tous les établissements de la même société ; elle « est irrévocable.

« Art. 6. — Une société américaine ne sera pas assujettie aux prescrip- « tions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 en raison d'une partici- « pation dans la gestion ou dans le capital ou à cause de toute autre relation « avec une société française, si lesdites société américaine et société française « se conforment aux dispositions du présent article. Dans ce cas, l'impôt sur « le revenu des valeurs mobilières continue à être perçu conformément à la « législation française sur les dividendes, intérêts et tous autres produits distri- « bués par l'entreprise française, mais il est, en outre, exigible, le cas échéant, « et sous réserve des recours applicables en matière d'impôt sur le revenu des « valeurs mobilières, sur les bénéfices que l'entreprise américaine retire de l'en- « treprise française dans les conditions prévues par l'article 4.

« Une société américaine qui veut bénéficier de la faculté prévue à l'alinéa « précédent doit en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement, conjoin- « tement avec la société française intéressée, dans les six mois de l'entrée en « vigueur du présent accord, ou dans les six mois de la prise de participation « ou du commencement des relations de nature à entraîner l'application de « l'article 3 du décret du 6 décembre 1872. L'option exercée est irrévocable.

« Les sociétés américaines qui n'ont pas fait la déclaration et qui sont assu- « jetties aux dispositions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 bénéfi-

« cient des articles 27, 28 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de « la loi du 19 mars 1928, dans les mêmes conditions que les sociétés fran-
« çaises. ».

Sur l'institution de ladite déclaration, relevons que dans l'exposé des motifs du projet de loi portant approbation de la Convention il est dit :

« Enfin, en provoquant la déclaration des sociétés américaines intéressées dans les entreprises françaises, elle permettra d'en opérer le recensement et de connaître toutes celles qui, sous l'empire de la réglementation actuelle, auraient pu rester ignorées de l'administration. » (1)

Au sujet des formalités relatives à l'exercice de l'option, pour chacun des deux cas l'Instruction a donné des précisions ; nous faisons connaître ces précisions plus loin, en considérant successivement chacun de ces deux cas.

Dispositions particulières.

En vue de faciliter les recherches et comparaisons, nous avons adopté pour l'examen de la convention franco-américaine le plan que nous avons adopté pour les examens des conventions franco-italienne et franco-belge.

La convention franco-américaine distingue, comme la convention franco-italienne et la convention franco-belge :

- les sociétés américaines qui possèdent en France un établissement stable ;
- les sociétés américaines qui ont une participation dans une société française.

L'Instruction relative à la convention franco-américaine distingue en plus :

- les sociétés américaines effectuant des opérations en France sans y avoir d'établissement stable.

SECTION I.

Sociétés américaines possédant un établissement stable en France.

§ 1. — Définition de l'établissement stable.

L'interprétation du terme « établissement stable » est donnée par le Protocole, 3°, a, comme suit :

Cion

« a) Le terme « établissement stable » désigne les succursales, exploitations

(1) Doc. parl., Chambre, Session ordinaire, 1934, Annexe n° 3279, p. 362.

« minières et pétrolifères, fabriques, ateliers, magasins, bureaux, agences et
« autres centres fixes d'affaires, mais ne comprend pas les sociétés filiales.

« Lorsqu'une entreprise de l'un des Etats contractants fait des affaires
« dans l'autre Etat par la voie d'un agent y établi qui est autorisé à contracter
« pour son compte, elle est considérée comme ayant un établissement stable
« dans ce dernier Etat.

« Mais le fait pour une entreprise de l'un des Etats d'avoir des relations
« d'affaires dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un commissionnaire ou court-
« tier vraiment autonome ne permet pas de considérer cette entreprise comme
« ayant un établissement stable dans ce dernier Etat ; ».

Cette dernière phrase est sensiblement la même que celle de la convention franco-belge qui concerne le cas où il y a un intermédiaire (voir ci-dessus p. 335). Mais la convention franco-américaine ne vise que le cas où l'intermédiaire est « un commissionnaire ou courtier vraiment autonome », alors que la convention franco-belge vise le cas où l'intermédiaire est « un agent ou une société vraiment autonome (courtier, commissionnaire, filiale, etc.) ». En prenant à la lettre, l'exemption prévue par la convention franco-américaine ne s'étend pas au cas où l'intermédiaire est une société.

La différence entre les deux textes a-t-elle été voulue ? La question se pose.

Il faut remarquer que, dans la convention franco-belge, c'est une erreur d'assimiler une filiale à une société *vraiment* autonome, puisque c'est précisément un des caractères de la filiale de n'être pas complètement autonome.

Nous pensons que l'intermédiaire visé par le texte que nous venons de citer, de la convention franco-américaine, est exclusivement une *personne physique*, parce que le cas de relation avec une personne morale française a été considéré en un autre endroit, de cette même convention, à l'article 6, comme nous l'avons signalé plus haut : « Une société américaine ne sera pas assujettie... en raison d'une participation... ou à cause de toute autre relation avec une société française si... ».

§ 2. — Imposition, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, des sociétés américaines possédant en France un établissement stable.

Les sociétés américaines qui possèdent en France un établissement stable demeurent, en principe, soumises aux obligations découlant de l'interprétation admise, de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant ; elles doivent acquitter l'impôt sur la base d'une « quotité imposable », sur tous les dividendes, intérêts et autres produits qu'elles distribuent, ainsi que nous l'avons exposé dans la Première Partie du présent ouvrage.

Mais l'article 5 de la Convention donne aux sociétés américaines « la faculté d'acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur

les trois quarts des bénéfices effectivement retirés de ces établissements ».

Soulignons l'importance de cette mesure. Elle permet, en effet, aux sociétés américaines de se libérer des multiples formalités et désagréments plus graves auxquels les soumettait l'obligation d'avoir à acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur une quotité des dividendes et autres produits distribués à leurs actionnaires et aussi sur une quotité des intérêts des emprunts émis par elles hors de France, ainsi que nous l'avons vu dans la Première Partie du présent ouvrage (pp. 29 et 30) — au sujet des emprunts émis en France, voir p. 357 (d, b).

En ce qui concerne la faculté considérée, l'Instruction précise que :

« 10. *Option*. — Le régime que l'article 5 de la Convention institue en « faveur des sociétés américaines est un régime facultatif. Pour en bénéficier, « ces sociétés doivent en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement.

« Le bureau compétent pour recevoir cette déclaration est celui qui est « chargé de la perception des taxes dues par la société considérée.

« La déclaration doit être souscrite soit dans les six mois de l'entrée en « vigueur de la convention, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet 1936 (v. n° 29 de « l'Instruction), s'il s'agit d'une société qui possédait déjà un établissement « en France au 1^{er} janvier 1936, soit dans les six mois de la création de l'éta- « blissement en France, dans le cas contraire.

« A défaut de déclaration dans le délai imparti, la société est réputée avoir « opté pour le régime actuel (v. n° 2 de l'Instruction).

« Par ailleurs, l'option faite pour un établissement vaut pour tous les « établissements que la société possède en France. Une société américaine qui « a, dans notre pays, plusieurs établissements, ne peut pas, par conséquent, se « placer sous le nouveau régime pour un de ces établissements et demeurer « sous le régime du décret du 6 décembre 1872 pour un autre établissement.

« Enfin, l'option, une fois exercée, est irrévocable. La société américaine « qui a opté pour le nouveau régime, n'a plus la possibilité de demander ulté- « rieurement à être taxée selon le procédé actuel de la quotité imposable. De « même, la société qui, en s'abstenant de souscrire la déclaration, a choisi le « système actuel d'imposition, n'est plus fondée à demander, à l'avenir, le « bénéfice du régime prévu par la Convention.

« La déclaration que doit souscrire la société américaine pour profiter du « nouveau régime est établie sur papier non timbré et signée par le représentant « qualifié de la société ou par son mandataire justifiant d'un pouvoir régulier ; « elle est classée dans le dossier de la société et mention du dépôt est faite sur « le principal registre du bureau. En outre, l'article ouvert au sommier spécial « des sociétés est annoté d'une référence à la déclaration. ».

L'Administration française se montre satisfaite de la déclaration déposée entre ses mains lorsque sont observées les conditions suivantes : 1°. La signature du représentant de la société américaine est légalisée ; lorsque l'apposition de cette signature a eu lieu à l'étranger, la dernière des légalisations doit être celle du Consul de France ; 2°. La déclaration est accompagnée de la copie de la décision, du Conseil d'administration de la société américaine, autorisant ledit représentant à signer la déclaration, cette copie a été certifiée par qui de droit et la

signature correspondante a été légalisée, comme il vient d'être dit lorsque l'apposition de cette signature a eu lieu à l'étranger, ladite copie est timbrée, l'ayant été à son arrivée en France au besoin, et enfin la copie en question est accompagnée de sa traduction française faite par un traducteur juré.

Aux annexes on trouvera un modèle que nous proposons pour la rédaction de ladite déclaration (Annexe 41).

a₁) — *Revenu taxé.*

Des dispositions qui précèdent il résulte :

i. que la société américaine qui ne fait pas la déclaration prévue est réputée avoir opté pour l'ancien régime de taxation :

1) elle est donc imposée, suivant la quotité imposable fixée, sur tous les dividendes, intérêts et autres produits qu'elle distribue, même si l'exploitation française est déficitaire,

2) par contre, l'impôt ne sera pas réclamé si la société américaine ne distribue aucun revenu, même si l'établissement français produit effectivement des bénéfices ;

ii. que la société américaine qui possède en France des établissements stables et qui fait la déclaration prévue est imposée, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, « sur les trois quarts des bénéfices effectivement retirés de ces établissements ».

On a pensé que le verbe « retirer » était à prendre là avec son sens propre, qu'il fallait entendre que l'impôt ne frappera pas des bénéfices provenant des établissements situés en France et laissés dans ces établissements, non « effectivement retirés ». Notre avis est que cette interprétation n'est pas celle de l'Administration, vu que dans l'Instruction est employé le verbe « réaliser », non le verbe « retirer », ainsi qu'il suit :

« seuls les bénéfices *réalisés* par le ou les établissements français auront à être pris en considération, et l'impôt sera liquidé sur les *trois quarts* de ces bénéfices. ».

a₂) — *Détermination du montant des bénéfices à considérer.*

Au sujet de la détermination des bénéfices à retenir pour calculer l'impôt dû sur le revenu des valeurs mobilières, l'Instruction dispose que :

Il en

« 14.
« l'Administration est autorisée à s'assurer que les bénéfices ressortant de la
« comptabilité de l'établissement français correspondent bien à la totalité des
« bénéfices réellement réalisés par la société américaine, du chef de son éta-
« blissement français. Si l'examen de ladite comptabilité révèle que la société a
« retiré indirectement de son établissement (soit par voie de diminution ou de
« majoration du prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen) d'autres

« bénéfices ou avantages, qui se sont traduits par une diminution du bénéfice apparent de l'établissement, les bénéfices ou avantages indirects devront être ajoutés au bénéfice ressortant de la comptabilité, pour la liquidation de l'impôt. ».

a₃) — *Justifications à fournir par les sociétés américaines.*

I. — Une société américaine ayant un établissement stable en France qui n'opte pas pour le nouveau régime demeure assujettie, en vue de la fixation de l'impôt qu'elle devra acquitter, au dépôt des documents que nous avons énumérés à la Première Partie du présent ouvrage, notamment au dépôt des comptes rendus et d'extraits des délibérations de leur conseil d'administration ou de celles de leurs actionnaires (voir ci-dessus p. 41).

II. — A l'égard des sociétés américaines qui optent pour le nouveau régime, l'Instruction indique :

I^{er}

« 16. la convention ne prévoit pas explicitement le dépôt d'un document quelconque destiné à porter à la connaissance de l'Administration le montant des bénéfices effectivement retirés par la société américaine de son établissement français.

« Toutefois, étant donné que c'est à l'Administration seule qu'appartient le pouvoir de liquider le montant de l'impôt exigible, l'obligation de payer l'impôt comporte comme corollaire nécessaire celle de fournir les bases de la liquidation de cet impôt.

« En conséquence, les sociétés américaines devront déposer, à la fin de leur exercice social, soit le bilan spécial dressé par l'établissement français, accompagné du compte de profits et pertes, soit, à défaut de bilan, une déclaration faisant connaître le montant des bénéfices effectivement réalisés par l'établissement. ».

a₄) — *Tarif de l'impôt.*

La Convention ne précise pas le taux de l'impôt applicable aux distributions des sociétés américaines possédant un établissement stable en France.

Depuis la mise en vigueur des décrets-lois des 16 et 27 juillet 1935, le Fisc français prétend devoir appliquer uniformément le taux de 24 %, tant sur les produits des titres émis avant le 16 juillet 1935 que sur les produits des titres émis à compter de cette date, et que sur les jetons de présence, rémunérations diverses et bénéfices alloués aux membres des conseils d'administration domiciliés ou résidant en France.

Notons qu'à une lettre adressée à l'Administration de l'Enregistrement pour lui demander l'application aux distributions des sociétés américaines possédant un établissement stable en France des taux réduits de 12 % (personne physique) et 18 % (personne morale), taux

applicables aux titres nominatifs français, en motivant la demande par le fait qu'aucune des législations des Etats-Unis d'Amérique ne connaît pour les actions les titres au porteur, la Direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre de Paris (Sociétés), par lettre en date du 10 avril 1936, a répondu que les sociétés étrangères imposables en France en raison des biens qu'elles y possèdent ou qu'elles y exploitent ne sont pas susceptibles de bénéficier de ces tarifs réduits de 12 % et de 18 %.

Et en réponse, par lettre du 8 août 1936, à une demande d'application du taux général de 18 % pour l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières incombant aux sociétés étrangères, relativement aux titres émis à compter du 16 juillet 1935, ladite Direction de l'Enregistrement a « fait connaître que le tarif de l'impôt à la charge des sociétés étrangères en raison des biens qu'elles possèdent ou exploitent dans notre pays doit, pour la totalité des produits distribués, être liquidé au taux de 24 %, sans égard à la date à laquelle les titres de ces collectivités ont été émis ou créés ».

b) — *Non-imposition des sociétés américaines
à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat
situés en France.*

L'article 1^{er} et le premier alinéa de l'article 5 de la Convention s'expriment ainsi :

C^{ion}

« Art. premier. — Les entreprises de l'un des Etats contractants ne sont « soumises à l'impôt de l'autre Etat contractant, en ce qui concerne les bénéfices « industriels et commerciaux, qu'en raison des bénéfices provenant des éta- « blissements stables qu'elles exploitent dans ce dernier Etat.

« N'entrent pas en compte pour l'assiette de l'impôt dans l'un des Etats « contractants les achats de marchandises qui y sont effectués par une entre- « prise de l'autre Etat pour l'approvisionnement des établissements que ladite « entreprise exploite dans ce dernier Etat. ».

« Art. 5. — Les sociétés américaines qui possèdent en France des établis- « sements stables ont, par dérogation à l'article 3 du décret du 6 décembre « 1872, la faculté d'acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur « les trois quarts des bénéfices effectivement retirés de ces établissements, les « bénéfices industriels et commerciaux étant déterminés en conformité des « dispositions de l'article 1^{er}. ».

En conséquence, l'Instruction a précisé :

I^{ion}

« 12. Comptoirs d'achat. — En fixant les bénéfices imposables des sociétés « américaines qui ont un établissement stable en France aux trois quarts des « bénéfices retirés de ces établissements, l'article 5 dispose que les bénéfices « industriels et commerciaux sont déterminés « en conformité des dispositions « de l'article 1^{er} ».

« Or, dans son 2^e alinéa, l'article 1^{er} prévoit que « n'entrent pas en compte,

« pour l'assiette de l'impôt dans l'un des Etats contractants les achats de marchandises qui y sont effectués par une entreprise de l'autre Etat pour l'approvisionnement des établissements que ladite entreprise exploite dans ce dernier Etat ».

« Il en résulte que, lorsque l'établissement stable qu'une société américaine possède en France aura pour objet *exclusif* l'achat de marchandises pour l'approvisionnement des établissements exploités aux Etats-Unis par la société, celle-ci ne sera pas passible en France de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

« 13. — A s'en tenir à la lettre de la Convention, les opérations des comptoirs d'achat ne sont exonérées que dans le cas où la société américaine est imposée sur les trois quarts des bénéfices réalisés par l'établissement français. Ce n'est, en effet, qu'à cette hypothèse que s'applique la référence du 1^{er} alinéa de l'article 5 à l'article 1^{er} (lequel ne concerne directement que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; *Protocole*, n° 1^o, § b).

« Strictement, par suite, les sociétés américaines qui possèdent en France un comptoir d'achat ne seraient exemptes de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières que lorsqu'elles auraient opté pour le nouveau régime.

« Toutefois, pour respecter tant l'intention des négociateurs que le principe de la réciprocité qui est à la base de la Convention, les sociétés américaines possédant en France un comptoir d'achat qui se livre exclusivement aux opérations prévues à l'article 1^{er} précité (n° précédent), ne seront pas imposées même si elles ne sont pas taxées selon le mode prévu par l'article 5. ».

c₁) — *Non-imposition des sociétés américaines qui se bornent en France à concéder des brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication.*

Le cas de la Concession de brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication est visé par la Convention en son article 9, qui à ce sujet s'exprime ainsi :

C₁on

« Art. 9. — Les revenus des catégories ci-après payés dans l'un des Etats contractants à une société de l'autre Etat ou à un citoyen de ce dernier Etat y résidant sont exempts d'impôt dans le premier Etat :

« a) Redevances versées en contre-partie du droit d'utiliser des brevets, procédés et formules secrets, marques de fabrique et autres droits analogues ; ».

L'Administration a tiré de cela les conséquences suivantes :

J₁on

« 28.

« 1^o Une société américaine n'ayant pas en France d'établissement stable ne sera pas imposable du fait des brevets qu'elle concède dans notre pays (V. n° 3 de l'Instruction).

« 2^o Si une société américaine concède des brevets en France par l'intermédiaire de l'établissement stable qu'elle possède dans notre pays, les bénéfices provenant des opérations de cette nature n'entreront pas en compte pour la détermination du bénéfice imposable (V. n° 14 de l'Instruction), dans le cas où la société aura opté pour le nouveau régime.

« Dans le cas contraire, la valeur des brevets ne sera pas prise en considération pour la détermination de la valeur des biens français servant à la fixation de la quotité imposable (V. n° 5 et 10 de l'Instruction).

« Dans l'un et l'autre cas, si l'activité de l'établissement français est limitée à la concession des brevets, la société américaine ne sera pas imposée. ».

c₂) — *Imposition des sociétés américaines qui se bornent en France à concéder des prêts sans y avoir d'établissement stable.*

Nous renvoyons pour l'étude de cette question à la Section III ci-après, pp. 367 et 369.

d) — *Sur l'imposition des intérêts des emprunts contractés par les sociétés américaines.*

Nous avons vu qu'en vertu de la convention franco-italienne (ci-dessus, p. 324) et de la convention franco-belge (ci-dessus p. 338), les intérêts des emprunts contractés respectivement par les sociétés italiennes et les sociétés belges sont exonérés de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, sauf dans le cas où l'emprunt a été contracté par l'établissement stable situé en France « dans le cadre de son activité propre ». Une disposition correspondante ne se trouve pas dans la Convention franco-américaine.

De l'étude de cette dernière Convention nous dégageons les conclusions suivantes, relativement aux sociétés américaines possédant en France un établissement stable :

a) Si la société américaine ne fait pas la déclaration prévue par la Convention, elle est toujours imposée, en vertu de l'interprétation admise par la jurisprudence, pour les dispositions de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant, non seulement sur une quote-part des dividendes et autres produits qu'elle distribue à ses actionnaires, mais aussi sur une quote-part des intérêts de tous les emprunts contractés par elle hors de France et sur la totalité des intérêts des emprunts contractés en France.

b) Si la société fait la déclaration prévue par la Convention, elle n'est imposée que sur les trois quarts des bénéfices réalisés en France, de sorte que les intérêts des emprunts contractés à l'étranger échappent à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. La convention franco-américaine n'ayant rien dit relativement aux intérêts des emprunts contractés par une société américaine, il est présumable que l'Administration française continuera à considérer la société américaine qui a contracté un emprunt en France comme étant directement redevable de l'impôt calculé sur la totalité des intérêts produits par ces emprunts.

e) — *Sur l'imposition en France des rémunérations des administrateurs des sociétés américaines.*

Jusqu'ici, les rémunérations versées aux administrateurs des sociétés étrangères étaient toujours passibles en France de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières lorsque ces administrateurs demeuraient ou résidaient en France. Cet impôt devait être avancé par les sociétés.

La convention franco-américaine ne parle pas de ces rémunérations ;

comme nous l'avons vu plus haut les conventions franco-italienne et franco-belge les exonèrent en France explicitement.

Lorsque la société américaine n'a pas opté pour le nouveau régime, l'imposition est la même que par le passé, donc les rémunérations en question sont taxées et la société est tenue de faire l'avance de la taxe.

Lorsque la société américaine a opté pour le nouveau régime, en faisant la déclaration prévue par la Convention, une distinction est à faire suivant que la société possède en France un établissement stable ou qu'elle a une participation dans une société française. Dans le premier de ces deux cas, la société est maintenant taxée en France *au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières* uniquement sur les trois quarts des bénéfices retirés de l'établissement stable situé en France, et dans le second cas la société n'est plus taxée en France au titre de ce même impôt. Quel sera donc maintenant le sort des rémunérations des administrateurs domiciliés ou résidant en France, à l'égard dudit impôt ?

Pour avoir la réponse à cette question, nous observons que les rémunérations en question ont toujours été comprises dans l'ensemble des revenus visés par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ; que rien dans la Convention n'est venu les sortir de cet ensemble ; qu'en conséquence lesdites rémunérations doivent comme par le passé suivre le sort dudit ensemble. C'est dire que dans le cas de la possession en France d'un établissement stable ces rémunérations ne doivent pas être taxées en dehors de l'assiette des trois quarts des bénéfices de l'établissement stable, à part et par surcroît ; et que dans le cas de la participation dans une société française ces rémunérations doivent se trouver exonérées en même temps que tous les autres revenus précisés par le texte de la loi du 29 juin 1872.

Ainsi, selon nous, en toute logique, lorsque la société américaine a opté pour le nouveau régime, les rémunérations en question ne doivent en aucun cas faire l'objet d'une taxe personnelle et directe.

Nous savons qu'au contraire certains hauts fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement sont d'avis que la taxe française sur le revenu des valeurs mobilières doit frapper lesdites rémunérations. Ces rémunérations se trouveraient alors frappées à titre personnel, de sorte que les administrateurs atteints devraient les déclarer et acquitter directement la taxe correspondante.

f) — *Imposition en France des dividendes et des intérêts des obligations ou emprunts payés à des actionnaires ou à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France.*

Avant l'intervention des conventions récemment passées entre la France et une nation étrangère, au sujet de l'imposition des sociétés de l'un des deux Etats travaillant dans l'autre de ces Etats, il existait

une double imposition française, du fait que les revenus distribués par une société étrangère étaient taxés d'abord auprès de cette société, par application de la loi du 29 juin 1872, et ensuite auprès du porteur du titre domicilié ou résidant en France, par application de la loi du 29 mars 1914.

Nous avons vu que les conventions franco-italienne et franco-belge ont laissé subsister cette double imposition, au précompte près, pour les sociétés italiennes et les sociétés belges ayant un établissement stable en France.

A l'égard des sociétés américaines possédant en France un établissement stable, la convention franco-américaine n'a fait disparaître cette double imposition que dans le cas où, à la fois :

1° la société américaine a opté pour le nouveau régime,

2° le revenu payé par cette société est un intérêt d'obligations ou d'emprunts,

3° l'emprunt de la société américaine n'a pas été contracté en France.

En effet, maintenant :

a) si la société américaine n'a pas fait la déclaration prévue par la Convention, déclaration d'option pour le nouveau régime, les dispositions qui sont appliquées sont celles de la loi du 29 juin 1872 et celles de la loi du 29 mars 1914, rien ne se trouve changé, la double imposition subsiste à l'encontre des actionnaires domiciliés ou résidant en France et à l'encontre des obligataires et des prêteurs dans cette même situation ;

b) si la société américaine a fait la déclaration prévue par la Convention, les dispositions qui sont appliquées sont celles de ladite Convention et celles de la loi du 29 mars 1914, de sorte qu'il y a double imposition à l'encontre des actionnaires domiciliés ou résidant en France mais non à l'encontre des obligataires ni des prêteurs lorsque l'emprunt n'a pas été contracté en France, cela vu que la Convention vise les bénéfices retirés de l'établissement stable situé en France mais qu'elle ne vise pas les intérêts d'obligations ou d'emprunts contractés hors de France : les obligataires ou prêteurs ne sont alors atteints en France qu'une seule fois, par la seule application de la loi de 1914, tandis que les actionnaires y sont atteints deux fois, par application de la Convention et par celle de la loi de 1914.

Mais lorsque l'emprunt aura été contracté en France, par une société américaine, une double imposition aura-t-elle lieu ? A cette question nous répondons : l'obligataire ou le prêteur domicilié ou résidant en France devra acquitter l'impôt prévu par la loi de 1914, et l'on doit s'attendre à ce que l'Administration considère la société américaine comme redevable de l'impôt sur la totalité des intérêts produits par ledit emprunt, *comme antérieurement*, c'est-à-dire en maintenant une des extensions abusives des dispositions de la loi du 29 juin 1872, comme nous l'avons relevé plus haut.

SECTION II.

Sociétés américaines ayant une participation dans une société française.

§ 1. — Non-imposition des sociétés américaines
à raison d'une participation dans une société française,
à condition que ces sociétés aient opté pour le nouveau régime.

L'exonération en question, en faveur des sociétés qui ont opté pour le nouveau régime, résulte de l'article 6 de la Convention, où il est dit :

C'est

« Art. 6. — Une société américaine ne sera pas assujettie aux prescriptions
« de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 en raison d'une participation
« dans la gestion ou dans le capital ou à cause de toute autre relation avec une
« société française, si lesdites société américaine et société française se con-
« forment aux dispositions du présent article. Dans ce cas, l'impôt sur le revenu
« des valeurs mobilières continue à être perçu conformément à la législation
« française sur les dividendes, intérêts et tous autres produits distribués par
« l'entreprise française, mais il est, en outre, exigible, le cas échéant, et sous
« réserve des recours applicables en matière d'impôt sur le revenu des valeurs
« mobilières, sur les bénéfices que l'entreprise américaine retire de l'entreprise
« française dans les conditions prévues par l'article 4.

« Une société américaine qui veut bénéficier de la faculté prévue à l'alinéa
« précédent doit en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement, conjoint-
« tement avec la société française intéressée, dans les six mois de l'entrée en
« vigueur du présent accord, ou dans les six mois de la prise de participation ou
« du commencement des relations de nature à entraîner l'application de
« l'article 3 du décret du 6 décembre 1872. L'option exercée est irrévocable.

« ».

L'Instruction administrative a précisé cela comme suit :

Pour

« 18. Option. — Comme le régime institué par l'article 5, en faveur des
« sociétés américaines qui ont un établissement stable en France, le régime
« prévu par l'article 6, pour les sociétés américaines, qui ont une participation
« dans une société française, est facultatif.

« Son application est subordonnée au dépôt d'une déclaration souscrite
« conjointement par les représentants qualifiés de la société américaine et de la
« société française ou par leurs mandataires justifiant d'un pouvoir régulier,
« soit dans les six mois de l'entrée en vigueur de la convention, c'est-à-dire
« avant le 1^{er} juillet 1936 (v. n° 29 de l'Instruction), si la société était déjà
« imposable au 1^{er} janvier 1936, soit dans les six mois de la prise de parti-
« cipation ou du commencement des relations qui sont de nature à la rendre
« imposable, dans le cas contraire.

« A défaut de déclaration dans ce délai, la société américaine sera réputée
« avoir opté pour le régime actuel.

« Enfin, l'option, une fois exercée, sera irrévocable.

« La déclaration sera déposée au bureau de l'Enregistrement où la société
« américaine acquittait précédemment la taxe, ou à celui où elle aurait dû les
« acquitter, s'il s'agit d'une société non encore imposée. Lorsque ce bureau
« ne sera pas le bureau chargé de la perception des taxes dues par la société
« française, ce dernier bureau devra être avisé au moyen d'un renvoi repro-
« duisant le texte de la déclaration.

« La déclaration sera établie sur papier non timbré et classée dans le dossier de la société américaine ; le dépôt en sera constaté par une mention inscrite sur le principal registre du bureau.

« En outre, les articles ouverts à la société américaine et à la société française seront annotés d'une référence à la déclaration (ou au renvoi, dans le cas visé au 5^e alinéa du présent paragraphe).

« 19. *Sociétés ayant opté pour le nouveau régime. — Exemption.* — Les sociétés américaines qui, possédant une participation dans une société française, auront opté pour le nouveau régime, cesseront d'être assujetties aux prescriptions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872. Ces sociétés ne seront plus soumises, par conséquent, aux différentes obligations à la charge des sociétés étrangères qui ont pour objet des biens situés en France (cons titution d'une garantie, quotité imposable, dépôt des documents sociaux, avance de l'impôt, etc.). Elles ne seront passibles, désormais, de l'impôt sur le revenu que dans la même mesure que les autres actionnaires ou associés de la société française.

« 20. *Obligations corrélatives des sociétés françaises.* — Mais l'article 6 de la Convention prévoit que, dans le cas envisagé, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sera exigible, non seulement sur les dividendes, intérêts et tous autres produits distribués par la société française, conformément à la législation actuelle, mais encore sur les bénéfices que l'entreprise américaine retire de l'entreprise française dans les conditions prévues par l'article 4 ».

« Or, cet article est ainsi conçu :

« *Lorsqu'une entreprise américaine, du fait de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise française, fait ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites à une tierce entreprise, tous bénéfices qui auraient dû normalement apparaître au bilan de l'entreprise française, mais qui ont été, de la sorte, transférés à l'entreprise américaine, sont incorporés aux bénéfices imposables de l'entreprise française.* ».

« Les bénéfices visés par cette disposition sont tous les profits et avantages que la société américaine a indirectement retirés de la société française, de quelque manière que ce soit (majoration des prix d'achat, diminution des prix de vente, etc.) et qui sont venus diminuer les bénéfices qu'aurait fait ressortir le bilan de la société française, si cette dernière avait effectué les mêmes opérations avec une tierce entreprise.

« Pour liquider l'impôt sur le revenu dû par la société française, ces avantages indirects seront ajoutés aux dividendes distribués. Ils seront taxés même si la société française ne procède à aucune distribution.

« En conséquence, et à peine des sanctions prévues par l'article 58 du Code fiscal des valeurs mobilières, les sociétés françaises qui auront, conjointement avec les sociétés américaines possédant une participation dans leur capital ou leur gestion, opté pour le nouveau régime, devront déclarer, dans les documents sociaux déposés à la clôture de chaque exercice en vue de la liquidation définitive de l'impôt, le montant des profits qu'elles ont indirectement transférés à ces sociétés américaines. ».

La déclaration déposée entre les mains de l'Administration française satisfait celle-ci lorsque sont observées les conditions suivantes : 1^o. du côté de la société américaine : au sujet de la signature et des copie et traduction à joindre, comme dans le cas précédent (p. 352) ; 2^o. du côté de la société française : la signature du représentant est légalisée

et à la déclaration est jointe une copie certifiée, légalisée et timbrée de la décision du Conseil autorisant cette signature.

Pour la déclaration à faire, nous proposons un modèle : Annexe 42.

§ 2. — Situation faite aux sociétés américaines qui n'ont pas opté pour le nouveau régime.

A l'égard des sociétés en question, le dernier alinéa de l'article 6 dispose :

Gion

« Les sociétés américaines qui n'ont pas fait la déclaration et qui sont assujetties aux dispositions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 bénéficient des articles 27, 28 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928, dans les mêmes conditions que les sociétés françaises. »

Sur les exonérations et autres avantages accordés en vertu de cette disposition, aux sociétés américaines qui n'ont pas opté pour le nouveau régime et sont imposées en France du fait de leur « participation dans la gestion ou dans le capital ou à cause de toute autre relation avec une société française », l'Instruction de l'Administration de l'enregistrement donne les précisions suivantes :

1° Quant à l'exonération prévue par l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920 :

Gion

« 22. *Produits reçus de sociétés françaises ou étrangères. — Exonération corrélative des dividendes de la société américaine.* — Lorsqu'une société américaine, assujettie à l'impôt sur le revenu à raison de ses biens français, possède des actions, des obligations ou des parts bénéficiaires d'une société française ou d'une société étrangère abonnée, les produits de ces titres sont imposés deux fois en France : une première fois, lors de leur distribution par la société française ou étrangère, une seconde fois, lorsque la société américaine les répartit à ses propres actionnaires.

« L'extension du bénéfice de l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920 (*Instr. n° 3636*, § 9) aux sociétés américaines qui, imposées en raison de la participation qu'elles possèdent dans une société française, n'ont pas opté pour le nouveau régime, aura pour effet de soustraire ces sociétés à la double imposition, dans les cas où les sociétés françaises y échappent elles-mêmes.

« L'exonération s'appliquera, en particulier, au cas où la participation, qui rend la société américaine imposable, répondra aux conditions de l'article 27 précité.

« Les sociétés américaines bénéficieront, d'ailleurs, non seulement de l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920, modifié par l'article 25 de la loi du 30 mars 1929 (*Instr. n° 4025*, § 7), mais aussi des extensions données au champ d'application de cette disposition par les articles 4 de la loi du 31 juillet 1929 (*Instr. n° 4034*, § 2) et 2 et 7 de la loi du 16 février 1932 (*Instr. n° 4113*, § 2 et 7), de sorte que les articles 153 et 154 du Code fiscal des valeurs mobilières, qui reproduisent l'ensemble des textes précités, seront entièrement applicables aux sociétés américaines.

« Désormais, par conséquent, la fraction imposable des dividendes des

« sociétés américaines (déterminée par application de la quotité imposable) sera
« exonérée dans la mesure des produits que ces sociétés auront reçus de sociétés
« françaises ou étrangères par actions, dans les mêmes conditions que les divi-
« dendes des sociétés françaises.

«
« Exemple. — Soit une société américaine imposée du fait de la participa-
« tion qu'elle possède dans une société française. La quotité imposable a été
« fixée à 3/10.

« La participation, représentant les 3/4 du capital-actions, entre dans les
« prévisions de l'article 153 du Code fiscal des valeurs mobilières.

« La société française distribue un dividende net de 100.000 francs.

« Pour l'exercice au cours duquel elle a encaissé sa part de ce dividende,
« soit 75.000 francs, la société américaine distribue tant à ses actionnaires qu'à
« ses obligataires une somme de 400.000 francs.

« La fraction de cette distribution assujettie en principe à l'impôt est de
« 3/10 de 400.000 francs, soit 120.000 francs

« Cette répartition est exonérée à concurrence des pro-
« duits reçus de la société française, soit..... 75.000 —

« Par suite, l'impôt ne doit être perçu que sur l'excé-
« dent, soit 45.000 francs. ».

2° Quant à l'exonération prévue par l'article 28 de la loi du 31 juillet 1920 :

L'Instruction fait observer que

Ilon

« 21.
« depuis la conclusion de la Convention, l'article 28 de la loi du 31 juillet
« 1920, qui édictait une exonération en matière de droit de conversion appli-
« cable à des conversions au porteur (*Instr.* n° 3636, § 9), a été implicitement
« abrogé par l'article 2 du décret du 11 juillet 1934, qui a dispensé de l'impôt,
« d'une manière générale, les opérations de cette nature (*Instr.* n° 4173,
« § 2—11) ».

3° Quant à l'exonération prévue par l'article 29 de la loi du 31 juillet 1920 :

La taxe supprimée est celle se rapportant aux arrérages, intérêts et tous autres produits des prêts consentis sous une forme quelconque par des sociétés constituées par actions, dans la mesure où ces prêts ont été consentis au moyen de fonds provenant d'emprunts représentés par des obligations ou autres titres d'emprunt dont les intérêts sont soumis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

L'Instruction donne les précisions suivantes :

Ilon

« 23. Prêts consentis par la société américaine à une société française au
« moyen de fonds d'emprunt. — Actuellement, lorsqu'une société américaine
« assujettie à l'impôt en France en raison des biens qu'elle possède dans notre
« pays, consent des prêts à une société française passible de l'impôt sur le
« revenu des valeurs mobilières, au moyen de fonds qu'elle a empruntés,
« l'impôt sur le revenu est perçu deux fois :

« 1° Une première fois sur les intérêts des obligations émises ou des emprunts contractés par la société américaine, dans la mesure de la quotité imposable. L'impôt est acquitté par la société américaine ;

« 2° Une seconde fois, sur les intérêts des prêts consentis à la société française ; cet impôt est alors payé par la société emprunteuse.

« Par suite de l'extension aux sociétés américaines des dispositions de l'article 29 de la loi du 31 juillet 1920 (modifié par les articles 32 de la loi du 16 avril 1930 et 3 de la loi du 16 février 1932 ; Instr. n° 3636, § 10 ; 4057, § 21, et 4113, § 3 ; Code fiscal des valeurs mobilières, art. 137), les intérêts des prêts consentis au moyen de fonds d'emprunt à une société française par une société américaine imposée en France à raison de sa participation dans une société française, seront exonérés de l'impôt sur le revenu, dans les mêmes conditions que si les prêts avaient été consentis par une société française.

« Pour bénéficier de l'exonération, les sociétés françaises bénéficiaires des prêts devront justifier :

« 1° Que la société prêteuse américaine est constituée par actions ;

« 2° Que les fonds prêtés proviennent d'emprunts contractés par la société américaine. Le montant total des prêts exonérés ne devra, par conséquent, excéder, à aucun moment, le montant des emprunts dont les intérêts sont assujettis à l'impôt. Il sera justifié de l'accomplissement de cette dernière condition au moyen d'une attestation de la société américaine ;

« 3° Que les intérêts des emprunts sont assujettis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Etant donné que les intérêts des emprunts ne sont taxés que dans la mesure de la quotité imposable, les intérêts des prêts ne sont exonérés que dans cette mesure.

« Exemple. — Soit une société américaine imposée en France du fait de sa participation dans une société française. La quotité imposable a été fixée à 3/10.

« Elle a contracté des emprunts pour 5 millions et consenti à une société française un prêt de 1 million, au taux de 6 %.

« Si, avec les fonds empruntés, la société américaine n'a pas consenti d'autres prêts à des sociétés françaises, ou si les prêts qu'elle a consentis à ces sociétés n'excèdent pas 4 millions, le prêt de 1 million considéré bénéficie pour le tout de l'exonération, dans la mesure de la quotité imposable. Par suite, les intérêts annuels, s'élevant à 60.000 francs sont exonérés à concurrence de 3/10, soit 18.000 francs.

« Si, au contraire, la société américaine avait déjà consenti à des sociétés françaises d'autres prêts pour un total de 4.500.000 francs, le nouveau prêt de 1 million n'est effectué que pour 500.000 francs avec des fonds d'emprunt. C'est cette somme seulement qui bénéficie de l'exonération dans la mesure de la quotité imposable. Par suite, ce sont seulement les intérêts de 500.000 francs, soit 30.000 francs qui sont exonérés à concurrence de 3/10, soit 9.000 francs.

«

« Au vu des attestations prévues ci-dessus (2°), parmi les pièces justificatives à produire par les sociétés, il sera établi des bulletins de contrôle qui seront transmis au bureau chargé de la perception des taxes dues par la société américaine prêteuse, pour permettre au receveur-contrôleur de s'assurer que le montant total des prêts exonérés n'excède pas le montant des emprunts taxés. ».

4° Enfin, quant à l'exonération et aux autres avantages prévus par l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 :

Les dispositions dudit article, modifiées par les articles 7 de la loi du 16 février 1932, 12 de la loi du 28 février 1934, 1^{er} de la loi du 30 mars 1935, 13 et 14 de la loi du 10 février 1936, ont :

- réduit de moitié le droit d'enregistrement pour les actes de fusion des sociétés par actions existant à la date du 1^{er} janvier 1936 à la condition que l'acte constatant la fusion ou l'absorption définitive soit enregistré avant le 1^{er} avril 1937 ;
- exonéré ces actes de fusion du droit de transcription et de la taxe hypothécaire ;
- disposé que la prise en charge par la société absorbante ou par la société nouvelle de tout ou partie du passif des sociétés anciennes ne donne ouverture qu'au droit fixe de Frs. 22,50 ;
- décidé que « La perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû à la suite des fusions de sociétés par actions existant à la date du 1^{er} janvier 1936 sur les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires ou d'obligations, est reportée à la dissolution de la société absorbante ou nouvelle, ou à l'époque du remboursement total ou partiel, sous quelque forme qu'il soit effectué, des actions, parts bénéficiaires ou obligations attribuées gratuitement. ».

Sur l'admission des sociétés américaines au bénéfice de cette dernière disposition, l'Instruction relative à l'application de la Convention franco-américaine a précisé :

Pion

« 24. *Fusions de sociétés.* — Sous le régime actuel, les sociétés étrangères imposées à raison des biens qu'elles possèdent dans notre pays, sont assujetties à l'impôt sur le revenu pour tous les produits qu'elles distribuent directement ou indirectement à leurs actionnaires, obligataires ou prêteurs. Spécialement elles sont taxées, dans la limite de la quotité imposable, sur le montant des attributions en titres (actions, parts bénéficiaires ou obligations) faites, en cas de fusion de sociétés, aux membres des sociétés fusionnées, en sus de leurs apports originaires.

« En étendant aux sociétés américaines imposées en France du fait de la participation qu'elles possèdent dans une société française, le bénéfice de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928, modifié par les articles 7 de la loi du 16 février 1932, 12 de la loi du 28 février 1934, 1^{er} de la loi du 30 mars 1935 et 13 de la loi du 10 février 1936 (*Instr. n° 3989*, § 2, 4113, § 7, 4167, § 3, 4196 et 4256, § 2 ; *Code fiscal des valeurs mobilières*, art 151), l'article 6 de la Convention reporte à l'époque de la dissolution de la société absorbante ou nouvelle (ou du remboursement total ou partiel des titres) la perception de l'impôt sur le revenu dû sur les distributions indirectes faites, à la suite de fusions, par les sociétés américaines susvisées.

« L'octroi du bénéfice de ce sursis aux sociétés américaines est subordonné à la réalisation des conditions exigées des sociétés françaises, à l'exception de celle relative à la nationalité des sociétés.

« Ces conditions sont les suivantes :

« 1^o Les sociétés fusionnées doivent être des sociétés par actions ;

« 2° Ces sociétés doivent avoir été constituées définitivement avant le 1^{er} janvier 1936 ;

« 3° Strictement, l'acte constatant la fusion ou l'absorption définitive devrait être enregistré au plus tard le 31 mars 1937. Toutefois, il serait contraire aux intentions des négociateurs de la Convention d'obliger les sociétés américaines à soumettre à la formalité de l'enregistrement des actes qui actuellement n'y sont pas obligatoirement assujettis. Aussi, la condition ci-dessus sera considérée comme réalisée lorsque la société américaine justifiera que l'acte de fusion est intervenu avant le 1^{er} avril 1937. »

SECTION III.

Sociétés américaines effectuant des opérations en France sans y avoir d'établissement stable.

Ces sociétés ne sont pas visées expressément par la Convention. Mais elles le sont par l'Instruction relative à l'application de cette Convention.

A leur sujet, cette Instruction dit :

Ilon

« 25. *Sociétés américaines effectuant des opérations en France sans y avoir d'établissement stable.* — L'article 1^{er} de la Convention dispose, dans son 1^{er} alinéa :

« Les entreprises de l'un des Etats contractants ne sont soumises à l'impôt de l'autre Etat contractant, en ce qui concerne les bénéfices industriels et commerciaux, qu'en raison des bénéfices provenant des établissements stables qu'elles exploitent dans ce dernier Etat. »

« A s'en tenir aux déclarations insérées sous le n° 1, § b du Protocole, cette disposition ne concernerait que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Par suite, les sociétés américaines se livrant en France à des opérations entrant dans leur objet, sans y posséder d'établissement stable, devraient, dans la rigueur du texte, demeurer assujetties à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

« Mais une telle règle de perception qui n'assurerait pas une réciprocité de traitement aux sociétés américaines en France et aux sociétés françaises aux Etats-Unis, serait en opposition avec les intentions des négociateurs et ne peut être suivie dans toute sa rigueur.

« Pour tenir compte de l'esprit de la Convention, on considérera, en conséquence, que malgré la lettre du n° 1, § b du Protocole, le principe posé par le 1^{er} alinéa de l'article 1^{er} est applicable en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ; et que, par suite, les sociétés américaines ne sont pas assujetties à cet impôt lorsqu'elles exercent leur activité en France sans y avoir d'établissement stable.

« 26. Toutefois, aux termes du texte, cette règle n'est applicable qu'en ce qui concerne les « bénéfices industriels et commerciaux » ; et le n° 1 du Protocole final éclaire le sens de cette expression.

« Cette disposition précise, en effet, qu'au regard de l'impôt fédéral sur le revenu (federal income tax), ne sont pas compris parmi les « bénéfices industriels et commerciaux » :

« 1° Les rémunérations pour travaux et services personnels ;

« 2° Les revenus immobiliers ;

« 3° Les dividendes et intérêts.

« Par voie de conséquence, les sociétés américaines qui se livrent en France à des opérations rentrant dans leur objet social et leur procurant des bénéfices de l'une des catégories ci-dessus (en particulier, sociétés ayant pour objet la conclusion de prêts), demeurent imposables en France, même lorsqu'elles n'y ont ni établissement stable, ni participation dans une société française.

« Par ailleurs, ces sociétés n'entrent pas dans les prévisions des articles 5 « et 6 de la Convention, qui ne visent que les sociétés ayant en France un établissement stable ou une participation dans une société française.

« Elles demeurent, par suite, imposables sous le régime de l'article 3 du « décret du 6 décembre 1872 (quotité imposable : V. n° 5 de l'Instruction) ».

Quoi qu'il en soit de la justification avancée là, quant à la taxation dans les trois cas indiqués, et aussi de l'utilité pratique de la décision correspondante, il nous semble bien difficile de ne pas voir une franche contradiction, à l'endroit des trois cas particuliers envisagés, dans les deux dispositions énoncées respectivement par les deux textes suivants ; l'un qui déclare expressément, sans aucune restriction ni réserve, que « les sociétés américaines ne sont pas assujetties à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières lorsqu'elles exercent leur activité en France sans y avoir d'établissement stable », et l'autre qui apporte à cette mesure générale trois cas d'exception, en déclarant que, lorsque les bénéfices réalisés en France sont de l'une des trois catégories énumérées, « les sociétés américaines demeurent imposables en France, même lorsqu'elles n'y ont pas d'établissement stable » :

Le n° 25 se termine par la disposition suivante (voir la citation ci-dessus) :

« on considérera que le principe « posé par le 1^{er} alinéa de l'article « de 1^{er} est applicable en matière « d'impôt sur le revenu des valeurs « mobilières, et que, par suite, les « sociétés américaines ne sont pas « assujetties à cet impôt lorsqu'elles « exercent leur activité en France « sans y avoir d'établissement stable. »

Le n° 26 dispose (voir la citation ci-dessus) :

« les sociétés américaines qui se « livrent en France à des opérations « rentrant dans leur objet social « et leur procurant des bénéfices de « l'une des catégories ci-dessus — « 1° rémunérations pour travaux et « services personnels, 2° revenus « immobiliers, 3° dividendes et intérêts — (en particulier, sociétés « ayant pour objet la conclusion de « prêts), demeurent imposables en « France, même lorsqu'elles n'y ont « ni établissement stable, ni participation dans une société française. « Elles demeurent imposables sous « le régime de l'article 3 du décret « du 6 décembre 1872 (quotité imposable). »

Une partie de ce qui vient d'être accordé, par une formule générale, est immédiatement reprise.

Il semble que l'Administration ait été conduite à son intention d'imposer, comme il est dit au n° 26 de son Instruction, par le raisonnement suivant :

L'exonération de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières prévue au n° 25 de l'Instruction est une conséquence de l'exonération édictée à l'article 1^{er} de la Convention, en faveur des bénéfices industriels et commerciaux, conséquence imposée par le désir d'obtenir une réciprocité de traitement aussi rigoureuse que possible entre les sociétés américaines opérant en France et les sociétés françaises opérant aux Etats-Unis d'Amérique. Pour que ce désir soit réalisé il faut que les catégories de revenus que les Etats-Unis d'Amérique excluent de l'exonération de l'impôt soient par la France exclues de l'exonération de l'impôt. Donc les catégories de revenus énumérées au n° 26 de l'Instruction doivent en France être exclues du profit de l'exonération prolongée par le n° 25 de l'Instruction de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Cette argumentation d'apparence séduisante est cependant trompeuse, car la décision d'imposer édictée au n° 26 de l'Instruction *empêche* que soit obtenue la complète réciprocité dont le désir est exprimé au n° 25, désir qui pourtant semble bien avoir été pour l'Administration la cause de cette décision. Il s'ensuit que ladite décision va à l'encontre de son but exprimé, qu'elle n'est donc pas justifiée par ce but.

En effet, étant donné qu'aux Etats-Unis ne joue pas l'imposition d'une société étrangère sur une quotité imposable, contrairement à ce qui a lieu en France, que l'on n'y connaît que l'impôt qui est retenu au moment de la distribution du revenu, lorsqu'en France on imposera, sur la quotité imposable, une société américaine qui y a consenti un prêt, tout en ayant d'abord retenu l'impôt au moment du paiement des intérêts de ce prêt, il se fera que le Fisc français pèsera plus lourdement sur les sociétés américaines opérant en France que ne pèsera le Fisc américain sur les sociétés françaises opérant aux Etats-Unis. La *réciprocité* de traitement ne sera pas observée. Nous revenons là-dessus plus loin en traitant des prêts consentis en France par les sociétés américaines.

Au surplus, la décision d'imposer, « sous le régime de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 », la catégorie des revenus qui sont des dividendes, catégorie figurant dans l'énumération portée au n° 26 de l'Instruction, est en contradiction absolue avec l'article 6 de la Convention qui dispose que : « Une société américaine ne sera pas assujettie aux prescriptions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 en raison

d'une participation dans le capital d'une société française, si lesdites société américaine et société française se conforment aux dispositions du présent article (faire la déclaration d'option pour le nouveau régime) ».

Prêts consentis en France.

L'intention que l'Administration a d'imposer une société américaine ayant prêté en France sans y posséder d'établissement stable ressort du fait que dans son Instruction l'Administration a fait suivre le numéro 25 du numéro 26, malgré la contradiction qui en résulte à l'égard du cas actuellement considéré.

Remarquons que même si l'Administration française admettait de ne pas imposer sous le régime de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, c'est-à-dire au titre de l'impôt sur *le revenu des valeurs mobilières*, même alors la société américaine ne possédant pas en France d'établissement stable mais ayant prêté à une société française se trouverait en général atteinte par l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières, car en général la société française emprunteuse lui réclamera la taxe qu'elle aura dû avancer au fisc français, taxe relative aux intérêts de l'emprunt, par application de la loi du 29 juin 1872 (1).

Avec l'imposition de la société américaine prêteuse sous le régime de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, comme le veut l'Instruction en son n° 26, cette société américaine arrivera à être atteinte deux fois pour l'opération de prêt à une société française, cela au titre du même impôt, celui qu'a institué la loi du 29 juin 1872, savoir : une fois par le jeu du recours de la société française qui aura fait l'avance de la taxe sur les intérêts de l'emprunt, et une fois par l'imposition sur une « quotité imposable » (n° 26 de l'Instruction). Nous sommes d'avis que cette répétition du même impôt à l'endroit d'une seule et même cause génératrice, le prêt consenti par la société américaine à la société française, et sur la même personne, la société américaine, est absolument indéfendable.

Pour terminer soulignons la disparité de traitement à l'égard des sociétés américaines, d'un côté, et à l'égard des sociétés italiennes et des sociétés belges de l'autre, étant donné que lorsque l'une de ces dernières sociétés se borne en France à prêter sans posséder d'établissement

(1) Si l'emprunteur français est un particulier, selon nous l'impôt ne sera pas dû en France, étant donné que les intérêts des prêts ne sont taxés que si « le créancier a son domicile ou sa résidence habituelle en France ou y possède un établissement industriel ou commercial dont dépend la créance » (Art. 73 du Code fiscal des Valeurs mobilières, Décret-loi du 21 décembre 1934).

stable elle n'est pas imposée en tant que société étrangère opérant en France, grâce soit à la convention franco-italienne soit à la convention franco-belge.

Emprunts contractés en France.

La convention franco-américaine ne dit rien relativement aux intérêts des emprunts contractés en France par une société américaine.

Une société américaine n'ayant pas d'établissement stable en France mais qui y aura contracté un emprunt verra-t-elle les intérêts de cet emprunt exonérés de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, conformément à la disposition générale énoncée par le dernier alinéa du n° 25 de l'Instruction (4527) ¹ ou, au contraire, verra-t-elle ces intérêts taxés dans leur intégralité, comme par le passé, par application de l'une des trois exceptions prévues par le n° 26 de cette même instruction ? Il est présumable que l'Administration voudra imposer.

Remarquons que si la société américaine ne possède aucun bien en France, l'Administration de l'Enregistrement n'aura pas le moyen de la contraindre à acquitter l'impôt ; à cet égard rien ne se trouve changé (1).

Rappelons que les conventions franco-italienne et franco-belge exonèrent de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières les intérêts des emprunts contractés en France par les sociétés italiennes et belges, respectivement, que ces sociétés possèdent ou non en France un établissement stable. Les articles 4 de ces conventions disposent en effet que : « Les revenus des... obligations... et de toutes autres créances, sont imposables dans celui des deux Etats où se trouve le débiteur de ces revenus ». L'impôt n'atteint les intérêts que si c'est l'établissement stable qui dans le cadre de son activité propre contracte l'emprunt.

(1) T.A., 3^e édit., 1930 : Valeurs mobilières étrangères, n° 122.

CHAPITRE IV

SECTION I

Comparaison entre les dispositions des conventions
franco-italienne, franco-belge et franco-américaine,
relativement à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû en France.

CONVENTION FRANCO-ITALIENNE

Date d'entrée en vigueur
de la Convention

1^{er} janvier 1934 (Conv.,
art. 20, alinéa 2, et décret
de promulgation du 24 no-
vembre 1933, art. 1^{er}).

CONVENTION FRANCO-BELGE

15 juin 1933 (Conv., art.
17, § 2, et décret de pro-
mulgation du 10 août 1933,
art. 1^{er}).

Toutefois la Convention
entre rétroactivement en
application à compter du
6 novembre 1927, sans ce-
pendant ouvrir droit à des
restitutions pour les contri-
buables qui ne justifieraient
pas d'une réclamation écrite
présentée avant le 1^{er} jan-
vier 1931 (Protocole final, I,
§ 1^{er}).

CONVENTION FRANCO-AMÉRICAINE

1^{er} janvier 1936 (Conv.,
art. 10, et décret de pro-
mulgation du 1^{er} octobre
1935, art. 1^{er}).

Toutefois, les sociétés
américaines qui n'ont pas
été définitivement assujet-
ties à l'impôt avant le
1^{er} mai 1930 et qui ont fait
la déclaration prévue à
l'article 6 de la Convention
ne seront pas soumises à
l'impôt pour la période an-
térieure à l'entrée en vi-
gueur de l'accord (Conv.,
art. 10).

CONVENTION
FRANCO-ITALIENNE

Délai de dénonciation ..

La Convention pourra cesser de produire ses effets le 1^{er} janvier de chaque année, à condition qu'elle ait été dénoncée au moins huit mois à l'avance (Conv., art. 20, alinéa 3^e).

CONVENTION
FRANCO-BELGE

Comme pour la Convention franco-italienne (Conv., art. 17, § 3).

CONVENTION
FRANCO-AMÉRICAINNE

La Convention restera en vigueur pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1936, et ensuite jusqu'à l'expiration de douze mois à partir de la date où l'une des parties contractantes aura notifié son intention d'y mettre fin (Conv., art. 10, alin. 2^e).

Sociétés possédant en France un établissement stable.

§ 1. — Définition de l'établissement stable

Siège social,
Siège central réel,
Succursales,
Agences,
Fabriques,
Usines,
Laboratoires,
Locaux d'achat ou de vente,
Magasins,
Représentations permanentes,
Autres exploitations commerciales ayant un caractère d'organisation productive stable.
(Conv., art. 6, alinéa 2^e et

Siège de direction effective,
Succursales,
Agences,
Fabriques,
Usines,
Laboratoires,
Comptoirs d'achat ou de vente,
Magasins,
Ateliers,
Bureaux,
Dépôts,
Autres installations fixes de caractère productif.
(Conv., art. 7, § 3).

Succursales,
Agences,
Fabriques,
Magasins,
Ateliers,
Bureaux,
Exploitations minières et pétrolières,
Autres centres fixes d'affaires.
(Protocole 3^o, a).

venu des valeurs mobilières, des sociétés étrangères possédant en France un établissement stable

des et autres produits (à l'exclusion des intérêts des emprunts) distribués par les sociétés italiennes. Toutefois le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de l'établissement stable situé en France ou qui auraient été attribués à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen (Conv., art. 11 bis, alinéa 1^{er}).

β. — Imposition, *ibid.*, des sociétés étrangères possédant en France des maisons ou comptoirs d'achat.

Imposition comme ci-dessus (Conv., art. 11 bis).

Mais attribuera-t-on un bénéfice indirect à la maison d'achat qui n'accuse aucun bénéfice ?

(Conv., art. 8, § 2^e).

prévus par la Convention :

l'impôt est perçu, comme par le passé, sur une quote-part des *dividendes, intérêts et tous autres produits* distribués par la société américaine.

b) Pour les sociétés qui font la déclaration :

l'impôt est acquitté sur les trois quarts des bénéfices effectivement retirés de l'établissement stable (Conv., art. 5), l'Administration fiscale française ayant le droit « d'apporter à la déclaration des bénéfices réalisés en France les redressements nécessaires pour dégager le chiffre exact de ces bénéfices » (Conv., art. 2).

Non-imposition pour les comptoirs qui se bornent à l'achat de marchandises diverses destinées à l'approvisionnement d'un ou de plusieurs établissements de vente ou de transformation que le contribuable exploite en Belgique (Conv., art. 7, § 4).

Non-imposition pour les comptoirs d'achat qui se bornent à l'approvisionnement des établissements exploités aux Etats-Unis par la société américaine (Instr. n° 4257, alinéas 12 et 13).

CONVENTION
FRANCO-ITALIENNE

γ. — Imposition, *ibid.*,
des intérêts des emprunts
contractés par les sociétés
étrangères

Non-imposition, sauf si
l'emprunt a été contracté
par l'établissement stable si-
tué en France dans le ca-
dre de son activité propre
(Conv., art. 4).

CONVENTION
FRANCO-BELGE

Comme d'après la Con-
vention franco-italienne
(Conv., art. 4).

CONVENTION
FRANCO-AMÉRICAINE

a) Si la société américaine
ne fait pas la déclaration
prévue par la Convention :
elle est imposable sur une
quote-part des dividendes et
autres produits qu'elle dis-
tribue à ses actionnaires, et
aussi sur une quote-part des
intérêts de tous les em-
prunts contractés par elle
hors de France et sur la to-
talité des intérêts des em-
prunts contractés en Fran-
ce.

b) Si la société américai-
ne fait la déclaration prévue
par la Convention :

elle n'est imposée que
sur les trois quarts des bé-
néfices réalisés en France
(Conv., art. 5), de sorte que
les intérêts des emprunts
qu'elle a contractés à l'étran-
ger échappent à l'impôt sur
le revenu des valeurs mobi-
lières. Rien n'étant dit re-
lativement aux intérêts des
emprunts contractés par une
société américaine, il est pré-
sumable que l'Administra-
tion française continuera à
considérer la société améri-

de l'impôt calculé sur la totalité des intérêts produits par cet emprunt.

La société américaine n'est pas imposable en France lorsqu'elle se borne à y traiter des affaires « par l'intermédiaire d'un commissionnaire ou courtier vraiment autonome » (Protocole, 3^o, a, alinéa 3^e).

La société belge n'est pas imposable en France lorsqu'elle se borne à y traiter des affaires « par l'intermédiaire d'un agent ou d'une société vraiment autonome (courtier, commissionnaire, filiale, etc.) » (Conv., art. 7, § 3).

La Convention franco-italienne ne se réfère pas à des affaires ainsi traitées. Néanmoins nous estimons que la solution à intervenir est celle que prévoit la Convention franco-belge.

8. — Imposition, *ibid.*, du fait de l'existence d'affaires traitées en France par l'intermédiaire d'un agent, d'un courtier ou d'un commissionnaire autonome

Imposition, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, des sociétés étrangères ayant une participation dans une société française

a) Non assujettissement à l'impôt à raison d'une participation dans la gestion ou dans le capital ou à cause de toute autre relation avec une société française à condition que la société américaine et la société française intéressées fassent une déclaration dans les six mois de l'entrée en vigueur de la Convention ou dans les six mois de la prise de participation ou du commentement des relations (Conv., art. 6).

b) En cas de non-déclara-

Non-imposition (Conv., art. 8, § 2).

Non-imposition (Conv., art. 11 bis, alinéa 2^e)

Sociétés ayant une participation dans une société française.

Sociétés effectuant des opérations en France
sans y avoir d'établissement stable.

α. — Sociétés qui se bor-
nent en France à concéder
des brevets, marques de fa-
brique et procédés de fabri-
cation

β. — Sociétés qui se bor-
nent en France à consentir
des prêts

Non-imposition (Instr.
4163).

Non-imposition de la so-
ciété italienne en tant que
société étrangère faisant des
affaires en France (Instr.
4163).

Toutefois les intérêts des
prêts sont frappés de l'im-
pôt français sur le revenu,
que les prêts aient été con-
sentis à des particuliers ou
à des sociétés ; cet impôt,
qui incombe à la société ita-
lienne prêteuse, est toujours
retenu à la source (applica-
tion des lois du 13 juillet
1933 autorisant la ratifica-
tion de la convention, art.
2, et du 29 juin 1872, art.
1^{er}).

Non-imposition, vu que le
régime fiscal prévu est iden-
tique à celui qui l'a été par
la Convention franco-ita-
lienne (voir p. 337).

Comme pour les sociétés
italiennes, vu que le régime
fiscal prévu est identique à
celui qui l'a été par la Con-
vention franco-italienne (voir
p. 337).

Non-imposition (Conv.,
art. 9).

Imposition d'après le ré-
gime de l'article 3 du décret
du 6 décembre 1872 (impôt
perçu sur une quote-part des
dividendes, intérêts et tous
autres produits distribués
par la société américaine)
(Instr. 4257, n° 26).

En outre, les intérêts du
prêt sont frappés de l'impôt
français sur le revenu si le
prêt a été consenti à une
société française, impôt re-
tenu à la source mais in-
combant à la société améri-
caine prêteuse (application
de la loi du 29 juin 1872,
art. 1^{er}).

tion, l'impôt est perçu sur
une quote-part des dividen-
des, intérêts et autres pro-
duits distribués par la socié-
té américaine.

nent en France à contracter
des emprunts

art. 4, alinéa 1^{er}).
art. 4, § 1^{er}).

nent aux intérêts des em-
prunts contractés par une
société américaine, il est pré-
sumable que l'Administra-
tion française continuera à
considérer la société améri-
caine qui a contracté un
emprunt en France comme
étant directement redevable
de l'impôt calculé sur la to-
talité des intérêts produits
par cet emprunt.

★
★

Imposition des rémunéra-
tions des administrateurs de
sociétés étrangères domici-
liés ou résidant en France.

Non-imposition
art. 8 et 5).

(Conv.,
Non-imposition
art. 10).

a) La société américaine
qui a un établissement sta-
ble en France ou qui possè-
de une participation dans
une société française et qui
n'a pas fait la déclaration
prévue par la Convention,
doit faire l'avance à l'Admi-
nistration de l'Enregistre-
ment de l'impôt français sur
les rémunérations allouées à
ses administrateurs domici-
liés ou résidant en France.

b) La société américaine
qui a opté pour le nouveau
régime n'a pas à faire
l'avance de cet impôt. Se-
lon nous, les bénéficiaires
desdites rémunérations n'ont
en France ni à les déclarer
ni à acquitter directement

Extension au profit des sociétés étrangères des exonérations et autres avantages antérieurement prévus pour les seules sociétés françaises.

Extension explicitement prévue par le Protocole annexé à la Convention : application des articles 27, 28 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 (Protocole, paragr. 6).

Extension non explicitement prévue, incertaine à nos yeux (voir p. 342).

aucune taxe correspondante. A cet avis ne souscrivent pas certains hauts fonctionnaires de l'Administration.

Extension réservée aux seules sociétés américaines qui possèdent une participation dans une société française et qui n'ont pas fait la déclaration prévue à l'art. 6, donc :

a) Si la société américaine qui possède une participation dans une société française a fait la déclaration, elle ne jouit d'aucune des exonérations ni d'aucun des avantages prévus par les articles 27, 28 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 et par l'article 25 de la loi du 19 mars 1928.

b) Si la société américaine qui possède une participation dans une société française n'a pas fait la déclaration, elle jouit de toutes les exonérations et de tous les avantages prévus par les articles qui viennent d'être rappelés.

(Conv., art. 6, dernier alinéa).

SECTION II.

Observations

suggérées par l'examen des conventions franco-italienne,
franco-belge et franco-américaine.

1^o COMPLEXITÉ ET MANQUE D'UNIFORMITÉ DANS LES TEXTES DES DIFFÉRENTES CONVENTIONS.

Les trois grandes conventions que nous venons d'examiner en détail ont incontestablement apporté une atténuation de la sévérité du régime antérieurement appliqué à toutes les sociétés étrangères, quant à la taxation au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Toutefois, le régime nouveau demeure compliqué (1).

Il nous paraît que l'élaboration desdites conventions aurait pu obtenir certaines simplifications, en uniformisant davantage les dispositions adoptées, ce qui aurait facilité l'application de ces conventions et évité souvent des divergences d'interprétation, sources de procès, donc éminemment regrettables. Dans ce sens, relevons les points suivants.

Délai de dénonciation de la convention :

Il est prévu huit mois par la convention franco-italienne et par la convention franco-belge, et douze mois par la convention franco-américaine.

Il eût évidemment été désirable de n'avoir en jeu qu'un seul délai.

Définition de l'établissement stable :

L'énumération donnée n'est pas la même dans les trois cas.

Par rapport à la convention franco-italienne, la convention franco-belge désigne en plus comme établissement stable : ateliers, bureaux, dépôts ; et en moins : représentations permanentes.

Par rapport à la convention franco-belge, la convention franco-américaine laisse de côté dans sa désignation les mots : usines, laboratoires, comptoirs d'achat ou de vente, dépôts.

Le mot Fabriques se trouve à la fois dans les trois énumérations. Le mot Usines se trouve seulement dans les deux premières. Cela étant, une société américaine qui aura une usine en France se trouvera-t-elle

(1) A ce propos, rappelons que l'Assemblée générale des receveurs de l'enregistrement a voté le 19 juin 1936 un ordre du jour déclarant notamment :

« L'assemblée : demande au gouvernement de simplifier une législation fiscale encombrée par des textes dans lesquels les agents de la régie ne se retrouvent pas plus que les contribuables, de renforcer le contrôle des impôts à grand rendement et d'unifier les tarifs. ».

y avoir ou non un établissement stable ?... Bien qu'une usine soit fréquemment une fabrique, nous posons la question aux deux signataires français des textes visés ; il est évidemment très regrettable que la confrontation des trois textes amène à la poser.

Il est possible que ces divergences s'expliquent par le fait que les pays étrangers avec lesquels la France a traité aient voulu suivre un texte qu'ils avaient antérieurement adopté pour des conventions passées avec d'autres pays que la France. N'aurait-on pas pu éviter l'embarras que nous envisageons en donnant la définition de l'établissement stable, d'une part pour la France, et d'autre part pour le pays étranger intéressé, de telle sorte que pour la France l'énumération serait restée la même dans les différentes conventions ?

Imposition du fait de l'existence d'affaires traitées en France par l'intermédiaire d'un courtier ou d'un commissionnaire autonome :

Comme on l'a vu plus haut, selon nous les affaires ainsi traitées n'entraîneront pas l'imposition en France, ni pour les sociétés italiennes, ni pour les sociétés belges, ni pour les sociétés américaines.

Rappelons que la convention franco-italienne ne dit rien du cas où de telles affaires existent ; que la convention franco-belge parle d'affaires traitées « par l'intermédiaire d'un agent ou d'une société vraiment autonome (courtier, commissionnaire, filiale, etc.) » ; que la convention franco-américaine parle d'affaires traitées « par l'intermédiaire d'un commissionnaire ou courtier vraiment autonome ».

N'était-il donc pas possible de préciser de la même façon dans les trois conventions, par exemple en disant uniquement : « par l'intermédiaire d'un courtier ou commissionnaire vraiment autonome et qui soit un particulier ou une société. » ?

Imposition des sociétés étrangères possédant en France des maisons ou comptoirs d'achat :

Le fait de la possession en France de maisons ou comptoirs d'achat n'entraîne pas l'imposition des sociétés belges, la convention franco-belge le dit expressément, ni des sociétés américaines, l'instruction relative à l'exécution de la convention franco-américaine le précise. Rien n'a été dit à ce sujet à l'égard des sociétés italiennes. Il eût été bon de fixer expressément une décision les concernant, en disant que la possession considérée entraînera ou qu'elle n'entraînera pas l'imposition.

On ne comprend pas pourquoi l'exonération ne joue pas du côté des sociétés italiennes, et pourtant les textes ne permettent pas de conclure à cette exonération.

Extension au profit des sociétés étrangères des exonérations et autres avantages prévus par les articles 27, 28 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 et par l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 :

L'extension en question est explicitement prévue en faveur des sociétés italiennes. Elle n'est pas explicitement prévue en faveur des sociétés belges ; en faveur de ces sociétés elle est douteuse à nos yeux. Enfin, à l'égard des sociétés américaines elle est réservée uniquement à celles qui possèdent une participation dans une société française et qui n'ont pas fait la déclaration prévue par la convention franco-américaine ; les sociétés américaines qui possèdent en France un établissement stable n'en profitent jamais.

Cette variation de traitement, entre les sociétés des différents pays, est-elle due à l'application du principe de réciprocité entre les parties contractantes d'une même convention ? Nous craignons qu'elle ne soit plutôt due à une négligence de rédaction des conventions considérées.

2° SUR LA DIFFICULTÉ POUR LE FISC FRANÇAIS DE CONNAÎTRE LES BÉNÉFICES ET AVANTAGES RETIRÉS PAR UNE SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE D'UNE PARTICIPATION OU D'UN ÉTABLISSEMENT STABLE POSSÉDÉS EN FRANCE PAR CETTE SOCIÉTÉ.

Lorsqu'une société étrangère possède en France soit une participation soit un établissement stable, le fisc français a besoin de connaître les bénéfices et avantages que cette société retire soit de cette participation soit de cet établissement.

En effet, dans le cas de la possession d'une participation, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières qui sera dû en France *par la société française* sera exigible aussi sur la totalité des bénéfices et avantages réellement retirés de l'entreprise française par l'entreprise étrangère.

Et dans le cas de la possession d'un établissement stable, l'impôt sur le revenu dû en France *par la société étrangère* aura une base qui sera limitée supérieurement par cette totalité des bénéfices et avantages réellement retirés, en vertu des conventions franco-italienne et franco-belge, ou qui sera les trois quarts de cette totalité, en vertu de la convention franco-américaine.

A ce propos, les réflexions suivantes ont été présentées à la Chambre des Députés, par M. Léon BARÉTY rapporteur général de la commission des finances (1) :

« Ces nouveaux principes sont de nature à susciter les inconvénients que

(1) Extrait du RAPPORT fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la convention signée à Paris le 27 avril 1932 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France, au sujet des doubles impositions (Doc. parl., Chambre, Session extraordinaire, 1934, Annexe n° 4382, p. 355 et suiv.).

« prévient la législation actuelle, c'est-à-dire à faire naître, pour les sociétés américaines, l'intérêt de ne pas faire apparaître les bénéfices effectivement recueillis sur notre territoire.

« Sans doute, des dispositions analogues ont-elles déjà trouvé place dans l'accord franco-italien du 16 juin 1930 (art. 11 bis) et dans l'accord franco-belge du 16 mai 1931 (art. 8) ; sans doute, peut-on objecter également qu'en conférant aux agents fiscaux le droit de rechercher les bénéfices occultes ou dissimulés, la convention donne au Trésor les garanties désirables.

« Mais, aux yeux de votre commission, ces garanties sont toutes théoriques. Si la convention américaine permet de rétablir le bénéfice réel, d'abord, elle ne définit pas ce que l'on doit entendre par bénéfice réel ; ensuite, elle ne donne pas les moyens de le déterminer. Alors que les accords précités prévoient, notamment, qu'à défaut de comptabilité régulière, les autorités fiscales s'entendront pour arrêter les règles de ventilation des bénéfices, alors que l'accord italien décide que « chaque Etat appliquera l'impôt sur la partie du revenu provenant de l'activité des établissements situés sur son territoire, à charge par le contribuable de présenter ses comptes généraux et ses comptes spéciaux », le présent accord se borne à dire que chaque Etat ne prélèvera son impôt que sur les bénéfices provenant des exploitations sises sur son territoire, sans spécifier de quelle manière la répartition fractionnaire des bénéfices entre chaque Etat pourra être opérée ; de plus, il restreint indirectement les pouvoirs d'investigation du fisc en décidant que celui-ci ne pourra obtenir d'autres justifications, en ce qui concerne les établissements français, que ceux exigés des entreprises françaises, ce qui revient à dire que seuls pourront être demandés les comptes spéciaux, à l'exclusion des comptes généraux tenus au siège de l'entreprise.

« Or, personne n'ignore les difficultés rencontrées par les agents fiscaux pour rétablir les véritables bénéfices d'une entreprise dont toute la comptabilité, tous les documents, toutes les archives sont en France. Comment peut-on supposer, dès lors, que ces mêmes agents arriveront à déterminer exactement le bénéfice réalisé par les sociétés américaines, alors qu'ils manqueront des moyens de comparaison nécessaires et que les comptes généraux de la société qui pourraient seuls traduire l'état véritable des affaires sociales et des liens existant avec la succursale française ou à la filiale sont, à l'étranger, hors de leurs investigations ?

« N'est-on pas en droit de craindre que le droit de contrôle réservé par la convention ne se heurte à une véritable impossibilité de redresser les faux bilans, de rétablir les véritables relations entre la société et sa succursale française, en un mot, de déjouer les combinaisons par lesquelles une société, dont l'activité s'étend sur différents pays par un réseau de succursales, de représentants, de filiales, peut dissimuler les bénéfices acquis dans un pays pour les faire ressortir dans le pays où la fiscalité est la moins lourde ? De plus, peut-on soutenir qu'au cas où les combinaisons employées seraient découvertes, l'administration parviendra à déterminer la somme exacte des bénéfices dissimulés ? »

M. Jean MICHEL ne partage pas cette manière de voir. En effet, dans une magistrale étude intitulée : « La convention fiscale franco-américaine du 27 avril 1932 », il dit à ce sujet (1) :

« En définitive on ne saurait sérieusement prétendre que l'Administration ne dispose d'aucun moyen pour redresser les faux bilans, rétablir les véritables relations entre la société étrangère et sa filiale ou sa succursale française et

(1) Journal du Droit International, Paris, 1936, p. 40.

« déjouer les combinaisons destinées à diriger les bénéfices vers les pays où la fiscalité est la moins lourde. D'une part la doctrine et la jurisprudence administrative ont élaboré, en ces matières, nous venons de le voir, un certain nombre de règles qui sont assez difficilement compatibles avec le principe de l'interprétation restrictive des textes fiscaux, mais dont on ne peut prétendre qu'elles ne défendent pas énergiquement les intérêts du Trésor ; d'autre part la capacité technique sans cesse accrue et la combativité du personnel de contrôle de l'Administration des contributions directes, garantissent que ces règles ne resteront pas inutilisées. Et si nous avons à exprimer une crainte, ce serait plutôt que le bienfait de la Convention puisse être sérieusement réduit par les réintégrations arbitraires de bénéfices dans les bases de l'imposition. »

Et, en renvoi :

« L'Administration est obligée de le reconnaître. MM. DURAND et BOURREL, qui appartiennent à ses cadres, écrivent dans leur ouvrage précité (p. 121) (Impôts sur les revenus, Questions litigieuses, 1934) que les méthodes applicables pour suppléer au défaut de comptabilité ou à une comptabilité faisant état de prix conventionnels conduisent l'Administration à se livrer à des estimations dont il est souvent difficile d'exclure l'arbitraire ». »

3° PRINCIPES CRÉÉS PAR LES CONVENTIONS

FRANCO-ITALIENNE, FRANCO-BELGE, FRANCO-AMÉRICAINNE.

I. — *Principe de la non-imposition de la société mère ou participante étrangère :*

Chacune des trois conventions relatives à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières prévoit l'exonération de la société mère ou participante étrangère. Si ladite société est italienne ou belge, cette exonération a toujours lieu ; si la société est américaine, l'exonération a lieu lorsque la déclaration d'option pour le nouveau régime a été faite.

Nous avons vu que jusque là, l'Administration, soutenue par la jurisprudence, regardait comme atteinte en vertu du décret du 6 décembre 1872 toute société étrangère ayant une participation dans une société française, malgré que cette société française soit elle-même soumise au même impôt : impôt sur le revenu des valeurs mobilières (ci-dessus, p. 266 et suiv.).

Cette conception a été la source de vives protestations des pays étrangers et de nombreux procès, parce qu'elle entraîne une double imposition.

Les trois conventions ci-dessus rappelées ont heureusement permis que cette double imposition disparaisse.

Il ne nous paraît pas douteux que tous les Etats étrangers qui signeront avec la France des conventions concernant l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières feront appel au principe de l'exonération de la société mère ou participante étrangère. Et ainsi il nous paraît certain que ce principe sera adopté par le législateur français lorsque, tôt ou tard, celui-ci fondera en une disposition générale les

mesures déjà appliquées à une grande partie des sociétés mères ou participantes étrangères.

Ce nouveau principe, posé par les premières conventions relatives au régime fiscal des sociétés, consacre la personnalité morale de la filiale française d'une société étrangère. Il prend la filiale comme une personne juridique complètement indépendante au point de vue fiscal de la société mère. Dans cette perspective, quelle que soit l'importance du nombre des actions de la filiale que détient la société mère, il ne peut plus être question pour le fisc de prétendre que, du fait de cette possession d'actions, l'exploitation en France est exercée, au moins en partie, par la société mère elle-même.

En réalité, la conception de la jurisprudence, qui sous prétexte d'égalité s'est mise à la remorque de l'Administration, est indéfendable :

a) Elle est indéfendable légalement, c'est-à-dire vis-à-vis des textes, car elle ne pouvait trouver sa justification juridique que dans les dispositions de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant ; or cette loi ne concerne pas les sociétés étrangères en tant que sociétés mères, elle ne vise que celles des sociétés étrangères dont des titres circulent sur le marché français des capitaux, et ce décret est illégal en ce qu'il a ajouté à ladite loi, c'est-à-dire précisément en celle de ses dispositions que l'on invoque nécessairement pour taxer la société étrangère en tant que mère d'une société française.

b) Elle est insoutenable en Droit, c'est-à-dire vis-à-vis des principes, car le motif invoqué par l'Administration et la jurisprudence pour atteindre la société mère étrangère est la possession par cette dernière de biens en France ; or si les biens en question sont la propriété d'une société française régulièrement constituée et qui est par là un sujet de droit, ils ne peuvent pas être en même temps la propriété de la société étrangère, car s'ils l'étaient la société française se trouverait être en raison de cela un objet de droit, et un même être juridique, la société française dans l'espèce, ne peut pas être en même temps sujet et objet de droit vis-à-vis d'un même bien, le bien situé en France dans la présente espèce, c'est-à-dire le bien qui produit le revenu visé par le Fisc français.

c) Enfin, et ceci corroborant l'argument précédent, elle est vicieuse du point de vue fiscal pur, car sa mise en pratique détermine une superposition d'imposition.

Cette conception de l'Administration puis de la jurisprudence ne pouvait donc pas être admise par les étrangers, que les subtilités compliquées de l'argumentation du Fisc français choquaient et ne convainquaient pas ; il en était ainsi même chez des étrangers très avertis en ces matières. On devait s'attendre à ce que ladite conception soit mise de côté par les conventions internationales.

II. — *Principe de la prise en considération des bénéfices effectivement réalisés par l'établissement stable possédé en France, pour la détermination de l'assiette de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû au Fisc français par une société étrangère.*

Avant la mise en vigueur des conventions internationales relatives à l'application de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, l'assiette de la taxe exigée par le Fisc français des sociétés étrangères travaillant en France était uniquement déterminée par les deux nombres suivants : 1^o rapport des activités respectives d'une part en France et d'autre part dans tous les pays, rapport figuré par le nombre dénommé « quotité imposable », et 2^o montant de l'intégralité du revenu distribué par le siège social. L'assiette de la taxe était le produit de ces deux nombres.

Les conventions bilatérales nouvelles ont fait naître la prise en considération du bénéfice effectivement réalisé par l'établissement stable possédé en France.

L'utilisation prévue pour ce bénéfice n'est pas la même dans toutes les conventions.

A l'égard des sociétés italiennes et à l'égard des sociétés belges, sociétés possédant en France un établissement stable, le bénéfice réalisé effectivement, accusé ou non, par cet établissement, constitue maintenant une *limite supérieure* de l'assiette de la taxe, c'est-à-dire que cette assiette devient ledit bénéfice lui-même dès que le produit dont la définition vient d'être rappelée dépasse ce bénéfice.

A l'égard des sociétés américaines possédant en France un établissement stable et qui ont opté pour le nouveau régime prévu, le produit en question ci-dessus n'existe pas, car il n'y a plus de facteur « quotité imposable », et l'assiette de la taxe est uniquement déterminée par le bénéfice effectivement réalisé, accusé ou non, par ledit établissement stable, ou l'ensemble des établissements stables possédés en France : l'assiette se monte alors aux trois quarts de ce bénéfice effectivement réalisé, et cela soit que la société américaine fasse une distribution de revenus, dividendes ou intérêts, soit qu'elle n'en fasse pas — la distribution faite par la société américaine n'intervient en rien dans la détermination de l'assiette de la taxe ; le fait générateur de l'impôt n'est plus cette distribution, il est devenu uniquement la réalisation effective de bénéfices par l'ensemble des établissements stables possédés en France, l'impôt peut être dû même si dans son intégralité l'exploitation entreprise par la société américaine est déficitaire.

C'est là une innovation des plus hardies.

Pour les conventions futures, adoptera-t-on plutôt la formule qui se rencontre dans les conventions franco-italienne et franco-belge que celle de la convention franco-américaine ?

Nous pensons que le Fisc français poussera plutôt à l'adoption de la formule des conventions franco-italienne et franco-belge, formule de l'application de l'ancien régime tempéré par l'existence d'une limite supérieure, qu'à l'adoption de la formule de la convention franco-américaine. Nous pensons ainsi parce que cette dernière formule se sépare entièrement des vues admises jusqu'ici par l'Administration, vues qu'elle a fait triompher depuis déjà de nombreuses années et auxquelles à la longue elle s'est forcément attachée, de sorte que l'Administration aura beaucoup de mal à s'en séparer désormais.

Ajoutons à cela qu'en modifiant radicalement la nature de l'assiette de la taxe demandée aux sociétés étrangères possédant en France un établissement stable, la convention franco-américaine a entièrement changé le fait générateur de l'impôt, ainsi que nous l'avons montré ci-dessus. La convention franco-américaine a là remplacé l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières par un nouvel impôt sur les bénéfices, lesquels sont déjà imposés. Selon nous, tôt ou tard la superposition ainsi créée sera devenue intolérable et alors dénoncée.

Notons que déjà des dispositions analogues à celles qui se trouvent dans les conventions franco-italienne et franco-belge se rencontrent dans le projet de la convention franco-allemande (1).

— Cette taxation, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, à raison de la possession en France d'un établissement stable, est à notre avis appelée à disparaître en fait, car les sociétés étrangères ne peuvent manquer de comprendre qu'elles auront intérêt à remplacer en France un établissement stable par une société filiale, vu que seule la filiale se trouvera soumise aux impôts français, grâce à l'observation de dispositions analogues à celles que présentent les conventions franco-italienne et franco-belge — la filiale ne sera taxée au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières que lorsqu'elle fera une distribution.

III. — *Principe du précompte.*

Les conventions franco-italienne et franco-belge ont introduit le jeu d'un « précompte ». Il n'en est pas question dans la convention franco-américaine.

Au sujet de cette troisième innovation, rappelons simplement qu'elle n'intervient en rien dans la taxation française des sociétés étrangères travaillant en France ; elle intervient seulement à l'égard de l'actionnaire ou de l'obligataire, domicilié ou résidant en France, d'une société étrangère.

(1) « Projet de loi portant approbation de la convention franco-allemande, signée à Paris, le 9 novembre 1934, au sujet des doubles impositions » : Doc. parl., Chambre, année 1935, session ordinaire, p. 807, Annexe 5242.

QUATRIÈME PARTIE

Conclusions finales d'ordre général

— I —

Ainsi que M. Léon BARETY l'a dit à la Chambre des Députés, au nom de la Commission des Finances, il est certain qu'une société étrangère qui étend son activité sur plusieurs pays, en disposant à cet effet de représentants, de succursales, de filiales, est portée à faire en sorte, par une ventilation appropriée des comptes, que le moins possible de bénéfice ressorte de son travail dans le pays où la fiscalité sur les revenus est le plus sévère.

M. le Doyen Edgard ALLIX a relevé que la France se trouve avoir « le privilège peu enviable d'être au premier rang parmi les peuples les plus imposés » (1).

Nous pouvons donc dire que les sociétés étrangères travaillant en France sont portées à faire en sorte que les bénéfices qui ressortiront des comptes de leurs affaires en France soient aussi réduits que possible. De là à une dissimulation plus ou moins partielle il n'y a évidemment qu'un pas, voire qu'une nuance.

Notre ancien Ministre des Finances François PIÉTRI a lui-même dit : « la fraude n'est le plus souvent que le casuel d'une fiscalité défectueuse et le contrepoids fatal des impôts trop lourds » (2) ; et, plus loin, après avoir montré que le revenu mobilier se trouve en France amputé finalement d'un bon tiers : « des ponctions fiscales de cette dureté appellent la fraude comme la pluie appelle le vent. » (3)

Il peut résulter de là que l'excès de sévérité de la fiscalité française soit franchement contraire aux intérêts financiers de la France. Et en réalité il en est malheureusement ainsi. C'est assez souvent que l'Administration suit l'exemple de Gribouille.

Et toute la rigueur d'une poursuite fiscale acharnée ne fait qu'aug-

(1) Traité élémentaire de Science des finances et de Législation financière française, Paris, 6^e édit., 1931, p. 1135.

(2) Justice et injustice fiscales, Paris, 1933, p. 62.

(3) *Ibid*, p. 115.

menter le mal en créant pour les sociétés qui ne fraudent pas une situation non seulement intolérable mais même intenable.

Relativement à l'impôt dont nous nous sommes proposé de critiquer l'application actuelle, dans le présent ouvrage, M. Georges MER, Directeur de l'Administration de l'Enregistrement, laquelle est chargée de la perception de cet impôt, a courageusement proposé de ramener le taux de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières à sa valeur d'avant-guerre, c'est-à-dire à 4 %, et cela en vue d'obtenir finalement de cette taxe un rendement plus élevé, en bonne partie par une diminution de l'évasion fiscale. (1)

Etant donnée l'importance de l'abaissement proposé pour le taux de l'impôt, il est vraisemblable que la diminution de l'évasion fiscale serait très notable et que finalement cet abaissement constituerait un progrès sensible, à l'égard des finances françaises. Pourtant, à nos yeux la mesure à prendre devrait être plus radicale. Nous sommes d'avis qu'il conviendrait, dans le même but, de supprimer entièrement l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

1. — *Raison pratique.*

Si l'on se bornait à réduire le taux de l'impôt, l'Etat serait obligé de conserver tout le personnel actuellement chargé du recouvrement du produit de cet impôt : le travail est le même pour percevoir 4 % que pour percevoir 24 %. Et même, puisqu'on attendrait de la réduction du taux un développement notable de la matière imposable, il serait nécessaire d'augmenter le nombre des fonctionnaires attachés audit recouvrement.

Selon nous, le progrès ne pourrait être important que par une simplification notable de la complexe et lourde machine administrative.

L'impôt que nous avons considéré ici est l'un de ceux qui pourraient être supprimés, et dont la suppression soulagerait beaucoup l'activité administrative exigée de l'Etat. Il faut penser que la suppression entraînerait une diminution importante du travail des services de l'Administration de l'Enregistrement et aussi du travail judiciaire, vu que disparaîtraient les nombreux litiges que soulève actuellement l'application de l'impôt en question.

Notons que soulager l'activité administrative de l'Etat c'est augmenter ses possibilités d'activité sociale, que c'est donc un progrès au point de vue social ; par contre, c'est en vue d'un tel progrès que les sentiments anticapitalistes poussent à l'imposition des revenus des valeurs mobilières : il ne faut pas oublier qu'au point de vue social aussi, et peut-être surtout, « le mieux est souvent l'ennemi du bien ».

(1) La réforme de l'Etat en action, Paris, 1934, p. 127.

On peut objecter à la proposition de la suppression de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières que le produit de cet impôt est très élevé. Ce que cet impôt rapporte ne pourrait-il pas être obtenu d'autres impôts qui, eux, seraient conservés et dont l'application est plus simple que la sienne, en quelque sorte automatique, comme par exemple les impôts sur les bénéfices, impôts dont les taux actuels pourraient être augmentés ? Le fait que M. Georges MER a, en 1934, proposé de ramener le taux de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières de 24 % à 4 %, nous porte à croire que l'on peut répondre par l'affirmative à cette question.

En tout cas, il semble que la suppression dudit impôt cédulaire pourrait être au moins en grande partie compensée par une réorganisation de l'impôt général sur le revenu. N'y aurait-il pas notamment lieu d'adopter en France pour la perception de l'impôt général sur le revenu le « stoppage » employé en Allemagne et en Angleterre, c'est-à-dire la perception à la source, par la retenue exercée au moment du versement fait au bénéficiaire ; cette adoption permettrait d'étendre notablement la masse des contribuables atteints par cet impôt — à ce propos, relevons que M. Ed. GISCARD D'ESTAING, dans un récent article intitulé « Ce que les Riches paient », a relevé qu'actuellement il n'y a que 16 p. 100 des électeurs français qui sont frappés de l'impôt général sur le revenu (1.920.000 contribuables sur 11.925.000 électeurs) (1).

2. — *Raison théorique.*

L'imposition des sociétés étrangères sur leurs distributions, imposition dont nous avons étudié l'application dans le présent ouvrage, donne lieu à des superpositions en cascade.

En effet, d'un côté, elle présente en France une première cascade de superpositions, et, de l'autre, elle entraîne des superpositions internationales.

En France, les bénéfices d'une société y travaillant sont taxés :

- une première fois en tant que bénéfices réalisés, par l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux ;
- une seconde fois lorsqu'il y a distribution aux actionnaires, par l'impôt cédulaire sur le revenu des valeurs mobilières ;
- une troisième fois sur l'incorporation faite de ce revenu particulier dans la déclaration frappée par l'impôt général sur le revenu.

Et à ces impositions en France s'ajoutent celles qui frappent la société étrangère chez elle.

(1) « Revue de Paris », n° du 15 juin 1936, p. 899.

C'est ainsi que l'actionnaire français d'une société étrangère travaillant en France se trouve atteint à coups largement redoublés.

L'application des deux impôts cédulaires qui viennent d'être rappelés trouve sa justification en droit par le moyen de la fiction française d'après laquelle une société possède une personnalité juridique distincte de celle de ses actionnaires ; par là il est prétendu que les deux impôts atteignent deux contribuables différents : la société, en raison de sa réalisation de bénéfices, les actionnaires, en raison de leur enrichissement du fait d'une distribution à eux faite. Mais MM. Jean GUILLET et Roger PIERRE ont déclaré (1) que « Cette fiction est évidemment contraire à la réalité, car une société ne fait que gérer, exploiter et rendre productifs, pour le compte de ses actionnaires, les sommes et biens que ces derniers lui ont apportés ou qu'elle a acquis en emploi. » C'est nier la réalité la plus évidente que de ne pas reconnaître que toute taxe acquittée par la société est une taxe effectivement demandée à l'actionnaire.

Sur l'utilisation de la notion de la personnalité juridique, qu'il nous soit permis de renvoyer à l'étude que nous en avons faite plus haut (pp. 89 à 105), et même de reproduire ci-dessous la conclusion à laquelle cette étude nous a amenée :

Invoker une notion qui n'est pas érigée en principe immuable et dont les conséquences ne sont pas rigoureusement consacrées, c'est s'appuyer sur des données incertaines, dont chacune des parties intéressées peut se prévaloir pour des fins opposées, chacune dans son propre intérêt. C'est bien ce qui a lieu : M. René CASSIN, dans son cours de la Faculté de Droit de Paris (2), a montré comment la personnalité juridique est utilisée tour à tour par les Particuliers contre l'Administration et par l'Administration contre les Particuliers. Une saine justice ne peut donc pas être déterminée par la seule notion de la personnalité juridique.

La première de nos conclusions finales est donc que l'Etat français devrait mettre à son programme de simplification de la fiscalité la suppression de l'impôt dont l'application aux sociétés étrangères a fait l'objet de notre étude : impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

(1) Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur en France, in l'Imposition des entreprises étrangères et nationales, Genève, 1932, p. 251.

(2) René CASSIN : Cours d'Enregistrement (Doctorat) professé à la Faculté de Droit de Paris, 1930-1931, « Les superpositions d'impôts en matière de sociétés et valeurs mobilières ».

Si cette solution radicale, la suppression générale de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières, n'est pas acceptée, et si cet impôt est maintenu pour les sociétés françaises, même alors nous sommes d'avis de le supprimer pour les sociétés étrangères, et cela par raison de réciprocité, étant donné que les pays étrangers dont la législation fiscale comporte, comme la nôtre, un impôt sur les dividendes et autres revenus distribués, par exemple l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique, n'imposent pas, les sociétés étrangères qui travaillent chez eux, sur les distributions de dividendes ou d'autres revenus faites par elles dans leur pays d'origine.

Nous ne faisons ainsi que souscrire au projet de convention proposé par les experts gouvernementaux près la Société des Nations. Au sujet de ce projet, M. Etienne VENRIES DE LAGUILLAUMIE nous a dit (1) :

« Dans sa séance du 31 octobre 1928, l'assemblée des experts gouvernementaux près la Société des Nations, réunie en vue d'examiner les problèmes posés par la double imposition, a établi, à ce sujet, un projet de convention internationale proposé à la signature des divers Etats. Ce projet, s'il était réalisé, aboutirait à l'imposition unique des revenus, savoir : 1° ceux des fonds publics, des obligations même hypothécaires, des prêts et des comptes courants dans l'Etat où se trouvent les débiteurs des revenus ; 2° ceux des actions ou parts analogues dans l'Etat où se trouve la direction effective des entreprises. »

Par l'adoption dudit projet il en serait donc fini de l'application aux sociétés étrangères de l'impôt français sur le revenu des valeurs mobilières.

Mais si l'on estime que, poussé impérieusement par des besoins d'argent, l'Etat français se trouve obligé d'appliquer ledit impôt aux sociétés étrangères, il faut au moins que cette application soit limitée, qu'elle n'ait lieu que dans des conditions restreintes, très nettement définies et précisées. Ou bien, et nous le préférons, on peut substituer à pareille application celle d'un certain *équivalent*, forfaitaire ou effectif, à l'impôt en question.

L'imposition française des sociétés étrangères nous fournit l'occasion d'une parfaite adaptation du vers suivant du fabuliste : « on hasarde de perdre en voulant trop gagner ». Que de sociétés étrangères avons-nous vues, au cours des dernières années, qui, après avoir d'abord eu l'intention de s'établir en France, ont en définitive renoncé à ce projet, préférant s'établir en un pays voisin du nôtre, uniquement parce qu'elles ont trouvé notre fiscalité à la fois excessive et trop tracassière.

(1) « L'Impôt sur le revenu des Fonds d'Etats Etrangers et des Valeurs Mobilières Etrangères non abonnées » (Elbeuf, 1935) p. 418.

Notre étude a mis en un intense relief, a accusé la vérité de première évidence suivante :

Tout particulièrement en matière fiscale, les textes législatifs doivent être précis, clairs et rigoureux, donc rédigés en termes ne prêtant pas à l'équivoque, et cela afin que ni l'Administration, d'abord, ni les tribunaux qui la soutiennent presque toujours, par principe semble-t-il, ensuite, ne puissent profiter du flou et de la souplesse présentés pour transgresser les intentions du législateur et même arriver à s'opposer à ces intentions, et par là entraîner de multiples procès.

La probité juridique réclame que tout texte, net et précis, que l'évolution des conditions économiques ou autres a fait devenir insuffisant ou inacceptable soit révisé, ou remplacé ; et elle interdit que, sous le facile mais dangereux prétexte de l'adaptation aux contingences, le sens et la portée initiaux soient dépassés ou en fait plus ou moins nettement abandonnés.

C'est pourquoi nous sommes d'avis qu'il est nécessaire d'en finir une fois pour toutes avec la fausse application aux sociétés étrangères travaillant en France de la loi du 29 juin 1872 et avec la mise en jeu des dispositions du décret du 6 décembre suivant.

Telle est la seconde de nos conclusions finales.

Des conventions du genre de celles que nous venons d'étudier devraient permettre d'en arriver là.

Cette seconde conclusion finale n'est que l'ultime écho de ce qui est d'ordre général dans l'ensemble des conclusions principales qui ont été développées plus haut, au cours de notre étude de l'application de la Loi du 29 juin 1872 et du Décret du 6 décembre suivant, au fur et à mesure de l'avancement de cette étude, à leurs places respectives.

Vu l'importance qu'ont à nos yeux ces considérations d'ordre général, nous demandons la permission de les reproduire ici, pour finir sur elles.

Sur l'interprétation exacte de l'article 4 de la Loi du 29 juin 1872
(pp. 199 à 202).

.....

5. — L'interprétation de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 suivant laquelle les deux premiers alinéas de cet article sont liés et se rapportent tous deux, le premier comme le second, exclusivement à des

valeurs mobilières étrangères apparues sur le marché français des capitaux :

1°. respecte scrupuleusement l'intention que le législateur a exprimée au cours des travaux et des discussions parlementaires ;

2°. obéit au principe de l'interprétation littérale des lois fiscales ;

3°. met en présence d'un texte à la fois clair, précis et net, sans aucun vague ni flou, dont la portée n'est pas plus ou moins extensible, donc n'est pas indéfiniment extensible, comme l'est celle qui résulte de l'interprétation adoptée par la jurisprudence.

Suivant cette interprétation, l'article 4 ne s'applique pas aux valeurs mobilières des sociétés étrangères qui possèdent en France des biens *mais n'y ont pas de circulation de leurs titres*.

6. — Suivant l'interprétation stricte rappelée ci-dessus, l'article 4 n'est pas applicable aux valeurs mobilières des sociétés étrangères n'ayant en France que des biens, il n'est donc pas applicable aux valeurs mobilières des sociétés étrangères qui n'ont pas en France de circulation de leurs titres mais s'y livrent à une exploitation commerciale ou industrielle.

Nous ne disons pas là s'il est juste ou non qu'il en soit ainsi. Nous disons là que la Loi est à respecter. Surtout dans le domaine de la fiscalité, elle doit être appliquée rigoureusement telle qu'elle est, loyalement, sans détours et sans la modifier, en particulier sans y rien ajouter ; la dignité juridique, dont il y a tout spécialement lieu d'être respectueux vis-à-vis d'étrangers, pour le renom du pays, l'exige au moins autant que la correction. Il se trouve que dans l'espèce la loi telle qu'elle est est la loi telle que l'a voulue le législateur ; cette heureuse circonstance vient renforcer le commandement précédent.

Pour qu'il soit possible d'observer scrupuleusement ce commandement, il est évidemment nécessaire que l'on se trouve en présence d'un texte de loi à la fois précis et net ; il est en outre presque indispensable que ce texte soit clair. Le texte de l'alinéa premier de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 satisfait bien à chacune de ces trois conditions si cet alinéa premier est regardé comme lié à l'alinéa qui le suit immédiatement, comme l'a voulu le législateur, mais il ne satisfait à aucune d'elles si cet alinéa premier est pris isolément, sans liaison avec ce second alinéa, comme la jurisprudence n'a cessé de prétendre que l'on doit le prendre.

Et dans le cas où la précision et la netteté nécessaires font défaut ou tout au moins ne sont pas entières, ainsi que dans le cas où, plus ou moins tôt, sous la pression de nouvelles conditions économiques par exemple, il apparaîtrait ou semblerait qu'une omission a eu lieu, qu'un redressement, un développement s'imposent, la dignité veut que

l'on agisse franchement pour sortir de la mauvaise, de l'injuste position, en demandant qu'une loi nouvelle apporte la révision, la retouche ou l'addition qui se seront avérées justes. En matière fiscale, il n'est pas admissible que la jurisprudence crée, même à la suite d'un décret émanant du Conseil d'Etat.

Au sujet de l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, le décret du 6 décembre suivant a posé une extension indéfinie de son champ d'application ; la jurisprudence a, par l'artifice de la séparation, quant à leur objet, des deux premiers alinéas, prétendu trouver dans le premier alinéa pris isolément l'indication du champ d'application indéfiniment étendu posé par le décret ; les sociétés étrangères intéressées ont été étonnées, voire surprises, et elles se sont trouvées en présence d'exigences imprécises et constamment croissantes, ce qui a été et continue à être la cause d'innombrables procès. De l'excès du mal, dû à la croissance indéfinie des exigences du fisc français, il est souhaitable qu'au plus tôt sorte une solution légale, solution qui devra assurer au mieux l'équilibre entre tous les intérêts en cause.

Défauts de la rédaction des parties de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 où sont visées les sociétés étrangères n'ayant pas en France de circulation de leurs titres, et parti que le Fisc français a tiré de ces défauts pour étendre le domaine de la taxation du revenu des valeurs mobilières desdites sociétés (pp. 217 à 282).

.....

p. 265. — Nous souscrivons sans la moindre réserve à :

« l'impôt, qui ne peut être que l'émanation de la loi, ne peut être modifié, augmenté, diminué ou supprimé que par d'autres dispositions législatives » (1),

car notre examen du décret du 6 décembre 1872 et de son utilisation par le fisc français nous a fait apparaître la nécessité de proclamer avec insistance cette morale, restée lettre morte, encore aujourd'hui, en 1936, en ce qui concerne la taxation des revenus des valeurs mobilières étrangères, et cela malgré soixante années de procès à ce sujet, les prétentions du fisc n'ayant pas cessé de s'étendre, procès au cours desquels, pourtant, les tribunaux se sont constamment — à très peu d'exceptions près — efforcés de prouver que le décret a respecté les limites posées par les dispositions législatives, celles de la loi du 29 juin 1872.

(1) Extrait d'un attendu d'un jugement du Tribunal civil de Lyon en date du 14 février 1903 : R. E. 3319.

Conclusions générales de la critique du décret du 6 décembre 1872, dans sa disposition faisant porter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières des sociétés étrangères « qui ont pour objet des biens situés en France » (pp. 283 à 286).

.....

Il n'est pas contestable qu'il est équitable que les sociétés étrangères qui travaillent en France, directement ou indirectement, y soient taxées dans les conditions où le sont les sociétés françaises ; il serait évidemment inéquitable qu'en France les sociétés françaises se trouvent handicapées par les sociétés étrangères opérant au milieu d'elles. Mais il est injuste, dans le sens de contraire au droit, que les sociétés étrangères soient à quelque égard atteintes par le fisc français autrement qu'en vertu de textes législatifs, autrement qu'en vertu de l'esprit du législateur qui a voté les textes sur la matière. Par conséquent, si les textes législatifs qui ont été votés apparaissent insuffisants pour assurer aussi bien que possible l'équité qui s'impose, des textes législatifs complémentaires ou de remplacement doivent être votés ; c'est là un devoir absolument strict, surtout dans le domaine de la fiscalité. Mais les textes législatifs en vigueur ne sont pas à compléter par décret.

Rappelons ici l'avis que M. H. BERTHÉLEMY a exprimé à la fin d'un article sur « Le pouvoir réglementaire du président de la République » (1) :

« Nous nous soumettrons, puisque le courant législatif nous y conduit, aux innombrables règlements dont l'administration encadre peu à peu tous les actes de notre vie. Mais encore faut-il que ces règlements soient légaux ; pris ou non en vertu d'une délégation spéciale, encore faut-il qu'ils n'aient en vue que de faire exécuter les lois et non d'en augmenter les dispositions. »

Dans le même esprit, citons également les phrases suivantes du rédacteur de la Semaine Financière du Journal des Débats :

« je n'ai aucun goût pour les règlements d'administration publique qui recèlent les pires chausse-trapes » (2) ;

« il n'est pas admissible qu'une mesure administrative vienne tenir la loi en échec. Ce serait la négation du principe de la séparation des pouvoirs. Il est possible que, une fois de plus, la loi soit mal faite, mais c'est tout de même la loi et elle s'impose au ministre comme au contribuable » (3).

Soulignons qu'il est extrêmement désirable que les textes législatifs fiscaux ne soient votés qu'après avoir été très sérieusement, minutieu-

(1) H. BERTHÉLEMY : « Le pouvoir réglementaire du président de la République » — Extrait de la Revue Politique et Parlementaire, Paris, janvier et février 1898, p. 32.

(2) « Journal des Débats », n° du 11 décembre 1933.

(3) « Journal des Débats », n° du 7 janvier 1934.

sement, examinés, en eux-mêmes et en leurs conséquences, immédiates ou lointaines, par le législateur, et ajoutons à cette observation non contestable que pourtant, à propos de l'état d'esprit — ne peut-on pas dire l'état d'âme ? — de certaines des Administrations, dont celle de l'Enregistrement, et au sujet de la façon dont souvent elles procèdent pour obtenir le vote relatif à des dispositions qu'en raison de cet état elles appellent, M. le Doyen ALLIX a pu écrire (1) :

« Notre système fiscal est beaucoup moins critiquable dans ses principes que par suite de la méthode tatillonne et de l'esprit d'âpreté de certaines des administrations qui l'appliquent. Que le redevable ait tort ou raison, elles considèrent que le dernier mot doit leur appartenir et qu'il n'y a pas de droit qui puisse prévaloir contre la volonté du prince. C'est ainsi que, depuis quelque temps, s'est introduite une détestable pratique qui consiste, toutes les fois qu'une décision de justice a créé une jurisprudence favorable aux assujettis, à introduire discrètement dans la loi de budget une disposition qui brise cette jurisprudence, en réformant le texte dont l'interprétation n'a pas répondu aux désirs du fisc. Certes, nous ne prétendons pas qu'une loi ne puisse être retouchée ou complétée, quand elle contient des lacunes ou des inadvertances préjudiciables aux intérêts du Trésor. Ce qui est, cependant, inadmissible, c'est que, systématiquement, chaque fois que la justice donne tort à l'Administration, celle-ci demande immédiatement au législateur de lui donner raison. Un petit article glissé subrepticement dans la loi — un article qui ne fait pas de bruit, qui a l'air bonasse et inoffensif d'une simple « mise au point », qui n'attire pas l'attention sur lui au moment du vote — et l'affaire est faite. »

.....

C'est commettre une faute grave, surtout dans le domaine de la fiscalité, que de rédiger un règlement d'exécution en restant obscur, ambigu, indéterminé.

Le rédacteur de l'alinéa 3^e de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 a commis cette faute, relativement à la taxation des revenus des valeurs mobilières des sociétés, compagnies, etc., étrangères dont les titres ne sont pas cotés et ne circulent pas sur le marché des capitaux en France. Cela est prouvé par la très ample évolution progressive à laquelle a donné lieu l'interprétation de la disposition fondamentale dudit alinéa, et se trouve mis en évidence par la comparaison entre ce texte et l'énoncé de l'aboutissement actuel de cette interprétation.

.....

.....

Le texte de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 est bien loin de satisfaire à la règle élémentaire de certitude posée par Adam SMITH :

(1) « Sans fil », n^o du 1^{er} décembre 1932, cité par le « Journal des Sociétés civiles et commerciales », 1933, art. 4026, p. 176.

« La taxe imposée à chaque citoyen doit être certaine et non arbitraire. L'époque, le mode, la quotité du paiement, tout doit être clair et net pour le contribuable, ainsi que pour toute autre personne » (1).

Situation faite aujourd'hui aux sociétés et collectivités étrangères « qui ont pour objet des biens situés en France » relativement à l'imposition en France des revenus de leurs valeurs mobilières (pp. 289 à 294).

La situation considérée répond à un article unique, qui s'énoncerait ainsi :

« Le revenu des valeurs mobilières des sociétés étrangères ayant un contact de nature et de sens quelconques avec une personne, physique ou morale, résidant en France, est à raison de ce contact taxé dans tous les cas, par le fisc français, soi-disant au titre de la loi du 29 juin 1872, exception faite des quelques cas où la taxation serait contraire à l'intérêt du Trésor. »

Nous avons montré que le législateur n'a pas voulu cela.

Et nous avons vu que pour en arriver là avec une apparence de légalité, il a fallu que la jurisprudence adopte l'existence d'un principe d'équivalence de traitement fiscal entre les revenus des valeurs mobilières étrangères et ceux des valeurs mobilières françaises, principe qu'elle prétend avoir été posé par la loi (art. 4, alin. 1^{er} isolé) ; elle a pensé avoir ainsi la possibilité de consacrer les prétentions que l'Administration de l'Enregistrement a basées sur une disposition illégale du décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi, illégale parce que constituant une addition à la loi, addition exprimée par les termes suivants : « ou qui ont pour objet des biens situés en France ».

Ce principe d'égalité n'a pas été voulu par le législateur de 1872, lequel a fait relativement aux sociétés et collectivités étrangères une énumération spéciale, et plus étroite que celle qui précédait et visait les sociétés et collectivités françaises. Et il n'a pas été voulu par le législateur de 1920 — près de cinquante ans plus tard —, lequel a voté, en vue de supprimer une superposition d'imposition, une mesure d'exonération qu'il a explicitement réservée aux seules sociétés mères françaises. Il n'a encore pas été voulu par le Gouvernement qui en un décret-loi du 11 juillet 1934 a spécifié que la réduction du taux de l'impôt, qu'il édictait, était prévue pour les sociétés et collectivités françaises. Et enfin la disparité de traitement a été confirmée tout dernièrement par l'Administration, qui, ainsi que nous l'avons vu, a fait connaître par lettre du 8 août 1936 que, contrairement à ce qui a lieu

(1) Edgard ALLIX : « Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française », Sixième édition, Paris, 1931, p. 455.

pour les sociétés françaises, le taux de 24 % « doit » être appliqué aux revenus distribués par les sociétés étrangères sans égard à la date d'émission des titres bénéficiant de la distribution.

Le prétendu principe d'égalité est donc une pure fiction.

Et, de plus, nous avons vu que l'application de ce prétendu principe d'équivalence de traitement fiscal des revenus des valeurs mobilières, c'est-à-dire des destinataires de ces revenus, soit des possesseurs des titres, aboutit à une inégalité de traitement fiscal de ceux-ci, inégalité qui peut être très importante.

Le prétendu principe d'égalité implique donc l'incohérence.

Afin de soutenir l'Administration de l'Enregistrement dans ses prétentions relatives à la taxation des revenus des valeurs mobilières des sociétés étrangères ayant un contact avec une personne résidant en France, la jurisprudence a fait un appel extrêmement large au prétendu principe d'égalité.

Elle a fait aussi appel à un autre principe, qui, lui, a une valeur juridique non contestée : le principe de l'obligation de l'interprétation strictement littérale des textes énonçant des dispositions fiscales.

Mais quant à l'appel à ce principe réel, elle s'est montrée incohérente.

En effet, comme nous l'avons vu plus haut, elle a opposé ce principe aux requêtes par lesquelles les sociétés mères étrangères ont demandé à bénéficier, par application du prétendu principe d'égalité, de l'exonération qui a été édictée en 1920 en faveur des sociétés mères françaises. Et, par contre, elle s'est nettement opposée à l'application de ce même principe réel, s'attachant au principe fictif, dans l'attendu suivant d'un arrêt rendu par la Cour de cassation le 30 mars 1914 (1) :

« Attendu que si l'art. 3, al. 1, du décret réglementaire du 6 décembre 1872, qui détermine le mode de perception de la taxe sur le revenu, stipule que sont soumises à cet impôt les sociétés étrangères « dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers situés en France », on ne saurait, sans méconnaître le sens et la portée de ce décret, restreindre à ces deux seuls cas l'application de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 ; qu'il ressort, en effet, de la combinaison de la dite loi avec le décret précité, que le législateur a entendu établir une égalité fiscale absolue entre les valeurs étrangères et les valeurs françaises et, par suite, soumettre à la taxe les revenus de tous les emprunts consentis en France au profit de sociétés étrangères ;

Que la seule circonstance que ces emprunts ont été contractés en France suffit pour constituer le fait générateur de l'impôt exigible dans la mesure de la quotité déterminée par le ministre des Finances en vertu de l'art. 3 du décret sus-énoncé ; »

— les deux conditions restrictives posées explicitement par le décret, savoir : 1. circulation de titres en France, ou 2. possession de biens

(1) R.E., 5992, p. 485, lig. 5 et suiv.

en France, sont toutes deux délibérément mises de côté, il n'y a donc pas respect de la lettre du texte du décret, et l'on taxe le revenu d'un emprunt contracté en France en appliquant l'art. 1 de la loi et l'art. 1 du décret, articles concernant les revenus des valeurs mobilières françaises, purement et simplement en invoquant le prétendu principe d'égalité (voir le tableau synoptique de la p. 261) ; et en montrant bien qu'une disposition prescrivant l'égalité fiscale n'a été ni formellement ni même expressément exprimée par le législateur, les termes « il ressort que le législateur a *entendu* établir » font voir que la Cour ne s'est pas astreinte à prendre à la lettre le texte voté, qu'elle n'a pas respecté le principe de l'obligation de l'interprétation strictement littérale des textes énonçant des dispositions fiscales.

Sur ce point, dans son « *Traité de droit fiscal* » (tome I, n° 67, Paris, 1902), M. Albert WAHL a écrit :

« Au surplus, quelque soin qu'elle mette à affirmer le caractère restrictif des lois fiscales, on peut croire que la Cour de cassation obéit moins à une conviction arrêtée qu'au désir de trancher commodément certaines difficultés graves, car il lui arrive d'invoquer l'esprit de la loi fiscale pour justifier des solutions contraires au sens apparent des textes (1), et, d'autres fois, sans l'invoquer, elle interprète les textes, en vue d'adopter certaines solutions d'équité, de la manière la plus libérale. »

Sur les libertés prises avec les textes, rappelons que la jurisprudence a disloqué celui de l'article 4 de la loi de 1872, en prenant isolément l'alinéa 1^{er} de cet article. Que l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de la loi ne laisse plus paraître lorsqu'il est isolé le sens précis qu'il a dans l'ensemble de l'article ; qu'alors après l'avoir isolé la jurisprudence a eu la possibilité de lui attribuer un sens débordant très largement son sens précis, sens attribué qu'elle a déclaré être l'expression du prétendu principe d'égalité, qui s'est trouvé introduit ainsi ; enfin, que ledit alinéa ne peut être pris à la lettre avec ce sens attribué, parce qu'autrement il énoncerait des dispositions inadmissibles, de sorte que l'opération ici rappelée, de dislocation et d'attribution d'un nouveau sens à l'une des parties obtenues, a conduit à l'empêchement de satisfaire au principe juridique incontesté, de l'obligation de l'interprétation strictement littérale des textes énonçant des dispositions fiscales.

En somme, on a abouti à une entière anarchie juridique, à la faveur de laquelle a été prononcée la consécration de l'ample développement progressif des prétentions de taxation de l'Administration.

Il y a eu « *juridiction dirigée* », vers l'observation de plus en plus complète de l'article unique énoncé au début du présent titre.

(1) « V. Cass. civ., 27 février 1900 : S. 1900, I, 531 ». — D. P., 1900.1.573.

S'ajoutant aux défauts du texte du décret : obscurité, ambiguïté, indétermination, sans parler de l'illégalité, et rendue possible par eux, l'évolution des prétentions de l'Administration ne pouvait pas, en apportant constamment de l'inattendu, ne pas faire naître de nombreux procès. Cette circonstance ne suffit-elle pas à condamner un état de choses ?

Dans son « Guide pratique du Droit Fiscal des sociétés françaises et des sociétés étrangères en France » (Paris, éd. 1932, p. VII), M. Jean MICHEL dit avec mesure, en parlant du régime fiscal des sociétés étrangères en France :

« C'est une question obscure, qui comporte une législation extraordinairement touffue, pour certaines de ses parties, et très insuffisante pour d'autres ».

Qu'il nous soit permis de citer ici la déclaration, dénuée d'artifice, par laquelle M. Jacques GUILHOT a terminé sa « Critique du régime fiscal des sociétés étrangères assujetties à l'impôt sur le revenu en raison des biens français qu'elles exploitent » (1), savoir :

« En définitive, il n'y a rien à changer dans les principes essentiels de la taxation des sociétés étrangères qui possèdent ou exploitent des biens dans notre pays ; mais, il est indispensable d'apporter aux règles actuellement suivies en la matière quelques réformes de détail pour que le Trésor soit à même de retirer dans cette branche de la fiscalité toutes les ressources qu'il lui est possible d'y puiser. »

Cet état de choses permet à l'Administration de faire constamment surgir et, toujours soutenue par la jurisprudence, consacrer, dans l'intérêt immédiat du Trésor, de nouveaux cas d'imposition. Mais ce faisant elle crée pour les sociétés étrangères une situation si précaire au point de vue fiscal français que fréquemment celles-ci renoncent à leur projet d'installation en France. De sorte que si l'Administration persévérât dans ces errements, elle serait, en effet, « à même de retirer dans cette branche de la fiscalité toutes les ressources qu'il lui est possible d'y puiser », mais il se pourrait qu'alors le résultat devienne négatif : d'une part, la matière imposable disparaissant, la plupart des sociétés étrangères et de leurs filiales se réfugiant sous des législations plus favorables à leur développement ; d'autre part, la matière imposable se dérobant, les sociétés étrangères étant incitées, par notre fiscalité harcelante et excessive, à frauder. L'Administration aurait ainsi mis à son actif une victoire à la Pyrrhus.

La considération de la dignité de la justice française, d'une part, et celle de l'intérêt matériel de la France, d'autre part, portent à vou-

(1) Jacques GUILHOT : « Le régime fiscal des valeurs mobilières et des sociétés étrangères en France », Paris, 1925, p. 173, dernier alinéa.

loir que cette situation disparaisse entièrement au plus tôt. Cet intérêt de la France à un prompt changement de la situation a été tout récemment signalé par un juriste des Etats-Unis, M. John B. ROBINSON, dans les termes suivants (1) :

« The quicker this system is brought to an end, the better not only in the interest of foreign companies, but in the interest of France itself. »

Il faut que l'ensemble des textes actuels fasse place à des textes nouveaux : clairs, précis, énonçant des dispositions simples, parfaitement déterminées et mettant en balance les intérêts de toutes les parties en cause ; et il faut que ces textes soient intégralement d'une légalité indiscutable.

Comme toujours en matière fiscale, il faut que les formules soient rigides. Il faut que la jurisprudence n'ait pas la possibilité de leur attribuer une signification variable, dans l'intention de les adapter à des besoins qui lui paraissent légitimes. Elles devront être légalement amendées ou remplacées par d'autres lorsque la situation économique aura rendu le changement nécessaire.

Rappelons qu'en parlant du droit civil, M. le professeur G. MORIN a écrit (2) :

« Sous l'influence des conceptions changeantes du milieu social, sous l'action surtout des grands mouvements économiques, les juges versent dans les formules légales un contenu nouveau. »

Nous citons cela pour relever que même au sujet du droit civil, qui forcément, lui, doit avoir une certaine souplesse, M. MORIN a immédiatement ajouté :

« Mais l'élasticité des mots et des formules a une limite. »

Et rappelons que M. Georges MER a formulé l'opinion suivante, dans son récent ouvrage sur « La réforme de l'Etat en action » (Paris, 1934) :

« Enfin, dans l'intérêt des administrés comme pour la bonne marche de l'Administration elle-même, que l'on revienne promptement à la règle de la clarté fiscale préconisée encore par Adam SMITH. Il est temps que les textes d'impôts soient, non pas seulement rassemblés et codifiés, mais surtout simplifiés et mis à la portée des redevables comme aussi, on doit l'avouer, des spécialistes eux-mêmes. Qu'en même temps, l'amas des instructions administratives où se perdent les fonctionnaires d'exécution soient condensées dans de petits guides au courant de toutes les difficultés pratiques et où chacun pourra trouver rapidement la solution qu'il cherche. Ainsi l'Administration sera rendue

(1) « Double taxation in France », in Corporation Calendar, n° d'avril, mai et juin 1935, p. 29 (United States Corporation Company), New-York.

(2) « Le sens des transformations contemporaines du Droit », in Revue de Métaphysique et de Morale, Paris, avril-juin 1927.

plus aisée et les usagers profiteront de la rapidité des recherches comme de l'exactitude des renseignements. » (1).

M. Georges MER ajoute, plus loin :

« Il faut que l'impôt redevienne clair, juste, commode à payer et économique à percevoir. » (2).

En ce qui concerne la taxation par le fisc français des revenus des valeurs mobilières des sociétés et collectivités étrangères qui ont un contact avec la France, le remplacement des textes a partiellement commencé. La force des choses l'a imposé, les prétentions de l'Administration de l'Enregistrement étant arrivées à déterminer une situation non seulement inadmissible mais même intolérable.

En vue d'obtenir aussi facilement et aussi bien que possible l'adaptation nécessaire aux besoins et intérêts spéciaux de chacun, aux législations spéciales des différentes nations notamment, on a jusqu'ici opéré par voie de conventions bilatérales, plutôt que par celle d'un texte législatif général.

.....
.....
L'espoir d'une solution équitable, et légale, se porte immédiatement vers les conventions internationales, puis, pour plus tard, dans la fusion de ces diverses conventions en un texte unique relatif aux sociétés étrangères dont nous nous occupons dans le présent ouvrage.

— III —

La responsabilité première du très regrettable état de choses que nous avons voulu mettre en pleine lumière et en relief dans le présent ouvrage incombe au rédacteur du décret du 6 décembre 1872, donc officiellement au Conseil d'Etat et en fait à l'Administration, puisque c'est le texte de ce décret qui a étendu les dispositions de la loi dont il devait réglementer l'exécution, augmentant par là, très considérablement, comme on s'en est rendu compte bien plus tard, lorsque l'Administration a poussé à fond l'exploitation de cette extension, la portée que le législateur avait voulu donner à cette loi.

Mais on n'a pu voir les effets de cette faute de base persister et même se développer que parce que la Cour de cassation, au lieu de la relever pour la rejeter, l'a au contraire acceptée, puis maintenue, sans doute en raison de ce qu'*a priori* elle accordait toute sa confiance au Conseil d'Etat. Par son absence persistante de propre critique, le Tribu-

(1) p. 96.

(2) p. 128.

nal suprême a manqué, en l'espèce, à son haut devoir de protection ultime des citoyens ; les conséquences en ont été des plus fâcheuses, voire pernicieuses.

Ladite consécration a empêché que dès 1878 le législateur se trouve appelé à voter des mesures spéciales à l'égard des revenus des sociétés étrangères opérant en France. Un retard de plus de cinquante ans en a donc été la conséquence, retard dont les inconvénients ont été multiples et très sérieux.

Et, du fait de la consécration en question, il y a eu plus qu'un regrettable retard de plus de cinquante ans. En plus d'un retard, il y a eu, dès que l'élaboration des mesures spéciales nécessaires a commencé et pesant jusqu'au bout sur cette élaboration, persistance de l'esprit nocif introduit par le rédacteur, d'un zèle malheureux, du décret du 6 décembre 1872, et maintenu par des jugements liés sauf très rare exception. Cette persistance a, elle, empêché que les mesures spéciales en question aient été prises en toute liberté et ainsi dans une forme parfaitement adéquate aux besoins généraux à satisfaire ; on la sent encore, on peut même dire que, bien que plus ou moins diminuée, elle se montre encore dans les conventions bilatérales récemment signées. La jurisprudence en la matière a, depuis 1878, consolidé l'état d'esprit qui a trouvé son expression dans la partie illégale du décret du 6 décembre 1872.

De ces observations un enseignement d'ordre général est à tirer, enseignement dont la toute première importance est évidente.

Cet enseignement vise, d'une part, l'esprit des Tribunaux, et, d'autre part, celui de l'Administration.

La seule raison d'être des diverses activités de l'Etat est la nécessité d'un travail central, unifié, visant la sauvegarde et aussi le développement de l'intérêt général de la nation, c'est-à-dire la somme des intérêts particuliers de ses membres, et aussi l'heureuse répartition de cette somme. Pour que ces deux points, sauvegarde et développement, soient assurés au mieux, vis-à-vis des conditions du moment, il est absolument nécessaire que l'organe ayant la charge de ce travail central, l'Etat, ne se considère pas comme une personne morale s'opposant aux membres de la nation, particuliers ou collectivités particulières, qui doit tirer et tirer sur eux sans égard aux moyens employés pour cela ; pareille action fait naître inéluctablement chez ceux qu'elle veut atteindre une réaction de défense, d'autant plus importante que l'action l'est elle-même, et qui pour le moins met obstacle au résultat cherché : cette réaction est une dérobade ou un arrêt, la fraude ou la restriction, elle peut amener une réduction du rendement que l'Etat voulait augmenter.

Tout au contraire, il faut que la fraude diminue et que l'allant augmente, et cela peut être, et sera fatalement, en raison du besoin naturel de vivre avec le moins de souci et de mieux en mieux, si les sacrifices exigés sont reconnus salutaires, voire féconds, par la masse qui les doit. En un mot, il faut mettre cette masse en *confiance*.

N'est-il pas incontestable que la confiance de la masse ne peut exister que si les deux conditions suivantes sont humainement satisfaites :

1° cela par dessus tout, les tribunaux chargés de veiller, de ramener à l'application stricte des lois votées par les représentants de cette masse doivent exercer ce devoir avec le plus grand, le plus scrupuleux respect des intentions du législateur *lui-même*, avec lequel ils ne doivent pas confondre les fonctionnaires et agents administratifs chargés de l'application — et aucun sentiment de solidarité, plus ou moins inconscient, ne doit jouer là entre fonctionnaires d'un Etat personne morale planant sur la masse des nationaux — ;

et 2° ces divers fonctionnaires et agents doivent arrêter, chacun à son rang et dans la mesure correspondante, non seulement avec une loyauté entière, à l'égard des intentions que le législateur a *exprimées*, dans les rapports, débats et textes votés, mais aussi avec une grande circonspection, eu égard aux résultats à attendre d'elles, les mesures d'application dont l'élaboration et la mise à exécution leur ont été confiées.

La seconde de ces conditions appelle la collaboration des contribuables à l'œuvre fiscale. M. Georges MER, Directeur de l'Enregistrement, demande cette collaboration (1). Il nous dit notamment :

« Cette collaboration devrait, à notre avis, être prévue aussi bien en ce qui concerne la préparation de la loi d'impôt que pour son application générale ou particulière. » (2),

et, plus loin :

« Pour la mise en vigueur des dispositions du Code fiscal, pour leur interprétation administrative, il y aurait lieu encore de recourir à la collaboration des contribuables. » (3).

Si des textes législatifs fiscaux se montrent, aux uns ou aux autres ou à tous, ambigus, insuffisamment explicites, incomplets, que le législateur retouche, revise, refasse ; l'Administration, à quelque ordre qu'on la considère, n'a pas à se substituer au législateur pour cela, et les Tribunaux eux-mêmes non plus.

(1) « La réforme de l'Etat en action », Paris, 1934, p. 129.

(2) *Ibid.*, p. 132.

(3) *Ibid.*, p. 133.

Sur la question que nous avons étudiée dans le présent ouvrage, que d'énergie a été consommée sans utilité véritable pour le pays, a été gâchée, a été perdue ! que d'heures employées, que d'efforts d'imagination dépensés, depuis cinquante ans, pour obtenir d'un texte législatif ce que le législateur, le vrai, n'y a pas mis et même n'a pas voulu y mettre ! De la loyauté, de la probité oserons-nous dire, auraient évité combien de heurts incessants, entre administrateurs et administrés ! quel nombre de procès !

« On ne fonde pas l'avenir sur une morale douteuse » dit M. le Directeur Georges MER (1).

Finissons sur la belle phrase par laquelle M. Georges MER réclame la réforme administrative et par laquelle nous réclamerons, nous, le changement de l'esprit du Fisc français, pour que gagnent à la fois et la dignité de l'Administration et l'intérêt général du pays.

« Bien vite, le plus tôt possible, il importe d'imaginer une mystique nouvelle qui créera ce grand espoir dans une guérison rapide dont on a tant besoin dans tous les milieux pour penser à nouveau à organiser l'avenir. » (2).

FACULTE DE DROIT — PARIS.

Vu :

Le Doyen,

EDGARD ALLIX.

Vu :

Le Président,

RENÉ CASSIN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

(1) *Op. cit.*, p. 90.

(2) *Ibid.*, p. 80.

**TABLE CHRONOLOGIQUE
DES
PROJETS DE LOIS, LOIS, DÉCRETS,
TRAITÉS, CONVENTIONS, ACCORDS,
INSTRUCTIONS, SOLUTIONS, ET RÉPONSES
MINISTÉRIELLES CITÉS.**

TABLE CHRONOLOGIQUE DES PROJETS DE LOIS, LOIS, DÉCRETS, TRAITÉS, CONVENTIONS, ACCORDS, INSTRUCTIONS, SOLU- TIONS, ET RÉPONSES MINISTÉRIELLES CITÉS.

DOCUMENTS CITÉS	PAGES DU PRÉSENT OUVRAGE
Code civil, art. 516	238.
— — — 1690	78, 85.
— — — 1861	78.
— — — 2277	36.
Code de Commerce, art. 20, 21, 22	80.
— — — 23, 24, 26	82.
— — — 29, 30, 33, 34	87.
— — — 35	78.
— — — 36	78.
— — — 38	82.
— — — 49	78, 90.
— — — 74	65.
— — — 575	68.
— — — 632	65.
Loi 22 frimaire an VII, art. 39	46.
Loi 6 prairial an VII, art. 1 ^{er}	20, 45.
Loi 28 nivôse an XIII, art. 2	19, 36.
Loi 5 juin 1850	111.
Convention consulaire franco-américaine 23 février 1853.	314.
Décret 11 septembre 1853	314.
Loi 23 juin 1857, art. 6	111.
— — — 9	111, 129 et suiv., 161.
— — — 10	20, 45, 46.
Loi 18 juillet 1866	65.
Loi 24 juillet 1867	81, 84, 87, 89.
Loi 23 août 1871, art. 1 ^{er}	20, 45.
Projet de loi 31 août 1871	136.
Projet de loi 9 décembre 1871	139.
Loi 30 mars 1872, art. 1 ^{er}	111, 129 et suiv.
Décret 24 mai 1872	30.
— — — art. 3	57.
— — — art. 4	39.

DOCUMENTS CITÉS	PAGES DU PRÉSENT OUVRAGE
Loi 29 juin 1872	2, 3, 69, 92 et suivantes, 109 et suivantes, 289 et suivantes, 303 et suivantes, 312, 317, 319, 321, 324, 327, 333, 334, 336, 341, 344, 351, 357, 358, 359, 369, 376, 384, 394.
— — art. 1 ^{er}	29, 75, 92, 96.
— — art. 2	41, 42.
— — art. 2 et 5	46.
— — art. 3	23, 76.
— — art. 4	95 et suivantes, 112 et suivantes, 158 et suivantes.
— — art. 5	20, 45, 46, 329.
Décret 6 décembre 1872	3, 4, 92 et suivantes, 203 et suivantes, 303 et suivantes, 317, 319, 321, 324, 327, 332, 333, 334, 336, 341, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 351, 355, 357, 360, 361, 362, 367, 368, 369, 383, 384, 394, 404, 405.
— — art. 1 ^{er} et 2	36, 37, 38.
— — art. 3	20, 30, 96 et suiv. 207 et suiv.
Loi 30 décembre 1873, art. 2	20, 45.
Loi 21 juin 1875, art. 5	24, 29, 37, 46, 75, 76.
Loi 1 ^{er} décembre 1875	116.
— — art. 1 ^{er}	80, 82.
Décret 15 décembre 1875, art. 3	37, 41, 43.
— — art. 5	41, 43.
Solution 17 octobre 1876	96.
Instruction 28 mai 1887, n ^o 2737 § 5	96.
Loi 26 décembre 1890, art. 4	23, 24, 76.
Instruction 28 mai 1891, n ^o 2804	225.
Loi 28 avril 1893, art. 36.	80.
Solution 16 juin 1893	94, 220, 268, 270.
Loi 26 juillet 1893, art. 21	39, 47, 48, 57.
— — art. 60	19, 36.
Loi 1 ^{er} août 1893, art. 2	89.
Solution 12 juin 1894	41.
Solution 30 janvier 1896	41.

DOCUMENTS CITÉS	PAGES DU PRÉSENT OUVRAGE
Solution 12 février 1896	94, 222, 268, 276.
Solution 19 février 1896	222, 257.
Décret 10 août 1896, art. 2	20, 30, 96, 97.
Loi 13 avril 1898, art. 12	18, 34, 161, 287.
— — art. 12, alin. 4	20.
— — art. 12, alin. 5	17, 18, 20.
Décret 22 juin 1898	18, 20, 34, 287.
— — art. 3	19.
— — art. 4	19, 36.
— — art. 5	20.
— — art. 6	57.
Loi 25 février 1901, art. 20	24, 76.
Loi 13 juillet 1911, art. 12	29, 46, 75, 122, 123.
Loi 29 mars 1914	2, 80, 189 et suiv., 254, 255, 262, 266, 301, 327, 341, 359.
— — art. 31	92, 190, 294.
— — art. 34	190.
— — art. 36	2.
— — art. 37	190.
Loi 15 juillet 1914	301.
Décret 27 septembre 1914	272.
Loi 30 décembre 1916, art. 11	23, 24, 76.
— — art. 12	24, 29, 46, 76, 123.
Loi 31 juillet 1917	301, 304 et suivantes.
— — art. 38	80, 324, 338.
Loi 18 mars 1919	89.
— — art. 9	21.
Traité de Versailles 28 juin 1919	272.
Décret 15 mars 1920	21.
Loi 25 juin 1920, art. 50	23, 24, 76.
— — art. 110	20, 45, 46.
Loi 31 juillet 1920	92 et suivantes.
— — art. 27	92, 96 et suivantes, 194, 329, 331, 342, 345, 347, 350, 362, 378, 381.
— — art. 28	195, 329, 330, 331, 342, 350, 362, 363, 378, 381.
— — art. 29	196, 329, 330, 331, 342, 345, 347, 350, 362, 363, 364, 378, 381.
— — art. 32	79.

DOCUMENTS CITÉS	PAGES DU PRÉSENT OUVRAGE
Loi 24 juin 1921	90.
Décret 30 mars 1922	30, 34.
— — art. 1 ^{er} et 2	57.
— — art. 2	30, 96, 97.
Instruction 6 avril 1922, n° 3728	30.
Convention franco-sarroise 5 juillet 1922	315.
Loi 17 juillet 1923	315.
Loi 22 mars 1924, art. 3	20, 23, 24, 45, 76.
— — art. 32	42.
Réponse ministérielle n° 1675 (<i>Journal Officiel</i> 5 février 1925)	271.
Loi 7 mars 1925	84, 86.
Instruction 11 avril 1925, n° 3851	85.
Loi 13 juillet 1925, art. 79	29, 46, 75, 122.
— — art. 80	29, 46, 75, 82, 83, 85, 87.
Loi 4 décembre 1925, art. 3	23, 24, 76.
Loi 4 avril 1926, art. 19	78.
— — art. 30	29.
Loi 29 avril 1926, art. 5	69, 303 et suiv.
— — art. 17	24, 29, 46, 75, 76.
Arrangement et protocole franco-espagnols, 18 mai et 7 août 1926	315.
Décret 29 mai 1926	29, 43, 46.
— — art. 1 ^{er}	41.
— — art. 6	37.
— — art. 7	44.
Loi 3 août 1926, art. 16 et 21	23, 24, 76.
Décret 31 août 1926	315.
Décret 23 novembre 1926	38.
Loi 19 décembre 1926, art. 4	29, 46, 75, 88.
Décret 28 décembre 1926	294.
Décret du 20 mai 1927	304.
Accord commercial franco-allemand, 17 août 1927	309, 310, 314.
Décret 26 août 1927	309, 314.
Solution 26 août 1927	26.
Convention d'établissement franco-belge, 6 octobre 1927.	314.
Décret 29 octobre 1927	314.
Loi 2 mars 1928	309.
Loi 19 mars 1928, art. 25	329, 330, 331, 342, 348, 350, 362, 364, 365, 378, 381.
Décret 20 septembre 1928	30.
— — art. 2	39.
Instruction 23 octobre 1928, n° 4009	30, 32, 39.
Convention relative aux expositions internationales, 22 novembre 1928	312.
Loi 30 décembre 1928, art. 4	85.
Accord franco-grec, 18 février 1929	306.
Circulaire 23 mars 1929, n° 2027	85.

DOCUMENTS CITÉS	PAGES DU PRÉSENT OUVRAGE
Loi 30 mars 1929, art. 25	96, 98, 195, 329, 362.
Instruction 22 juillet 1929, n° 4031	310.
Loi 31 juillet 1929	1.
— — art. 4	195, 329, 362.
— — art. 5	1.
Convention franco-belge, 7 octobre 1929	307.
Loi 26 novembre 1929	312.
Instruction 28 décembre 1929, n° 4045	312.
Accord franco-suédois, 26 janvier 1930	305.
Accord franco-néerlandais, 15 et 28 février 1930	306.
Accord franco-danois, 28 février 1930	305.
Loi 16 avril 1930, art. 32	196, 330, 331, 364.
Loi 26 avril 1930, art. 7	23, 24, 76.
Décret 26 avril 1930	304.
Décret 14 mai 1930	305.
Accord franco-norvégien, 2 juin 1930	306.
Décret 7 juin 1930	305.
Convention franco-italienne, 16 juin 1930	310, 311, 313, 316 et suivantes, 371 et suivantes.
Instruction 19 juin 1930, n° 4063	305.
Projet de loi déposé le 8 juillet 1930	305.
Convention d'établissement franco-roumaine, 27 août 1930.	314.
Décret 5 septembre 1930	306.
Décret 4 novembre 1930	306.
Projet de loi déposé le 4 novembre 1930	306.
Décret 3 décembre 1930	29, 46.
— — art. 1 ^{er}	37, 41, 45.
Projet de loi déposé le 31 mars 1931	306.
Accord franco-japonais, 5 mai 1931	309.
Convention franco-belge, 16 mai 1931	313, 331 et suivantes, 371 et suivantes.
Loi 23 juin 1931	306.
Décret 1 ^{er} octobre 1931	18, 34, 287.
Instruction 16 octobre 1931, n° 4102	18, 34, 287.
Loi 16 février 1932, art. 2	195, 329, 362.
— — art. 3	196, 330, 331, 364.
— — art. 6	2, 190.
— — art. 7	329, 330, 331, 362, 365.
Loi 31 mars 1932, art. 20	29, 37, 46, 75.
— — art. 21	29, 75, 82, 83, 85, 87.
Instruction 1 ^{er} avril 1932, n° 4117, § 7	37, 41, 45.
Solution 5 avril 1932	30.
Convention franco-américaine, 27 avril 1932	311, 313, 343 et suivantes, 371 et suivantes.
Accord franco-britannique, 1 ^{er} octobre 1932	308.

DOCUMENTS CITÉS	PAGES
DU PRÉSENT OUVRAGE	
Accord franco-canadien, 19 octobre 1932	308.
Décret 25 février 1933	308.
Loi 28 février 1933, art. 37	104, 273.
— — art. 47	85.
Décret 4 mars 1933	308.
Réponse ministérielle n° 1966 (<i>J. off.</i> 3 mai 1933)	85.
Projet de loi déposé le 23 mai 1933 (n° 1909)	308.
Projet de loi déposé le 23 mai 1933 (n° 1911)	308.
Loi 31 mai 1933, art. 76	103, 329.
Décret 22 juin 1933	309.
Décret 28 juin 1933	273.
Loi 13 juillet 1933	310, 316, 331.
— — art. 2	324, 338.
Décret 10 août 1933	331.
Projet de loi déposé le 17 octobre 1933	309.
Décret 24 novembre 1933	310, 316.
Loi 23 décembre 1933, art. 19	23, 76.
Instruction 28 décembre 1933, n° 4163	310, 316 et suivantes, 331 et suivantes.
Loi 28 février 1934, art. 12	330, 331, 365.
Loi 6 juillet 1934, art. 3	197.
— — art. 14	294.
Décret-loi 11 juillet 1934	23, 76, 197, 290.
— — art. 1 ^{er}	23, 76, 197.
— — art. 2	195, 330, 331, 363.
Instructions concernant l'application du décret-loi du 11 juillet 1934	23, 76, 198.
Décret-loi 20 juillet 1934, art. 1 ^{er}	20, 45, 46.
Convention de commerce, de navigation et d'établisse- ment franco-allemande, 28 juillet 1934	309, 314.
Décret 29 juillet 1934	309, 314.
Réponse ministérielle n° 8336 (<i>J. off.</i> 4 août 1934)	274.
Projet de loi déposé le 8 novembre 1934	309.
Convention franco-allemande, 9 novembre 1934	313, 386.
Décret-loi 21 décembre 1934, (Code fiscal des Valeurs Mobilières)	76, 294.
— — art. 50	46.
— — art. 58	46, 361.
— — art. 64	295.
— — art. 73	369.
— — art. 137	330, 364.
— — art. 151	330, 365.
— — art. 153 et 154 ..	329, 362.
Décret 27 mars 1935	315.
Loi 30 mars 1935, art. 1 ^{er}	330, 331, 365.
Loi du 5 avril 1935	343.

DOCUMENTS CITÉS	PAGES DU PRÉSENT OUVRAGE
Décret-loi 16 juillet 1935 majorant le taux de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières au porteur	24, 76, 323, 327, 337, 340, 354.
— — art. 1 ^{er}	23, 76, 198.
— — art. 2	198.
— — art. 5	190.
— — art. 7	28, 76.
Décret-loi 16 juillet 1935 instituant un prélèvement gé- néral de 10 % sur les dépenses publiques, art. 3	76.
Décret-loi 27 juillet 1935 complétant le décret-loi du 16 juillet 1935 majorant le taux de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières au porteur	76, 327, 340, 354.
— — art. 5, 6, 7	24, 76.
Instruction 31 juillet 1935, n° 4202	28, 327, 340.
Décret du 1 ^{er} octobre 1935	343.
Décret-loi 25 octobre 1935 relatif à l'organisation adminis- trative de l'office national de la propriété industrielle, art. 7	21.
Décret 30 octobre 1935 portant rectification au Code des valeurs mobilières pour éviter la superposition du prélèvement de 10 p. 100 et du taux majoré de l'impôt	77.
Décret-loi 30 octobre 1935 relatif aux formalités de publi- cité des sociétés, art. 4	21.
Accord entre la France et la Grande-Bretagne, 22 no- vembre 1935	313.
Décret 13 décembre 1935 portant modification du règle- ment d'administration publique relatif à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières	38.
Loi 10 février 1936, art. 13	330, 331, 365.
— — art. 14	330, 331, 365.
Réponse ministérielle n° 15.076 (<i>J. off.</i> 13 mars 1936).	28.
Instruction 24 mars 1936, n° 4257	343 et suivantes.
Réponse ministérielle n° 3411 (<i>J. off.</i> 3 juillet 1936)	79.
Décret 17 juillet 1936 portant règlement d'administra- tion publique pour l'application du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif aux formalités de publicité des sociétés	21.

**TABLE CHRONOLOGIQUE
DES
ARRÊTS ET JUGEMENTS CITÉS**

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS CITÉS

	PAGES DU PRÉSENT OUVRAGE
Cass. civ., 26 novembre 1850	96.
Grasse, 18 février 1878	127, 163, 164.
Cass. req., 27 mars 1878	83.
Cass. civ., 22 avril 1879	120, 128, 133, 187, 219.
Cass. civ., 6 juillet 1880	117.
Cass. civ., 29 août 1881	100, 120, 127, 128, 133, 163, 171, 187, 220, 245.
Cass. civ., 29 août 1881. Mémoire présenté par l'Adminis- tration de l'Enregistrement	118, 133, 138, 143, 149, 159, 186, 224, 230, 243, 248.
Seine, 5 juin 1885	161, 163, 176, 211.
Cass. req., 2 août 1886	83, 120, 127, 128, 133, 163, 187, 220, 244, 246, 248.
Cass. civ., 6 avril 1887	96.
Cass. civ., 4 mai 1887	120, 127, 128, 133, 161, 163, 182, 187.
Cass. req., 5 novembre 1888	83.
Alger, 22 novembre 1890	128.
Pontarlier, 2 août 1892	245.
Cass. req., 31 janvier 1893	83.
Cass. civ., 19 février 1894	163.
Cass. civ., 19 février 1894. Mémoire présenté par l'Admi- nistration de l'Enregistrement	118, 133, 138, 143, 149, 159, 186, 230, 248.
Cass. civ., 31 juillet 1895. Mémoire présenté par l'Admi- nistration de l'Enregistrement	225, 231, 239, 245, 251.
Blida, 10 mai 1898	163.
Cass. req., 15 novembre 1899	120, 127, 128, 133, 163.
Rouen, 30 novembre 1899	37, 128,
Cass. civ., 27 février 1900	291.

PAGES
DU PRÉSENT OUVRAGE

Belley, 6 février 1901	128, 163.
Avesnes, 27 février 1901	128, 163.
Nantua, 15 mars 1901	128, 163, 246.
Besançon, 23 mai 1901	163.
Cass. req., 29 juillet 1901	96.
Seine, 27 mars 1902	11, 223, 257.
Lille, 31 juillet 1902	236, 258.
Cass. req., 10 février 1903	120, 127, 128, 133, 163, 189, 211, 220.
Lyon, 14 février 1903	263.
Cass. req., 11 novembre 1903	120, 127, 128, 133, 163.
Cass. civ., 14 décembre 1904	120, 127, 128, 133, 163.
Seine, 3 mars 1906	252, 271.
Cass. civ., 19 novembre 1906	30.
La Rochelle, 8 mai 1907	47.
Cass. civ., 2 décembre 1908	120, 127, 128, 133, 271.
Cass. civ., 2 décembre 1908. Mémoire présenté par l'Admi- nistration de l'Enregistrement	271.
Cass. civ., 23 février 1909	83.
Cass. civ. 7 avril 1909	96.
Cass. civ., 13 avril 1910	83.
Seine, 6 décembre 1910	236, 257.
Annecy, 18 janvier 1912	275.
Cass. req., 29 juillet 1913	77, 81, 120, 266, 267, 275.
Cass. civ., 30 mars 1914	126, 236, 259, 290.
Cass. civ., 24 octobre 1917	215.
Seine, 14 février 1919	47.
Cass. civ., 21 mai 1919	82.
Cass. civ., 6 mars 1922	29.
Cass. civ., 16 janvier 1923	83.
Seine, 6 décembre 1923	40.
La Rochelle, 12 novembre 1924	69, 225, 257.
Lille, 22 octobre 1926	101, 104, 129, 133, 188, 269, 273.
Versailles, 1 ^{er} décembre 1926	94, 101, 188, 235, 236, 240, 268.
Cass. civ., 11 avril 1927	29.
Marseille, 28 juin 1927	94, 101, 104, 129, 133, 188, 226, 233, 235, 236, 240, 268, 271, 273, 314.
Cass. req., 31 octobre 1927	29.
Seine-et-Oise, 1 ^{er} février 1928	91, 94, 101, 104, 129, 133, 188, 195, 227, 235, 236, 240, 268, 269, 271, 273, 277, 314.

PAGES
DU PRÉSENT OUVRAGE

Seine, 9 mars 1928	128, 129, 133, 228, 235, 273, 278.
Cass. civ., 9 juillet 1928	30.
Haute-Loire, 25 juillet 1928	94, 101, 104, 129, 133, 188, 195, 227, 235, 236, 240, 268, 269, 273, 314.
Ille-et-Vilaine (Section de Saint-Malo), 30 janvier 1929 ..	81.
Seine, 15 février 1929	101, 104, 129, 133, 188, 227, 231, 257, 273, 274.
Cass. req., 17 février 1930	29.
Seine-Inférieure (Section du Havre), 10 mai 1930	39.
Valence, 30 juin 1930	94, 101, 104, 129, 133, 188, 227, 235, 236, 240, 268, 269, 273.
Cass. civ., 15 juillet 1930	96.
Montpellier, 27 novembre 1930	40.
La Rochelle, 17 février 1931	79.
Cass. civ., 23 mars 1931	96.
Lyon, 5 mai 1931	94, 101, 104, 129, 133, 188, 227, 235, 236, 240, 268, 269, 273, 279.
Cass. civ., 27 octobre 1931	96.
Nancy, 18 janvier 1932	81.
Conseil d'Etat, 19 février 1932	85.
Cass. civ., 20 avril 1932	96.
Marseille, 20 juin 1932	88.
Nice, 30 novembre 1932	94, 101, 104, 188, 211, 235, 236, 240, 268.
Conseil d'Etat, 17 décembre 1932	83.
Conseil d'Etat, 5 ^e Sous-Section spéciale, 23 décembre 1932.	85.
Conseil d'Etat, 6 janvier 1933	83.
Conseil d'Etat, 5 ^e Sous-Section spéciale, 13 janvier 1933 ..	85.
Cass. civ., 28 avril 1933	104, 120, 129, 133, 232, 269, 273.
Cass. req., 17 juin 1933	96.
Bordeaux, 26 juin 1933	104, 129, 195, 269.
Laon, 31 janvier 1934	79.
Mâcon, 15 mai 1934	81.
Versailles, 27 juin 1934	101, 104, 128, 129, 133, 188, 257, 273, 280.
Cass. civ., 10 décembre 1934	30.
Chalon-sur-Saône, 17 décembre 1934	81.
Conseil d'Etat (Section du Contentieux), 18 janvier 1935.	33.
Seine, 6 juillet 1935	30.
Cass. req., 2 août 1935	30.
Cass. civ., 17 février 1936	30.

**TABLE ALPHABÉTIQUE
DES AUTEURS
ET DES OUVRAGES CITÉS**

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES AUTEURS ET DES OUVRAGES CITÉS

PAGES
DU PRÉSENT OUVRAGE

ALLIX EDGARD : « Traité élémentaire de Science des Finances et de Législation financière française », 6 ^e éd., Paris, 1931	III, 286, 299, 389.
Extrait du « Sans Fil », n ^o du 1 ^{er} décembre 1932	284.
BARETY LÉON : Rapport fait au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la convention signée à Rome le 16 juin 1930 entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions	315.
Rapport fait au nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de la convention signée à Paris le 27 avril 1932 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France au sujet des doubles impositions ..	381, 389.
BERTHELEMY (H.) : « Le pouvoir réglementaire du Président de la République », Paris, 1898	284.
BESSON EMMANUEL : « Traité pratique de la Taxe de 3 % sur le revenu des valeurs mobilières des sociétés, établissements publics et congrégations religieuses », Paris, 1887	213, 239.
BIGORNE (EM.) et PRIMOT : « Impôt direct de 3 % sur les revenus des valeurs mobilières dépendant des sociétés, compagnies, entreprises et des départements, communes et établissements publics », Paris	212.
BOURREL (L. DURAND et V.) : « Impôts sur les revenus, Questions litigieuses », 1934	383.
CARROLL MITCHELL B. : « Rapport sur les Méthodes de ventilation des revenus imposables », Publication de la Société des Nations, Genève, 1933	103.
Préface à « L'Imposition des Entreprises étrangères et nationales en Allemagne, en Espagne, aux Etats-Unis d'Amérique, en France et dans le Royaume-Uni », Genève, 1932	300.
CASSIN RENÉ : Cours d'enregistrement (Doctorat), professé à la Faculté de Droit de Paris, 1930-1931, « Les superpositions d'impôts en matière de sociétés et valeurs mobilières »	104, 105, 300.
Cours d'enregistrement (Doctorat), professé à la Faculté de Droit de Paris, 1932-1933, « Du régime fiscal des Sociétés ayant à la fois des intérêts en France et dans d'autres pays »	197, 268, 269, 271, 277.

COUTARD : Mémoire présenté à la Chambre des Requêtes de la Cour de cassation, à la suite du jugement rendu par le Tribunal départemental de Seine-et-Oise le 1 ^{er} février 1928	91, 100.
DALLOZ : Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence, Paris, 1912	215.
DEMASURE ARMAND : « Traité du régime fiscal des sociétés et des établissements publics », Paris, 1884	213, 214, 220.
DESCARTES RENÉ : « Les Principes de la Philosophie », 1644, 1698	189.
DESEILLIGNY : Rapport général présenté à l'Assemblée nationale le 18 mai 1872	144.
Rapport présenté le 25 mai 1872 sur le revenu des valeurs mobilières	113, 114, 146. et Texte n° 1.
Rapport supplémentaire présenté le 28 juin 1872	113, 150, et Texte n° 2.
DIRECTION de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre de Paris (Sociétés), lettres des 10 avril et 8 août 1936	24, 76, 199, 290, 355.
DOUMER PAUL : Rapport présenté au Sénat sur la loi de finances du 31 juillet 1920	92.
DURAND (L.) et BOURREL V. : « Impôts sur les revenus, Questions litigieuses », 1934	383.
GARDEY ABEL : Rapport fait au nom de la Commission des Finances sur le projet de loi portant approbation de la convention signée à Paris le 27 avril 1932 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France au sujet des doubles impositions, rapport présenté au Sénat en 1935	312.
GARNIER D. : Répertoire périodique de l'Enregistrement. Répertoire général et raisonné de l'Enregistrement des Domaines et des Hypothèques, 7 ^e éd.....	212. 212.
GEGOUT MAURICE : « Filiales et Groupements de Sociétés », (thèse), Paris, 1929	91.
GIDE P. G. E. et LESIMPLE GASTON : « Les Sociétés étrangères devant le fisc en France », Paris, 1931.	277.
GISCARD D'ESTAING Ed. : « Ce que les Riches paient ».	391.
GUILHOT JACQUES : « Le Régime fiscal des valeurs mobilières et des sociétés étrangères en France », Paris, 1925	283, 292.
« La convention franco-américaine du 27 avril 1932 relative à la double imposition », Paris, 1935	343.
GUILLET JEAN et PIERRE ROGER : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur en France », Publication de la Société des Nations, Genève, 1932.	10, 13, 105, 392.

PAGES
DU PRÉSENT OUVRAGE

HOUPIN C. : « Des pouvoirs et de l'organisation de la gérance dans les sociétés à responsabilité limitée », Paris, 1932	86.
JOBIT MAURICE : « Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères en France », Poitiers, 1893	28, 163, 224, 225.
JOURNAL DES DEBATS : Semaine financière, 1933 et 1934	284.
JURIS-CLASSEUR de l'Enregistrement, Paris, 1928, 1934.	230.
LEPAULLE PIERRE : « La double imposition des sociétés étrangères en France sur le revenu des valeurs mobilières », Paris, 1932.	105, 216, 277.
LESIMPLE GASTON (GIDE P.-G.-E. et) : « Les sociétés étrangères devant le fisc en France », Paris, 1931.	277.
LIESSE ANDRÉ : « Les déclarations des Droits de l'Homme et les événements actuels », article in Journal des Débats, 19 juillet 1936	106.
MER GEORGES : « La réforme de l'Etat en action », Paris, 1934	293, 294, 390, 391, 406, 407.
MICHEL JEAN : « Les participations de sociétés étrangères dans les entreprises françaises et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières », Paris, 1929. ..	105, 216, 266, 272, 277.
« Guide pratique du Droit fiscal des sociétés françaises et des sociétés étrangères en France », Paris, éd. 1932.	22, 292.
« La convention fiscale franco-américaine du 27 avril 1932 », Paris, 1936	343, 382.
MORIN G. : « Le sens des transformations contemporaines du Droit », Paris, 1927	293.
Mc MORRIS M. L. (WEARE JOSEPH et) : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique », Publication de la Société des Nations, Genève, 1932	103.
NIBOYET J. P. : « Les doubles impositions au point de vue juridique », Recueil des Cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1930	300.
PAASCHE WERNER : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur en Allemagne », Publication de la Société des Nations, Genève, 1932	103.
PERCEROU : Cours de droit commercial professé à la Faculté de Droit de Paris, 1929-1930	85, 102.
PERIER CASIMIR : Rapport et projet de loi présentés à l'Assemblée nationale le 31 août 1871	112, 136.

	PAGES
	DU PRÉSENT OUVRAGE
PICARD ROGER : « Le Problème des doubles impôts devant la Société des Nations et la Chambre de Commerce internationale », Paris, 1925	299.
Article in Revue Politique et Parlementaire, Paris, 1931.	277.
PIERRE ROGER (GUILLET JEAN et) : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur en France », Publication de la Société des Nations, Genève, 1932	10, 13, 105, 392.
PIETRI FRANÇOIS : « Justice et Injustice fiscales », Paris, 1933	192, 389.
PILON EUSTACHE : « Principes et technique des droits d'enregistrement », tome I, Paris, 1929	96.
Mémoire présenté à la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation à la suite du jugement rendu le 1 ^{er} février 1928, par le Tribunal départemental de Seine-et-Oise	91, 105, 282.
PONT PAUL : « Traité-Commentaire des Sociétés civiles et commerciales », Paris, 1880	120.
Notes sous les arrêts rendus par la Cour de Cassation en 1879 et en 1881	121 et suivantes, 133, 155.
POOR'S Publishing Co., New-York.....	74, 274.
POUYER-QUERTIER, ministre des Finances : Projet de loi présenté à l'Assemblée nationale le 9 décembre 1871 (par M. Thiers, président de la République française et par).....	112, 139.
PRIMOT AL. : Dictionnaire des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèques, tome VI, Supplément aux mots Actions et Obligations, 1891	223, 270.
PRIMOT (BIGORNE EM. et) : « Impôt direct de 3 % sur les revenus des valeurs mobilières dépendant des sociétés, compagnies, entreprises et des départements, communes et établissements publics », Paris	212.
REUTER (PAUL) : « La double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le bénéfice industriel et commercial », Paris, 1935	63.
ROBINSON JOHN B. : « Double taxation in France », New-York, 1935	293.
Article sur la Convention franco-américaine au sujet des doubles impositions, Paris, 1935	343.
SENECHAL PIERRE : « Les conventions fiscales passées par la France contre la Double imposition des sociétés nationales et étrangères » (thèse), Paris, 1933..	300.
SMITH ADAM	286.

THIERS, président de la République française et POUYER-QUERTIER, ministre des Finances : Projet de loi présenté à l'Assemblée nationale le 9 décembre 1871	112, 139.
TRAITE ALPHABETIQUE des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques, Paris, 3 ^e éd., par Maguéro, Tassin, Molas :	
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières, 1929	28, 39, 46, 80, 83, 86.
Valeurs mobilières étrangères, 1930	22, 28, 32, 127, 163, 197, 231, 234, 235, 236, 237, 239, 240, 255, 271, 370.
VENRIES DE LAGUILLAUMIE ETIENNE : « L'Impôt sur le revenu des Fonds d'Etats étrangers et des Valeurs mobilières étrangères non abonnées », Elbeuf, 1935	255, 393.
VERITY E. W. : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur dans le Royaume-Uni », Publication de la Société des Nations, Genève, 1932 ..	103.
VEYRIERAS J. : « Les sociétés étrangères en France »....	22, 30, 236, 252.
« Traité des Taxes de Timbre de Transmission et du Revenu dont sont redevables les sociétés de toute nature », Paris, 1924	28.
WAHL ALBERT : « Traité de droit fiscal », tome I, Paris, 1902	96, 291.
« Comparaison des charges fiscales qui pèsent sur les placements en valeurs françaises ou en valeurs étrangères », Paris, 1902	214.
« Traité du Régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières », Paris, 1909	56, 95, 100, 161, 163, 186, 215, 216, 223, 234, 240, 250, 276.
« De la situation fiscale des sociétés qui ont pour objet des Biens situés en France », Paris, 1908-1909	163, 223, 234, 236, 243.
Préface à « Filiales et Groupements de Sociétés », Paris, 1929, par Maurice Gégout	91, 282.
WEARE JOSEPH et MC MORRIS M. L. : « Législation fiscale et méthodes de ventilation en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique », Publication de la Société des Nations, Genève, 1932	103.

TABLE DES ANNEXES

TABLE DES ANNEXES

A la table analytique des matières on trouvera l'indication générale de la correspondance entre les Annexes indiquées à la table ci-dessous et les pages du texte principal.

Numéros
des Annexes

Pages
des Annexes

RELATIVEMENT AUX OBLIGATIONS AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE AVANT TOUTE OPÉRATION EN FRANCE, LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES QUI SE PROPOSENT D'Y TRAITER DES AFFAIRES :

§ 1^{er}. — Sur les documents à fournir pour faire agréer un représentant responsable :

1	Statuts	3 A
2	Traduction en langue française de ces statuts	3 A
3	Document prouvant la constitution régulière de la société	4 A
4	Traduction en langue française de ce document	4 A
5	Engagement pris par la société de payer l'impôt et les amendes, avec désignation d'un représentant responsable	4 A
6	Document prouvant la validité de l'engagement pris par la société.	6 A
7	Traduction du document prouvant la validité de l'engagement pris par la société	6 A
8	Procuration accréditant le mandataire de la société étrangère auprès de l'Administration de l'Enregistrement	7 A
9	Engagement pris par le représentant responsable	8 A
10	Documents prouvant la qualité de français du représentant responsable	9 A
11	Documents prouvant la solvabilité du représentant responsable ..	10 A
12	Document prouvant la validité de l'engagement pris par le représentant responsable, si celui-ci est une société	10 A

§ 2. — Sur les documents à fournir pour faire fixer un cautionnement et en faire recevoir le dépôt, et sur le récépissé du versement du cautionnement :

a) — Fixation du cautionnement :

13	Statuts	10 A
14	Traduction en langue française de ces statuts	11 A
15	Document prouvant la constitution régulière de la société	11 A
16	Traduction en langue française de ce document	11 A
17	Engagement pris par la société de payer l'impôt et les amendes, avec demande de fixation du cautionnement et désignation d'un mandataire pour remplir les formalités et acquitter les taxes ..	11 A
18	Document prouvant la validité de l'engagement pris par la société	12 A
19	Traduction du document prouvant la validité de l'engagement pris par la société	12 A
20	Procuration accréditant le mandataire de la société étrangère auprès de l'Administration de l'Enregistrement	12 A

b) Réception du cautionnement.

Récépissé du versement du cautionnement :

21	Avis de décision fixant le montant du cautionnement	13 A
22	Acte d'affectation	13 A
23	Déclaration de consignation du cautionnement	15 A
24	Récépissé du versement du cautionnement	16 A

§ 3. — Relativement à la régularisation de la situation de la Société à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement :

25	Pétition en remise des amendes encourues pour régularisation tardive de la situation de la société à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement	17 A
----	--	------

RELATIVEMENT AUX OBLIGATIONS AUXQUELLES DOIVENT SATISFAIRE PENDANT LEUR EXISTENCE EN FRANCE, LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES QUI Y TRAITENT DES AFFAIRES :

26	Demande de revision tendant à la réduction de la quotité imposable	18 A
27	Demande de revision tendant à la réduction du montant du cautionnement	19 A
28	Demande de remboursement partiel du cautionnement	21 A
29	Demande de perception des intérêts produits par le cautionnement	22 A

30	Demande tendant à la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières	23 A
31	Certificat attestant qu'aucun dividende n'a été distribué	24 A
32	Pétition en remise des amendes encourues pour retard dans le dépôt des documents permettant la liquidation de l'impôt ..	25 A
33	Pétition en remise des amendes encourues pour retard dans le paiement de l'impôt	26 A

**RELATIVEMENT AUX OBLIGATIONS AUXQUELLES DOIVENT
SATISFAIRE EN RAISON DE LA CESSATION DE LEUR
ACTIVITÉ EN FRANCE, LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES QUI
Y TRAITAIENT DES AFFAIRES :**

34	Certificat attestant, lorsque la cessation des affaires en France intervient en cours d'exercice, la distribution ou la non distribution de dividendes et autres revenus au cours de cet exercice	27 A
35	Demande tendant à la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en raison de la cessation des affaires en France de la société étrangère	29 A
36	Demande tendant à la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en raison de la liquidation de la société étrangère	31 A
37	Demande tendant à la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en raison de la faillite de la société étrangère	32 A
38	Déclaration de dénonciation de l'Engagement du représentant responsable	34 A
39	Demande tendant à obtenir l'autorisation de remboursement du cautionnement	35 A
40	Demande de remboursement du cautionnement	37 A

**DÉCLARATIONS A FAIRE CONFORMÉMENT AUX
PRESCRIPTIONS DE LA CONVENTION FRANCO-AMÉRICAIN
CONCERNANT LES DOUBLES IMPOSITIONS :**

41	Déclaration prescrite par l'article 5 : Société américaine possédant en France un établissement stable	38 A
42	Déclaration prescrite par l'article 6 : Société américaine ayant une participation dans une société française	39 A

ANNEXES

ANNEXES

Relativement aux obligations auxquelles doivent satisfaire avant toute opération en France, les Sociétés étrangères qui se proposent d'y traiter des affaires :

§ 1. — *Sur les documents à fournir pour faire agréer un représentant responsable*

(Texte principal p. 17)

ANNEXE 1

Statuts.

Par statuts il faut entendre l'acte de société dans sa teneur intégrale primitive avec, s'il y a lieu, toutes les modifications subséquentes.

L'acte de société et ses modifications peuvent être fournis sur papier non timbré.

Ces documents doivent être certifiés conformes aux textes originaux. La certification de conformité peut être donnée notamment de l'une des manières suivantes :

a) Dans le pays où la société étrangère a son siège social, par un représentant légal de la société. Dans ce cas, à cette première certification doivent être ajoutées les certifications et légalisations prescrites par la législation du pays où la société a son siège social, et finalement la légalisation par le Consul de France.

La signature du Consul doit être légalisée en France par le Ministre des Affaires Etrangères.

b) En France, par la personne habilitée à cet effet, par une procuration, cette personne étant soit le directeur de la succursale ou de l'agence sise en France, soit tout autre mandataire (voir, à l'Annexe 8, un modèle de procuration). La signature de cette certification doit être légalisée par le Maire de la localité où demeure le signataire.

ANNEXE 2

Traduction des statuts.

La traduction en langue française des statuts de la société doit être certifiée, et la signature de cette certification, légalisée.

La certification et la légalisation peuvent être données dans les conditions indiquées ci-dessus, à l'Annexe 1, en (a) et (b). S'il en est ainsi fait, la traduction peut être établie sur papier non timbré.

La traduction peut être faite par un traducteur assermenté près l'une de nos Cours ou l'un de nos Tribunaux. La signature de ce traducteur doit être légalisée par le Président de la Cour ou du Tribunal auprès duquel il est accrédité ; et, la signature du Président doit être légalisée par le Ministre de la Justice. Cette traduction doit être établie sur papier au timbre français.

ANNEXE 3

Document prouvant la constitution régulière de la Société.

Indépendamment des statuts et de leur traduction, il est indispensable de fournir un document qui soit suffisant pour prouver la constitution régulière de la société.

La nature de ce document varie suivant les pays ; ce sera par exemple :
le Certificat d'Incorporation, pour les sociétés américaines ou anglaises ;

la Copie de l'immatriculation au Registre du Commerce, pour les sociétés allemandes, autrichiennes, espagnoles ou suisses ;

un Exemplaire du numéro du Journal Officiel Belge (« Le Moniteur Belge ») qui contient les statuts, pour les sociétés belges.

Le document prouvant la constitution régulière de la société peut être fourni sur papier non timbré. Il doit être certifié et légalisé comme il est prescrit par la législation du pays où la société a son siège social, et finalement être légalisé par le Consul de France.

La signature du Consul doit être légalisée en France, par le Ministre des Affaires Etrangères.

ANNEXE 4

Traduction de ce document.

Cette traduction en langue française doit être certifiée, légalisée, et elle sera établie sur timbre ou non, ainsi qu'il est dit à l'Annexe 2, pour la Traduction des statuts.

ANNEXE 5

Engagement pris par la Société de payer l'impôt et les amendes, avec désignation d'un représentant responsable.

L'engagement de la société, aussi appelé « soumission », est l'acte par lequel la société :

1° déclare, à l'Administration de l'Enregistrement, le fait, possession ou exploitation de biens en France, qui la rend passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

2° s'engage à payer cet impôt et les amendes qui pourront être exigibles ;
et 3° désigne un représentant responsable.

Le représentant responsable proposé doit être Français et solvable. Nous indiquons ci-après, aux Annexes 10 et 11, les justifications à fournir à cet égard.

Pour éviter toute discussion quant à la solvabilité d'un particulier, la société étrangère s'entend le plus souvent avec la banque française dont elle se propose de devenir cliente. Le plus souvent aussi la banque n'accepte de se

porter représentant responsable qu'à l'une ou l'autre des deux conditions suivantes : ou la société s'engagera à avoir toujours un solde créditeur à son compte dans ladite banque, solde d'une importance en rapport avec celle des obligations fiscales qui seront assumées par la banque, au nom de la société ; ou la société donnera à la banque une garantie, soit sous forme de valeurs, soit sous forme d'un engagement pris, en faveur de ladite banque, par une autre banque.

L'Administration de l'Enregistrement délivre une formule d'après laquelle elle recommande que l'engagement de la société soit rédigé. Cette formule est la suivante :

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

Biens en France

N° 144.

Engagement
de

(Timbre)

la société.

La Société (1)
déclare qu'elle possède ou exploite en France (2)
.....

Elle s'engage à payer la taxe sur le revenu et les amendes qui seront exigibles en France, à raison de toutes les valeurs françaises, et désigne pour représentant responsable (3)

Le 19 (4).

(1) Indiquer la raison sociale et le siège de la société étrangère.

(2) Désigner les biens possédés ou exploités par la société en France.

(3) Indiquer le nom et le domicile de la personne ou de la société. (Le représentant responsable doit être Français et solvable.)

(4) Dater, signer et faire légaliser ou certifier matériellement la ou les signatures.

REMARQUE. — Le cas échéant, la déclaration ci-dessus devra être remplacée par la suivante : « déclare qu'elle se propose de posséder ou d'exploiter en France... ».

Cet acte doit être établi sur papier au timbre français.

Il peut être signé dans le pays où la société étrangère a son siège social. Cette signature pourra être donnée par la personne ayant, d'après les statuts, qualité pour engager la société ; l'acte devra être complété par les certifications et légalisations prescrites par la législation du pays où la société a son siège social, et il devra finalement être légalisé par le Consul de France. La signature du Consul doit être légalisée en France, par le Ministre des Affaires Étrangères.

Généralement, et d'ailleurs plus simplement, ledit acte est signé en France. La signature est donnée par la personne habilitée à cet effet, par une procuration, cette personne étant soit le directeur de la succursale ou de l'agence sise en France, soit tout autre mandataire — (voir à l'Annexe 8 ci-après, un modèle de procuration) — ; il suffit que cette signature soit légalisée par le Maire de la localité où demeure le signataire.

ANNEXE 6

Document prouvant la validité de l'engagement pris par la Société.

Pour lui permettre de s'assurer de la validité de l'engagement souscrit au nom de la société, l'Administration de l'Enregistrement demande que lui soit fourni un document indiquant que la société est suffisamment engagée par la signature apposée sur l'engagement souscrit en son nom.

Ce document doit être établi sur papier au timbre français, ou être timbré en France avant d'être déposé.

La nature dudit document varie suivant les cas :

1° Si l'engagement est signé par la personne ayant, d'après les statuts, qualité pour engager la société, il suffit, pour compléter la justification résultant des statuts, de fournir un extrait du procès-verbal de la séance, de l'assemblée des actionnaires ou du conseil d'administration, où cette personne a été nommée ; cet extrait doit être certifié et légalisé dans les conditions indiquées ci-dessus, à l'Annexe 1, en (a) et (b) ;

2° Si l'engagement est signé par la personne habilitée à cet effet par une procuration, ce qui est le cas le plus fréquent, la justification demandée par l'Administration résulte de la procuration elle-même ; à titre indicatif, nous donnons comme Annexe 8 un modèle de ladite procuration ;

3° Enfin, la validité de l'engagement peut également être justifiée par la production d'un certificat de coutume établi par un notaire, ou un avocat, ou toute autre autorité ayant qualité à cet effet d'après les lois du pays où la société a son siège social.

Si le certificat est établi à l'étranger, il doit être signé devant le Consul de France, et être certifié par ce Consul ; la signature du Consul doit être légalisée en France, par le Ministre des Affaires Etrangères.

Si le certificat est établi en France, il doit être signé devant le Consul du pays où la société a son siège social, et être certifié par ce Consul ; la signature du Consul doit être légalisée par le Ministre des Affaires Etrangères.

ANNEXE 7

Traduction du document prouvant la validité de l'engagement pris par la Société.

Au cas où le document considéré aurait été rédigé en langue étrangère, il serait nécessaire d'en fournir la traduction en langue française.

Cette traduction doit être certifiée et légalisée ainsi qu'il est dit à l'Annexe 2, pour la Traduction des statuts. Dans le cas actuel la traduction doit toujours être établie sur papier au timbre français, ou être timbrée en France avant d'être déposée.

ANNEXE 8

Procuration accréditant le mandataire de la Société étrangère auprès de l'Administration de l'Enregistrement.

La société soussignée (1),
régulièrement constituée en vertu des lois de (2),
ayant son siège social à (3),

Par ces présentes, constitue Monsieur
demeurant à
pour son mandataire, à qui elle donne pouvoir de, pour elle et en son nom :

Signer et remettre au Bureau compétent de l'Administration de l'Enregistrement de la République Française, tous engagements, pétitions et autres documents exigés conformément aux lois régissant les sociétés étrangères en France ;

Certifier tous documents et traductions que ladite Administration pourra requérir ;

S'engager à payer tous impôts et amendes régulièrement réclamés par ladite Administration, les payer ;

Désigner une personne ou une société pour agir en qualité de représentant responsable du paiement desdits impôts et amendes, ou déposer un cautionnement en numéraire pour être spécialement affecté, au profit de l'Administration de l'Enregistrement, aux paiements des impôts et amendes ;

Solliciter de l'Administration de l'Enregistrement la révision et la réduction de la quotité imposable fixée, et, le cas échéant, la réduction du montant du cautionnement ; signer et présenter toute demande ainsi que toutes justifications utiles, à cet effet ;

Recevoir de ladite Administration ou de toute autre Administration compétente, toutes sommes auxquelles la société pourra avoir droit par voie de remboursement, en donner quittances ;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, élire domicile, substituer une ou plusieurs personnes dans tout ou partie desdits pouvoirs, révoquer toute substitution, et généralement faire tout ce que ledit mandataire jugera utile et nécessaire.

La société soussignée, par autorisation régulière de son Conseil d'Administration, a fait signer ces présentes par son Président et y a fait apposer le sceau social dûment attesté par son Secrétaire.

A, le 19..

(signature)

Président.

(Sceau social)

Attesté par

.....

Secrétaire.

-
- (1) Raison sociale de la société étrangère.
(2) Etat où la société a été constituée.
(3) Adresse complète à l'étranger.

Cette procuration doit être établie sur papier au timbre français, ou être timbrée en France avant d'être déposée.

Elle doit être complétée par les certifications et légalisations prescrites par la législation du pays où la société a son siège, et finalement être légalisée par le Consul de France. La signature du Consul doit être légalisée en France par le Ministre des Affaires Etrangères.

ANNEXE 9

Engagement pris par le représentant responsable.

Le représentant responsable est une personne physique ou morale, c'est-à-dire un particulier ou une société, qui s'engage personnellement envers l'Administration de l'Enregistrement au paiement des impôts et amendes pouvant être dus en France par la société étrangère qu'il représente.

Pour les sociétés étrangères qui traitent en France des affaires exclusivement commerciales ou industrielles, les seules sociétés dont nous nous occupons dans le présent ouvrage, l'engagement pris par le représentant responsable ne s'applique qu'à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et qu'aux amendes y relatives.

L'Administration de l'Enregistrement délivre une formule d'après laquelle elle recommande que l'engagement du représentant responsable soit rédigé. Cette formule est la suivante :

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

Biens en France

N° 144.

Engagement
du

(Timbre)

représentant responsable.

- (1)
 (2) porte représentant responsable de
 la Société (3)
 à raison des biens de toute nature que cette société possède et exploite en
 France et de ceux qu'elle pourra y posséder ou exploiter dans l'avenir,
 spécialement de
 (4) engage personnellement au paiement
 des droits et amendes qui pourront être dus en France à raison des
 opérations de cette société étrangère en France, sous la réserve de faire
 cesser les effets de cet engagement à l'expiration de chaque période trien-
 nale, dont le point de départ initial (5)
 en prévenant l'Administration trois mois d'avance par déclaration déposée

contre récépissé entre les mains du receveur compétent ou adressée par la poste à cet agent sous pli recommandé.

(6), le 19..

(1) Indiquer les nom, prénoms, profession et domicile du représentant responsable, ou, s'il s'agit d'une société, la raison sociale et le siège.

(2) Me ou se.

(3) Indiquer la raison sociale de la société étrangère.

(4) Je ou la société. — M'engage ou s'engage.

(5) Remonte au ou sera ultérieurement fixé (suivant que le point de départ de l'exigibilité de la taxe a ou n'a pas encore été déterminé).

(6) Dater, signer et faire légaliser ou certifier matériellement la ou les signatures.

Cet engagement doit être établi sur papier au timbre français.

Si le représentant responsable est une société, son engagement peut être signé par la personne ayant, d'après les statuts, qualité pour engager cette société comme représentant responsable. Dans le cas, qui se présente généralement, où les dits statuts sont muets quant à cette désignation, l'engagement est signé par un mandataire habilité à cet effet, par une procuration donnée par la société qui accepte d'être représentant responsable.

La signature apposée sur ce document doit être légalisée par le Maire de la localité où est domicilié le représentant responsable.

ANNEXE 10

Documents prouvant la qualité de Français du représentant responsable.

Le représentant responsable désigné par la société étrangère doit être Français.

La nationalité française est prouvée :

1° Pour un particulier : par la production de ses papiers d'identité ;

2° Pour une société :

a) par la production de l'acte de société et des modifications qui ont pu y être apportées depuis la constitution de la société ;

l'acte de société et ses modifications peuvent être fournis sur papier non timbré ;

ces documents doivent être certifiés conformes aux textes originaux, par un représentant légal de la société ; la signature de cette certification doit être légalisée par le Maire de la localité où demeure le signataire ;

b) et par la production d'un exemplaire du numéro du journal d'annonces légales dans lequel a été publié l'acte de société et les délibérations de ou des assemblées constitutives, pour les sociétés soumises par la législation française à cette publication ;

cet exemplaire doit être certifié par l'imprimeur de ce journal et la signature de cette certification légalisée par le Maire de la localité où sont situés les bureaux du journal.

ANNEXE 11

Documents prouvant la solvabilité du représentant responsable.

Le représentant responsable proposé par la société étrangère doit être solvable.

La solvabilité est prouvée :

1° Pour un particulier : notamment par la production d'une liste de valeurs mobilières avec justification que ces valeurs sont sa propriété ; et par la production de titres de propriété quand il possède des immeubles, avec certification que ces immeubles sont libres d'hypothèques ;

2° Pour une société : notamment par la production des bilans et des comptes de profits et pertes des derniers exercices, ces documents étant certifiés conformes par la personne de la société qualifiée à cet effet.

ANNEXE 12

Document prouvant la validité de l'engagement pris par le représentant responsable, si celui-ci est une société.

Pour lui permettre de s'assurer de la validité de l'engagement souscrit au nom de la société qui s'est portée représentant responsable, l'Administration demande que lui soit fourni un document indiquant que la société est suffisamment engagée par la signature apposée sur l'engagement souscrit en son nom.

Ce document doit être établi sur papier au timbre français.

La justification peut résulter suivant les cas : soit d'un extrait du procès-verbal de la séance de l'assemblée des actionnaires ou du conseil d'administration, où a été désignée la personne ayant, d'après les statuts, qualité pour se porter représentant responsable au nom de la société ; soit, le plus souvent, d'une procuration autorisant un ou plusieurs membres du conseil d'administration à signer l'engagement pris par le représentant responsable.

Le document justificatif doit être certifié par la personne qualifiée. Et la signature apposée doit être légalisée par le Maire de la localité où demeure le signataire.

§ 2. — *Sur les documents à fournir pour faire fixer un cautionnement et en faire recevoir le dépôt, et sur le récépissé du versement du cautionnement.*

(Texte principal p. 18) :

a) FIXATION DU CAUTIONNEMENT (Texte principal p. 18) :

ANNEXE 13

Statuts.

Voir les explications données à l'Annexe 1.

ANNEXE 14

Traduction en langue française de ces statuts.

Voir les explications données à l'Annexe 2.

ANNEXE 15

Document prouvant la constitution régulière de la Société.

Voir les explications données à l'Annexe 3.

ANNEXE 16

Traduction en langue française de ce document.

Voir les explications données à l'Annexe 4.

ANNEXE 17

Engagement pris par la Société de payer l'impôt et les amendes, avec demande de fixation du cautionnement et désignation d'un mandataire pour remplir les formalités et acquitter les taxes.

L'engagement de la société, aussi appelé « soumission », est l'acte par lequel la société :

1^o déclare, à l'Administration de l'Enregistrement, le fait, possession ou exploitation de biens en France, qui la rend passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

2^o s'engage à payer cet impôt et les amendes qui pourront être exigibles ;

3^o prie le Ministre des Finances de vouloir bien fixer le montant du cautionnement ;

et 4^o désigne un mandataire pour remplir les formalités et acquitter les taxes.

L'Administration de l'Enregistrement délivre une formule d'après laquelle elle recommande que cet engagement soit rédigé. Cette formule est la suivante :

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

Biens en France

Engagement

de

la Société.

(Timbre)

La Société (1)
déclare qu'elle possède ou exploite en France (2)

.....

Elle s'engage à payer la taxe sur le revenu et les amendes qui seront

exigibles en France, à raison de toutes les valeurs françaises, et prie Monsieur le Ministre des Finances de bien vouloir fixer le montant du cautionnement à verser à la Caisse des Dépôts et Consignations, et désigne M. (3) pour faire tout ce qui sera nécessaire à cet effet et acquitter les taxes.

le 19.. (4).

-
- (1) Indiquer la raison sociale et le siège de la société étrangère.
 - (2) Désigner les biens possédés ou exploités par la société en France.
 - (3) Indiquer le nom et le domicile.
 - (4) Dater, signer et faire légaliser ou certifier matériellement la ou les signatures.
-

REMARQUE. — Le cas échéant, la déclaration ci-dessus devra être remplacée par la suivante : « déclare qu'elle se propose de posséder ou d'exploiter en France ».

Cet acte doit être établi sur papier au timbre français.

Il peut être signé dans le pays où la société étrangère a son siège social. Cette signature pourra être donnée par la personne ayant, d'après les statuts, qualité pour engager la société ; l'acte devra être complété par les certifications et légalisations prescrites par la législation du pays où la société a son siège social, et il devra finalement être légalisé par le Consul de France. La signature du Consul doit être légalisée en France, par le Ministre des Affaires Etrangères.

Généralement, et d'ailleurs plus simplement, ledit acte est signé en France. La signature est donnée par la personne habilitée à cet effet, par une procuration, cette personne étant soit le directeur de la succursale ou de l'agence sise en France, soit tout autre mandataire — (voir ci-dessus, à l'Annexe 8, un modèle de procuration) — ; il suffit que cette signature soit légalisée par le Maire de la localité où demeure le signataire.

ANNEXE 18

Document prouvant la validité de l'engagement pris par la Société.

Voir les explications données à l'Annexe 6.

ANNEXE 19

Traduction en langue française de ce dernier document, au cas où il serait rédigé en langue étrangère.

Voir les explications données à l'Annexe 7.

ANNEXE 20

Procuration accréditant le mandataire de la Société étrangère auprès de l'Administration de l'Enregistrement.

Voir les explications données à l'Annexe 8.

b) RECEPTION DU CAUTIONNEMENT. RECEPISSE DU VERSEMENT DU CAUTIONNEMENT (Texte principal p. 19):

ANNEXE 21

Avis de décision fixant le montant du cautionnement.

Le Ministre des Finances ou, en vertu de la délégation du Ministre, le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, fixe le montant du cautionnement à déposer à la Caisse des Dépôts et Consignations. Le cautionnement est fixé à une somme qui ne peut être inférieure à la moitié du total des sommes présumées exigibles pour les trois années à venir. Dans l'Avis de décision, le fait générateur de l'impôt est rappelé ; ce fait générateur est, pour les sociétés dont nous nous occupons dans le présent ouvrage, la possession ou l'exploitation de biens en France.

L'Avis de décision est transmis à l'Administration départementale de l'Enregistrement. Cette Administration en informe le mandataire de la société, et celui-ci devra prendre connaissance, aux bureaux de l'Administration, de l'original dudit Acte, car il devra reproduire textuellement, dans l'Acte d'affectation dont nous allons parler ci-après, les termes par lesquels le fait générateur de l'impôt se trouve rappelé dans l'Avis de décision.

L'Avis de décision sera remis ultérieurement au mandataire de la société, en même temps que l'Acte d'affectation revêtu du visa de l'Administration.

ANNEXE 22

Acte d'affectation.

Après que le mandataire de la société a pris connaissance de l'Avis de décision, la société, ou son mandataire, doit souscrire une déclaration dite « Acte d'affectation de cautionnement ».

Par cet acte, la société :

1° déclare avoir pris connaissance de l'Avis de décision fixant le montant du cautionnement ;

2° s'engage à verser, à la Caisse des Dépôts et Consignations, la somme fixée, cette somme devant être spécialement affectée, au profit de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, aux paiements des taxes et amendes exigibles ;

et 3° autorise l'Administration de l'Enregistrement à prélever sur ce cautionnement le montant des taxes, amendes, frais et accessoires qui pourront être dus au Trésor.

Pour les sociétés étrangères qui traitent en France des affaires exclusivement commerciales ou industrielles, les seules sociétés dont nous nous occupons dans le présent ouvrage, l'affectation du cautionnement aux paiements des taxes et amendes s'entend uniquement de l'affectation aux paiements de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et des amendes y relatives.

L'Administration de l'Enregistrement délivre une formule d'après laquelle elle recommande que cet acte soit rédigé. Cette formule est la suivante :

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

N° 144 bis.

Acte d'affectation
de
cautionnement.

(Timbre).

(1)
déclare avoir pris connaissance d'une décision de M. le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, en date du, fixant à le montant du cautionnement à déposer par ladite Société en garantie du paiement des taxes et amendes qui pourront être exigibles, pendant (2), à raison (3)

En conséquence, (4)
à verser à la Caisse des Dépôts et Consignations, à Paris, la somme de , qui sera spécialement affectée, au profit de l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, aux paiements des taxes et amendes exigibles à raison du fait générateur ci-dessus énoncé. (5)
autorise, en outre, ladite Administration à prélever sur ce cautionnement le montant des taxes, amendes, frais et accessoires qui pourront être dus au Trésor ; ce prélèvement pourra être effectué en tout ou en partie par l'Administration de l'Enregistrement, par le seul défaut de paiement, à chaque échéance, des taxes exigibles, sans mise en demeure de la Société et sans que celle-ci ait à fournir une autorisation, soit à l'Administration de l'Enregistrement, soit à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Paris, le

*Vu pour légalisation ou pour certification
matérielle de la signature de*

Vu :

*Le Conseiller d'Etat,
Directeur général*

de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

(1) Indiquer la raison sociale et le siège de la Société étrangère, ou bien le nom et le domicile de son mandataire, auquel cas il y a lieu d'ajouter « Agissant comme mandataire de la Société (raison sociale et siège) en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés le ».

(2) « La durée de ses opérations en France », s'il s'agit de biens en France (pour le seul cas dont nous nous occupons ici).

(3) Reproduire ici textuellement les termes de la décision de M. le Directeur général déterminant le fait générateur de l'impôt.

(4) Je m'engage au nom de ladite Société, ou bien la Société s'engage.

(5) J' ou bien La Société.

REMARQUE. — L'Acte d'affectation est généralement établi par le mandataire de la Société. Ce mandataire ayant été désigné dans l'Engagement de la société, c'est la date à laquelle cet engagement a été signé qui doit alors suivre les mots : « en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés le » (voir le renvoi (1)).

Cet acte doit être établi sur papier au timbre français.

Il peut être signé dans le pays où la société étrangère a son siège social. Cette signature pourra être donnée par la personne ayant, d'après les statuts, qualité pour agir au nom de la société; l'acte devra être complété par les certifications et légalisations prescrites par la législation du pays où la société a son siège social, et il devra finalement être légalisé par le Consul de France. La signature du Consul doit être légalisée en France, par le Ministre des Affaires Etrangères.

Généralement, et plus simplement, l'acte considéré est signé en France. La signature est donnée par le mandataire désigné dans l'Engagement de la société (voir ci-dessus, Annexe 17). Il suffit que cette signature soit légalisée par le Maire de la localité où demeure le signataire.

L'Acte d'affectation, dûment légalisé, doit être présenté à l'Administration de l'Enregistrement pour être revêtu du visa du Directeur général. Il est ensuite remis, avec l'Avis de décision dont nous avons parlé ci-dessus, au mandataire de la société.

ANNEXE 23

Déclaration de consignation du cautionnement.

A la Caisse des Dépôts et Consignations, le mandataire de la société sera invité à faire, sur formule appropriée et en double exemplaire, la Déclaration de Consignation. La formule est la suivante :

CAISSE DES DÉPÔTS

ET

CONSIGNATIONS.

3^e Division.

1^{er} Bureau.

Déclaration de Consignation.

Lc
 M.
 demeurant à
 a consigné, en qualité (1)
 et des deniers de
 la somme de (2)

- (3)
 (4)

- (1) Indiquer la qualité de la partie versante.
 (2) En toutes lettres.
 (3) Indiquer la cause de la consignation.
 (4) Enoncer les charges de dépôt et les pièces jointes.

REMARQUE. — La première ligne de la formule est réservée à la date de l'établissement de la Déclaration. La deuxième ligne, l'est aux nom et prénoms du mandataire.

La ligne commençant par les mots « et des deniers de » doit être complétée par le nom du propriétaire des fonds au moment de la consignation ; ce propriétaire est généralement la société étrangère elle-même.

La ligne marquée (3) doit indiquer la cause de la consignation, c'est-à-dire le fait générateur de l'impôt exposé comme il l'a été dans l'Avis de décision et par conséquent tel qu'il a été reproduit dans l'Acte d'affectation.

Pour les sociétés dont nous nous occupons, la ligne marquée (4) et les suivantes sont simplement remplies comme suit :

Pièces jointes :

- Avis de décision du Ministre des Finances, ou du Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, en date du, fixant à la somme de francs le montant du cautionnement ;
- Acte d'affectation, en date du, visé par le Directeur général de l'Enregistrement, le
- Chèque N°, en date du, tiré par, sur, à l'ordre du Caissier général de la Caisse des Dépôts et Consignations, et s'élevant à la somme de francs ; (au cas où le versement est fait par chèque.)

Le mandataire devra faire suivre cette liste de sa signature. Il n'est pas nécessaire que cette signature soit certifiée ni légalisée.

ANNEXE 24

Récépissé du versement du cautionnement.

Le cautionnement à déposer doit légalement être versé en numéraire. Toutefois, dans la pratique, la Caisse des Dépôts et Consignations accepte la remise d'un chèque, établi à l'ordre du Caissier général de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Il est délivré récépissé du versement effectué.

Le récépissé délivré doit être confié, à titre de pièce justificative, au Receveur de l'Administration de l'Enregistrement chargé de la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Cette Administration conservera le récépissé pendant toute la durée de la consignation. Elle remet en échange du récépissé un reçu, et ce reçu est à conserver par la société, car il sera nécessaire à celle-ci pour retirer le cautionnement déposé. Nous conseillons de conserver également une copie du récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations.

§ 3. — *Relativement à la régularisation de la situation de la société à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement*

(Texte principal p. 20)

ANNEXE 25

Pétition en remise des amendes encourues pour régularisation tardive
de la situation de la Société
à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement.

(Timbre) (1)

A Monsieur le Directeur de l'Enregistrement (2)

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE
..... Bureau
Dossier N° (3)

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de mandataire de la Société
..... (raison sociale),
société étrangère dont le siège social est à
..... (adresse complète à l'étranger),
avec succursale en France (adresse complète),
a l'honneur de solliciter de votre bienveillance la remise des amendes
encourues par la société sus-nommée, pour avoir régularisé tardivement sa situa-
tion vis-à-vis de l'Administration de l'Enregistrement.

Le soussigné rappelle que la première opération faite en France par la
société eut lieu le (4);
que, malgré la diligence dont la société a fait preuve, les formalités de régula-
risation ne furent terminées que le ,
date à laquelle le représentant responsable fut agréé (5).

(1) Les pétitions en remise d'amendes doivent être rédigées sur papier
timbré.

(2) Les pétitions en remise d'amendes sont à adresser à la Direction départe-
mentale de l'Enregistrement. Le Directeur départemental statue dans la limite
de sa compétence (pénalités n'excédant pas 40.000 francs, décret du
19 août 1934), ou transmet à l'autorité compétente après instruction de la
demande.

(3) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge
du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

(4) Ou : « Le soussigné rappelle que la société s'installe en France le
..... (date de la signature du bail ou de l'entrée en jouissance
des locaux occupés par la succursale de ladite société); »

(5) Ou : « date à laquelle le récépissé du cautionnement déposé fut confié
à l'Administration de l'Enregistrement. »

Le soussigné peut vous assurer de l'entière bonne foi de la société, et que c'est par simple ignorance du détail des prescriptions de la loi française que des amendes ont été encourues pour régularisation tardive. Il espère que dans ces conditions vous voudrez bien accorder à la société la remise entière des amendes.

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de etc.

A, le 193 ,

(signature)

**Relativement aux obligations auxquelles doivent satisfaire
pendant leur existence en France,
les sociétés étrangères qui y traitent des affaires**

(Texte principal p. 22) :

ANNEXE 26

Demande de révision tendant à la réduction de la quotité imposable.

(Timbre) (1)

*A Monsieur le Directeur général de l'Enregistrement,
des Domaines et du Timbre. (1)*

MONSIEUR LE DIRECTEUR (1),

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE
..... Bureau (2)
Dossier N°

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de mandataire de la Société
..... (raison sociale),
société étrangère dont le siège social est à
..... (adresse complète à l'étranger),
avec succursale en France à (adresse complète),
a l'honneur de rappeler que, par décision de M. le Ministre des Finances
en date du

(1) La demande en réduction n'est à établir sur papier timbré que dans le cas où la quotité dont la réduction est sollicitée a été fixée par une décision ministérielle accordant, à la société, un délai pour présenter cette demande. Dans ce cas la demande doit être à l'adresse du Ministre.

(2) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

la quotité imposable fut fixée pour la société sus-nommée à
 pour la période s'étendant du au ;
 et de vous prier de vouloir bien faire procéder à la révision de cette quotité
 imposable, en vue de sa réduction pour la prochaine période d'imposition.

A l'appui de la présente requête, le soussigné expose que (1),
 et il joint les justifications suivantes :

..... (2).

En conséquence, le soussigné a l'honneur de solliciter la réduction à
 de la quotité imposable, pour la prochaine période d'imposition.

Veuillez, Monsieur le Directeur (ou Ministre), agréer l'expression
 de etc.

A , le 193 (3).

(signature)

ANNEXE 27

Demande de révision tendant à la réduction du montant du cautionnement.

(Timbre) (4)

*A Monsieur le Directeur général de l'Enregistrement,
 des Domaines et du Timbre.*

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

..... Bureau
 Dossier N° (5)

Le soussigné (nom et prénoms),
 demeurant à (adresse complète),

(1) Donner toutes les raisons justifiant la demande. Par exemple, par la
 comparaison du chiffre des affaires totales réalisées par la société à celui des
 affaires faites en France exclusivement, pendant les trois derniers exercices,
 faire ressortir que le rapport ainsi obtenu est plus faible que la quotité im-
 posable actuellement appliquée.

(2) Notamment, comme justification du chiffre des affaires faites en France,
 présenter, en communication, les reçus relatifs aux paiements de la taxe sur
 le chiffre d'affaires effectués par la succursale française de la société.

(3) La demande ci-dessus sera déposée à la Direction départementale de
 l'Enregistrement ; nous recommandons que ce dépôt ait lieu neuf mois environ
 avant l'expiration de la période en cours, de manière à ce que la décision de
 l'Administration puisse intervenir quatre mois au moins avant l'échéance de
 cette période.

(4) Les demandes de réduction du montant du cautionnement doivent être
 rédigées sur papier timbré.

(5) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge
 du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

agissant en qualité de mandataire de la Société
 (raison sociale),
 société étrangère dont le siège social est à
 (adresse complète à l'étranger),
 avec succursale en France (adresse complète),

a l'honneur de rappeler :

que, par décision de M. le Ministre des Finances (ou, le cas échéant, de M. le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre) en date du, le montant du cautionnement que la société sus-nommée devait déposer, à la Caisse des Dépôts et Consignations, fut fixé à la somme de francs ;

que la société sus-nommée déposa, à la Caisse des Dépôts et Consignations, le cautionnement fixé, ainsi que l'a constaté le récépissé n° (1), en date du (1), délivré par le Caissier général de la dite Caisse, récépissé qui a été confié au Receveur de l'Administration de l'Enregistrement chargé de la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

et de vous prier de vouloir bien faire procéder à la révision de ce cautionnement, en vue de sa réduction.

A l'appui de la présente requête, le soussigné expose que (2).

En conséquence, le soussigné a l'honneur de solliciter la réduction du montant du cautionnement actuellement déposé.

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de etc.

A, le 193 (3).

(signature)

(1) Les renseignements à donner figurent sur le récépissé délivré lors du dépôt du cautionnement, récépissé dont nous avons conseillé de prendre copie.

(2) Par exemple, indiquer :

que les distributions de bénéfices opérées par la société, au cours des derniers exercices, furent inférieures à celles qui avaient été envisagées lors de la constitution ou de la dernière révision du cautionnement ;

que la quotité imposable, primitivement fixée à, fut réduite à, par décision de M. le Ministre des Finances en date du ;

que la quotité imposable fit l'objet en date du, d'une demande de révision tendant à réduction.

(3) La réduction du cautionnement constitué ou antérieurement révisé peut être obtenue soit au moment de la fixation dite définitive de la quotité imposable, soit au moment de l'expiration d'une période quelconque d'imposition. Afin que l'Administration ait le temps de procéder à l'examen de la demande en réduction, nous conseillons de faire le dépôt de cette demande soit environ six mois avant la date à laquelle doit intervenir la fixation dite définitive de la quotité imposable, soit en même temps que celui de la demande de réduction de la quotité imposable, pour permettre l'examen simultané des deux demandes.

La demande est à déposer à la Direction départementale de l'Enregistrement.

ANNEXE 28

Demande de remboursement partiel du cautionnement.

*A Monsieur le Directeur de la Caisse des Dépôts
et Consignations.*

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de mandataire de la Société
..... (raison sociale),
société étrangère dont le siège social est à
..... (adresse complète à l'étranger),
avec succursale en France à (adresse complète),
a l'honneur de rappeler :

que, le (1), la société sus-nommée
déposa à votre caisse, à titre de cautionnement, la somme de francs
(Récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations N° (2), Registre
des Déclarations N° (2)) ;

que, par Autorisation ci-jointe, en date du ;
M. le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, fit
connaître sa décision de réduire le montant du cautionnement, ramené à la
somme de francs, et autorisa le remboursement de l'excédent,
soit de francs ;

et il a l'honneur de vous prier de vouloir bien faire inscrire ladite somme
de (3) francs, au crédit de la société sus-nommée, au compte
suivant :

Compte n° (4),
Banque (5),
à (6).

Veillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de etc.

A, le 193 .

(signature)

Pièce jointe :

— Autorisation de remboursement partiel,
en date du

(1) Date à laquelle fut déposé le cautionnement.

(2) Les renseignements à donner figurent sur le récépissé délivré lors du
dépôt du cautionnement, récépissé dont nous avons conseillé de prendre copie.

(3) Montant de la somme dont le remboursement a été autorisé.

(4) Numéro du compte en banque de la société.

(5) Dénomination de la banque où la société a son compte.

(6) Adresse complète de ladite Banque.

N. B. — La demande ci-dessus peut être établie sur papier non timbré

ANNEXE 29

Demande de perception des intérêts produits par le cautionnement.

(Timbre) (1)

*A Monsieur le Directeur de la Caisse des Dépôts
et Consignations.*

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de mandataire de la Société
..... (raison sociale),
société étrangère dont le siège social est à
..... (adresse complète à l'étranger),
avec succursale en France à (adresse complète),
a l'honneur de rappeler que, le (2),
la société sus-nommée déposa à votre caisse, à titre de cautionnement, la somme
de francs (Récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations
N° (3), Registre des Déclarations N° (3));

et de vous prier de vouloir bien faire inscrire les intérêts produits par ledit
cautionnement, depuis le (4), au crédit de la société sus-
nommée, au compte suivant :

Compte n° (5),
Banque (6),
à (7).

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de etc.

A , le 193 .

(signature)

(1) La première demande est à établir sur papier timbré ; les autres
peuvent être faites sur papier non timbré.

(2) Date à laquelle fut déposé le cautionnement.

(3) Les renseignements à donner figurent sur le récépissé délivré lors du
dépôt du cautionnement, récépissé dont nous avons conseillé de prendre copie.

(4) Indiquer, selon le cas, soit la date du dépôt du cautionnement, s'il
s'agit de la première demande, soit la date de la précédente échéance, s'il
s'agit de demandes subséquentes.

(5) Numéro du compte en banque de la société.

(6) Dénomination de la banque où la société a son compte.

(7) Adresse complète de ladite banque.

N. B. — Une demande analogue à celle ci-dessus est à adresser chaque
année, dans le courant du mois de décembre, à la Caisse des Dépôts et Consi-
gnations. Nous rappelons que le cautionnement produit intérêt, à raison de
deux pour cent par année, à compter du soixante et unième jour de la date
du versement, et que les intérêts non encaissés par la société se prescrivent
par cinq ans.

ANNEXE 30

Demande tendant à la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

(Timbre) (1)

A Monsieur le Directeur de l'Enregistrement.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

..... Bureau
Dossier N° (2)

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de mandataire de la Société
..... (raison sociale),
société étrangère dont le siège social est à
..... (adresse complète à l'étranger),
avec succursale en France à (adresse complète),
a l'honneur de vous prier de vouloir bien autoriser la restitution, à la dite
société, de l'excédent calculé ci-dessous, provenant des acomptes trimestriels
versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

A l'appui de la présente demande, le soussigné rappelle :

que l'exercice social de la société commence le
et se termine le ;

que pour l'exercice clos le, les acomptes trimestriels sui-
vants furent versés, à l'Administration de l'Enregistrement, au titre de l'impôt
sur le revenu des valeurs mobilières :

pour le (3) trimestre 193... : (4) francs,

—	—	—	:		—
—	—	—	:		—
—	—	—	:		—

soit au total (a) francs;

que le (5), la société sus-nommée déposa, au Bureau
N° de la dite Administration, l'extrait des délibérations et la copie

(1) Les demandes en restitution doivent être rédigées sur papier timbré.

(2) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

(3) Rang des trimestres pour lesquels les acomptes furent versés par la société.

(4) Montant des acomptes trimestriels versés.

(5) Date du dépôt des documents.

des comptes rendus relatifs à l'exercice considéré, ainsi que la traduction de ces documents ;

qu'il résulte desdits documents que la société n'a pas distribué de dividendes pour ledit exercice (1).

En conséquence, le soussigné a l'honneur de vous prier, Monsieur le Directeur, de vouloir bien autoriser la restitution par l'Administration de ladite somme de francs.

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de etc.

A, le 193 (2).

(signature)

ANNEXE 31

Certificat attestant qu'aucun dividende n'a été distribué (3).

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de (4)
de la Société (raison sociale),
dont le siège social est à (adresse complète à l'étranger),
avec succursale en France à (adresse complète),
déclare :

qu'en sa dite qualité, il a à sa disposition les registres des délibérations des assemblées générales des actionnaires et des conseils d'administration, ainsi que tous les livres de comptabilité de ladite société ;

qu'il a examiné lesdits registres et livres pour l'exercice social s'étendant du au ;

que pour ledit exercice, aucun dividende n'a été distribué ;

qu'en outre, d'après les lois de l'Etat de (5), le conseil d'administration a qualité pour déclarer les dividendes, et que d'autre part il est d'usage pour les conseils d'administration d'omettre dans les procès-verbaux de leurs délibérations toute référence aux dividendes lorsque les conditions sont telles qu'ils estiment inopportun d'en déclarer, ce qui explique que la société

(1) ou : qu'il résulte de ces documents que le dividende afférent audit exercice a été de, et que la liquidation de l'impôt dû pour ledit exercice fait ressortir une taxe de (b) francs, d'où résulte un excédent versé de (a) — (b) = ... francs.

(2) Pour éviter que l'excédent perçu ne demeure acquis à l'Etat par prescription, la demande en restitution doit être adressée dans les cinq ans à compter de la date à laquelle les comptes de l'exercice considéré ont été arrêtés, par le conseil d'administration ou l'assemblée générale des actionnaires, suivant celui de ces deux organes qui est qualifié à cet effet par la législation du pays où la société a son siège social.

(3) Le certificat ci-dessus sera établi dans les formes prescrites par la loi du pays où la société étrangère a son siège social.

(4) Le signataire doit être l'un des représentants légaux de la société, par exemple, le Président de la société.

(5) Etat dans lequel la société étrangère a son siège social.

se trouve dans l'impossibilité de fournir un extrait de la délibération décidant la non-distribution de dividende pour l'exercice considéré.

Le soussigné certifie que tout ce qui précède est exact et sincère.

A, le 193 .

(signature) (1).

ANNEXE 32

**Pétition en remise des amendes encourues pour retard
dans le dépôt des documents permettant la liquidation de l'impôt.**

(Timbre) (2)

A Monsieur le Directeur de l'Enregistrement (3).

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

..... Bureau (4)

Dossier N°

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de mandataire de la Société
..... (raison sociale),
société étrangère dont le siège social est à
..... (adresse complète à l'étranger),
avec succursale en France à (adresse complète),
a l'honneur de solliciter de votre bienveillance la remise des amendes
encourues par la société sus-nommée, pour n'avoir pas déposé à l'Administration

(1) Il n'est pas exigé que ce document soit vérifié ni certifié par le consul ou par un agent diplomatique français. Nous estimons qu'il est bon de faire légaliser la signature y apposée par les autorités de l'Etat où la société étrangère a son siège social, conformément à la législation de cet Etat, bien que cela ne soit pas prescrit.

N. B. — Le Certificat donnant les renseignements et déclarations ci-dessus indiqués est un document supplémentaire spécial que nous conseillons de joindre aux documents déposés à l'Administration de l'Enregistrement, dans le cas où aucun dividende n'a été distribué et où cette circonstance n'a été déclarée ni mentionnée dans aucun de ceux-ci.

(2) Les pétitions en remise d'amendes doivent être rédigées sur papier timbré.

(3) Les pétitions en remise d'amendes sont à adresser à la Direction départementale de l'Enregistrement. Le Directeur départemental statue dans la limite de sa compétence (pénalités n'excédant pas 40.000 francs, décret du 19 août 1934), ou transmet à l'autorité compétente après instruction de la demande.

(4) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

de l'Enregistrement dans les délais légaux les documents permettant la liquidation de l'impôt sur le revenu dû par ladite société, pour l'exercice

A l'appui de la présente demande, le soussigné expose :

que la délibération approuvant les comptes dudit exercice eut lieu le

que l'établissement des copies de ladite délibération et des comptes rendus afférents à l'exercice en question, puis la traduction de ces documents, enfin leur transmission en France, n'ont pas permis de les déposer à votre Administration avant le

Le soussigné peut vous assurer de l'entière bonne foi de la société, et que ce n'est pas en raison d'un manque de diligence que le dépôt en question a été fait tardivement. Il espère que dans ces conditions vous voudrez bien, Monsieur le Directeur, réserver un accueil favorable à la présente requête.

A, le 193 .

(signature)

ANNEXE 33

Pétition en remise des amendes encourues pour retard dans le paiement de l'impôt.

(Timbre) (1)

A Monsieur le Directeur de l'Enregistrement (2).

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

..... Bureau (3)

Dossier N°

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de mandataire de la Société
..... (raison sociale),
société étrangère dont le siège social est à
..... (adresse complète à l'étranger),
avec succursale en France à (adresse complète),
a l'honneur de solliciter de votre bienveillance la remise des amendes

(1) Les pétitions en remise d'amendes doivent être rédigées sur papier timbré.

(2) Les pétitions en remise d'amendes sont à adresser à la Direction départementale de l'Enregistrement. Le Directeur départemental statue dans la limite de sa compétence (pénalités n'excédant pas 40.000 fr., décret du 19 août 1934), ou transmet à l'autorité compétente après instruction de la demande.

(3) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

encourues par la société sus-nommée, pour n'avoir pas acquitté dans les délais légaux la taxe trimestrielle sur le revenu, due pour le trimestre de l'année

Le soussigné s'excuse de ce retard, dû à (1).
Pouvant vous assurer de l'entière bonne foi de la société, il espère que vous voudrez bien, Monsieur le Directeur, réserver un accueil favorable à la présente requête.

A, le 193 .

(signature)

Relativement aux obligations auxquelles doivent satisfaire en raison de la cessation de leur activité en France, les sociétés étrangères qui y traitaient des affaires

(Texte principal, p. 48) :

ANNEXE 34

Certificat attestant, lorsque la cessation des affaires en France intervient en cours d'exercice, la distribution ou la non-distribution de dividendes et autres revenus au cours de cet exercice (2).

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de (3)
de la Société (raison sociale),
dont le siège social est à (adresse complète à l'étranger),
société qui avait ouvert une succursale en France, à
..... (adresse complète),
et qui cessa toutes affaires en France le
déclare :

que le capital de ladite société s'élève à la somme de, qu'il est divisé en actions d'une valeur nominale de chacune, comprenant actions privilégiées et actions ordinaires ;

que l'exercice social de la société commence le et se termine le ;

qu'en sa susdite qualité, le soussigné a à sa disposition les registres des délibérations des assemblées générales des actionnaires et des conseils d'administration, ainsi que tous les livres de comptabilité de la société ;

(1) Raisons du retard : absence, maladie, inadvertance, ignorance de la loi, ...

(2) Le certificat ci-dessus sera établi dans les formes prescrites par la loi du pays où la société a son siège social.

(3) Le signataire doit être l'un des représentants légaux de la société, par exemple, le Président de la société.

qu'il résulte de l'examen desdits registres et livres :

1° que par délibération de (1),
en date du, délibération dont copie et traduction
sont ci-jointes, la société décida de cesser de traiter des affaires en France,
et de fermer le la succursale qu'elle
y avait ouverte ;

2° que pendant la période s'étendant du,
date du commencement de l'exercice social, au,
date de la fermeture de la succursale en France,

il n'a été payé aucun dividende, intérêt, revenu, lot ou prime de rembour-
sement,

il n'a été émis aucune obligation ni contracté aucun emprunt,

il n'a été procédé à aucun remboursement ou amortissement de capital,

il n'a été distribué aucun bénéfice, jeton de présence, ni aucune autre rému-
nération aux membres du conseil d'administration,

enfin, il n'a été payé aucun jeton de présence aux actionnaires de la société (2).

Le soussigné certifie en toute sincérité que tout ce qui précède est exact.

(1) son conseil d'administration, { (suivant celui de ces deux organes
ou qui est qualifié par la législation
l'assemblée générale de ses actionnaires { du pays où la société a son siège
social.)

(2) Si des dividendes ou autres revenus ont été distribués, le paragraphe 2°
sera à rédiger en conséquence. Par exemple, s'il a été distribué des dividendes,
on pourra dire :

« 2° que pendant la période s'étendant du, date du commen-
cement de l'exercice social, au, date de la fermeture de la succursale
en France, les dividendes suivants furent mis en distribution :

sur les actions privilégiées,
dont la valeur nominale est de :

le (date), ... %, (pourcentage du dividende)

le %,

le %,

sur les actions ordinaires,
dont la valeur nominale est de :

le %,

le %,

le % ;

qu'indépendamment des susdits dividendes, pendant ladite période,
il n'a été payé aucun intérêt ni autre revenu, lot ou prime de remboursement,
il n'a été émis aucune obligation ni contracté aucun emprunt,
il n'a été procédé à aucun remboursement ou amortissement de capital,
il n'a été distribué aucun bénéfice, jeton de présence ni aucune autre rémuné-
ration aux membres du conseil d'administration,
enfin, il n'a été payé aucun jeton de présence aux actionnaires de la société. »

(Joindre à l'appui de ce certificat l'extrait des délibérations ayant décidé
les susdites distributions, si ces extraits n'ont pas déjà été fournis, comme ils
auraient dû l'être, dans les vingt jours de la date de ces délibérations.)

A, le 193..

(signature) (1)

Pièces jointes :

Copie et traduction de la délibération en date du (2).

ANNEXE 35

Demande tendant à la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en raison de la cessation des affaires en France de la Société étrangère.

(Timbre) (3)

A Monsieur le Directeur de l'Enregistrement,

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

..... Bureau (4)

Dossier N°

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de mandataire de la Société
..... (raison sociale),
société étrangère dont le siège social est à
..... (adresse complète à l'étranger),
société qui avait ouvert une succursale en France à
..... (adresse complète),
et qui cessa toutes affaires en France le
a l'honneur de vous prier de vouloir bien autoriser la restitution à ladite

(1) Il n'est pas exigé que ce document soit vérifié ni certifié par le consul ou par un agent diplomatique français. Nous estimons qu'il est bon de faire légaliser la signature y apposée par les autorités de l'Etat où la société étrangère a son siège social, conformément à la législation de cet Etat, bien que cela ne soit pas prescrit.

(2) Date de la délibération, du conseil d'administration ou de l'assemblée générale des actionnaires, par laquelle la société décida de cesser de traiter des affaires en France.

N. B. — Le certificat ci-dessus, étant par hypothèse délivré en cours d'exercice, ne peut être appuyé par les résultats non encore connus de cet exercice. Il est donc nécessaire de l'établir d'une manière aussi complète et précise que possible, afin qu'il permette à l'Administration de l'Enregistrement de se rendre compte que, pour la période considérée, aucun élément imposable n'a échappé à l'impôt.

(3) Les demandes en restitution doivent être rédigées sur papier timbré.

(4) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

société de l'excédent calculé ci-dessous, provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

A l'appui de la présente demande, le soussigné rappelle :

que l'exercice social de la société commence le
et se termine le;

que par délibération de (1),
en date du, délibération dont copie et traduction
ont été remises au Bureau sus-indiqué, le,
la société décida de cesser de traiter des affaires en France, et de fermer
le, la succursale qu'elle y avait ouverte;

que pour le dernier exercice pendant lequel la société a opéré en France,
les acomptes trimestriels suivants furent versés, à l'Administration de l'Enre-
gistrement, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières :

pour le	(2) trimestre 193...		(3) francs
—	—	—	
—	—	—	
—	—	—	

soit au total (a) francs ;

que le (4), la société sus-nommée
déposa, au Bureau N° de ladite Administration, l'extrait des délibé-
rations et la copie des comptes rendus relatifs à l'exercice considéré, ainsi
que la traduction de ces documents ;

qu'il résulte desdits documents que la société n'a pas distribué de divi-
dendes pour ledit exercice (5).

En conséquence, le soussigné a l'honneur de vous prier, Monsieur le
Directeur, de vouloir bien autoriser la restitution par l'Administration de
ladite somme de francs.

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de etc.

A, le 193.. (6).

(signature)

(1) son conseil d'administration, ou l'assemblée générale de ses actionnaires,
(suivant celui de ces deux organes qui est qualifié par la législation du pays
où la société a son siège social).

(2) Rang des trimestres pour lesquels les acomptes furent versés par la
société.

(3) Montant des acomptes trimestriels versés.

(4) Date du dépôt des documents.

(5) ou : qu'il résulte desdits documents que le dividende afférent audit
exercice a été de, et que la liquidation de l'impôt dû pour ledit
exercice fait ressortir une taxe de (b) francs, d'où résulte un excédent
versé de (a) — (b) = ... francs.

(6) Pour éviter que l'excédent perçu ne demeure acquis à l'Etat par
prescription, la demande en restitution doit être adressée dans les cinq ans à
compter de la date à laquelle les comptes de l'exercice considéré ont été arrêtés
par le conseil d'administration ou l'assemblée générale des actionnaires, suivant
celui de ces deux organes qui est qualifié à cet effet par la législation du
pays où la société a son siège social.

ANNEXE 36

Demande tendant à la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en raison de la liquidation de la Société étrangère.

(Timbre) (1)

A Monsieur le Directeur de l'Enregistrement,

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

..... Bureau

Dossier N° (2)

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de liquidateur de la Société
..... (raison sociale),
société étrangère dont le siège social est à
..... (adresse complète à l'étranger),
avec succursale en France à (adresse complète),
a l'honneur de vous prier de vouloir bien autoriser la restitution à ladite
société de l'excédent calculé ci-dessous, provenant des acomptes trimestriels
versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

A l'appui de la présente demande, le soussigné rappelle :

que l'exercice social de la société commençait le
et se terminait le ;

que par délibération de l'assemblée générale de ses actionnaires en date
du, délibération dont copie et traduction
ont été remises au Bureau sus-indiqué, le
la société est entrée en liquidation le (3) ;

que depuis le, date d'ouverture du dernier
exercice social, les acomptes trimestriels suivants furent versés, à l'Adminis-
tration de l'Enregistrement, au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs
mobilières :

pour le (4) trimestre 193.. : (5) francs

—		—	—	:		—
—		—	—	:		—
—		—	—	:		—

soit au total francs ;

(1) Les demandes en restitution doivent être rédigées sur papier timbré.

(2) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

(3) ou la phrase : que cette société est entrée en liquidation par suite de l'arrivée de son terme, le

(4) Rang des trimestres pour lesquels les acomptes furent versés par la société.

(5) Montant des acomptes trimestriels versés.

que le (1), la société sus-nommée déposa, au Bureau sus-indiqué de ladite Administration, la copie et la traduction des comptes de la liquidation de la société ainsi que du procès-verbal de l'assemblée qui a approuvé ces comptes (2);

qu'il résulte desdits documents que la société n'a distribué, depuis le premier jour du dernier exercice social jusqu'au terme de sa liquidation, aucun bénéfice ou autre revenu (3).

En conséquence, le soussigné a l'honneur de vous prier, Monsieur le Directeur, de vouloir bien autoriser la restitution par l'Administration de ladite somme de francs.

Veillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de etc.

A, le 193.. (4).

(signature) (5).

ANNEXE 37

Demande tendant à la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, en raison de la faillite de la Société étrangère.

(Timbre) (6)

A Monsieur le Directeur de l'Enregistrement,

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

..... Bureau

Dossier N° (7)

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),

(1) Date du dépôt des documents.

(2) Pour éviter toute amende, ces pièces doivent avoir été déposées dans les vingt jours qui ont suivi la date de l'assemblée des actionnaires qui a approuvé les comptes de la liquidation de la société.

(3) ou : que la liquidation de l'impôt dû sur les bénéfices et autres revenus distribués depuis le premier jour du dernier exercice social jusqu'au terme de la liquidation de la société fait ressortir un excédent perçu par l'Administration de francs.

(4) Pour éviter que l'excédent perçu ne demeure acquis à l'Etat par prescription, la demande en restitution doit être adressée dans les cinq ans à compter de la date de l'assemblée générale des actionnaires qui a approuvé les comptes de la liquidation de la société étrangère.

(5) Il n'est pas exigé que ce document soit vérifié ni certifié par le consul ou par un agent diplomatique français. Nous estimons qu'il est bon de faire légaliser la signature y apposée par les autorités de l'Etat où la société étrangère a son siège social, conformément à la législation de cet Etat, bien que cela ne soit pas prescrit.

(6) Les demandes en restitution doivent être rédigées sur papier timbré.

(7) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

agissant en qualité de syndic de la faillite (1) de la Société
 (raison sociale),
 société étrangère dont le siège social est à
 (adresse complète à l'étranger),
 avec succursale en France à (adresse complète),

a l'honneur de vous prier de vouloir bien autoriser la restitution à ladite société de l'excédent calculé ci-dessous, provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

A l'appui de la présente demande, le soussigné rappelle :

que l'exercice social de la société commençait le
 et se terminait le

que par jugement du Tribunal (2),
 en date du, jugement dont la copie et la traduction
 sont ci-annexées, la susdite société fut déclarée en faillite;

que depuis le, date d'ouverture du
 dernier exercice social, les acomptes trimestriels suivants furent versés, à
 l'Administration de l'Enregistrement, au titre de l'impôt sur le revenu des
 valeurs mobilières :

pour le (3) trimestre 193... : (4) francs,

—		—	—	:		—
—		—	—	:		—
—		—	—	:		—

soit au total francs;

qu'il résulte des comptes de la société relatifs à la période comprise entre
 le premier jour du dernier exercice social et la date du jugement déclaratif
 de faillite et de ceux relatifs aux opérations de la faillite, comptes dont la copie
 et la traduction sont ci-annexées, que pendant cette période la société n'a
 distribué aucun bénéfice ou autre revenu (5).

En conséquence, le soussigné a l'honneur de vous prier, Monsieur le

(1) ou : en qualité de (tout représentant légal de la société en
 faillite, d'après la législation du pays où elle a son siège social).

(2) Nom de la juridiction, et nom de la ville où siège le tribunal.

(3) Rang des trimestres pour lesquels les acomptes furent versés par la
 société.

(4) Montant des acomptes trimestriels versés.

(5) ou : que la liquidation de l'impôt dû sur les bénéfices et autres revenus
 distribués depuis le premier jour du dernier exercice social jusqu'à la clôture
 des opérations de la faillite fait ressortir un excédent perçu par l'Administration
 de francs.

Directeur, de vouloir bien autoriser la restitution par l'Administration de ladite somme de francs.

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de etc.

A, le 193.. (1).

(signature) (2).

Pièces jointes :

— Copie et traduction du jugement en date du (3)

— Copie et traduction des comptes.

ANNEXE 38

Déclaration de dénonciation de l'engagement du représentant responsable.

(Timbre) (4)

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

..... Bureau (5)

Dossier N°

Biens en France

Déclaration de
dénonciation de
l'engagement du
représentant
responsable.

..... (6),
agréé comme représentant responsable de la Société (7),

(1) Pour éviter que l'excédent perçu ne demeure acquis à l'Etat par prescription, la demande en restitution doit être adressée, dans le cas ici prévu, dans les cinq ans à compter de la date de la clôture des opérations de la faillite. Si la demande tendait à la restitution d'un excédent provenant d'acomptes trimestriels versés pour un exercice antérieur à celui au cours duquel le jugement déclaratif de faillite a été rendu, elle devrait être adressée dans les cinq ans à compter de la date de l'assemblée qui a arrêté les comptes de l'exercice pour lequel ces acomptes trimestriels ont été versés.

(2) Il n'est pas exigé que ce document soit vérifié ni certifié par le consul ou par un agent diplomatique français. Nous estimons qu'il est bon de faire légaliser la signature y apposée, par les autorités de l'Etat où la société étrangère a son siège social, conformément à la législation de cet Etat, bien que cela ne soit pas prescrit.

(3) Date du jugement déclaratif de faillite.

(4) La déclaration de dénonciation de l'engagement du représentant responsable doit être établie sur papier timbré.

(5) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

(6) Nom, prénoms, profession et domicile du représentant responsable, ou, s'il s'agit d'une société, raison sociale et adresse du siège social.

(7) Raison sociale et adresse du siège social de la société étrangère.

à raison des biens que cette société possède ou exploite en France, spécialement de (1),

déclare ici dénoncer son engagement de représentant responsable de ladite société, à compter du, date de l'expiration de la période d'imposition en cours,

et demande qu'il lui soit donné acte de la présente déclaration (2).

A, le 193..

(signature) (3).

ANNEXE 39

Demande tendant à obtenir l'autorisation de remboursement du cautionnement.

(Timbre) (4)

*A Monsieur le Directeur général de l'Enregistrement,
des Domaines et du Timbre.*

SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

..... Bureau
Dossier N° (5)

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),

(1) Désigner les biens possédés ou exploités en France par la société étrangère. Par exemple, indiquer « la succursale, installée à ».

(2) Il est toujours donné acte de la dénonciation, avec indication de la date à partir de laquelle cessera, pour l'avenir, la responsabilité du représentant responsable.

(3) La signature doit être légalisée par le Maire de la localité où est domicilié le représentant responsable.

N. B. — La déclaration ci-dessus doit être remise, contre récépissé, entre les mains du receveur de l'enregistrement qui a charge du dossier de la société étrangère, ou adressée à cet agent, par la poste, sous pli recommandé.

Cette déclaration doit parvenir à l'Administration trois mois au moins avant l'expiration de la période d'imposition en cours, pour que le représentant responsable soit déchargé pour l'avenir à partir de cette expiration — le représentant responsable qui désire être déchargé pour l'avenir à compter de l'expiration d'une période d'imposition prenant fin le 31 décembre, doit faire parvenir sa déclaration à l'Administration au plus tard le 30 septembre précédent.

(4) Les demandes d'autorisation de remboursement du cautionnement doivent être établies sur papier timbré.

(5) Numéro du Bureau de l'Administration de l'Enregistrement qui a charge du dossier de la société, et numéro dudit dossier.

agissant en qualité de mandataire (1) de la Société
 (raison sociale),
 société étrangère dont le siège social est à
 (adresse complète à l'étranger),
 société qui avait ouvert une succursale en France à
 (adresse complète),
 et qui cessa toutes affaires en France le

a l'honneur de vous prier de vouloir bien autoriser le remboursement du cautionnement déposé par la société sus-nommée, cautionnement s'élevant à la somme de francs.

A l'appui de la présente demande, le soussigné rappelle :

que, par décision de M. le Ministre des Finances (ou, le cas échéant, de M. le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre) en date du, le montant du cautionnement que la société sus-nommée devait déposer, à la Caisse des Dépôts et Consignations, fut fixé à la susdite somme de francs ;

que la société sus-nommée déposa, à la Caisse des Dépôts et Consignations, le cautionnement fixé, ainsi que l'a constaté le récépissé n° (2), en date du (2), délivré par le Caissier général de ladite Caisse, récépissé qui a été confié au Receveur de l'Administration de l'Enregistrement chargé de la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

que la société sus-nommée cessa de traiter des affaires en France le (3) ;

qu'elle remit le, à l'Administration de l'Enregistrement, les documents permettant à cette Administration de liquider l'impôt dont la société pouvait être encore redevable en France, et qu'elle acquitta toutes les taxes qui lui avaient été réclamées par ladite Administration.

La société sus-nommée s'étant entièrement libérée de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et ayant cessé toutes affaires en France, le soussigné sollicite, au nom de ladite société, l'autorisation du remboursement à cette

(1) ou, en cas de liquidation ou de mise en faillite de la société étrangère, en qualité de liquidateur, ou de syndic de la faillite (ou tout autre représentant légal de la société en faillite, d'après la législation du pays où elle a son siège social).

(2) Les renseignements à donner figurent sur le récépissé délivré lors du dépôt du cautionnement, récépissé dont nous avons conseillé de prendre copie.

(3) Le cas échéant, cette phrase serait à remplacer par :

« Que la société sus-nommée fut mise en liquidation le »,
 ou par :

« Que la société sus-nommée fut déclarée en faillite le ».

société du cautionnement qu'elle a déposé en garantie du paiement dudit impôt.

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de etc.

A, le 19..

(signature) (1)

ANNEXE 40

Demande de remboursement du cautionnement.

*A Monsieur le Directeur de la Caisse des Dépôts
et Consignations.*

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Le soussigné (nom et prénoms),
demeurant à (adresse complète),
agissant en qualité de mandataire (2) de la Société
..... (raison sociale),
société étrangère dont le siège social est à
..... (adresse complète à l'étranger),
société qui avait ouvert une succursale en France à
..... (adresse complète),
et qui cessa toutes affaires en France le
a l'honneur de rappeler :
que, le (3), la société sus-nommée
déposa à votre caisse, à titre de cautionnement, la somme de
francs (Récépissé de la Caisse des Dépôts et Consignations N° (4),
ci-joint ; Registre des Déclarations N° (4)) ;
que, par Autorisation ci-jointe, en date du,

(1) Si la demande est signée par le mandataire de la société qui a été accrédité auprès de l'Administration de l'Enregistrement, par une procuration établie suivant le modèle que nous avons donné à l'Annexe 8, la signature de ce mandataire n'a pas besoin d'être légalisée, car elle est connue de l'Administration. Si la demande est signée à l'étranger, par le liquidateur, ou par le syndic de la faillite, ou par tout autre représentant légal de la société étrangère, il n'est pas exigé que ce document soit vérifié ni certifié par le consul ou par un agent diplomatique français ; nous estimons qu'il est bon de faire légaliser la signature y apposée par les autorités de l'Etat où la société étrangère a son siège social, conformément à la législation de cet Etat.

(2) ou, en cas de liquidation ou de mise en faillite de la société étrangère, en qualité de liquidateur, ou de syndic de la faillite (ou tout autre représentant légal de la société en faillite, d'après la législation du pays où elle a son siège social).

(3) Date à laquelle fut déposé le cautionnement.

(4) Les renseignements à donner figurent sur le récépissé délivré lors du dépôt du cautionnement.

M. le Directeur général de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre, permet le remboursement de cette somme de francs, que ladite société avait déposée à la Caisse des Dépôts et Consignations;

et il a l'honneur de vous prier de vouloir bien faire inscrire ladite somme de francs au crédit de la société sus-nommée, au compte suivant :

Compte n° (1),
Banque (2),
à (3).

Veuillez, Monsieur le Directeur, agréer l'expression de etc.

A, le 19.. (4).

(signature)

Pièces jointes :

- Récépissé n°
- Autorisation de remboursement
en date du

Déclarations à faire conformément aux prescriptions de la convention franco-américaine concernant les doubles impositions

(Texte principal pages 352 et 361)

ANNEXE 41

**Convention franco-américaine concernant les doubles impositions,
signée à Paris le 27 avril 1932.**

DECLARATION prescrite par l'article 5 :

Société américaine possédant en France un établissement stable.

Le soussigné,

..... (nom et prénoms),
agissant en qualité de Président de la Société

(1) Numéro du compte en banque de la société.

(2) Dénomination de la banque où la société a son compte.

(3) Adresse complète de ladite banque.

(4) Alors que les intérêts produits par le cautionnement se prescrivent par cinq ans, le principal du cautionnement ne se prescrit que par trente ans, de sorte que la présente demande peut valablement être faite dans les trente ans à compter du jour où la société était en droit de demander ce remboursement, c'est-à-dire, dans le cas envisagé, à compter de la date de l'autorisation de remboursement du cautionnement. Toutefois, nous conseillons vivement de présenter la demande de remboursement le plus tôt possible après l'obtention de ladite autorisation, afin d'éviter la possibilité de complications risquant d'en compromettre le résultat.

N. B. — La demande ci-dessus peut être établie sur papier non timbré.

société anonyme constituée conformément aux lois de l'Etat de
 et dont le siège social est aux Etats-Unis d'Amérique,
 à (adresse complète),
 autorisé à signer la présente déclaration par une décision du Conseil d'adminis-
 tration de ladite société, en date du ,
 décision dont copie, certifiée, légalisée et timbrée, et traduction de cette copie
 sont ci-annexées,

a l'honneur de faire ici la

DECLARATION prescrite par l'article 5 de la Convention entre la France et les
 Etats-Unis d'Amérique au sujet des doubles impositions, signée à Paris, le
 27 avril 1932,
 pour faire savoir que la société sus-nommée désire se placer sous le régime
 prévu par ledit article 5.

A toutes fins utiles, il fait également savoir que l'établissement stable
 possédé en France par ladite société est situé à
 (adresse complète)
 et que cet établissement a été régulièrement déclaré à l'Administration de
 l'Enregistrement, où il se trouve inscrit au^e Bureau, sous le N°

Fait à, le 193....

(signature) (1)

Pièces jointes :

- Copie de la décision du Conseil d'administration (2) ;
- Traduction de ladite copie (3).

ANNEXE 42

Convention franco-américaine concernant les doubles impositions, signée à Paris le 27 avril 1932.

DECLARATION prescrite par l'article 6 :

Société américaine ayant une participation dans une société française.

Les soussignés :

..... (nom et prénoms),
 agissant en qualité de Président du Conseil d'administration de la Société
 , société anonyme constituée conformément aux lois de l'Etat
 de et dont le siège social est aux Etats-Unis d'Amé-
 rique, à (adresse complète),
 autorisé à signer la présente déclaration par une décision du Conseil d'admini-
 stration de ladite société, en date du ,

(1) La signature du représentant de la société américaine doit être légalisée ;
 lorsque l'apposition de cette signature a eu lieu à l'étranger, la dernière des
 légalisations doit être celle du Consul de France.

(2) Cette copie a été certifiée par qui de droit et la signature correspon-
 dante a été légalisée ; lorsque l'apposition de cette signature a eu lieu à l'étran-
 ger, la dernière des légalisations doit être celle du Consul de France ; ladite
 copie est timbrée, l'ayant été à son arrivée en France au besoin.

(3) La traduction française est à faire par un traducteur juré.

N. B. — La présente déclaration peut être établie sur papier non timbré.

décision dont copie, certifiée, légalisée et timbrée, et traduction de cette copie sont ci-annexées,

et (nom et prénoms),
agissant en qualité de Président du Conseil d'administration de la Société
....., société anonyme française dont le siège social est en
France, à (adresse complète),
autorisé à signer la présente déclaration par une décision du Conseil d'admini-
stration de ladite société, en date du ,
décision dont copie, certifiée, légalisée et timbrée, est ci-annexée,

ont l'honneur de faire ici la

DECLARATION prescrite par l'article 6 de la Convention entre la France et
les Etats-Unis d'Amérique au sujet des doubles impositions, signée à Paris, le
27 avril 1932,

pour faire savoir que la société américaine sus-nommée désire bénéficier de la
faculté prévue par ledit article 6.

Vu qu'est extrêmement large la situation que le premier alinéa du susdit
article 6 définit par les termes « en raison d'une participation dans la gestion
ou dans le capital ou à cause de toute autre relation avec une société fran-
çaise », la société américaine sus-nommée tient à déclarer expressément ici,
afin de sauvegarder ses intérêts quoi qu'il puisse advenir, qu'elle entend que
la présente déclaration ne soit en aucune façon interprétée comme une recon-
naissance de sa part de la légitimité de son assujettissement passé ou futur aux
prescriptions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872.

A toutes fins utiles, les sociétés sus-nommées font connaître que la société
américaine possède une participation dans le capital de la société française (1).

Fait aux Etats-Unis d'Amérique, à ,
le 193 .. .
et en France, à ,
le 193.. .

(signatures) (2) (3).

Pièces jointes :

- Copie de la décision du Conseil d'administration de la société améri-
caine (4) ;
- Traduction de ladite copie (5) ;
- Copie de la décision du Conseil d'administration de la société fran-
çaise (6).

(1) En cas de participation dans la gestion ou en cas de toute autre rela-
tion avec la société française, modifier la phrase en conséquence.

(2) La signature du représentant de la société américaine doit être légalisée ;
lorsque l'apposition de cette signature a eu lieu à l'étranger, la dernière des
légalisations doit être celle du Consul de France.

(3) La signature du représentant de la société française doit être légalisée.

(4) Cette copie a été certifiée par qui de droit et la signature correspon-
dante a été légalisée ; lorsque l'apposition de cette signature a eu lieu à l'étran-
ger, la dernière des légalisations doit être celle du Consul de France ; ladite
copie est timbrée, l'ayant été à son arrivée en France au besoin.

(5) La traduction française est à faire par un traducteur juré.

(6) Cette copie doit être certifiée, légalisée et timbrée.

N. B. — La présente déclaration peut être établie sur papier non timbré.

TABLE DES TEXTES

TABLE DES TEXTES

reproduits in-extendo

A la table analytique des matières on trouvera l'indication générale de la correspondance entre les Textes indiqués à la table ci-dessous et les pages du texte principal.

Numéros des Textes	Pages des Textes
1	Rapport fait au nom de la commission du budget sur les impôts restant à voter (valeurs mobilières), par M. DESEILLIGNY, membre de l'Assemblée nationale (Extrait du J. off. des 7 et 8 juin 1872) 3 T
2	Rapport supplémentaire fait au nom de la commission du budget de 1872, sur les valeurs mobilières, par M. DESEILLIGNY, membre de l'Assemblée nationale (Extrait du J. off. du 16 juillet 1872) 10 T
3	Loi du 29 juin 1872, avec les modifications qui y ont été apportées 11 T
4	Décret du 6 décembre 1872, avec les modifications qui y ont été apportées 13 T
5	Convention entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale, signée à Rome le 16 juin 1930 (Extrait du J. off. du 14 juillet 1933 et du 15 décembre 1933) 15 T
6	Convention entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale, signée à Bruxelles le 16 mai 1931 (Extrait du J. off. du 14 juillet 1933, errata au J. off. du 30 août 1933). 23 T
7	Convention entre la France et les Etats-Unis d'Amérique au sujet des doubles impositions, signée à Paris le 27 avril 1932 (Extrait du J. off. du 2 octobre 1935, erratum au J. off. du 23 novembre 1935) 29 T
8	Instruction relative à l'exécution de la loi du 5 avril 1935, portant approbation de la convention, signée à Paris, le 27 avril 1932, entre les Etats-Unis d'Amérique et la France, au sujet des doubles impositions 33 T

TEXTES

TEXTE N° 1

*Extrait du J. off. du 7 juin 1872, p. 3824 et suiv.,
et du J. off. du 8 juin 1872, p. 3846 et suiv.*

« Annexe n° 1175.

(Séance du 25 mai 1872).

« RAPPORT fait au nom de la commission du budget sur les impôts restant à voter (valeurs mobilières), par M. Deseilligny, membre de l'Assemblée nationale.

« MESSIEURS,

« Le rapport général que nous vous avons fait sur l'ensemble des impôts restant à voter se réfère à un rapport particulier sur l'impôt qui doit frapper les valeurs mobilières ; c'est ce rapport que nous venons vous présenter.

« La question n'est pas nouvelle pour vous ; elle a été déjà agitée devant l'Assemblée. Elle n'est pas nouvelle non plus pour le pays ; car à diverses époques on a fait remarquer que la propriété foncière était lourdement chargée et que la propriété mobilière ne payait que peu de chose à l'Etat. Nous sommes loin de partager cette opinion, mais nous devons constater qu'elle est assez générale en France, et surtout aujourd'hui que les obligations de chemins de fer et tous les autres titres mobiliers se sont popularisés dans les plus petites villes et même dans les campagnes, il n'est pas rare d'entendre les propriétaires fonciers se plaindre de l'inégalité qui leur paraît exister entre leur situation, grevée par de lourds impôts, et celle des porteurs de titres mobiliers, qui touchent le coupon des valeurs sans aucune charge apparente.

« On ne sait pas assez que les valeurs mobilières, avant d'arriver au revenu qui se distribue, ont acquitté largement leur part dans les contributions publiques. On ignore qu'une houillère, par exemple, a payé, outre tous les autres impôts, une redevance à l'Etat de cinq pour cent de son produit net. Une usine est soumise à une patente très élevée ; elle paye les contributions foncières et autres sur toutes ses propriétés et ses bâtiments ; elle supporte les frais, aujourd'hui doublés, du timbre sur les effets de commerce, le renchérissement de la poste et de tous les autres services publics. Chaque fois que l'impôt frappe les objets de consommation courante, elle en prend sa large part ; car c'est dans l'industrie qu'ils ont leur principal débouché.

« Les droits de navigation intérieure, les droits sur la marine marchande, l'industrie les supporte presque tous. Toutes ces charges réunies sont fort élevées, et ont beaucoup augmenté depuis deux ans. Quand le titre mobilier, qui représente une partie de la propriété de ces industries, vient s'acquitter

entre les mains du porteur, pourrait-on donc oublier sans injustice quelle quantité d'impôts a été payée avant d'arriver à cette distribution pour l'actionnaire ou l'obligataire ?

« Les mêmes observations s'appliquent avec non moins de force à toutes les valeurs mobilières qui représentent le capital de nos chemins de fer et de la plupart de nos entreprises.

« Il ne faut donc pas s'étonner si l'idée de frapper les revenus de ces valeurs a été jusqu'ici écartée.

« On a cru toutefois possible de frapper les titres d'un droit de timbre et d'un droit de transmission. Voici l'état de la législation sur ces deux droits.

« Antérieurement à 1850, la question du timbre était régie par les lois du 12 décembre 1790, et du 13 brumaire an VII. Les modifications survenues depuis cette époque dans le régime économique et financier du pays rendaient difficile l'application de ces lois à l'ordre de faits actuel. Il en était résulté de l'incertitude dans la jurisprudence. Toutefois en 1837 la cour de cassation fit prévaloir par divers arrêts une doctrine en vertu de laquelle toute action ou obligation de société, quelle que fût sa forme et son mode de transmission, devait être frappée d'un droit de timbre une fois payé de 50 c. par 100 fr. Ce régime demeura en vigueur jusqu'en 1850 (un rapport de M. Emile Leroux peut être consulté à cet égard).

« Le 5 juin 1850 intervint une loi qui est le point de départ de la législation actuelle sur le timbre. Elle ne s'occupa que des valeurs françaises et les frappa toutes, à la seule exclusion des fonds d'Etat, d'un timbre une fois payé de 1 p. 100 du capital nominal ; ce droit était réduit à 1/2 p. 100 pour les sociétés ayant moins de 10 ans de durée. Il pouvait être transformé en un abonnement fixe de 0 fr. 05 c. par 100 fr. et par an.

« Nous ne suivrons pas la législation du timbre dans ses phases successives se rapportant aux valeurs étrangères. Le rapport si net de notre collègue M. Mathieu-Bodet vous a complètement éclairés à ce sujet.

« Nous ne nous occupons ici que des valeurs françaises, qui paient maintenant avec le double décime 0 fr. 06 c. par 100 fr. et par an du capital nominal, quand même elles seraient au-dessous du cours et ne donneraient aucun revenu.

« En 1857, sans toucher à la loi du timbre, une loi décida l'établissement d'un droit de transmission sur les actions et obligations des sociétés tant françaises qu'étrangères. Ce droit de transmission, ne pouvant se constater régulièrement que pour les titres nominatifs, fut remplacé, pour les titres au porteur, par un abonnement que les compagnies eurent à payer annuellement, et dont elles se remboursèrent au moyen d'une retenue sur le montant des coupons.

« Le droit de transmission fut fixé à 0 fr. 20 c. par 100 fr. de la valeur cotée en moyenne pendant l'année précédente pour les titres nominatifs, et à 0 fr. 12 c. par 100 fr. de la même valeur cotée pour les titres au porteur.

« Votre loi du 16 septembre 1871 a aggravé ces droits et les a portés à 50 centimes, soit, avec le double décime 60 centimes, pour le transfert des titres nominatifs, et à 15 centimes, avec le double décime 18 centimes, pour les titres au porteur.

« La loi du 30 mars 1872 a apporté une nouvelle aggravation pour les

titres au porteur qui ont à payer un abonnement de 25 centimes, soit, avec le double décime, 30 centimes par 100 fr. Le droit de transfert des titres nominatifs n'est pas modifié. On avait trouvé en effet que la loi du 16 septembre 1871 avait trop augmenté l'écart entre les deux genres de valeurs, et la loi du 30 mars 1872 a eu pour objet, outre une augmentation de ressources, le rétablissement de l'équilibre.

« Cette loi contenait en même temps des dispositions sur les valeurs étrangères qui donnèrent lieu à de vives réclamations, et on vit par là combien le sujet est délicat et avec quelle précaution il faut étudier les solutions qui peuvent si facilement donner l'alarme aux nombreux intérêts engagés. Le gouvernement crut sage de ne pas promulguer immédiatement la loi et proposa la loi nouvelle votée dans votre séance du 25 mai sur le rapport de M. Mathieu-Bodet.

« La promulgation de la loi du 30 mars n'eut lieu que vers cette date avec une circulaire ministérielle explicative.

« Si une partie de la question se trouve ainsi heureusement résolue, il n'en est pas de même du droit de transmission contre lequel beaucoup de réclamations s'élèvent.

« On comprend en effet qu'il est assez dur de prélever sur une obligation d'une valeur de 300 fr. et d'un revenu de 15 fr., 0 fr. 30 c. pour 100 fr., c'est-à-dire 0 fr. 90 par an. 0 fr. 90 sur 15 fr., c'est 6 % d'impôt annuel sur le revenu, perçu à titre de droit de mutation présumé, quand même le titre n'est pas sorti du portefeuille. Et cela sans compter les six centimes par 100 fr. et par an que représente le timbre, soit pour la même obligation une taxe correspondant à 18 centimes. Une action du Nord, valant environ mille francs et rapportant en moyenne 60 francs, subira, dans le dividende du titre au porteur, une retenue de 3 fr., soit 5 p. 100 du revenu, sans compter le timbre.

« Si toutefois il n'y avait dans cette taxe que l'inconvénient d'imposer un prélèvement assez rude à l'actionnaire et à l'obligataire, nous nous en consolierions par la recette considérable assurée au Trésor. D'ailleurs, chaque fois que le titre change de main, le nouveau porteur n'a pas à se plaindre puisqu'il a acheté en connaissance de cause et que son cours d'achat a été diminué en raison de l'impôt. Mais là n'est pas le danger. Le vrai danger, c'est de faire fuir les valeurs au porteur pour leur faire préférer les valeurs nominatives.

« Qu'est devenu, en effet, le titre nominatif pendant que le titre au porteur était si vivement atteint ? Il a payé le timbre sur la même base, et, quant à la mutation, son chiffre est devenu très élevé, c'est-à-dire de 0 fr. 60 par 100 francs, mais seulement quand il y a transfert ; de telle sorte que tout porteur aimant la stabilité dans ses placements n'a absolument aucun droit de mutation à payer.

« Mais, dira-t-on, quel inconvénient présente cette conversion possible des titres au porteur en titres nominatifs ? Elle en présente de deux natures : d'abord, pour le Trésor public, qui ne percevrait plus rien si les titres s'immobilisaient dans les portefeuilles à l'état nominatif ; ensuite, pour le marché financier, qui en éprouverait un réel préjudice. Un des premiers éléments de succès d'un marché, c'est son mouvement, c'est la certitude de pouvoir y vendre chaque jour la valeur dont on veut se défaire, soit pour avoir des

fonds disponibles en vue d'une construction, un commerce ou tout autre emploi, soit pour rentrer dans une autre valeur à laquelle on donne la préférence. Il faut aussi que le même jour on puisse trouver cette dernière valeur sur le marché, et pour cela qu'il y ait toujours des vendeurs. Mais si la grande majorité des titres étaient nominatifs et si le système de la fidélité absolue aux valeurs que l'on possède venait à se généraliser, le marché perdrait sa vie, et s'éteindrait presque complètement au grand dommage des affaires.

« C'est ainsi que dans plusieurs compagnies, où les titres sont presque exclusivement nominatifs et restent dans les portefeuilles, la cote à la Bourse devient rare, c'est-à-dire qu'il n'y a plus ni vendeurs ni acheteurs.

« L'observateur superficiel dira : « Tant mieux, voilà une valeur bien classée ». Mais en y réfléchissant, on fera mieux de le regretter, car les acheteurs, se déshabituant de demander cette valeur, le jour où un porteur voudra en vendre, il ne trouvera plus d'acheteur. Cette immobilité est en même temps très contraire à toutes les nouvelles émissions qui se font souvent avec l'aide d'arbitrages, et qui deviendraient impossibles si chacun, administrant sa fortune en bon père de famille, mais sans mobilité, conservait indéfiniment sa fortune dans les mêmes placements à l'état nominatif.

« Si nous avons cru devoir si longuement insister sur ces considérations, c'est qu'elles sont nécessaires à nos yeux pour expliquer comment nous proposons à la fois d'imposer les revenus mobiliers et de diminuer le droit de mutation. Nous avons vu plus haut qu'une obligation de chemin de fer paie en ce moment l'impôt sur la base de 30 centimes par 100 fr. et par an, soit 6 % du revenu. Ne lui prenons que 4 p. 100 comme droit de mutation, et redemandons-lui les autres 2 p. 100 à titre d'impôt sur le revenu, nous aurons le même produit budgétaire, et nous y ajouterons la recette de 2 p. 100 sur toutes les valeurs nominatives qui, en ce moment, ne payent rien quand elles ne se transfèrent pas.

« Nous reprenons donc la proposition de la commission de 1871, et nous croyons qu'en faisant à la fois les deux choses, la révision du 30 mars 1872 pour les droits de mutation, et l'établissement de l'impôt du revenu, nous répondrons aux intentions de nos devanciers ; car, au moment où l'honorable M. Casimir Périer a fait son rapport, les droits de mutation n'avaient pas été augmentés comme ils l'ont été depuis.

« Nous plaçant maintenant sur le seul terrain de l'impôt du revenu, nous ne croyons pouvoir mieux faire que de reproduire ce qu'avait dit M. Casimir Périer en présentant cet impôt dans son rapport.

« Un argument dont la valeur ne peut être niée a été souvent produit « contre l'impôt sur les actions et obligations cotées à la Bourse. Si l'impôt, « a-t-on dit, vient frapper le revenu de capitaux représentés par des titres sur « lesquels la spéculation est active, dont les mutations sont fréquentes et dont « les cours suivent habituellement les fluctuations des fonds publics, ce n'est « pas le revenu qui sera atteint, c'est le capital. Supposons une obligation « cotée 300 francs et rapportant 15 francs ; si une taxe de 10 p. 100 enlève « 1 fr. 50 au revenu et le réduit à 13 fr. 50, le titre baissera de 10 p. 100 et « ne se vendra plus que 270 francs. Le possesseur actuel aura perdu 30 francs ; « celui qui achètera le titre demain ne payera jamais rien ; ce n'est pas un « impôt, c'est une confiscation partielle. Voilà l'argument dans toute sa force.

« Il a été répondu que tout impôt direct a le même effet sur le capital
« de la chose imposée, puisque le revenu net est diminué, et que la valeur en
« capital, qui s'établit sur le revenu net, diminue dans la même proportion.
« La réponse laisse à désirer ; car il est évident que l'effet est plus prompt,
« plus immédiat, plus inévitable sur des valeurs mobilières que sur des
« immeubles. La meilleure réponse, dans les conditions que le projet de la
« commission fait aux valeurs mobilières, est que le revenu, sous toutes les
« formes que peut prendre le capital mobilier (sauf la rente), étant, d'un seul
« et même coup, assujetti à une taxe uniforme, l'effet devient général et les
« relations de valeurs sont moins troublées. »

« Cet impôt, adopté par la commission du budget de 1871, a eu la rare
bonne fortune d'obtenir l'adhésion du Gouvernement. Il est vrai de dire que
cette adhésion n'a été que momentanée.

« M. Pouyer-Quertier, alors ministre des Finances, s'exprime comme il
suit dans l'exposé des motifs du budget de 1872 :

« Nous croyons devoir écarter du plan de la commission du budget les
« dispositions exigeant de la part du contribuable une déclaration personnelle,
« délicate, souvent impossible à contrôler, toujours inquisitoriale ; mais nous
« vous proposons l'adoption de la partie du projet de la commission qui
« impose un droit sur les dividendes et intérêts de toutes les valeurs mobilières
« françaises ou étrangères, à l'exception de la rente de l'Etat. »

« Nous ne doutons pas que si le projet de M. Pouyer-Quertier s'était borné
à la présentation de ces dispositions d'accord avec la commission de 1871, il
n'eût été voté très facilement par l'assemblée.

« Malheureusement ce projet fut attaqué très vivement pour la partie
concernant les valeurs étrangères, contre lesquelles M. Pouyer-Quertier propo-
sait des mesures qui, d'après les adversaires de la loi, devaient forcer ces
valeurs à émigrer du marché français.

« Aujourd'hui que cette dernière question est résolue, nous espérons que
l'impôt limité aux valeurs mobilières ne rencontrera pas la même opposition.

« La perception est facile pour toutes les compagnies ayant leur siège en
France. Au moment de la distribution des coupons, elles feront la retenue
sur le dividende versé, et elles l'appliqueront à la fois aux titres nominatifs
et aux titres au porteur, avec cette différence que ces dernières auront aussi
à acquitter le droit de mutation par abonnement.

« Ainsi une action de 500 fr., d'une société française rapportant 6 p. 100.
soit 30 francs, payera son dividende comme suit :

« 1^o Si elle est au porteur :

Dividende	Fr. 30
-----------------	--------

A déduire :

Abonnement de mutation, en supposant le cours moyen de 500
dans l'année précédente.

20 centimes par 100 francs	Fr. 1
2 p. 100 du revenu	0,60

Fr. 1,60	1,60
----------	------

Net	Fr. 28,40
-----------	-----------

« Le revenu de 6 p. 100 se trouve donc réduit à 5,70 p. 100.

« 2° Si elle est nominative :

Dividende	Fr. 30
A déduire :	
2 p. 100 du revenu	0,60
Net	Fr. 29,40

« Le revenu net de 6 p. 100 est réduit à 5,88 p. 100, dont il faut retrancher le droit de transfert quand l'action nominative a changé de mains.

« Cette répartition nous a paru équitable, et nous croyons qu'on peut l'appliquer sans inconvénient à toutes les valeurs mobilières françaises, qu'elles soient possédées par des Français ou par des étrangers.

« La minorité de votre commission aurait désiré cependant exempter de l'impôt sur le revenu les valeurs nominatives appartenant à des étrangers non domiciliés en France. Elle a fait valoir qu'il y a un intérêt de premier ordre pour notre pays à encourager les étrangers à entrer dans nos valeurs, que l'exemption demandée ne fera perdre que peu de chose au Trésor, puisque toutes les valeurs au porteur resteraient soumises à l'impôt, ainsi que les valeurs nominatives possédées par des étrangers domiciliés en France. Il est naturel que ceux-ci participent aux charges du pays qu'ils habitent, mais il n'en est pas de même, a-t-on dit, de l'étranger habitant sa patrie et donnant à la France le concours de ses capitaux placés en titres nominatifs français.

« La majorité de notre commission s'est prononcée contre ce privilège. Elle pense que, quand on demande aux valeurs mobilières un prélèvement aussi léger, on doit lui laisser ce caractère d'unité et de simplicité qui est si désirable et ne pas le compliquer d'exceptions. Elle ajoute que les étrangers ne pourront pas être éloignés des titres français par cette déduction de 2 p. 100 sur le revenu. Car un titre se capitalisant d'après ce qu'il rapporte, sa valeur vénale sera un peu moindre, et les capitaux étrangers auront le même intérêt à s'y placer.

« Si la question, de quelque manière qu'on la résolve, est assez simple pour ces titres français appartenant à des étrangers, elle est beaucoup plus compliquée pour les valeurs étrangères que des Français possèdent.

« L'unanimité de votre commission a pensé qu'il est impossible en principe de ne pas soumettre ce genre de placement au même impôt que les placements faits en France. Ce serait en effet une inégalité difficile à admettre que de favoriser par une exemption de taxe les capitaux sortant de notre pays pour féconder au dehors des entreprises ou pour s'intéresser dans les fonds d'Etats étrangers.

« Mais comment appliquer cet impôt ?

« Faut-il, comme l'avait admis la commission de 1871, exiger la déclaration ? Quelles que soient les objections que ce système soulève, il ne paraît pas impossible de l'admettre quand on l'applique à tous les revenus. Mais, limité à une seule catégorie, il est beaucoup plus critiquable. La majorité de la commission a fait remarquer que ce cas unique où on demanderait la déclaration est précisément celui où on craindrait le plus de la faire, car les place-

ments à l'étranger sont l'objet de fréquentes attaques, fort exagérées il est vrai, mais pénibles pour ceux qui en seraient l'objet. On peut donc craindre une grande impopularité pour ce mode de constatation.

« Plusieurs membres de la commission persistent cependant à le préférer, comme le seul qui puisse donner la vraie égalité dans l'impôt et atteindre tous les placements.

« En dehors de la déclaration, quelle base peut-on prendre ? Plusieurs modes de perception ont été successivement examinés et discutés en détail par notre commission.

« Mais, comme il est important de n'adopter à cet égard une solution qu'avec l'assentiment du ministère des Finances chargé de l'appliquer, et comme nous n'avons malheureusement pas eu son concours pour cette étude, puisque le projet présenté par M. Pouyer-Quertier était ou retiré ou au moins ajourné par le Gouvernement, nous avons pensé qu'il devait suffire de poser le principe dans ce rapport et dans le projet de loi qui l'accompagne et de nous en référer, pour l'étude des moyens pratiques de perception, à un règlement d'administration publique.

« Le rôle habituel d'une commission du budget est en effet de se prononcer sur des projets qui lui sont soumis et qui ont été préparés par le ministère compétent et par le conseil d'Etat. Les commissions de 1871 et de 1872 ont dû, en raison des circonstances exceptionnelles que nous traversons, sortir de cette règle et proposer des impôts. Mais dans notre pensée, pour toutes les taxes nouvelles d'une perception difficile, elles doivent seulement demander à l'Assemblée d'en voter le principe après discussion, et confier au Gouvernement le soin de les étudier à nouveau et d'en préparer l'application par des règlements sagement conçus.

« Il nous resterait, pour finir cette étude, à traiter la difficile question de la rente française. Mais, comme nous avons exposé dans le rapport d'ensemble sur les impôts restant à voter les motifs que l'on peut invoquer pour frapper la rente ou pour l'exempter, nous ne croyons pas devoir y revenir ici, et nous nous référons à ce rapport, ainsi qu'à l'examen si impartial et si complet que l'honorable M. Casimir Périer a fait de cet impôt dans le rapport de 1871. Nous n'avons pas cru devoir le comprendre, à cause des objections qu'il soulève, dans les prévisions de rendement qui nous restent à établir.

« Le produit d'un impôt sur les valeurs mobilières avait été évalué par M. Pouyer-Quertier à un chiffre de 30 millions sur la base de 3 p. 100. Le réduisant à 2 p. 100, nous ne devons plus compter que sur 20 millions ; mais, à raison de la déduction à faire sur le droit de transmission, dont le produit avait été prévu par la loi du 30 mars 1872, et d'une certaine perte probable sur les valeurs étrangères, nous croyons qu'il y a lieu de ramener cette recette à 15 millions.

« Les nombreux calculs que nous avons faits sur l'importance des valeurs mobilières, nous ont ramenés au même résultat. Nous ne croyons pas devoir les reproduire ici, parce que les évaluations sur lesquelles on s'appuie n'ont pas un caractère suffisant de certitude. Comme elles nous confirmaient la

justesse du chiffre présenté par le Gouvernement, nous avons cru que le mieux était de nous y rattacher.

« Si, eu égard aux besoins du Trésor, la recette n'est pas très considérable, c'est précisément parce que l'impôt est très modéré ; et, parce qu'il est modéré, nous croyons qu'il sera facilement supporté par tous, en même temps qu'il assurera une répartition plus égale entre les différentes espèces de revenus, en demandant une part contributive à la fortune mobilière de la France.

« La majorité de votre commission vous propose donc le projet de loi dont les dispositions suivent :

PROJET DE LOI

« *Article 1^{er}.* — Un impôt de 2 p. 100 est prélevé sur les revenus de valeurs mobilières françaises et étrangères représentées par des titres de rentes, d'obligations et d'autres valeurs nominatives ou au porteur émis par des Etats, des départements, des villes, des communes, des sociétés anonymes ou en commandite par actions et par des parts d'intérêts dans des sociétés commerciales ou civiles, à l'exception de rentes françaises 3, 4, 4 1/2 et 5 p. 100 et de tous les effets publics français.

« *Art. 2.* — A partir de la date à laquelle cet impôt pourra être perçu, les droits de mutation fixés par la loi du 30 mars 1872, sont abaissés à 20 centimes pour 100 fr., décimes compris, pour l'abonnement annuel des titres au porteur, et à 50 centimes, décimes compris, pour le transfert des titres nominatifs.

« *Art. 3.* — Un règlement d'administration publique fixera le mode de perception et l'application de la taxe déterminée par l'article 1^{er} de la présente loi. »

TEXTE N° 2

Extrait du J. off. du 16 juillet 1872, p. 4847 :

« *Annexe n° 1251.*

(Séance du 28 juin 1872).

« RAPPORT supplémentaire fait au nom de la commission du budget de 1872, sur les valeurs mobilières, par M. Deseilligny, membre de l'Assemblée nationale.

« MESSIEURS,

« La commission du budget s'est mise en communication avec le Gouvernement au sujet du projet de loi relatif aux valeurs mobilières.

« Le Gouvernement nous a produit des calculs d'après lesquels la loi proposée par la commission ne devait pas atteindre, comme nous l'avions espéré, un produit de quinze millions.

« Désireux, dans les circonstances difficiles que nous traversons, d'assurer un revenu en rapport avec les besoins du Trésor, nous avons remanié le projet

de loi que nous vous avons proposé en élevant le taux à 3 p. 100 et en assurant ainsi un produit de 15 millions.

« M. le ministre des finances nous a donc autorisés à vous dire que, tout en ayant étudié une combinaison différente, il ne s'opposait pas à l'adoption du projet qui va suivre.

« Nous nous référons, d'ailleurs, pour l'ensemble des motifs, au rapport que nous avons antérieurement présenté sur la même question.

« Je dépose entre les mains de M. le président le texte du nouveau projet de loi.

PROJET DE LOI (1)

..... »

TEXTE N° 3

LOI DU 29 JUIN 1872

LOI relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Art. 1^{er}. — Indépendamment des droits de timbre et de transmission établis par les lois existantes, il est établi, à partir du 1^{er} juillet 1872, une taxe annuelle et obligatoire.

1° Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature, des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création ;

2° Sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises ci-dessus désignées ;

3° Sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions ;

4° (Loi du 13 juillet 1911, art. 12). Sur les bénéfices qui, par suite de dispositions statutaires, sont distribués aux membres des conseils d'administration des sociétés, compagnies et entreprises désignées aux paragraphes précédents.

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de la taxe établie au paragraphe ci-dessus.

Art. 2. — Le revenu est déterminé :

1° Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;

2° Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;

3° (Loi du 22 mars 1924, art. 32). Pour les parts d'intérêt et commandites :

a) Lorsque la société est assujettie au droit de communication en vertu

(1) Ce projet de loi a été déposé et lu à la séance de l'Assemblée du 28 juin 1872. Pour sa teneur voir ci-dessus p. 114.

des lois existantes, soit par les délibérations des conseils d'administration, soit, à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice faisant connaître les bénéfices effectivement distribués au cours de l'exercice précédent ;

b) Lorsque la société n'est pas assujettie au droit de communication, par l'évaluation à raison de 8 p. 100 du montant du capital social, ou de la coïncidence, ou du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente, à moins que l'administration ou les contribuables ne soient en mesure d'établir, dans les formes compatibles avec la procédure en matière d'enregistrement, le montant des bénéfices effectivement distribués, auquel cas la taxe est liquidée d'après le revenu ainsi déterminé.

Les comptes rendus et les extraits des délibérations des conseils d'administration ou des actionnaires seront déposés dans les vingt jours de leur date au bureau de l'enregistrement du siège social.

Art. 3. — La quotité de la taxe établie par la présente loi est fixée à 3 p. 100 du revenu des valeurs spécifiées en l'article 1^{er}.

Le montant en est avancé, sauf leur recours, par les sociétés, compagnies, entreprises, villes, départements ou établissements publics.

Pour l'année 1872, les revenus, intérêts et dividendes seront sujets à la taxe pour moitié seulement de leur montant, quelle que soit d'ailleurs l'époque à laquelle le paiement aura lieu.

A partir de la promulgation de la présente loi, le taux des droits et taxe établis par la loi du 23 juin 1857 et par celles des 16 septembre 1871 et 30 mars 1872, est réduit ainsi qu'il suit, savoir :

A 50 centimes par 100 francs pour la transmission ou la conversion des titres nominatifs ;

A 20 centimes par 100 francs pour la taxe à laquelle sont assujettis les titres au porteur.

Ces droits et taxe ne sont pas soumis aux décimes.

Art. 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Art. 5. — Chaque contravention aux dispositions qui précèdent et à celles du règlement d'administration publique qui sera fait pour leur exécution, sera punie conformément à l'article 10 de la loi du 23 juin 1857.

Le recouvrement de la taxe sur le revenu sera suivi, et les instances seront introduites et jugées comme en matière d'enregistrement.

TEXTE N° 4

DECRET DU 6 DECEMBRE 1872

DECRET portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 29 juin 1872, relative à un impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Art. 1^{er}. — La taxe de 3 p. 100 établie par la loi du 29 juin 1872 est avancée par les sociétés, compagnies, entreprises, départements, communes et établissements publics, et payée au bureau de l'enregistrement du siège social ou administratif désigné à cet effet, savoir :

1° Pour les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance, en quatre termes égaux d'après les produits annuels afférents à ces valeurs ;

2° Pour les actions, parts d'intérêt, commandites et emprunts à revenu variable, en quatre termes égaux déterminés provisoirement d'après le résultat du dernier exercice réglé et calculés sur les quatre cinquièmes du revenu s'il en a été distribué, et, en ce qui concerne les sociétés nouvellement créées, sur le produit évalué à 5 p. 100 du capital appelé.

Chaque année, après la clôture des écritures relatives à l'exercice, il est procédé à une liquidation définitive de la taxe due pour l'exercice entier. Si de cette liquidation il résulte un complément de taxe au profit du Trésor, il est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire, l'excédent versé est imputé sur l'exercice courant, ou remboursé si la société est arrivée à son terme ou si elle cesse de donner des revenus.

Art. 2. — Les paiements à faire en quatre termes doivent être effectués dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année.

(*Alinéa 2*) : La liquidation définitive a lieu au moment du dépôt, prescrit par l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, des comptes rendus et extraits des délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, ou de tous autres documents analogues fixant le dividende distribué.

N. B. — Cet alinéa 2 a été, par le décret du 13 décembre 1935, remplacé par la disposition suivante :

La liquidation définitive a lieu dans les vingt jours de la mise en distribution du dividende.

Cette liquidation doit être établie dans les vingt premiers jours du mois de mai pour les sociétés auxquelles leurs statuts n'imposent pas l'obligation de prendre des délibérations sur cet objet. Dans ce cas, la liquidation définitive est opérée à raison de 5 p. 100 du prix moyen des cessions de parts d'intérêt consenties pendant l'année précédente et dûment enregistrées, et, à défaut de cessions, d'après l'évaluation à 5 p. 100 du montant du capital social ou de la commandite.

Art. 3. — (Complété par le décret du 10 août 1896, art. 2, et par celui du 30 mars 1922, art. 2.)

Toutes les dispositions des deux articles précédents sont applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères,

ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France.

La taxe sur le revenu, pour les titres cotés à la Bourse ou émis en France, est assise sur la même base que les droits de timbre et de transmission; elle est déterminée en la forme prévue au règlement d'administration publique du 24 mai 1872.

Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu, à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances, sur l'avis préalable de la commission instituée par le règlement ci-dessus indiqué. Elles doivent, à cet effet, faire agréer avant le 1^{er} décembre 1872, si elles existent actuellement, et, dans le cas contraire, avant toute opération en France, un représentant français personnellement responsable des droits et amendes. L'agrément sera donné par le ministre des finances ou, en vertu de la délégation du ministre, par le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Le représentant responsable pourra mettre fin à sa responsabilité dans les conditions prévues par le dernier alinéa de l'article 3 du décret du 24 mai 1872.

° *Art. 4. — (Modifié par le décret du 10 août 1896, art. 2.)*

Aucune émission ou souscription de titres étrangers ne peut avoir lieu en France qu'après qu'un représentant responsable a été agréé par le ministre des finances ou, en vertu de la délégation du ministre, par le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre.

Dans le mois qui suit la clôture de l'émission ou de la souscription, le ministre des finances détermine le nombre des titres qui doivent servir de base à la perception des droits de timbre et de transmission ainsi qu'à l'assiette de la taxe sur le revenu. Ce nombre est fixé conformément aux dispositions des règlements d'administration publique des 17 juillet 1857 et 24 mai 1872.

Art. 5. — La caisse des dépôts et consignations est autorisée à payer directement à Paris, au bureau qui sera désigné, la taxe annuelle due à raison des prêts de toute nature qu'elle a faits à des départements, communes et établissements publics.

Art. 6. — Les dispositions des articles 1, 2, 3 et 5 qui précèdent sont applicables à la taxe due, pour l'année 1872, sur la moitié des revenus, intérêts et dividendes distribués, quelle que soit d'ailleurs l'époque du paiement.

Le premier versement aura lieu dans les vingt jours de la promulgation du présent décret.

A cette époque, les sociétés qui n'auront pas encore effectué le dépôt prescrit par l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, devront remettre au receveur de l'enregistrement les extraits ou comptes rendus des délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration ou de tous autres documents analogues qui ont fixé le chiffre total du dividende distribué pour le dernier exercice.

Art. 7. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel et inséré au Bulletin des lois.

TEXTE N° 5

I

CONVENTION

ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE POUR EVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS
ET REGLER CERTAINES AUTRES QUESTIONS EN MATIERE FISCALE (1)

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi d'Italie, animés du désir d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière fiscale, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. Marcel BORDUCE, conseiller d'Etat, directeur général au ministère des finances ;

Sa Majesté le roi d'Italie :

Son Excellence M. Giuseppe DE MICHELIS, ambassadeur de Sa Majesté le roi d'Italie, sénateur du royaume ;

M. Gino BOLAFFI, directeur chef de division au ministère des finances,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I^{er}

Doubles impositions.

Art. 1^{er}. — La présente convention tend à éviter aux contribuables des Etats contractants la double imposition en matière d'impôts directs, réels ou personnels.

Sont considérés comme impôts directs, aux termes de la présente convention, les impôts qui sont établis directement sur les revenus, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte des provinces, départements et communes, même sous forme de centimes additionnels.

La convention établit des règles distinctes pour les impôts directs réels et pour les impôts directs personnels.

Sont considérés comme réels, aux termes de la présente convention, les impôts directs qui sont établis sur les diverses catégories de revenus prises distinctement. Sont considérés comme impôts personnels, les impôts directs qui sont perçus sur l'ensemble des revenus de chaque contribuable eu égard à sa personne.

A la date de la présente convention, les impôts réels visés sont les suivants :

1. — *Pour la législation italienne :*

- a) L'impôt sur la propriété non bâtie (*imposta sul reddito dei terreni*) ;
- b) L'impôt sur la propriété bâtie (*imposta sul reddito dei fabbricati*) ;

(1) J. off. du 14 juillet 1933 et J. off. du 15 décembre 1933.

c) L'impôt sur la richesse mobilière (*imposta sui redditi di ricchezza mobile*);

d) L'impôt sur les revenus agricoles (*imposta sui redditi agrari*).

2. — *Pour la législation française :*

a) La contribution foncière (propriété bâtie et non bâtie);

b) L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux;

c) La redevance proportionnelle des mines;

d) L'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole;

e) L'impôt sur les traitements, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères ;

f) L'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales;

g) L'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers.

Les impôts personnels visés sont les suivants :

1. — *Pour la législation italienne :*

L'impôt complémentaire progressif sur l'ensemble des revenus (*imposta complementare progressiva sul reddito complessivo del contribuente*).

2. — *Pour la législation française :*

L'impôt général sur le revenu.

SECTION I. — *Impôts réels.*

Art. 2. — Sous réserve des exceptions résultant des articles ci-après, les impôts réels sont, en principe, établis dans le pays de l'origine des revenus.

Art. 3. — Les revenus des biens immobiliers qui correspondent à leur valeur locative réelle ou présumée, ainsi que tous les autres revenus de ces biens qui ne sont pas visés dans l'article 6 ci-après, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel sont situés lesdits biens immobiliers.

Art. 4. — Les revenus des fonds publics, des obligations, des prêts, des dépôts et comptes de dépôts, et de toutes autres créances, sont imposables dans l'Etat où se trouve le débiteur de ces revenus.

Si le débiteur possède dans les deux Etats des établissements stables au sens de l'article 6 ci-après et si l'un de ces établissements, dans le cadre de son activité propre, contracte un emprunt ou reçoit un dépôt, l'impôt est perçu par l'Etat sur le territoire duquel est situé cet établissement.

Art. 5. — Les revenus des actions ou des parts analogues, ceux des commandites dans les sociétés en commandite simple, ceux des parts dans les sociétés civiles et les sociétés à responsabilité limitée, sont imposables dans l'Etat où se trouve le siège effectif de la Société.

Art. 6. — Les revenus de toutes exploitations industrielles, commerciales, minières ou agricoles, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel se trouvent des établissements stables, même lorsque l'entreprise étend son activité sur le territoire de l'autre Etat sans y avoir d'établissement.

Il y a lieu d'entendre par établissement stable, aux fins de la présente convention, une organisation productive permanente appartenant à l'entreprise et dans laquelle s'exerce, en totalité ou en partie, l'activité de ladite entreprise.

Si l'entreprise a des établissements stables dans les deux Etats contractants, chacun de ces deux Etats appliquera l'impôt sur la partie du revenu provenant

de l'activité des établissements situés sur son territoire, à charge par le contribuable de présenter ses comptes généraux, ses comptes spéciaux, ainsi que toutes pièces nécessaires à la discrimination des revenus.

A défaut de comptabilité faisant ressortir régulièrement et d'une manière distincte ces revenus, les autorités financières des deux Etats contractants s'entendront pour arrêter les règles de ventilation.

Art. 7. — Les bénéfices provenant de l'exploitation d'entreprises de navigation maritime ou aérienne ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège central réel de l'entreprise, à condition que les navires ou les aéronefs battent pavillon ou possèdent la nationalité dudit Etat.

Art. 8. — Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs des sociétés par actions sont imposables selon la règle établie à l'article 5.

Art. 9. — Les revenus du travail, y compris les revenus des professions libérales, sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel s'exerce l'activité personnelle d'où provient le revenu. Il n'y a exercice de profession libérale en un lieu déterminé que si l'activité professionnelle s'y exerce dans une installation permanente.

Les pensions privées sont imposables dans l'Etat où se trouve le débiteur.

Les traitements, salaires, rentes, pensions et autres rétributions payées par l'Etat, par les provinces ou départements, par les communes et autres personnes morales publiques régulièrement constituées selon la législation intérieure des Etats contractants, sont imposables dans l'Etat auquel appartient le débiteur.

Art. 10. — Les rentes viagères et les revenus de toutes occupations lucratives non visées dans les articles précédents sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel le bénéficiaire a son domicile fiscal. Si le contribuable a un domicile fiscal dans les deux Etats, l'impôt est perçu par l'Etat dont l'intéressé est ressortissant.

Art. 11. — Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus, chaque Etat contractant, dans le but de maintenir l'égalité des charges fiscales sur son territoire ou entre ses nationaux, aura la faculté de frapper d'un impôt réel, conformément à sa législation générale, les revenus des capitaux étrangers investis sur son territoire et les revenus des capitaux nationaux investis à l'étranger sous forme de fonds d'Etat, d'actions ou d'obligations. Mais, dans ce cas, il accepte de précompter sur les impôts qui résulteront de l'application de son tarif général ceux qui seront payés dans l'autre Etat pour le même objet.

SECTION II. — *Impôts personnels.*

Art. 12. — L'impôt personnel qui frappe l'ensemble des revenus est perçu par l'Etat sur le territoire duquel le contribuable a son domicile fiscal, c'est-à-dire sa résidence normale, entendue dans le sens de foyer permanent d'habitation.

Art. 13. — Lorsque des contribuables ont un domicile fiscal dans les deux Etats contractants, l'impôt personnel est établi dans chacun de ceux-ci au prorata de la durée du séjour au cours de l'année fiscale. Le séjour passé dans un tiers pays comptera au profit de l'Etat dont le contribuable est ressortissant

SECTION III. — *Dispositions diverses.*

Art. 14. — Si les mesures prises par les autorités financières des Etats contractants ont entraîné une double imposition, le contribuable intéressé pourra adresser une réclamation à l'Etat dont il est ressortissant. Si le bien-fondé de la réclamation est reconnu, l'autorité financière suprême de cet Etat pourra s'entendre avec l'autorité financière suprême de l'autre Etat en vue de remédier équitablement à la double imposition.

Art. 15. — Les parties contractantes confient aux autorités financières suprêmes des deux Etats le soin de conclure des accords pour éviter les doubles impositions dans les cas qui ne sont pas expressément prévus par la présente convention, et de résoudre les difficultés qui naîtraient de son application.

TITRE II

Assistance administrative.

Art. 16. — En vue d'assurer une meilleure application de l'impôt personnel sur l'ensemble des revenus, les Etats contractants s'engagent, sous réserve de réciprocité, à échanger les renseignements d'ordre fiscal que l'administration d'un des Etats détient ou peut obtenir et qui seraient utiles à l'administration de l'autre Etat pour le contrôle dudit impôt.

Les échanges s'effectueront directement entre les deux autorités financières suprêmes et auront lieu d'office ou sur demande.

Art. 17. — En ce qui concerne les catégories de revenus ci-après énumérées, l'Etat qui perçoit l'impôt réel communiquera d'office les bases d'imposition à l'autre Etat, si le bénéficiaire desdits revenus est domicilié sur le territoire de ce dernier Etat et, comme tel, y est passible de l'impôt personnel :

1. — Revenus des propriétés foncières ;
2. — Intérêts des créances hypothécaires ;
3. — Bénéfices des entreprises industrielles ou commerciales et des exploitations minières ou agricoles ;
4. — Tantièmes et autres émoluments des administrateurs de sociétés, revenus des commandites et des parts d'intérêt dans les sociétés commerciales ou civiles ;
5. — Revenus du travail, pensions publiques ou privées.

Inversement, l'Etat qui perçoit l'impôt personnel signalera à l'autre Etat les rentes viagères et les intérêts des créances dont le débiteur aura demandé la déduction à titre de charge de son revenu global.

Art. 18. — Indépendamment des renseignements échangés d'office, conformément à l'article 17 ci-dessus, l'administration de chaque pays pourra demander à celle de l'autre pays des informations visant des cas concrets.

Mais l'application de cette disposition ne pourra, en aucun cas, avoir pour effet d'imposer à l'un des Etats contractants l'obligation de communiquer des renseignements qui porteraient atteinte au secret des opérations bancaires ou de fournir des éléments d'information que sa propre législation fiscale ne lui permet pas d'obtenir, non plus que d'accomplir des actes administratifs qui ne seraient pas conformes à sa réglementation ou à ses pratiques.

En outre, l'Etat requis pourra refuser de donner suite à la demande, s'il considère que des raisons d'ordre public ou d'intérêt général s'y opposent.

Art. 19. — Les parties contractantes s'engagent à se prêter mutuellement assistance pour la notification des actes relatifs à l'assiette et au recouvrement des impôts directs visés dans la présente convention.

Elles s'engagent également à examiner, dans un esprit d'amicale collaboration, la possibilité de s'entremettre pour assurer le recouvrement des impôts que les contribuables domiciliés sur le territoire de l'un des Etats doivent à l'autre Etat.

Les deux autorités financières suprêmes se concerteront en vue de fixer d'un commun accord les règles suivant lesquelles elles se prêteront le concours prévu au présent article.

Art. 20. — La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Rome dans le plus bref délai.

La convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de la ratification.

Elle pourra cesser de produire ses effets le 1^{er} janvier de chaque année, à condition qu'elle ait été dénoncée au moins huit mois à l'avance.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 juin 1930.

(L. S.) M. BORDUGE.

(L. S.) Gius. DE MICHELIS.

(L. S.) Gino BOLAFFI.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, conclue ce jour entre la France et l'Italie au sujet des doubles impositions et de l'assistance administrative, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations concordantes suivantes, qui formeront partie intégrante de la convention même :

1. — Sont considérés comme établissements stables, au sens de l'article 6 de la convention, non seulement le siège social et le siège central réel, mais aussi les succursales, les agences, les fabriques, les usines, les laboratoires, les locaux d'achat ou de vente, les magasins et autres exploitations commerciales ayant un caractère d'organisation productive stable, ainsi que les représentations permanentes.

2. — On appliquera les règles fixées aux troisième et quatrième alinéas de l'article 6 de la convention, s'il existe dans l'un des Etats une entreprise qui, tout en étant juridiquement autonome selon les lois du pays, a, avec une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat, des liens ou des rapports de dépendance ou de participation tels que les deux entreprises constituent une seule et même unité économique.

3. — Aux termes de l'article 6, 3^e alinéa, de la convention, il y a lieu d'entendre :

a) Par « comptes généraux » ceux qui expriment les résultats généraux de

l'entreprise et qui sont dressés et publiés conformément aux lois de l'Etat dans lequel se trouve le siège social ou le siège central réel de l'entreprise ;

b) Par « comptes spéciaux » ceux qui expriment les résultats de la gestion des établissements situés dans l'Etat qui applique l'impôt, comptes dressés et publiés conformément aux lois dudit Etat ;

c) Par « toutes autres pièces », toutes pièces concernant la gestion des établissements et nécessaires pour déterminer les revenus desdits établissements qui sont imposables dans l'Etat qui applique l'impôt.

4. — Il est entendu que, par application de la règle établie à l'article 7 de la convention, les entreprises de navigation maritime ou aérienne dont le siège central réel se trouve en Italie et dont les navires ou les aéronefs, battant pavillon italien ou possédant la nationalité italienne, chargent ou déchargent des voyageurs ou des marchandises en territoire français, n'y seront pas soumises à la contribution des patentes ou à tout autre impôt qui lui serait substitué, si elles n'y possèdent ni agence ni succursale, alors même qu'elles utiliseraient les services d'un intermédiaire pour la recherche du fret ou la vente de billets.

A titre de réciprocité, l'impôt provincial et communal italien sur l'industrie, le commerce et les professions, ou l'impôt d'exercice, ou tout autre impôt qui lui serait substitué, ne sera pas appliqué aux entreprises françaises de navigation maritime ou aérienne dont les navires ou les aéronefs, battant pavillon français ou possédant la nationalité française, chargent ou déchargent des voyageurs ou des marchandises en territoire italien dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent.

Il est, en outre, convenu que les impôts dont les entreprises visées à l'article 7 de la convention se trouveront exonérées par l'effet dudit article, ne seront pas réclamés pour le passé, sauf dans le cas où les rôles auraient été mis en recouvrement antérieurement à la date de la présente convention.

5. — Pour l'imposition des pensions privées suivant la règle établie au deuxième alinéa de l'article 9 de la convention, il est entendu que, si la pension est servie par une entreprise ayant des établissements dans les deux pays, l'établissement qui a la charge d'effectuer le paiement sera considéré comme débiteur.

6. — Il est précisé que, conformément aux articles 4, 5 et 11 de la convention, et par dérogation à la législation générale française, les sociétés italiennes bénéficieront des dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi française du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de celle du 19 mars 1928, dans les conditions fixées par ces articles.

7. — Pour l'application de l'article 11 de la convention, il est précisé que par « capitaux nationaux » il faut entendre, en ce qui concerne la France, les capitaux fournis par des sociétés dont le siège est en France ou par des particuliers domiciliés en France.

En conformité de l'article 11, le Gouvernement français prendra les mesures suivantes :

a) Il ne percevra plus l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées, en tant qu'il s'appliquera à des valeurs italiennes ayant supporté, en Italie, l'impôt au taux de 20 p. 100 ;

b) Il ne percevra plus l'impôt de 16 p. 100 sur les obligations italiennes abonnées qui auront supporté, en Italie, l'impôt de 20 p. 100.

Les mêmes règles sont applicables *mutatis mutandis* à l'Italie.

Si l'Italie vient à instituer un impôt sur les valeurs mobilières italiennes, l'impôt français sur le même revenu ne sera perçu qu'imputation faite de l'impôt perçu en Italie.

Si l'Italie venait à créer un impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères, cet impôt ne serait perçu qu'après déduction de l'imposition acquittée en France.

8. — Eu égard à la législation actuellement en vigueur en Italie, il est précisé que, par l'effet de l'article 12 de la convention, les contribuables ayant leur domicile fiscal en territoire français et qui y sont comme tels passibles de l'impôt personnel ne seront pas frappés de l'impôt personnel en Italie pour les revenus de leurs biens situés en territoire italien, s'ils n'y ont pas de domicile.

9. — Il est précisé que, pour l'application de l'article 13 de la convention, chaque Etat, après avoir calculé l'impôt personnel sur le revenu global du contribuable d'après son tarif propre, réduira la somme ainsi obtenue au prorata de la durée du séjour sur son territoire.

10. — Les étudiants qui séjournent dans l'un des Etats contractants, exclusivement pour y faire leurs études, ne seront pas assujettis par ledit Etat à un impôt sur les subsides qu'ils reçoivent de leurs parents résidant dans l'autre Etat, pour autant que ces subsides constituent la fraction la plus importante des ressources qui leur sont nécessaires pour leur entretien et leurs études.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 16 juin 1930.

(L. S.) M. BORDUGE.

(L. S.) GIUS. DE MICHELIS.

(L. S.) GINO BOLAFFI.

Pour copie certifiée :

Le Directeur des Unions internationales,
Illisible.

II

AVENANT

A LA CONVENTION DU 16 JUIN 1930 ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE POUR EVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET REGLER CERTAINES AUTRES QUESTIONS EN MATIERE FISCALE

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi d'Italie, désireux de compléter les dispositions de la convention du 16 juin 1930 entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions en matière fiscale, ont décidé de conclure un avenant à ladite convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. Marcel BORDUGE, ancien conseiller d'Etat, directeur général hors cadres au ministère des finances ;

Sa Majesté le roi d'Italie :

Son Excellence M. Giuseppe DE MICHELIS, ambassadeur, sénateur du royaume ;

M. Gino BOLAFFI, directeur en chef de division au ministère des finances,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus réciproquement des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — La convention susvisée du 16 juin 1930 est complétée par l'article suivant, qui prendra place après l'article 11 de la convention même, et qui portera le numéro 11 bis :

« *Art. 11 bis.* — Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie qui possèdent en France un établissement stable et qui sont soumises à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en vertu de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant acquitteront cet impôt dans les conditions prévues par ces dispositions ; toutefois, le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de sa succursale ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

« Les sociétés ayant leur siège social effectif en Italie ne peuvent être soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers à raison de leur participation dans une société dont le siège social effectif est en France ; mais les bénéfices distribués par la société française et passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières seront augmentés, le cas échéant, pour la perception de cet impôt, des bénéfices ou avantages que la société italienne aurait indirectement retirés de sa participation ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen. »

Art. 2. — Le présent avenant sera ratifié et entrera en vigueur en même temps que la convention du 16 juin 1930, dont il suivra le sort.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent avenant et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, en double exemplaire, le seize novembre mil neuf cent trente et un.

Signé : Marcel BORDUGE.

Signé : G. DE MICHELIS,
— Gino BOLAFFI.

Pour copie conforme :

Le sous-directeur des unions internationales,

Signé : Illisible.

III

Protocole.

Au moment de procéder à la signature du présent avenant conclu ce jour entre la France et l'Italie pour compléter la convention du 16 juin 1930 relative aux doubles impositions, les plénipotentiaires soussignés ont fait la déclaration concordante suivante, qui formera partie intégrante de ladite convention :

« Il est entendu que pour l'application de l'article 6 de la convention du

16 juin 1930 les revenus visés aux articles 4 et 5 et provenant de l'un des Etats ne seront pas compris dans les bénéfices passibles, dans l'autre Etat, soit de l'impôt sur la richesse mobilière, soit de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. »

Fait à Rome, en double exemplaire, le seize novembre mil neuf cent trente et un.

Signé : M. BORDUGE.

Signé : G. DE MICHELIS,
— Gino BOLAFFI.

Pour copie certifiée :
Le sous-directeur des unions internationales,
Signé : Illisible.

TEXTE N° 6

CONVENTION

ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE POUR EVITER
LES DOUBLES IMPOSITIONS ET REGLER CERTAINES
AUTRES QUESTIONS EN MATIERE FISCALE (1)

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi des Belges, animés du désir d'éviter les doubles impositions et de régler certaines questions en matière fiscale, ont décidé de conclure une convention spéciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. Marcel BORDUGE, conseiller d'Etat, directeur général au ministère des finances ;

Sa Majesté le roi des Belges :

M. Charles CLAVIER, directeur général des contributions directes ;

M. Rodolphe PUTMAN, inspecteur général des contributions directes ;

Et M. Fernand LAVERS, directeur au ministère des affaires étrangères, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus réciproquement des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}, § 1^{er}. — Les contribuables qui ont leur domicile fiscal dans l'un des deux Etats contractants et dont certains revenus proviennent, en tout ou en partie, de l'autre Etat, bénéficieront, à raison de ces revenus, du régime spécial établi par les articles ci-après.

§ 2. — Pour l'application de la présente convention, le domicile fiscal des personnes physiques est au lieu de leur résidence normale entendue dans

(1) J. off. du 14 juillet 1933, errata au J. off. du 30 août 1933.

le sens de foyer permanent d'habitation, et celui des sociétés qui constituent une individualité juridique distincte est au lieu de leur siège social effectif.

Art. 2, § 1^{er}. — La présente convention s'applique aux impôts directs réels, ainsi qu'aux droits d'enregistrement visés à l'article 14.

§ 2. — Sont considérés comme impôts directs ceux qui sont établis directement sur les revenus pour le compte de l'Etat ou pour celui des provinces, départements et communes.

§ 3. — Sont considérés comme réels, aux termes de la présente convention, les impôts directs qui sont établis sur les diverses catégories de revenus prises distinctement.

§ 4. — A la date de la présente convention, les impôts réels sont les suivants :

A. — Pour la Belgique :

Les impôts cédulaires sur les revenus, c'est-à-dire la contribution foncière, la taxe mobilière, la taxe professionnelle et la taxe spéciale sur le produit de la location du droit de chasse, de pêche ou de tenderie.

B. — Pour la France :

Les impôts cédulaires sur les revenus, c'est-à-dire : la contribution foncière, l'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers, la redevance proportionnelle des mines, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, l'impôt sur les traitements, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères et l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales.

Art. 3. — Le revenu des biens immobiliers, qui correspond à leur valeur locative réelle ou présumée, ainsi que tous les autres revenus de ces biens qui ne sont pas visés à l'article 7 ci-après, sont imposables exclusivement dans celui des deux Etats où ces biens sont situés.

Art. 4, § 1^{er}. — Les revenus des fonds publics, des obligations, des prêts, des dépôts et comptes de dépôts, et de toutes autres créances, sont imposables dans celui des deux Etats où se trouve le débiteur de ces revenus.

§ 2. — Si le débiteur possède dans les deux Etats des établissements stables au sens de l'article 7 ci-après et si l'un de ces établissements, dans le cadre de son activité propre, contracte un emprunt ou reçoit un dépôt, l'impôt est perçu par celui des deux Etats sur le territoire duquel est situé cet établissement.

Art. 5. — Les revenus des actions ou des parts analogues, ceux des commandites dans les sociétés en commandite simple, ceux des parts dans les sociétés civiles et les sociétés à responsabilité limitée, sont imposables dans celui des deux Etats où se trouve le siège social effectif.

Art. 6, § 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions des articles 4 et 5 de la présente convention, les revenus des valeurs mobilières (fonds publics, actions ou autres titres d'associés dans les sociétés, obligations ou autres titres d'emprunt), pourront être frappés d'un impôt réel par l'Etat du domicile fiscal des bénéficiaires, suivant les modes prévus par sa législation générale. Mais, dans ce cas, cet Etat accepte de précompter sur l'impôt qu'il percevrait de ce chef, celui qui aura été payé dans l'autre Etat pour le même revenu.

§ 2. — Eu égard à la situation actuelle des charges fiscales en France et

en Belgique, les deux Etats s'engagent à appliquer forfaitairement comme suit les dispositions du paragraphe précédent.

§ 3. — En ce qui concerne la Belgique et pour autant que le taux général de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières étrangères ne dépassera pas 12 p. 100, cet impôt ne sera pas perçu sur le revenu des valeurs françaises encaissé par des personnes ayant leur domicile fiscal en Belgique. Au cas où le taux général excéderait 12 p. 100, il serait diminué de 12 pour les mêmes valeurs.

§ 4. — En ce qui concerne la France, le taux général de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières étrangères, sera diminué de 12 pour les valeurs belges abonnées et non abonnées.

§ 5. — Les quotités de réduction indiquées aux paragraphes 3 et 4, seront révisées tous les cinq ans à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Art. 7, § 1^{er}. — Sans préjudice aux dispositions qui précèdent, les exploitations industrielles, minières, commerciales ou agricoles, sont imposables dans chacun des Etats au prorata des revenus produits par les établissements stables y situés.

§ 2. — A défaut de comptabilité régulière faisant ressortir exactement et distinctement ces revenus, les administrations compétentes des deux Etats contractants s'entendront, le cas échéant, pour arrêter les règles de ventilation.

§ 3. — Sont considérés comme établissements stables les sièges de direction effective, succursales, fabriques, usines, ateliers, agences, magasins, bureaux, laboratoires, comptoirs d'achat ou de vente, dépôts ainsi que toutes autres installations fixes de caractère productif. Le fait, pour une entreprise établie dans l'un des deux Etats contractants, d'avoir des relations d'affaires avec l'autre pays par l'intermédiaire d'un agent ou d'une société vraiment autonome (courtier, commissionnaire, filiale, etc.), n'implique pas, pour cette entreprise, l'existence d'un établissement stable dans ce dernier pays.

§ 4. — Par dérogation au paragraphe 3 qui précède, ne sont pas imposables les comptoirs qui se bornent à l'achat de marchandises diverses destinées à l'approvisionnement d'un ou de plusieurs établissements de vente ou de transformation, que le contribuable exploite dans l'autre pays.

Art. 8, § 1^{er}. — Les sociétés ayant leur domicile fiscal en Belgique, qui possèdent en France un établissement stable et qui sont soumises à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, en vertu de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant, acquitteront cet impôt dans les conditions prévues par ces dispositions ; toutefois, le revenu taxé ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés en France, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages que la société aurait retirés indirectement de sa succursale, ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

§ 2. — Les sociétés ayant leur domicile fiscal en Belgique, ne peuvent être soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, à raison de leur participation dans une société dont le siège social effectif est en France ; mais, les bénéfices distribués par la société française et passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières seront augmentés, le cas échéant, pour la

perception de cet impôt, des bénéfices ou avantages que la société belge aurait indirectement retirés de sa participation, ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

§ 3. — Les sociétés par actions ayant leur domicile fiscal en France, qui possèdent un établissement stable en Belgique y sont assujetties, du chef du bénéfice qu'elles y réalisent, au régime applicable aux sociétés étrangères similaires, à moins qu'elles ne demandent, en faisant leur déclaration annuelle, à être soumises au régime des sociétés belges par actions ; dans ce dernier cas, la taxe mobilière sur le revenu des actions est assise sur une fraction de bénéfice belge égale au rapport existant entre le bénéfice distribué par la société et son bénéfice total, sans toutefois que la somme imposable à la taxe professionnelle et à la taxe mobilière puisse dépasser le montant du bénéfice belge.

Art. 9, § 1^{er}. — Les revenus des professions non commerciales exercées à demeure et non visés à l'article 11 sont imposables dans celui des deux Etats contractants où les intéressés possèdent une installation permanente pour l'exercice de leur activité professionnelle.

§ 2. — Les droits d'auteur et les revenus de brevets d'invention sont imposables dans le pays du domicile fiscal des bénéficiaires. Toutefois, s'ils constituent un revenu d'entreprise industrielle ou commerciale, ils sont imposables dans les conditions prévues à l'article 7.

Art. 10. — Les rémunérations des administrateurs de sociétés par actions et des personnes qui remplissent des fonctions analogues à celles d'administrateur sont imposables dans celui des deux Etats où se trouve le siège social effectif, sous réserve de l'application de l'article 11 en ce qui concerne les rémunérations que les intéressés touchent en leurs autres qualités effectives.

Art. 11. — Les rémunérations quelconques des salariés et appointés sont imposables dans celui des deux Etats où les intéressés exercent leur activité.

Toutefois les traitements, salaires ou autres rémunérations des travailleurs frontaliers qui justifient de cette qualité par la production de la carte frontalière instituée par les conventions intervenues entre les deux hautes parties contractantes ne sont soumis à l'impôt que dans le pays où les intéressés ont leur domicile fiscal.

D'autre part, les traitements des fonctionnaires et employés publics d'un des deux Etats contractants qui exercent leurs fonctions dans l'autre Etat sont imposables seulement dans celui qui les rétribue.

Art. 12. — Les pensions publiques ou privées sont imposables dans l'Etat du débiteur de ces revenus.

Art. 13. — Les rentes viagères et les revenus de toutes occupations lucratives non visées dans les articles précédents sont imposables dans l'Etat sur le territoire duquel le bénéficiaire a son domicile fiscal.

Art. 14, § 1^{er}. — La perception des droits d'enregistrement sur les actes que les sociétés civiles ou commerciales d'un des deux Etats sont dans le cas de faire enregistrer dans l'autre Etat, en vue ou en suite de l'établissement dans celui-ci d'une succursale ou d'un siège quelconque d'opérations, sera réglée conformément aux dispositions ci-après :

§ 2. — Le taux du droit d'enregistrement à percevoir dans l'hypothèse

envisagée au paragraphe 1^{er}, sur les actes portant constitution de société, augmentation du capital social ou prorogation de société, ne peut dépasser le taux applicable aux sociétés nationales.

§ 3. — Le droit ainsi fixé est calculé sur une base qui ne peut excéder un vingt-cinquième du capital social entier, étant entendu, au surplus, que le montant dudit droit ne peut être supérieur pour chaque acte à la somme de cinquante mille francs belges ou à l'équivalent de cette somme en francs français. Toutefois, si la société ne possède, dans l'Etat dont elle relève par sa nationalité, aucun siège d'exploitation industrielle ou commerciale, le droit est liquidé sur la moitié du capital social entier.

§ 4. — Le droit liquidé, ainsi qu'il est dit au paragraphe 3 précédent exclut la perception de tout autre droit d'enregistrement à raison des dispositions concernant soit les engagements contractés par la société envers les associés en retour de leurs apports, soit les conventions entre la société et les gérants, administrateurs ou commissaires, soit le versement prescrit par la loi commerciale pour les constitutions de sociétés anonymes.

Art. 15, § 1^{er}. — Les Etats contractants s'engagent, sur la base de la réciprocité, à se prêter concours et assistance aux fins de recouvrer en principal, additionnels, intérêts et frais ou amendes, suivant les règles de leur propre législation, les impôts définitivement dus, visés par l'article 2 de la présente convention, ainsi que les autres impôts directs.

§ 2. — Les poursuites et mesures d'exécution auront lieu sur production d'une copie officielle des titres exécutoires accompagnée éventuellement des décisions passées en force de chose jugée.

§ 3. — Les créances fiscales à recouvrer ne seront pas considérées comme des créances privilégiées dans l'Etat requis, et celui-ci ne sera pas obligé d'appliquer un moyen d'exécution non prévu par la législation de l'Etat requérant.

§ 4. — Si une créance fiscale est encore susceptible d'un recours, l'Etat requérant peut demander à l'Etat requis de prendre des mesures conservatoires, auxquelles sont applicables *mutatis mutandis* les dispositions précédentes.

§ 5. — Les administrations fiscales des deux Etats contractants régleront la procédure administrative à suivre en l'occurrence.

Art. 16. — La présente convention ne s'applique qu'au territoire métropolitain des hautes parties contractantes.

Art. 17, § 1^{er}. — La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Bruxelles dans le plus bref délai.

§ 2. — La convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de la ratification.

§ 3. — Elle pourra cesser de produire ses effets le 1^{er} janvier de chaque année, à condition qu'elle ait été dénoncée au moins huit mois à l'avance.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention, et y ont apposé leur sceau.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 16 mai 1931.

Signé : BORDUGE.

Signé : CLAVIER.

— PUTMAN.

— LAVERS.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations concordantes suivantes qui forment partie intégrante de la convention :

I

§ 1^{er}. — Il est entendu qu'en ce qui concerne l'application de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant, l'article 8 de la présente convention remplace les deux derniers alinéas de l'article 8 de la convention d'établissement signée entre les hautes parties contractantes le 6 octobre 1927 ; il entrera rétroactivement en application à compter du 6 novembre 1927, sans cependant ouvrir droit à des restitutions pour les contribuables qui ne justifieraient pas d'une réclamation écrite présentée avant le 1^{er} janvier 1931.

§ 2. — Sous réserve des mesures conservatoires nécessaires, il sera, jusqu'à ratification, sursis au recouvrement de l'impôt restant dû par les sociétés visées à l'article 8 pour la période courue depuis le 6 novembre 1927 ; toutefois, les administrations compétentes se réservent le droit de poursuivre le paiement de l'impôt qui serait dû, pour cette période, sur la base des dispositions de l'article 8 de la présente convention.

II

§ 1^{er}. — Il est entendu que les sociétés belges continueront à bénéficier en France de la disposition administrative qui leur permet actuellement de ne faire enregistrer que des extraits de leurs actes constitutifs ou modificatifs, extraits contenant uniquement les dispositions nécessaires pour les fins qu'elles poursuivent.

§ 2. — D'autre part, les actes constitutifs et modificatifs des sociétés françaises continueront à être enregistrés en Belgique, savoir :

1^o Au droit fixe général, lorsque les sociétés intéressées ne feront enregistrer lesdits actes ni en vue de l'établissement sur le territoire belge d'une succursale ou d'un siège quelconque d'opérations, ni en vue de l'émission, de l'exposition, de l'offre de la vente publique de leurs titres ou de l'inscription de ceux-ci à la cote officielle d'une bourse de commerce ;

2^o Au droit fixe de deux mille cinq cents francs, lorsque lesdites sociétés feront enregistrer leurs actes constitutifs ou modificatifs en vue de l'émission, de l'exposition, de l'offre, de la vente publique de leurs titres ou de l'inscription de ceux-ci à la cote officielle d'une bourse de commerce.

§ 3. — Il est entendu, d'autre part, que le paragraphe 4 de l'article 14 ne vise pas le droit de mutation exigible en France en cas d'apport, à titre onéreux, de biens français.

III

§ 1^{er}. — Dans le cas où l'une des deux hautes parties contractantes apporterait des changements à sa législation fiscale, les réajustements des dispositions de la présente convention seraient effectués, dans l'esprit de celle-ci, par accord entre les administrations compétentes des deux Etats.

§ 2. — Ces accords modificatifs ou complémentaires feraient l'objet de notes échangées par la voie diplomatique.

IV

Les impôts personnels restent provisoirement réservés parce que la Belgique vient de substituer (loi du 13 juillet 1930) à l'impôt complémentaire sur le revenu global ou supertaxe un impôt complémentaire personnel basé, en principe, sur des indices situés dans le pays. L'expérience seule permettra d'apprécier en quelles circonstances, et dans quelle mesure, la double imposition pourrait se présenter par rapport à l'impôt sur le revenu global français assis sur le revenu réel.

V

Les étudiants de l'un des deux Etats contractants, qui séjournent dans l'autre exclusivement pour y faire leurs études, n'y sont pas assujettis à un impôt sur les subsides qu'ils reçoivent pour leur entretien et leurs études.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 16 mai 1931.

Signé : BORDUGE.

Signé : CLAVIER.

— PUTMAN.

— LAVERS.

TEXTE N° 7

CONVENTION

ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE AU SUJET DES DOUBLES IMPOSITIONS, SIGNEE A PARIS, LE 27 AVRIL 1932 (1)

Le Président de la République française et le président des Etats-Unis d'Amérique, animés du désir de régler certaines questions relatives aux doubles impositions, ont décidé de conclure une convention spéciale et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française :

M. André TARDIEU, député, président du conseil, ministre des affaires étrangères, officier de la Légion d'honneur.

Le président des Etats-Unis d'Amérique :

M. Walter E. EDGE, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique en France,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus réciproquement des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les entreprises de l'un des Etats contractants ne sont soumises à l'impôt de l'autre Etat contractant, en ce qui concerne les bénéfices indus-

(1) J. off. du 2 octobre 1935, *erratum* au J. off. du 23 novembre 1935.

triels et commerciaux, qu'en raison des bénéfices provenant des établissements stables qu'elles exploitent dans ce dernier Etat.

N'entrent pas en compte pour l'assiette de l'impôt dans l'un des Etats contractants les achats de marchandises qui y sont effectués par une entreprise de l'autre Etat pour l'approvisionnement des établissements que ladite entreprise exploite dans ce dernier Etat.

Art. 2. — Les entreprises américaines qui possèdent des établissements stables en France sont tenues de fournir à l'administration fiscale française les mêmes déclarations et les mêmes justifications, en ce qui concerne lesdits établissements, que les entreprises françaises.

L'administration fiscale française a le droit, dans la limite des dispositions de sa législation nationale et sous réserve des recours prévus par cette législation, d'apporter à la déclaration des bénéfices réalisés en France les redressements nécessaires pour dégager le chiffre exact de ces bénéfices.

Le même principe s'applique, *mutatis mutandis*, aux entreprises françaises ayant des établissements stables aux Etats-Unis.

Art. 3. — Les revenus qu'une entreprise de l'un des Etats contractants tire de l'exploitation d'aéronefs immatriculés dans cet Etat et effectuant le transport entre les deux pays ne sont imposables que dans le premier Etat.

Art. 4. — Lorsqu'une entreprise américaine, du fait de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise française, fait ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites à une tierce entreprise, tous bénéfices qui auraient dû normalement apparaître au bilan de l'entreprise française, mais qui ont été, de la sorte, transférés à l'entreprise américaine, sont, sous réserve des recours applicables en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, incorporés aux bénéfices imposables de l'entreprise française.

Le même principe s'applique *mutatis mutandis*, lorsque des bénéfices sont transférés d'une entreprise américaine à une entreprise française.

Art. 5. — Les sociétés américaines qui possèdent en France des établissements stables ont, par dérogation à l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, la faculté d'acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les trois quarts des bénéfices effectivement retirés de ces établissements, les bénéfices industriels et commerciaux étant déterminés en conformité des dispositions de l'article 1^{er}.

Une société américaine qui veut se placer sous le régime prévu à l'alinéa qui précède doit en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent accord ou dans les six mois qui suivent la création par elle d'un établissement en France. L'option faite pour un établissement vaut pour tous les établissements de la même société ; elle est irrévocable.

Art. 6. — Une société américaine ne sera pas assujettie aux prescriptions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 en raison d'une participation dans la gestion ou dans le capital ou à cause de toute autre relation avec une société française, si lesdites société américaine et société française se conforment aux dispositions du présent article. Dans ce cas, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières continue à être perçu conformément à la législation française sur

les dividendes, intérêts et tous autres produits distribués par l'entreprise française, mais il est, en outre, exigible, le cas échéant, et sous réserve des recours applicables en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, sur les bénéfices que l'entreprise américaine retire de l'entreprise française dans les conditions prévues par l'article 4.

Une société américaine qui veut bénéficier de la faculté prévue à l'alinéa précédent doit en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement, conjointement avec la société française intéressée, dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent accord, ou dans les six mois de la prise de participation ou du commencement des relations de nature à entraîner l'application de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872. L'option exercée est irrévocable.

Les sociétés américaines qui n'ont pas fait la déclaration et qui sont assujetties aux dispositions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 bénéficient des articles 27, 28 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928, dans les mêmes conditions que les sociétés françaises.

Art. 7. — Les rémunérations payées par l'un des Etats contractants à ses citoyens pour travaux ou services personnels accomplis dans l'autre Etat sont exemptes d'impôt dans ce dernier Etat.

Art. 8. — Les pensions pour faits de guerre payées par l'un des Etats contractants à des personnes résidant sur le territoire de l'autre Etat sont exemptes d'impôt dans ce dernier Etat.

Art. 9. — Les revenus des catégories ci-après payés dans l'un des Etats contractants à une société de l'autre Etat ou à un citoyen de ce dernier Etat y résidant sont exempts d'impôt dans le premier Etat :

- a) Redevances versées en contre-partie du droit d'utiliser des brevets, procédés et formules secrets, marques de fabrique et autres droits analogues ;
- b) Revenus perçus comme droits d'auteur ;
- c) Pensions privées et rentes viagères.

Art. 10. — Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification échangés à Paris dans le plus bref délai.

L'accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra celle de la ratification et restera en vigueur pour une période de cinq ans, et ensuite jusqu'à l'expiration des douze mois à partir de la date où l'une des parties contractantes aura notifié son intention d'y mettre fin.

Les sociétés américaines qui n'ont pas été définitivement assujetties à l'impôt édicté par l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 avant le 1^{er} mai 1930, et qui ont fait la déclaration prévue à l'article 6 de cet accord, ne seront pas soumises à l'application dudit article 3 du décret du 6 décembre 1872 pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de l'accord.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris, en double exemplaire, en français et en anglais, le 27 avril 1932.

Signé : André TARDIEU.

— Walter E. EDGE.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont fait les déclarations concordantes suivantes qui forment partie intégrante de la convention :

1° Les impôts visés dans le présent accord sont :

a) Pour les Etats-Unis : l'impôt fédéral sur le revenu (Federal income tax), mais il est entendu que l'article 1^{er} n'exempte pas :

1. Les rémunérations pour travaux ou services personnels accomplis aux Etats-Unis ;

2. Les revenus provenant des immeubles situés aux Etats-Unis ou de quelque droit que ce soit sur de telles propriétés, y compris les loyers et redevances et tous bénéfices provenant de la vente ou de toute autre disposition de ces propriétés ;

3. Les dividendes ;

4. Les intérêts ;

b) Pour la France :

Dans les articles 1^{er}, 2, 3 et 4, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ;

Dans les articles 3, 5 et 6, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ;

Dans les articles 7, 8 et 9, l'impôt sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères et autres impôts cédulaires appropriés aux revenus visés dans ces articles ;

2° Les dispositions de l'accord ne restreignent pas les exemptions, déductions, réductions ou abattements ou autres avantages accordés par la législation de l'un des Etats contractants, dans la détermination de la taxe imposée par cet Etat ;

3° Pour l'interprétation du présent accord :

a) Le terme « établissement stable » désigne les succursales, exploitations minières et pétrolifères, fabriques, ateliers, magasins, bureaux, agences et autres centres fixes d'affaires, mais ne comprend pas les sociétés filiales.

Lorsqu'une entreprise de l'un des Etats contractants fait des affaires dans l'autre Etat par la voie d'un agent y établi qui est autorisé à contracter pour son compte, elle est considérée comme ayant un établissement stable dans ce dernier Etat.

Mais le fait pour une entreprise de l'un des Etats d'avoir des relations d'affaires dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un commissionnaire ou courtier vraiment autonome ne permet pas de considérer cette entreprise comme ayant un établissement stable dans ce dernier Etat ;

b) Le mot « entreprise » comprend toute forme d'exploitation appartenant à un particulier, société en nom collectif, société anonyme ou toute autre collectivité ;

c) L'expression « entreprise d'un des Etats contractants » signifie, suivant le cas, « entreprise américaine » ou « entreprise française » ;

d) L'expression « entreprise américaine » désigne une entreprise exploitée

aux Etats-Unis par un citoyen des Etats-Unis ou par une société ou autre collectivité américaine.

L'expression « société ou autre collectivité américaine » désigne toute société ou autre collectivité créée ou organisée dans les Etats-Unis ou suivant les lois des Etats-Unis ou d'un Etat ou territoire des Etats-Unis ;

e) L'expression « entreprise française » se définit de la même façon, *mutatis mutandis*, que l'expression « entreprise américaine » ;

f) Les sociétés américaines visées aux articles 5 et 6 sont celles qui, en raison de leur forme, sont soumises à l'article 3 du décret du 6 décembre 1872. Le présent accord ne modifie pas le régime de l'abonnement en matière de titres ;

g) Le terme « Etats-Unis », quand il est employé dans un sens géographique, ne comprend que les Etats, les territoires d'Alaska et d'Hawaï et le district de Columbia ;

h) Le terme « France », quand il est employé dans un sens géographique, ne comprend que la France métropolitaine, à l'exclusion de l'Algérie et des colonies.

Fait en double expédition à Paris, le 27 avril 1932.

Signé : André TARDIEU.

— Walter E. EDGE.

TEXTE N° 8

INSTRUCTION

relative à l'exécution de la loi du 5 avril 1935, portant approbation de la convention, signée à Paris, le 27 avril 1932, entre les Etats-Unis d'Amérique et la France, au sujet des doubles impositions.

Direction
Générale
de
l'Enregistrement
des Domaines
et
du Timbre

Division Centrale

N° 4257.

Du 24 mars 1936.

Une loi du 5 avril 1935, publiée au *Journal officiel* du 6 (Annexe n° 1), a autorisé la ratification de la convention signée à Paris, le 27 avril 1932, entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, au sujet des doubles impositions.

Cette convention a été ratifiée par un décret du 1^{er} octobre 1935, publié au *Journal officiel* du 2 (Annexe n° II).

Observations générales.

1. — La Convention passée avec les Etats-Unis n'a pas pour objet, comme les conventions déjà conclues avec l'Italie et la Belgique (*Instr. n° 4163*), de mettre fin, d'une manière générale, aux superpositions d'impôts qui frappent les différentes catégories de revenus, du fait du conflit des législations fiscales française et américaine.

Sa portée est plus limitée; en matière de suppression des doubles impositions, elle se borne à éviter la double taxation de quelques catégories particulières de revenus. Son objet principal consiste dans la fixation du mode d'imposition des sociétés de chacun des deux pays qui exercent leur activité commerciale ou industrielle dans l'autre.

Parmi les impôts dont le recouvrement incombe à l'Administration de l'Enregistrement, le seul que vise la Convention est l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (*Rapp. protocole final*, § 1^o, b).

Au surplus, à l'égard de cet impôt, le champ d'application de la convention franco-américaine est plus restreint que celui des conventions franco-italienne et franco-belge; ses dispositions ne sont applicables qu'aux sociétés américaines qui ont pour objet des biens situés en France; elles ne touchent en rien ni aux règles qui régissent actuellement la perception de l'impôt dû par les sociétés étrangères abonnées pour ceux de leurs titres qui circulent en France (*Rapp. protocole*, § 3^o, f, in fine), ni à celles qui concernent l'impôt exigible sur les produits de fonds d'Etats étrangers et de valeurs étrangères non abonnées.

Sociétés américaines ayant pour objet des biens situés en France.

REGIME ACTUEL

2. — Au point de vue de l'exigibilité de l'impôt sur le revenu, le régime de droit commun des sociétés étrangères qui ont pour objet des biens situés en France, auquel sont assujetties actuellement les sociétés américaines de l'espèce, est le suivant :

3. — *Sociétés imposables.* — Les sociétés étrangères sont soumises à l'impôt dès l'instant qu'elles ont en France des biens rentrant dans leur objet. Aucune distinction n'est établie suivant la nature de ces biens : les sociétés qui, sans avoir d'établissement sur notre territoire, y accomplissent néanmoins des opérations (conclusion de prêts, concession de brevets, etc.) sont imposables comme celles qui y possèdent ou y exploitent un actif corporel; de même, il est indifférent, pour l'application de l'impôt, que les sociétés exploitent leurs biens français par elles-mêmes ou qu'elles possèdent une participation dans une société française présentant le même objet.

4. — *Produits imposables.* — D'autre part, l'impôt atteint tous les produits distribués par ces sociétés : dividendes d'actions ou autres titres d'associés, intérêts d'obligations ou emprunts émis ou contractés tant en France qu'à l'étranger.

5. — *Application de l'impôt.* — Enfin, l'impôt n'est dû sur ces distributions, que dans la mesure d'une quotité imposable calculée en considération, notamment, de la valeur de l'actif français par rapport à l'actif total ou des affaires réalisées en France par rapport aux affaires totales. Cette quotité ne tient donc jamais compte des bénéfices acquis en France et l'impôt demeure exigible sur les distributions opérées, même si l'exploitation française est improductive; par contre, il n'est pas perçu quand la société ne distribue pas de revenus, même si l'établissement français produit effectivement des bénéfices.

6. — *Sociétés imposables à raison de leurs titres et de leurs biens.* — Par ailleurs, lorsque la société étrangère est soumise à l'impôt à la fois à raison de ses titres et de ses biens, l'impôt n'est exigible qu'une fois sur la quotité imposable la plus élevée, fixée soit pour ses titres, soit pour ses biens français.

NOUVEAU REGIME

7. — Les articles 3, 5, 6 et 9 de la Convention modifient ces règles en faveur des sociétés américaines.

Ces articles distinguent, d'une part, les sociétés américaines qui ont en France un établissement stable, d'autre part, les sociétés américaines qui possèdent une participation dans une société française et, enfin, les sociétés qui accomplissent dans notre pays des opérations entrant dans leur objet, sans y avoir d'établissement. En outre, des règles spéciales sont prévues à l'égard des comptoirs d'achat, des sociétés de navigation aérienne et des sociétés qui perçoivent en France des redevances résultant de la concession de brevets.

8. — SOCIÉTÉS AMÉRICAINES AYANT UN ÉTABLISSEMENT STABLE EN FRANCE. — L'article 5 de la Convention dispose :

« Les sociétés américaines qui possèdent en France des établissements stables ont, par dérogation à l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, la faculté d'acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les trois quarts des bénéfices effectivement retirés de ces établissements, les bénéfices industriels et commerciaux étant déterminés en conformité des dispositions de l'article 1^{er}. »

« Une société américaine qui veut se placer sous le régime prévu à l'alinéa qui précède doit en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement dans les six mois qui suivent la création par elle d'un établissement en France. L'option faite pour un établissement vaut pour tous les établissements de la même société; elle est irrévocable. »

9. — *Définition de l'établissement stable.* — Pour l'interprétation de cette disposition « le terme *établissement stable* désigne les succursales, exploitations minières et pétrolifères, fabriques, ateliers, magasins, bureaux, agences et autres centres fixes d'affaires » (Protocole, n° 3°, § a, 1^{er} alinéa). Mais il ne comprend pas les sociétés filiales qui sont régies par l'article 6 (n° 17 ci-après).

En particulier, « lorsqu'une entreprise de l'un des Etats contractants fait des affaires dans l'autre par la voie d'un agent y établi qui est autorisé à contracter pour son compte, elle est considérée comme ayant un établissement stable dans ce dernier Etat » (Protocole, n° 3°, § a, 2° alinéa).

Par contre, « le fait pour une entreprise de l'un des Etats d'avoir des relations d'affaires dans l'autre Etat par l'intermédiaire d'un commissionnaire ou courtier vraiment autonome ne permet pas de considérer cette entreprise comme ayant un établissement stable dans ce dernier Etat » (Protocole, n° 3°, § a, 3° alinéa).

10. — *Option.* — Le régime que l'article 5 de la Convention institue en faveur des sociétés américaines est un régime facultatif. Pour en bénéficier, ces sociétés doivent en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement.

Le bureau compétent pour recevoir cette déclaration est celui qui est chargé de la perception des taxes dues par la société considérée.

La déclaration doit être souscrite, soit dans les six mois de l'entrée en vigueur de la convention, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet 1936 (v. n° 29 ci-après), s'il s'agit d'une société qui possédait déjà un établissement en France au 1^{er} janvier 1936, soit dans les six mois de la création de l'établissement en France, dans le cas contraire.

A défaut de déclaration dans le délai imparti, la société est réputée avoir opté pour le régime actuel (v. n° 2, supra).

Par ailleurs, l'option faite pour un établissement vaut pour tous les établissements que la société possède en France. Une société américaine qui a, dans notre pays, plusieurs établissements, ne peut pas, par conséquent, se placer sous le nouveau régime pour un de ces établissements et demeurer sous le régime du décret du 6 décembre 1872 pour un autre établissement.

Enfin, l'option, une fois exercée, est irrévocable. La société américaine qui a opté pour le nouveau régime n'a plus la possibilité de demander ultérieurement à être taxée selon le procédé actuel de la quotité imposable. De même, la société qui, en s'abstenant de souscrire la déclaration, a choisi le système actuel d'imposition, n'est plus fondée à demander, à l'avenir, le bénéfice du régime prévu par la Convention.

La déclaration que doit souscrire la société américaine pour profiter du nouveau régime est établie sur papier non timbré et signée par le représentant qualifié de la société ou par son mandataire justifiant d'un pouvoir régulier ; elle est classée dans le dossier de la société et mention du dépôt est faite sur le principal registre du bureau. En outre, l'article ouvert au sommier spécial des sociétés est annoté d'une référence à la déclaration.

II. — SOCIÉTÉS AYANT OPTÉ POUR LE NOUVEAU RÉGIME. — *Règle générale.* — Les sociétés américaines qui auront opté pour le nouveau régime cesseront d'être assujetties aux règles de liquidation de l'impôt instituées par l'article 3 du décret du 6 décembre 1872.

Pour ces sociétés, le bénéfice imposable ne sera plus, en aucun cas, fixé à une quote-part de l'ensemble des bénéfices distribués par la société. Désormais, seuls les bénéfices réalisés par le ou les établissements français auront à être pris en considération, et l'impôt sera liquidé sur les *trois quarts* de ces bénéfices.

Par suite, pour les sociétés américaines qui auront opté pour le régime de la Convention, la quotité imposable, qui a pu être fixée sous le régime antérieur, deviendra sans objet et n'aura plus, par conséquent, à être révisée.

De même, pour les sociétés américaines qui viendraient à créer, à l'avenir, un établissement en France, les Directeurs s'abstiendront de procéder à la fixation provisoire de la quotité imposable (*v. Instr. n° 4009, p. 2, 3^e al.*) jusqu'à l'expiration du délai de six mois imparti à la société pour exercer son option (*n° précédent*).

12. — *Comptoirs d'achat.* — En fixant les bénéfices imposables des sociétés américaines qui ont un établissement stable en France aux trois quarts des bénéfices retirés de ces établissements, l'article 5 dispose que les bénéfices industriels et commerciaux sont déterminés « en conformité des dispositions de l'article 1^{er} ».

Or, dans son 2^e alinéa, l'article 1^{er} prévoit que « *n'entrent pas en compte, pour l'assiette de l'impôt dans l'un des Etats contractants, les achats de marchandises qui y sont effectués par une entreprise de l'autre Etat pour l'approvisionnement des établissements que ladite entreprise exploite dans ce dernier Etat* ».

Il en résulte que, lorsque l'établissement stable qu'une société américaine possède en France aura pour objet *exclusif* l'achat de marchandises pour l'approvisionnement des établissements exploités aux Etats-Unis par la société,

celle-ci ne sera pas passible en France de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

13. — A s'en tenir à la lettre de la Convention, les opérations des comptoirs d'achat ne sont exonérées que dans le cas où la société américaine est imposée sur les trois quarts des bénéfices réalisés par l'établissement français. Ce n'est, en effet, qu'à cette hypothèse que s'applique la référence du 1^{er} alinéa de l'article 5 à l'article 1^{er} (lequel ne concerne directement que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ; *Protocole*, n° 1^o, § b).

Strictement, par suite, les sociétés américaines qui possèdent en France un comptoir d'achat ne seraient exemptes de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières que lorsqu'elles auraient opté pour le nouveau régime.

Toutefois, pour respecter tant l'intention des négociateurs que le principe de la réciprocité qui est à la base de la Convention, les sociétés américaines possédant en France un comptoir d'achat qui se livre exclusivement aux opérations prévues à l'article 1^{er} précité (n° précédent), ne seront pas imposées même si elles ne sont pas taxées selon le mode prévu par l'article 5.

14. — *Détermination des bénéfices.* — L'article 5 ne se réfère, pour la détermination des bénéfices de l'établissement stable, qu'à l'article 1^{er} de la Convention, et non à l'article 2 qui permet à l'Administration, pour l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (*Protocole*, n° 1^o, § b) « d'apporter à la déclaration des bénéfices réalisés en France, les redressements nécessaires pour dégager le chiffre exact de ces bénéfices ».

Mais, il n'en résulte pas que, pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, l'Administration doive s'en tenir aux chiffres ressortant de la comptabilité de l'établissement français.

L'article 5 prévoit, en effet, que l'impôt est perçu sur les trois quarts des « bénéfices effectivement retirés » par la société américaine de son établissement français.

Il en résulte que l'Administration est autorisée à s'assurer que les bénéfices ressortant de la comptabilité de l'établissement français correspondent bien à la totalité des bénéfices réellement réalisés par la société américaine, du chef de son établissement français. Si l'examen de ladite comptabilité révèle que la société a retiré indirectement de son établissement (soit par voie de diminution ou de majoration du prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen) d'autres bénéfices ou avantages, qui se sont traduits par une diminution du bénéfice apparent de l'établissement, les bénéfices ou avantages indirects devront être ajoutés au bénéfice ressortant de la comptabilité, pour la liquidation de l'impôt.

15. — *Sociétés ayant en France un établissement stable et dont les titres sont abonnés.* — Dans le cas où les titres d'une société américaine possédant un établissement stable en France auront été placés sous le régime de l'abonnement, et où la société américaine aura opté pour le nouveau régime, il ne sera plus possible de comparer les quotités imposables pour percevoir l'impôt d'après la plus élevée (v. n° 6, supra), puisque l'imposition de la société, du chef de son établissement français, ne donnera plus lieu à la fixation d'une quotité imposable (v. n° 11, supra).

Dans ce cas, la comparaison devra, dès lors, porter, non plus sur les quotités, mais sur les sommes qui servent de base à la liquidation de l'impôt, pour

les titres, d'une part, et pour l'établissement stable, d'autre part; l'impôt sera perçu sur celle de ces deux sommes qui sera la plus élevée.

Cette règle de perception comporte les conséquences suivantes :

1° Si la société ne distribue pas d'autres produits imposables que les dividendes revenant aux actions, on comparera, d'une part, le revenu résultant de l'application de la quotité imposable (qui continue à être fixée pour les *titres*) à l'ensemble des dividendes distribués, et, d'autre part, les trois quarts des bénéfices effectivement réalisés par l'établissement français.

Exemple : Une société américaine est taxée pour ses actions, sur une quotité imposable de $2/10$. Elle distribue un dividende de 1 million à l'ensemble des actions.

Par ailleurs, elle possède en France un établissement stable qui, pour l'exercice au cours duquel a eu lieu la distribution de dividendes ci-dessus, a réalisé un bénéfice de 300.000 francs.

On comparera la somme imposable du fait de la circulation des actions en France, soit $(1.000.000 \times 2/10 =)$ 200.000 francs, à la somme imposable du chef de l'établissement français, soit $(300.000 \times 3/4 =)$ 225.000 francs, et on percevra l'impôt sur la somme la plus élevée, soit 225.000 francs.

Si, pour les mêmes bénéfices distribués et réalisés, la quotité imposable des actions avait été de $3/10$, la somme taxable du chef des actions aurait été de $(1.000.000 \times 3/10)$ 300.000 francs, plus élevée que celle imposable du chef de l'établissement français; c'est, dès lors, sur 300.000 francs que l'impôt aurait été liquidé.

2° Si, en dehors de ses actions abonnées, la société possède des obligations, dont la quotité imposable est différente de celle fixée pour les actions, ou qui ne sont pas assujetties au régime de l'abonnement, pour procéder à la comparaison, il faut répartir le montant des bénéfices *imposables* de l'établissement (c'est-à-dire les trois quarts des bénéfices effectivement réalisés par l'établissement) proportionnellement à l'importance des produits revenant à chaque catégorie de titres (actions, obligations, etc.). Le chiffre, ainsi obtenu, est comparé, pour chacune des catégories de titres abonnées, au montant des produits taxables résultant de l'application de la quotité imposable.

Exemple : Une société américaine est imposée à concurrence de $2/10$ pour ses actions et de $3/10$ pour une série (série A) d'obligations. Elle a émis, en outre, une autre série d'obligations (série B), qui ne circulent pas en France.

Elle a distribué :

Dividendes aux actions : 2 millions de francs ;

Intérêts des obligations A : 3 millions de francs ;

Intérêts des obligations B : 1 million de francs.

Les bénéfices effectivement réalisés, pendant l'exercice au cours duquel ont été faites les répartitions ci-dessus, par l'établissement que la société possède en France, se sont élevés à 2 millions de francs.

a. Le revenu taxable des actions et obligations du fait de la circulation de ces titres en France, déterminé par application de la quotité imposable, s'élève à :

Actions : $2/10$ de 2.000.000 = 400.000 francs ;

Obligations A : $3/10$ de 3.000.000 = 900.000 francs ;

Obligations B : non imposables en France.

b. Par ailleurs, le bénéfice imposable du chef de l'établissement français est de $\frac{3}{4}$ de 2 millions de francs, soit 1 million 500.000 francs.

Ce bénéfice se répartit de la manière suivante entre les diverses catégories de titres (répartition proportionnelle) :

$$\text{Actions : } \frac{1.500.000 \times 2.000.000}{6.000.000} = 500.000 \text{ francs ;}$$

$$\text{Obligations A : } \frac{1.500.000 \times 3.000.000}{6.000.000} = 750.000 \text{ francs ;}$$

$$\text{Obligations B : } \frac{1.500.000 \times 1.000.000}{6.000.000} = 250.000 \text{ francs.}$$

c. Chaque catégorie sera imposée sur le revenu le plus élevé (§ a ou § b), soit :

Actions, 500.000 francs ;

Obligations A, 900.000 francs ;

Obligations B, 250.000 francs.

16. — *Obligations incombant aux sociétés américaines.* — Les sociétés américaines qui auront opté pour le nouveau régime cesseront d'être assujetties au dépôt, prévu par l'article 55 du Code fiscal des valeurs mobilières, des comptes rendus et des extraits des délibérations de leurs conseils d'administration ou de leurs actionnaires.

Par contre, la convention ne prévoit pas explicitement le dépôt d'un document quelconque destiné à porter à la connaissance de l'Administration le montant des bénéfices effectivement retirés par la société américaine de son établissement français.

Toutefois, étant donné que c'est à l'Administration seule qu'appartient le pouvoir de liquider le montant de l'impôt exigible, l'obligation de payer l'impôt comporte comme corollaire nécessaire celle de fournir les bases de la liquidation de cet impôt.

En conséquence, les sociétés américaines devront déposer, à la fin de leur exercice social, soit le bilan spécial dressé par l'établissement français, accompagné du compte de profits et pertes, soit, à défaut de bilan, une déclaration faisant connaître le montant des bénéfices effectivement réalisés par l'établissement.

17. — SOCIÉTÉS AMÉRICAINES AYANT UNE PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE. — Les deux premiers alinéas de l'article 6 de la Convention disposent :

« Une société américaine ne sera pas assujettie aux prescriptions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, en raison d'une participation dans la gestion ou dans le capital ou à cause de toute autre relation avec une société française, si lesdites société américaine et société française se conforment aux dispositions du présent article. Dans ce cas, l'impôt sur le revenu des valeurs

mobilières continue à être perçu conformément à la législation française sur les dividendes, intérêts et tous autres produits distribués par l'entreprise française, mais il est, en outre, exigible, le cas échéant, et sous réserve des recours applicables en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, sur les bénéfices que l'entreprise américaine retire de l'entreprise française dans les conditions prévues par l'article 4.

« Une société américaine qui veut bénéficier de la faculté prévue à l'alinéa précédent doit en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement, conjointement avec la société française intéressée, dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent accord, ou dans les six mois de la prise de participation ou du commencement des relations de nature à entraîner l'application de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872. L'option exercée est irrévocable. »

18. — *Option.* — Comme le régime institué par l'article 5, en faveur des sociétés américaines qui ont un établissement stable en France, le régime prévu par l'article 6, pour les sociétés américaines, qui ont une participation dans une société française, est facultatif.

Son application est subordonnée au dépôt d'une déclaration souscrite conjointement par les représentants qualifiés de la société américaine et de la société française ou par leurs mandataires justifiant d'un pouvoir régulier, soit dans les six mois de l'entrée en vigueur de la convention, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet 1936 (v. n° 29 ci-après), si la société était déjà imposable au 1^{er} janvier 1936, soit dans les six mois de la prise de participation ou du commencement des relations qui sont de nature à la rendre imposable, dans le cas contraire.

A défaut de déclaration dans ce délai, la société américaine sera réputée avoir opté pour le régime actuel.

Enfin, l'option, une fois exercée, sera irrévocable.

La déclaration sera déposée au bureau de l'Enregistrement où la société américaine acquittait précédemment la taxe, ou à celui où elle aurait dû les acquitter, s'il s'agit d'une société non encore imposée. Lorsque ce bureau ne sera pas le bureau chargé de la perception des taxes dues par la société française, ce dernier bureau devra être avisé au moyen d'un renvoi reproduisant le texte de la déclaration.

La déclaration sera établie sur papier non timbré et classée dans le dossier de la société américaine; le dépôt en sera constaté par une mention inscrite sur le principal registre du bureau.

En outre, les articles ouverts à la société américaine et à la société française seront annotés d'une référence à la déclaration (ou au renvoi, dans le cas visé au 5^e alinéa du présent paragraphe).

19. — *Sociétés ayant opté pour le nouveau régime. — Exemption.* — Les sociétés américaines qui, possédant une participation dans une société française, auront opté pour le nouveau régime, cesseront d'être assujetties aux prescriptions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872. Ces sociétés ne seront plus soumises, par conséquent, aux différentes obligations à la charge des sociétés étrangères qui ont pour objet des biens situés en France (constitution d'une garantie, quotité imposable, dépôt des documents sociaux, avance de l'impôt, etc.). Elles ne seront passibles, désormais, de l'impôt sur le revenu que

dans la même mesure que les autres actionnaires ou associés de la société française.

20. — *Obligations corrélatives des sociétés françaises.* — Mais l'article 6 de la Convention prévoit que, dans le cas envisagé, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sera exigible, non seulement sur les dividendes, intérêts et tous autres produits distribués par la société française, conformément à la législation actuelle, mais encore « sur les bénéfices que l'entreprise américaine retire de l'entreprise française dans les conditions prévues par l'article 4 ».

Or, cet article est ainsi conçu :

« Lorsqu'une entreprise américaine, du fait de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise française, fait ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites à une tierce entreprise, tous bénéfices qui auraient dû normalement apparaître au bilan de l'entreprise française, mais qui ont été, de la sorte, transférés à l'entreprise américaine, sont... incorporés aux bénéfices imposables de l'entreprise française. »

Les bénéfices visés par cette disposition sont tous les profits et avantages que la société américaine a indirectement retirés de la société française, de quelque manière que ce soit (majoration des prix d'achat, diminution des prix de vente, etc.) et qui sont venus diminuer les bénéfices qu'aurait fait ressortir le bilan de la société française, si cette dernière avait effectué les mêmes opérations avec une tierce entreprise.

Pour liquider l'impôt sur le revenu dû par la société française, ces avantages indirects seront ajoutés aux dividendes distribués. Ils seront taxés même si la société française ne procède à aucune distribution.

En conséquence, et à peine des sanctions prévues par l'article 58 du Code fiscal des valeurs mobilières, les sociétés françaises qui auront, conjointement avec les sociétés américaines possédant une participation dans leur capital ou leur gestion, opté pour le nouveau régime, devront déclarer, dans les documents sociaux déposés à la clôture de chaque exercice en vue de la liquidation définitive de l'impôt, le montant des profits qu'elles ont indirectement transférés à ces sociétés américaines.

21. — *Sociétés qui n'ont pas opté pour le nouveau régime.* — Le dernier alinéa de l'article 6 de la Convention dispose :

« Les sociétés américaines qui n'ont pas fait la déclaration et qui sont assujetties aux dispositions de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872, bénéficient des articles 27, 28 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 et de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928, dans les mêmes conditions que les sociétés françaises. »

Tout d'abord, il convient d'observer que, depuis la conclusion de la Convention, l'article 28 de la loi du 31 juillet 1920, qui édictait une exonération en matière de droit de conversion applicable à des conversions au porteur (*Instr. n° 3636, § 9*), a été implicitement abrogé par l'article 2 du décret du 11 juillet 1934, qui a dispensé de l'impôt, d'une manière générale, les opérations de cette nature (*Instr. n° 4173, § 2-II*).

Par ailleurs, le bénéfice de la disposition précitée du dernier alinéa de l'article 6 de la Convention est réservé aux sociétés qui n'auront pas fait la déclaration prévue à l'article 6, c'est-à-dire aux sociétés américaines qui sont imposées en France du fait de leur « participation dans la gestion ou le capital

ou à cause de toute autre relation avec une société française » et non pas aux sociétés qui sont taxées pour un autre motif (établissement stable, conclusion de prêts, etc.).

Sous ces réserves, le dernier alinéa de l'article 6 de la Convention accorde aux sociétés américaines plusieurs exonérations.

22. — *Produits reçus de sociétés françaises ou étrangères. — Exonération corrélative des dividendes de la société américaine.* — Lorsqu'une société américaine, assujettie à l'impôt sur le revenu à raison de ses biens français, possède des actions, des obligations ou des parts bénéficiaires d'une société française ou d'une société étrangère abonnée, les produits de ces titres sont imposés deux fois en France : une première fois, lors de leur distribution par la société française ou étrangère, une seconde fois, lorsque la société américaine les répartit à ses propres actionnaires

L'extension du bénéfice de l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920 (*Instr. n° 3636, § 9*) aux sociétés américaines qui, imposées en raison de la participation qu'elles possèdent dans une société française, n'ont pas opté pour le nouveau régime, aura pour effet de soustraire ces sociétés à la double imposition, dans les cas où les sociétés françaises y échappent elles-mêmes.

L'exonération s'appliquera, en particulier, au cas où la participation, qui rend la société américaine imposable, répondra aux conditions de l'article 27 précité.

Les sociétés américaines bénéficieront, d'ailleurs, non seulement de l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920, modifié par l'article 25 de la loi du 30 mars 1929 (*Instr. n° 4025, § 7*), mais aussi des extensions données au champ d'application de cette disposition par les articles 4 de la loi du 31 juillet 1929 (*Instr. n° 4034, § 2*) et 2 et 7 de la loi du 16 février 1932 (*Instr. n° 4113, § 2 et 7*), de sorte que les articles 153 et 154 du Code fiscal des valeurs mobilières, qui reproduisent l'ensemble des textes précités, seront entièrement applicables aux sociétés américaines.

Désormais, par conséquent, la fraction imposable des *dividendes* des sociétés américaines (déterminée par application de la quotité imposable) sera exonérée dans la mesure des produits que ces sociétés auront reçus de sociétés françaises ou étrangères par actions, *dans les mêmes conditions que les dividendes des sociétés françaises.*

On signale, toutefois, que l'exonération prévue par l'article 154 du Code fiscal des valeurs mobilières ne trouvera jamais à s'appliquer au cas où la société américaine possède une participation dans une société étrangère dont les titres ne sont pas soumis, en France, au régime de l'abonnement, étant donné que cette exonération est subordonnée à la justification du paiement de l'impôt sur le revenu, et que, dans le cas dont il s'agit, cette justification ne peut être rapportée, puisque les produits reçus par une société américaine d'une société étrangère non abonnée ne sont pas imposables en France.

Pour la détermination des conditions auxquelles est subordonnée l'exonération et des modalités de cette dernière, les agents se conformeront aux prescriptions tant des Instructions déjà citées au présent paragraphe que des Instructions n°s 3700, § 22; 3764, § 14; 3788, § 11-I; 4007, § 12; 4030, § 12; 4056, § 16; 4106, § 9; 4113, § 7-III; 4121, § 11 et 12-I; 4148, § 12; 4161, § 11-II et 4171, § 18.

Exemple. — Soit une société américaine imposée du fait de la participation qu'elle possède dans une société française. La quotité imposable a été fixée à 3/10.

La participation, représentant les 3/4 du capital-actions, entre dans les prévisions de l'article 153 du Code fiscal des valeurs mobilières.

La société française distribue un dividende net de 100.000 francs.

Pour l'exercice au cours duquel elle a encaissé sa part de ce dividende, soit 75.000 francs, la société américaine distribue tant à ses actionnaires qu'à ses obligataires une somme de 400.000 francs.

La fraction de cette distribution assujettie en principe à l'impôt est de 3/10 de 400.000 francs, soit Fr. 120.000

Cette répartition est exonérée à concurrence des produits reçus de la société française, soit 75.000

Par suite, l'impôt ne doit être perçu que sur l'excédent, soit Fr. 45.000

23. — *Prêts consentis par la société américaine à une société française au moyen de fonds d'emprunt.* — Actuellement, lorsqu'une société américaine assujettie à l'impôt en France en raison des biens qu'elle possède dans notre pays, consent des prêts à une société française passible de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, au moyen de fonds qu'elle a empruntés, l'impôt sur le revenu est perçu deux fois :

1° Une première fois sur les intérêts des obligations émises ou des emprunts contractés par la société américaine, dans la mesure de la quotité imposable. L'impôt est acquitté par la société américaine ;

2° Une seconde fois, sur les intérêts des prêts consentis à la société française ; cet impôt est alors payé par la société emprunteuse.

Par suite de l'extension aux sociétés américaines des dispositions de l'article 29 de la loi du 31 juillet 1920 (*modifié par les articles 32 de la loi du 16 avril 1930 et 3 de la loi du 16 février 1932 ; Instr. n° 3636, § 10 ; 4057, § 21, et 4113, § 3 ; Code fiscal des valeurs mobilières, art. 137*), les intérêts des prêts consentis au moyen de fonds d'emprunt à une société française par une société américaine imposée en France à raison de sa participation dans une société française, seront exonérés de l'impôt sur le revenu, dans les mêmes conditions que si les prêts avaient été consentis par une société française.

Pour bénéficier de l'exonération, les sociétés françaises bénéficiaires des prêts devront justifier :

1° Que la société prêteuse américaine est constituée par actions ;

2° Que les fonds prêtés proviennent d'emprunts contractés par la société américaine. Le montant total des prêts exonérés ne devra, par conséquent, excéder, à aucun moment, le montant des emprunts dont les intérêts sont assujettis à l'impôt. Il sera justifié de l'accomplissement de cette dernière condition au moyen d'une attestation de la société américaine ;

3° Que les intérêts des emprunts sont assujettis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Etant donné que les intérêts des emprunts ne sont taxés que dans la mesure de la quotité imposable, les intérêts des prêts ne sont exonérés que dans cette mesure.

Exemple. — Soit une société américaine imposée en France du fait de sa

participation dans une société française. La quotité imposable a été fixée à 3/10.

Elle a contracté des emprunts pour 5 millions et consenti à une société française un prêt de 1 million, au taux de 6 %.

Si, avec les fonds empruntés, la société américaine n'a pas consenti d'autres prêts à des sociétés françaises, ou si les prêts qu'elle a consentis à ces sociétés n'excèdent pas 4 millions, le prêt de 1 million considéré bénéficie pour le tout de l'exonération, dans la mesure de la quotité imposable. Par suite, les intérêts annuels, s'élevant à 60.000 francs, sont exonérés à concurrence de 3/10, soit 18.000 francs.

Si, au contraire, la société américaine avait déjà consenti à des sociétés françaises d'autres prêts pour un total de 4.500.000 francs, le nouveau prêt de 1 million n'est effectué que pour 500.000 francs avec des fonds d'emprunt. C'est cette somme seulement qui bénéficie de l'exonération dans la mesure de la quotité imposable. Par suite, ce sont seulement les intérêts de 500.000 francs, soit 30.000 francs, qui sont exonérés à concurrence de 3/10, soit 9.000 francs.

Au surplus, pour l'application de l'exemption les agents se conformeront aux prescriptions de l'Instruction n° 3636, § 10, 4057, § 21 et 4113, § 3.

Au vu des attestations prévues ci-dessus (2°), parmi les pièces justificatives à produire par les sociétés, il sera établi des bulletins de contrôle qui seront transmis au bureau chargé de la perception des taxes dues par la société américaine prêteuse, pour permettre au receveur-contrôleur de s'assurer que le montant total des prêts exonérés n'excède pas le montant des emprunts taxés.

24. — *Fusions de sociétés.* — Sous le régime actuel, les sociétés étrangères imposées à raison des biens qu'elles possèdent dans notre pays, sont assujetties à l'impôt sur le revenu pour tous les produits qu'elles distribuent directement ou indirectement à leurs actionnaires, obligataires ou prêteurs. Spécialement elles sont taxées, dans la limite de la quotité imposable, sur le montant des attributions en titres (actions, parts bénéficiaires ou obligations) faites, en cas de fusion de sociétés, aux membres des sociétés fusionnées, en sus de leurs apports originaux.

En étendant aux sociétés américaines imposées en France du fait de la participation qu'elles possèdent dans une société française, le bénéfice de l'article 25 de la loi du 19 mars 1928, modifié par les articles 7 de la loi du 16 février 1932, 12 de la loi du 28 février 1934, 1^{er} de la loi du 30 mars 1935 et 13 de la loi du 10 février 1936 (*Instr. n°s 3989, § 2, 4113, § 7, 4167, § 3, 4196 et 4256, § 2; Code fiscal des valeurs mobilières, art. 151*), l'article 6 de la Convention reporte à l'époque de la dissolution de la société absorbante ou nouvelle (ou du remboursement total ou partiel des titres) la perception de l'impôt sur le revenu dû sur les distributions indirectes faites, à la suite de fusions, par les sociétés américaines susvisées.

L'octroi du bénéfice de ce sursis aux sociétés américaines est subordonné à la réalisation des conditions exigées des sociétés françaises, à l'exception de celle relative à la nationalité des sociétés.

Ces conditions sont les suivantes :

1^o Les sociétés fusionnées doivent être des sociétés par actions ;

2^o Ces sociétés doivent avoir été constituées définitivement avant le 1^{er} janvier 1936 ;

3° Strictement, l'acte constatant la fusion ou l'absorption définitive devrait être enregistré au plus tard le 31 mars 1937. Toutefois, il serait contraire aux intentions des négociateurs de la Convention d'obliger les sociétés américaines à soumettre à la formalité de l'enregistrement des actes qui actuellement n'y sont pas obligatoirement assujettis. Aussi, la condition ci-dessus sera considérée comme réalisée lorsque la société américaine justifiera que l'acte de fusion est intervenu avant le 1^{er} avril 1937.

Au surplus, les agents se conformeront aux prescriptions des Instructions n^{os} 3989, § 2 ; 4113, § 7 ; 4167, § 3 ; 4183, § 28-11 ; 4196 et 4256, § 2.

25. — SOCIÉTÉS AMÉRICAINES EFFECTUANT DES OPÉRATIONS EN FRANCE SANS Y AVOIR D'ÉTABLISSEMENT STABLE. — L'Article 1^{er} de la Convention dispose, dans son premier alinéa :

« Les entreprises de l'un des Etats contractants ne sont soumises à l'impôt de l'autre Etat contractant, en ce qui concerne les bénéfices industriels et commerciaux, qu'en raison des bénéfices provenant des établissements stables qu'elles exploitent dans ce dernier Etat. »

A s'en tenir aux déclarations insérées sous le n^o 1, § b du Protocole, cette disposition ne concernerait que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Par suite, les sociétés américaines se livrant en France à des opérations entrant dans leur objet, sans y posséder d'établissement stable, devraient, dans la rigueur du texte, demeurer assujetties à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Mais une telle règle de perception qui n'assurerait pas une réciprocité de traitement aux sociétés américaines en France et aux sociétés françaises aux Etats-Unis, serait en opposition avec les intentions des négociateurs et ne peut être suivie dans toute sa rigueur.

Pour tenir compte de l'esprit de la Convention, on considérera, en conséquence, que malgré la lettre du n^o 1, § b du Protocole, le principe posé par le 1^{er} alinéa de l'article 1^{er} est applicable en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ; et que, par suite, les sociétés américaines ne sont pas assujetties à cet impôt lorsqu'elles exercent leur activité en France sans y avoir d'établissement stable.

26. — Toutefois, aux termes du texte, cette règle n'est applicable qu'en ce qui concerne les « bénéfices industriels et commerciaux » ; et le n^o 1 du Protocole final éclaire le sens de cette expression.

Cette disposition précise, en effet, qu'au regard de l'impôt fédéral sur le revenu (federal income tax), ne sont pas compris parmi les « bénéfices industriels et commerciaux » :

- 1° Les rémunérations pour travaux et services personnels ;
- 2° Les revenus immobiliers ;
- 3° Les dividendes et intérêts.

Par voie de conséquence, les sociétés américaines qui se livrent en France à des opérations rentrant dans leur objet social et leur procurant des bénéfices de l'une des catégories ci-dessus (en particulier, sociétés ayant pour objet la conclusion de prêts), demeurent imposables en France, même lorsqu'elles n'y ont ni établissement stable, ni participation dans une société française.

Par ailleurs, ces sociétés n'entrent pas dans les prévisions des articles 5

et 6 de la Convention, qui ne visent que les sociétés ayant en France un établissement stable ou une participation dans une société française.

Elles demeurent, par suite, imposables sous le régime de l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 (quotité imposable : V. n° 5 ci-dessus).

27. — ENTREPRISES DE NAVIGATION AÉRIENNE. — Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux entreprises de navigation aérienne.

L'imposition de ces entreprises est spécialement régie par l'article 3 de la Convention, aux termes duquel « *les revenus qu'une entreprise de l'un des Etats contractants tire de l'exploitation d'aéronefs immatriculés dans cet Etat et effectuant le transport entre les deux pays, ne sont imposables que dans le premier Etat* ».

En conséquence, les sociétés américaines qui accompliraient en France des opérations commerciales dérivant de l'exploitation d'aéronefs immatriculés aux Etats-Unis seraient, le cas échéant, affranchies en France de toute taxation à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

28. — CONCESSION DE BREVETS. — La Convention édicte également une réglementation particulière pour l'imposition des bénéfices provenant de la concession de brevets. L'article 9, a, dispose, en effet, que les « *redevances versées en contre-partie du droit d'utiliser des brevets, procédés et formules secrets, marques de fabrique et autres droits analogues* », payés dans l'un des Etats à une société de l'autre Etat ou à un citoyen de cet Etat y résidant, sont exempts d'impôt dans le premier Etat.

Il en résulte les conséquences suivantes :

1° Une société américaine n'ayant pas en France d'établissement stable ne sera pas imposable du fait des brevets qu'elle concède dans notre pays (V. n° 3 ci-dessus) ;

2° Si une société américaine concède des brevets en France par l'intermédiaire de l'établissement stable qu'elle possède dans notre pays, les bénéfices provenant des opérations de cette nature n'entreront pas en compte pour la détermination du bénéfice imposable (V. ci-dessus, n° 14), dans le cas où la société aura opté pour le nouveau régime.

Dans le cas contraire, la valeur des brevets ne sera pas prise en considération pour la détermination de la valeur des biens français servant à la fixation de la quotité imposable (V. ci-dessus, nos 5 et 10).

Dans l'un et l'autre cas, si l'activité de l'établissement français est limitée à la concession des brevets, la société américaine ne sera pas imposée.

Dispositions diverses.

29. — Les paragraphes d et g du n° 3 du Protocole définissent respectivement l'expression « *société américaine* » et le terme « *Etats-Unis* ».

De la combinaison de ces deux dispositions il résulte que les seules sociétés susceptibles de bénéficier en France des avantages de la Convention sont :

1° Les sociétés créées ou organisées dans les Etats composant les Etats-Unis d'Amérique ou dans les Territoires d'Alaska et d'Hawaï ou le District de Columbia, c'est-à-dire les sociétés ayant leur siège effectif dans ces pays ;

2° Les sociétés créées ou organisées suivant les lois de ces pays, ou suivant la loi fédérale des Etats-Unis.

Par ailleurs, le sens de l'expression « société française » et du terme « France » est précisé par les paragraphes *e* et *h* du n° 3 du Protocole.

Par application de ces dispositions, les seules sociétés américaines fondées à se prévaloir de la Convention sont :

1° Les sociétés qui ont pour objet des biens situés dans la France métropolitaine, à l'exclusion de l'Algérie et des colonies ;

2° Les sociétés qui possèdent une participation dans une société ayant son siège effectif dans la France métropolitaine.

Date d'entrée en vigueur de la Convention.

30. — *Règle générale.* — L'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1935, portant ratification de la Convention, fixe au 1^{er} janvier 1936, conformément à l'article 10, 2^e alinéa, de la Convention ratifiée, l'entrée en vigueur de cet acte diplomatique.

En conséquence, en ce qui concerne les sociétés américaines qui possèdent un établissement stable en France, et qui auront opté pour le nouveau régime, les dividendes mis en distribution ou les intérêts échus après le 31 décembre 1935 échapperont à l'impôt. Par contre, les bénéfices réalisés par l'établissement français depuis le 1^{er} janvier 1936 deviendront imposables pour les 3/4 de leur montant. Pour la première année, lorsqu'il s'agira de sociétés dont l'exercice ne coïncide pas avec l'année civile, la fraction des bénéfices réalisée depuis le 1^{er} janvier 1936 sera déterminée par voie de répartition de l'ensemble des bénéfices réalisés au cours de l'exercice, proportionnellement à la durée de la période courue du 1^{er} janvier 1936 à la fin de l'exercice par rapport à l'ensemble de l'exercice.

De même, pour l'application des dispositions de l'article 6 concernant les sociétés américaines imposées du fait de la participation qu'elles possèdent dans une société française, lorsque ces sociétés auront opté pour le nouveau régime et qu'elles ne rentreront pas dans les prévisions du dernier alinéa de l'article 10 de la Convention (*V. n° suivant*), il y aura lieu de considérer que ces sociétés se trouvent définitivement affranchies de l'impôt pour les dividendes distribués et tous les intérêts échus postérieurement au 31 décembre 1935. Corrélativement, les sociétés françaises dans lesquelles les sociétés américaines, ainsi exonérées, ont une participation, seront imposables sur les bénéfices indirectement retirés par la société américaine de la société française (*V. n° 20 supra*), lorsque la mise en distribution des bénéfices auxquels doivent être rattachés les bénéfices ou avantages indirects se placera après le 31 décembre 1935.

Par ailleurs, en ce qui concerne les sociétés américaines qui, n'ayant pas opté pour le nouveau régime, restent imposables en raison de la participation qu'elles possèdent dans une société française, les avantages prévus en faveur de ces sociétés par le dernier alinéa de l'article 6 de la Convention seront applicables, savoir :

1° En ce qui concerne l'exonération prévue par l'article 27 de la loi du 31 juillet 1920 (*V. supra n° 22*), lorsque les dividendes de la société américaine

sur lesquels doit se faire l'imputation, seront mis en distribution postérieurement au 31 décembre 1935 ;

2° En ce qui concerne l'exonération édictée par l'article 29 de la loi du 31 juillet 1920 (*V. supra*, n° 23), lorsque les intérêts des prêts profitant de l'exonération viendront à échéance après le 31 décembre 1935 ;

3° En ce qui concerne l'article 25 de la loi du 19 mars 1928 (*V. supra*, n° 24), lorsque la distribution gratuite de titres résultant de la fusion se placera à une date postérieure au 31 décembre 1935.

31. — *Rétroactivité.* — *Sociétés possédant une participation dans une société française.* — D'autre part, le dernier alinéa de l'article 10 de la Convention dispose :

« Les sociétés américaines qui n'ont pas été définitivement assujetties à l'impôt édicté par l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 avant le 1^{er} mai 1930 et qui ont fait la déclaration prévue à l'article 6 de cet accord, ne seront pas soumises à l'application dudit article 3 du décret du 6 décembre 1872 pour la période antérieure à l'entrée en vigueur de l'accord. »

Cette disposition vise les sociétés américaines « qui ont fait la déclaration prévue à l'article 6 », c'est-à-dire les sociétés qui, imposées du fait de leur participation dans une société française, ont opté pour le nouveau régime. Elle laisse en dehors de ses prévisions les sociétés qui sont imposées en raison de l'établissement stable qu'elles possèdent en France et dont l'imposition est régie par l'article 5 (*V. n° 8 ci-dessus*).

Par ailleurs, on considérera, pour l'application de la clause précitée, qu'une société américaine n'est pas « définitivement assujettie à l'impôt » tant que la quotité imposable n'a pas été définitivement fixée par le Ministre, après avis de la Commission des valeurs mobilières.

En conséquence, lorsqu'une société américaine imposée en raison de ses relations avec une société française, aura demandé, conjointement avec ladite société française, à bénéficier du nouveau régime, elle échappera à toute taxation, même pour le passé, si la décision ministérielle qui a fixé la quotité imposable définitive est postérieure au 30 avril 1930, et, *a fortiori*, si la quotité imposable définitive n'a pas encore été fixée.

Mais, dans ce cas, l'application rétroactive de l'article 6 de la Convention à la société américaine entraîne l'imposition corrélatrice des bénéfices indirectement retirés par la société américaine de la société française (*V. n° 20 ci-dessus*).

Par suite, la société française sera imposée, pour le passé, sur les bénéfices et avantages indirectement transférés à la société américaine, dans les conditions prévues à l'article 4 de la Convention.

*Le Conseiller d'Etat,
Directeur général de l'Enregistrement,
des Domaines et du Timbre,*

TROCHON.

**TABLE ALPHABÉTIQUE
DES MATIÈRES**

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

PAGES

— Abréviations (Liste des)	xvii
— Achats faits en France	12.
— Acte d'affectation du cautionnement : Voir Cautionnement.	
— Actions (Énumération des différentes sortes d')	87.
— Actions et parts d'intérêt (Comparaison des caractères des)	78.
— Actions ou parts sociales d'une société française (Taxation des sociétés étrangères possédant des)	273.
Jugements : Marseille, 28 juin 1927	227.
— Seine, 9 mars 1928	229.
— Seine, 15 février 1929	231.
Arrêt : Cass. civ., 28 avril 1933	233.
— Administrateurs. — Imposition en France des rémunérations des administrateurs des sociétés étrangères domiciliés ou résidant en France	23.
Amende pour défaut de dépôt de l'état des sommes distribuées aux administrateurs.	46.
Amende pour retard dans le paiement de la taxe due sur les sommes distribuées aux administrateurs	46.
Dépôt de l'état des sommes distribuées aux administrateurs	41. 45.
— Administrateurs communs, dans une société française et dans une société étrangère	273 et suivantes.
Jugement : Marseille, 28 juin 1927	226.
— Administrateurs des sociétés américaines (Sur l'imposition en France des rémunérations des)	357.
— Administrateurs des sociétés belges (Non-imposition en France des rémunérations des)	339.
— Administrateurs des sociétés italiennes (Non-imposition en France des rémunérations des)	325.
— Administration de l'Enregistrement (Théorie de l') ..	8.
— Agence : Voir Succursale.	
— Agent : Voir Représentant.	
— Allemagne : Convention concernant les entreprises de navigation maritime	309
Projet de loi portant approbation de la convention franco-allemande, signée à Paris, le 9 novembre 1934, au sujet des doubles impositions	313.

— Amendes :	
<i>Défaut de dépôt de l'état des sommes distribuées aux membres des conseils d'administration.</i>	46.
<i>Défaut de dépôt de l'état indiquant le montant des jetons de présence payés aux actionnaires.</i>	46.
<i>Défaut de dépôt des délibérations et comptes rendus.</i>	45.
<i>Défaut de dépôt des statuts</i>	20.
<i>Défaut de la désignation d'un représentant responsable ou défaut du versement d'un cautionnement</i>	20.
<i>Défaut de versement de l'impôt aux échéances trimestrielles</i>	45.
<i>Omissions ou insuffisances d'évaluation</i>	46.
<i>Pétition en remise des amendes encourues pour régularisation tardive de la situation de la société à l'égard de l'Administration de l'Enregistrement</i>	20.
	et Annexe n° 25.
<i>Pétition en remise des amendes encourues pour retard dans le dépôt des documents permettant la liquidation de l'impôt</i>	46.
	et Annexe n° 32.
<i>Pétition en remise des amendes encourues pour retard dans le paiement de l'impôt</i>	47.
	et Annexe n° 33.
<i>Prescription de l'action du Trésor en recouvrement des amendes relatives à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières</i>	47.
<i>Retard dans le paiement de la taxe due sur les amortissements et remboursements de capital.</i>	46.
<i>Retard dans le paiement de la taxe due sur les jetons de présence payés aux actionnaires</i>	46.
<i>Retard dans le paiement de la taxe due sur les lots et primes de remboursement</i>	46.
<i>Retard dans le paiement de la taxe due sur les sommes distribuées aux membres des conseils d'administration</i>	46.
— Amortissements de capital :	
Voir Remboursements.	
— Annexes	1 A à 40 A.
— Avis de décision fixant le montant du cautionnement :	
Voir Cautionnement.	
— Belgique : Convention concernant les entreprises de navigation maritime	306.
— Belgique : Convention entre la France et la Belgique pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions fiscales, signée le 16 mai 1931 (Etude de la)	331.
Texte de ladite convention	23 T.
	(Texte n° 6).
Comparaison entre les dispositions de ladite convention et celles des conventions franco-italienne et franco-américaine	371 et suivantes.

Dates d'entrée en vigueur de la convention	333.
Définition de l'établissement stable	335.
Délai de dénonciation de la convention	334.
Détermination du montant des bénéfices à considérer relativement à l'établissement stable situé en France	336.
Imposition des sociétés belges possédant en France un établissement stable	336.
Imposition en France des dividendes et des intérêts des obligations ou emprunts payés à des actionnaires ou à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France	339.
Limitation du revenu taxé en ce qui concerne les sociétés belges ayant un établissement stable en France	336.
Non-imposition des intérêts des emprunts contractés par les sociétés belges	338.
Non-imposition des sociétés belges à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat situés en France	337.
Non-imposition des sociétés belges à raison d'une participation dans une société française	341.
Non-imposition des sociétés belges qui se bornent en France à consentir des prêts, ou à concéder des brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication sans y posséder d'établissement stable	337.
Non-imposition en France des rémunérations des administrateurs des sociétés belges	339.
Objet de la convention	332.
Tarif de l'impôt applicable aux distributions des sociétés belges possédant un établissement stable en France	337.
— <i>Brevets :</i>	
Voir Marques de fabrique	
— <i>Bureau administratif. — Bureau d'études. — Bureau d'information. — Bureau de statistiques. — Bureau technique</i>	
	9.
— <i>Canada : Convention concernant les entreprises de navigation maritime</i>	308.
— <i>Cautionnement :</i>	
Acte d'affectation du cautionnement	19,
	et Annexe n° 22.
Amende pour défaut du versement d'un cautionnement	20.
Déclaration de consignation du cautionnement.	19.
	et Annexe n° 23.
Documents à fournir pour faire fixer un cautionnement	18.
Engagement pris par la société de payer l'impôt et les amendes, avec demande de fixation du cautionnement	18,
	et Annexe n° 17.

	PAGES
Document prouvant la validité dudit engagement	18,
	et Annexe n° 18.
Traduction dudit document	18,
	et Annexe n° 19.
Fixation du montant du cautionnement	18.
Intérêts du cautionnement	19.
Perception des intérêts du cautionnement	36,
	et Annexe n° 29.
Récépissé du versement du cautionnement	19,
	et Annexe n° 24.
Réception du cautionnement	19.
Réduction du montant du cautionnement	34.
Demande en réduction du montant du cautionnement	34,
	et Annexe n° 27.
Rehaussement du montant du cautionnement ..	35.
Remboursement du cautionnement	57.
Demande pour obtenir l'autorisation de remboursement du cautionnement	58,
	et Annexe n° 39.
Demande pour obtenir le remboursement du cautionnement	58,
	et Annexe n° 40.
Demande pour obtenir le remboursement partiel du cautionnement	35,
	et Annexe n° 28.
Révision du cautionnement	34.
Substitution du cautionnement à la garantie offerte par le représentant responsable	286.
— Cessation de l'activité en France des sociétés étrangères qui y traitaient des affaires (Obligations à satisfaire en raison de la)	48 et suivantes.
— Clientèle en France (Taxation de la société étrangère pour)	
Jugement : Seine, 15 février 1929	232.
— Clôture du dossier de la société étrangère	48.
— Code fiscal des valeurs mobilières — Décret-loi du 21 décembre 1934	294.
— Commerçants (Sur l'indépendance des)	61.
— Commis voyageur :	
Voir Représentant.	
— Commissionnaires	65.
— Comparaison entre les dispositions des conventions franco-italienne, franco-belge et franco-américaine, relativement à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières dû en France	371 et suivantes.
— Comptes rendus :	
Voir Dépôt de documents.	
— Comptoirs d'achat situés en France :	
Voir Maisons d'achat.	
— Conclusions finales	389 et suivantes.

— <i>Conseils d'administration :</i> Voir Administrateurs.	
— <i>Constitution régulière de la société (Document prou-</i> <i>vant la)</i>	17, 18, et Annexe n° 3.
Traduction du document prouvant la constitu- tion	17, 18, et Annexe n° 4.
— <i>Contrats (Passation directe de)</i>	10.
— <i>Contrôle : Cas où le Fisc est d'avis qu'il y a contrôle</i> <i>d'une affaire française</i>	266 et suivantes, 272.
— <i>Convention concernant les sociétés participant à une</i> <i>exposition internationale</i>	312.
— <i>Conventions internationales bilatérales</i>	299.
— <i>Conventions concernant les entreprises de navigation</i> <i>aérienne</i>	311.
Etats-Unis d'Amérique	311.
Italie	311.
— <i>Conventions concernant les entreprises de navigation</i> <i>maritime</i>	303.
Allemagne	309.
Belgique	306.
Canada	308.
Danemark	304.
Etats-Unis d'Amérique	304.
Grèce	306.
Italie	310.
Japon	309.
Norvège	306.
Pays-Bas	305.
Royaume-Uni de Grande Bretagne	308.
Suède	305.
— <i>Conventions ayant supprimé partiellement les doubles</i> <i>impositions</i>	313.
Belgique : Voir Belgique	331.
Etats-Unis d'Amérique : Voir Etats-Unis d'Amérique	343.
Italie : Voir Italie	316.
— <i>Courtiers de marchandises et commissionnaires</i>	65.
— <i>Créances en France (Taxation des sociétés étrangères</i> <i>pour)</i>	
Jugements : La Rochelle, 12 novembre 1924 ..	225.
— Marseille, 28 juin 1927	227.
— Seine, 9 mars 1928	228.
— Seine, 15 février 1929	232.
— <i>Danemark : Convention concernant les entreprises</i> <i>de navigation maritime</i>	304.
— <i>Décret du 6 décembre 1872</i>	203 et suivantes.
Texte actuel	Texte n° 4.
Texte primitif	204.
Addition faite par le décret à la loi du 29 juin 1872	207 et suivantes.

Alinéa 3 de l'article 3 du décret et interprétation actuellement adoptée pour cet alinéa	285.
Clause : « à raison des valeurs françaises qui en dépendent »	217, 241 et suivantes.
Clause : « d'après une quotité du capital social » ..	218, 249 et suivantes.
Clause : « qui ont pour objet des biens situés en France »	217, 218 et suivantes.
Conclusions sur l'illégalité de la disposition : « qui ont pour objet des biens situés en France »	283.
Situation faite aujourd'hui aux sociétés étrangères « qui ont pour objet des biens situés en France »	289 et suivantes.
Comparaison de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 et de l'art. 3 du décret	209.
Défauts de la rédaction et extensions successives du domaine de la taxation qu'ils ont permises.	217 et suivantes.
— <i>Délibérations et comptes rendus :</i> Voir Dépôt de documents.	
— <i>Dénomination commerciale :</i> Voir Marques de fabrique.	
— <i>Dénonciation de l'engagement du représentant res- ponsable (Déclaration de) :</i> Voir Représentant responsable	
— <i>Dépôt de documents :</i> à l'appui des paiements à effectuer	41.
Certificat attestant qu'aucun dividende n'a été distribué	43, et Annexe n° 31.
Déclaration relative aux remboursements et amor- tissements de capital	41, 43.
Délibérations et comptes rendus	41, 42, 49 et suivantes.
Demande en restitution de l'excédent perçu pro- venant des acomptes trimestriels	39, 51, 52, 53, 54, 55, et Annexes n°s 30, 35, 36, 37.
Etat des jetons de présence payés aux action- naires	41, 45.
Etat des sommes distribuées aux membres des conseils d'administration	41, 45.
pour faire agréer un représentant responsable ..	17.
pour faire fixer un cautionnement	18.
pour la clôture du dossier de la société	48.
pour la restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels	38, 51 et suiv. Annexes n°s 30, 35, 36, 37.

	PAGES
pour le remboursement du cautionnement	57.
pour l'immatriculation de la société au registre du commerce	21.
Procès-verbaux de tirage relatifs aux lots et primes de remboursement	41, 43.
Traduction des documents	41.
— <i>Dividendes</i> : Certificat attestant qu'aucun dividende n'a été distribué :	
Voir Dépôt de documents.	
— <i>Doubles impositions</i> :	
Voir Conventions.	
— <i>Eléments imposables</i> :	
Voir Impôt sur le revenu des valeurs mobilières :	
société étrangère ;	
société française.	
— <i>Emprunt contracté à l'étranger et emprunt contracté en France</i> (Taxation d'une société étrangère possédant des biens en France, pour)	254.
— <i>Emprunt contracté à l'étranger et non représenté par des titres</i> (Taxation d'une société étrangère possédant des biens en France, sur les intérêts d'un). ..	262.
— <i>Emprunt contracté en France</i> (Taxation d'une société étrangère n'ayant aucun bien en France, pour) ..	236, 239, 240, 257.
— <i>Emprunts contractés par les sociétés américaines</i> :	
Imposition en France des intérêts des obligations ou emprunts payés à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France (application de la loi du 29 mars 1914)	358.
Sur l'imposition des intérêts des emprunts contractés par les sociétés américaines possédant en France un établissement stable	357.
Sur l'imposition des intérêts des emprunts contractés en France par les sociétés américaines n'y possédant pas d'établissement stable	370.
— <i>Emprunts contractés par les sociétés belges</i> :	
Imposition en France des intérêts des obligations ou emprunts payés à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France (appli- cation de la loi du 29 mars 1914)	339.
Non-imposition des intérêts des emprunts	338.
— <i>Emprunts contractés par les sociétés italiennes</i> :	
Imposition en France des intérêts des obligations ou emprunts payés à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France (application de la loi du 29 mars 1914)	326.
Non-imposition des intérêts des emprunts	324.
— <i>Emprunts et prêts</i> (Taxation des sociétés étrangères dans les cas d')	261.
— <i>Engagement pris par la société de payer l'impôt et les amendes, avec demande de fixation du cau- tionnement</i>	18.
	et Annexe n° 17.

	PAGES
Document prouvant la validité de l'engagement	18.
	et Annexe n° 18.
Traduction du susdit document	18.
	et Annexe n° 19.
— <i>Engagement pris par la société de payer l'impôt et les amendes, avec désignation d'un représentant responsable</i>	17.
	et Annexe n° 5.
Document prouvant la validité de l'engagement	17.
	et Annexe n° 6.
Traduction du susdit document	17.
	et Annexe n° 7.
— <i>Engagement pris par le représentant responsable :</i> Voir Représentant responsable.	
Dénonciation de l'engagement : Voir Représentant responsable.	
— <i>Etats-Unis d'Amérique : Convention concernant les entreprises de navigation aérienne</i>	311.
— <i>Etats-Unis d'Amérique : Convention concernant les entreprises de navigation maritime</i>	304.
— <i>Etats-Unis d'Amérique : Convention entre la France et les Etats-Unis d'Amérique au sujet des doubles impositions, signée le 27 avril 1932 (Etude de la).</i>	343.
Texte de ladite convention	29 T.
	(Texte n° 7).
Texte de l'Instruction relative à l'exécution de ladite convention	33 T.
	(Texte n° 8).
Comparaison entre les dispositions de ladite convention et celles des conventions franco-italienne et franco-belge	371 et suiv.
Date d'entrée en vigueur de la convention et rétroactivité	346.
Déclaration à faire par les sociétés américaines pour bénéficier du nouveau régime de taxation :	
Sociétés ayant un établissement stable	352.
	et Annexe n° 41.
Sociétés ayant une participation dans une affaire française	360.
	et Annexe n° 42.
Définition de l'établissement stable	350.
Délai de dénonciation de la convention	348.
Détermination du montant des bénéfices à considérer relativement à l'établissement stable situé en France	353.
Fusions de sociétés :	
Voir Imposition des sociétés américaines ayant une participation dans une société française — Situation faite aux sociétés qui n'ont pas opté pour le nouveau régime.	

Imposition des intérêts des emprunts contractés par les sociétés américaines :	
ayant un établissement stable en France	357.
n'ayant pas d'établissement stable en France.	370.
Imposition des sociétés américaines ayant une participation dans une société française (Sur l') :	360.
Non-imposition de ces sociétés si elles ont opté pour le nouveau régime	360.
Situation faite aux sociétés qui n'ont pas opté pour le nouveau régime :	
Application de l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872	362.
Application de l'art. 27 de la loi du 31 juillet 1920. — Produits reçus de sociétés françaises ou étrangères ; exonération corrélative des dividendes de la société américaine	362.
Application de l'art. 28 de la loi du 31 juillet 1920. — Exonération en matière de droit de conversion	363.
Application de l'art. 29 de la loi du 31 juillet 1920. — Prêts consentis par une société américaine à une société française au moyen de fonds d'emprunt ; exonération des intérêts de ces prêts	363.
Application de l'art. 25 de la loi du 19 mars 1928. — Fusions de sociétés ; perception de l'impôt sur le revenu dû sur les distributions indirectes faites à la suite de fusions, reportées à l'époque de la dissolution de la société absorbante ou nouvelle ou du remboursement total ou partiel des titres	364.
Imposition des sociétés américaines effectuant des opérations en France sans y avoir d'établissement stable (Sur l') :	366.
Prêts consentis en France	367, 369.
Emprunts contractés en France	370.
Imposition des sociétés américaines possédant en France un établissement stable	351.
Imposition des sociétés américaines qui se bornent en France à concéder des prêts	367, 369.
Imposition en France des dividendes et des intérêts des obligations ou emprunts payés à des actionnaires ou à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France	358.
Imposition en France des rémunérations des administrateurs des sociétés américaines (Sur l').	357.
Non-imposition des sociétés américaines à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat situés en France	355.

Non-imposition des sociétés américaines à raison d'une participation dans une société française, à condition que ces sociétés aient opté pour le nouveau régime	360.
Non-imposition des sociétés américaines qui se bornent en France à concéder des brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication	356.
Objet de la convention.....	343.
Prêts consentis par une société américaine à une société française au moyen de fonds d'emprunts :	
Voir Imposition des sociétés américaines ayant une participation dans une société française.	
— Situation faite aux Sociétés qui n'ont pas opté pour le nouveau régime.	
Produits reçus de sociétés françaises ou étrangères :	
Voir Imposition des sociétés américaines ayant une participation dans une société française.	
— Situation faite aux sociétés qui n'ont pas opté pour le nouveau régime.	
Régime facultatif, ou option, offert aux sociétés américaines ayant en France un établissement stable et aux sociétés américaines ayant une participation dans une société française	348, 352, 360.
Tarif de l'impôt applicable aux distributions des sociétés américaines	354.
— <i>Exposition internationale :</i>	
Voir Convention concernant les sociétés participant à une Exposition internationale.	
— <i>Filiale</i>	71 et suiv.
Avantages que présente le recours à une filiale ..	71.
Constitution directe d'une filiale en France.....	75.
Constitution d'une filiale hors de France, avec succursale en France	73.
Diverses formes de filiales	73.
Personnalité juridique : Voir Personnalité juridique	
(Société anonyme)	87.
(Société à responsabilité limitée)	84.
(Société en commandite)	82.
(Société en nom collectif).....	80.
(Société en participation).....	78
— <i>Fusions de sociétés</i>	330, 342, 365.
— <i>Grande-Bretagne :</i>	
Convention concernant les entreprises de navigation maritime du Royaume Uni	308.
Doubles impositions (Accord avec la France au sujet des)	313.
— <i>Grèce : Convention concernant les entreprises de navigation maritime</i>	306.

— <i>Impôt sur le revenu des valeurs mobilières : Société étrangère :</i>	
Acquittement de l'impôt	36.
Amende pour défaut de paiement de l'impôt aux échéances trimestrielles	45.
Distribution nette faite aux actionnaires (Calcul de l'impôt sur la)	25.
Distribution nette faite aux obligataires (Calcul de l'impôt sur la)	28.
Eléments imposables	29.
Epoques de paiement de l'impôt	37.
Exemple numérique du calcul de l'impôt et de sa liquidation	39.
« Income tax » : Liquidation de la taxe française sans égard au paiement de l'income tax.	28
Liquidation de l'impôt	38.
Prescription de l'action des redevables contre le Trésor en restitution des taxes indûment perçues	39.
Prescription de l'action du Trésor en recouvrement de l'impôt	47.
Restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt	38, 51 et suiv.
Demande de restitution dudit excédent :	
au cours de l'existence de la société	39.
en raison de la cessation des affaires en France de la société étrangère	52.
en raison de la liquidation de la société étrangère	53.
lors de la mise en faillite de la société étrangère	54.
Taux de l'impôt	22.
Non application aux sociétés étrangères des taux réduits	198.
— <i>Impôt sur le revenu des valeurs mobilières : Société française :</i>	
Eléments imposables	75.
Taux de l'impôt	76.
Réduction du taux de l'impôt	197 et suiv.
— <i>Income tax : Liquidation de la taxe française sur le revenu sans égard au paiement de l'income tax :</i>	
Voir Impôt sur le revenu des Valeurs mobilières. — Société étrangère.	
— <i>Indépendance des commerçants (Sur l') :</i>	
Voir Commerçants.	
— <i>Insuffisances d'évaluation dans les déclarations :</i>	
Voir Omissions.	

— <i>Italie : Convention concernant les entreprises de navigation aérienne</i>	311.
— <i>Italie : Convention concernant les entreprises de navigation maritime</i>	310.
— <i>Italie : Convention entre la France et l'Italie pour éviter les doubles impositions et régler certaines autres questions fiscales, signée le 16 juin 1930 (Etude de la)</i>	316.
Texte de ladite convention	15 T
	(Texte n° 5.)
Comparaison entre les dispositions de ladite convention et celles des conventions franco-belge et franco-américaine	371 et suiv.
Date d'entrée en vigueur de la convention	319.
Définition de l'établissement stable	320.
Délai de dénonciation	320.
Détermination du montant des bénéfices à considérer relativement à l'établissement stable situé en France	322.
Exonérations antérieurement prévues seulement pour les sociétés françaises : application des art. 27, 28 et 29 de la loi du 31 juillet 1920 et de l'art. 25 de la loi du 19 mars 1928 .	329.
Imposition des sociétés italiennes à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat situés en France	323.
Imposition des sociétés italiennes possédant en France un établissement stable	321 et suiv.
Imposition en France des dividendes et des intérêts des obligations ou emprunts payés à des actionnaires ou à des obligataires ou prêteurs domiciliés ou résidant en France	326.
Limitation du revenu taxé en ce qui concerne les sociétés italiennes ayant un établissement stable en France	321.
Non-imposition des intérêts des emprunts contractés par les sociétés italiennes	324.
Non-imposition des sociétés italiennes à raison d'une participation dans une société française.	328.
Non-imposition des sociétés italiennes qui se bornent en France à consentir des prêts, ou à concéder des brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication, sans y posséder d'établissement stable	324.
Non-imposition en France des rémunérations des administrateurs des sociétés italiennes	325.
Objet de la convention	317.
Tarif de l'impôt applicable aux distributions des sociétés italiennes possédant un établissement stable en France	323.
— <i>Japon : Convention internationale concernant les entreprises de navigation maritime</i>	309.

	PAGES
— <i>Jetons de présence payés aux actionnaires :</i>	—
Amende pour défaut de dépôt de l'état indiquant le montant des jetons	46.
Amende pour retard dans le paiement de la taxe due sur les jetons	46.
Jetons de présence payés aux actionnaires (Dépôt de l'état des)	41, 45.
Liquidation de l'impôt :	
Voir Impôt sur le revenu des valeurs mobilières. — Société étrangère.	
— <i>Loi du 29 juin 1872</i>	111 et suiv.
Texte actuel	Texte n° 3.
Texte voté le 29 juin 1872	114.
Art. 4 de la loi, et réfutation de l'interprétation adoptée par la jurisprudence	157 et suiv.
Art. 4, son interprétation exacte ; résumé des conclusions	199 et suiv.
Comparaison de l'art. 4 de la loi et de l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872	209.
Comparaison des textes des lois des 23 juin 1857, 30 mars 1872 et 29 juin 1872	129 et suiv.
Historique	111.
Prétendu principe d'égalité entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères	126 et suiv.
En fait il n'y a pas égalité de traitement entre les sociétés françaises et les sociétés étrangères	188 et suiv.
Rapprochement qui a été fait de l'alinéa 1 de l'art. 4 et de l'art. 1 ^{er} de la loi du 29 juin 1872	120.
Travaux et discussions parlementaires	134 et suiv.
Valeurs étrangères dont les revenus sont taxés par la loi du 29 juin 1872	118.
Valeurs françaises dont les revenus sont taxés par la loi du 29 juin 1872	116.
— <i>Lots et primes de remboursement :</i>	
Amende pour retard dans le paiement de la taxe due sur les lots et primes	46.
Dépôt des procès-verbaux de tirage relatifs aux lots et primes	41, 43.
— <i>Maisons ou comptoirs d'achat situés en France :</i>	
Imposition des sociétés italiennes à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat.	323.
Non-imposition des sociétés américaines à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat.	355.
Non-imposition des sociétés belges à raison de la possession de maisons ou comptoirs d'achat.	337.
— <i>Marchands</i>	63.
— <i>Marques de fabrique et brevets d'invention :</i>	
Imposition des sociétés étrangères pour concession à une société française de leurs marques et brevets, jugements : Seine, 9 mars 1928	228, 278,
Versailles, 27 juin 1934.	280.

Non-imposition des sociétés américaines qui se bornent en France à concéder des brevets, marques de fabrique et procédés de fabrication sans y posséder d'établissement stable ..	356.
Non-imposition des sociétés belges, <i>ibid.</i>	337.
Non-imposition des sociétés italiennes, <i>ibid.</i>	324.
— <i>Navigation aérienne</i> :	
Voir Conventions concernant les entreprises de navigation aérienne.	
— <i>Navigation maritime</i> :	
Voir Conventions concernant les entreprises de navigation maritime.	
— <i>Norvège : Convention concernant les entreprises de navigation maritime</i>	306.
— <i>Objet identique pour la société française et la société étrangère</i> (Taxation d'une société étrangère en cas d')	273.
— <i>Omissions ou insuffisances d'évaluation dans les déclarations</i> (Amende en cas d')	46.
— <i>Opérations faites en France</i> :	
Opération pouvant être considérée comme la première faite en France.....	16.
Taxation d'une société étrangère pour opérations faites en France. — Jugement : Seine, 15 février 1929.....	232.
— <i>Part bénéficiaire ou de fondateur</i> (Caractères de la) ..	87.
— <i>Parts d'intérêt et actions</i> (Comparaison des caractères des)	78.
— <i>Pays-Bas : Convention concernant les entreprises de navigation maritime</i>	305.
— <i>Personnalité juridique des sociétés</i> :	89.
Argument en faveur de l'imposition double : imposition de la filiale française et de la maison mère étrangère	92.
Critique dudit argument	93.
Argument en faveur de l'imposition unique : imposition de la filiale française	93.
Critique dudit argument	99.
Conclusion sur la personnalité juridique	102.
Généralités sur la personnalité juridique	90.
— <i>Pétitions en remise des amendes encourues</i> :	
Voir Amendes.	
— <i>Placement fait en France</i>	268.
— <i>Prescription de l'action des redevables contre le Trésor</i> , en restitution des taxes indûment perçues.	39, 52, 54, 56.
— <i>Prescription de l'action du Trésor à l'égard du représentant responsable</i>	57.
— <i>Prescription de l'action du Trésor en recouvrement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et des amendes y relatives</i>	47.
— <i>Prêts consentis en France</i> :	
Imposition des sociétés étrangères pour prêts ..	234, 239, 261.
Imposition des sociétés américaines pour prêts ..	367, 369.

Non-imposition des sociétés belges pour prêts ..	337.
Non-imposition des sociétés italiennes pour prêts.	324.
— <i>Prêts consentis par les sociétés françaises</i> (Exonération de l'impôt sur le revenu, des intérêts des prêts consentis par les sociétés françaises, qui émettent en représentation de ces prêts des obligations ou autres titres d'emprunt soumis eux-mêmes audit impôt)	196.
— <i>Primes de remboursement :</i> Voir Lots.	
— <i>Procuration accordant le mandataire de la société étrangère auprès de l'Administration de l'Enregistrement</i>	17, 18, et Annexe n° 8.
— <i>Produits</i> (Signification du mot)	29.
— <i>Quotité imposable :</i> Critique de l'expression « d'après une quotité du capital social »	249 et suivantes.
Demande en réduction de la quotité imposable.	33, et Annexe n° 26.
Fixation provisoire de la quotité imposable	32.
Fixation définitive de la quotité imposable	32.
Révision de la quotité imposable	33.
— <i>Raison sociale identique pour la société française et la société étrangère</i> (Taxation d'une société étrangère en cas de)	273 et suiv.
Jugement : Seine, 15 février 1929	231.
— <i>Rapport et Projet de loi présentés par M. CASIMIR-PÉRIER</i> le 31 août 1871 au nom de la commission sur le budget rectifié de l'exercice 1871 (Extraits des)	136.
— <i>Rapport général présenté par M. DESEILLIGNY</i> le 18 mai 1872 au nom de la commission du budget de 1872	144.
— <i>Rapport présenté par M. DESEILLIGNY</i> le 25 mai 1872 au sujet de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières	146. (Texte n° 1.)
— <i>Rapport supplémentaire présenté par M. DESEILLIGNY</i> le 28 juin 1872 sur les valeurs mobilières	150. (Texte n° 2.)
— <i>Registre du commerce</i> (Immatriculation de la société au)	21.
— <i>Remboursements et amortissements de capital :</i> Amende pour retard dans le paiement de la taxe due sur les remboursements et amortissements de capital	46.
Dépôt de la déclaration relative aux remboursements et amortissements de capital	41, 43.
— <i>Représentant</i>	13.
— <i>Représentant n'agissant que pour une seule maison étrangère</i>	14.

— <i>Représentant de commerce</i>	13.
— <i>Représentant de commerce agissant pour plusieurs sociétés</i>	15.
— <i>Représentant responsable :</i>	
Amende pour défaut de la désignation d'un représentant responsable	20.
Déclaration de dénonciation de l'engagement du représentant responsable	57, et Annexe n° 38.
Documents à fournir pour faire agréer un représentant responsable	17.
Documents prouvant la qualité de français du représentant responsable	17, et Annexe n° 10.
Documents prouvant la solvabilité du représentant responsable	17, et Annexe n° 11.
Document prouvant la validité de l'engagement pris par le représentant responsable	17, et Annexe n° 12.
Engagement pris par le représentant responsable.	17, et Annexe n° 9.
Engagement pris par la société de payer l'impôt et les amendes, avec désignation d'un représentant responsable	17, et Annexe n° 5.
Document prouvant la validité du susdit engagement	17, et Annexe n° 6.
Traduction dudit document	17, et Annexe n° 7.
Prescription de l'action du Trésor à l'égard du représentant responsable	57.
Restitution des garanties remises par la société au représentant responsable	56.
— <i>Restitution de l'excédent perçu provenant des acomptes trimestriels versés au titre de l'impôt :</i>	
Voir Impôt sur le revenu des valeurs mobilières — Société étrangère.	
— <i>Restitution des garanties remises par la société au représentant responsable :</i>	
Voir Représentant responsable.	
— <i>Royaume-Uni de Grande Bretagne :</i>	
Voir Grande Bretagne.	
— <i>Sociétés anglaises et Income tax :</i>	
Voir Impôt sur le revenu des valeurs mobilières — Société étrangère.	
— <i>Société anonyme :</i>	
Voir Filiale.	
— <i>Société à responsabilité limitée :</i>	
Voir Filiale.	
— <i>Société en commandite :</i>	
Voir Filiale.	

— Société en nom collectif :	
Voir Filiale.	
— Société en participation :	
Voir Filiale.	
— Sociétés étrangères qui ont fait agréer un représentant responsable ou versé un cautionnement (Relevé des)	188.
— Statuts (Amende pour défaut de dépôt des)	20.
— Statuts à déposer pour faire agréer un représentant responsable (Renseignement sur les)	17, et Annexe n° 1.
Renseignements sur la traduction française des statuts à déposer pour faire agréer etc., etc.	17, et Annexe n° 2.
— Statuts à déposer pour faire fixer un cautionnement (Renseignements sur les)	18, et Annexe n° 13.
Renseignements sur la traduction française des statuts à déposer pour faire fixer etc.	18, et Annexe n° 14.
— Succursale	15.
— Suède: Convention concernant les entreprises de navigation maritime	305.
— Table alphabétique des auteurs et des ouvrages cités.	427.
— Table alphabétique des matières	A la fin de l'ouvrage.
— Table analytique des matières	Au début de l'ouvrage.
— Table chronologique des arrêts et jugements cités ..	421.
— Table chronologique des projets de lois, lois, décrets, traités, conventions, accords. instructions, solutions, et réponses ministérielles cités	411.
— Table des Annexes	Avant les Annexes.
— Table des Textes reproduits in extenso	Avant les Textes.
— Taux de l'impôt :	
Voir Impôt sur le revenu des valeurs mobilières : société étrangère ; société française.	
— Taux de l'impôt applicable aux distributions des sociétés américaines, des sociétés belges et des sociétés italiennes possédant un établissement stable en France :	
Voir Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Italie	
— Convention pour éviter les doubles impositions.	
— Textes	I T à 48 T.
— Traductions des documents à déposer à l'Administration de l'Enregistrement (Renseignements sur les).	41.
— Valeurs (Sens divers donnés au mot)	166, 170, 171 et suiv., 175, 217, 230, 241 et suiv.
— Voyageur de commerce :	
Voir Représentant.	

IMPRIMERIE DU PALAIS
20, Rue Geoffroy-l'Asnier
..... PARIS-4°

IMPRIMERIE DU PALAIS
20, Rue Geoffroy-l'Asnier
..... PARIS-4°
